



**HAL**  
open science

# Les Arméniens dans la rue. Des mobilisations entre héritages, emprunts et réappropriations. Début des années 1970-milieu des années 1980 (Paris-Lyon)

Sophie-Zoé Toulajian

► **To cite this version:**

Sophie-Zoé Toulajian. Les Arméniens dans la rue. Des mobilisations entre héritages, emprunts et réappropriations. Début des années 1970-milieu des années 1980 (Paris-Lyon). Histoire. Ecole normale supérieure de lyon - ENS LYON, 2024. Français. NNT : 2024ENSL0045 . tel-04784802

**HAL Id: tel-04784802**

**<https://theses.hal.science/tel-04784802v1>**

Submitted on 15 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## THÈSE

En vue de l'obtention du grade de Docteur, délivré par

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

École Doctorale n° 483 Sciences Sociales

### HISTOIRE

Soutenue publiquement le 10/09/2024, par :

Sophie-Zoé TOULAJIAN

**Les Arméniens dans la rue. Des mobilisations entre héritages, emprunts et réappropriations. Début des années 1970-milieu des années 1980 (Paris-Lyon)**

**Sous la direction de Philippe Rygiel**

**Devant le jury composé de :**

Adjemian, Boris. HDR, Directeur de la Bibliothèque Nubar, CRH/EHESS, Bibliothèque Nubar de l'UGAB (rapporteur)

Gallot, Fanny. HDR, Maîtresse de conférences, INSPE de Créteil, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (rapporteuse)

Falaize, Benoît. Inspecteur général de l'éducation nationale, Centre d'histoire de Sciences Po/IGEN

Kévonian, Dzovinar. Professeure des Universités, Université de Caen-Normandie

Mathieu, Lilian. Directeur de recherches au CNRS, ENS de Lyon

Picard, Emmanuelle. Professeure des Universités, ENS de Lyon

Porhel, Vincent. Maître de conférences, Université Claude Bernard-Lyon 1

Rygiel, Philippe. Professeur des Universités, ENS de Lyon

À mes enfants, Sévan, Lélia-Anahïde, Léon-Missak,

## REMERCIEMENTS

Cette thèse fut une aventure collective et je tiens à remercier tous les témoins qui m'ont accordée du temps pour me raconter leur histoire et qui ont toujours été disponibles pour mes questions. Sans eux, cette recherche n'aurait pas été possible. J'ai une pensée émue pour ceux qui nous ont quittés. Je remercie également le personnel des APP (Archives de la préfecture de police à Paris), des AN (Archives nationales), des AMAE (Archives du ministère des Affaires étrangères), du CNMA (Centre national de la mémoire arménienne) à Décines, d'ARAM (Association pour la recherche et l'archivage de la mémoire arménienne) à Marseille, de la MCA (Maison de la culture arménienne) à Alfortville, de la bibliothèque Nubar de l'UGAB (Union générale arménienne de bienfaisance) à Paris, de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), pour leur implication, ainsi que mon laboratoire, le LARHRA, et l'ENS de Lyon, qui a participé au financement d'un déplacement à Lyon et à Marseille.

Mes remerciements s'adressent à Philippe Rygiel, qui a accepté de diriger ce travail de thèse. Je lui suis reconnaissante pour sa promptitude à répondre à mes questionnements, sa capacité à les reformuler, ses conseils avisés et sa relecture éclairante. Je remercie Vincent Porhel, Emmanuelle Picard, Lilian Mathieu, Dzovinar Kévonian, Benoît Falaize, Fanny Gallot, ainsi que Boris Adjemian, d'avoir accepté d'être membres de mon jury et de discuter ce travail ; je suis particulièrement reconnaissante à ce dernier, pour ses encouragements et sa disponibilité constante, lors de mes visites à la bibliothèque Nubar. Leurs travaux ont été une source de réflexion précieuse. Je remercie aussi Christian Chevandier, Raymond Kévorkian, Claire Mouradian, Nicolas Offenstadt et Michelle Riot-Sarcey d'avoir accepté de relire des bouts de chapitres ou des chapitres entiers, en me partageant leurs remarques et leurs suggestions.

Je tiens enfin à remercier Liliane D, qui a suivi l'évolution de ma recherche et m'a relue avec beaucoup de patience. Je dois beaucoup à ma famille et à mes amis, pour leur soutien et pour l'énergie qu'ils m'ont transmise tout au long de ce travail. Je tiens plus particulièrement à remercier, pour leurs corrections de dernière minute, Graziella, Monique, Pascale, Françoise, Sophie P., Sophie G., Roland, Gerbert et, pour son écoute de morceaux de lecture à voix haute, Jérôme.

**SIGLES (utilisés au moins deux fois)**

AMAE : Archives du ministère des Affaires étrangères  
AN : Archives nationales  
ANMO : Afrique du Nord/Moyen-Orient  
APP : Archives de la préfecture de police (de Paris)  
ARA : Armée révolutionnaire arménienne  
ASALA : Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie  
CBAF : Croix bleue des Arméniens de France  
CDCA : Comité de défense de la cause arménienne  
CEA : Centre d'études arméniennes  
CGT : Confédération générale du travail  
CFDT : Confédération française démocratique du travail  
CJGA : Commando des justiciers du génocide arménien  
CSPPA : Comité de soutien des prisonniers politiques arméniens  
DCRG : Direction centrale des Renseignements généraux  
DGPN : Direction générale de la police nationale  
FRA : Fédération révolutionnaire arménienne  
GP : Gauche prolétarienne  
JAF : Jeunesse arménienne de France  
LCR : Ligue communiste révolutionnaire  
MCA : Maison de la culture arménienne  
MEA : Maison des étudiants arméniens  
MNA : Mouvement national arménien  
MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Arménie  
NRA : Nouvelle résistance arménienne  
OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides  
PCF : Parti communiste français  
PS : Parti socialiste  
PSU : Parti socialiste unifié  
SFA : Solidarité franco-arménienne  
SFIO : Section française de l'internationale ouvrière  
UCFAF : Union culturelle française des Arméniens de France  
UEAE : Union des étudiants arméniens d'Europe  
UEJA : Union des étudiants et de la jeunesse arménienne  
UGAB : Union générale arménienne de bienfaisance  
UNEF : Union nationale des étudiants de France

### *Avertissement aux lecteurs*

Nous n'avons pas adopté une translittération scientifique ou académique par souci de clarté pour les lecteurs non spécialistes. Nous avons fait le choix d'une orthographe française usuelle, quand les toponymes existent en français. Quand ce n'est pas le cas, nous avons utilisé une orthographe phonétique se rapprochant de la prononciation de l'arménien occidental, qui est la version de l'arménien pratiqué par nos sources. Le cas échéant, pour certains termes d'usage courant, nous utiliserons la prononciation orientale (comme *Dachnaktsoutioun*). Pour les noms de famille et les titres de presse, nous avons utilisé l'orthographe des auteurs arméniens (comme la revue *Yéridassart Haiï*, orthographiée ainsi par son rédacteur, mais parfois différemment ailleurs). Quand nous citons les sources qui les mentionnent, nous avons respecté leurs choix orthographiques, qui peuvent donc varier d'une source à l'autre (archives publiques, presse arménienne, presse française).

## **SOMMAIRE**

Remerciements .....	2
Liste des sigles .....	3
Avertissement aux lecteurs .....	4
Sommaire .....	5
Avant-propos .....	6
<b>INTRODUCTION</b> .....	8
<b>PARTIE I. DES MOBILISATIONS EMBOÎTÉES</b> .....	29
Chapitre 1. Internes/externes : quelles sources pour une socio-histoire des mobilisations arméniennes ? .....	30
Chapitre 2. Moyen-Orient/Occident : mobilités et mobilisations .....	56
Chapitre 3. Féminin/Masculin : les Arméniennes mobilisées .....	86
<b>PARTIE II. LES APPARTENANCES BRICOLÉES DES MOUVEMENTS POLITIQUES ARMÉNIENS</b> .....	115
Chapitre 4. Une cartographie politique bipolaire, dominée par le parti <i>Dachnaksoutioun</i> ..	117
Chapitre 5. L'irruption d'une gauche arménienne alternative, Libération arménienne .....	168
<b>PARTIE III. DES MOBILISATIONS DE RUE QUI RACOMMODENT LES ESPACES, 1970-1985</b> .....	225
Prologue. 1965, les Arméniens dans la rue .....	227
Chapitre 6. À Paris, des actions manifestantes irradiées par les circulations protestataires. Première moitié des années 1970 .....	235
Chapitre 7. La diversification des actions manifestantes. Deuxième moitié des années 1970 .....	269
Chapitre 8. Vers la routinisation des manifestations. Première moitié des années 1980 .....	336
<b>CONCLUSION</b> .....	390
<b><u>SOURCES</u></b> .....	397
<b><u>BIBLIOGRAPHIE</u></b> .....	411
<b><u>CHRONOLOGIES</u></b> .....	443
<b><u>ANNEXES (SCHÉMAS, TABLEAUX, CARTES)</u></b> .....	455
<b><u>ILLUSTRATIONS</u></b> .....	461
<b><u>INDEX</u></b> .....	482
<b><u>TABLE DES MATIÈRES</u></b> .....	489

## Avant-propos

L'histoire de la diaspora arménienne au XX<sup>e</sup> siècle est appréhendée essentiellement sous l'angle du génocide et de la question migratoire. Or une population victime d'un génocide est souvent étudiée à travers le seul prisme du traumatisme. Pourtant, la recomposition des appartenances d'une diaspora sur son territoire d'accueil est continue<sup>1</sup>. Cette recherche propose d'observer la diaspora arménienne selon d'autres grilles de lecture et de réparer son absence de l'histoire des mobilisations lors de la longue décennie protestataire des années 1970 en France.

Il semble au préalable nécessaire d'apporter un bref éclairage sur les raisons qui ont présidé au choix de mon objet : l'historien, « en se penchant sur la vie et la mort des hommes du passé, [...] travaille aussi sur sa propre vie et sa propre mort [...]. Cela suppose notamment qu'il élucide ses implications personnelles »<sup>2</sup>. Première particularité, ma posture de recherche, à la fois intérieure et extérieure, peut sembler inconfortable. En effet, la terminaison de mon nom en « ian », qui a facilité la mise en œuvre des entretiens, induit immédiatement une relation de proximité avec mon objet, et en effet, mes ascendants ont été victimes du génocide des Arméniens perpétré en 1915 par les Turcs ottomans. Ce passé traumatique et l'expulsion qui en découle hors du territoire d'origine<sup>3</sup> participent à définir une des principales caractéristiques d'une diaspora : l'existence de liens, parfois invisibles, entre les membres d'une communauté dispersée à travers le monde. Pourtant, n'ayant aucune relation, amicale ou familiale, avec la communauté que j'ai interrogée, découverte lors de la recherche, je n'avais pas, avant de commencer ce travail, de connaissance intime de mon objet, qui m'aurait permis de l'approcher avec plus d'aisance. Ainsi, mon parcours est l'inverse de la majorité des témoins interrogés : issue d'un mariage mixte, sans relation avec la communauté et avec le militantisme, j'étais une « assimilée ».

Autre particularité, la date d'arrivée en France de mon père (qui parlait l'arménien, le turc et l'arabe), né en Syrie en 1933, ayant grandi au Liban, venu en France au début des années 1960 et ayant peu côtoyé d'Arméniens<sup>4</sup>, ne correspond pas au schéma des migrations arméniennes en France dans les années 1920, suite au génocide, ou à celui des migrations arméniennes du Liban dans les années 1970, dans le contexte de la guerre civile. Aussi, je suis,

---

<sup>1</sup> Sarah Gensburger, Dzovinar Kévonian, Sandrine Lefranc. « Penser les génocides et les crimes de masse avec les outils ordinaires des sciences sociales. Retour sur trois parcours de chercheuses ». *Penser les génocides. Itinéraires de recherche*. Paris : CNRS. 2021, p. 193-214.

<sup>2</sup> Antoine Prost. *Douze leçons sur l'histoire*. Paris : Le Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1996.

<sup>3</sup> Stéphane Dufoix. *La diaspora. Une histoire des usages du mot DIASPORA*. Paris : Éditions Amsterdam, 2012.

<sup>4</sup> Il était toutefois proche du peintre Assadour Bezdikian et rencontra Mélinée Manouchian.

d'une certaine manière, moins « française » que la plupart des militants interrogés, dont la venue des grands-parents en France est ancienne (les années 1920) et dont les parents sont nés en France. Ce fragile équilibre du positionnement, légèrement « dedans », par une histoire violente partagée, et « dehors », esquisse une double illégitimité : par rapport aux enquêtés, je ne suis pas insérée dans la communauté et au regard de la France, je suis une fille d'immigré, en quête de reconnaissance. À la différence des chercheurs, qui ont déjà un réseau de relations avec « leurs » militants, j'étais donc « étrangère ». Ce statut d'observatrice entre deux mondes a eu des effets sur mon écriture, prudente. Cependant, consciente de ce multi chassé-croisé qui voyait se superposer plusieurs dualités, j'ai tenté d'élaborer un équilibre narratif entre les tensions qui traversaient cette recherche.



## INTRODUCTION

### 1. Qu'est-ce que la question arménienne ?

L'objectif de cette entrée en matière est de présenter les principales caractéristiques permettant de cerner les mobilisations de rue de la diaspora arménienne en France entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980. On a pu qualifier les Arméniens de « peuple-monde »<sup>5</sup>. Leur histoire s'inscrit dans la longue durée, liée à l'ancienneté de leur présence, aux confins des empires, entre Occident et Orient, sur un territoire délimité, même s'il a pu osciller entre extension et rétraction. Plusieurs facteurs ont contribué à constituer et préserver leur identité dans un environnement souvent hostile : la montagne-refuge, une Église nationale commune depuis l'adoption du christianisme comme religion d'État au IV<sup>e</sup> siècle, une langue dotée de son alphabet propre, permettant la création et la transmission d'une culture écrite spécifique, un système de parenté organisé autour de la famille patriarcale élargie, assurant une forme de sécurité face aux turbulences de l'histoire. La fragmentation des entités étatiques (plusieurs royaumes ou principautés ont pu coexister) et une dispersion précoce, avec la constitution de colonies diasporiques dans l'espace européen et asiatique, ont pu permettre une existence nationale dans des conditions plus propices, quand elle était difficile sur le territoire d'origine, du fait des dominations impériales étrangères. En effet, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la population arménienne est répartie entre les trois empires qui se partagent alors son territoire : la Perse (autour de Tabriz, Téhéran et Ispahan), la Russie (au Caucase conquis au XIX<sup>e</sup> siècle) et surtout l'Empire ottoman, principalement dans les provinces orientales de l'Anatolie et en Cilicie (lieu du dernier royaume médiéval, XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle). L'essentiel de la population, essentiellement rurale, vit encore sur ses terres ancestrales, le *Yerguir* (« Pays »). Comme les autres non-musulmans dans l'Empire ottoman, et malgré plusieurs tentatives de réformes, les Arméniens ne bénéficient pas de l'égalité des droits et ont un statut de *dhimmi*, « protégés », en tant que « gens du Livre », mais « citoyens » de seconde zone. La plupart font partie du *millet* (« nation », au sens ethno-confessionnel) arménien, sous la direction du Patriarche arménien de Constantinople, une minorité relève du *millet* catholique et une fraction encore plus faible du *millet* protestant.

La question de l'égalité des droits et de la fin des discriminations selon la religion est au cœur de la Question arménienne qui apparaît sur la scène internationale au traité de Berlin de

---

<sup>5</sup> Michel Bruneau. *Peuples-monde de la longue durée. Chinois, Indiens, Iraniens, Grecs, Juifs, Arméniens*. Paris : CNRS Éditions, 2022.

1878, à l'issue de la guerre russo-turque de 1877-1878, comme un élément de la Question d'Orient. Elle a trait au sort de l'Empire ottoman en déclin et de ses populations, sur fond de rivalités des puissances européennes pour le partage de ses dépouilles. L'échec des réformes promises pour garantir la sécurité des biens et des personnes contre les exactions des tribus kurdes et tcherkesses (ces dernières venues du Caucase conquis par les Russes), voire l'aggravation de la situation au fil des pertes territoriales de l'Empire, suscite l'apparition de mouvements d'autodéfense, par des groupes de *fédais* (« sacrifiés », bandits d'honneur à la façon des *haïdouks* bulgares ou des *klephtes* grecs) et de partis politiques<sup>6</sup>. Leurs revendications portent sur des transformations institutionnelles et sociales, par le combat politique, mais aussi par la lutte armée, contre un pouvoir autoritaire. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les progrès de l'instruction, la diffusion des idéaux de la Révolution française et du Printemps des peuples, rendent l'oppression plus insupportable. Les revendications ne se limitent pas à l'Empire ottoman, ni ne sont le fait que des seuls Arméniens, mais aussi d'autres nationalités.

La protestation peut s'exprimer à travers des manifestations de rue, au risque de déclencher la répression. D'où une certaine prudence de l'Église, à laquelle les partis politiques, plus radicaux, reprochent d'être trop conciliante avec le pouvoir<sup>7</sup>. Ainsi, en juin 1890, à Erzeroum, une manifestation organisée par le parti *hintchak* (« la cloche »), parti marxiste créé en 1887 à Genève, par des étudiants du Caucase russe, est violemment réprimée. Quelques mois, plus tard, à Constantinople, les manifestants forcent le patriarche à joindre les protestataires et marchent vers le palais pour demander l'amélioration des conditions de vie des Arméniens et l'application de l'article 61 du traité de Berlin. La police intervient rapidement, faisant plusieurs morts. La répression est encore plus massive et féroce, et menée par l'armée, contre le Sassoun, une zone traditionnellement rebelle, où quelques villages se sont insurgés contre les taxations arbitraires des tribus kurdes. Cherchant à interpeller l'opinion publique internationale à travers les ambassades étrangères, les *hintchaks* organisent, en septembre 1895, une manifestation à Constantinople. Près de 2000 personnes prennent part à une marche pacifique, du quartier arménien à la Sublime Porte, le siège du gouvernement. Ils demandent des libertés civiles, des réformes et des droits pour les Arméniens. La police les intercepte, arrête les leaders et la manifestation est noyée dans le sang. Durant trois jours à Constantinople, les pogroms anti-arméniens se multiplient et 6000 personnes sont tuées, parfois par la population turque et kurde

---

<sup>6</sup> Louisa Nalbandian. *The Armenian Revolutionary Movement. The Development of Armenian Political Parties through the Nineteenth Century*. Berkeley : University of California Press, 1963.

<sup>7</sup> Razmik Panossian. *The Armenians : From Kings and Priests to Merchants and Commissars*. New York : Columbia University Press, 2006.

de la capitale, en accord avec la police. Dans toutes les provinces, des massacres de masse font entre 200 et 300 000 victimes, entre 1894 et 1897, sous le règne du sultan Abdülhamid II<sup>8</sup>, affublé du titre de « sultan rouge ». Un autre parti politique, la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA) ou *Hai Heghapokhakan Dachnaksoutioun*, né en 1890 à Tiflis, qui s'inspire des sociaux-révolutionnaires russes et devient bientôt hégémonique dans les campagnes arméniennes, opte plutôt pour des formes plus actives, telles que la guérilla.

Dans le Caucase, où l'effervescence politique est dense, en raison de l'existence de différents courants socialistes et populistes, les Arméniens subissent moins d'exactions de la part du régime tsariste. Ils participent à des manifestations, dont les revendications sont sociales, comme lors du 1<sup>er</sup> Mai<sup>9</sup>. Des attentats contre les dirigeants sont aussi entrepris. Ils établissent des alliances pour s'inscrire dans des mouvements d'émancipation à l'échelle régionale, voire internationale. Dans l'Empire ottoman, et aussi en exil, ils se rapprochent, pour certains, du mouvement des Jeunes-Turcs, apparu en 1889, qui lutte contre le despotisme du Sultan et est alors partisan d'un empire décentralisé, accordant plus d'autonomie aux provinces. En Russie, ils participent à la révolution de 1905, en Perse, aux révolutions constitutionnelles de 1906 et 1911. La révolution des Jeunes-Turcs en 1908, qui rétablit la première constitution ottomane de 1876, suspendue dès 1878 par Abdülhamid II, est un signe d'espoir de réformes, comme le montrent des manifestations de joie des Arméniens<sup>10</sup>, à l'unisson des autres communautés, qui sont aussi l'occasion d'éprouver leur force collective dans l'espace public.

Ainsi, la protestation arménienne sur les terres d'origine, sous la forme du rassemblement, de pétitions ou de la lutte armée, a une historicité. Les divisions sur les choix des moyens de la lutte (diplomatique, manifestante, combattante) ; le rôle de l'Église ; les tentatives pour élargir la réception de leur lutte auprès des peuples de la région et auprès de l'opinion publique internationale, sont des interrogations qui se posent déjà à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, bien avant le génocide de 1915, qui anéantit les deux-tiers de la population arménienne. L'arrestation des élites politiques et intellectuelles, le 24 avril 1915, en constitue la première étape, avant les tueries et déportations de masse par l'Empire ottoman. Le génocide chasse du territoire ottoman les survivants<sup>11</sup>. Après la soviétisation de l'éphémère république indépendante, apparue au Caucase russe, lors de l'effondrement de l'Empire tsariste (1918-1920), et après l'annulation

---

<sup>8</sup> Raymond H. Kévorkian, Paul B. Paboudjian. *Les Arméniens dans l'empire ottoman à la veille du génocide*. Paris: Arhis, 1992.

<sup>9</sup> Anahide Ter Minassian. *Histoires croisées. Diaspora-Arménie-Transcaucasie, 1890-1990*. Marseille : Éditions Parenthèses (Coll. « Arménies »), 1997.

<sup>10</sup> Raymond H. Kévorkian, Paul B. Paboudjian. *Op. cit.*

<sup>11</sup> Raymond H. Kévorkian. *Le génocide des Arméniens*. Paris : Odile Jacob, 2006.

du traité de Sèvres (10 août 1920) par le traité de Lausanne (1923), une nouvelle page s'ouvre dans l'histoire des Arméniens. Ils sont désormais partagés entre un État au territoire résiduel (30 000 km<sup>2</sup>), vassalisé par l'URSS, et une « grande diaspora »<sup>12</sup> dispersée sur les cinq continents, qui représente la très grande majorité de ce qui reste du peuple arménien.

La France est l'un des pays d'accueil. Les liens entre la France et les Arméniens remontent à la création du dernier État arménien, le royaume de Cilicie au XIV<sup>e</sup> siècle. La présence arménienne en France est attestée au XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque des marchands<sup>13</sup> arméniens négociaient dans le port de Marseille. La présence de clercs et d'intellectuels est aussi avérée. Plus tard, des étudiants arméniens assistent à Paris à la révolution de 1848<sup>14</sup> et il est d'usage, dans les familles aisées, que les jeunes gens aillent faire leurs études en Europe. La question arménienne a mobilisé des intellectuels français, qui s'engagent contre les massacres d'Arméniens dès 1894, dont Jean Jaurès<sup>15</sup>. À la veille de la Première Guerre en 1914, les Arméniens sont près de 4000 en France, dont 1500 à Paris, où l'église apostolique arménienne Saint-Jean-Baptiste a été construite, rue Jean Goujon, en 1904. Après le génocide, les orphelins rescapés présents dans les camps des mandats français de l'Empire ottoman dépecé, Syrie et Liban, acceptent, dans les années 1920, des contrats de travail, fournis par des employeurs français, en quête de main d'œuvre et venus les chercher, suite à l'hécatombe de la Première Guerre mondiale. Plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens parviennent en France dans le dénuement et s'y installent. Débarqués à Marseille, dotés du passeport Nansen<sup>16</sup>, marqué « sans retour possible », et qui leur octroie le statut de réfugié, ils remontent ensuite la vallée du Rhône selon les opportunités d'emplois et s'établissent au sein de trois pôles, Marseille et sa région, Lyon et sa région (Décines, Valence...) et Paris, ainsi que sa banlieue, à Alfortville, ou encore à Issy-les-Moulineaux. Cette première génération migratoire, regroupant des orphelins et des jeunes adultes, connaît un double déracinement à son arrivée dans les villes françaises : elle est rescapée du génocide et est issue des campagnes. Parlant l'arménien, elle travaille en usine, mais aussi souvent à domicile dans les métiers de l'artisanat, appris dans les orphelinats au Moyen-Orient. Elle est endogamique, vit dans l'entre-soi pour se préserver et peut-être aussi parce que la société d'accueil ne lui est alors pas ouverte. La deuxième génération migratoire,

---

<sup>12</sup> Aïda Boudjikianian. « La grande diaspora arménienne (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle) ». In Dédéyan, Gérard (dir.). *Histoire du peuple arménien*. Toulouse : Privat, 2007, p. 819-905.

<sup>13</sup> Kéram Kévonian. « Marchands arméniens au XVII<sup>e</sup> siècle. À propos d'un livre arménien, publié à Amsterdam en 1699 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, avril-juin 1975, vol. 16, n°2, p. 199-244.

<sup>14</sup> Anahide Ter Minassian. « L'Arménie et l'éveil des nationalités (1800-1914) ». In Dédéyan, Gérard (dir.). *Histoire du peuple arménien*. Toulouse : Privat, 2007, p. 475-521.

<sup>15</sup> Vincent Duclert. *La France face au génocide des Arméniens*. Paris : Fayard, 2015.

<sup>16</sup> Anouche Kunth. « Faire l'expérience d'un statut en construction. Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen en France. 1922-1942 ». *Revue européenne des migrations internationales*, 2017, vol. 33, n°4, p. 23-47.

née en France dans les années 1920 à 1940, est scolarisée à l'école française et se tourne vers des métiers plus qualifiés. La troisième génération, née dans les années 1950 et les années 1960, cherche à retrouver ses racines et prolonge la mobilité sociale des parents. C'est le modèle décrit par Gérard Noiriel<sup>17</sup>, et qu'Anahide Ter Minassian<sup>18</sup> et Martine Hovanessian<sup>19</sup> observent. Nous y reviendrons.

En diaspora, dans l'entre-deux-guerres, des associations compatriotiques se forment sur la base des anciennes petites patries de l'Empire ottoman. Quant aux partis politiques, ils se reconstituent et s'acclimatent au territoire d'accueil. Deux mouvances politiques arméniennes opposées structurent en partie la communauté et s'opposent sur le soutien à apporter ou non à l'Arménie soviétique. Le parti *Dachnaksoutioun*, proche de la SFIO, Section française de l'internationale ouvrière, est partisan d'une Arménie indépendante et les « Rouges »<sup>20</sup> soutiennent l'Arménie soviétique, alors que le Parti communiste français est puissant à partir des années 1930. Après la Seconde Guerre mondiale, les tensions sont fortes entre les deux mouvances politiques en raison de la guerre froide et de l'échec des rapatriements (le *nerkaght*) en Arménie soviétique, qui ont vu le départ de la France de presque 7000 Arméniens en 1946-1948, à l'origine de désillusions, lorsque les Arméniens sont confrontés au mode de vie soviétique, contraignant et répressif. Beaucoup d'entre eux demandent ensuite à rentrer en France<sup>21</sup>. En outre, en raison de la contribution à l'effort de guerre des Arméniens, les naturalisations sont nombreuses après la guerre. Désormais, c'est en diaspora que se construit et se revendique l'appartenance arménienne.

La présence arménienne dans l'espace public français est ancienne, comme en témoigne l'enterrement d'Avédis Aharonian<sup>22</sup>, en avril 1948, qui donne lieu à des rassemblements massifs d'Arméniens dans la rue, suivant le cercueil, de Marseille à Paris, entre Bastille et le Père-Lachaise. C'est toutefois le cinquantième anniversaire du génocide, le 24 avril 1965, qui

---

<sup>17</sup> Gérard Noiriel. « Immigration : le fin mot de l'histoire ». Étrangers, immigrés, Français. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1985, n°7, p. 141-150.

<sup>18</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». Arménie-Diaspora. Mémoire et modernité. *Les Temps modernes*, juillet-août-septembre 1988, n°505-506, p. 189-234.

<sup>19</sup> Martine Hovanessian. *Le lien communautaire. Trois générations d'Arméniens*. Paris : Armand Colin, 1992.

<sup>20</sup> Astrig Atamian. *La mouvance communiste arménienne. Entre adhésion au PCF et contemplation de l'Ararat: les « Rouges » de la communauté arménienne de France, des années 1920 aux années 1990*. Thèse d'histoire sous la direction de Claire Mouradian, Paris, INALCO, 2014.

<sup>21</sup> Claire Mouradian. « L'immigration des Arméniens de la diaspora vers la RSS d'Arménie, 1946-1962 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, janvier-mars 1979, vol. 20, n°1, p. 79-110. Voir aussi Jo Laycock. « Armenian Homelands and Homecomings, 1945-9 : The Repatriation of Diaspora Armenians to the Soviet Union ». *Cultural and Social History*, 2012, vol. 9, n° 1, p. 103-123. « Survivor or Soviet Stories ? Repatriate Narratives in Armenian Histories, Memories and Identities ». *History and Memory*, 2016, vol. 28, n° 2, p. 123-151.

<sup>22</sup> Henri Verneuil. *Avédis Aharonian, dernier président arménien*. CNC. Archives cinématographiques de Bois d'Arcy. 1949. 30 minutes.

constitue une occasion pour être dans la rue, en Arménie soviétique, où vivent deux millions d'Arméniens, aussi bien que dans la diaspora. Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman est en effet commémoré chaque année depuis 1919<sup>23</sup>, le 24 avril, au sein des communautés arméniennes dispersées dans le monde. En 1945, après l'usage du terme génocide par Raphaël Lemkin en 1944, Chavarche Missakian, dans un éditorial du quotidien en langue arménienne *Haratch* (« En avant »), emploie le terme de *tseghasbanoutioun* (« destruction de la race », soit génocide)<sup>24</sup>, alors qu'auparavant, c'est le terme *yeghern* (« crime ») qui était utilisé<sup>25</sup>. En 1948, une résolution de l'ONU adopte la convention pour la répression et la condamnation du crime de génocide. Après-guerre, des ouvrages sur l'histoire des Arméniens paraissent en français<sup>26</sup>.

À partir de 1965, les commémorations du génocide se déroulent, de plus en plus souvent, hors-les-murs. C'est pourquoi nous faisons débiter notre recherche juste après cette date : celle de la présence arménienne dans la rue. Quant au choix du milieu des années 1980 comme limite temporelle, il s'inscrit dans différents contextes. Dans le monde, il correspond à la fin d'un cycle, initié quelques années plus tôt, d'une décrue des mobilisations. En diaspora, il coïncide avec la fin des attentats perpétrés contre des diplomates turcs, depuis le milieu des années 1970, par des groupes armés arméniens, et avec les débuts de la reconnaissance du génocide dans l'arène diplomatique, qui se poursuit à l'ONU. Les années 1980 correspondent aussi à la disparition de la première génération migratoire, rescapée du génocide, qui ne peut plus transmettre directement sa mémoire. La littérature scientifique sur le génocide est en outre plus fournie à partir des années 1980<sup>27</sup>. L'année 1985 marque enfin le soixante-dixième anniversaire du génocide : les cérémonies, organisées aussi bien en Arménie soviétique qu'en diaspora, ont plus d'éclat et sont plus ritualisées. En France, en moins de 20 ans, les actions de rue, organisées à Paris et à Lyon, si elles ne regroupent pas plus de monde, ont vu les acteurs et les pratiques se renouveler. Il sera alors nécessaire de les situer à plusieurs échelles : celle de la présence arménienne éclatée dans le monde, celle du pays qui a accueilli les Arméniens, et celle de l'espace local, urbain, où ils vivent.

---

<sup>23</sup> Claire Mouradian. « La mémoire en république d'Arménie. Les contraintes de la politique ». *L'actualité du génocide des Arméniens*. Actes du colloque organisé par le CDCA. Créteil : Édipol, 1999, p. 269-305.

<sup>24</sup> *Haratch* n°4479, 9 décembre 1945.

<sup>25</sup> Boris Adjemian, Julien Zarifian. « La reconnaissance internationale du génocide des Arméniens. Histoire, enjeux, pratiques ». *20 et 21. Revue d'histoire*, 2023/2, n°158, p. 149-165.

<sup>26</sup> Hrant Pasdermadjian. *Histoire de l'Arménie depuis les origines jusqu'au traité de Lausanne*. Paris : Librairie orientale Hrant Samuelian, 1949. Jean-Pierre Alem. *L'Arménie*. Paris : Que-sais-je ? 1962. Des ouvrages romanesques sont aussi édités. Victor Gardon. *Le Vert soleil de ma vie*. Paris : Stock, 1959.

<sup>27</sup> Raymond Kévorkian. « Une historiographie en mutation ». Arménie, aventure d'une nation. *Revue des deux mondes*, octobre 2006, p. 100-108. Gérard Chaliand, Yves Ternon. *1915, Le génocide des Arméniens*. Bruxelles : Éditions Complexe, 1980.

## 2. Des historiographies qui se sont peu croisées : les mobilisations des Arméniens au service d'une histoire sociale des diasporas

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de trois historiographies, celle des Arméniens, celles des mobilisations et celle des diasporas. La première n'est plus en friche, mais en mouvement, depuis plusieurs années. Avant-guerre, les travaux sur la communauté arménienne sont rares en France : on peut mentionner l'enquête du sociologue Roger Bastide<sup>28</sup> sur les formes de sociabilité de la communauté de Valence. Puis trois moments se distinguent. À partir de la fin des années 1980, les travaux de l'historienne Anahide Ter Minassian sont pionniers dans l'étude de la diaspora arménienne en France. Ils contribuent, dans le cadre d'un intérêt pour les populations immigrées en France et dans le contexte qui suit la lutte armée arménienne, à en dépeindre les principaux traits, dans des articles ou des chapitres d'ouvrage : « Les Arméniens en France »<sup>29</sup>, « La diaspora arménienne »<sup>30</sup> ou « Les Arméniens de Paris depuis 1945 »<sup>31</sup>. Claire Mouradian s'est, quant à elle, intéressée à l'histoire des rapatriements en Arménie soviétique après-guerre<sup>32</sup>. À partir des années 2000, poursuivant en cela les travaux d'Aïda Boudjikianian<sup>33</sup>, qui avait enquêté sur les Arméniens en région Rhône-Alpes, dans les années 1970, une historiographie monographique se constitue à travers l'étude de la communauté d'une ville ou d'une région, parfois dans le cadre d'un mémoire : ainsi Sevan Ananian<sup>34</sup> sur Alfortville, Jean-Luc Huard<sup>35</sup> sur Grenoble, Clarisse Lauras<sup>36</sup> sur Saint-Étienne ou Sarah Djergaïan<sup>37</sup> sur le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ces travaux nous ont été très utiles pour connaître la démographie, les caractéristiques socio-économiques et politiques de la communauté. Depuis les années 2010, des thèses d'histoire, nourries par la socio-histoire

---

<sup>28</sup> Roger Bastide. « Les Arméniens de Valence ». *Revue Internationale de sociologie*, janvier-février 1931, 39<sup>e</sup> année, n°I, II, p. 17-42.

<sup>29</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». *Op. cit.*

<sup>30</sup> Anahide Ter Minassian. « La diaspora arménienne ». *Hérodote*, 1989, n° 53, p. 123-157.

<sup>31</sup> Anahide ter Minassian. « Les Arméniens de Paris depuis 1945 ». In Marès, Michel, Milza, Pierre (dir.). *Le Paris des étrangers depuis 1945*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 205-239.

<sup>32</sup> Claire Mouradian. « L'immigration des Arméniens de la diaspora vers la RSS d'Arménie, 1946-1962 ». *Op. cit.*

<sup>33</sup> Aïda Boudjikianian. « Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes ». *Revue de géographie de Lyon*, Hors-Série, 1978, p. 107-111.

<sup>34</sup> Sévan Ananian. *Alfortville et les Arméniens. L'intégration réciproque, 1920-1947*. Bois-Colombes : A.Val-Arno, 1999.

<sup>35</sup> Jean-Luc Huard. « La communauté arménienne de l'agglomération grenobloise dans l'entre-deux-guerres ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 2001, T. 6, p. 131-160.

<sup>36</sup> Clarisse Lauras. *Les Arméniens à Saint-Étienne. Une escale dans un parcours migratoire ?* Mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Taline Ter Minassian, Université de Saint-Étienne, 2006.

<sup>37</sup> Sarah Djergaïan. « Le territoire de l'identité arménienne. Le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». *Diasporas arméniennes et territorialités. Hommes et migrations*, janvier-février 2007, n° 1265, p. 54-69.

inspirée des travaux de Gérard Noiriel<sup>38</sup>, insèrent les Arméniens dans l'histoire globale de l'immigration, tout en regardant parfois du côté de la micro-histoire. Elles portent sur l'étude, après la Première Guerre mondiale, d'une partie de la communauté en Éthiopie (Boris Adjemian<sup>39</sup>), sur l'élite caucasienne arménienne en exil en France (Anouche Kunth<sup>40</sup>) ou sur l'histoire des communistes arméniens en France (Astrig Atamian<sup>41</sup>). D'autres disciplines dans les années 1990 ont défriché le terrain, notamment en anthropologie, Martine Hovanessian a étudié le lien communautaire entre trois générations d'Arméniens en France<sup>42</sup>. En science politique, Gaïdz Minassian a travaillé, à l'échelle de toute la diaspora, sur le parti *Dachnaktsoutioun*<sup>43</sup>. Anahide Ter Minassian et Martine Hovanessian, plus tard Anouche Kunth<sup>44</sup>, ont axé leur réflexion sur les clivages de la diaspora : à rebours de l'idée de l'unicité de l'expérience diasporique, elles étudient leurs multiples fractures en France. Aux États-Unis, Khachig Tölölyan, fondateur de la revue *Diaspora, a journal of transnational studies*, pluridisciplinaire, et Sebouh Aslanian<sup>45</sup>, faisant de la micro-histoire globale, ont aussi été d'une aide précieuse. Nous situant dans cette historiographie, nous avons cherché à inscrire les Arméniens dans l'Histoire du monde, comme l'avaient fait les militants auparavant, et à interroger leurs luttes sous le prisme de l'histoire sociale des mobilisations diasporiques.

Cette historiographie a été croisée avec celle des mobilisations, pléthorique. Si la recherche a tendance à séparer l'étude des acteurs de celle des pratiques, l'approche de l'engagement sous l'angle des mobilisations<sup>46</sup> a pour intérêt heuristique de les étudier ensemble et de ne pas cloisonner étude de carrière militante, réduite à la description socio-biographique d'un milieu, et pratiques, qui analysent les formes prises par les actions protestataires. La notion de répertoire d'action, élaborée par l'historien Charles Tilly<sup>47</sup>, caractérise le stock limité d'actions disponibles, dans lequel l'acteur puise, pour protester, et qu'il actualise selon les contraintes, en le modulant sous des formes multiples. L'historien montre comment émerge, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un autre répertoire d'action collective, au sein duquel

---

<sup>38</sup> Gérard Noiriel. *Population, immigration et identité nationale en France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Paris : Hachette Supérieur (Coll. « Carré-Histoire »), 1992.

<sup>39</sup> Boris Adjemian. *La fanfare du Négus*. Paris : Éditions de l'EHESS, 2013.

<sup>40</sup> Anouche Kunth. *Exils caucasiens*. Paris : Belin, 2016.

<sup>41</sup> Astrig Atamian. *La mouvance communiste arménienne*. Op. cit.

<sup>42</sup> Martine Hovanessian. *Le lien communautaire*. Op. cit.

<sup>43</sup> Gaïdz Minassian. *Guerre et terrorisme arménien*. Paris : PUF, 2002.

<sup>44</sup> Anouche Kunth. « Penser la diaspora arménienne par le clivage ». *Diasporas*, 2014, 23-24, p. 187-199.

<sup>45</sup> Sebouh David Aslanian. « Une vie sur plusieurs continents. Micro-histoire globale d'un agent arménien de la compagnie des Indes orientales ». *Annales. Histoire. Sciences Sociales*, 2018/1, p. 19-55.

<sup>46</sup> Daniel Céfai. *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte, 2007.

<sup>47</sup> Charles Tilly. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre 1984, n°4, p. 89-108.



la manifestation, avec toutes ses déclinaisons, est centrale. Nous avons ainsi resserré l'objet d'étude sur les mobilisations de rue, c'est-à-dire les actions manifestantes et leurs acteurs, à partir de l'étude de la manifestation, élaborée par Danielle Tartakowsky. L'historienne montre que la manifestation de rue est une voie d'accès au politique par l'appropriation de l'espace urbain<sup>48</sup>. Nous nous sommes aussi appuyés sur la recherche, en science politique, d'Olivier Fillieule, à propos de la manifestation<sup>49</sup>, des militants<sup>50</sup> et des deux menés de front<sup>51</sup>. Le rôle de l'espace dans les mobilisations<sup>52</sup>, notamment en géographie<sup>53</sup> a aussi constitué un outil.

Notre étude inclut la commémoration, dont la frontière est poreuse avec la manifestation, interrogée au prisme du questionnement de la socio-histoire. D'une part, les commémorations du 24 avril 1915 ne sont jamais immuables et sont très liées au contexte local, national et international. Cette perméabilité justifie à elle seule leur étude comme action politique. D'autre part, les rites funéraires et les actions politiques, imbriqués lors des cérémonies, confèrent à celles-ci une dimension protestataire, ainsi que l'étudie Simon Perego<sup>54</sup>, à propos d'une autre communauté diasporique, celle des Juifs, lors des commémorations de la Shoah dans l'après-guerre, qui analyse l'hybridation des rituels. Si la commémoration du génocide du 24 avril 1915 est le catalyseur de l'expressivité des revendications arméniennes et l'occasion de les extérioriser, l'étude des mobilisations de la communauté arménienne en France ne se réduit pas à ces seules pratiques commémoratives. Il est utile de préciser que c'est la manifestation de rue qui est l'objet de notre recherche et non la partie cérémoniale, comme la messe et les discours en salle, même si nous en avons tenu compte.

L'historiographie des diasporas a aussi été questionnée. Une diaspora se définit originellement à partir du cas paradigmatique des Juifs, une histoire traumatique, à l'origine de la dispersion entre plusieurs États, une mémoire entretenue par ses membres, des relations fortes entre eux et avec l'État de référence<sup>55</sup>. Cette définition interroge dans le cas arménien. Non

---

<sup>48</sup> Danielle Tartakowsky. *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*. Paris : Presses de la Sorbonne, 1997.

<sup>49</sup> Olivier Fillieule. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997.

<sup>50</sup> Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombroero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018.

<sup>51</sup> Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.). *Marseille, années 1968*. Paris : Presses de Sciences Po, 2018.

<sup>52</sup> Charles Tilly. « Space of contentious ». *Mobilization : An International Journal*, 2000, 5(2), p. 135-159.

<sup>53</sup> Fabrice Ripoll. « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». *Espaces et sociétés*, 2008/3, n° 134, p. 83-97.

<sup>54</sup> Simon Perego. *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944-1967)*. Ceyzérieu : Champ Vallon, 2020.

<sup>55</sup> Stéphane Dufoix. *Les diasporas*. Paris : PUF (Coll. « Que sais-Je ? »), 2003.

seulement la diaspora arménienne a deux territoires référentiels, Turquie et Arménie soviétique, mais aucun des deux ne peut jouer le rôle de « centre »<sup>56</sup>, dans la période que nous étudions, la Turquie, en raison du vide démographique causé par le génocide, et l'Arménie soviétique, soumise à l'URSS, ne représente pas un horizon d'attente pour tous les Arméniens. Nous référant à la question de la sédentarité des diasporas, développée par Boris Adjemian<sup>57</sup>, nous avons souhaité étudier, comment, à travers les mobilisations de rue, se structure la diaspora, en quête d'ancrage : ce qu'elle meut du passé, redéployé dans la société d'accueil, et ce qu'elle active du présent. À rebours d'une histoire qui fige et essentialise la diaspora, enracinée dans un territoire d'origine, ou au contraire qui l'appréhende dans le mouvement et la créolisation<sup>58</sup>, nous avons cherché à relier territorialisation et réseau<sup>59</sup>, en interrogeant la rencontre entre les références et les expérimentations de pratiques endogènes et exogènes et les processus de croisements à l'œuvre. Il conviendra alors de questionner les phénomènes de métissages, processus politiques et culturels, lors des manifestations<sup>60</sup>, et d'hybridations<sup>61</sup>, produits de ces rencontres, saisis dans l'action de manifester.

Nous avons utilisé les outils de l'histoire connectée<sup>62</sup>, en rompant avec les cloisonnements géographiques et en tenant compte des connexions de la diaspora arménienne en France avec les autres espaces de la diaspora. Le feuilletage scalaire a permis d'observer les mobilisations sous différents angles, en zoomant et dézoomant sur les pratiques manifestantes, et ainsi enrichir leur analyse à chaque changement d'échelle et de contexte. À travers une approche micro-focale sur une communauté diasporique en France, la question des transferts culturels et leur réinterprétation, ainsi que celle des circulations se sont alors posées. Nous avons fait « un pas de côté »<sup>63</sup>, en nous demandant comment regarder autrement la protestation arménienne en France, loin du territoire d'origine. Nous avons essayé d'élaborer « une histoire

---

<sup>56</sup> Cette catégorie de « centre/périphéries » est donc utilisée avec des guillemets. Harout Kurkjian. « D'une multicentricité nécessaire de la diaspora arménienne ». *Haiastan* n°370, mai 1976, p. 8-9.

<sup>57</sup> Boris Adjemian. *Les petites Arménies de la Vallée du Rhône*. Lyon : Éditions Lieux Dits, 2020.

<sup>58</sup> Christine Chivallon. « La diaspora noire des Amériques. Réflexion sur le modèle de l'hybridité de Paul Gilroy ». *L'homme*, 2002, n°161, p. 51-74. James Clifford. « Diasporas ». *Cultural Anthropology*, 1994, vol. 9, n°3, p. 302-338.

<sup>59</sup> Christine Chivallon. « Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise ? ». *La Caraïbe. Des îles au continent. Cahiers d'études africaines*, 1997, vol. 37, n°148, p. 767-794.

<sup>60</sup> Serge Gruzinsky. « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres connected histories ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2001, 56<sup>e</sup> année, n° 1, p. 85-117.

<sup>61</sup> Sanjay Subrahmanyam. « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, 54-4 bis, p. 34-53.

<sup>62</sup> Caroline Douky, Philippe Minard. « Introduction. Histoire globale. Histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, n°54-4 bis, p. 7-21.

<sup>63</sup> Sanjay Subrahmanyam. *Comment être un étranger ?* Paris : Le Seuil, 2018.

à parts égales »<sup>64</sup> : celle des Arméniens et celle de la France, dans son rapport à une de ses populations d'origine immigrée, et c'est en creux une histoire des relations de la France avec les deux « centres », Turquie et Arménie soviétique, et avec les « périphéries », dont le Liban. Cette démarche nous a amené à proposer d'autres chronologies possibles des mobilisations en France<sup>65</sup>.

### 3. Clarifier l'objet de la recherche

L'objet porte sur les mobilisations arméniennes dans la rue, lors de la longue décennie protestataire des années 1970 (1970-1985). Comment faire tenir ensemble les travaux cités plus haut ? En réalité, la présentation distincte de l'ancrage théorique de notre objet dans le paragraphe précédent, de la délimitation du cheminement de son élaboration et de son périmètre, dans le paragraphe à suivre, ainsi que des sources, dans le chapitre suivant, est artificielle, tant le tout est lié. La possibilité ou non d'élaborer des hypothèses à partir des sources à notre disposition a contribué à rendre pertinent l'objet. L'idée d'un travail sur un mouvement politique et ses pratiques, Libération arménienne, mouvement à l'origine d'extrême-gauche, jamais étudié, très actif dans la rue, a été envisagée. Toutefois, une demande forte d'anonymisation lors des entretiens, des archives privées peu présentes, car les militants s'en étaient débarrassées, et surtout le risque d'isoler le groupe, alors que les pratiques le réunissent parfois avec d'autres mouvements, nous en a dissuadé. La dispersion d'un objet non fixé a posé des questions d'ordre historiographique.

Le premier questionnement est lié à la qualification du mouvement de protestation arménien dans les années 1970-1980. La communauté arménienne a des caractéristiques communes avec d'autres communautés d'origine étrangère en France, comme la communauté juive, qui présente la double ressemblance d'avoir été victime d'un génocide et de faire partie d'une diaspora. Ce parallèle se heurte toutefois à des dissemblances, dont certaines précèdent le génocide. D'une part, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la population juive est plus urbaine que la population arménienne, massivement paysanne. D'autre part, la France n'a pas de responsabilité dans le génocide des Arméniens. Enfin, la Turquie, à la différence de l'Allemagne, n'a pas reconnu le génocide, ce qui alimente la lutte pour sa reconnaissance<sup>66</sup>. Un déplacement du regard sur les communautés polonaises, ayant en commun la division entre

---

<sup>64</sup> Romain Bertrand. *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*. Paris : Le Seuil, 2011.

<sup>65</sup> Philippe Minard. « Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'histoire ». *Esprit*, décembre 2013, p. 20-32.

<sup>66</sup> Axel Honneth. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Essais »), 2017.

trois empires, la domination soviétique, le christianisme comme référent et la proximité temporelle des migrations en France, dans les années 1920, ou sur les Grecs et les Kurdes, autres communautés victimes de la domination ottomane, est possible, mais ces parallèles ne se recoupent que très partiellement. Si le mouvement de revendication arménien s'inscrit dans les mobilisations françaises des années 1970, il possède toutefois une très forte singularité : il vise à réparer une injustice inscrite dans le temps long, celle de la Turquie négationniste, et à construire un projet collectif, faire revivre la « nation » (*ask*) arménienne, liée au *Yerguir*<sup>67</sup>. Il porte donc sur la spoliation des terres, sur le génocide non reconnu et sur toute forme de réparation.

Le deuxième questionnement porte sur l'articulation entre acteurs et pratiques. La focale sur les mobilisations de rue<sup>68</sup> nous a permis de relier les deux, par la nécessité d'analyser les liens entre le contexte dans lequel les militants évoluent et les logiques qui président aux choix de leurs actions manifestantes. Charles Tilly définit ainsi les mobilisations: « Par *mobilisation*, nous entendons le phénomène par lequel des gens qui n'élevaient pas de revendication conflictuelle se mettent, à un moment donné, à le faire »<sup>69</sup>. Les mobilisations mettent l'accent sur la mise en mouvement des acteurs dans l'action de revendiquer. Il s'agissait alors de déplacer la question du « pourquoi » se mobilisent-ils au « comment » et selon quelles pratiques, en reliant celles-ci avec les parcours des militants. Cette question du comment implique de saisir ensemble acteurs et pratiques, par l'étude de la mise en relation des différents mouvements politiques et de leurs actions protestataires, sans faire l'histoire d'une organisation politique arménienne. Olivier Fillieule a montré tout l'intérêt à ne pas raisonner selon une dynamique de groupement défini une fois pour toutes, mais de « configuration d'alliances changeantes toujours susceptibles d'évoluer au cours de l'action »<sup>70</sup>, en particulier chez les Arméniens, présents parfois aux manifestations de mouvements politiques en théorie opposés, témoignage du fonctionnement en réseau de solidarité de la diaspora. Il ne s'agissait pas non plus de faire l'histoire d'une pratique manifestante, d'autant plus que les actions manifestantes sont imbriquées (allant, par exemple, du rassemblement à la manifestation). Les manifestations visent un adversaire, la Turquie, voire l'URSS, et sont une confrontation avec les autorités publiques. Elles constituent aussi des opportunités pour remobiliser le mouvement politique et

---

<sup>67</sup> Anahide Ter Minassian. « L'Arménie et l'éveil des nationalités (1800-1914) ». *Op. cit.*

<sup>68</sup> Danielle Tartakowsky (dir.). *Histoire de la rue. De l'Antiquité à nos jours*. Paris : Tallandier, 2022.

<sup>69</sup> Charles Tilly, Sydney Tarrow. *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

<sup>70</sup> Olivier Fillieule. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? ». *Politique et société*, 2009, vol. 28, n°1, p. 15-36.

le différencier des autres. Notre objet porte donc sur les formes entremêlées de l'occupation de l'espace public par les Arméniens, pour porter la question arménienne à la connaissance de l'opinion publique, à Paris et à Lyon, du début des années 1970 au milieu des années 1980, car il est l'occasion de réfléchir à la pluralité et à l'évolution de leurs appartenances, saisies dans l'action de manifester.

Quatre critères ont été pris en compte pour donner une cohérence aux manifestations que nous avons choisi d'étudier : « *Le nombre de participants [...]. L'expressivité [...]. L'occupation physique de lieux ouverts, publics ou privés [...]. La nature politique de la démonstration* »<sup>71</sup>. Le premier critère repose sur l'effectif : les manifestations sont une action collective, regroupant plusieurs personnes. Le deuxième critère s'appuie sur la recherche de visibilité, les manifestations sont destinées à un public. En outre, elles se déploient dans la rue, lieu ouvert au public, prise dans un sens large : la place publique, l'espace occupé et non le seul sens de chaussée. L'occupation de lieux privés, ouverts au public, comme une agence de voyage qui donne sur la rue, sont inclus dans notre étude. Nous utiliserons aussi le terme « espace public »<sup>72</sup>, non pris au sens habermassien<sup>73</sup>, abstrait ou symbolique, mais au sens concret, géographique, saisi dans toute sa matérialité topographique, par l'usage spatial de la voie publique qu'il implique. Les manifestations portent, enfin, des revendications de nature politique, pour dénoncer la domination, turque, essentiellement, et soviétique, et réclamer toute forme de reconnaissance (génocide, terres et réparations). À ces critères, nous ajoutons celui de dynamique corporelle des acteurs qui occupent la rue. Sont donc exclus de notre recherche les meetings, où les participants sont immobiles et souvent spectateurs. Nous attribuons un sens large aux manifestations et nous ne les réduisons pas à leur acceptation canonique : « si le défilé de rue constitue la matrice de la manifestation, il ne constitue plus souvent qu'un élément au sein de séquence d'actions »<sup>74</sup>. Aussi, elles se déclinent sous plusieurs formes, comme les sit-in ou les actions d'éclat.

Les manifestations cherchent à rendre manifeste et visible, auprès d'un public, une question non résolue, par l'occupation de la rue. Nous nous sommes donc focalisés sur des actions manifestantes qui mettent le corps en action et sont des interventions et des réclamations dans l'espace public. Situées à la confluence de plusieurs mondes et de plusieurs formes de

---

<sup>71</sup> Olivier Fillieule. *Stratégies de la rue. Op. cit.*

<sup>72</sup> Pierre Favre, Olivier Fillieule. « Manifestation ». Fillieule, Olivier, Lilian, Mathieu, Pechu, Cécile (dir.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 363-371.

<sup>73</sup> Luc Boltanski, Élisabeth Claverie, Nicolas Offenstadt, Stéphane Vandamme (dir.). *Affaires, scandales et grandes causes : de Socrate à Pinochet*. Paris : Stock (Coll. « Les Essais »), 2007.

<sup>74</sup> Olivier Fillieule, Danielle Tartakowsky. *La manifestation*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

protestation, entre l'action diplomatique et la lutte armée, les manifestations arméniennes permettent l'expression physique collective d'une opinion politique et interpellent directement le pouvoir politique, sans user de violence. Nous pouvons aussi qualifier les manifestations de pratiques protestataires, car elles visent à revendiquer et à réclamer à quelqu'un, contre quelque chose, dans la rue. La manifestation, comme mode d'action protestataire, est très utilisée depuis 1968, par les populations qui ne disposent pas d'autres moyens d'expression, pour s'adresser au pouvoir. Mode de sociabilité « supposant l'existence préalable d'une culture alphabétisée »<sup>75</sup> et modalité consensuelle du politique, la manifestation est peu à peu appropriée par les Arméniens, citoyens. En effet, la lecture sociale des mobilisations arméniennes dans les années 1970, qui constitue un « âge d'or des luttes »<sup>76</sup>, peut être vue comme celles d'une frange de la classe moyenne, éduquée et urbanisée.

Le troisième questionnement interroge la chronologie, celle de la longue décennie protestataire des années 1970, traditionnellement scindée en deux temps, la première partie se caractérisant par l'effervescence des mobilisations, la seconde par leur transformation<sup>77</sup>. Or les Arméniens étant perméables à plusieurs histoires, celle de leur territoire d'origine, celle de leur territoire d'accueil et celle de l'ensemble de la diaspora, cette périodisation diffère, quant à son contenu et à ses limites temporelles. Les mobilisations arméniennes peuvent être caractérisées de transnationales<sup>78</sup> parce qu'elles sont portées par des mouvements politiques présents dans toute la diaspora et parce que les pratiques manifestantes sont concomitantes, se diffusent et se transforment au sein de toute la diaspora. En effet, tout l'espace de la diaspora se mobilise, durant les années 1970-1980, pour la question arménienne et le fait diasporique renforce la perméabilité des Arméniens aux actions protestataires du monde entier. Cette multiplicité des espaces et des échelles (mondiale, diasporique, française et locale), au sein desquels les Arméniens s'inscrivent, a des effets sur la chronologie de la protestation. Nous proposerons d'autres découpages et nous la prolongerons, plus loin dans le temps, jusqu'au milieu des années 1980, alors que l'historiographie des mobilisations considère l'année 1981<sup>79</sup>, date de l'arrivée du PS au pouvoir en France, comme une rupture. Si des circulations de tout ordre au sein de la diaspora sont antérieures à cette période, Khachig Tölölyan confère une unité à la

---

<sup>75</sup> Danielle Tartakowsky. « Manifester ». In Duclert, Vincent, Prochasson, Christophe (dir.). *Dictionnaire critique de la république*. Paris : Flammarion, 2007, p. 1065-1071.

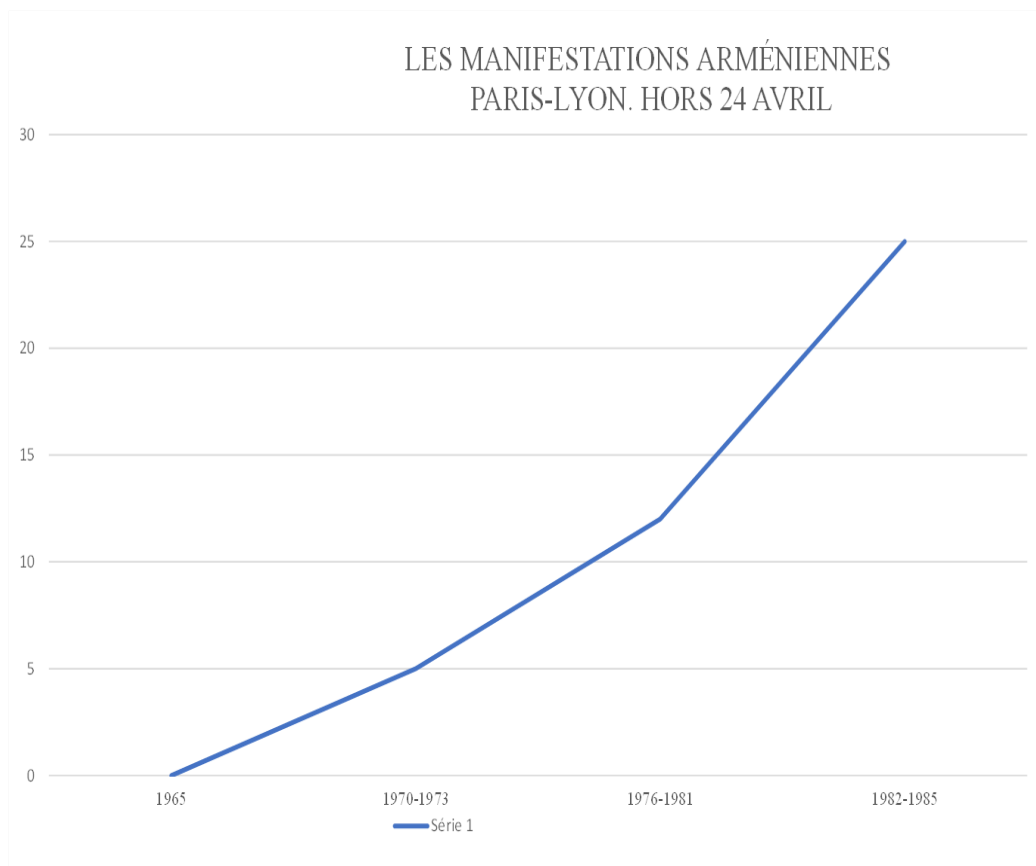
<sup>76</sup> Lilian Mathieu. *Les années 1970. Un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2009.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Johanna Siméant. « Transnational, transnationalisme ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile (dir.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 593-601.

<sup>79</sup> Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.). *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008. Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (dir.). *Histoire des mouvements sociaux en France*. Paris : La Découverte, 2014 [Rééd. 2012].

période 1965-1988<sup>80</sup>. Les Arméniens conçoivent alors leur présence en diaspora comme étant permanente. Les élites arméniennes se transforment. Ce n'est plus seulement l'Église et les institutions traditionnelles qui s'affirment, mais d'autres acteurs, dont les mouvements politiques. L'année 1988 constitue une année tournant : suite aux pogroms azéris contre les Arméniens du Haut-Karabagh, la diaspora organise de nombreuses manifestations de soutien, éclairant la complexité de ses horizons géographiques, à la fois tournés vers la Turquie et l'Arménie du Caucase. Nous n'avons pas retenu cette date, car elle impliquait de travailler sur la quatrième génération migratoire et sur des problématiques risquant d'éparpiller notre angle d'approche.



<sup>80</sup> Kachig Tölölyan. « Elites and Institutions in the armenian transnation ». *Diaspora, a journal of transnational studies*, printemps 2000, vol. 9, n°1, p. 107-136.

Plus de 75 manifestations, entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980, à Paris et à Lyon, ont ainsi été répertoriées<sup>81</sup>. Tous les types de manifestations ont été étudiés : les manifestations du 24 avril, les plus récurrentes, les manifestations à l'occasion de la venue d'un représentant turc, les manifestations de soutien aux dissidents soviétiques, aux combattants armés, auteurs d'attentats, les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, les manifestations spontanées et une marche. Elles se déclinent sous plusieurs formes, d'où l'usage de l'expression générique « actions manifestantes » pour désigner les occupations de locaux ou encore les grèves de la faim. Le choix des lieux de ces actions n'est jamais dû au hasard : « l'espace de la protestation est un puissant levier de l'intelligibilité de l'action protestataire »<sup>82</sup>, l'espace est un enjeu, une contrainte et une ressource. Ces actions ne sont pas dirigées seulement vers la communauté arménienne, la majorité des témoins affirme avoir voulu mobiliser les Arméniens et les Français. Aussi les enterrements de combattants arméniens, par exemple, qui se déroulent en interne, ne sont pas pris en compte, même si l'enterrement est un répertoire d'action<sup>83</sup>. De même les commémorations spécifiques à une mouvance arménienne, comme celle de l'anniversaire de l'arrivée au pouvoir du parti *Dachnaksoutioun*, le 28 mai 1918, ou encore les cérémonies liées aux mémoriaux, plus tournées vers l'entretien du souvenir, la piété aux morts et l'identité arménienne, ne sont pas incluses, même si elles ont pu contribuer à faire connaître la question arménienne.

Plusieurs biais devaient être évités dans le traitement des sources. D'une part, se contenter de relever quantitativement des actions médiatiques en les rapportant aux contextes est réducteur, car le risque serait alors de ne cibler que ce que la presse retient, mais les médias français étant très silencieux sur la question arménienne avant 1975, le recours à la presse arménienne et aux entretiens a permis d'éviter ce premier biais. D'autre part, le recours aux comptes rendus des Renseignements généraux a été un moyen de s'orienter autant vers les « appareils de coercition »<sup>84</sup> que vers les militants et le travail d'Alain Dewerpe sur Charonne<sup>85</sup> a constitué un outil dans l'écriture de la répression. Le troisième biais, celui de n'étudier que des événements protestataires, qui pourraient empêcher de voir l'émergence des solidarités, le

---

<sup>81</sup> Voir les chronologies p. 443.

<sup>82</sup> Hélène Combes, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Johanna Siméant, Isabelle Sommier. « Observer les mobilisations, retour sur les ficelles du métier de sociologue ». *Politix*, 2011/1, n° 93, p. 7-27.

<sup>83</sup> Emmanuel Fureix. « La construction rituelle de la souveraineté populaire : deuils protestataires (Paris, 1815-1840) ». *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2011/1, n°42, p. 21-39.

<sup>84</sup> Hélène Combes, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Johanna Siméant, Isabelle Sommier. « Observer les mobilisations, retour sur les ficelles du métier de sociologue ». *Politix*, 2011/1, n° 93, p. 7-27.

<sup>85</sup> Alain Dewerpe. *Charonne. 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Histoire »), 2006.



travail quotidien du militant (réunions, tractage, meetings, pétitions), mais seulement la publicisation de la question, est contourné par l'étude des acteurs, appréhendés à travers la question migratoire, le genre et les mouvements politiques (partie I et II) pour tenter de les saisir dans toute leur diversité.

Nous procéderons par coups de sonde, en élaborant un examen fouillé des actions manifestantes, en les saisissant au plus près, quand elles constituent une rupture dans la visibilité de la question arménienne, ainsi vectrices d'une nouvelle intelligibilité. Nous avons opéré des focales sur des pratiques manifestantes observées sous tous leurs angles, pour comprendre les interactions qui se nouent entre les acteurs, les modes d'action et les lieux, selon les contextes, par une description saturée. Que le lecteur ne soit pas donc surpris de ne pas trouver l'analyse de toutes les manifestations. Si une manifestation n'est pas étudiée, ce n'est pas pour en réduire la portée, mais c'est qu'elle ne constitue pas à nos yeux un élément de compréhension des croisements des dynamiques protestataires mondiales, arméniennes et françaises. La manifestation de 1965, présentée sous forme de prologue, constitue un appendice.

Cette recherche vise, en partant du cas arménien, à croiser l'histoire sociale des diasporas et la sociologie des mobilisations, par le questionnement du lien entre matrice et pratique de l'engagement<sup>86</sup>. Elle interroge l'histoire connectée à travers les déclinaisons du répertoire d'action mobilisé, articulant références et pratiques du territoire d'origine, du territoire d'accueil, la France étant alors elle-même ouverte à l'esprit contestataire venu d'ailleurs, voire d'autres territoires de la diaspora. Les militants arméniens héritent de mobilisations passées, sur leur territoire d'origine et d'accueil, et empruntent : « Emprunter, c'est prendre ailleurs, prendre un autre chemin »<sup>87</sup>. Nous serons attentifs à questionner la mesure du cheminement de l'emprunt, non en termes d'importation, de transplantation, mais comme le résultat d'expérimentations tâtonnantes, en recomposition. Nous ferons alors le choix de privilégier « le devenir de l'emprunt plutôt que l'origine », pour le « faire sien »<sup>88</sup>, et de saisir les métissages, dans le moment de leur mise en œuvre. Les pratiques sont au carrefour de plusieurs points de contacts et les arènes de la rencontre sont nombreuses. Il s'agira de démêler leur itinéraire, de saisir les modalités des appartenances, racommodées, après avoir été dénouées, les reconnections et leur évolution. L'étude des pratiques manifestantes questionne l'appropriation du politique par les acteurs, entendu comme « un espace de

---

<sup>86</sup> Julie Pagis. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. Paris : Presses de Science Po, 2014.

<sup>87</sup> Martyne Perrot. « Quand faire sien, c'est faire autrement ». *Faire sien. Emprunter, s'approprier, détourner. Communications*, 2005, 77, p. 5-16.

<sup>88</sup> *Ibid.*

communication et d'actions, un agir social, un ensemble de discours, de représentations et de symboles en interaction »<sup>89</sup>, la manière dont ils agencent leurs actions. Pourquoi choisir ces pratiques dans ces lieux ? Quelles passerelles verticales et horizontales avec l'histoire arménienne, française, diasporique et mondiale peut-on établir ? Comment les acteurs négocient-ils les contraintes qui pèsent sur eux, se les réapproprient-ils et les reformulent-ils pour les subvertir ?

Deux écueils sont à éviter dans l'analyse des mobilisations arméniennes : le fixisme et le tropisme occidental. Être Arménien n'est pas une identité « déjà-là », une essence, mais un positionnement. Les mobilisations de rue sont l'occasion de construire ou de renforcer des solidarités de groupe, dans l'épaisseur du temps social des pratiques manifestantes et dans leur évolution temporelle, contribuant à politiser les acteurs. Le lecteur ne lira pas une histoire par le haut, celle de l'influence des mobilisations de la société d'accueil sur ses populations immigrées. À rebours d'une lecture diffusionniste de pratiques protestataires occidentales, nous montrerons comment les processus se déploient au sein d'une histoire-monde.

Le choix des deux terrains, Paris et Lyon, s'explique en raison de leur complémentarité, liée à des traits communs, dont la présence arménienne depuis les années 1920 et l'existence de lieux symboliques où se rassembler, protecteurs, comme l'église arménienne, ou représentant la figure de l'ennemi, comme le consulat turc. Ces deux villes n'ont pas alors de lieu mémoriel, durant la période étudiée. De plus, la répartition de la communauté y est éclatée avec de forts regroupements : Décines, dans l'agglomération lyonnaise, et Alfortville, ainsi qu'Issy-les-Moulineaux, dans l'agglomération parisienne. Des différences aussi se dessinent, propres à l'histoire de chaque ville et à l'histoire de l'immigration arménienne. À Paris, capitale mondiale de la protestation, l'immigration est plus intellectuelle et cosmopolite, d'où une grande perméabilité aux mondes en révolte dans les années 1970. En Rhône-Alpes, l'immigration, plus ouvrière, liée au travail de la soie, est à l'origine du maintien de solidarités héritées. Aussi la porosité aux pratiques protestataires est moins évidente, mais non pas moindre. Les actions manifestantes s'expriment plus tard, à partir du milieu des années 1970, mais leur horizon géographique dépasse la seule ville de Lyon et est plus vaste que celui qui se déploie à Paris. La focale sur ces deux agglomérations s'explique aussi dans une perspective comparative et en raison d'un chantier trop vaste, si Marseille avait été incluse, ce qui ne nous a pas empêché de regarder parfois de ce côté.

---

<sup>89</sup> Emmanuel Blanchard, Emmanuel Droit. « Forces de l'ordre et crises politiques au XX<sup>e</sup> siècle ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2015/4, n°128, p. 3-14.

Deux enjeux se dessinent à travers cette recherche, qui a l'ambition de croiser l'histoire sociale de la France, l'histoire de l'immigration arménienne, l'histoire des mobilisations transnationales et l'histoire connectée, avec comme arrière-plan l'histoire des relations internationales (guerre froide, conflits)<sup>90</sup>. Le premier est celui de la sociologie des acteurs des mobilisations. Ils sont appréhendés à travers leur appartenance partisane, mais aussi à l'aune du genre et de l'histoire migratoire. Le deuxième enjeu est lié à l'enchâssement du répertoire d'action, que constitue la manifestation, à des cycles de mobilisations, avec la nécessité d'inscrire le triptyque « naissance-ascendance-stabilisation », dans de multiples chronologies, liées à l'analyse scalaire multi-située des parcours et trajectoires d'acteurs, pour questionner la périodisation des luttes. Cette longue décennie correspond en effet à un cycle protestataire, inscrit dans plusieurs contextes, qui voit s'affirmer, se diversifier, puis se stabiliser le répertoire manifestant arménien.

Nous faisons l'hypothèse selon laquelle les actions de rue de la diaspora arménienne en France, imprégnées d'une pluralité de mondes sociaux et d'horizons géographiques, contribuent à partir des années 1970, à faire advenir la question arménienne, par son déploiement concret dans l'espace et, en même temps, à l'ancrage des Arméniens en diaspora, tout en perpétuant leur appartenance arménienne, loin des territoires d'origine. Cela tient à leur capacité à se réappropriier des référents et des pratiques croisés, aux dynamiques multiples, qui regardent vers le monde et dépassent la dualité territoire d'origine/territoire d'accueil. Nous nous intéresserons particulièrement aux emprunts faits à d'autres pratiques manifestantes, en France, dans les autres territoires de la diaspora et dans le monde, ainsi qu'aux phénomènes de réappropriation. En entretien, les témoins rappellent avoir convoqué, dans leur militantisme, une multiplicité de référents et de modes d'action. La spécificité du groupe arménien, interrogée pour être déconstruite en partie, peut permettre de monter en généralité sur les formes mixtes des mobilisations issues de l'immigration. Notre ambition est de contribuer à écrire une histoire transnationale des Arméniens, insérée dans le « moment 68 »<sup>91</sup> et ayant sa propre singularité.

---

<sup>90</sup> Guillaume Tronchet. « "La cité en ébullition". Jeunesse étudiante et action collective à la Cité internationale universitaire de Paris de 1945 aux années 1968 : contestations, mobilisations, circulations ». In Kévonian, Dzovinar, Tronchet, Guillaume. *Le Campus-monde. La Cité internationale universitaire de Paris de 1945 aux années 2000*. Rennes : PUR, 2022, p. 71-120.

<sup>91</sup> Michelle Zancarini-Fournel. *Le moment 68, une histoire contestée*. Paris : Seuil. (Coll. « L'univers historique »), 2008.

#### 4 Problématique et plan

Dans une période de forte mobilisation en France, du début des années 1970 au milieu des années 1980, l'étude des processus de croisement des appartenances lors des actions manifestantes arméniennes est l'occasion d'observer les transferts de références et de pratiques, à l'œuvre dans la rue, dont il convient d'appréhender les logiques et les temporalités. L'appartenance de la diaspora, traversée par des flux mondiaux d'hommes et d'idées, qui la réalimentent et participent à sa recomposition permanente, s'avère donc plurielle. Comment les Arméniens parviennent-ils à faire surgir la question arménienne dans la rue par le biais d'actions métissées, déployées selon les plis du temps, entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980 ?

La première partie étudiera les individus, hommes et femmes en mobilisation, en étant attentif à les situer à toutes les échelles, car leurs mobilisations, emboîtées, s'inscrivent dans un feuilletage scalaire. En premier lieu, nous questionnerons les sources et nous exposerons la difficulté d'écrire sur une matière vivante, une communauté qui fait corps, pour montrer la socialisation multiple des acteurs et les installer brièvement sur leur scène socio-économique dans la deuxième moitié des années 1960 en France (chapitre 1). Le monde arménien n'est jamais immuable, il est traversé par des mobilités permanentes, des flux migratoires et des voyages, qui contribuent à le redéfinir (chapitre 2). Il comprend aussi des femmes qui militent, dont il convient d'interroger les spécificités de leur militantisme (chapitre 3). La deuxième partie s'intéressera aux acteurs au sein de leur mouvement politique<sup>92</sup>, dont deux occupent principalement la rue. Nous serons attentifs aux dispositions, aux ressources croisées et au contexte de déploiement, saisi dans les dynamiques processuelles du réseau triadique, territoire d'accueil, territoire d'origine (Turquie, parfois Arménie soviétique) et diaspora<sup>93</sup>. L'étude sera l'occasion de réfléchir aux multiples échelles et temporalités dans lesquelles ces mouvements politiques diasporiques s'inscrivent. Le chapitre 4 les étudiera quand le surgissement de la protestation de rue prend corps au début des années 1970, en s'intéressant plus particulièrement au parti *Dachnaksoutioun* et à sa mouvance, pour tenter d'élaborer une périodisation des profils de militants. Le chapitre 5 analysera le mouvement politique d'extrême-gauche, Libération

---

<sup>92</sup> Serge Bernstein. « Les partis ». Rémond René (dir.). *Pour une histoire politique*. Paris : Éditions du Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1988, p. 49-85.

<sup>93</sup> Anne Raulin. « Minorités intermédiaires et diasporas ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1991, vol. 7, n°1, p. 163-169.

arménienne, né en diaspora au début des années 1970, devenu le MNA, Mouvement national arménien, au début des années 1980. La troisième partie présentera les actions manifestantes dans une perspective diachronique, en essayant de caractériser leurs formes, inscrites dans un cycle temporel, à partir d'une analyse appuyée sur les jeux d'échelles. Nous serons attentifs à les inscrire au sein de plusieurs espaces et plusieurs arènes protestataires. Après avoir montré en quoi la manifestation du 24 avril 1965 constituait une ébauche des mobilisations arméniennes dans la rue, nous étudierons leur émergence, dans le cadre des circulations protestataires, chapitre 6 (première moitié des années 1970) ; leur diversification, chapitre 7 (deuxième moitié des années 1970) ; puis leur routinisation et leur redéploiement sous la forme des manifestations canoniques, qui s'approprient les codes où la diaspora s'est sédentarisée, la France, chapitre 8 (première moitié des années 1980).

## **PARTIE I. DES MOBILISATIONS EMBOÎTÉES**

Notre recherche charrie plusieurs enjeux épistémologiques. En histoire contemporaine, d'une part, l'usage de sources orales et la proximité des acteurs interrogés avec le temps étudié impliquent de multiples précautions, qui imposent le croisement avec d'autres sources, extérieures aux acteurs. Soulignons d'autre part la dimension mémorielle du sujet : la communauté interrogée, reliée par des réseaux étroits d'interconnaissance, fait corps, en raison d'une histoire faite de violences et d'un génocide non reconnu. Une diaspora est en outre une population en perpétuelle recomposition. S'il peut sembler artificiel de tenter de la circonscrire dans un tableau figé, il importe de la situer sur sa scène socio-économique, au milieu des années 1960, avant sa mobilisation plus offensive dans l'espace public (chapitre 1).

Des éléments de fracturation de la diaspora, agencés à des catégories d'analyse gagnent à être questionnés. Ceux-ci font apparaître des clivages, liés à la multiplicité de ses origines géographiques, rendant nécessaire d'associer analyse globale et étude serrée, en suivant au plus près les acteurs et leur capacité d'agir<sup>94</sup>, peut-être plus contrainte pour les Arméniens issus de l'immigration. Dans les années 1970-1980, la diaspora est traversée par des mobilités permanentes, qui contribuent à redéfinir ses contours, et aussi par des voyages vers les « centres », Turquie et Arménie soviétique, et les « périphéries », dont le Moyen-Orient. Les flux migratoires alimentent la diversité des origines géographiques distinctes des Arméniens en France. Leur étude est l'occasion de saisir les apports croisés des Arméniens d'Occident et ceux du Moyen-Orient (chapitre 2).

Les luttes féministes des années 1970 nourrissent, en outre, les mobilisations arméniennes. L'interrogation sur le genre et sur les rapports entre hommes et femmes permet aussi de cerner la diversité des réappropriations des luttes au sein de la diaspora et son influence sur ses actions manifestantes. Il conviendra d'interroger les éventuelles spécificités du militantisme des femmes arméniennes (chapitre 3). Notre ambition est ainsi de produire un récit choral des mobilisations, par un feuilletage scalaire, entre focale étroite et focale large<sup>95</sup>.

---

<sup>94</sup> David Sebouth Aslanian. « Une vie sur plusieurs continents ... ». *Op. cit.*

<sup>95</sup> Romain Bertrand, Guillaume Calafat. « La micro-histoire globale : affaires à suivre ». *Annales. Histoire. Sciences Sociales*, 2018/1, p. 1-18.

## **Chapitre 1) Internes/externes : quelles sources pour une socio-histoire des mobilisations arméniennes ?**

Deux catégories de sources, internes et externes à la communauté, ont été croisées, pour multiplier les regards et confronter les points de vue. Les premières reposent sur l'élaboration d'un corpus de sources orales, construit au fil de 103 entretiens semi-directifs<sup>96</sup>, structurés autour d'un questionnaire souple, avec les Arméniens de la région parisienne et lyonnaise. Elles s'appuient aussi sur la presse arménienne, abondante, la littérature grise, quelques archives filmiques et quelques rares papiers privés de militants (notes de réunion, tracts, affiches annonçant les manifestations et photos). Ces archives « dormantes »<sup>97</sup>, qui n'avaient pas jusqu'alors été utilisées pour la recherche en sciences sociales, se sont révélées peu nombreuses. La tradition de clandestinité du parti *Dachnaktsoutioun*, des raisons sécuritaires, liées à la volonté de ne pas laisser de trace matérielle dans le contexte de la lutte armée des années 1970-1980, le fait que les militants n'aient pas pensé à sauvegarder des documents et l'absence de production écrite alors sur leur militantisme, peuvent expliquer leur rareté. Quant aux sources externes, elles s'appuient sur la documentation versée par la Direction centrale des Renseignements généraux (DCRG, ministère de l'Intérieur) aux Archives nationales, sur les Archives du ministère des Affaires étrangères et sur les Archives de la préfecture de police de Paris. La recherche mobilise également la presse nationale et régionale française et quelques archives audiovisuelles. La confrontation de ces deux types de sources, combinée à l'analyse comparée des témoignages des militants, parmi leurs camarades, leur conjoint, leur parentèle et les militants des organisations adverses, nous a permis de gagner en efficacité. Nous avons cherché à éviter l'écueil d'attribuer à chaque catégorie de sources une partie ou un chapitre. Certes, les sources orales ont été utilisées pour étudier les acteurs et les comptes rendus des manifestations, présents dans les archives publiques, ont permis d'analyser leurs pratiques. Toutefois, les archives publiques -qui mentionnent près de la moitié des militants interrogés- contiennent parfois des informations plus précises sur les acteurs, qu'eux-mêmes n'en dévoilent en entretien, soit parce que leur mémoire est brouillée, soit parce qu'ils veulent maîtriser leur parole. Quant aux entretiens, orientés vers les actions manifestantes, ils leur donnent plus de chair que les comptes rendus cliniques des Renseignements généraux.

---

<sup>96</sup> Dzovinar Kévonian. « La source orale : construction des savoirs et formation pour les historiens ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2019/1, n°131-132, p. 8-12.

<sup>97</sup> Anouche Kunth. « Du Caucase à Paris : un autre exil arménien. Expériences migratoires et ancrages en diaspora de 1920 à l'implosion de l'Union soviétique ». Tavaux. *Études arméniennes contemporaines*, 2013, n°1, p. 115-120.

## A) Du côté des acteurs

### 1/ Méthodologie de la recherche

-Pourquoi élaborer un corpus de sources orales ?

La conduite d'entretiens s'est vite imposée, car l'histoire des mobilisations arméniennes est inexplorée. Cependant le matériau empirique constitué ne visait pas uniquement à recueillir des connaissances factuelles pour remédier à des informations « passées sous silence par l'histoire écrite »<sup>98</sup>. Les entretiens nous ont également intéressé pour leur valeur subjective. En sciences sociales, le recours aux entretiens biographiques n'est pas sans poser de questions heuristiques : comment transformer une « subjectivité inhérente à l'autobiographie » en « une connaissance scientifique »<sup>99</sup> ? Il est à l'origine de questionnements liés à l'élaboration d'un corpus de sources orales. La quête de la représentativité statistique ne nous a, par conséquent, jamais guidé : nous avons cherché à mettre en relation ces entretiens, les uns avec les autres, en nous interrogeant sur les conditions de leur production.

Au reste, nous n'avons jamais pris le récit des témoins comme étant « vrai », mais comme une reconstruction du passé. Nous avons ainsi conscience du risque de l'« illusion biographique » et de la capacité de l'acteur d'ordonner sa vie pour lui donner un sens rétrospectif<sup>100</sup>. Ce phénomène est aussi accentué par la connaissance bibliographique de la question arménienne par les témoins, près de quarante ans après la période étudiée, quand leur militantisme est toujours effectif, même s'il a pris d'autres formes. Leur bibliothèque est ainsi très souvent fournie sur le sujet. Ces connaissances pouvaient interférer dans leurs réponses et pouvaient aboutir à l'élaboration d'un grand récit arménien. Le détour par les actions manifestantes permettait néanmoins de contourner en partie ce biais. Celles-ci n'imposaient pas de récit global, mais personnalisé, car elles n'avaient pas encore fait l'objet d'histoire. Le regard posé par les témoins sur leurs pratiques manifestantes passées était un moyen d'entrer dans leur militance autrement que par l'analyse des motivations, d'avantage préconstruites. Ainsi la question du « comment lutter » était autrement plus heuristique que celle du « pourquoi lutter », qui risquait, par le biais du tri sélectif, d'aboutir à une rationalisation a posteriori.

Les entretiens étant semi-directifs, l'enquêtrice et l'enquêté étaient co-auteurs. Dans cette démarche, l'historien ne se contente pas de recueillir des informations, il les oriente et

---

<sup>98</sup> Boris Adjemian. *La fanfare du Négus. Les Arméniens en Éthiopie (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*. *Op. cit.*

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Pierre Bourdieu. « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62-63, p. 69-72.



participe pleinement à son déroulé : « Un entretien semi-directif où il se produit un véritable cheminement à deux et une véritable construction croisée des connaissances pourra conférer la qualité d'auteur à la fois à l'interviewer et à l'interviewé »<sup>101</sup>. L'entretien était orienté selon une grille de questions suivant trois axes : les propriétés sociales du témoin (les paramètres géographiques, familiaux, scolaires, religieux, professionnels et affectifs), ses référents idéologiques et ses pratiques militantes. Les deux premiers aspects occupent les deux tiers du temps de l'entretien et la place que prennent les pratiques est plus ténue, alors qu'elle est centrale dans notre objet. Il a donc fallu résoudre ce paradoxe, articuler l'ensemble et ne pas alimenter mécaniquement la réflexion sur les pratiques par des éléments tirés des propriétés sociales et des référents idéologiques. S'il est vrai qu'un enquêteur parle toujours trop et est trop directif, nous étions attentifs au temps social du témoin, à ne pas le presser, quand des silences ou l'émotion, lors de la remémoration de souvenirs, s'installaient. Le témoin était libre de revenir sur la chronologie et nous suivions le cheminement et les méandres de sa pensée.

#### -La constitution du corpus

Nous avons interrogé des témoins qui avaient participé à des actions manifestantes et avaient pris part à des pratiques militantes (réunions politiques, écriture d'articles, vente de journaux, distribution de tracts), nés avant le milieu des années 1960. Nous avons aussi interrogé quelques soutiens publics à la question arménienne. Pour constituer le corpus, nous sommes partis de la sphère publique arménienne (intellectuelle et artistique). Plusieurs noms nous ont été suggérés, dont deux principaux, en particulier ceux des représentants du parti *Dachnaktsoutioun* et ceux du mouvement d'extrême-gauche, Libération arménienne. Ceux-ci nous ont à leur tour fourni beaucoup de noms de militants. Trois types de participants à la constitution du réseau militant se sont distingués. Les principaux responsables, qui maîtrisent le plus les débats théoriques, apparaissent souvent comme les informateurs principaux. Les personnes qu'ils nous ont indiquées nous ont ensuite fournis d'autres noms, à partir desquels, les branches se sont déployées. En fin de processus, les derniers militants, qui n'étaient pas les moins investis, ont suggéré des noms, qui avaient parfois été entre temps interrogés, constituant la fin du chaînon<sup>102</sup> (voir la cartographie du processus de l'enquête, par un schéma du réseau<sup>103</sup>). Pour éviter les biais liés à ce format, nous avons mené nos propres recherches, grâce aux noms

---

<sup>101</sup> Florence Descamps. « L'entretien de recherches en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation ». *Histoire@politique*, 2007/3, n°3, p. 14-44.

<sup>102</sup> Yves Lequin, Jean Metral. « À la recherche d'une mémoire collective, les métallurgistes retraités de Givors », *Annales. Économie, sociétés, civilisations*, 1980, n°1, p. 149-166.

<sup>103</sup> Voir en annexe, schéma p. 457.

présents dans les archives publiques, dans les journaux arméniens et parfois sur les réseaux sociaux, comme Facebook, où certains militants sont très actifs par rapport à l'actualité et entretiennent des liens entre eux, montrant la nouveauté du travail de l'historien à l'heure du numérique<sup>104</sup>. Si nous n'avons pas pu obtenir les coordonnées de quelques témoins, 94% des demandes d'entretien ont abouti et 6% sont restées sans réponse ou ont été négatives. Elles concernent quatre Arméniennes de France et deux Arméniens du Liban, dont le témoignage aurait certainement pu enrichir notre analyse, notamment sur les circulations transnationales.

Nous avons commencé par la campagne d'entretiens, comme le suggère Florence Descamps, en raison de l'âge des témoins<sup>105</sup>. À notre connaissance, 13 d'entre eux, sur les 103 interrogés, sont en effet décédés depuis le début de la campagne<sup>106</sup>. Cela permettait aussi de rentrer dans les sources en attendant la durée des six mois d'autorisation de dérogation de certaines archives publiques. La campagne d'entretiens a débuté en mai 2017, en parallèle à la lecture de la presse arménienne, et s'est achevée en mai 2023. 96% des entretiens ont été réalisés entre mai 2017 et le début de l'année 2019, ce qui a permis de gagner en cohérence, le contexte d'échanges, réduit, procurant une certaine unité. Les références à l'actualité arménienne se sont parfois immiscées. Le regard posé par certains sur l'Arménie était enthousiaste en mai 2018, lors de la « révolution de velours », portée par Nikol Pachinian. De même le décès de Charles Aznavour, en décembre 2018, a plané sur quelques entretiens. La durée de l'entretien, de 2h30 en moyenne, varie entre 1h15 et 8h. Certains enquêtés, contactés pour les trois quarts par email et pour un quart par téléphone, ont été rencontrés à plusieurs reprises. Lors de la première entrevue, l'ensemble de la trajectoire biographique était évoqué. La deuxième rencontre (17% des militants), voire la troisième (2%) ou même la quatrième (4% des militants), permettait d'approfondir certains aspects, seulement évoqués ou mentionnés lors de la première rencontre. 20% des militants parisiens et 15% des militants lyonnais ont été interrogés à deux reprises. Nous sommes revenus avec eux sur leurs actions manifestantes, quand nous avons pu découvrir entre temps leurs noms dans les archives. Il nous est arrivé parfois aussi de recontacter les témoins par téléphone ou par email, pour leur demander des précisions<sup>107</sup>.

---

<sup>104</sup> Philippe Rygiel. « Les sources de l'historien à l'heure d'internet ». *Hypothèses*, 2004/1, p. 341-354.

<sup>105</sup> Florence Descamps. *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

<sup>106</sup> Nous en avons pris connaissance parfois via Facebook. Dans l'ordre chronologique, à la date du 28 mai 2024 : Stéphane Indjeyan, Hraïr Torossian, Jacques Nazarian, Michel Kachkachian, Anahide Ter Minassian, Jean Kiledjian, Hérold Alexanian, Édouard Madilian, Grégoire Guendjian, Haïg Toufanian, Jules Mardirossian, Antoine Bagdikian, Christian Der Stépanian. Le temps nous a manqué pour interroger Martine Hovanessian, qui avait accepté une rencontre, mais qui est ensuite décédée.

<sup>107</sup> Voir en annexes, tableau des sources orales, p. 406.

L'échantillon de 103 entretiens se décompose en trois tiers. Deux tiers des entretiens ont été réalisés avec les militants des deux principaux mouvements politiques qui occupent la rue : le parti *Dachnaksoutioun* et les organisations qui lui sont liées (39% des entretiens), ainsi que Libération arménienne, devenue le MNA (31%). Le dernier tiers comporte des entretiens avec les membres du CEA, Centre d'études arméniennes (10%), avec les membres de la mouvance pro-soviétique (5%), avec un membre du parti *ramgavar* et avec d'autres acteurs (14%), qui ne sont pas toujours liés par des affiliations partisans (par exemple quelques-uns ont fréquenté l'UEAE, Union des étudiants arméniens d'Europe, sans être dans aucune organisation politique arménienne ensuite). Ce chiffre s'est imposé selon le principe de saturation, quand les réponses ont commencé à engendrer des séries, l'échantillon de 30 à 40 entretiens pour chacun des deux principaux mouvements politiques qui occupent la rue étant suffisant pour valider des hypothèses et élaborer des premières pistes de réflexion<sup>108</sup>. Le travail de pré-requête et la recherche d'informations montrent qu'il demeure aujourd'hui encore une séparation entre ces deux principaux mouvements politiques, d'autant plus que les militants sont toujours actifs<sup>109</sup>. Toutefois, plus de quarante années après les événements décrits, le fait que les noms proposés le soient parfois par les témoins d'un mouvement politique anciennement adverse traduit la dimension d'interconnaissance de la communauté et un apaisement. De même, certaines archives personnelles contenaient des informations sur les mouvements politiques opposés, révélant alors la nécessité de connaître le contenu des idées de l'adversaire, mais aussi les liens en réseau de la diaspora, plus serrés que les inimitiés politiques. Quelques militants de ces deux mouvements politiques étaient ainsi en possession d'affiches ou de tracts appelant à manifester pour un autre mouvement politique que le leur.

Plusieurs paramètres doivent être pris en compte dans l'analyse des entretiens, à l'origine de plusieurs différenciations : la ville, le lieu précis de l'entretien, la place des acteurs au sein du mouvement, leur profession, leur âge et le genre. Les entretiens à Lyon ont impliqué une plus grande proximité qu'à Paris entre le chercheur et les témoins. Venant de loin, nous étions souvent invités à déjeuner ou à prendre un café et lors d'échanges informels, pendant les trajets en voiture nous menant à la gare, dans l'attente du repas, des bribes non formalisées ont été notées (elles ne sont jamais citées). Les liens tissés avec les militants furent souvent chaleureux. Ensuite, un entretien réalisé dans un lieu de travail ou de militantisme (10% du

---

<sup>108</sup> Nathalie Ponsard. *Lectures ouvrières à Saint-Étienne-du-Rouvray des années 1930 à nos jours*. Thèse d'histoire sous la direction de Roger Chartier, EHESS, 1999.

<sup>109</sup> Ara Toranian était le responsable de Libération arménienne, devenu le MNA. Henri Papazian, son oncle, était au parti *Dachnaksoutioun*. Le fils de celui-ci (Mourad Papazian) a pris le relais dans les années 1980. Aujourd'hui, les deux cousins sont membres du CCAF (Conseil de coordination des organisations arméniennes de France).

corpus) induit une parole plus maîtrisée et diffère d'un entretien donné dans un café (30%), lieu plus neutre, ou encore à domicile (60%), où, dans son environnement proche, le témoin se livre autrement. Les militants plus âgés nous ont plus souvent reçu chez eux que les militants plus jeunes, rencontrés dans un café. Quelques témoins étaient, au reste, déjà habitués aux entretiens, soit dans un cadre médiatique, soit pour d'autres travaux de recherche. Certains témoins s'exprimaient régulièrement dans la presse (*Arménia* ou *Haiïastan*)<sup>110</sup>. Habitués à maîtriser leur parole, ils sont plus modérément cités. De même, nous n'avons pas cité les entretiens des témoins devenus historiens. Leur statut d'intellectuel, habitué à s'exprimer sur la question arménienne, pouvait brouiller leur position lors de l'entretien<sup>111</sup>. D'autres témoins ont produit des récits : des autobiographies, des œuvres romanesques<sup>112</sup> ou des essais sur leur militantisme<sup>113</sup>. Enfin, le statut social interfère dans les entretiens : le temps consacré au parcours professionnel, lorsqu'il est valorisant, est plus long. Quant à l'âge, si les entretiens avec les militants de la deuxième génération migratoire sont moins nombreux, au vu de la période étudiée, ils demeurent fondamentaux pour comprendre la continuité de leur engagement, les liens entre les générations migratoires, ainsi que les clivages à l'œuvre lors des pratiques manifestantes. Quant au genre, nous y reviendrons.

Deux interactions sont à souligner lors des entretiens, celles liées aux larmes et celles liées à la présence d'autrui. L'irruption de l'émotion à l'origine de pleurs concerne 8% des entretiens, dans leur totalité des hommes, que nous analyserons dans cette partie à propos de la question du genre. La seconde interaction concerne les échanges avec d'autres acteurs présents lors de l'entretien (conjoint, ami, parent, parfois pour des raisons pratiques). 12% des entretiens se sont en effet déroulés dans leur totalité, en présence de deux personnes : à Lyon, deux amies, à Décines, trois amis, et à Valence, deux cousins, furent interrogés à tour de rôle. À Lyon, un témoin, né en 1930, fut épaulé par une militante plus jeune (non interrogée). À Paris, deux entretiens se sont déroulés en présence de deux amis (soit quatre militants, tous interrogés). 12% des entretiens se sont aussi tenus en présence, certes parfois fugace, de la conjointe. Lors de deux autres entretiens, la mère était présente. Ces entretiens étaient parfois collaboratifs et les invités ont pris la parole, qui n'est pas citée, sauf exception, avec leur accord, indiqué par une accolade. Au total, près d'un quart des entretiens, par leur seul dispositif, se déroule donc en présence d'un proche, ce qui atteste de la prégnance des liens d'interconnaissance dans le

---

<sup>110</sup> René Dzagoyan, Ara Krikorian ou Hagop Sazdjian.

<sup>111</sup> Anahide Ter Minassian, Claire Mouradian et Raymond Kévorkian.

<sup>112</sup> Pour les titres de ces ouvrages, voir les sources p. 404.

<sup>113</sup> Ara Krikorian. *Journal d'un militant*. Maisons-Alfort : Kirk Publishing, 2018.

militantisme arménien. La parole des témoins n'a pas semblé être plus contrainte en présence d'autrui.

Si des clivages politiques et générationnels de la diaspora se dessinent, l'échantillon traduit une certaine unité du corpus. Les réponses sur l'histoire familiale et la socialisation primaire, durant l'enfance (lieu de vie, langue, rapport au religieux et parcours scolaire), étaient souvent proches. 95% des témoins, nés en 1925 et 1966, ont une ascendance arménienne<sup>114</sup>, parmi eux, 95% ont les deux parents d'origine arménienne et 5% sont issus de couples mixtes. 93% ont des ascendants issus de l'Empire ottoman, 1% du Caucase, 2% de Perse puis d'Iran et 4% sont issus de plusieurs empires. La connaissance de leur origine géographique est très ancrée chez les témoins. Une carte élaborée à partir des entretiens fait apparaître les nombreux lieux d'origine des ascendants des témoins au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>115</sup>. Ce nombre excède le leur, car ils mentionnent parfois le lieu des deux parents ou des grands-parents. Quant au lieu de vie des témoins, si les actions manifestantes étudiées se déroulent à Paris et à Lyon (sauf une, à Décines, nous y reviendrons), les témoins vivent parfois aussi dans les communes alentour. Ils sont très sédentaires : 95% d'entre eux sont restés dans la même région, entre leur naissance et l'âge adulte<sup>116</sup>. 90% des témoins ont entamé des études supérieures. 90% d'entre eux se situaient à gauche de l'échiquier politique durant la période étudiée. 83% des témoins sont nés en France. Un peu moins des trois quarts sont des hommes. 70% sont nés après-guerre. 60% sont issus de la troisième génération migratoire. Deux tiers des militants viennent de la région parisienne et un tiers de la région lyonnaise. Quand nous citons les témoins la première fois, nous indiquons leur date et leur lieu de naissance en note de bas de page.

## 2/ Un travail d'enquête

-Écrire avec du matériau vivant.

Quel usage faire des entretiens ? Notre protocole, souple, s'est adapté aux interactions nées de chaque situation d'entretien : les positions des témoins étant diverses sur la question de l'usage de leur entretien, nous voulions avoir une vision globale avant de formaliser une demande d'autorisation d'usage. Nous avons alors procédé en deux étapes. Dans un premier temps, un an et demi après le début de l'enquête, à la fin de l'année 2018, et alors que celle-ci allait se clore, puisque 85% des entretiens avaient été réalisés, nous avons demandé

---

<sup>114</sup> 5% des témoins ne sont pas d'origine arménienne, ils ne sont pas comptabilisés dans les usages quantitatifs.

<sup>115</sup> Voir carte en annexes, p. 455.

<sup>116</sup> Voir carte en annexes, le lieu de naissance des témoins, p. 456.

l'autorisation écrite à tous les témoins interrogés de pouvoir utiliser leur entretien enregistré, en mentionnant leur nom parmi les autres sources, à la fin du travail. Une fois leur accord obtenu, se posait la question de l'usage des citations dans le corps du travail, nominatif ou anonyme. Quelques témoins, avec qui nous avons évoqué la question lors de l'entretien, avaient déjà mentionné la libre disposition de celui-ci. D'autres témoins étaient d'accord pour que leur nom soit cité parmi les sources, mais que les citations soient anonymes. Une partie des témoins souhaitait l'anonymisation complète. Par nécessité éthique de respecter ces choix et d'harmonisation narrative, nous avons pensé à tout anonymiser.

Puis, pour des raisons épistémologiques d'administration de la preuve et pour des motifs juridiques, le pacte testimonial<sup>117</sup>, nous avons procédé à l'individualisation du traitement des données. Nous avons donc fait cohabiter prénoms réels et prénoms définis par une initiale inventée. L'écriture, quand elle utilise de vrais prénoms, est d'avantage incarnée, aussi les enquêtés qui ont accepté un usage nominatif sont un peu plus cités. Dans un souci d'harmonisation narrative entre les vrais prénoms et les prénoms initiales, nous avons désigné les témoins ayant accepté qu'on les cite nominativement par leur prénom dans le corps du texte et leur prénom et nom complets, en note de bas de page, pour fluidifier l'alternance des deux dénominations. L'équilibre entre la narration et le respect de la volonté des témoins, quant à l'anonymisation, fut donc parfois en tension. Ce qui a pu être acquis en qualité narrative, par l'usage des vrais prénoms, s'est parfois effectué au détriment de l'exploitation de l'étendue des sources. Quant à la moindre qualité narrative, elle tient à la nécessité de respecter moralement et juridiquement les enquêtés, à l'origine d'une écriture sous contrainte. Citer des sources anonymes autorise aussi une meilleure exploration de pratiques manifestantes moins consensuelles, étudiées dans la troisième partie.

Trois types d'usage de citation ont été élaborés. Ceux qui acceptaient d'être mentionnés dans le corps du travail ont leur prénom et leur nom cités. Ceux qui ne souhaitaient pas être nommés dans le corps du travail, mais qui acceptaient que leur nom figure parmi les sources, voient leur nom présent parmi les sources, s'ils ne sont pas cités dans le corps du travail. S'ils sont cités, une initiale inventée les nomme dans le corps de la recherche et parmi les sources. Ceux qui acceptaient un usage de leur entretien, sans mention de leur nom, ni dans le corps de la recherche, ni dans les sources, se voient dotés d'une initiale, qu'ils soient cités ou non. En définitive, 84% des témoins ont leur nom complet présent parmi les sources et la moitié des

---

<sup>117</sup> Régine Waintrater. *Sortir du génocide*. Paris : Petite Bibliothèque Payot, 2003. Cette décision a été prise suite à un échange avec le Comité de suivi de thèse, en avril 2021 (Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian). Il aurait dû avoir lieu à la rentrée universitaire 2019, mais suite aux grèves et à la COVID, il a été retardé.

entretiens est citée dans le corps du travail -plus d'un tiers, nominativement et 12%, anonymement-. 87% des militants de la mouvance liée au parti *Dachnaksoutioun* et un tiers des anciens militants de Libération arménienne ont accepté une autorisation de citation nominative. Nous avons procédé à une hiérarchisation entre la citation courte, à valeur plus illustrative, de police 12, comme le corps du texte, et la citation plus longue, davantage analysée, de police 10. Nous détaillons les occurrences des noms cités en annexes, dans le tableau sur les sources (avec la ville, le lieu précis de l'entretien, la date, la durée et le mouvement politique/association)<sup>118</sup>.

#### -Des acteurs liés entre eux

Les témoins ne se sont pas livrés facilement. L'enquêté est lié à une communauté, soudée par des liens diasporiques, marquée par le contrôle du groupe sur lui-même et acquis à l'idée intériorisée de respecter la société qui a accueilli sa famille, par une attitude exemplaire. C'est souvent le « nous » qui s'imposait dans le récit des enquêtés et peu le « je », témoignant de la volonté de construire une histoire collective structurée. Le souci du mot juste et pesé s'inscrivait dans des liens entretenus, « comparables à ceux d'une communauté villageoise, faite de rapports d'interconnaissance et structurée par des liens familiaux »<sup>119</sup>. Le questionnement des témoins sur les réponses des autres enquêtés révélait l'inquiétude de ne pas trahir ces liens, mais aussi éventuellement des anciennes tensions entre eux. D'autres paramètres sont à prendre en compte dans l'analyse des silences des témoins : un génocide non reconnu, la lutte armée des années 1970 et l'escalade de violence terroriste au début des années 1980, la fragilité de l'Arménie indépendante, ainsi que l'inquiétude que suscite la Turquie. Le qualificatif de lutte armée dans notre recherche, pour caractériser les attentats organisés entre 1975 et 1982, procède de la volonté de respecter la parole des témoins, qui la différencie du terrorisme. Ce terme se rapporte, quant à lui, à certains attentats postérieurs à cette date, quand ils ont visé des cibles non turques et sont dénoncés par les témoins. La recherche s'est trouvée confrontée à des problèmes méthodologiques, propres à tout récit de vie, comme l'expose Isabelle Sommier à propos des militants français et italiens ayant été proches de la lutte armée, sans s'y être engagés, dans les années 1970, la violence étant vue comme un repoussoir : « nous entraînaions certains de nos interlocuteurs dans un voyage psychologiquement coûteux »<sup>120</sup>. Des

---

<sup>118</sup> Voir le tableau des sources orales, p. 406. Trois témoins ont signé leur autorisation avec leur prénom en français et en arménien, d'où l'usage du double prénom, en note de bas de page et dans le tableau des sources orales.

<sup>119</sup> Boris Adjemian. *La fanfare du Négus*. *Op. cit.*

<sup>120</sup> Isabelle Sommier. *La violence politique et son deuil. L'après 1968 en France et en Italie*. Rennes : PUR, 2008.

témoins pouvaient craindre aussi que notre recherche ne les ramène qu'au statut de victimes. Le délai de 50 ans porte à 2035 (l'année 1985 correspondant à la fin de la lutte armée) le moment où la recherche sur le sujet sera véritablement possible. Une partie des acteurs sera alors en fin de vie, alors que lors des entretiens, nombreux étaient en fin de vie active.

À la question de l'anonymat se sont greffés d'autres enjeux. Nous avons accepté, à la demande de certains témoins (20%), de leur donner la retranscription de leur entretien ou des exemples de citations pouvant être utilisés. Parmi eux, la moitié a fait la demande explicite de ne pas en citer certaines. Ensuite, 12% des militants ont demandé à couper lors de l'enregistrement. Durant ces coupures, des notes étaient prises avec leur accord, mais elles ne sont pas mentionnées. Ce cas de figure s'est produit à chaque fois que le témoin souhaitait s'exprimer, sans oser le faire. 5% des témoins ont préféré ne pas être enregistrés, dont un, pour se sentir plus libre, un, en raison de son accent et trois, pour ne pas laisser de trace. Notre nom en « ian », notre statut (agrégée, enseignant alors dans un lycée près d'Alfortville, où vit une communauté arménienne nombreuse) et notre âge ont pu rassurer les témoins quant à notre sérieux. Toutefois, les questions de deux-trois témoins sur les motivations de notre travail et quelques reproches à nos questions furent à l'origine d'interrogations. Il s'agissait alors de les rassurer et d'établir une confiance.

Les récits des témoins hantent le chercheur, qui est plongé dans leur narration militante et vit constamment avec leur passé. De nombreux sens sont sollicités durant l'entretien. L'ouïe est attentive au timbre, à l'accent et à l'intonation changeante de leur voix. Celle-ci irrigue les tréfonds du temps pour la faire réémerger à la surface du présent, par le biais de l'enregistrement de leur parole, réécoutée plusieurs fois. La voix se brise parfois et est en suspens, quand elle évoque des souvenirs douloureux. Le chercheur est parfois emporté par le récit du témoin. L'odorat s'offre aussi à nous, lorsqu'un plat nous est proposé. Le toucher est présent, lors des salutations et des au revoir. D'autres aspects sont à prendre en compte : les mimiques du visage et la gestuelle des mains, les déplacements (pour répondre au téléphone ou chercher un met) nourrissent autrement les contours de l'objet. Les rires et les larmes font, enfin, vivre la parole prononcée. Travailler sur de la matière vivante co-construite est ainsi d'une grande richesse, mais chaque interaction produit des effets sur la recherche qui doivent être pris en compte. Les conditions de la réception de la parole des témoins pèsent en effet sur l'écriture.



### 3/ Les sources écrites (presse arménienne et associations)

Les autres sources internes consultées relèvent de la presse arménienne, très riche en raison de la longue absence d'État arménien. Elle a permis de remplir le vide des archives officielles<sup>121</sup> et a toujours constitué un lien entre les Arméniens dispersés dans le monde. L'accès aux journaux arméniens a été possible grâce aux fonds de la bibliothèque NUBAR de l'UGAB à Paris, aux Archives nationales et aux dons de quelques militants. Les deux principaux mouvements politiques qui occupent la rue possèdent chacun leur journal, vecteur de diffusion de leurs idées et de leurs pratiques, notamment les manifestations, qui y sont annoncées et qui sont l'objet de comptes rendus souvent détaillés. Le parti *Dachnaksoutioun* s'appuie sur *Haïastan* (« Arménie »), organe de presse de son mouvement de jeunesse, le *Nor Seround* (« Nouvelle génération »), bilingue et bimensuel, jusqu'en 1969, puis en français et mensuel. Il comprend parfois quelques pages en arménien à la fin des années 1970<sup>122</sup>. D'autres périodiques émanent de ses organisations satellites, qu'on nommera, en incluant le parti, la mouvance *dachnak*<sup>123</sup>, comme la revue bilingue *Oussanogh*, « Étudiant », de l'UEAE, Union des étudiants arméniens d'Europe, à la fin des années 1960. *France-Arménie* est un mensuel en français, créé en 1982 par des membres du CDCA, Comité de défense de la cause arménienne, à Lyon. L'autre mouvement politique, Libération arménienne, devenu le MNA, a son organe de presse, *Hay Baykar* (« Lutte » ou « combat » arménien), mensuel, puis bi-mensuel à partir de 1982, avec quelques pages en arménien. On peut aussi citer le mensuel, non partisan, *Arménia*, à Marseille. Ces journaux ont été dépouillés dans leur totalité pour établir, avec les Archives nationales, une chronologie des manifestations.

Étant donné notre objet, l'occupation de la rue par les Arméniens en France dans les années 1970, les sources sont essentiellement en français. La langue natale des témoins interrogés est le français, sauf pour une petite minorité, non née en France, mais ils vivent en France depuis plusieurs décennies. Les entretiens se sont donc déroulés en français. Quant aux comptes rendus des manifestations dans les archives publiques, ils sont en français. La source principale en arménien était le quotidien *Haratch*, dont les comptes rendus des manifestations sont plus brefs que les deux organes de presse mentionnés plus haut, concernant leur déroulé

---

<sup>121</sup> Claire Mouradian. « La presse arménienne en France ». In Catalogue de l'exposition organisée dans le cadre du bicentenaire de la Révolution, *France des Étrangers, France des libertés, médias et communautés dans l'histoire nationale*. Marseille/Orléans/Paris : Association Génériques, 1990. Voir aussi l'émission, en deux volets, de George Stéphanesco. *Foi et traditions des Chrétiens Orientaux*. « La presse arménienne en France. Lyon/Paris », 1989.

<sup>122</sup> Le parti *Dachnaksoutioun* a aussi un organe bilingue, à partir de 1978, *Azadamard* (« Combat pour la liberté »).

<sup>123</sup> Désormais, nous utiliserons ce raccourci pour la nommer, plutôt que « la mouvance liée au parti *Dachnaksoutioun* ».

(itinéraire, slogans). Comme d'autres journaux arméniens, ce quotidien cite souvent les comptes rendus des journaux français, ce qui témoigne de l'importance du regard du pays hôte (*Le Monde, Le Quotidien de Paris, Le Figaro, voire Rouge*). Nous avons aussi consulté les articles de *Hay Baykar* et d'*Oussanogh* en arménien, ainsi que deux longs articles écrits par deux Arméniens du Liban, à propos des circulations des événements de Mai 1968<sup>124</sup>. Pour les illustrations, nous avons reproduit les photos de manifestations des journaux arméniens. Leur rareté, entre 1970 et 1975, explique leur faible présence dans notre travail durant cet empan chronologique. Entre 1976 et 1982, les actions manifestantes étant diverses, les illustrations sont présentes dans le corps du travail. Entre 1982 et 1985, les manifestations, au sens canoniques, étant nombreuses, elles sont surtout présentes en annexes.

Nous avons aussi utilisé les archives des associations. La bibliothèque NUBAR à Paris nous a donné accès à deux listes d'étudiants de la Maison des étudiants arméniens, la MEA, présents dans la deuxième moitié des années 1970. Le CNMA, Centre national de la mémoire arménienne, à Décines avait des revues de presse. L'association ARAM, Association pour la recherche et l'archivage de la mémoire arménienne, à Marseille, possédait des documents sur le 24 avril. Nous avons aussi consulté des sources audiovisuelles, par exemple pour le 24 avril 1965, un documentaire du CEA et un film en super 8. À la Maison de la culture arménienne d'Alfortville, nous avons eu accès à la littérature grise, comme le bilan de l'action du CDCA au milieu des années 1970.

---

<sup>124</sup> Bédros [Pierre] Terzian. « Une expérience dans la presse de la diaspora. Les 5 années d'existence de "Yéridassart Hai" » [En arménien]. *La struttura negata. La cultura armena nella diaspora 2*. Publié par l'ICOM (Institut pour la diffusion de la connaissance sur les cultures minoritaires et pour l'intensification des relations entre les groupes minoritaires et non prépondérants), Milan, 1981, p. 71-88. Haroutioun Kurkjian. « Autour de l'idéologie des mouvements étudiants français » [En arménien]. *La revue de l'Union des étudiants Zavarjian de la Fédération arménienne révolutionnaire (F.R.A.)*, mai 1969, Beyrouth, p. 21-51.

## **B De l'autre côté des acteurs : les Arméniens surveillés**

Si les récits manifestants sont présents en entretien, l'existence de comptes rendus détaillés des actions manifestantes dans les archives publiques a contribué à mieux circonscrire notre objet sur ces pratiques. Cette source, écrite et instantanée, réalisée « à chaud », c'est-à-dire dans le moment même où les faits se produisaient, a nécessité d'être attentif aux multiples biais qu'elle induit. Les temporalités des trois principales sources utilisées, archives publiques écrites, presse partisane et sources orales, qui élaborent des récits rétrospectifs, diffèrent. Leur croisement a donc exigé des précautions.

### 1/ Les archives publiques

- Les archives du ministère des Affaires étrangères

Les archives du Quai d'Orsay, ne nécessitant pas de dérogation car la période concernée est supérieure à 25 ans, furent les premières archives consultées à l'été 2017. Elles rendent compte du fait diasporique, c'est-à-dire de la dispersion des Arméniens à travers le monde, par leur seul dispositif, quand il est mentionné, en en-tête des rapports sur les mobilisations arméniennes qui se déroulent dans un État, que le rapport est envoyé à toutes les représentations diplomatiques où vit la diaspora arménienne. Il s'agit, par exemple, des comptes rendus de manifestations du 24 avril, des manifestations pour les prisonniers politiques, organisées partout en diaspora, ainsi en Grèce, en Iran ou aux États-Unis. Un hiatus apparaît clairement entre la période précédant la lutte armée, assez maigre, et la période de la lutte armée, dense. Le fonds Europe-Turquie comprend des rapports diplomatiques entre la Turquie et la France. On y trouve essentiellement des lettres entre ambassadeurs -français en Turquie et turcs en France-, des rapports sur les Arméniens des deux pays, des éléments relatifs à la lutte armée, des lettres d'associations arméniennes, comme Solidarité franco-arménienne (SFA), le Collectif des femmes arméniennes (CFA), le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), adressées au gouvernement, quelques comptes rendus d'actions manifestantes (occupation de local, 24 avril), avec les noms de participants, et les transcriptions d'entretiens de leaders arméniens passant à la télévision. Le fonds ANMO/Liban, a aussi été utile, pour avoir accès, à la revue de l'ASALA, *Hayastan*, en arménien ou en anglais. À Nantes, nous avons dépouillé les archives rapatriées de l'ambassade de France à Ankara. Elles comprennent des correspondances entre hommes politiques français et turcs, des éléments sur les relations économiques des deux pays, des informations sur le terrorisme arménien et l'écho des actions arméniennes en France contre la Turquie.

## -Les archives de la préfecture de police de Paris

Les archives de la préfecture de police ont été consultées à partir du début de l'année 2018. Les dérogations ont toujours été nécessaires et l'attente a pu durer un an et demi, après de nombreuses relances. Par exemple, pour consulter le compte rendu de la manifestation réprimée du 24 avril 1978, l'autorisation a ainsi été obtenue en 2019, en partie seulement, au motif qu'en raison de la crise des Gilets jaunes, la prudence était de mise concernant l'autorisation de consultation de manifestations réprimées. Même lors de la consultation des archives écrites, le contexte interférait, la CADA, Commission d'accès aux documents administratifs, nous ayant confirmé le refus partiel de la préfecture de police : « la manifestation arménienne du 24 avril 1978 [...] comporte des informations relatives aux procédures de maintien de l'ordre qui conservent une sensibilité dans le contexte actuel »<sup>125</sup>. Des comptes rendus détaillés sont présents pour 1969, 1976, 1977, 1978 (en partie), 1979 et 1980. Des archives sur le CDCA, sur l'Association culturelle de l'Église apostolique de Paris et de la région parisienne et sur le Parti social démocrate *hintchak*, entre 1948 et 1990, ont été dépouillées. Enfin, la cote sur la Colonie arménienne de Paris (1947-1987) s'est avérée très précieuse pour le détail des manifestations hors des 24 avril, surtout au début des années 1980. Nous avons aussi consulté les archives départementales du Rhône, à Lyon, et les archives départementales à Marseille. Aux archives départementales de Paris et à la Contemporaine à Nanterre, nous n'avons rien trouvé.

## -Les archives nationales

Les archives consultées émanent de plusieurs services qui observent et surveillent une population, dont ils tentent de comprendre l'état d'esprit. L'appellation Renseignements généraux (RG) désigne l'intitulé de services officiels. Dans les sources, il y a souvent des « notes blanches » de RG, c'est-à-dire des notes anonymes, non signées, sans entête, ni indication d'origine. Les RGPP, Renseignements généraux de la préfecture de police, dépendent du préfet de police de Paris (soit l'ancien département de la Seine). La DGPN, Direction générale de la police nationale, est une direction du ministère de l'Intérieur, qui a autorité sur tout le territoire, sauf celui du ressort de l'ancien département de la Seine. La DCRG, Direction centrale des Renseignements généraux, est une direction de la DGPN. C'est

---

<sup>125</sup> CADA. Avis n° 20194060 du 17 octobre 2019.

à elle que les Renseignements généraux départementaux font des rapports. Les demandes de dérogation, qui ont concerné 80% d'entre elles, ont été faites à la fin de l'année 2017, pour une obtention à l'été 2018. Pour certaines archives, nous avons dû attendre plus d'un an après le début de notre travail, car le délais de leur obtention fut parfois long, en raison de la proximité de la période étudiée et du caractère sensible lié à la lutte armée.

Plusieurs biais sont à prendre en compte dans l'étude des rapports écrits des institutions policières. D'une part, elles s'appuient sur leur propre production de savoirs<sup>126</sup>, leurs observations des communautés d'origine étrangère ont pour objet leur surveillance, afin de poser des diagnostics et d'évaluer des risques éventuels pour la sécurité du pays. Elles ont donc tendance à schématiser leurs traits caractéristiques, pour les faire rentrer dans des catégories préétablies. Les rapports des RG se focalisent en effet sur les oppositions générationnelles et politiques, entre jeunes, qui seraient plus « agités », et aînés, plus respectueux de la France. Or, ces oppositions ne sont pas aussi schématiques. D'autre part, leurs observations reposent parfois sur la lecture de la presse de la communauté observée, caractéristique visible à la date de la note, postérieure à l'article, et au vocabulaire utilisé, qui peut reprendre presque mot-à-mot ses termes. Elles n'ont donc pas toujours une connaissance réelle de la communauté concernée, mais tiennent compte du regard de celle-ci sur elle-même. Citons par exemple un article de Hagop Sazdjian sur la diaspora, paru dans *Haiïastan*<sup>127</sup>, et réutilisé dans un rapport des RG<sup>128</sup>, ou un article de Bédros Terzian sur la question arménienne, paru dans *Critique socialiste*<sup>129</sup>, et plus tard utilisé dans un autre rapport des RG<sup>130</sup>. La connaissance policière de la question arménienne suppose enfin l'utilisation d'informateurs. Ce qui n'empêche pas des erreurs d'appréciation (confusion entre les groupes et au sein des groupes, erreurs de dates). Tous ces filtres se superposent aux représentations des RG sur les communautés d'origine étrangère.

Un fonds, consacré à la « question arménienne », versé par la DCRG, nous a été très utile, dont trois cotes particulièrement. Une cote est consacrée à la situation des communautés arméniennes dans diverses régions. Une autre comporte les comptes rendus des commémorations annuelles du 24 avril. Une autre cote porte sur les communautés et leurs organisations, avec des notices chronologiques très détaillées entre 1970 et 1999 et quatre

---

<sup>126</sup> Fabien Jobart. « Que sait la police ? ». *Vacarme*, 1999/1, n°7, p. 22-24.

<sup>127</sup> « L'évolution de la diaspora durant les dernières décennies ». Hagop Sazdjian. *Haiïastan* n°435, septembre 1982, p. 10-11.

<sup>128</sup> AN. 20030072/1. Communauté et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983

<sup>129</sup> Pierre [Bédros] Terzian. « La question arménienne aujourd'hui ». Arménie, du génocide à l'explosion. *Critique socialiste*, 1982, n°44, p. 49-72.

<sup>130</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Fiche des RG, 28 août 1986.

études réalisées par les Renseignements généraux, en 1945, 1957, 1983 et 1987. Ils informent sur la communauté arménienne, les raisons de leur venue en France, leur nombre, leur répartition géographique, leur profession et sur leurs activités politiques. Dans notre recherche, les titres reproduits dans les notes de bas de page sont parfois volontairement incomplets pour respecter l'anonymat des acteurs mentionnés. En raison d'interpellations de manifestants en 1972, 1976-1977 et 1984 à Paris, nous avons pu procéder à une analyse quantitative des manifestants par des tableaux sur leurs propriétés sociales<sup>131</sup>, qui ont permis de dégager des profils et des évolutions. D'autres cotes abordent des thématiques diverses, comme les Congrès arméniens, les Radios libres et le soutien aux dissidents en Arménie soviétique. Nous nous sommes aussi heurtés à des refus partiels et nous avons formulé des demandes à la CADA, qui a parfois donné son accord. Nous avons ainsi pu accéder aux archives portant sur l'occupation de la Turkish Airlines en juin 1981, sur les manifestations liées à la prise d'otages du consulat turc à Paris, en septembre-octobre 1981, sur une grève de la faim en janvier 1982 et sur les manifestations réprimées en janvier 1984, avec les listes de personnes interpellées. Nous avons aussi dépouillé des sources consacrées à des organisations et des partis politiques arméniens, comme l'UEAE et le parti *Dachnaksoutioun*.

Ces archives reflètent l'évolution du regard des autorités sur une population d'origine étrangère en France. En 1945, les Arméniens sont perçus comme étant attachés à leur histoire et à leur territoire d'origine et les rapports des RG utilisent le terme de « colonie » pour caractériser le fait qu'ils sont issus d'une région commune, l'Empire ottoman, et qu'ils résident groupés dans un pays étranger, la France : celle-ci « a cherché son intégration dans la communauté française, tout en conservant ses mœurs et sa langue [...]. Fréquentant peu les Français, ils [les Arméniens] s'assimilent difficilement. Cependant, ils respectent nos lois et s'y soumettent volontiers »<sup>132</sup>. Les rapports insistent sur le fait que les Arméniens éprouvent un « attachement traditionnel »<sup>133</sup> à la France, tout en nourrissant un « amour profond et nostalgique, même parmi les naturalisés français, pour leur patrie d'origine, l'Asiastan (ou *Haiastan*) »<sup>134</sup>. Cette grille de lecture prévaut encore en 1970 : « Comme tout réfugié, l'Arménien nourrit toujours un amour profond et nostalgique, même s'il est naturalisé, pour la

---

<sup>131</sup> Voir en annexes, tableau sur les propriétés sociales des interpellés, p. 458.

<sup>132</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Direction des RG, 6<sup>e</sup> section : « Étrangers. La colonie arménienne en France », 1945.

<sup>133</sup> AN. 20030072/1. Communauté et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>134</sup> *Ibid.*

patrie d'origine, l'*Haïastan* de leurs ancêtres »<sup>135</sup>. À la fin des années 1970, le terme de « colonie » est utilisé plus ponctuellement pour désigner les Arméniens. En réalité, le terme de communauté peut les caractériser dès l'après-guerre, quand ils se structurent avec leur presse, leurs associations, leurs lieux de rencontre et leurs églises. Le regard des autorités françaises dénote ainsi un hiatus entre leurs représentations et la réalité de l'ancrage des Arméniens en France. Toutefois, au cours des années 1970, le regard des autorités évolue. Lors de la longue décennie étudiée, les Arméniens poursuivent leur sédentarisation en France et les rapports des RG insistent sur leur déférence, alors qu'au même moment, d'autres populations nouvellement venues, souvent issues des colonies, sont différemment considérées. À partir du milieu des années 1970, la lutte armée est, en outre, à l'origine de différenciations opérées entre Arméniens d'origine géographique différente, nous y reviendrons.

## 2/ Les autres sources

Nous avons consulté la presse française, notamment d'extrême-gauche, comme *Libération* et *Rouge*, qui a soutenu le mouvement politique Libération arménienne. Des coupures de presse française étaient présentes aussi aux Archives nationales. Le mémoire de recherche de Hélène Strapelias<sup>136</sup> sur la réception par la presse française des événements arméniens (dont les actes de lutte armée), entre 1965 et 1987, nous a permis de mesurer l'écho des actions arméniennes, même si son objet n'est pas le nôtre. Des archives de télévision sont présentes à l'INA, Institut national de l'audiovisuel, comme la cérémonie du 24 avril 1975, filmée pour la première fois à la télévision. Au début des années 1980, les événements liés à la lutte armée et quelques manifestations sont présents dans le journal télévisé. Des archives de la télévision régionale ont aussi été consultées, comme celle portant sur la grève de la faim à Décines en janvier 1982. Sur youtube, on peut consulter aussi des émissions sur le *Nor Seround* en 1967 et 1977.

---

<sup>135</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien (1970-1992). Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie en France », juillet 1970. Ce rapport est aussi présent dans la cote 20030072/1.

<sup>136</sup> Hélène Strapelias. *Regards de la presse nationale française sur les Arméniens. 1965-1987. La réactualisation d'un génocide oublié*. Mémoire de maîtrise, sous la direction d'André Kaspi et Catherine Nicault, Paris 1, 2000.

## C) L'archipel arménien au milieu des années 1960 en France

Au milieu des années 1960, le monde arménien est une communauté, reliée par des relations d'interconnaissance (amicales et familiales) et des liens affectifs, portant un projet politique et national. Ce monde n'est toutefois pas figé. La rencontre entre le monde intérieur, représenté par la famille arménienne, vivant parfois dans des quartiers arméniens, et le monde extérieur, via la fréquentation de l'école française, puis le monde du travail, ainsi que l'accès à la culture française (lectures, films), est à l'origine d'une socialisation multiple. Le monde arménien se caractérise aussi par sa mobilité sociale ascendante, sa conflictualité idéologique et sa diversité migratoire, comprenant des Arméniens de l'ancien Empire ottoman et des Arméniens du Caucase (même si les Caucasiens sont moins nombreux pour ce qui est des effectifs). Simon Perego a utilisé le terme d'archipel, pour caractériser le monde juif d'après-guerre à Paris. Il s'applique bien également aux mondes mêlés arméniens, en mettant « autant l'accent sur les liens entre les éléments d'un même ensemble, que sur l'autonomie dont ils continuent à disposer les uns par rapport aux autres »<sup>137</sup>.

### 1/ L'intérieur : la famille arménienne

Les militants interrogés ont été enfants avant la sortie dans la rue en 1965 et ont tous été en contact avec les rescapés du génocide au sein de leur famille, parents ou grands-parents. Ainsi, au milieu des années 1960, trois formes d'ancrages familiaux se dessinent. La figure de la survivante du génocide, -alors enfant ou jeune adulte- la grand-mère arménienne, joue un rôle crucial. Elle s'occupe de ses petits-enfants et cela d'autant plus que sa fille travaille. Sa présence dans le foyer reproduit la famille élargie<sup>138</sup> du territoire d'origine, qui pouvait regrouper plusieurs générations sous le même toit, en partie pour des raisons sécuritaires. De nombreux récits de militants l'évoquent, sans toujours qu'une question spécifique ne soit toujours posée à ce sujet. Ces figures protectrices, gardiennes de la tradition, de l'avant et de l'ailleurs, incarnent le lien avec le passé<sup>139</sup>. Avec les grands-parents, une « complicité relationnelle [... permet] de compléter la socialisation dont les parents sont chargés »<sup>140</sup>. Robert

---

<sup>137</sup> Simon, Perego. *Pleurons-les. Les Juifs et la commémoration de la Shoah. Op. cit.*

<sup>138</sup> Frédéric Paulin. « Démographie et structures familiales des Arméniens d'Ordou. 1910-1913 ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 1997, T. 3, p. 31- 54.

<sup>139</sup> Martine Hovanessian. « Le rôle de la femme arménienne à travers l'histoire ». In UGAB. Symposium à Genève. *Le rôle de la femme arménienne à travers l'histoire et aujourd'hui*. 1991, p. 25-34.

<sup>140</sup> Claudine Attias-Donfut, Martine Ségalen. *Grands-Parents. La famille à travers les générations*. Paris : Odile Jacob, 1998.



A., né en 1944 à Saint-Étienne, qui porte le prénom de son grand-père, évoque la place de sa grand-mère dans son éducation. Il vivait avec elle :

« Ma grand-mère paternelle, je dois dire qu'elle a beaucoup pris soin de moi. Elle vivait avec nous, à l'arrière du salon de coiffure de mon père. C'était un appartement assez humide et pas ensoleillé du tout, à Saint-Étienne. Elle parlait l'arménien, elle rappelait un certain nombre de souvenirs. [Dououreux ?] Non, mais je porte le prénom de mon grand-père, Haroutioun. Mon prénom arménien, c'est Haroutioun, mon grand-père paternel s'appelait Haroutioun, celui qui est parti lors des massacres. Et elle était d'une grande sagesse, c'était une femme très agréable »<sup>141</sup>.

Volée de son enfance ou de son adolescence, ayant survécu aux errements, aux drames de l'exil, aux violences, la grand-mère est dépositaire d'une mémoire qui n'a pas pu toujours se transmettre auprès de ses descendants directs, en raison du traumatisme. La transmission transgénérationnelle saute parfois une génération et ce sont ses petits-enfants qui recueillent sa mémoire<sup>142</sup>. Une partie de la deuxième génération migratoire, née en France, et ayant reçu de la part des parents le devoir d'intérioriser les normes dominantes de la société d'accueil, n'est alors pas exposée aux récits. Si la parole des parents n'a pu trouver à s'exprimer auprès de leurs enfants, elle est possible une génération plus tard, des grands-parents à leurs petits-enfants, ce qui augure d'un autre rapport au génocide : « détenteurs également de vérités politiques subversives. Ils deviennent en cela des ancêtres qui paradoxalement "libidinalisent" leurs descendants en leur insufflant jeunesse, esprit de rébellion et conscience politique »<sup>143</sup>. Philippe, né en 1957 à Paris, rappelle le rôle de sa grand-mère dans la transmission du passé, lorsqu'il était enfant :

« Ma grand-mère paternelle est vraiment mon lien avec cette mémoire [...]. Ma grand-mère était giletère et elle travaillait tard. J'attendais toujours qu'elle finisse et, pendant qu'elle travaillait, je lui posais plein de questions, elle racontait un petit peu son histoire, sans rentrer dans le mélo. [Quand ?] Très très jeune, je pense, dès l'âge de 5-6 ans »<sup>144</sup>.

Comme l'affirment Claudine Attias-Donfut et Martine Ségalen, « c'est de façon princeps que se situe l'importance des grands-parents : offrir au petit-enfant l'assurance d'une identité enracinée pour lui dans un temps immémorial »<sup>145</sup>. Dans les années 1970, parmi les listes de

---

<sup>141</sup> Entretien avec Robert Aydabirian, septembre 2017.

<sup>142</sup> Claire Mouradian, de la mouvance *dachnak*, élevée par sa grand-mère, a été baignée par les récits d'atrocités. Claire Mouradian. « "Dis mémé, raconte-moi les massacres". Histoire de ma grand-mère ». *Penser les génocides. Itinéraires de recherche*. Paris : CNRS Éditions, 2021, p. 53-63.

<sup>143</sup> Janine Altounian. « Remonter aux grands-parents pour retrouver jeunesse et esprit de lutte ». *Psychologie clinique*, 2017/1, n°43, p. 134-139.

<sup>144</sup> Entretien avec Philippe Raffi Kalfayan, mai 2018.

<sup>145</sup> Claudine Attias-Donfut, Martine Ségalen. *Op. cit.*

manifestants interpellés, se trouvent des personnes âgées et quelques militants mentionnent aussi en entretien la présence de grands-mères dans les manifestations<sup>146</sup>. Cette figure de la grand-mère ne doit cependant pas être mythifiée, celle du grand-père a aussi compté.

La fratrie et les liens de cousinage constituent des passerelles entre les chaînons militants : parmi nos enquêtés, six fratries (13 % des militants) ont été interrogées. À cela, se greffent des liens de cousinage, ajoutant au corpus 6 % de militants, dont deux interrogés ensemble, à tour de rôle. Dans l'étude du militantisme, « l'entourage le plus immédiat est le lieu de l'intériorisation d'un sens du monde social »<sup>147</sup>. D'autres liens plus indirects sont décelables, comme lorsque des militants ont épousé des sœurs de militants (5% des militants concernés). Un quart des militants interrogés dans notre corpus a donc un membre de sa famille, interrogé, qui milite (un bon tiers si on compte le conjoint).

L'importance de la famille est visible à travers l'héritage politique des témoins. Notre corpus comprend 90% de témoins dont le père et la mère sont arméniens (5% un des deux parents et 5%, aucun des deux). Leur socialisation familiale favorise la prise de conscience d'être porteurs d'une histoire collective spécifique, marquée par la violence, qui dessine une vision politisée des injustices du monde<sup>148</sup>. Le fait migratoire, nourrit, quant à lui, un héritage de l'entre-deux. Quelques militants évoquent le fait que leurs parents ont tardé avant de demander la nationalité française ou ne l'ont pas demandé, pensant retrouver leur terre d'origine. Près de la moitié des militants ont un membre de leur famille qui militait, soit leurs ascendants (leurs grands-parents ou leurs parents), soit leurs collatéraux (oncle et tante par exemple). Parmi eux, 80% militent au parti *Dachnaksoutioun* (grand-père, père, oncle) et la mère est souvent membre de la CBAF, Croix bleue des Arméniens de France, organisation de femmes liée au parti, héritière de la première Croix rouge arménienne et partie du HOM (*Hay Oknoutian Mioutioun*, « Union d'aide arménienne »), dont le premier congrès date de 1928. Le rôle de la famille est confirmé par les sources externes : dans les différentes listes d'activistes élaborées par les RGPP, au vu des noms mentionnés et de la date de naissance, on peut supposer que ce sont les parents des militants<sup>149</sup>.

---

<sup>146</sup> Ces liens avec leurs petits enfants ont donné lieu à une littérature et à un art romanesque. Ainsi, dans *L'étrangère*<sup>146</sup>, Valérie Toranian, née en 1962 et militant au MNA au début des années 1980, évoque sa grand-mère paternelle. Au cinéma, une scène d'*Une histoire de fou* de Robert Guédiguian, sorti en 2015, montre comment une grand-mère pousse son petit-fils à venger les Arméniens, par la lutte armée, pour retrouver une dignité.

<sup>147</sup> Laure Fleury, Lilian Mathieu, Mathilde Pete. « Les genèses enfantines des humeurs contestataires ». In Bérout, Sophie, Fillieule, Olivier, Masclet, Camille, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombbrero. *Changer le monde. Changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud. 2018, p. 359-387.

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RGPP, Document de travail : « Le terrorisme arménien », 2 octobre 1980.

La nécessité de l'ancrage territorial est à l'origine de regroupements présentés par Anahide Ter Minassian : « Se rassemblant par Bourgs d'origine, les réfugiés créent de véritables "villages arméniens" [...]. L'homogénéité culturelle [...] entraîne une forte solidarité communautaire »<sup>150</sup>. Ils ont été à l'origine de la création d'organisations compatriotiques lors de leur arrivée, rassemblant les Arméniens d'une région, renouant du lien dans le local, avant de prendre d'autres formes, nationales ou transnationales, alors souvent regroupées sous le vocable UNA, Union nationale arménienne. Le vécu en village arménien, à Décines près de Lyon, ou à Alfortville, près de Paris, pour près de la moitié des témoins interrogés, permet d'inscrire l'appartenance arménienne à l'échelle locale (église, boutiques, cafés). Il peut être ressenti comme protecteur, surtout lorsqu'à l'école, la classe des témoins comporte quelques Arméniens. Au sein des quartiers non arméniens, deux mondes peuvent s'opposer, la famille arménienne, protectrice, et le monde extérieur, à l'origine de questionnements sur soi. Cette opposition est parfois davantage ressentie au moment de l'adolescence, comme l'exprime Philippe :

« J'ai eu une période, justement au moment de l'adolescence, je dirais entre 14 et 17 ans, où j'étais partagé entre ces deux mondes [arménien et français]. J'avais mes copains de quartier et puis j'avais donc ce monde arménien [...]. Je ne savais pas choisir entre les deux. Alors je n'étais pas forcément obligé de choisir [rires]. Mais je me posais ce genre de questions »<sup>151</sup>.

La langue est l'outil de maintien du lien familial et historique. Si la langue maternelle des Arméniens en France est le français et s'ils fréquentaient, pour 83% de ceux nés en France, l'école publique française, 80% d'entre eux comprenaient l'arménien, enfants, voire le parlaient, sans toutefois le lire ou l'écrire. Certains ont reçu l'injonction de le parler, le turc étant la langue secrète. Ainsi Édouard, né en 1943 à Vienne, rappelle qu'il était « obligé » de parler arménien chez lui, ses parents lui interdisant de parler le français, sinon il était « puni »<sup>152</sup>. Une spécificité se dessine dans le militantisme arménien. Alors que les historiens de l'immigration<sup>153</sup> ont montré que la deuxième génération migratoire était assignée par ses parents à s'intégrer par l'ascension sociale et que la maîtrise de la langue se perdait, lorsque les enfants étaient scolarisés dans une autre langue, parmi les Arméniens de la deuxième génération migratoire, voire de la troisième, qui militent, la langue se maintient comme un signe

---

<sup>150</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens de France ». *Les temps modernes*. *Op. cit.*

<sup>151</sup> Entretien avec Philippe Raffi Kalfayan, mai 2018.

<sup>152</sup> Entretien avec Édouard Mardirossian, janvier 2018.

<sup>153</sup> Gérard Noiriel. « Immigration : le fin mot de l'histoire ». *Op. cit.*

d'attachement à l'appartenance arménienne et nourrit le militantisme. Les parents tiennent à son apprentissage.

Avec la langue, les Arméniens sont aussi attachés à leur Église, cadre référentiel en l'absence d'État. Si les deux tiers des témoins ne se disent pas croyants, ils participent tous aux fêtes religieuses, aux mariages à l'Église, qui contribuent à leur socialisation primaire. En plus de l'église Saint-Jean-Baptiste, rue Jean Goujon, à Paris, d'autres églises existent, où vivent des communautés arméniennes, ainsi à Arnouville, Alfortville, Issy-les-Moulineaux, Chaville en région parisienne, et en région Rhône-Alpes, à Lyon et à Décines. La socialisation religieuse constitue aussi un apprentissage de la solidarité envers autrui, qui passe par la défense des opprimés, reflet de la politisation d'engagements religieux, comme l'exprime Mirhan, né en 1948 à Dijon :

« Moi, je suis fils d'immigré, on va dire. Le côté arménien ressort de ça, c'est-à-dire les opprimés. Évidemment, on est en phase, on est en empathie avec tous ces combats. Moi, je suis en empathie constamment, par ma religion chrétienne aussi, par le catéchisme »<sup>154</sup>.

Des organisations de jeunesse comme le scoutisme, les camps du *Nor Seround*, ont contribué à socialiser les futurs militants par la discipline, l'apprentissage de la vie en collectivité, le fait de grandir avec les mêmes personnes, autant de formes institutionnalisées sécurisantes. Des militants soulignent aussi le rôle de la danse arménienne et du sport (le football par exemple), comme élément de socialisation arménienne.

Quant au génocide, il n'y a pas de corrélation entre récits de massacres et engagement. Des militants évoquent le silence dans leur famille, d'autres des bribes et des récits hachés, reconstitués par morceaux épars dans le temps, et évoqués par des personnes différentes de leur entourage familial. Denis, né en 1942 à Vienne, affirme que les récits sur le génocide se sont faits « d'une manière incidente, mais pas d'une manière pédagogique, si vous voulez »<sup>155</sup>. Les parents ou les grands-parents n'en parlent pas de façon construite. Georges, né en 1949 à Lyon, précise : « moi je n'ai pas eu de charge tragique, vraiment, il n'y a pas eu de morbidité, il n'y a pas eu des récits »<sup>156</sup>.

---

<sup>154</sup> Entretien avec Mirhan Amtablian, octobre 2017.

<sup>155</sup> Entretien avec Denis Donikian, janvier 2018.

<sup>156</sup> Entretien avec George Képénékian, mars 2018.

## 2/ L'extérieur : la socialisation française, l'école et le monde du travail

L'école constitue un autre « cadre commun d'expérience »<sup>157</sup> dans un contexte de croissance économique, les Trente glorieuses. Pour les témoins, elle agit de manière paradoxale. D'un côté, elle prolonge les attentes familiales arméniennes de réussite, de sortie d'une condition sociale modeste, les parents y ayant vu un moyen d'ascension sociale, mais aussi un moyen d'avoir une prise sur le monde social. Vecteur d'émancipation et ressource, l'école est fortement valorisée par eux. Parmi les témoins, nombreux sont ceux à avoir des professions intellectuelles ou valorisantes socialement. Maurice, né en 1944 à Vienne, et devenu professeur agrégé de philosophie, militant au CDCA, rappelle l'injonction de son père, enfant, à faire un métier « utile »<sup>158</sup> à la cause arménienne. Vahé, né en 1943 à Trévoux, évoque avec admiration et émotion la résilience de ses parents, issus d'un milieu modeste, il mesure la différence entre son parcours et le leur, ainsi que ce qu'il leur doit. Sa voix se brise à cette évocation :

« Il [son père] voyait dans l'intégration l'avenir de ses enfants. Je pense, il avait tourné la page... Il s'est replié sur lui-même, sur sa famille [larmes]... Je ne peux pas parler de mes parents [larmes]... J'ai une reconnaissance immense à leur égard, ils se sont retrouvés les instruments d'une histoire qui les a dépassés [...]. Mes parents sont restés des gens très modestes, pauvres, mais d'une richesse inestimable, et ce qu'ils m'ont transmis... C'est énorme ! Tu te rends compte que dans une famille comme ça, on était deux à avoir fait des études supérieures ! »<sup>159</sup>.

D'un autre côté, l'histoire familiale, à la fois oppressante, en raison du poids du génocide, et sécurisante, en raison de la protection familiale, se heurte au monde extérieur, ignorant alors de l'histoire des Arméniens et dont les règles diffèrent<sup>160</sup>. À ce sujet, les témoins rappellent qu'à l'école primaire et dans le secondaire, en France, les enseignants français, dans les années 1950 et 1960, méconnaissaient totalement le monde arménien<sup>161</sup>. L'écart peut être aussi social, quand, issus de milieu modeste, ils sont confrontés à des élèves de condition plus aisée. L'écart est linguistique, quand leur enfance a baigné dans la langue arménienne. Armand, né en 1957 à Paris, scolarisé, durant une partie de son enfance, dans un environnement non arménien,

---

<sup>157</sup> Tristan Haute, Lilian Mathieu, Sophie Orange. « Les enfants indociles de la massification scolaire ». In Bérout, Sophie, Fillieule, Olivier, Masclat, Camille, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombbrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud. 2018, p. 389-418.

<sup>158</sup> Entretien avec Maurice Dolmadjian, octobre 2017.

<sup>159</sup> Entretien avec Vahé Muradian, octobre 2017.

<sup>160</sup> Janine Altounian. *Ouvrez-moi seulement les chemins d'Arménie. Du génocide au désert de l'inconscient*. « Une Arménienne à l'école ». Paris : Les Belles lettres, 1990.

<sup>161</sup> Benoît Falaize. « Vigner Gérard (coord.). Accueil et formation des enfants étrangers en France de la fin du XIX<sup>e</sup> au début de la Deuxième Guerre mondiale ». Apprendre à lire aux débutants dans les pays de langue romane (1750-1950). *Histoire de l'éducation*, 2013, n°138, p. 187-191.

exprime des questionnements, liés à la conscience de son altérité, à propos de la langue. Il constate ici la béance du décalage :

« Quand je suis arrivé à l'école, j'ai mesuré la distance qu'il y avait entre la maison et... J'ai mis du temps... Je n'ai pas le souvenir d'avoir parlé de traviolo le français, mais disons que ça a été... Il y a eu ça, et ce qu'on mangeait. Des petites anecdotes comme ça, qui marquent un enfant. L'enfant, c'est celui qui a besoin de s'identifier à son environnement et tout ce qui le démarque, le marque justement. On a besoin de cette identification, et cette identification, moi, je ne l'avais pas, donc je percevais plutôt les différences que les ressemblances »<sup>162</sup>.

17% des témoins ont étudié à Samuel Moorat, institution arménienne. Cet établissement a été fondé par les pères catholiques Mékhitaristes de Venise, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. À Paris, le premier collège date du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'installe à Sèvres en 1928. Internat qui a accueilli des orphelins ou d'autres enfants boursiers, il regroupe 100-150 élèves. Son ambition était de former de jeunes Arméniens conscients de leur appartenance. Une association d'anciens élèves est fondée en juillet 1930, elle cesse de fonctionner en 1939. Reconstituée en 1955, elle est autorisée en 1965. En 1969, elle siège rue Troyon à Sèvres (auparavant elle était située rue de Trévis à Paris). En 1971, aucun des dirigeants de l'association n'est étranger et les trois quarts de ses adhérents ont alors la nationalité française<sup>163</sup>. La part importante des militants qui y a été scolarisée est révélatrice de la transmission qui s'y joue : plusieurs témoins évoquent en entretien des enseignants très investis et dévoués.

L'accès à l'université prolonge le temps de la jeunesse, dégage des contraintes du travail, autorise des sociabilités nouvelles et ainsi offre une « disponibilité biographique »<sup>164</sup> pour l'engagement, et cela pour la seconde et la troisième génération, parmi toutes les organisations politiques étudiées. Les témoins, nés en majorité après-guerre, issus pour les deux-tiers d'origine sociale modeste (les parents, souvent à leur compte, travaillent dans les métiers de l'artisanat, dont celui de coiffeur, tailleur ou cordonnier), sont les premiers à poursuivre des études supérieures, dans un contexte de forte croissance économique, favorisant, pour une grande partie d'entre eux, une mobilité sociale ascendante par rapport à leurs parents et davantage encore par rapport à leurs grands-parents. Ils leur sont tous redevables d'avoir soutenu leur investissement scolaire et ont une déférence par rapport au savoir légitime. Des témoins, de milieu social plus modeste, participent toutefois à ce mouvement de revendication. Les témoins évoquent aussi leurs nombreuses lectures, les idéaux que la France représentait

---

<sup>162</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>163</sup> AN. 19870799/31 dossier 2194. Élèves du collège Samuel Moorat, Rapport des RGPP, 15 octobre 1969.

<sup>164</sup> Tristan Haute, Lilian Mathieu, Sophie Orange. « Les enfants indociles de la massification scolaire ». *Op. cit.*

alors pour eux, son histoire de pays libre et la rencontre avec le monde culturel français, qu'ils admireraient, autant d'éléments qui ont contribué à leur politisation.

#### PROFESSION DES PARENTS DES MILITANTS INTERROGÉS<sup>165</sup>

Artiste	5%
Artisan indépendant, souvent à son compte (confection, cordonnerie, coiffeur...)	40%
Employé	7%
Enseignant	3%
Ouvrier	10%
Ouvrier agricole	2%
Profession libérale	22%
Profession politique	3%
Autres professions, modestes	8%
TOTAL EN %	100%

#### PROFESSION DES MILITANTS INTERROGÉS

Artiste	3%
Employé	8%
Enseignant	22%
Fonctionnaire hors enseignant	12%
Ingénieur	13%
Profession intellectuelle	11%
Profession libérale (avocat, médecin)	30%
Religieux	1%
TOTAL EN %	100%

---

<sup>165</sup> Certains parents ont eu plusieurs métiers.

## Conclusion du chapitre

Pour étudier les mutations que connaissent les mobilisations arméniennes dans les années 1970 en France, le croisement des sources a été nécessaire. La constitution du corpus de sources orales a visé à questionner les relations entre matrice et pratiques de l'engagement des témoins. Il n'a jamais remplacé des archives publiques, qui loin d'être absentes, sont au contraire abondantes, notamment les comptes rendus d'actions manifestantes, qui n'avaient pas été exploitées jusqu'à présent. L'État français a toutefois appréhendé les populations d'origine immigrée, au prisme de ses préoccupations sécuritaires, tandis que les Arméniens constituaient, dans l'après-guerre un modèle d'intégration. Aussi ces archives publiques doivent être utilisées avec précaution, pour éviter toute instrumentalisation à partir d'une généralisation du modèle arménien « réussi » de l'intégration sociale en France. Nous veillerons à démontrer, à travers l'évolution de l'usage de la rue occupée par les Arméniens, comme angle d'observation de leur multi-appartenance, que le descendant d'immigré ne devient pas un Français qui assimile des codes de manière linéaire. Au contraire, des trames arméniennes se maintiennent dans le temps, mais autrement. Si l'entretien fut une épreuve pour le chercheur et les témoins, en raison des nombreuses interactions (émotion, présence d'autrui) et d'une histoire faite de violences, il a permis de rattacher, par le jeu social de la mise en relation des chaînons, les enquêtés les uns aux autres. Les pièces d'un puzzle se sont ainsi reconstituées sous nos yeux, formant un ensemble réticulaire, soudé par des liens familiaux, amicaux et d'interconnaissance, porté par un projet de lutte commune, par de-là la distance, éléments caractéristiques d'une diaspora. Le tout, ainsi tissé, a permis de situer les témoins avant la longue décennie protestataire des années 1970.

L'échelle infra-locale et locale permet d'inscrire les Arméniens au sein de leur famille et de leur quartier, arménien pour la moitié d'entre eux au sein du corpus, et dans leur ville, Paris, Lyon, ou dans une commune proche. L'échelle nationale est l'occasion de les observer dans leur rapport à la France, qu'ils respectent (sa culture, son histoire). Leur horizon est aussi tourné vers les territoires d'origine (Turquie, Arménie soviétique) et les territoires de la diaspora occidentale (comme les États-Unis) et orientale (le Moyen-Orient), où vit parfois une partie de leur famille. Aussi leurs mobilisations nécessitent d'être étudiées dans un emboîtement d'échelles d'appartenance.



## Chapitre 2) Moyen-Orient/Occident : mobilités et mobilisations

Ce chapitre se propose d'étudier les situations de rencontre, en France, entre Arméniens issus du Moyen-Orient et Arméniens de France, ainsi que les formes de contagion politique qu'elles ont pu occasionner, lors de la longue décennie des années 1970. Les migrations arméniennes en France sont anciennes. En 1894, sur une population arménienne de 1200 personnes<sup>166</sup>, un tiers sont des étudiants. Les responsables des partis politiques arméniens voyagent entre le Caucase, l'Empire ottoman<sup>167</sup> et la France. Après les nombreuses migrations des années 1920, qui font suite au génocide, les migrations du Moyen-Orient et du Caucase, se poursuivent. Le Moyen-Orient, zone géographique nommée par les Européens pour désigner l'espace situé entre l'Europe et l'extrême Orient, englobe la Turquie au Nord, l'Iran à l'Est, en passant par l'Irak, la Syrie, le Liban, l'Égypte, lieux de vie des Arméniens<sup>168</sup>. Quant aux migrations arméniennes du Caucase, elles sont essentiellement constituées par les retours d'Arméniens (et de leurs enfants) depuis l'Arménie soviétique. Dans les sources consultées, les acteurs sont surtout issus du Moyen-Orient. Désillusionnés par les privations de liberté, les Arméniens d'Arménie soviétique revenus en France sont anti-communistes et semblent s'insérer dans les réseaux du parti *Dachnaksoutioun*, au milieu des années 1960<sup>169</sup>. Dans notre corpus, aucun militant du *Nor Seround* ou du parti n'est toutefois issu de l'Arménie soviétique. Le seul témoin interrogé, qui y est né, suite à un retour, après le départ de la France de ses parents, en 1947, milite au MNA. Dans les archives publiques, l'unique mention d'Arméniens d'Arménie soviétique apparaît à l'occasion des interpellations, suite à des manifestations.

Dans les années 1970, la question migratoire arménienne en France est intéressante à deux titres. D'une part, en raison des crises géopolitiques au Moyen-Orient, les migrations arméniennes sont plus nombreuses. Les communautés arméniennes du Moyen-Orient sont ainsi liées à celles d'Occident par des dynamiques de brassage, qui alimentent la diaspora arménienne en France en permanence, mettant en relation ses membres dispersés. Aussi l'appartenance des exilés<sup>170</sup> arméniens est plurielle, puisqu'ils sont pris entre leur territoire d'origine (Turquie, Iran,

---

<sup>166</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>167</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». *Op. cit.*

<sup>168</sup> Vahé Sahakyan. *Between host-countries and Homeland : Institutions, Politics and Identities in the post-genocide armenian diaspora (1920s to 1980s)*. Sous la direction de Kevork B. Bardakjian. Université de Michigan, 2015. L'auteur compare les communautés arméniennes des États-Unis, de la France et du Liban.

<sup>169</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Turcs et Arméniens (Notes de 1970 à 1977). Note des RG n°4 : « Le retour en France de rapatriés arméniens en URSS en 1947 », 14 août 1964.

<sup>170</sup> Janine Ponty. « Exilés, réfugiés, des catégories problématiques ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, n°44, p. 9-13.

Arménie du Caucase), où certains ont vécu, leur ancien territoire de résidence (Liban, Syrie, Irak, Égypte) et leur nouveau territoire d'accueil (la France). L'étude des apports de l'Orient à l'Occident, via les migrations, peut s'avérer alors fertile. D'autre part, suite aux migrations post-coloniales en France, la question migratoire apparaît comme une question de société<sup>171</sup>. Nous commencerons notre étude dès les années 1950, en raison de l'âge des témoins, alors jeunes enfants. Selon Janine Ponty<sup>172</sup>, les enfants migrant avant six ans et scolarisés dans le pays d'accueil, peuvent être considérés comme appartenant à la deuxième génération migratoire, toutefois l'expérience migratoire agit sur les migrants, même au plus jeune âge.

Dans l'étude de ces parcours migratoires, l'approche macro permettra de confronter l'histoire d'une diaspora et l'histoire politique migratoire de l'État qui l'accueille, ainsi que le regard qu'il pose sur elle. L'approche méso sera attentive aux rencontres intra-communautaires, qui nourrissent la diaspora, révélant des clivages et des réseaux étroits de solidarité. L'approche micro, « au ras le sol », se concentrera sur le migrant, qui éprouve l'expérience migratoire et sur son rôle de passeur. Une micro-histoire globale des tribulations des exilés arméniens peut permettre d'élaborer des points de contact entre l'histoire de l'immigration arménienne en France et l'histoire des transferts politiques et culturels, par les réappropriations intra-communautaires. Nous faisons l'hypothèse que la venue d'Arméniens du Moyen-Orient irradie la communauté arménienne en France et réactive des modalités d'appartenance sur le mode archipélagique. Simon Perego<sup>173</sup> rappelle ainsi le rôle dynamisant de la venue des Sépharades en France dans les années 1960.

---

<sup>171</sup> Vincent Viet. *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*. Paris : Perrin, 2004.

<sup>172</sup> Janine Ponty. « Générations issues de l'immigration polonaise de l'entre-deux guerres ». *Espace. Populations. Sociétés*, 1996-2-3, p. 385-390.

<sup>173</sup> Simon Perego. *Pleurons-les*. *Op. cit.*

## A) Du Moyen-Orient à la France : un kaléidoscope migratoire

Les flux migratoires arméniens se poursuivent, après 1945 en France et se mêlent alors à d'autres migrations, qui les rendent peu visibles à l'échelle de la France, mais perceptibles à l'échelle de la communauté arménienne en France. La France n'est alors plus perçue, comme c'était le cas dans les années 1920, comme un espace d'asile, mais comme un lieu possible de redéploiement de la diaspora face aux tensions du Moyen-Orient<sup>174</sup>, en raison de ses liens avec certains pays francophones, dont le Liban et la Syrie, anciens mandats de l'entre-deux-guerres. Le Liban est depuis longtemps déjà un pourvoyeur d'étudiants sans lien avec un contexte particulier.

### 1/Des sources variées

Notre corpus de source orales comporte 17% d'Arméniens qui ne sont pas nés en France. Aucune conclusion quantitative ne peut se dégager de ce petit effectif, qui ne prétend pas à l'exhaustivité. Leur faible part traduit la moindre part d'exilés arméniens parmi la population arménienne en France, durant la longue décennie des années 1970. Des pistes de réponse peuvent aussi expliquer leur possible retrait de la scène militante : l'obstacle éventuel de la langue à leur arrivée en France ou encore la nécessité de s'adapter. En outre, il est probable que leur engagement était plus tourné vers le local associatif, comme en région Rhône-Alpes, après 1975<sup>175</sup>, que vers des actions à destination de l'opinion publique française. Il n'en demeure pas moins que la quête de militants exilés du Moyen-Orient fut plus ardue. L'organisation de la lutte armée, qui s'est déroulée au Moyen-Orient, a peut-être incité à une forme de prudence, dans la suggestion des noms.

Au sein du corpus constitué, des caractéristiques communes se dégagent, qui esquissent des modèles d'expérience<sup>176</sup>. Trois témoins s'en extraient toutefois : Jacques Nazarian, Robert Donikian, Gérard Chaliand, nés respectivement en Grèce en 1925<sup>177</sup>, au Maroc en 1929 et en Belgique en 1934. Leur histoire les lie directement aux conséquences de l'expulsion provoquée par le génocide et à l'immigration de l'entre-deux-guerres. Les 14 autres témoins, issus de tous les milieux sociaux, sont venus en France entre le début des années 1950 et la fin des années 1970, entre deux ans et la vingtaine. Deux femmes sont dans le corpus, ce qui confirme l'idée

---

<sup>174</sup> Mohamed Kamel Dorai. « Les Palestiniens : vers l'émergence d'une diaspora de réfugiés ? ». In Antelebi, Lisa, Scheffer, William. *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*. Rennes : PUR, 2003, p. 211-223.

<sup>175</sup> Boris Adjemian. *Les Petites Arménies de la vallée du Rhône*. Op. cit.

<sup>176</sup> Bernard Lahire. *L'homme pluriel*. Paris : Fayard, 2011.

<sup>177</sup> Jacques Nazarian. *Souvenirs d'un parcours*. Stipa : Montreuil, 2015.

que les migrations sont plus masculines alors. Sur la centaine de témoins interrogés, huit Arméniens proviennent des territoires de la diaspora orientale : Liban (quatre), Syrie (trois), Irak (un). Six Arméniens sont issus des territoires d'origine : Turquie (trois), Iran (deux) et Arménie soviétique (un).

Aux archives nationales, des listes d'activistes, établies par les RG, comportent des noms d'Arméniens, avec leurs lieux de naissance. Ces informations sont toutefois à prendre avec précaution, car elles ne sont qu'une indication d'un probable militantisme. Le premier type de listes concerne les Arméniens qui assistent au procès des quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris (le 24 septembre 1981) en janvier 1984, des Arméniens présents à des congrès arméniens, entre 1979 et 1985, et des Arméniens qui sont soupçonnés entretenir des relations avec les responsables des mouvements politiques. Dans ces listes, la part des Arméniens non nés en France se situe entre 2% et 13% et ils ont presque tous obtenu la nationalité française. Le deuxième type de liste comprend les noms d'étudiants arméniens logeant à la MEA, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, dont certains sont en relation avec Libération arménienne. Leur origine, non française, les rend suspects aux yeux des autorités. Le troisième type de liste concerne des interpellations d'Arméniens lors des manifestations. Leur dimension quantitative et le fait qu'elles traduisent directement des actions de rue, les rendent précieuses. Des listes d'étudiants logeant à la MEA sont aussi présents à la bibliothèque Nubar.

## 2/Le Moyen-Orient, une géopolitique heurtée

Deux phases de l'histoire de l'immigration arménienne en France après 1945 se distinguent, le milieu des années 1970 constituant une rupture. Lors de la première phase, les mobilités, parfois liées à la situation géopolitique des pays du Moyen-Orient, sont permanentes, mais faibles sur le plan quantitatif. Aussi les migrants se meuvent de manière plus invisible dans la société d'accueil. La Turquie représente un cas particulier. Pour caractériser les effets sociaux du génocide sur les Arméniens restés en Turquie, Talin Suciyan a forgé le concept de «société post-génocidaire»<sup>178</sup>. La population arménienne, de 70 000 personnes, voit sa situation s'aggraver. Comme d'autres minorités non musulmanes, les Arméniens ont peu de droits en matière de langue, de religion et d'expression politique. Cette situation se traduit en 1955 par un pogrom dirigé contre les Grecs, puis les Juifs et les Arméniens<sup>179</sup>. Deux témoignages de

---

<sup>178</sup> Talin Suciyan. *The Armenians in Modern Turkey : Post-Genocide Society, Politics and History*. Londres : I.B. Tauris, 2016.

<sup>179</sup> Hamit Bozarslan. *Histoire de la Turquie contemporaine*. Paris : Tallandier, 2015.

militants, nés en Turquie et venus en France, apportent un éclairage complémentaire sur la fragilité des conditions des Arméniens de Turquie après 1945 et sur la virulence de l'administration turque à leur égard. Le premier témoignage porte sur les pressions psychiques. Arto, né en 1945 à Istanbul, évoque son départ pour la France, deux mois avant le pogrom, alors qu'il a dix ans, son père ayant senti que la situation des Arméniens se dégradait. Il insiste sur la dépossession de son appartenance arménienne en Turquie, qui se traduit par la turquification de son patronyme. Il témoigne aussi de la résistance des Arméniens, face aux autorités turques :

« Ce qui est important dans cette histoire d'identité, je dirai deux mots. On s'appelle Pehlivanian, mais dans les années 30, ils ont fait un deuxième génocide identitaire.... C'est-à-dire, les noms en "ian", ils les ont supprimés en rajoutant *oglu* [fils de]. Attendez, attendez, ce n'est pas fini. Mon père, il ne voulait pas voir ça, il a gardé le nom Pehlivanian, mais au début, il a rajouté *büyük*, ça veut dire "grand" en turc »<sup>180</sup>.

Le second témoignage mentionne les persécutions de l'État turc. O., né en 1949 à Istanbul, a quitté la Turquie juste après les pogroms, l'année de ses 6 ans. L'usage du verbe « souvenir », à la première personne du singulier au présent, à cinq reprises en quelques phrases, témoigne de l'inscription de l'épisode douloureux dans sa mémoire :

« Disons qu'il y avait beaucoup de récits sur les difficultés d'être Arménien en Turquie. Ça, ils [ses parents] l'avaient vécu, quand même, parce que s'ils n'avaient pas vécu le génocide [les Arméniens de Constantinople sont épargnés après la rafle du 24 avril 1915], il y avait un comportement de l'administration qui était différent pour les minorités arméniennes. [En avez-vous un souvenir ?] Oui, oui, moi je me souviens, je me souviens de là où on habitait, Je me souviens aussi des pogroms, puisque je me souviens que la nuit on s'était caché. Il y avait des émeutiers dans la rue, enfin tout ça je me souviens »<sup>181</sup>.

En Syrie<sup>182</sup>, avec la victoire du parti Baas en 1956 et en Égypte, les Arméniens vivent dans une situation précaire. La guerre des six jours en 1967 contre Israël fait peser le risque du service militaire sur les hommes. Hilda, née en 1950 en Syrie, venue en 1967 en France, insiste sur les menaces qui planent sur les Arméniens. Son récit témoigne aussi de l'importance des liens familiaux dans le choix de la destination du pays d'accueil :

« C'était la guerre avec Israël et on envoyait souvent les Arméniens en première ligne, donc, il [son frère] ne voulait pas faire de service militaire. Il a demandé un visa pour aller au Canada. Le visa n'est pas venu, donc en attendant, il a demandé un visa de tourisme pour visiter la France. Cet été-là, on avait un cousin lointain de ma mère qui habitait à Grenoble, qui était venu chez nous, et qui avait dit : "si vous voulez, venez chez moi". Donc mon frère est arrivé ici, à Grenoble. Il est resté une semaine, je crois, chez ce cousin. Il a trouvé que la vie était

---

<sup>180</sup> Entretien avec Arto Pehlivanian, novembre 2018.

<sup>181</sup> Entretien avec O., novembre 2017.

<sup>182</sup> Aïda Boudjikianian-Keuroghlian. « Les Arméniens en Orient ». Minorités au Proche-Orient. *Hommes et migrations*, janvier-février 1994, n°172-173, p. 48-54.

belle et qu'il pouvait rester là [...]. Nous, on est venu quelques mois après, avec ma sœur Hélène, qui connaissait parfaitement le français, pas moi. On est venu, parce que c'était la guerre, on avait le sentiment qu'il y avait... pas une persécution, mais que les Arméniens étaient mal vus en Syrie »<sup>183</sup>.

La deuxième phase d'immigration, plus massive, entre 1975 et le début des années 1980, est plus directement liée à la situation géopolitique tendue des pays du Moyen-Orient. La venue plus compacte des Arméniens les rend plus visibles au sein de la communauté arménienne en France. Les listes d'interpellations lors des manifestations, entre 1972 et 1984, confirment la part plus nombreuse des exilés arméniens. La terminaison en « ian » du nom des manifestants nous permet de conclure à leur appartenance arménienne. Certains manifestants peuvent toutefois être issus de couples mixtes ou sont des compagnons de la question arménienne. La première évolution se dessine entre le début et le milieu des années 1970. Ainsi en janvier 1972 à Paris, lors de la venue du ministre turc Nihat Erim en France, sur 43 manifestants interpellés, cinq ne sont pas nés en France, soit 1/9<sup>e</sup>. À Lyon, lors de la manifestation réprimée du 24 avril 1976, trois Arméniens ne sont pas nés en France sur 27, soit 1/9<sup>e</sup>. Quatre ans plus tard à Paris, le 24 avril 1976, sur 139 interpellations, 24 manifestants<sup>184</sup> ne sont pas nés en France, soit 1/6<sup>e</sup> (dont certains ont obtenu la nationalité française). Quelques-uns sont issus du Moyen-Orient et d'autres, nés à Erevan dans les années 1950, sont probablement les enfants des rapatriés d'Arménie soviétique. Parmi les cinq manifestants classés dans la catégorie « étranger » du rapport de police, un manifestant, né à Téhéran en 1956, vit en Grande-Bretagne. Il témoigne des réseaux diasporiques familiaux, amicaux, ou liés aux études.

Une seconde évolution est significative. En 1984, soit 12 ans après la première manifestation arménienne qui a occasionné des interpellations, trois manifestations, liées à la défense des auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris, ont lieu en janvier 1984 à Paris à l'occasion de leur procès. Le 24 janvier 1984, sur 70 manifestants, 20 ne sont pas nés en France, soit un quart. Le 28 janvier 1984, sur 145 manifestants dont nous avons recueilli les noms<sup>185</sup>, 50 ne sont pas nés en France, soit un tiers. Le 31 janvier 1984, sur 100 manifestants interpellés, ils sont 23, c'est-à-dire un quart. Deux conclusions se dégagent de ce petit échantillon. Entre 1972 et 1984, la part des exilés arméniens parmi les manifestants a augmenté de moitié. Quant à la répartition intra-communautaire, elle reflète la moindre part des

---

<sup>183</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

<sup>184</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976). Rapport des RGPP, Document de travail : « Personnes interpellées lors de la manifestation organisée le samedi 24 avril pour commémorer le "génocide" de 1915 en Turquie », 30 avril 1976.

<sup>185</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Rapport des RGPP : « 28 janvier 1984. Interpellations ». Sur 216 interpellations, il y eut 165 relevés d'identités. Nous avons eu accès à 145 noms, car ils sont issus d'archives non communicables que nous avons pu consulter en partie.

Arméniens du Caucase et la part plus importante des Arméniens du Moyen-Orient. Ces listes nous informent sur la présence mondialisée et éclatée des Arméniens. Ils viennent de Grèce (en 1976 et en 1984 à Paris), d'Égypte, de Roumanie, du Portugal (en 1977 à Paris), du Maroc, d'Italie, des États-Unis, de Chypre, de Suisse, du Brésil (en 1984 à Paris), lieux de vie de la diaspora. D'autres pays de résidence sont mentionnés : Algérie (en 1976 à Lyon et en 1984 à Paris), Tunisie (en 1977) et Mexique (1984).

Les flux migratoires issus du Moyen-Orient concernent essentiellement trois pays : le Liban<sup>186</sup>, L'Iran, la Turquie. Entre 1975 et 1982, 40000<sup>187</sup> Arméniens du Liban quittent le pays, en raison de la guerre civile. Un rapport des RGPP note : « l'exode vers la France de plusieurs centaines de Libanais d'origine arménienne, qui sont venus ici renforcer les éléments les plus révolutionnaires de la colonie. Plus récemment encore, l'afflux d'Arméniens pratiquement chassés de Syrie ajoute encore à ce phénomène »<sup>188</sup>. Ainsi, les Arméniens du Liban sont parfois des Arméniens nés en Syrie. Une partie de ces flux se dirige aussi vers l'Amérique du Nord<sup>189</sup>. L'hypothèse de la venue de plusieurs milliers d'Arméniens du Liban en France, entre 1975 et 1988, date où de nouvelles migrations se développent, liées à la géopolitique du Caucase, est plausible. Ils se dirigent vers les trois pôles de la communauté où les Arméniens sont déjà présents (Paris, Lyon et Marseille). Ce chiffre, mesuré à la part de la population étrangère en 1975 en France, de plus de deux millions de personnes<sup>190</sup>, est faible.

Puis à partir de 1979, des Arméniens quittent l'Iran, après le renversement du Shah et la prise du pouvoir par l'Ayatollah Khomeini. Anglophones, ils se dirigent davantage vers les pays anglo-saxons. La présence des Iraniens dans les manifestations, alors qu'ils n'ont pas connu le génocide, confirme, dans un déplacement temporel et spatial, l'étude d'Anouch Kunth sur les Arméniens du Caucase dans l'entre-deux-guerres<sup>191</sup>, qui sont certes, pour un tiers d'entre eux, des rescapés du génocide : ils s'approprient ce passé commun, même s'ils ne l'ont pas vécu sur leur territoire<sup>192</sup>. Des étudiants iraniens, nés dans les années 1950 et venus en France au début des années 1980<sup>193</sup>, logent à la MEA. Des Arméniens de Turquie viennent également en France,

---

<sup>186</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Note des RG, 25 mars 1978.

<sup>187</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RG, Groupe de synthèse : « Les Arméniens », janvier 1987.

<sup>188</sup> AN. 20030072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Rapport des RGPP, Document de travail : « Éventuelles activités de terroristes arméniens contre des diplomates ou des bâtiments turcs en France », 7 mars 1977.

<sup>189</sup> Aïda Boudjikianian. « Les Arméniens du Moyen-Orient : leur existence actuelle à la lumière du passé récent ». Arménie-Diaspora. Mémoire et modernité. *Les temps modernes*, juillet-août 1988, n° 504-505-506, p. 235-257.

<sup>190</sup> Gérard Noiriél. *Le creuset français*. Paris : Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1988.

<sup>191</sup> Anouche Kunth. *Exils Caucasiens*. *Op. cit.*

<sup>192</sup> Claire Mouradian. « La mémoire en république d'Arménie. Les contraintes de la politique ». *Op. cit.*

<sup>193</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Communauté arménienne. L'ASALA », 24 septembre 1981.

à partir de l'invasion de Chypre, en 1974, et surtout au début des années 1980, en raison de la situation instable du pays (coup d'État, intolérance religieuse ou exactions)<sup>194</sup>. Des noms finissant en *oglu*, terminaison turquifiée, sont ainsi présents dans les listes des manifestants interpellés.

### 3/En France, des statuts multiples

La part des Arméniens qui obtiennent la nationalité française augmente après 1945. Ainsi, au 31 décembre 1956, le nombre d'Arméniens qui se sont fait naturaliser est de 80%. L'ensemble de la communauté regroupant alors un peu moins de 90 000 personnes, les «réfugiés»<sup>195</sup> arméniens sont au nombre de 17 356. Parmi eux, 6842 vivent en région parisienne, 1214 dans le Rhône, quelques centaines dans les départements proches et le reste, dans la région de Marseille. Le 31 décembre 1969, les statistiques mentionnent un effectif plus faible de réfugiés arméniens en France, 10 348<sup>196</sup>. En 1978, en s'appuyant sur les chiffres donnés par les autorités religieuses arméniennes, « considérées les plus aptes à établir les statistiques de la communautés »<sup>197</sup>, les RG avancent le chiffre de 95% d'Arméniens naturalisés en France, pour une population arménienne estimée entre 100 000 personnes et 250 000 personnes. Les 5% restants, nés dans l'Empire ottoman (les apatrides Nansen), sont restés Arméniens par choix.

Deux faits concomittants expliquent l'évolution du regard porté par les autorités françaises sur les Arméniens. Dans les années 1920, en raison de leur présence massive, ils étaient plus visibles et le regard posé sur eux était imprégné de racisme. Après 1945, en raison, d'une part, de l'ancienneté de leur présence, de leur participation à l'effort de guerre et des naturalisations massives, les Arméniens ne sont plus considérés comme des étrangers. D'autre part, à la même époque, la question coloniale domine en effet la politique française de l'immigration, qui reconfigure son rapport aux populations d'origine étrangère<sup>198</sup> qui ne sont pas issues des colonies. Les migrations des anciennes colonies masquent, en quelque sorte, les autres migrations, moins nombreuses en proportion. D'autres étrangers, notamment ceux issus du

---

<sup>194</sup> Hamit Bozarslan. *Histoire de la Turquie contemporaine*. Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2016.

<sup>195</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>196</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie », juillet 1970.

<sup>197</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RG, Document de travail : « Les éléments révolutionnaires violents se substituant, au sein de la colonie arménienne de la région parisienne, aux organismes traditionnels, veulent faire prévaloir la revendication radicale en s'éloignant du culte du souvenir », 25 mars 1978.

<sup>198</sup> Patrick Weil. *La France et ses étrangers*. Paris : Seuil, 2008. Des Arméniens de Turquie sont aussi venus en France et en Allemagne, profitant de l'ouverture à la migration de travail turc dans les années 1960.



Maghreb, ont succédé aux Arméniens. En 1948, les autorités françaises, qui préconisent « le rejet des Maghrébins »<sup>199</sup>, affirment que les Arméniens incarnent une figure positive. Considérés à la fois comme des Occidentaux et des Orientaux, leur appartenance française est à plusieurs reprises soulignée par les différents services de l'administration française. Le ministère des Affaires étrangères les désigne, en 1973, comme « des Arméniens de France, en fait des Français d'origine arménienne »<sup>200</sup>, signe de leur intégration. Il ne les considère plus comme des étrangers. Les Arméniens sont vus comme de bons travailleurs, dévoués à la France, par l'ancienneté des liens tissés, et se tenant à l'écart de toute activité politique<sup>201</sup>. L'Arménien est alors, selon Martine Hovanessian, « l'étranger devenu *invisible* »<sup>202</sup>.

Plusieurs facteurs expliquent la complexité à délimiter le fait migratoire arménien. Tout d'abord, en raison de leur origine, les Arméniens ne sont pas caractérisés comme tels, mais comme étant de la nationalité de leur pays de résidence : iranienne, turque, libanaise ou syrienne. En outre, les statuts des exilés arméniens sont multiples, confirmant l'idée que depuis la convention de Genève en 1951<sup>203</sup>, le traitement des migrants est de plus en plus individualisé. Le titre de séjour peut être donné au titre de regroupement familial. Souvent le père s'établit en France et les enfants viennent le rejoindre, la famille accélère la sédentarisation. Il en est de même quand les Arménien(ne)s exilé(e)s épousent des Arménien(ne)s en France. De nombreux titres de séjour sont aussi délivrés aux étudiants arméniens<sup>204</sup>. Quand ils logent à la MEA, c'est souvent elle qui s'en charge<sup>205</sup>. Si les étudiants veulent rester en France, leurs titres doivent déboucher en contrats de travail. Les exilés arméniens peuvent, en outre, obtenir des visas de tourisme, qui se transforment ensuite en cartes de résident permanent, avant l'obtention de la nationalité française, comme le mentionne Hilda. Au reste, des cartes de résident temporaire sont données à de nombreux Libanais, venus entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, souvent d'une durée de trois ans à plus<sup>206</sup>. Quant aux réfugiés arméniens du Moyen-

---

<sup>199</sup> Anouche Kunth. « Dans les rets de la xénophobie et de l'antisémitisme : les réfugiés arméniens en France de 1920 à 1945 ». *Archives juives*, 2015, vol. 48, p. 72-95.

<sup>200</sup> AMAE. France-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Note du ministère des Affaires étrangères, 27 juin 1973.

<sup>201</sup> AN. 20030072/1. Communauté et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Turcs et Arméniens (notes de 1970 à 1977). Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie en France », juillet 1970.

<sup>202</sup> Martine Hovanessian. « L'évolution du statut de la migration arménienne en France ». *Sociétés contemporaines*, décembre 1990, n°4, p. 51-64.

<sup>203</sup> Dzovinar Kévonian. « Enjeux de catégorisation et migrations internationales. Le BIT et les réfugiés (1925-1929) ». *Revue européenne des migrations internationales*. 2005, vol. 21, n°3, p. 1-26.

<sup>204</sup> Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet. *La Babel étudiante. La Cité universitaire de Paris 1920-1950*. Rennes : PUR, 2013.

<sup>205</sup> Archives de la MEA. Bibliothèque Nubar de l'UGAB.

<sup>206</sup> Gérard Noiriel. *Réfugiés et sans papiers. La république face au droit d'asile*. Paris : Hachette (Coll. « Pluriel »), 2012. Elles ont une durée allant d'un an (résident ordinaire), trois ans (résident temporaire) et dix ans (résident privilégié).

Orient<sup>207</sup>, l'OFPRA, Office français de protection des réfugiés et apatrides, donne le chiffre de 516 demandes d'asile d'Arméniens, nés après 1955, entre 1965 et 1989<sup>208</sup>.

Les autorités françaises élaborent des distinctions entre les exilés arméniens. À partir de 1974, en raison, en partie, de la crise économique, les migrations se réduisent en France, ce qui n'empêche pas les autorités d'accepter des populations étrangères pour des raisons politiques, comme les Cambodgiens et les Arméniens. Un rapport de la DCRG de 1980<sup>209</sup> distingue les raisons politiques, qui expliqueraient la venue des Arméniens du Liban, des raisons économiques, qui concerneraient davantage les Arméniens de Turquie et d'Arménie soviétique. Cette distinction est un peu schématique, tant les deux sont liées. Au reste, la France accorde la nationalité plus facilement aux Arméniens du Liban qu'aux Arméniens de Turquie, en raison de l'héritage semi-colonial du Liban, ancien mandat issu de la décomposition de l'Empire ottoman, et en raison du contexte politique de la guerre civile<sup>210</sup>. La connaissance de la langue française contribue aussi à leur intégration, ce qui peut expliquer leur présence plus nombreuse. Les ressortissants libanais et, dans une moindre mesure, les Iraniens, acquièrent plus facilement le droit de s'installer et celui de travailler en France<sup>211</sup>.

Avec la lutte armée, le souci de contrôler la population<sup>212</sup> explique toutefois que la triple figure de l'étranger, jeune et agitateur politique, préoccupe les autorités. Celles-ci cherchent davantage à mettre la responsabilité sur les exilés arméniens. Elles opèrent un clivage intra-communautaire entre les Arméniens de nationalité française, qu'elles perçoivent comme étant intégrés, en raison de l'ancienneté de leur présence en France, et les Arméniens exilés, comme le souligne Martine Hovanessian : « cette nouvelle migration modifie la représentation de l'Arménien perçu comme un Français bien intégré »<sup>213</sup>. Une note des RG, en 1977, voit dans la venue des Arméniens du Liban en France un risque pour la sécurité du pays : « Les jeunes Arméniens de France n'ont pas manqué d'être influencés, dans le sens de la violence, par les jeunes Arméniens qui sont nombreux au Liban et dont un certain nombre se sont réfugiés en

---

<sup>207</sup> Dzovinar Kévonian. « Deux siècles de réfugiés : circulations, qualifications, internationalisation ». *Pouvoirs*, 2013/1, n°144, p. 17-32.

<sup>208</sup> Données de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), MHEA (Mission histoire et exploitation des archives).

<sup>209</sup> AN. 20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique, Île-de-France. DCRG, 24 décembre 1980.

<sup>210</sup> Martine Hovanessian. *Le lien communautaire*. *Op. cit.*

<sup>211</sup> Patrick Weil. *Op. cit.*

<sup>212</sup> Clifford Rosenberg. « Une Police de "simple observation" : le service actif des étrangers à Paris, dans l'entre-deux-guerres ». *Genèses*, 2004/1, p. 54-75.

<sup>213</sup> Martine Hovanessian. « 60 ans de présence à Issy ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1988, vol. 4, n°3 p. 73-95.

France depuis plus d'un an »<sup>214</sup>. Une note manuscrite des RG, pratique très rare, mentionne la présence d'« éléments arabes »<sup>215</sup>. Il est difficile de déceler dans cette désignation un regard xénophobe ou le fait qu'elle vise à désigner les populations du Moyen-Orient. Elle correspond peut-être à un entre soi-policier, qui ne doit pas être fixé. Après l'attentat d'Orly par l'ASALA, Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie, le 15 juillet 1983, qui fait huit morts et plus de 50 blessés, une cinquantaine d'arrestations a lieu, dont les deux tiers concernent des Arméniens n'ayant pas la nationalité française (35 sur 53)<sup>216</sup>, alors qu'ils constituent la minorité de la population arménienne en France. Les autorités procèdent à des expulsions, comme celle d'un Arménien d'Iran, né en 1958 à Abadan, expulsé au Gabon, accusé dans l'attentat d'Orly<sup>217</sup>. Le journal *Hay Baykar* reproche au pouvoir français de distinguer le « bon » Arménien, né en France, du « mauvais », qui n'y est pas né : « France terre d'asile, terre d'accueil, tes ressortissants ont des droits s'ils ont un passeport français »<sup>218</sup>.

---

<sup>214</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Note des RG, Document de travail, 14 juin 1977.

<sup>215</sup> AN. 20030072/9. Renseignement sur l'ASALA (1977-1983). Note manuscrite des RG, 25 juin 1976.

<sup>216</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Brigade criminelle : « Liste des ressortissants étrangers », opération du 18 juillet 1983.

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> Évelyne Barseghian. « Tortures au quai des Orfèvres ». *Hay Baykar* n°60, 15 septembre au 29 septembre 1983, p. 7.

## B) Les contacts intracommunautaires en France

### 1/ Clivages intra-communautaires

-Des communautés que tout oppose ?

Les membres des communautés arméniennes d'Orient et d'Occident, qui vivaient ensemble dans l'Empire ottoman, expulsés de leur territoire d'origine, se retrouvent donc réunis, plusieurs décennies plus tard, sur le territoire français. Toutefois, le temps social et la distance géographique ont contribué à les différencier en partie<sup>219</sup>. Les modalités de fonctionnement des communautés du Moyen-Orient<sup>220</sup> sont plus traditionnelles<sup>221</sup>. Plus proches géographiquement du territoire d'origine, le *Yerguir*, les Arméniens sont restés fidèles aux traditions culturelles, linguistiques, culinaires, familiales et religieuses. Ils ont pu conserver leur langue et ils sont attachés à leur Église. Ils pratiquent l'endogamie et les rapports hommes/femmes semblent plus marqués par des rapports patriarcaux. Ils vivent dans l'entre-soi, en vase clos, en raison de leur organisation communautaire, tout en s'insérant dans leur environnement moyen-oriental. Les régimes politiques de leur pays de résidence, autoritaires, se déclinent selon « quatre variantes (socialiste, nationaliste, militaire, théocratique) »<sup>222</sup>. Les Arméniens, en Occident, sont, quant à eux, plutôt dans une dynamique inverse à partir des années 1960 : baisse de la pratique de la langue et de la pratique religieuse, mariages mixtes. Ils vivent dans une démocratie sécularisée, où l'individu est prioritaire sur le groupe et qui connaît de profondes mutations socio-économiques et culturelles. Les Arméniens sont en partie assimilés, tout en se distinguant de la société qui les a accueillis et cela, d'autant plus, lorsqu'ils ont maintenu un lien communautaire fort, notamment dans les petites Arménies. Il serait schématique toutefois d'opposer la tradition, moyen-orientale, à la modernité, occidentale, comme l'explique Harout Kurkjian, étudiant arménien du Liban, venu en France à la fin des années 1960 : « Les Arméniens d'Orient, malgré un début d'intégration et de politisation récentes apparentes et très superficielles, restent noyés dans la tradition [...]. Il leur manque la "forme", la conscience politique au sens entier [...]. Les diasporas d'Occident, eux, possèdent le plus souvent cette conscience politique globale, mais il s'agit là d'une "forme" sans

---

<sup>219</sup> Suzan Pattie. « At home in diaspora : Armenians in America ». *Diaspora. A Journal of transnational studies*, 1994, vol. 3, n°2, p. 185-198.

<sup>220</sup> Aïda Boudjikianian. « Les Arméniens du Moyen-Orient : leur existence actuelle à la lumière du passé récent ». *Op. cit.*

<sup>221</sup> Hagop Sazdjian, « La diaspora idéologique ». *Haiastan* n°304, avril 1970, p. 19-21. Hagop Sazdjian. « La communauté arménienne du Moyen-Orient ». *Haiastan* n°321, novembre-décembre 1971, p. 7-9. Hagop Sazdjian. « Les structures de la diaspora au Moyen-Orient ». *Oussanogh* n°4, mars 1971, p. 44-60.

<sup>222</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». *Op. cit.*

contenu»<sup>223</sup>.

L'étude des interactions entre les membres des deux communautés, de France et du Moyen-Orient, nécessite d'être attentif au contexte, au point de vue et à la diversité des origines géographiques des Arméniens du Moyen-Orient. À la fin des années 1960, des Arméniens du Liban, venus en France pour leurs études, véhiculent avec eux un imaginaire national qu'ils réactivent, par le maintien de solidarités héritées. Pour certains Arméniens de France, dont l'appartenance s'est transformée, au fil du temps et de l'intégration, les Arméniens du Liban ont pu alors représenter un enrichissement linguistique et culturel, la possibilité de renouer le contact avec un héritage perdu et un rapport au lien communautaire plus incarné. Après 1975, la venue plus massive des Arméniens du Moyen-Orient en France est, selon les RG, celle de la «"régénérescence", car elle apportait un sang nouveau aux communautés occidentales qui "subissent" le phénomène de l'assimilation »<sup>224</sup>. Les Arméniens du Moyen-Orient peuvent toutefois être regardés de manière ambivalente par certains Arméniens de France. Ceux-ci ont le sentiment d'avoir eu tout à construire, alors que les nouveaux venus s'insèrent dans des structures déjà établies. Isabelle, née en 1955 à Épinay-sur-Seine, l'exprime ainsi :

« Ils étaient très méprisants, les Libanais vis-à-vis de nous. Non, on n'était pas assimilé, puisqu'on était là, mais on ne parlait pas bien l'arménien, en tout cas pas comme eux, puisque c'était leur langue maternelle et pas la nôtre. Je pense qu'au Liban, de toute façon, les Arméniens se sentaient supérieurs par nature [...]. Ils sont arrivés avec la même mentalité et ça n'a pas été très bien perçu par nous autres. Ils sont arrivés en masse, certains sont restés, se sont engagés, et les autres, ils se sont assimilés tout de suite. Plouf, en un an on ne les a plus vus, ils ont épousé des Françaises, c'était surtout des garçons. Ils ont été surpris par le fait qu'on s'intégrait si facilement en France, alors que là-bas pour eux, la question ne se posait pas, et c'est là qu'on leur a expliqué, que nous on était peut-être plus Arméniens qu'eux, parce que nous, on devait résister pour être Arméniens, et qu'eux, ils l'étaient naturellement »<sup>225</sup>.

Dans son récit, le témoin retourne le stigmatisme posé sur l'Arménien de France, vu comme « assimilé », en atout : il construit, par le militantisme, son appartenance, pour rester Arménien. L'appartenance des Arméniens du Liban se recompose elle aussi au contact des Arméniens vivant en France.

Les Arméniens du Liban peuvent aussi se sentir infériorisés par les Arméniens de France. Ainsi, Sylva, née en Syrie en 1953, ayant vécu au Liban et venue en France en 1976, a

---

<sup>223</sup> Harout Kurkjian. « D'une multicentricité nécessaire de la diaspora arménienne ». *Op. cit.*

<sup>224</sup> AN. 20072003/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG : « La communauté arménienne en France », avril 1983.

<sup>225</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018. Voir aussi Anny Bakalian. *Armenian-Americans. From being to feeling Armenian*. Londres : Routledge, 2017 [Rééd. 1993].

ressenti une différenciation dans le regard posé sur elle. Son récit exprime le ressenti de l'altérité interne :

« Mon mari m'a dit : "vous êtes les pieds noirs, vous parlez à voix haute", car on était chez nous [au Liban]. Donc c'est là où on s'est rendu compte qu'on avait un problème d'identité. Qu'est-ce qu'on est : Arménien, Libanais ? [...]. On était les envahisseurs [rires ...]. On était les pieds noirs avec les bagues, on aime bien s'habiller, un peu trop, ça faisait tâche, quoi [rires ...]. Il faut que je vous le dise, quelque part, j'étais quand même la Libanaise, toujours, j'étais le cheveu sur la soupe [...]. On était quand même les étrangères, j'étais l'étrangère »<sup>226</sup>.

Le champ lexical de l'autre, déprécié, se décline sous diverses auto-qualifications, « pied noir », « envahisseur », « étrangère », associées respectivement à différents pronoms personnels (« on », « je »), accentuant le sentiment d'extranéité. Elle se protège, derrière son rire, présent tout au long de son entretien, et se désigne aussi comme « Arabe », ce qui dans le contexte français d'immigration post-coloniale, est péjoratif, alors que la population arabe du Maghreb est victime de préjugés en France.

Il importe aussi d'élaborer des distinctions au sein des communautés arméniennes du Moyen-Orient, qui se superposent aux stratifications élaborées par la législation française, sans en épouser les contours. Les Arméniens du Liban, arménophones, vivent regroupés dans des quartiers spécifiques, ils sont plus clivés idéologiquement<sup>227</sup>. Le système ethno-confessionnel a tendance à reproduire le système du *millet* de l'Empire ottoman -caractéristique aussi présente en Syrie et en Irak-. Le Liban est « territoire de ré-enracinement », fonctionnant comme « les territoires d'origine »<sup>228</sup>. Les Arméniens participent à la vie politique libanaise et des membres du parti *Dachnaksoutioun* sont au parlement libanais. Le parti, situé au Liban, contrôle toutes les institutions et les communautés, et il s'appuie sur les migrations en France pour renforcer sa position<sup>229</sup>. Le Liban compte une trentaine d'églises et une soixantaine d'écoles arméniennes<sup>230</sup>. Beyrouth est la capitale intellectuelle arménienne, avec des maisons d'édition et une presse foisonnante. Les Arméniens de Turquie et d'Iran ont une histoire différente. Les premiers vivent dans l'oppression et sont unis par la religion, en raison de la présence du patriarcat d'Istanbul. Martine Hovanessian évoque leur mise à l'écart, au début des années 1980, en France, parlant la langue turque, ils sont méprisés : « Les Arméniens de Turquie sont

---

<sup>226</sup> Entretien avec Sylva Karagulian, novembre 2018.

<sup>227</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RG, Groupe de synthèse : « Les Arméniens », janvier 1987.

<sup>228</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». *Op. cit.* C'est aussi le cas en Syrie et en Irak.

<sup>229</sup> Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne dachnaksoutioun, ou l'utopie en suspens*. Thèse en science politique sous la direction de Jean-Marie Demaldant. Nanterre, 1999.

<sup>230</sup> AMAE. AN/MO (1973-1982), 1835 INVA/408. Situation intérieure, Minorités. Ministère des Relations extérieures, fiche n°110 : « Communauté arménienne du Liban », 21 juillet 1982.

mal perçus par la communauté, et marginalisés [...], l'immigré de Turquie représente le pôle négatif d'une homogénéité sociale en voie de réalisation, et pour certains ravive l'image de l'immigré arménien des années 1920, démuni, sans ressources, sans patrie »<sup>231</sup>. Quant aux Iraniens, ils peuvent incarner une forme de fascination, présente dans les récits de militants, car leur territoire d'origine les assimile aux récits des voyageurs et des négociants de la Nouvelle-Djoulfra. Ils peuvent toutefois être rabaissés en tant qu'Orientaux : C., née en 1956 à Lyon, indique que le qualificatif « arabe » est utilisé par les Arméniens de France pour désigner son mari, un Arménien d'Iran, à la fin des années 1970 à Lyon, où les liens communautaires sont denses, au sein des petites Arménies :

« Mes amis arméniens de France me disent "t'épouses un Arabe !" . Lyon est tellement sectaire, ça ne m'étonne pas des Arméniens de France [...]! Déjà, dire qu'un Iranien, il est Arabe, alors, c'est déjà manquer de culture, de simplement y penser. Eux, ils ont le droit d'épouser des femmes du Moyen-Orient, nous les femmes, on n'a pas le droit ! »<sup>232</sup>.

Les situations de rencontre entre Arméniens du Moyen-Orient et de France, sur le mode de la militance, sont-ils à l'origine de décalages en raison d'une histoire différente après le génocide ? Les membres de la communauté interagissent les uns avec les autres, dans une forme de symétrie et les apports sont croisés. L'héritage culturel communautaire des Arméniens du Moyen-Orient ne se transmet pas de manière verticale, il est fait d'interactions et d'échanges. Quant aux Arméniens de France, ils peuvent être porteurs de schèmes d'interprétation, permettant de construire un autre rapport au politique, plus symbolique, et de politiser les enjeux, en les requalifiant par leur inscription, « dans des institutions explicitement politiques »<sup>233</sup>. C'est à Paris que certains Arméniens du Liban reformulent la question arménienne. Démêler ce qui relève de la part moyen-orientale et occidentale dans l'étude des pratiques militantes est peu heuristique. Analyser leurs apports mutuels et leurs transpositions peut s'avérer fécond. Ils témoignent d'une recherche de dialogue entre maintien du lien communautaire et intégration des référents et des pratiques d'horizons géographiques multiples, qui n'assignent pas à chacun un seul rapport au monde. Des ajustements sont ainsi à l'origine d'une polyphonie qui passe par des intermédiaires. Ainsi, en 1976, Hagop Sazdjian, évoquant la dualité entre l'Occident, politisé de manière formelle, et l'Orient communautarisé,

---

<sup>231</sup> Martine Hovanessian. « Les territoires de l'altérité : la diaspora arménienne ». In Bruneau, Michel (coord.). *Les diasporas*. Paris : Reclus, 1995, p. 42-54.

<sup>232</sup> Entretien avec C., juillet 2019.

<sup>233</sup> Jacques Lagroye. « Le processus de politisation ». *La politisation*. Paris : Belin, 2003, p. 359-372.

traditionnel, propose de « concilier humanité et arménité »<sup>234</sup>.

- Des actions de rue plus virulentes ?

Les Arméniens du Liban côtoient les Palestiniens en armes, quand ceux-ci affluent au Liban, après la guerre des six jours en 1967 et encore plus, après 1970, quand ils sont chassés de Jordanie. À partir de 1975, ils sont confrontés aux violences de la guerre civile libanaise, qui oppose une coalition à dominante maronite, le Front libanais, à une coalition palestinienne, à dominante musulmane.

Dans ce double contexte, les Arméniens du Liban ont pu, en France, contribuer à transposer des pratiques plus virulentes dans les actions manifestantes, comme l'évoquent les sources internes et externes. Une note des RG de juin 1977 indique : « On peut ajouter que les jeunes Arméniens de France n'ont pas manqué d'être influencés dans le sens de la violence par les jeunes Arméniens qui sont nombreux au Liban et dont un certain nombre se sont réfugiés en France depuis plus d'un an »<sup>235</sup>. En 1980, une autre note des RG précise que les éléments pro-palestiniens d'origine libanaise se sont « infiltrés » dans les mouvements politiques arméniens en France et ont « tendance à déborder les dirigeants de tradition modérée »<sup>236</sup>. Les militants et la presse partisane rapportent, quant à eux, au début des années 1980, plusieurs formes d'interactions teintées de violence, qui existaient déjà, mais se sont accentuées. Ainsi, lors des collages d'affiches, des bagarres opposent les deux mouvements politiques principaux qui occupent la rue. Les meetings sont plus chahutés. Le service d'ordre, tenu par les Arméniens du Liban, est plus aux aguets, lors des manifestations du 24 avril, organisées par le parti *Dachnaksoutioun*, peut-être en raison de leur pratique de l'autodéfense dans les quartiers arméniens de Beyrouth. De même, des actions virulentes lors des pratiques manifestantes peuvent être relevées, ainsi le drapeau turc est brûlé, le 24 avril 1980 à Lyon<sup>237</sup> et des militants du MNA sont cagoulés en noir, le 24 avril 1985 à Paris, en référence à l'ASALA. Il serait toutefois trop schématique d'attribuer l'irruption de ces pratiques, très marginales, à la seule présence des Arméniens du Liban, confrontés à la guerre civile. Il semble plutôt que le filtre de l'acquisition des codes de la manifestation par les Arméniens en France à cette date ait empêché

---

<sup>234</sup> Hagop Sazdjian. « Pourquoi l'arménité ? ». *Haiastan* n°375, novembre-décembre 1976, p. 11-12 et 38.

<sup>235</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Document de travail. Note des RG. 14 juin 1977.

<sup>236</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Communauté arménienne. Une initiative pour l'unité », 13 mars 1980.

<sup>237</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1980). Ministère de l'Intérieur, DGPN, DCRG : « Informations générales et étrangers. Commémoration du génocide arménien du 24 avril 1915 », 25 avril 1980.



le développement de ces formes d'actions. Si les pratiques plus guerrières des Arméniens du Liban, liées au contexte de la guerre civile et de la lutte armée, tentent de s'insérer en France, elles ne durent pas : ce qui se pratique au Moyen-Orient n'est pas directement transposable en France.

## 2/Contagions

### -Réseaux de solidarité

Parmi les critères qui permettent de définir une diaspora, figure celui d'être réalimenté en permanence par des flux migratoires qui la perpétuent, acteurs de sa réactivation réticulaire. Les réseaux serrés de parentèle et d'interconnaissance, faits de fidélité et de solidarité, sont essentiels dans le choix du pays et de la région d'installation. Ils reflètent la mise en confiance que la distance ne supprime pas, entre Arméniens du Moyen-Orient et Arméniens de France. Comme souvent dans le phénomène migratoire, les logiques familiales, amicales et professionnelles président aux choix des destinations, liées à la présence d'un membre de la famille. Arto, né en Turquie en 1945, a une tante à Vincennes, son père la rejoint en 1952, et il fait venir sa famille en 1955. S., né à Abadan en Iran, arrive à Lyon, l'année de ses 20 ans, en 1976, car il y connaît des amis qui étaient ses voisins en Iran. Les regroupements sont favorisés dans les villes où la communauté arménienne est forte, comme à Alfortville : « tout nouvel immigrant trouve toujours des parents ou amis pour l'héberger et subvenir à ses besoins jusqu'à ce qu'il obtienne un emploi stable »<sup>238</sup>, souvent dans la confection. La présence de compatriotes rassure ainsi pour les filières de travail. Aussi les migrants s'installent plus souvent dans des petites Arménies (Alfortville, Décines), participant à densifier l'inscription infra-locale du sentiment d'appartenance arménienne, dans le tissu urbain : habitations groupées, boutiques de bouche, cafés, église nourrissent le lien communautaire.

---

<sup>238</sup> AN. 20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique, études régionales, Île-de-France. Préfecture de Police, Direction des Renseignements généraux, Note DCRG/INF, II/N°32 du 18 novembre 1980 : « Terrorisme arménien. Étude sur la communauté arménienne en région Île-de-France », 24 décembre 1980.

## -Babel ou les langues mêlées

Dans les années 1970, l'arménien occidental (parlé dans l'Empire ottoman) est de moins en moins pratiqué en France. La presse arménienne le déplore. Un éditorial de *Haiïastan*, en novembre 1972, lance ainsi un appel : « pour que vive notre langue »<sup>239</sup>. Le double contexte qui voit s'affirmer les revendications des minorités linguistiques, bretonnes ou basques par exemple, et la venue des Arméniens du Moyen-Orient, a pu contribuer à maintenir vivante la langue arménienne. Si des cours du jeudi, puis du mercredi, des cours du soir, des écoles privées bilingues existaient déjà<sup>240</sup>, la demande est plus forte et le corps professoral se rajeunit, en partie suite à l'apport migratoire des Arméniens du Liban. Leur présence ravive ainsi le désir de posséder la langue comme une ressource identitaire. Les Arméniens du Liban communiquent avec les Arméniens de France en arménien<sup>241</sup>. Loin de fabriquer une identité ghettoïsante de l'entre-entre-soi fermé<sup>242</sup>, la langue permet de s'inscrire dans une filiation, sa pratique est recherchée. Avec l'attachement à l'Église, elle est un autre curseur de l'affirmation de l'appartenance arménienne : « Ces deux composantes identitaires sont traitées comme les supports d'une mémoire collective et d'une ethnicité diasporique, comme forces cohésives anti-assimilatrices »<sup>243</sup>. La pratique de la langue et le contact renoué avec l'héritage culturel, porté par les Arméniens du Liban, sont à l'origine d'une réarménisation de la communauté en France. Le retour d'Arméniens d'Arménie soviétique contribue également à la pratique de l'arménien oriental, parlé aussi par les Iraniens. J., né en 1964 en Arménie soviétique, évoque le rôle des migrations dans l'emploi des deux langues, français et arménien, à Alfortville, à la fin des années 1960, il témoigne aussi des liens de solidarité familiaux :

« Toute la famille qui a immigré depuis l'Arménie s'installe dans cette cité. Ils reviennent petit à petit, par petits groupes. En fait, ils sont huit frères et sœurs d'un côté et six de l'autre, donc ça fait beaucoup de monde, et ils arrivent par étapes, petit à petit, et du côté paternel, ils se regroupent tous dans cette cité. Il y a des liens très très étroits, il y a une très grande solidarité [...]. C'est grâce à eux que j'arrive à maintenir un niveau d'arménien, à chaque fois qu'ils débarquent, je suis sur le point d'oublier, parce que je pratique le français, et quand ils débarquent, hop, comme ils ne parlent pas le français, je me remets à l'arménien. Ils viennent tous d'Arménie. Il faut imaginer cette grande famille, qui est en Arménie et hop qui revient, même si mes parents ont toujours été

---

<sup>239</sup> Éditorial. « Pour que vive notre langue ». *Haiïastan* n°332, novembre 1972, p. 1-2.

<sup>240</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens en France ». *Op. cit.*

<sup>241</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Fiche des RG, 28 juillet 1983. La fiche évoque le passage du français à l'arménien, lors d'un échange téléphonique, entre un Arménien de France et un Arménien du Liban, par suspicion d'être sur écoute.

<sup>242</sup> Anahid Donabédian. « L'arménien occidental, 100 ans de diaspora ». *Hommes et migrations*, 2015, n°1310, p. 171-176.

<sup>243</sup> Martine Hovanessian. « La notion de diaspora ». *Journal des anthropologues*, 1998, 72-73, p. 11-30.

francophones là-bas, mais ça c'est une autre histoire. Ils ont transmis cette francophonie à leurs enfants »<sup>244</sup>.

Déraciné et mobile, le migrant doit s'adapter et il parle souvent plusieurs langues : l'arménien et le français, mais aussi le turc, l'arabe, le persan, voire l'anglais, il est donc parfois quadrilingue. La maîtrise de la langue arménienne est un atout. Elle favorise un rôle d'intermédiaire dans le militantisme. Elle permet des échanges entre Arméniens de différents pays, lorsqu'ils se retrouvent dans les camps de jeunes, comme ceux de Bellefontaine, organisés par l'UEAE<sup>245</sup> et lors des réunions entre militants des différents espaces de la diaspora. L'Arménien réapparaît à partir de la fin des années 1970, dans la presse, *Haïastan* et *Hay Baykar*. Il est aussi présent dans l'espace public et s'invite, certes ponctuellement, lors des manifestations, dans les slogans, les tracts, sur les pancartes et les banderoles. Il est présent lors des discours bilingues du 24 avril, parmi les deux mouvements politiques qui occupent la rue. Ces discours sont souvent le fait d'un(e) Arménien(ne) venu(e) du Moyen-Orient. Les prises de paroles ne sont pas de simples transpositions, elles traduisent dans une autre langue, un autre rapport à la mémoire du génocide et à la lutte. Par exemple, au Père-Lachaise, le 24 avril 1981, après le discours en français du leader de Libération arménienne, un militant du Liban s'exprime en arménien. Plus tard, lors de la manifestation de la mouvance *dachnak*, le 24 avril 1985, Sylva Karagulian, directrice de l'école arménienne Tebrotzassère au Raincy, fait un discours en arménien. Elle y évoque l'apprentissage de l'alphabet, pendant la déportation, dans les sables du désert, par les mères arméniennes à leurs enfants, pour préserver la langue.

La pratique et la diffusion de la langue par ces passeurs constituent ainsi un transfert culturel et un élément de mise en contact entre deux mondes favorisant la réappropriation de l'appartenance arménienne. La moitié des témoins interrogés nés au Moyen-Orient a un accent, parfois plus de 50 ans après leur venue en France et un témoin a demandé à ne pas être enregistré, par crainte de ne pas être audible, en raison de son accent. Sylva fait aussi référence à son accent dans son entretien<sup>246</sup>. Leurs récits sont plus souvent ponctués de sonorités non françaises et de mots en arménien. Des Arméniens venus de Turquie parlent aussi le turc en France. Aussi le journal *Hay Baykar* est imprimé en turc au début des années 1980<sup>247</sup>. Un Arménien de Turquie, né à Yozgat, en 1956 et venu en France au début des années 1980 avec le statut de réfugié politique, s'en charge. Il est arrêté alors qu'il collait des affiches en 1982. Cette expérience témoigne de la volonté de toucher les Arméniens venus de Turquie en France,

---

<sup>244</sup> Entretien avec J., juillet 2018.

<sup>245</sup> Yériché Djergaïan, « III<sup>e</sup> "Internationale" à Bellefontaine ». *Haïastan* n°313, février 1971, p. 7-8.

<sup>246</sup> Voir note plus bas, n°255, page 78.

<sup>247</sup> « Éditorial ». *Hay Baykar* n° 40, 13 octobre 1982 au 27 octobre 1982, p. 2.

ainsi que les Arméniens vivant en Turquie.

### 3/ Un sas, la Maison des étudiants arméniens, interface de la protestation

« Campus-monde »<sup>248</sup>, la Cité universitaire rassemble, à Paris, boulevard Jourdan, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, des étudiants de pays du monde entier, parfois agités par des poussées révolutionnaires ou confrontés à des dictatures. Paris est en effet, comme dans le passé, le lieu de refuge pour de nombreux opposants politiques, dont certains sont des intellectuels (Iraniens, Kurdes, Espagnols...). Les Arméniens de France, de Paris et de province, rencontrent à la MEA, Maison des étudiants arméniens, des étudiants arméniens d'autres pays, par le biais d'autres maisons de la Cité universitaire, du Canada ou du Maroc par exemple, et des étudiants étrangers, comme des étudiants arabes, qui soutiennent la question palestinienne. La présence d'étudiants étrangers en France a contribué au transfert d'idées révolutionnaires, à la diffusion de références et de pratiques protestataires venues d'ailleurs, qui ont permis de connecter les causes entre elles. Elle a ainsi favorisé l'ébullition et l'effervescence politique.

La part des Arméniens issus de l'étranger devient plus importante à la Cité universitaire que la part des Arméniens de France après 1975, en raison du contexte géopolitique conflictuel au Moyen-Orient. Cette direction des flux rejoint une dynamique globale de la Cité Universitaire, où la part des étrangers est de plus en plus conséquente. Dans la deuxième moitié des années 1970<sup>249</sup>, deux listes, comportant 137 noms d'étudiants arméniens exilés en France, logeant à la MEA, reflètent l'éclatement de la diaspora arménienne dans le monde et la mise en relation d'étudiants arméniens du monde entier. Deux tiers des étudiants de la MEA sont issus du Moyen-Orient. 24% des étudiants sont Libanais, pour une population arménienne du Liban, avant 1975, de 200 000 personnes<sup>250</sup>. 19% des étudiants sont Iraniens, pour 150 000 Arméniens vivant alors en Iran. 13% sont Turcs, pour 70 000 Arméniens vivant en Turquie et 9% sont Syriens, pour quelques dizaines de milliers d'Arméniens vivant en Syrie. Un quart des étudiants vient d'Arménie soviétique, d'URSS et d'autres pays d'accueil de la diaspora (États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Brésil, Uruguay). Les 10% restants sont des Arméniens de France. 36% sont des femmes.

La situation financière et administrative des étudiants arméniens semble précaire. Ils ont

---

<sup>248</sup> Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.). *Le Campus-monde. La Cité internationale universitaire de Paris de 1945 aux années 2000*. Rennes : PUR, 2022.

<sup>249</sup> Bibliothèque Nubar. MEA. Liste de noms. 1976-1980.

<sup>250</sup> AMAE. AN/MO (1983-1989), 0047SUP/44. Politique intérieure, minorités dans la région, question arménienne, ministère des Relations extérieures, Note n°14 : « Les Arméniens du Liban », 17 janvier 1985.

des difficultés à payer leur logement et dans une des deux listes de noms d'étudiants, un tiers des Arméniens sont considérés comme de « faux étudiants »<sup>251</sup>. Ils sont probablement venus en France pour fuir la conflictualité de leur pays. En 1981, la direction de la MEA veut expulser des étudiants iraniens en situation irrégulière. Ceux-ci sont alors soutenus par Libération arménienne<sup>252</sup>, qui y consacre un article dans son journal, *Hay Baykar*. Dans le passé déjà, une association internationale, constituée après-guerre, fut « au centre des grandes manifestations du printemps 1953, nées à la Maison des étudiants arméniens, qui se sont étendues à l'ensemble de la cité, protestant contre "l'arbitraire" des exclusions de résidents »<sup>253</sup>. Cette situation concerne d'autres étudiants clandestins, hébergés en secret.

Dans ce kaléidoscope migratoire, il est donc difficile de démêler un profil type, car les origines géographiques, sociales, les statuts, la répartition selon le sexe, sont multiples, même si, dans l'échantillon étudié, le type dominant est l'homme, jeune, en provenance du Liban. Ce lieu de sociabilité a favorisé les contacts sur le mode de l'échange et beaucoup de témoins mentionnent en entretien le rôle de la « Cité U » comme lieu de sociabilité politique. Au début des années 1970, d'autres lieux de sociabilité ont pu être l'occasion de rencontre entre Arméniens de différentes origines géographiques : les colonies de vacances, les camps du *Nor Seround* et ceux de Bellefontaine, qui regroupaient des étudiants arméniens du monde entier.

---

<sup>251</sup> Bibliothèque Nubar. MEA. Liste de noms. 1976-1980.

<sup>252</sup> « Maison d'Arménie, sortez le clown ». *Hay Baykar* n°25, avril 1981, p. 10.

<sup>253</sup> Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet. « Introduction. Pour une histoire multi-située de la Cité Internationale universitaire de Paris ». In Kévonian, Dzovinar, Tronchet, Guillaume. *Le Campus-monde. La Cité internationale universitaire de Paris de 1945 aux années 2000*. Rennes : PUR, 2021, p. 15-34.

## C) À hauteur d'hommes et de femmes

### 1/ Parcours migratoires

Les migrations après 1945 prolongent d'une certaine manière celles des années 20 : elles traduisent la continuité des conséquences du génocide et de l'expulsion des Arméniens. Elles mettent sur les routes des migrants, dont la famille a déjà fait l'expérience de l'exil et qui migrent en raison de l'insécurité politique des États qui les ont accueillis. Pourtant, plusieurs distinctions s'opèrent entre les exilés arméniens des années 1920 et ceux d'après-guerre, car les modalités de structuration de la diaspora diffèrent. D'une part, les exilés des années 20 avaient tout à construire, alors qu'après-guerre, s'ils font l'expérience du déracinement, ils s'insèrent au sein d'une communauté organisée. D'autre part, les exilés des années 1920 pensaient revenir au pays, alors qu'après-guerre, le territoire d'origine, s'il demeure un horizon, s'éloigne. Les Arméniens qui arrivent en France dans les années 1960-1970 se situent dans un entre-deux, entre un « ici », le pays d'accueil, et un « ailleurs », le pays de départ, moins riche et plus répressif. Ce ballotement se retrouve dans de nombreux récits, qui mesurent des rapports à l'espace non stabilisés, comme celui de U., dont le père, né en France en 1923, est parti vivre en Irak. U. y naît en 1960 et vient en France l'année de ses 4 ans. Il évoque les aléas géopolitiques du pays :

« Ils bougent tous ces gens-là, à cette époque. Ils naissent ailleurs. Alors par exemple, mon grand-père, il n'est pas né à Van, mais il est né à Istanbul. Ce qui veut dire qu'il y a une sacrée distance et il y a une sacrée différence de culture. Pour nous, quand j'applique ça deux générations plus tard, mon frère et moi, on est nés en Irak, alors que ma sœur, la petite dernière, qui a 12 ans de moins par rapport à l'aîné, mon frère, et neuf ans par rapport à moi, elle est née en France. Moi, je suis venu en 1964, donc j'étais vraiment petit. Malheureusement je ne me souviens plus de l'Irak. J'ai dû faire une coupure dans mon esprit, parce que je me souviens, quand on est arrivé en France, j'ai des souvenirs quand on est arrivé en France, mais je n'ai aucun souvenir d'avant [...]. En Irak, ça commence déjà à barder, je ne sais plus trop ce qu'il y a, il y a une révolution, ils [ses parents] se disent "c'est le moment de rentrer", parce qu'après les mêmes, le petit U. et son frère, ils vont être mal »<sup>254</sup>.

Le champ lexical de l'éloignement est présent à travers les termes « bouger », « distance », « ailleurs », et « coupure ». Les différenciations spatiales (la ville, le pays), générationnelles (avec les grands-parents ayant vécu le génocide) et nominales (je, il) sont brouillées.

Autre point, le parcours migratoire n'est pas linéaire, mais heurté. L'exilé a parcouru plusieurs pays, au hasard parfois des méandres de la géopolitique mondiale et des visas accordés. Certains pays jouent le rôle de pays de transit, entre le pays de départ et le pays

---

<sup>254</sup> Entretien avec U., novembre 2018.

d'arrivée, comme le Liban. Sylva, quitte la Syrie en 1961, l'année de ses 8 ans, en raison des difficultés qu'y connaissent les Arméniens. Elle se rend alors au Liban, puis vient en France en 1976 :

« À ce jour je ne me sens qu'Arménienne, parce que je ne suis nulle part [...]. À chaque fois on me dit... je dis : "je suis naturalisée, je suis une Arménienne du Liban, mais née en Syrie, mariée à un Français" [rires]. Parce qu'au bout de deux minutes, on me dit : "vous avez un petit accent". Je suis obligée de justifier. Mon prénom, c'est Sylva, donc c'est un prénom arabe »<sup>255</sup>.

Cette non fixation exprime une pluralité des appartenances (« Arménienne [...], Liban [...], Syrie [...], Français [...], arabe ») et une primauté de l'appartenance arménienne, à travers la répétition, au début de sa réponse, du mot « Arménienne ». Le parcours peut aussi être chaotique et incertain, Une dualité se vit entre le passé heurté du territoire d'origine, qui imprègne encore les récits, et la société d'accueil. Ainsi S., venu d'Iran en France en 1976, évoque plusieurs tentatives pour se rendre en Grande-Bretagne, les mois passés à Calais, l'attente pour un autre lieu d'accueil, en raison d'un passeport non valide et des violences vécues, puisqu'il rappelle qu'on lui « cherche des noises »<sup>256</sup>. L'instabilité des allégeances fait que la seule appartenance stable est arménienne, car les autres modes d'appartenance ont été source d'expulsion. Dans cet entrelacs de lieux opposés par la distance physique et politique, l'appartenance arménienne en est d'autant plus souhaitée qu'elle seule assure une continuité, où que le migrant se situe.

Le militantisme des exilés arméniens diffère-t-il de ceux qui sont nés en France ? Effectivement, ils sont moins présents dans l'espace public. Ils n'osent pas toujours manifester, phénomène que l'on retrouve chez des étudiants étrangers d'autres nationalités<sup>257</sup>, car ils prennent le risque d'être expulsés ou de perdre leur emploi<sup>258</sup>. Certains osent, toutefois, manifester, ainsi Tikran, un an après sa venue d'Iran en France, en 1964, à l'occasion du cinquantième anniversaire du génocide en 1965, participe au rassemblement sur les Champs-Élysées à Paris, sans avoir la nationalité française. Plus tard Khoren, venu de Turquie en France en 1969, évoque sa participation à des manifestations contre la guerre du Vietnam au début des années 1970, alors qu'il n'a pas encore la nationalité française. Quant à l'engagement partisan des exilés arméniens, il semble que les Arméniens du Liban aient été nombreux à adhérer au

---

<sup>255</sup> Entretien avec Sylva Karagulian, novembre 2018.

<sup>256</sup> Entretien avec S., février 2019.

<sup>257</sup> Antoine Aubert. *Devenir(s) révolutionnaire(s). Années 1968-années 1990. Contribution à une histoire sociale des idées. Enquêtes sur les intellectuels « marxistes » en France*. Thèse en Science Politique, sous la direction de Frédérique Matonti, Paris I, 2020.

<sup>258</sup> Antoine Aubert. « Paris, capitale mondiale des intellectuels "révolutionnaires" ». Communication au colloque. *Étudiants, intellectuels, artistes étrangers et post-coloniaux en France dans les années 1968*, Campus Condorcet, 25-26 mai 2021.

parti *Dachnaksoutioun*. Certains fréquentent aussi Libération arménienne, puis le MNA. Des Arméniens de Turquie adhèrent à la JAF (Jeunesse arménienne de France), voyant dans le soutien à l'Arménie soviétique un moyen de lutter contre la Turquie et par fidélité à leurs idées communistes en Turquie, à travers les liens noués avec les Kurdes de gauche ou les Turcs marxistes. Parmi eux, certains militent ensuite au MNA.

Deux militants que tout semble opposer (sexe, origine géographique, origine socio-économique, âge de la migration, ville de résidence et appartenance politique) expriment tous deux une attache forte au territoire d'origine et un rapport semblable à la société d'accueil, celui d'une certaine altérité. O., né en 1949, à Istanbul, de père artiste, non militant, vient vivre en 1955 en banlieue parisienne. Étudiant en sciences physiques, il milite à Libération arménienne. Il apprécie dans le mouvement son inscription dans les luttes internationalistes, qui permettent de décloisonner la question arménienne. Il mesure la distance entre son histoire et celle de la France et insiste à cinq reprises sur ce thème, à travers la négation « pas... France » [souligné par nous] :

« Je me sentais différent des autres, ne serait-ce que parce que je n'avais pas de famille originaire de France. L'histoire était quand même très différente. En plus, j'ai appris le français progressivement. J'étais un petit peu le petit étranger, mais il n'y avait pas de malveillance [...]. Au fond de moi et à l'époque déjà, et maintenant aussi, je me sens Arménien, mais je me sens aussi très Français d'adoption, c'est-à-dire en fait que lorsque je ne suis pas dans un milieu arménien, je me comporte comme si j'étais Français, je n'ai pas de problème avec ça [...]. J'ai toujours au fond de moi, j'ai parfaitement le sentiment d'où je viens, donc je sais d'où je viens, je sais qu'au fond, je ne suis pas né en France, ma langue maternelle n'est pas le français, donc l'histoire de ma famille ne s'est pas faite en France. J'ai conscience de tout ça... la culture..., il y a quelque chose au fond de moi, qui fait que, je ne ressens pas les choses de la même façon que si j'étais né en France »<sup>259</sup>.

Hilda, née en Syrie en 1950, vient vivre en 1967 en région lyonnaise. Son père, ouvrier, est membre du parti *Dachnaksoutioun*. Étudiante en commerce international, elle milite au parti et contribue à ancrer la question arménienne dans la question des droits de l'homme :

« J'ai milité au CDCA, pendant que j'étais étudiante. Tout de suite, dès que je suis arrivée en France, parce que le choc était trop grand. Ce qui était requis, c'était de tout oublier et de commencer une nouvelle vie, comme si de rien n'était, comme si rien n'avait existé avant et ça ce n'était pas possible ! J'étais d'une famille militante déjà [...]. La France, ça a été le dépaysement total, donc c'était important aussi de me retrouver, parce que je n'étais plus rien, je crois, enfin je croyais en tout cas, parce que je n'étais plus rien pour la nouvelle société, et ce qu'on nous demandait, par exemple, quand j'ai été naturalisée en 1972, on m'a demandé, "Est-ce que vous recevez des journaux de votre lieu de naissance ?". On a dit "non", il ne fallait pas recevoir de journaux, donc la condition à l'époque, ce n'était pas l'intégration, on ne parlait pas du tout d'intégration, c'était l'assimilation. Effectivement,

---

<sup>259</sup> Entretien avec O., novembre 2017.



donc on était pris dans des discours contradictoires, on était un peu schizophrène, d'un côté la France nous demandait qu'on soit totalement assimilé et de l'autre côté, décevant et intellectuellement, je ne pouvais pas couper les liens avec ce que j'étais »<sup>260</sup>.

Les deux extraits mentionnés s'achèvent par la nécessaire fidélité aux origines, mise en avant par l'usage d'une phrase négative : « je ne ressens pas les mêmes choses », pour le premier témoignage, et « je ne pouvais pas couper les liens », pour le second.

## 2/ Les Arméniens du Liban et la question palestinienne

Comme dans le passé, le rôle d'intermédiaire alloué aux Arméniens, lorsque négociants ou autres, ils naviguaient entre les trois empires avec des horizons d'appartenances multiples, fait-il d'eux des « go between » ou des « passeurs de frontières »<sup>261</sup>, acteurs d'une « fertilisation croisée »<sup>262</sup> ? David Sebouh Aslanian, par l'expression « gens du seuil »<sup>263</sup>, insiste sur leur rôle de passeurs. Les Arméniens du Liban ont pu jouer le rôle d'intermédiaire entre les deux « périphéries » de la diaspora, orientale et occidentale, par la diffusion de la langue et de référents, entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. Ils viennent à Paris, qui confirme son rôle de capitale cosmopolite, lieu d'effervescence intellectuelle et politique. Trois parcours de militants illustrent ces circulations, chacun étant lié à un mouvement politique différent. Parmi eux, deux itinéraires témoignent du rôle de passerelle qu'a pu jouer la question palestinienne, pour internationaliser la question arménienne. Des Arméniens du Liban ont établi des parallèles entre le peuple palestinien et arménien : chassés tous deux de leur terre, dispersés et constatant l'échec des solutions diplomatiques, ils ont pu voir dans la lutte armée une issue, même si les acteurs de la lutte armée sont présents dans toute la diaspora, comme en témoigne Monte Melkonian, né aux États-Unis en 1958.

Ces parallèles illustrent la capacité d'absorption d'apports politiques extérieurs par les Arméniens du Liban, qui sont ensuite réacclimatés par les Arméniens en France. Ceux-ci s'intéressent aussi à la question palestinienne, qui s'ajoute à leur politisation, sans la fonder. Quant à la gauche française est, à la fin des années 1960, ouverte à la question palestinienne. Elle y voit une question internationale révolutionnaire, permettant d'insérer la question de

---

<sup>260</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

<sup>261</sup> Sanjay Subramanyan. *Op. cit.* Dans l'introduction, l'auteur fait une longue focale sur un négociant arménien du XVII<sup>e</sup> siècle.

<sup>262</sup> Ludivine Bantigny. « Hors Frontières. Quelques expériences d'internationalisme en France. 1966-1968 ». In Gobille, Boris, Palieraki, Eugenia (dir.). Les "années 1968" : circulations révolutionnaires. *Monde(s)*, n°11, PUR, 2017/1, p. 139-160.

<sup>263</sup> Sebouh David Aslanian. *Op. cit.*

l'immigration arabe en France<sup>264</sup>, quelques années après la fin de la guerre d'Algérie, dans une logique tiers-mondiste. Comme l'expose Romain Bertrand, l'engagement pour la cause palestinienne peut être analysé comme « un registre important de la mobilisation anti-impérialiste à la veille de mai, surtout après septembre noir »<sup>265</sup>. Le journal de la Gauche prolétarienne, la GP, *La cause du peuple*, affirme ainsi en 1969 : « Nous sommes tous des fedayins »<sup>266</sup>.

Le premier parcours concerne un Arménien du Liban, né en 1948, venu en France en 1969 avec un visa temporaire de trois mois. Il vit à Paris à la cité U. Il milite à la GP, non par idéologie, mais parce qu'elle lui permet d'être en contact avec les travailleurs arabes immigrés en France. Il est interpellé en 1970, alors qu'il distribuait des tracts de la GP et qu'il participait à une manifestation pour le peuple palestinien. Menacé d'expulsion, un mouvement se met en place en sa faveur, auquel un des futurs militants de Libération arménienne participe. En 1972, il est à nouveau interpellé pour avoir diffusé le journal pro-palestinien *Fedai*. En mars 1973, il participe à l'occupation des locaux des « États de la ligue arabe à Paris », avec 20 autres étudiants arabes pour dénoncer la condamnation à mort du leader palestinien Abou Dao<sup>267</sup>. Il révèle le soutien arménien au mouvement palestinien, avant la lutte armée en 1975, et un esprit de solidarité internationale entre les peuples du Moyen-Orient, qu'elle que soit leur religion. Il a pu contribuer à la diffusion de la cause palestinienne auprès des Arméniens en France. Le 21 décembre 1978, à l'expiration de son titre de séjour, il est invité à quitter la France. Il semble avoir été aussi en contact avec la gauche communiste libanaise. Il est de retour en France en avril 1982.

Le deuxième parcours concerne un membre du parti *Dachnaksoutioun*. Après 1975, la venue d'Arméniens du Liban en France est l'occasion de former les responsables politiques arméniens des deux mouvements arméniens qui occupent la rue. Depuis les années 1960, certains Arméniens du Liban opèrent des reconnections avec les luttes du Tiers-monde pour les insérer dans leur lutte politique. Un militant de la FRA, né à Beyrouth, vient en France en 1974 en tant qu'étudiant, avec une carte de résident temporaire valide jusqu'en 1977. Désigné comme le « maître à penser » et le « stimulateur »<sup>268</sup> des jeunes Arméniens de la maison d'Arménie,

---

<sup>264</sup> Denis Sieffert. « L'extrême-gauche française et la question palestinienne ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/4, n°96, p. 59-62.

<sup>265</sup> Romain Bertrand. « Mai 68 et l'anti-colonialisme ». In Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédéric, Pudal, Bernard (dir.). *Mai-Juin 1968*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 89-101.

<sup>266</sup> *La cause du peuple*, 13 octobre 1969.

<sup>267</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Fiche des RG, 8 octobre 1986.

<sup>268</sup> AN. 20037002/10. Dossiers généraux sur les attentats. Note des RG : 4 juin 1976.

rue bleue, il semble être venu avec pour mission de mettre de l'ordre dans le parti en France, ce que certains ont pu critiquer.

Le troisième parcours concerne un Arménien ayant noué des liens avec des militants du mouvement politique Libération arménienne. Après Mai 1968, une poly-circulation des idées protestataires, de la France vers le Liban, puis du Liban, aussi imprégné par la question palestinienne, elle-même ouverte au marxisme, vers la France, s'opère. À la fin de l'année 1969 au Liban, est fondé le périodique *Yéridassart Hai*, « Jeune Arménien », par des étudiants arméniens, dont les écrits semblent avoir été nourris de l'esprit d'émancipation de Mai 1968<sup>269</sup>. Ces textes circulent au Liban, selon une relecture du marxisme, réalimentée au contact des Palestiniens, comme Georges Habache et le FPLP, Front populaire de libération de la Palestine, qui concilie nationalisme arabe et marxisme-léninisme. Ces réappropriations se diffusent ensuite au sein des Arméniens en France. Le journal critique le fait de se contenter de la « conservation de l'arménité »<sup>270</sup>, *Hayabahbanoum*, phénomène qui, dans sa volonté de maintenir les structures arméniennes traditionnelles pour les faire vivre, les a figées artificiellement. Par réaction, le journal a développé une autre conception de la diaspora, en quête d'ancrage sur les terres non arméniennes, « le diasporisme », et qui dure jusqu'en 1971-1972 : « il faut rechercher et définir une identité arménienne diasporique »<sup>271</sup>. Pour dépasser ce clivage, le journal défend le principe de la lutte armée contre la Turquie. Les sources externes et internes convergent pour dire le rôle de passeur d'un des auteurs du journal, venu en France. Il est qualifié par les RG de « maître à penser des organisations de lutte arménienne », de « théoricien émérite » et de « conseiller politique »<sup>272</sup>. Quant aux sources arméniennes, une notice anonyme très détaillée sur lui, provenant des archives de la MEA, au début des années 1980, indique qu'il rassemble autour de lui des Jeunes Arméniens et dresse un portrait de l'étendue de son influence : « il dirige en France "Lutte arménienne" sans s'impliquer directement »<sup>273</sup>. La notice comprend des erreurs factuelles, associant des noms à des mouvements qui ne correspondent pas à la réalité. Elle témoigne des représentations que les Arméniens se portent les uns sur les autres.

---

<sup>269</sup> Bédros [Pierre] Terzian. « Une expérience dans la presse de la diaspora. Les 5 années d'existence de "Yéridassart Hai" » [en arménien]. *Op. cit.*

<sup>270</sup> AN. 20030072/1. Communauté et organisation (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983. Ce rapport des RG, qui fait une mise au point sur « La nouvelle gauche arménienne », s'est inspiré de l'article de Pierre [Bédros] Terzian, auteur de l'article, « La question arménienne aujourd'hui ». *Op. cit.* Les RG ont peut-être fait traduire son texte en arménien, paru pour l'ICOM en 1981.

<sup>271</sup> *Ibid.*

<sup>272</sup> AN. 20037002/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Fiche des RG, 28 août 1986.

<sup>273</sup> Bibliothèque Nubar. MEA. Notice non datée. Elle confond le nom du mouvement, Libération arménienne et le nom de son journal, *Hay Baykar*, *Baykar* pouvant être traduit par « lutte » ou par « combat ».

Des liens en rhizome semblent s'être constitués entre les mouvements d'extrême-gauche au début des années 1980, issus de différents pays, confirmant l'idée de circulation transnationale des luttes de libération nationale, qui mobilisent des tiers dans les transferts d'idées<sup>274</sup>. Ils témoignent de l'intense activisme politique, et non de son repli, à l'encontre des ruptures chronologiques canoniques qui clôturent la protestation héritée de Mai 1968 en France, autour de 1981. Un organigramme non daté, ni sourcé (au vu des autres documents on peut le situer entre 1980 et 1983), probablement issu des RG<sup>275</sup>, établit des relations entre membres de la GP (il en cite quatre, dont certains sans patronyme arménien), de l'ASALA, du FPLP, d'Action directe (un membre cité) et des organisations communistes libanaises. Il n'est pas saisi comme une source indiciaire, mais témoigne de l'éventualité de possibles connexions entre toutes ces organisations, liant Palestiniens au Liban, Libanais, Arméniens du Liban, Arméniens de France et Français. Ni rapports de domination, ni d'antériorité ne se dessinent ici, mais une forme de contamination diffuse<sup>276</sup>. Il reflète aussi la préoccupation des autorités françaises pour la surveillance des étrangers, en rapport avec la lutte armée.

### 3/ Voyages des Arméniens de France vers les terres arméniennes

Les Arméniens de France ont leurs horizons tournés vers l'ailleurs. Avant l'arrivée en France, les familles sont parfois allées en Grèce, en Bulgarie ou en Amérique. Les voyages sont aussi très présents dans les entretiens. 80% des témoins interrogés ont accompli des voyages dans les territoires arméniens durant les années 1970-1980. Le récit du voyage peut constituer jusque 9% du temps de l'entretien, comme chez Vahé ou Mirhan, à propos de leur voyage en Turquie. Ces voyages occasionnent des rencontres avec des Arméniens d'ailleurs et renforcent leur conscience diasporique. Une typologie peut être esquissée. La première catégorie regroupe les voyages liés à la présence de la famille. Un quart de militants mentionne le fait qu'une partie de sa famille vit en dehors de la France, au Liban, aux États-Unis, en Turquie ou en Arménie soviétique, où les voyages sont facilités dans les années 1950<sup>277</sup>. Daniel Roche, à propos des voyages des familles sépharades à l'époque moderne, écrit : « La fidélité ne se rapporte plus ici à un territoire où le retour est improbable, mais à l'attachement à tous les acteurs de la spécificité

---

<sup>274</sup> Michel Espagne. « La notion de transferts culturels ». *Sciences/lettres*. 1/2013. p. 1-9.

<sup>275</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Organigramme des RG (non daté).

<sup>276</sup> Sylvie Aprile. « "Translations" politiques et culturelles. Les proscrits anglais et français ». *Genèses*, 2000/1, 38, p. 33-55.

<sup>277</sup> Astrig Atamian. *La mouvance communiste arménienne*. *Op. cit.*

sépharade : la langue, la cellule familiale, la pratique religieuse »<sup>278</sup>. La deuxième catégorie de voyages concerne ceux qui permettent aux Arméniens de la diaspora de se rencontrer. Ainsi, les membres du parti *Dachnaksoutioun* et de Libération arménienne, puis du MNA, se rendent au Liban pour rencontrer d'autres membres de leur mouvement. La troisième catégorie a trait aux voyages culturels, organisés, par exemple, par l'*Organisation Terre et Culture*, qui visent à restaurer le patrimoine arménien. La dernière catégorie est liée aux voyages d'étudiants. Ainsi à Paris, des étudiants proches de l'UEAE font des périples en Grèce, en Turquie, en Iran, en Egypte, à Chypre et en Syrie au début des années 1970, grâce aux rencontres nouées avec les étudiants arméniens de l'UEAE et à la MEA. Le récit factuel d'Ohan, né en 1949 à Bagneux, témoigne de l'étendue des lieux arméniens au Moyen-Orient et de la menace que représente la Turquie pour les Arméniens [souligné par nous] :

« On a fait un saut à Athènes. D'Athènes, on est passé à Istanbul et d'Istanbul en car, on a traversé la Turquie pour aller au Liban. C'était découvrir la Turquie, avec la peur au ventre, parce que dans ces années-là, personne ne disait qu'il était Arménien à la sortie d'Istanbul. On a eu quelques petits problèmes, on a été caillassé à Erzeroum, par des gamins qui nous ont traité de *guiavours* ["infidèles"]. Ça, je l'ai entendu une fois dans ma vie. Ensuite on est passé en Iran. On traverse par Djoulfa en Iran. Entre les deux pays, il y avait une forte différence visible [...]. Une fois, on est allé en Égypte. Ensuite, on a fui l'Égypte. C'était la guerre pour Chypre et puis l'année d'après avec X, on est allé à Chypre et en Syrie, moitié-moitié, et à Chypre, on a rencontré les responsables socialistes de l'époque, on a visité les camps, puisqu'à l'époque il y avait des camps. Ensuite, on est allé en Syrie, de là en Syrie, on a fait une escapade jusqu'à Deir ez-Zor »<sup>279</sup>.

Selon les lieux, les finalités du voyage diffèrent. Au Liban, les Arméniens renouent avec une dynamique communautaire ; en Turquie, ils retrouvent leur terre d'origine, quête très présente dans les entretiens, et en Arménie, ils peuvent parler la langue et ils y ont parfois de la famille. Les voyages de Philippe cristallisent toutes les dimensions possibles du voyage : les raisons familiales, le lien avec la terre, les raisons politiques et la possibilité de pratiquer la langue. Né en 1957, il se rend en 1976 en Turquie, parce que son père a de la famille à Istanbul. Ensuite, en 1982, il rejoint l'*Organisation Terre et Culture* en Syrie. Puis, il se dirige en 1982 au Liban, parce qu'il avait « envie de voir la communauté »<sup>280</sup>. En 1983, il est à Belgrade pour défendre des combattants arméniens accusés du meurtre d'un ambassadeur turc (Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian). Enfin, il part en Arménie soviétique en 1984, pour rencontrer des amis de la famille de sa grand-mère maternelle, partis en 1947.

---

<sup>278</sup> Daniel Roche. *Humeurs vagabondes : de la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*. Paris : Pluriel. 2011.

<sup>279</sup> Entretien avec Ohan Toufanian, mars 2018.

<sup>280</sup> Entretien avec Philippe Raffi Kalfayan, mai 2018.

## Conclusion du chapitre

Après-guerre, les migrations arméniennes, issues du territoire d'origine au Moyen-Orient (Turquie, Iran) et des territoires de la diaspora (Liban, Syrie), sont continues. Elles ont contribué à diversifier la communauté en France. À l'échelle de la France, jusqu'en 1975, elles sont distillées et peu visibles, dans le contexte de migrations post-coloniales. Après cette date, elles sont plus nombreuses, en raison des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, alors que parallèlement, la France ferme ses frontières. À l'échelle de la communauté arménienne en France, elles constituent un apport démographique, linguistique, culturel et politique qui renforce la diaspora et sa sédentarisation. Les nouveaux migrants s'insèrent dans le tissu social français et le militantisme permet de compenser l'éloignement du territoire d'origine. Certains Arméniens du Moyen-Orient jouent le rôle de passeurs, en reliant les luttes entre elles, notamment, après Mai 1968, de la France vers le Liban et du Liban, imprégné de la question palestinienne, vers la France. La Cité universitaire joue un rôle d'interface, en mettant en relation des étudiants du monde entier.

Ces migrations ont permis d'éclairer des formes multiples de militances qui se contaminent. Les interactions croisées entre Arméniens d'horizons géographiques divers les incitent à reformuler leur appartenance<sup>281</sup> et à réexplorer leur rapport au politique. Plutôt que d'opposer une éventuelle moyen-orientalisation de la communauté arménienne en France et une résistance à celle-ci, qui pourrait être vue comme l'opposition entre tradition et modernité, il est plus fertile de raisonner par échelles. Le lien communautaire, qui s'exprime à l'échelle infra-locale et locale dans les petites Arménies, autour de Lyon (Décines...) et Paris (Alfortville, Issy-les-Moulineaux...) est renforcé, à travers les réseaux de solidarité visibles dans les lieux de vie, de sociabilité et de travail. En outre, les Arméniens du Moyen-Orient et de France interagissent entre eux et les apports sont mutuels. À l'échelle de la France, l'ancrage de la communauté arménienne se renforce. L'alternance du regard, entre focale réduite et plus large dans un va-et-vient permanent, rend nécessaire la lecture des mobilisations dans un emboîtement d'échelles et témoigne de la nécessité de multiplier les échelles d'observation.

---

<sup>281</sup> Martine Hovanesian. « Territoires et mémoire : les Arméniens en région parisienne ». *Espace, populations, sociétés*, 1996-2- 3, p. 377-384.

### Chapitre 3) Féminin/Masculin : les Arméniennes mobilisées

Une communauté issue de l'immigration n'est pas univoque, elle apporte sa propre culture et ses traditions, tout en étant happée par les aspérités de la société d'accueil. Elle est aussi traversée par des clivages internes, comme l'a montré le chapitre précédent sur les migrations. L'approche des mobilisations diasporiques sous le prisme du genre permet d'interroger des connaissances établies. Le genre peut être défini comme « la différence des sexes construite socialement et culturellement »<sup>282</sup>. Reflet des rapports sociaux de sexe<sup>283</sup> à un moment précis, il peut s'avérer fécond, pour faire émerger les femmes arméniennes dans l'histoire en tant que sujet<sup>284</sup> et penser l'histoire de leurs relations avec les hommes. Les femmes arméniennes, héritières, sur leur territoire d'origine, d'un passé patriarcal, mais aussi portées par des dynamiques émancipatrices, construisent d'autres rapports avec les hommes en France, dans une société en pleine mutation socio-politique et culturelle, qui questionne les rôles assignés de chacun, dans le sillage du « moment 68 ». En effet, les mobilisations arméniennes dans l'espace public des années 1970 sont contemporaines des mobilisations féministes<sup>285</sup>, qui luttent pour les droits des femmes et l'égalité des hommes et des femmes. Aussi, la question du féminisme interroge, par capillarité, toutes les autres mobilisations, autonomes vis-à-vis du pouvoir et en connexion les unes avec les autres. Il peut sembler toutefois inconfortable, d'introduire la question du genre au sein des mobilisations arméniennes, tant elle semble impensée, parce que la question arménienne, comme d'autres questions politiques et nationales, subsume toute forme de clivage possible. Comme l'affirme Anahide Ter Minassian, si les Arméniennes n'ont « pas participé aux luttes d'émancipation féminine [...], elles ont bénéficié des conquêtes réalisées par les femmes en Occident »<sup>286</sup>. Nous faisons l'hypothèse que de nombreux éléments montrent que les militantes arméniennes sont perméables au féminisme des années 1970, même si elles ne l'intègrent pas dans la défense de la question arménienne.

---

<sup>282</sup> Françoise Thébaud. « Sexe et genre ». In Maruani, Margaret. *Femmes, genre et société*. Paris : La Découverte, 2005, p. 57-66.

<sup>283</sup> Joan Scott, Eleni Varikas. « Genre : une catégorie utile d'analyse historique ». *Les cahiers du GRIF*, 1988, n° 37-38, p. 125-153.

<sup>284</sup> Michelle Riot-Sarcey. « Les sources du pouvoir, l'événement en question ». Le genre de l'histoire. *Les cahiers du GRIF*, 1988, n°37-38, p. 25-39.

<sup>285</sup> Christiane Rochefort. « L'insurrection féministe ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 538-545.

<sup>286</sup> Anahide Ter Minassian. *La femme arménienne en diaspora*. Conférence tenue à Erevan. CNMA de Décines, 1994.

## A) Une lecture des mobilisations arméniennes au prisme du genre

### 1/ Quelles sources pour penser le genre dans la question arménienne ?

Les sources sur les militantes arméniennes dans les années 1970 sont rares. Dans les archives publiques et dans la presse arménienne, elles apparaissent au détour d'une prise de parole, à l'occasion du 24 avril ou en meeting. Elles sont moins nombreuses que les hommes à participer à des actions manifestantes (un tiers) et en tant qu'actrices de la lutte armée (10 à 20%) et les informations biographiques à leur sujet sont ténues. Aussi dans ce contexte de rareté, le recueil de leur parole s'est avéré précieux, même s'il faut être attentif aux biais, puisque les représentations tiennent une place importante dans la mémoire orale qui se reconstitue. Le corpus formé s'est avéré le reflet d'une dimension genrée, par le plus faible nombre de militantes interrogées, la durée moindre des entretiens et la constitution du corpus. La part des femmes correspond à un peu plus d'un quart des témoins interrogés<sup>287</sup>, un tiers si on tient compte des deux principaux mouvements politiques, chiffre confirmé par les témoins en entretien. Le temps de l'entretien est plus bref. En effet, si l'entretien le plus long avec un homme est de 8h, il est de 4h avec une femme. Quelques unes d'entre elles se sont montrées surprises du temps demandé (2h), comme si elles pensaient n'avoir pas tant à dire : quatre entretiens (18%) ont une durée de 1h15, pour deux entretiens de cette durée avec les hommes interrogés (3%). Ainsi, A., née en 1956 à Sevrans, militante à Libération arménienne, pense que sa parole de militante n'éclairera rien et annonce au début de l'entretien que le responsable [m'] « a tout dit »<sup>288</sup>. Le nombre de femmes ayant décliné l'entretien est plus important : quatre silences féminins pour deux masculins<sup>289</sup>. Au reste, les femmes ont suggéré autant de noms d'hommes que de femmes, alors que les hommes ont surtout proposé des noms d'hommes.

Concernant les couples de militants, une douzaine, dont les deux conjoints ont été interrogés et qui sont actifs au sein du même mouvement politique, ce sont en priorité des noms d'hommes qui nous ont été proposés, même si ce schéma a pu être l'inverse : le nom d'une militante très active nous est donné en premier, puis nous découvrons ensuite que son mari milite et nous l'interrogeons après. Toutefois le partage des tâches demeure genré. Durant l'entretien avec Robert Donikian, militant au CEA, né en 1929, actif à Lyon dans les années 1960, sa conjointe, présente, intervient régulièrement pour soutenir sa mémoire. Nous

---

<sup>287</sup> 28 entretiens ont été réalisés avec des femmes, dont une, non Arménienne, qui a été la compagne d'un militant et a un peu milité avec lui. Elle n'est pas comptabilisée.

<sup>288</sup> Entretien avec A., juin 2017.

<sup>289</sup> Deux par crainte de n'avoir rien à dire et pour ne pas revenir sur cette période de leur vie, deux autres, après une première réponse, n'ont pas donné suite à notre demande.



découvrons alors que son rôle dans les tâches annexes fut conséquent, mais souterrain : elle recopiait en semaine toute la littérature sur le génocide des Arméniens, en vue de la parution de la brochure du CEA, *Le Deuil national arménien*, au début de l'année 1965, mis en œuvre et finalisé par trois hommes. Le partage genré des tâches est présent parmi d'autres communautés diasporiques, comme lors des commémorations de la shoah dans l'après-guerre en France, étudiées par Simon Perego<sup>290</sup>. Toutefois cette implication, en apparence plus en retrait des femmes dans la défense de la question arménienne, ne doit pas masquer que leur engagement a pu prendre d'autres formes, notamment à travers l'engagement caritatif, social et humanitaire, mais non politique, au sein de la CBAF, liée au parti *Dachnaksoutioun*, dont le rôle fût fondamental pour reconstruire la communauté dans l'entre-deux-guerres. Sa mission évolue ensuite après-guerre. Liliane P., née en 1945, qui a participé à Mai 1968 et a écrit dans *Haiïastan*, y milite à partir du début des années 1970. Selon elle, le rôle de la CBAF est « la transmission identitaire auprès des jeunes »<sup>291</sup>, notamment par le biais des colonies de vacances. En 1980, la préoccupation première de la CBAF, selon *Haiïastan*, est « la préservation de notre Culture et la transmission à nos enfants de nos valeurs nationales »<sup>292</sup>. La CBAF, toujours présente aux cérémonies du 24 avril, s'investit aussi pour les prisonniers arméniens accusés d'attentat, comme Max Kilindjian, qui reçoit des visites de militantes de la croix bleue en prison<sup>293</sup>.

Ce corpus, plus long à constituer, car la quête de militantes fut ardue, comporte, comme pour l'ensemble des sources orales, une triple unité, sociale, géographique (les militantes sont toutes nées en France, sauf deux) et démographique. Excepté Anahide Ter Minassian, née en 1929, le groupe de militantes étudié est né entre 1944 et 1959, alors qu'un quart des militants interrogés est né avant 1944. Ce chiffre reflète la faible part des femmes par rapport aux hommes dans le militantisme des années 1960 et un nombre de militantes en hausse dans les années 1970. Au sein du corpus de femmes interrogées, plus de la moitié a été proche de la mouvance *dachnak* (*Nor Seround*, UEAE, CDCA, CBAF) et un peu moins de la moitié a fréquenté Libération arménienne. Deux tiers ont milité à Paris et un tiers à Lyon. Le rapport des militantes au militantisme est variable, allant d'une très forte implication à un investissement moindre.

---

<sup>290</sup> Simon Perego. *Pleurons-les. Op. cit.*

<sup>291</sup> Entretien avec Liliane Pekmezian, octobre 2017.

<sup>292</sup> M.U. « Le 27<sup>e</sup> congrès de la croix bleue, un tournant ». *Haiïastan* n°412-413, février-mars 1980, p. 17.

<sup>293</sup> Comité central de la croix bleue. « La croix bleue arménienne ». *Haiïastan* n°428, janvier 1982, p. 7.

## 2/ La question arménienne au prisme du genre : une histoire en friche

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question de l'émancipation des femmes arméniennes a une historicité sur son territoire d'origine, bien avant son émergence en diaspora. Certes, les femmes arméniennes, gardiennes du foyer, sont sous la dépendance du père, puis du mari. Toutefois, l'émancipation des femmes au sein de la bourgeoisie urbaine se dessine, par l'accès à la scolarisation, parfois occidentale, et les séjours en Europe<sup>294</sup>, dont Zabel Essayan, femme de lettres et femme politique, née en 1878 et décédée en 1943, est l'incarnation. Comme l'étudie Valentina Calzolari, les femmes arméniennes « sortent de leur chambre »<sup>295</sup>. Les études consacrées à la scolarisation des femmes dans l'Empire ottoman, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, analysent leur position « au confluent » d'une culture occidentale et orientale<sup>296</sup>. Cette scolarisation touche aussi les campagnes. Des femmes arméniennes entrent dans des mouvements politiques, dont le parti *Dachnaktsoutioun*. Des révolutionnaires cultivées voyagent et relient le combat pour les libertés des femmes à celui pour l'émancipation de leur peuple, comme Roubina<sup>297</sup>, ou Sossé Vartanian, dite Sossé Mayrig, qui mène des combats dans le Sassoun au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ces femmes sont connues des militantes dans les années 1970.

Tout le peuple arménien est victime du génocide, mais comme l'ont montré Vahé Tachjian<sup>298</sup> et d'autres travaux, la violence est genrée lors du génocide<sup>299</sup>, le sort réservé aux femmes est spécifique. Les hommes sont désarmés et massacrés et les femmes subissent différentes formes de violence : marches dans le désert, enlèvements, conversion de force à l'islam, viols, abandon de leurs enfants. Aussi, après cette expérience traumatisante, qui a disloqué les repères familiaux, générationnels et malmené les frontières du genre, les femmes ont une mission de reconstruction du groupe, notamment par leur fonction reproductrice. En 1918-1920, la

---

<sup>294</sup> En Allemagne, au début du XX<sup>e</sup> siècle, avant le génocide, 5% des étudiants arméniens sont des femmes. Claire Mouradian, Charles Urjewicz, Claudie Weill. « Les étudiants du Caucase en Allemagne. 1900-1914 ». *Russes, Slaves et Soviétiques. Mélanges Roger Portal*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1992, p. 369-392.

<sup>295</sup> Valentina Calzolari. « Comment sortir d'une terne existence ? ». Émancipation féminine et littérature arménienne dans l'empire ottoman à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. *Journée femmes et vie publique : sors de ta chambre !* Université de Genève, 12 mars 2015. L'autrice cite également la romancière Serpouhie Dussap.

<sup>296</sup> Paulette Houbouyan-Coutant. *Les Arméniennes de l'Empire ottoman à l'école de la France*. Paris : Éditions du CERF, 2020.

<sup>297</sup> Anahide Ter Minassian. « Arméniennes révolutionnaires au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle ». In Fouque, Antoinette (dir.). *Le Dictionnaire universel des créatrices*. Paris : Édition des femmes, 2013, p. 265-266. Voir Arménouhie Kévonian, Kéram Kévonian, Anahide Ter Minassian. *Les noces noires de Gulizar*. Marseille : Éditions Parenthèses, 2005 [Rééd. 1993]. Le récit porte sur une femme qui refuse de se marier de force avec un Kurde.

<sup>298</sup> Vahé Tachjian. « Gender, nationalim, exclusion : the reintegration process of female survivors of the armenian genocide ». *Nations and nationalim*, 2009, 15 (1), p. 60-80.

<sup>299</sup> Jocelyne Chabot, Marie-Michèle Doucet, Sylvia Kasparian. « Témoigner malgré tout. Les récits des victimes des Arméniens face aux violences sexuées ». *Études arméniennes contemporaines*, 2016, 7, p. 39-69.

république arménienne au Caucase, où le parti *Dachnaksoutioun* est majoritaire, met le vote des femmes au centre de son programme. Elle est érigée en modèle par des témoins dans leur entretien, quand ils légitiment leur choix politique, puisque ce vote advient « avant la France »<sup>300</sup>. La durée de la république est toutefois trop brève pour entrevoir d'autres horizons. En Turquie, en 1919, une journaliste, Haykanouche Mark, crée la première revue féministe, *Hay Guine*, « Femme arménienne », dont elle veut faire « la citadelle éveillée des causes féministes »<sup>301</sup>, qui questionne la relation entre nationalisme et féminisme<sup>302</sup> et affirme que la survie collective n'est pas incompatible avec le féminisme.

La fin des événements tragiques s'accompagne d'un retour à l'ordre patriarcal. Déjà, une conférence donnée en 1917 en France sur la femme arménienne, par Archag Tchobanian, en faisait un portrait élogieux, figure sacrée et gardienne des traditions : « Les caractéristiques de la femme d'Arménie ont été, et sont toujours, l'attachement profond, presque religieux au foyer, la fidélité inébranlable aux traditions et aux croyances nationales, le dévouement, la modestie, l'amour du travail »<sup>303</sup>. En Arménie soviétique, les femmes perpétuent ce rôle de gardienne de la famille<sup>304</sup>. En diaspora, des associations de femmes se mettent en place, dans les années 1920, comme la CBAF, déjà évoquée. À partir des années 1960, des passeuses jouent un rôle important, comme Houri Ipékian, agrégée de lettres, présidente de la CBAF, ou Anahide Ter Minassian, agrégée d'histoire et pionnière, puisqu'elle est la première femme à organiser un séminaire bi-mensuel dans les années 1970, au 131 boulevard Saint-Michel à Paris sur les mouvements révolutionnaires arméniens<sup>305</sup>, que mentionnent trois militantes et un militant. Mai 1968 a ici joué un rôle sur la réorganisation des savoirs universitaires : leur diffusion, moins formalisée, leur thématique émancipatrice (les révolutionnaires arméniens) et leur ouverture au corps enseignant féminin.

L'historiographie du genre dans l'engagement est foisonnante en France. Elle n'étudie pas la place des femmes dans les mobilisations comme catégorie figée, mais les rapports de domination entre les hommes et les femmes au sein des mouvements et des organisations politiques (discours, pratiques). Nous souhaitons faire émerger les militantes arméniennes dans

---

<sup>300</sup> L'ambassadrice arménienne Diana Abgar est aussi une figure de la république indépendante en 1918-1920.

<sup>301</sup> Anahide Ter Minassian. « Mark Haykanouch ». In Fouque, Antoinette (dir.). *Dictionnaire universel des créatrices*. Paris : Éditions des femmes, 2013, p. 2787-2788.

<sup>302</sup> Ohannes Kilicdagi. « From fail recovery to mutation : Armenian Women and Community in post genocide Turkey ». *Diaspora, a journal of transnational studies*, 2011, vol. 20, n°2, p. 141-151.

<sup>303</sup> Archag Tchobanian. *La femme arménienne*. Conférence tenue à Paris, 18 janvier 1917.

<sup>304</sup> Claire Mouradian, Anahide Ter Minassian. « Permanence de la famille arménienne ». *Évolution des modèles familiaux dans les pays de l'Est européen et en URSS*. Kerblay B. (ed.). Paris : IMSECO, 1988, p. 59-84.

<sup>305</sup> « 1975-1976. Séminaire de madame A. Ter Minassian ». *Haiïstan* n°364, novembre 1975, p. 3.

l'histoire des luttes<sup>306</sup>, selon trois axes qui nous semblent fertiles. Le premier axe porte sur « la contribution des pratiques militantes à la (re) production des rapports sociaux de sexe »<sup>307</sup>. Il permet de questionner les rapports de domination entre les hommes et les femmes au sein des mobilisations arméniennes. Le deuxième axe interroge la part de l'influence « genrée » de l'héritage du territoire d'origine et de celui du territoire d'accueil. Il offre un moyen de saisir les connexions et les réappropriations des référents et des pratiques par les femmes arméniennes. Observer ce qui est lié aux héritages et ce qui se reconstruit en diaspora, où les changements sociaux reconfigurent les rapports hommes/femmes, peut s'avérer fécond quand la dynamique militante des femmes arméniennes s'inscrit dans d'autres parcours d'insurgées, à la fois respectueuses des héritages et critiques des traditions. Le troisième axe interroge le potentiel libérateur de l'engagement<sup>308</sup>.

### 3/ Un contexte français émancipateur

En Mai 1968, l'effervescence politique contribue à questionner le contenu normatif du monde dans les interstices du possible, à Paris et à Lyon. À Paris, Liliane D., née à Paris en 1944, étudiante en sociologie, y participe pleinement. Elle fréquente ensuite l'UEAE et contribue à la fondation de Libération arménienne :

« C'est un moment extra qui fait qu'on peut parler avec tout le monde dans la rue, tout le monde, tout est tombé, toutes les barrières sont tombées, il y a une sorte d'approfondissement. Voilà, c'est surtout ça, les barrières sont tombées, que ce soit à la fac, dans la rue, on se reconnaît [...]. Mai 68 touche comme l'éclair »<sup>309</sup>.

À Lyon, Hilda, venue de Syrie, est lycéenne en Mai 1968. Elle mesure la distance entre le monde occidental et le monde oriental. Voyant dans l'événement un « choc des civilisations et un choc des cultures politiques », elle précise :

« Je trouvais que les Français et les Françaises, les Françaises, car c'était un lycée de filles, étaient trop gâtées, elles demandaient des choses, alors qu'elles avaient tout, par rapport à nous qui étions d'un pays où tout était réprimé, qui était sous contrôle. Mon sentiment c'était : "mais qu'est-ce qu'ils veulent encore ces Français !" [...]. J'ai compris petit à petit les choses et c'est l'année d'après qu'on a commencé à voir les types d'enseignement

---

<sup>306</sup> Dans les études sur le parti *Dachnaksoutioun* et sur la mouvance communiste, quelques pages leur sont consacrées. Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne ou l'utopie en suspens*. *Op. cit.* Astrig Atamian. *La mouvance communiste arménienne*. *Op. cit.*

<sup>307</sup> Olivier Fillieule, Patricia Roux. « Avant-propos ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po, 2004, p. 11-22.

<sup>308</sup> Bantigny, Ludivine, Bugnon, Fanny, Gallot, Fanny. « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre dans l'engagement dans les années 1968*. Rennes : PUR (Coll. « Archives du féminisme »), 2017.

<sup>309</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

changer, quand j'étais en seconde, donc l'année suivante, et en première, l'année d'après, on s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup plus de liberté, on respectait beaucoup plus les desiderata des enfants, enfin des élèves. Mais, même après, je n'ai pas tout à fait compris pourquoi on faisait la révolution en France. C'est bien plus tard, quand j'étais à la fac »<sup>310</sup>.

Plusieurs paramètres modifient l'ordre établi au sein de la communauté arménienne dans les années 1970 et contribuent à l'émancipation des Arméniennes, qui veulent préserver leur appartenance arménienne, tout en s'adaptant à la France, en pleine mutation. Comme pour les militantes d'autres causes en France, l'épaisseur des luttes féministes et de ses ramifications agit sur elles. Sur le plan juridique, l'élaboration de pratiques qui favorisent l'autonomisation des femmes vis-à-vis des hommes<sup>311</sup> est mise en acte par une série de lois entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970<sup>312</sup> et leur statut change structurellement<sup>313</sup>. Sur le plan démographique, il apparaît que dans le corpus, leurs mères sont moins fécondes, signe que le modèle démographique arménien s'est aligné sur le modèle français : la taille de leur fratrie est, pour 80% d'entre elles, semblable à lui, de deux à trois enfants par femme (2,9 en moyenne en France en 1950). Dans la région lyonnaise toutefois, la moitié des militantes interrogées est issue de familles de plus de quatre enfants. Le poids de l'autorité patriarcale y est plus prégnant, en raison des spécificités de l'immigration arménienne, liées à des bassins de main d'œuvre ouvrière, qui ont favorisé les petites Arménies, reliées par des réseaux d'interconnaissance. Aussi, la vie en communauté, plus dense, peut expliquer que le modèle traditionnel arménien soit peut-être plus fort et que l'esprit émancipateur agisse plus souterrainement. Sur le plan socio-culturel, enfants du Baby-Boom, adolescentes pendant les Trente glorieuses, majeures à 18 ans à partir de 1974, elles accèdent à une forme d'autonomie. Les voyages à l'étranger (Inde, Grande-Bretagne) en témoignent, en plus de l'Arménie soviétique et du Moyen-Orient, déjà évoqués, ce qui porte à une douzaine (40%), celles qui ont une expérience de l'éloignement familial. Sur le plan professionnel, enfin, l'acquisition d'un diplôme du supérieur et l'accès au travail hors de la sphère familiale, pour 90% d'entre elles, est gage d'émancipation. Plus de la moitié entre dans le corps enseignant (surtout en sciences humaines), corps très féminisé, dont le lien est étroit avec le tropisme militant, lié au capital culturel accumulé. Si « les assises

---

<sup>310</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

<sup>311</sup> Catherine Achin, Delphine Naudier. « L'agency en contexte, réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France ». *Cahiers du genre*, 2013/2, n°55, p. 109-130.

<sup>312</sup> En 1965, la femme mariée n'est plus considérée comme mineure. En 1967, la loi Neuwirth autorise la contraception. En 1970, l'autorité parentale devient conjointe, ce qui met fin à la puissance du chef paternel. En 1975, le divorce est autorisé par consentement mutuel, ainsi que l'avortement.

<sup>313</sup> Catherine Achin, Delphine Naudier. « Trajectoires de femmes ordinaires dans les années 1970, la fabrique de la puissance d'agir féministe ». *Sociologie*, 2010/1, vol. 1, p. 77-93.

familiales de l'ordre sexué ancien »<sup>314</sup> sont prégnantes, où le père et la mère sont attachés à des sphères bien définies, la sphère publique pour le premier, la sphère domestique pour la seconde, selon le modèle du territoire d'origine, le travail de leurs mères, même s'il a eu lieu encore à domicile dans les années 1960, ne les assigne plus à la seule sphère domestique. Celles-ci, de première ou deuxième génération migratoire, tiraillées entre expérience professionnelle, permettant un processus d'ascension sociale des enfants, et préservation de l'appartenance arménienne, en travaillant au foyer<sup>315</sup>, ont encouragé les études de leurs filles et leur indépendance financière. Toutes les militantes interrogées soulignent le rôle émancipateur du travail, qui leur permet de s'autonomiser et d'être en contact avec le monde extérieur. Elles sont ainsi dans des conditions plus propices à la contestation des normes genrées.

Les témoignages de militantes confirment le déploiement de la « diffusion d'une culture féministe en rhizomes », c'est-à-dire une « circulation de la question de la femme »<sup>316</sup>, un processus critique de pensée, qui opère par infiltration dans le quotidien de nombreuses femmes. La politisation des femmes « par le bas », impulsée par « les années 68 », affirmant que « le privé est politique », et le Mouvement de libération des femmes contribuent à l'inscription de la question femme dans l'arène publique. Si peu de femmes arméniennes s'engagent dans des mouvements féministes, l'esprit féministe contribue à les faire s'interroger sur les rapports hommes/femmes et à forger un espace où la parole est possible.

La décennie des années 1970 peut être découpée en deux. Dans la première moitié des années 1970, les femmes qui ont vécu les premiers mouvements féministes, nées entre 1944 et 1953, côtoient l'UEAE, très irrigué par l'internationalisme, via le brassage des Arméniens de tous les pays. Si la dynamique des peuples en lutte qui réunit les étudiants de l'UEAE est davantage portée par des hommes, un tiers des militantes se situe dans cette micro-génération, sans toujours se côtoyer. Dans notre corpus, certaines fréquentent des groupes politiques français : une milite au PCF, trois-quatre sont proches des spontanéistes, trois se sentent proches des anarchistes, et en Mai 1968, elles assistent à des AG, des réunions et elles manifestent. Puis dans la deuxième moitié des années 1970, alors que les droits des femmes sont avancés, émergent d'autres militantes, nées entre 1954 et 1959, qui n'ont pas participé à Mai 1968, mais dont le langage est porté par l'arrière-plan féministe. Cette phase se prolonge jusqu'en 1979-1980, elle correspond à la phase d'extrême-gauche du mouvement politique Libération

---

<sup>314</sup> Karin Meslin. « Les transformations des rapports sociaux de sexe dans l'immigration cambodgienne en France de 1975 à nos jours ». *Le Mouvement social*. 2008/4, n°225, p. 65-79.

<sup>315</sup> Martine Hovanesian. « Le rôle de la femme arménienne à travers l'histoire ». *Op. cit.*

<sup>316</sup> Bibia Pavard, Christine Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel. *Ne nous libérez pas, on s'en charge*. La Découverte : Paris, 2020.

arménienne et à l'apogée du mouvement féministe en France. Elle coïncide avec de nombreux mouvements pour soutenir les femmes, en Iran par exemple, où vit une communauté arménienne. À Lyon, deux militantes se politisent quand elles viennent étudier à Paris au début des années 1970 et militent à Libération arménienne. Les militantes du parti *Dachnaksoutioun* semblent toutefois moins perméables, à Lyon, à ce contexte, pour les raisons évoquées plus haut.

La fin de ce cycle voit le féminisme s'institutionnaliser en France, alors que la question arménienne prend aussi cette voie, ce qui s'explique en raison de sa captation par le pouvoir politique et aussi à tout cycle de vie militante : en âge d'être mères et installées dans leur travail dans les années 1980, leur militantisme prend des formes différentes, ne serait-ce qu'en raison de leur disponibilité<sup>317</sup>, mais il n'en est pas pour autant amoindri. Lilian Mathieu explique le contraste entre « l'effervescence » des années 1970, qui correspond à la période de jeunesse des militants, et « l'atonie »<sup>318</sup> des années 1980, phase où leur âge est plus avancé, par le cycle de vie. Il n'y a donc pas d'opposition, mais des étapes biographiques différentes dans le parcours des militant(e)s.

---

<sup>317</sup> Lilian Mathieu. *Les années 1970 : un âge d'or des luttes ? Op. cit.*

<sup>318</sup> *Ibid.*

## B) Des mobilisations arméniennes genrées

L'étude des rapports genrés au sein des mobilisations arméniennes propose de s'appuyer sur les clés de lecture historiographique d'autres mobilisations : les militantes du parti communiste<sup>319</sup>, de mouvements d'extrême-gauche en France<sup>320</sup> et d'autres pays<sup>321</sup>. Cette mise en perspective permet de mettre en lumière deux points convergents. Ces mouvements politiques, qui questionnent l'articulation entre la cause défendue et la question de l'émancipation des femmes, mettent à jour des rapports de domination. Ils montrent aussi que ces rapports sont éludés, voire « escamotés » par les militantes, qui refusent de voir la domination, en raison de la noblesse de la question politique pour laquelle elles luttent et de la nécessité de rassembler le plus de forces. Quelques caractéristiques communes se dessinent ainsi parmi les parcours de militantes, même si d'autres voies sont possibles.

### 1/ Les configurations genrées des mobilisations arméniennes

#### -Une éducation genrée

En France, le poids du patriarcat est fort dans les années 1970<sup>322</sup>. Il imprègne la communauté arménienne dans toutes les classes sociales. La venue d'Arméniens du Moyen-Orient, plus ancrés dans la tradition, le maintient, comme le soulignent des militantes. L'esprit protestataire des années 1970 côtoie une socialisation familiale des militantes marquée par le modèle patriarcal arménien, qui s'exprime par le contrôle sur les jeunes filles. Certaines militantes perçoivent leur éducation de fille comme ayant été plus surveillée. Deux militantes de Libération arménienne, nées en 1956, rappellent le contrôle familial qui pèse sur elles. Valérie, à Paris, mentionne sa participation à une manifestation alors qu'elle a 25 ans, en septembre 1981. Sans la présence d'un membre masculin de sa famille, elle ne peut s'y rendre:

---

<sup>319</sup> Geneviève Dermendjian, Dominique Loiseaux. « Itinéraires de femmes communistes ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme. Op. cit.*, p. 93-113.

<sup>320</sup> Laure Fleury. « À la croisée du politique et de l'intime : le militantisme en couple dans les organisations maoïstes ». In Collectif de la Grande Côte. *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*. Lyon : Presses universitaires de Lyon (Coll. « Actions collectives »), 2018, p. 301-320.

<sup>321</sup> Valérie Pouzol. « Genre et militantisme pour la paix en Israël. 1948-2003 ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme. Op. cit.* p. 261-276.

<sup>322</sup> Michelle Perrot. « Les relations hommes femmes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Quelle histoire ? ». Femmes contre les violences. *Hommes et migrations*, mars-avril 2004, n°1248, p. 6-13.



« Dans ma famille à moi, c'était quand même des gens très traditionnels. J'avais un frère notamment qui avait le même âge que moi, il avait le droit de tout faire, moi je n'avais pas le droit. Par exemple pour aller soutenir les garçons, lors de l'opération Van [prise d'otages du consulat de Turquie à Paris, le 24 septembre 1981], il a fallu que mon frère vienne, sinon je ne pouvais pas y aller. J'ai appelé tous mes copains »<sup>323</sup>.

C. pose un regard identique sur l'éducation stricte des jeunes filles à Lyon :

« À 25 ans à l'époque, on était encore des petites filles. Bon là, j'avais 18, 17 ans, il y avait plein de choses qu'on n'osait pas faire. On était très très surveillé par mon père, mon père me surveillait. Quand je sortais de l'école, il fallait vite que je rentre [...]. À l'époque quand vous avez 20 ans, chaque fois que vous faites un truc vous le faites en cachette de vos parents »<sup>324</sup>.

En raison de la dislocation des liens familiaux, due au génocide et au déracinement, les jeunes s'opposent rarement à leurs parents et les jeunes filles encore moins. Respectueuses de leurs parents, elles ne se construisent pas en opposition à eux. La figure du père est crainte, redoutée ou admirée. Un tiers des militantes se souviennent d'un père sévère ou autoritaire (mais l'est-il alors plus que dans d'autres familles françaises ?), qui fait régner l'ordre. Un autre tiers des militantes évoquent un père avec lequel les échanges se font sur un modèle horizontal. Les profils varient selon les situations familiales et sociales : mixité des parents, place dans la fratrie, origine sociale et capital culturel, qui n'est pas toujours lié au milieu social.

Dans leur entretien, quelques femmes interrogées semblent avoir intériorisé un rapport plus affectif au militantisme, en raison de leur éducation, au point de ne pas savoir rationaliser leurs choix et d'agir sous le coup de l'émotion [souligné par nous]. Ainsi s'exprime Valérie :

« J'avais un gros défaut, ma mère disait que j'avais un gros défaut, j'avais tellement d'amour pour les Arméniens, que je ne voyais pas d'Arméniens mauvais. [...]. Je n'étais pas assez libre, j'ai un papa sévère [...], donc on n'avait pas beaucoup de liberté, entre guillemets »<sup>325</sup>.

Le témoin met en relation directe son éducation genrée et son rapport au militantisme, qui n'est pas pensé dans un système d'explication globale, mais dans un rapport émotionnel au monde. Estimant qu'elle n'a pas « l'intelligence de la politique »<sup>326</sup>, elle réduit son rôle à celui d'exécutrice. Pourtant, son engagement pour la cause arménienne a été très dense, comme en témoigne sa participation à plusieurs manifestations, étudiées dans la partie III. D'autres femmes interrogées minimisent leur rôle dans le militantisme, comme si elles n'en possédaient pas les compétences, résultat d'une « différenciation genrée inculquée en priorité au cours de

---

<sup>323</sup> Entretien avec Valérie Gortzounian, novembre 2017.

<sup>324</sup> Entretien avec C., juillet 2019.

<sup>325</sup> Entretien avec Valérie Gortzounian, juin 2017.

<sup>326</sup> *Ibid.*

la socialisation primaire »<sup>327</sup>, pendant l'enfance. Elles reproduisent l'idée qu'étant des femmes, elles disposent d'une moindre aptitude à théoriser et ne peuvent ainsi questionner la domination masculine, comme si la disposition à conceptualiser avait davantage été intégrée au cours de la socialisation lors de l'enfance par les hommes.

#### -Une division genrée du travail militant

Première caractéristique commune entre les militantes arméniennes et les militantes d'autres mouvements politiques des années 1970, l'organisation du travail militant reproduit les hiérarchies où la seule légitimité est masculine, par une division genrée des fonctions dirigeantes, des pratiques militantes et des actions manifestantes. La socialisation durant l'enfance inculque des dispositions où les rôles, assignés, autorisent les hommes à s'approprier ce qui les met en valeur et où les femmes sont plus en retrait. L'engagement peut avoir tendance à « reconduire les rôles de genre »<sup>328</sup>. Concernant les fonctions dirigeantes, sur le corpus de femmes interrogées, si quelques unes prennent la parole en meeting et écrivent des articles, aucune ne dirige le mouvement à proprement dit, qui reste une fonction masculine. À Paris et à Lyon, les dirigeants du parti *Dachnaksoutioun* sont des hommes, souvent installés socialement, même si des femmes jouent un rôle actif. À Paris, au sein du mouvement politique Libération arménienne, si le collectif l'emporte à la fin des années 1970, il semble que les décisions soient davantage prises par des hommes ensuite. À Lyon, malgré la dimension collégiale, le mouvement semble avoir été porté par un homme, même si sa sœur joue un rôle clé.

Cette inégale répartition des rôles se retrouve dans les pratiques militantes. Aux hommes, les tâches valorisantes et la prise de parole publique, aux femmes, les tâches de l'ombre, comme la prise de notes en réunion, la traduction (de l'arménien ou du russe vers le français) d'articles, les photocopies, la vente de leur journal, les visites aux prisonniers politiques, que les femmes évoquent en proportion plus que les hommes. Isabelle confirme le partage hiérarchisé des tâches entre les décideurs et les exécutrices, la monopolisation par les hommes de certaines tâches, dont le souvenir est toujours vivace :

---

<sup>327</sup> Laure Fleury. « À la croisée du politique et de l'intime : le militantisme en couple dans les organisations maoïstes ». *Op. cit.*

<sup>328</sup> Bantigny, Ludivine, Bugnon, Fanny, Gallot, Fanny. « Introduction. Le genre de l'engagement. Enjeux historiques et politiques ». *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? ... Op. Cit.*, p. 7-14.

« Il y avait le côté macho. Ils ont été élevés par des femmes, ces hommes arméniens, qui les laissent penser qu'on était là pour les servir. Dès ma première année au *Nor Seround*, j'étais déjà en grande révolte. J'étais féministe sans le savoir, ça m'insupportait, et donc évidemment dans la partie militante, on faisait le boulot et après il y avait des hommes, j'allais dire sortis de nulle part, mais on les connaissait, qui arrivaient, qui prenaient la parole et qui s'appropriaient le boulot qu'on avait fait et ça me mettait hors de moi. [...]. Un Arménien, qui est notre client et prenait de la publicité [nous dit]: "ah les petites abeilles, les petites abeilles", et ça m'a mis en rage, en rage. J'étais hors de moi : "Qu'est-ce-que vous croyez ? Comme on est des femmes, on est bonnes qu'à exécuter, et vous croyez qu'on n'est pour rien dans toute la conception ?". Ça m'avait mis hors de moi et maintenant aussi ça me met hors de moi »<sup>329</sup>.

La référence aux abeilles dit bien la délégitimation des femmes : leurs seuls atouts sont le labeur et leur nombre, mais elles ne sont pas assez prises au sérieux, puisqu'elles « butinent ». À Lyon, V., militante à Libération arménienne, évoquant la distribution d'un tract en 1980, critique vis-à-vis du parti *Dachnaktsoutioun*, exprime une forme d'intériorisation normée des directives des militants : ils produisent le tract, les femmes le distribuent, et cela, même si elles ne sont pas toujours d'accord avec son contenu.

Quant aux actions manifestantes, les femmes sont moins nombreuses à y participer. Ainsi dans les manifestations, elles sont un gros tiers en moyenne dans les sept listes de manifestants interpellés en janvier 1972 à Paris, le 24 avril 1976 à Paris et à Lyon, le 24 avril 1977 à Paris et plus tard, en janvier 1984, lors des trois manifestations liées à la défense de prisonniers, auteurs d'une prise d'otages à Paris, le 24 septembre 1981. Après les interpellations, le 24 avril 1976, dans les deux villes, elles sont relâchées avant leurs camarades, comme le 3 mai 1968 à Paris, signe d'un comportement genré de l'ordre policier à leur égard. Dans les répertoires d'action mettant en scène un imaginaire guerrier, elles sont peu présentes. Par exemple, lors d'une double action d'éclat, en avril 1973, contre des bâtiments turcs, l'action la plus dangereuse, des grenades lacrymogènes lancées dans le consulat turc, ne semble avoir été réalisée que par des hommes, même si au moins une femme est présente lors du jet de seaux de peinture à la Turkish Airlines. De même, elles ne sont pas présentes lors des deux actions d'éclat menées contre l'URSS, en novembre et décembre 1978, et lors des deux grèves de la faim, en février 1979 et en janvier 1982. Lors de l'occupation de la Turkish Airlines, en juin 1981, sur une liste de seize noms, deux sont des femmes. Lors du procès des quatre prisonniers politiques, auteurs de la prise d'otages du consulat turc, en septembre 1981, le 25 janvier 1984, une femme, sur neuf activistes, s'enchaîne sur les grilles du Palais de justice (une institutrice, née en 1961). Certaines actions sont appréhendées différemment selon le genre, plus glorifiées

---

<sup>329</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018.

par les hommes, rabaisées par les femmes. Ainsi à propos du sit-in, le 24 avril 1976 à Lyon, des hommes y voient une forme de revendication. Les femmes, quant à elles, se remémorent la joie d'en avoir été, mais expriment un sentiment d'échec, car à peine le dispositif est-il mis en place, que le processus en est empêché, témoin de la négation de la présence arménienne dans l'espace public.

Cette répartition inégale des tâches se retrouve dans la lutte armée, associée à la masculinité et à la virilité. Aucune femme interrogée n'est allée en prison (4% des hommes interrogés)<sup>330</sup>, même si des Arméniennes, originaires d'autres pays que la France, s'engagent dans la lutte armée, comme Suzy Masseredjian, au Liban, arrêtée en 1980. Parmi les listes de noms répertoriés par les RG comme soutenant des mouvements politiques, 13 femmes sont mentionnées sur 61 noms, soit 20%<sup>331</sup>. Une autre liste, comprenant une vingtaine de noms d'activistes, mentionne quatre Arméniennes nées en France, comme étant liées aux réseaux de clandestinité. Leur rôle est surtout celui d'agent de liaison avec les combattants armés ou comme médiatrice de flux financiers. Quelques Arméniennes du Moyen-Orient (du Liban et d'Iran), venues en France et logeant à la MEA, sont soupçonnées de soutenir la lutte armée au début des années 1980<sup>332</sup>, en raison de leur origine étrangère.

## 2/ Militantisme et vie familiale

40% des femmes interrogées militent en couple (11 sur les 27 femmes arméniennes interrogées) : il n'y a pas ici de spécificité arménienne<sup>333</sup>. Le nombre élevé de militant(e)s en couple est une situation caractéristique de nombreux militantismes où l'engagement est total et du cas arménien, où les liens familiaux sont très denses. La force de l'investissement explique que la frontière entre la vie privée et la part de vie consacrée au militantisme est ténue, c'est le fondement de la « matrice conjugale de l'engagement » où « l'entre-soi militant »<sup>334</sup> est recherché. Aussi, le militantisme mêlé à l'intime est rendu nécessaire par la forte conscience de

---

<sup>330</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), 1983. Rapport des RG, 5 janvier 1984. La conjointe d'un militant, non Arménienne, va en prison avec lui en 1982, pour de faux papiers.

<sup>331</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Note des RG, 2 octobre 1980.

<sup>332</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Extrémistes arméniens. Identifications », 24 septembre 1981.

<sup>333</sup> Lors d'un entretien avec un militant, sa femme, Arménienne d'Iran ayant migré en Italie puis en France, intervient plusieurs fois.

<sup>334</sup> Laure Fleury. « À la croisée du politique et de l'intime : le militantisme en couple dans les organisations maoïstes ». *Op. cit.*

l'appartenance au groupe et cela d'autant plus que les Arméniens sont peu nombreux. Les domaines de vie sont étroitement imbriqués et tout est subordonné au militantisme, l'implication étant maximale, comme dans d'autres organisations politiques. Étant donné la prégnance du modèle familial et la socialisation au travers des organisations arméniennes, la rencontre amoureuse a lieu parfois lors des activités militantes. Plusieurs militants évoquent les bals au *Nor Seround*, les camps de Bellefontaine, autant d'occasions de rencontres. Le militantisme constitue ainsi une opportunité pour développer des sociabilités amoureuses. Tikran, militant au parti *Dachnaktsoutioun*, qui anime les camps de Bellefontaine, précise (en riant) pour la fin des années 1960 : « on a réussi, on a eu une bonne récolte, 15 couples se sont formés à cette époque ! »<sup>335</sup>.

Pour les Arméniens, comme pour les Arméniennes, le militantisme n'est pas l'écorce de leur vie, mais la résine, puisqu'il irrigue tout. Être en couple avec un Arménien correspond au rôle attendu des femmes en diaspora, pour favoriser la survie du groupe, dans la continuité de l'après-génocide, qui a vu la mort de masse des hommes. Aussi, pratiquer l'endogamie, cinquante ans après la venue des Arméniens en France, est un moyen de rester arménien, à la manière des Polonais de l'entre-deux-guerres, étudiés par Philippe Rygiel : « L'union de deux jeunes gens de même origine peut être comprise à la fois comme l'expression du poids de la culture des parents sur le destin et le choix des enfants et comme le révélateur de leurs choix identitaires, voire comme le signe de l'évidence de l'existence du groupe défini par une commune origine en tant que groupe socio-ethnique »<sup>336</sup>. Ainsi, excepté trois femmes, deux à Libération arménienne et une au CDCA, dont les conjoints ne sont pas arméniens, toutes les autres ont des conjoints arméniens. Ce chiffre s'inscrit en faux avec le pourcentage de mariages mixtes alors en cours dans les années 1970 et au début des années 1980 chez les Arméniens (les trois quarts de la communauté). Plusieurs militantes évoquent spontanément le fait qu'elles ne se voyaient pas épouser un non Arménien. Les unions entre militants unissent des Arméniens qui ne sont pas de la même origine géographique : des Arméniennes du Moyen-Orient sont en couple avec des Arméniens nés en France et des Arméniennes de France épousent des Arméniens d'Iran ou du Liban.

Au sein des unions militantes, comme dans d'autres militantismes, des rapports inégaux se dessinent, qui prennent plusieurs formes, dont celle de la fascination envers le mari, quand il

---

<sup>335</sup> Entretien avec Tikran Shirvianian, décembre 2017.

<sup>336</sup> Philippe Rygiel. « Dissolution d'un groupe ethnique. Origine des témoins et des conjoints des enfants des familles polonaises implantées dans le Cher. 1940-1975 ». *Le Mouvement social*, avril-juin 2000, n°191, p. 69-89.

est, en tant que combattant de l'ASALA, héroïsé. Valérie, qui se considère comme étant moins dotée en capital culturel, dit ici son admiration pour son conjoint, Arménien du Liban :

« Mon mari, le faire de vivre avec lui, ça m'a appris plein de choses. L'impérialisme, je ne savais pas ce que c'était en réalité, je ne connaissais pas bien la cause palestinienne. Il m'a appris beaucoup de choses, l'injustice, la lutte, pourquoi on lutte, et [le fait] qu'on peut, peut-être, par la lutte, arriver à des choses, que c'est possible. Oui mon mari m'a appris beaucoup de choses et sans être marxiste, il m'a rendue plus riche en tout cas de tout ça. Moi, je suis très admirative de Mike et de ses frères et des gens qui ont pu se battre pour une cause étrangère, comme la cause palestinienne »<sup>337</sup>.

Ce rapport inégal au sein du couple se retrouve dans la maîtrise des savoirs. Dans le duo, les rôles sont genrés : au mari, les connaissances théoriques, à la conjointe, une position plus en retrait, ainsi lors d'un entretien avec une militante, son conjoint interrompt parfois sa compagne, pour rectifier la construction de l'axe idéologique.

Le rapport à la maternité est semblable à celui des militantes françaises. Les militantes font souvent le parallèle entre leur vie militante et leur vie personnelle et familiale, situant leur parcours militant par rapport à leurs enfants. En outre, être mère constitue une rupture biographique, « ponctuant » l'activité militante, sans y mettre fin. Les contraintes de la vie familiale et des tâches domestiques sont contournées. Le militantisme reprend toujours sous une forme ou une autre, parce qu'il implique souvent la famille et peut être plus facilement articulé avec elle, ainsi s'exprime Hilda :

« J'allais me marier, j'étais en train de terminer mes études et de commencer à travailler. On m'a posé la question de savoir si je continuais [de militer], après mon mariage, j'ai dit : "je ne sais pas", alors que c'était essentiel pour moi. J'ai voulu rester, je suis restée. Mais c'était des années un peu brouillées, mon rôle n'était pas un rôle particulier, j'étais la jeune recrue »<sup>338</sup>.

On peut aussi faire l'hypothèse que le militantisme a des conséquences sur la trajectoire de vie des militantes. Dans notre corpus, sur 27 femmes arméniennes, un quart n'a pas eu d'enfants, 20% en ont eu un seul, souvent plus tardivement, et l'ont élevé seule. Il est difficile de démêler dans ce cas de figure ce qui a trait au militantisme et à ce qui est lié à d'autres facteurs.

---

<sup>337</sup> Entretien avec Valérie Gortzounian, juin 2017.

<sup>338</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

### 3/ La question du genre au sein des mobilisations arméniennes, un impensé ?

-Deux hypothèses

Le travail sur les populations immigrées victimes d'un traumatisme profond semble montrer que les rapports hommes/femmes restent identiques. La question arménienne surdétermine tout le reste. Nulle vision univoque ici des populations immigrées arméniennes : il y a une singularité des individus qui n'est pas une singularité arménienne. Trois caractéristiques communes se dégagent concernant le genre, dans les mobilisations arméniennes et les autres mobilisations. Si quelques femmes ont joué un rôle dans le processus décisionnel, surtout celles plus dotées en capital culturel, il apparaît, d'une part, que la plus faible part des femmes dans les actions protestataires, attestées par les archives publiques, qui permettent de quantifier, confirme l'hypothèse d'une inégale répartition des rôles au sein des mobilisations arméniennes. D'autre part, il ne se dégage pas de spécificité des mobilisations arméniennes, en ce sens que l'émancipation des femmes est, comme pour d'autres causes politiques, secondaire par rapport à la cause défendue<sup>339</sup>. Enfin, ces rapports masculin/féminin inégaux ne sont pas toujours reconnus par les militantes et 40% d'entre elles considèrent les rapports entre militants comme égaux. Certaines s'interrogent sur la pertinence de notre questionnement portant sur les rapports hommes/femmes au sein des mobilisations arméniennes. Une militante nous a ainsi reproché de nous égarer. Est-ce pour spécifier la singularité de la question arménienne ? Et pourquoi devrait-il y avoir une question liée au genre, dans les mobilisations arméniennes ? Il semble donc intéressant d'interroger quelles sont les raisons du refus de certaines militantes de voir les rapports inégaux entre hommes et femmes au sein des mobilisations arméniennes, alors que de nombreux indices en témoignent. Deux hypothèses, communes à d'autres mobilisations, sont à envisager.

La première hypothèse, formulée par les militantes elles-mêmes, est liée à la volonté de ne pas cliver, en raison d'une priorisation des luttes. Tout semble être subordonné au projet politique et national et cela d'autant plus en raison de la faiblesse numérique des Arméniens, qui rend nécessaire de réveiller toutes les forces militantes. Il faut faire nombre et ne pas se diviser. Ne pas mettre en avant le féminisme est un moyen de mettre la défense de la question arménienne au-dessus de tout. La remise en question de l'interrogation sur l'inégalité des rapports hommes/femmes, au sein des mobilisations arméniennes, est liée au fort sentiment

---

<sup>339</sup> Vincent Vilmain. « Myriam Shaeh, féministe et nationaliste juive, 1967-1956 ». *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2007, n°11, p. 135-148.

d'appartenance au groupe, qui subsume tout clivage. Se battre pour les droits spécifiques des femmes arméniennes serait contraire aux objectifs des mouvements politiques arméniens, centrés sur le groupe, son unicité et son indivisibilité. Ainsi, une militante, restée anonyme, exprime son point de vue dans un entretien au journal *Hay Baykar* : « Les mouvements féministes ont raison, et doivent exister, mais pour le mouvement féministe arménien, je prétends qu'il faudrait d'abord être arménien, ce qui n'est pas évident pour tout le monde, puis après se poser la question de la condition de la femme [...]. Que les femmes créent des demi-scissions dans un mouvement déjà existant, non, ça crée une dispersion des forces. [...]. Mais quand même, en tant que femme, je me sens proche autant des femmes arabes que des femmes françaises »<sup>340</sup>. Les travaux portant sur les rapports entre féminisme et lutte politique vont dans ce sens : le sentiment d'appartenance collective au groupe semble masquer les rapports de sexe<sup>341</sup>, il fait « écran, en partie du moins, aux inégalités genrées habituelles »<sup>342</sup>. Par exemple, les combattantes, lors de la guerre d'Algérie, ont dénoncé la torture avant les rapports de domination des hommes sur les femmes.

La seconde hypothèse est liée à la nécessité existentielle et viscérale de s'inscrire dans une dynamique de luttes, qui peut être appréhendée comme une victoire pour les femmes qui ne voient pas la domination. Militer aux côtés des hommes leur donne l'impression qu'elles sont leur égale. La cause arménienne, c'est-à-dire la transformation de la question arménienne en lutte politique, nécessite la participation de tous, aussi elle est dans une indifférenciation, indépendante du sexe. Hilda affirme qu'elle n'a jamais éprouvé de différenciation de la part d'autrui :

« Je ne me suis jamais posé la question. On ne m'a pas fait sentir que j'étais une femme différente des hommes dans le milieu militant. On m'a toujours considérée comme égale, je n'ai pas eu des réflexions. C'est beaucoup plus tard, quand j'ai commencé à avoir des fonctions importantes. Pour nous, ce n'était pas important, ce n'était pas une fonction avec un titre. C'était très collégial, c'était extrêmement collégial, il n'y avait pas du tout de chef»<sup>343</sup>.

---

<sup>340</sup> « Elle parle... ». *Hay Baykar* n°10, avril 1978, p. 6.

<sup>341</sup> Clémentine Comer, Bleuwend Lechaux. « Vivre un double combat mais à quel prix ? Les rapports "contrariés" des femmes gauchistes au féminisme ». In Bérout, Sophie, Fillicule, Olivier, Masclet, Camille, Sommier, Isabelle avec le collectif Sombbrero. *Changer le monde, changer sa vie... Op. cit.* p. 485-511.

<sup>342</sup> Laure Fleury. « À la croisée du politique et de l'intime... ». *Op. cit.*

<sup>343</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.



## -Des hommes pleurent

Une autre hypothèse explicative de la mise à l'écart de la dimension genrée des mobilisations arméniennes par les femmes est la sidération engendrée par le génocide, qui a été traumatisant pour tous, hommes et femmes. Cette sidération s'exprime à travers des flots d'émotion lors des entretiens, plus particulièrement les larmes, ponctuées par des silences et une voix brisée, qui rendent audible et visible la souffrance, qu'aucune autre source ne pourrait mieux exprimer. La mémoire du passé, ainsi dévoilée, recèle des éclats de douleur. Or, si les larmes sont associées à des stéréotypes de genre, aucune femme ne pleure en entretien, alors que huit hommes pleurent (10% du corpus de militants), souvent en début d'entretien, à l'évocation de souvenirs familiaux ou militants, notamment à propos de combattants arméniens décédés. L'ancien responsable de Libération arménienne, à propos du geste de Kurken Yanikian, qui a abattu deux diplomates turcs en 1973, à 78 ans, affirme, en début d'entretien : « J'étais énervé, quand j'étais jeune, contre les vieux qui pleuraient, là c'est moi qui pleure, ça remue, ça vit »<sup>344</sup>. Surpris par ses propres larmes, il les associe à sa démarche d'entretien et à son retour sur le passé. Quant à l'ancien responsable du *Nor Seround*<sup>345</sup>, il s'émeut à l'évocation de l'attentat suicide de cinq Arméniens, à Lisbonne, le 27 juillet 1983.

Notre approche, qualitative, ne prétend pas être exhaustive. Malgré un petit échantillon, nous pouvons tenter de formuler une hypothèse sur ces pleurs au présent sur le passé. Ils expriment peut-être des rapports masculins/féminins non modelés exclusivement sur le genre et témoignent, rétrospectivement, d'une inversion des rapports classiques de genre. Ils révèlent, des décennies plus tard, la culpabilité des hommes, désarmés et massacrés pendant le génocide et qui n'ont pu assurer la sécurité des leurs. En outre, toute leur vie d'homme les ayant assignés à contenir leurs émotions, le dispositif de l'entretien, alors qu'ils ont plus de 60 ans, est une forme de libération. Cela pourrait corroborer le fait que certains militants se disent attachés à l'égalité des rapports entre les deux sexes, comme Maurice, professeur de philosophie, militant au CDCA en région Rhône-Alpes au milieu des années 1970, qui affirme: « la cause arménienne, c'est des affaires d'hommes et de femmes »<sup>346</sup>, ou encore des militants de Libération arménienne. En creux, l'absence de pleurs parmi les femmes témoigne peut-être du rôle attendu de la femme après le génocide : celui de perpétuer l'appartenance arménienne avec force pour assurer la survie du groupe. Ici se distingue peut-être une singularité arménienne.

---

<sup>344</sup> Entretien avec Ara Toranian, juin 2017.

<sup>345</sup> Entretien avec Mourad Papazian, mai 2023.

<sup>346</sup> Entretien avec Maurice Dolmadjian, octobre 2017.

## C) Des formes d'émancipations militantes : connexions et mimétismes

### 1/ L'agency et l'horizontalité : le langage du féminisme

Le contexte protestataire des années 1970 et des dispositions propices à l'opposition nourrissent le militantisme, qui en retour alimente des ressources pour poser un regard critique sur le monde social, questionner les rapports hommes/femmes et les rôles alloués à chacun. Pour concilier une socialisation qui veut préserver la tradition et qui peut être vécue comme étant en tension avec le contexte émancipateur, favorable à la politisation des femmes, les stratégies de détournement ou d'accommodement sont multiples. Migrantes, filles ou petites filles de migrantes, elles savent se saisir d'un agir, leur permettant « de se réinventer comme être social et comme personne, parce qu'un agir leur est permis, dont beaucoup savent faire usage »<sup>347</sup>. L'agency désigne « la capacité d'agir, de s'émanciper des rapports de domination »<sup>348</sup> et des rapports sociaux genrés. Il caractérise la position des femmes prise dans la marge de manœuvre qu'elles s'arrogent pour s'opposer, dans des niches et les entre-deux du quotidien. Comment les militantes arméniennes peuvent-elles alors concilier leur émancipation en tant que femme avec leur militantisme et comment s'organisent les rapports entre féminisme et projet national ?

La première voie choisie par les militantes est de s'exprimer dans le creux des témoignages. Elle consiste à cloisonner le féminisme et à le réduire à des problèmes domestiques. Si le féminisme est présent dans leur vie, il ne s'exprime pas dans le cadre de la lutte arménienne, comme en témoigne l'article déjà cité de *Hay Baykar*. La défense du féminisme est exprimée de manière détournée. La mise en mots de la domination et la conscience du genre sont formulées dans les interstices : les militantes sont féministes « sans le savoir », comme l'affirme Isabelle<sup>349</sup>. Le féminisme est une sorte d'annexe, qu'on ne met pas en avant pour s'émanciper. L'adhésion au modèle masculin peut s'inscrire dans cette démarche. Quand les militantes revendiquent leur féminisme, elles s'excusent presque de l'être, lui associant parfois un adjectif péjoratif, dévalorisé par le regard masculin. Dans le même temps, elles se masculinisent et se comparent aux hommes, comme A., qui rejette ce qui est féminin et affirme une représentation masculine de l'engagement, dont le rire permet d'accompagner la revendication féministe :

---

<sup>347</sup> Philippe Rygiel. « Du genre de l'exil ». *Le mouvement social*, 2008/4, n°225, p. 3-8.

<sup>348</sup> Catherine Achin, Delphine Naudier. « L'agency en contexte, réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France ». *Op. cit.*

<sup>349</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018.

« Oui, je suis une sale féministe. Comme dirait le père de mon fils [rires ...]. Je n'ai jamais été très féminine, donc voilà, je ne me pose pas de question [rires], je n'ai jamais été féminine, ça ne m'intéresse pas, ce n'est pas un critère »<sup>350</sup>.

Le féminisme est aussi rattaché à leur appartenance de femme occidentale. Hilda, qui rentre en Syrie régulièrement voir sa famille, associe son féminisme à la place des femmes dans la société française, elle le formule ainsi :

« Je me rendais compte que dans mes attitudes, notamment sur la question des femmes, alors je n'étais plus du tout une moyen-orientale. J'étais très très conditionnée par le mouvement féministe. Je ne l'ai pas du tout été, mais je me suis retrouvée, si vous voulez, pour la place de la femme dans la société. J'ai eu ma place dans la société, sans réfléchir au fait d'être femme [...]. Arménienne, Française, tout ça, la question ne se pose pas, mais dans tout ce qui est sentiment d'injustice, je suis en même temps très très Française »<sup>351</sup>.

D'autres militantes mettent ainsi en avant leur chance d'être en France et non plus sur le territoire de l'ancien Empire ottoman, où la femme était dépossédée de tout. Elles inscrivent leur féminisme à leur part d'histoire française, comme l'exprime C. :

« Moi, j'ai toujours dit que le massacre des Arméniens, la seule chose positive, c'est que nous les femmes, on n'est pas en Anatolie. J'ai un très gros problème avec l'autorité, comment dire, patriarcale. Vous savez, je me rappelle ces ouvrages, plein de beaux ouvrages sur l'Arménie ancienne. Vous voyez la femme, elle n'avait pas le droit de parler, elle avait le droit de murmurer, que lorsqu'elle a un fils... et encore elles ne parlaient qu'entre femmes »<sup>352</sup>.

La deuxième voie passe par la politisation du privé et par la critique des rapports genrés au sein du militantisme arménien. Ainsi, 60% des militantes verbalisent les rapports inégalitaires entre militants. Isabelle, militante au *Nor Seround*, puis au parti *Dachnaksoutioun*, refuse d'être une « boniche », terme tourné en dérision par de nombreuses féministes dans les années 1970, au service d'un homme. Elle s'exprime ainsi :

« Quand je suis arrivée au *Nor Seround*, la première année donc, j'ai remarqué une chose d'abord très choquante, c'est que le 15 août, on faisait une grande fête. Quand les parents venaient à cette grande fête, les mamans se retrouvaient toute la journée en train de laver le linge de leurs garçons. Moi, quand j'avais 16 ou 15 ans [en 1971-1972], un des garçons est venu me voir en me disant : "tu ne veux pas me laver mon tee shirt ?". Les bras m'en sont tombés. J'ai dit : "Déjà je n'aime pas laver mon linge, je ne veux pas laver ton linge". Il a trouvé une autre fille qui l'a fait. Très naturellement, je trouvais inacceptable. Voilà, je disais aussi : "moi je ne veux pas

---

<sup>350</sup> Entretien avec A., juin 2017.

<sup>351</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

<sup>352</sup> Entretien avec C., juillet 2019.

me marier pour être la boniche d'un homme et pour lui laver ses chaussettes sales", et j'avais vraiment ce sentiment très fort en moi, qu'un homme en fait ça voulait se marier pour avoir une servante à la maison »<sup>353</sup>.

Elle affirme ainsi que la femme ne veut plus jouer de rôle secondaire, en politisant les tâches domestiques. Le terme « boniche » est synonyme d'oppression patriarcale, dans laquelle toutes les femmes peuvent se retrouver. Cette conscience de la domination masculine n'est pas circonscrite aux Arméniens, elle concerne tous les hommes. Elle peut se superposer à la catégorie de la classe, dans le cadre du travail.

La troisième voie, politique, s'exprime à travers le rejet des formats traditionnels de l'engagement : « l'engagement permet de déjouer les rôles de genre »<sup>354</sup>. Il prend deux formes. D'une part, le choix d'adhérer à un mouvement politique différent de celui de la mère ou du père participe à la construction d'un itinéraire personnel pour se démarquer des aînés. Par exemple, en faisant le choix de Libération arménienne, une militante s'oppose à son père, militant à l'UCFAF. Quelques militantes (20%) affirment que leur père était de droite et elles de gauche. C'est le cas de V., née en 1956 à Cavaillon, qui explique son choix de militer à Libération arménienne, à Lyon, en raison de la dimension collégiale du mouvement et de son ouverture, à l'origine de la présence importante de femmes à la fin des années 1970 :

« Contrairement à ma culture familiale, j'ai toujours eu l'idée de fraternité, d'unité, toujours des idées de gauche. Pour moi ce qui a porté, c'est d'être à l'horizontal avec les gens qui m'entouraient et pas dans un système hiérarchique, donc forcément tout ce qui était lutte contre le totalitarisme me convenait. D'ailleurs c'est ce qui a entraîné cette idée de justice. Mes parents étaient plutôt de droite, des artisans, oui, on se disputait souvent, notamment avec mon père »<sup>355</sup>.

D'autre part, les militantes rejettent le système partisan. Satenig, née en 1953 à Chaville, indique :

« J'ai une répulsion à m'affilier à quoi que ce soit [...]. Je ne veux pas être dans la discipline. Je suis d'avant-garde [...]. On est contre les partis, on a l'impression d'être les vraies héritières de la cause arménienne, les autres [les parents] sont assimilés. [...] J'ai eu peur de m'enfermer. J'ai milité en étant au bord »<sup>356</sup>.

Ici, la remise en question des rapports de domination passe par le refus des formes traditionnelles de militance (« les partis »). Il s'agit de défendre la question arménienne, sans être dans un parti, être « dedans » et « dehors », afin de penser par soi-même. Ces militantes remettent en question toute forme d'autorité et expriment un refus d'imposition de la pensée

---

<sup>353</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018.

<sup>354</sup> Bantigny, Ludivine, Bugnon, Fanny, Gallot, Fanny. « Introduction. Le genre de l'engagement. Enjeux historiques et politiques ». « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* »... *Op. Cit.*

<sup>355</sup> Entretien avec V., janvier 2018.

<sup>356</sup> Entretien avec Satenig Batwagan-Toufanian, novembre 2019.

par le haut, qui passe par une revendication à fabriquer de nouveaux rapports sociaux non dissymétriques, plus égaux et collégiaux. Elles rejettent toute soumission, qui s'exprime par la recherche de quant à soi et un besoin de penser de manière autonome, par elles-mêmes, loin des carcans et toute forme d'embrigadement. Les militantes de Libération arménienne, à Paris et à Lyon, insistent sur l'horizontalité du mouvement. Liliane D. y milite au début, en 1973 à Paris, car il n'y a pas de chef. Elle le quitte ensuite, car il est trop vertical et elle est rétive à toute forme d'allégeance :

« On est une structure horizontale. [...]. Moi je souhaite qu'on ne soit pas inféodé, je veux garder mon indépendance, je ne veux pas m'encarter »<sup>357</sup>.

## 2/ Les groupes de femmes : une prise de parole circulaire

L'imprégnation du féminisme chez les militantes arméniennes se traduit par la création de petits groupes non mixtes, à Paris, dans la deuxième moitié des années 1970. Ces groupes ultra-minoritaires témoignent de la forte porosité aux idées et aux pratiques du féminisme français, qui voit depuis 1974 des groupes de femmes se multiplier. Ces lieux, où la parole est libre et non contrôlée par la présence des hommes, sont avant tout des lieux de discussion spontanés, qui instaurent une forme de convivialité, le refus du monopole masculin de la parole<sup>358</sup>. Comme eux, les groupes de femmes arméniennes sont informels en termes d'effectifs, de durée, de périodicité, de lieu choisi, de distribution de la parole et de thématique. La référence au modèle français est visible dans le rejet de toute affiliation politique et partisane. Ces groupes font écho aux divisions politiques de la communauté, puisqu'ils émanent essentiellement des deux principaux mouvements qui occupent la rue dans les années 1970, la mouvance *dachnak* et Libération arménienne, tout en prenant leurs distances vis-à-vis d'eux.

Ces groupes de femmes convoquent des expériences endogènes, puisqu'avant le génocide, sur les territoires arméniens, des femmes tenaient des salons. Il s'inspire aussi du présent, en France. Les militantes ont parfois pris part à des groupes de femmes, avant de former des groupes de femmes spécifiquement arméniens. Satenig, politisée dès la seconde au lycée et se définissant comme avant-gardiste, de tendance anarchiste, a déjà participé à un groupe femmes dans son lycée et en duplique l'expérience. Elle semble avoir conscience des emprunts au modèle français, pour le contenu des échanges, qui s'inspirent de la psychanalyse et qui

---

<sup>357</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

<sup>358</sup> Michelle Zancarini-Fournel. « Changer le monde et changer sa vie ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michèle. *68 une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 405-441.

analysent le féminin dans le cadre arménien. Elle mentionne les lectures féministes, comme celle du *Deuxième sexe*. Ce groupe réfléchissait à la spécificité de l'oppression des Arméniens et à la condition des femmes arméniennes<sup>359</sup>. L'emprunt est visible aussi dans sa mise en œuvre. Les réunions ont lieu chez l'une ou l'autre, en banlieue parisienne, et se déroulent par terre, pratique qui témoigne de la volonté de créer de l'horizontal et du collégial, comme souvent dans les groupes de femmes françaises, cette gestuelle étant plus propice à la discussion, pour être entre-soi, entre femmes. Le groupe rassemble des amies, anciennes du *Nor Seround*, mais non entrées au parti *Dachnaksoutioun*, regroupant des franco-arméniennes de la troisième génération et une femme venue d'Arménie soviétique.

D'autres groupes de femmes arméniennes ont réuni des militantes proches de Libération arménienne. Parmi elles, certaines avaient côtoyé des féministes françaises, Ainsi Liliane D., actrice en Mai 1968, a participé à des réunions du MLF, mouvement de libération des femmes, qui, selon elle :

« nourrissait une vision du monde [...]. L'existence du MLF, ça donne une tonalité aux réunions, ça donne une égalité, plus d'expression des femmes, naturellement »<sup>360</sup>.

Elle joue un rôle de passeuse entre les luttes françaises et arméniennes. Une autre militante de Libération arménienne, Y., née en 1950 à Lyon, puis étudiante à Vincennes, a d'abord adhéré à un groupe de femmes proche des maos, au début des années 1970, qui réfléchissait à la question de la contraception. Elle a aussi appartenu à un de ces groupes de femmes arméniennes, sans qu'il soit évident de savoir lequel. Elle mentionne son faible effectif, la durée brève du collectif, sa liberté de ton et la réflexion sur « la place des femmes dans le monde arménien »<sup>361</sup> et elle écrit un article sur le sujet dans *Hay Baykar*. Le groupe de femmes arméniennes est orienté vers la dénonciation des rapports de pouvoir sur le plan juridique et sexuel, A., qui a déjà participé à une ou deux réunions de femmes françaises, explique :

« Les femmes en tant que êtres humains ayant les mêmes droits et les femmes en tant que responsables de leur corps, voilà toutes ces choses-là »<sup>362</sup>.

Quand nous revenons avec elle sur le sujet, lors du deuxième entretien, pour préciser l'objectif du groupe, elle a conscience du mimétisme du modèle français :

---

<sup>359</sup> Échange par mail en décembre 2020, avec Satenig Batwagan-Toufianian. La militante avait évoqué ce groupe en entretien, nous l'avons recontactée pour qu'elle en précise la teneur.

<sup>360</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

<sup>361</sup> Entretien avec Y., décembre 2019. Voir aussi l'article dans *Hay Baykar*, mentionné plus bas.

<sup>362</sup> Entretien avec A., juin 2017.

« Un petit peu aussi ce que faisaient les femmes en France, l'oppression, le machisme, tout ça »<sup>363</sup>.

Ce groupe de femmes a aussi interrogé la question d'une écriture spécifiquement féminine, ainsi Séta Kapoïan, née en 1947 au Raincy, produit un texte dans *Hay Baykar*, « Le creux »<sup>364</sup>, et participe ensuite à l'ICOM, en écrivant sur Zabel Essayan, au début des années 1980 :

« On est persuadé qu'il y a une écriture, non pas féminine, mais femme. Voilà, on essayait, on écrivait sur soi, sur l'identité tout ça [...]. "Le creux", c'est "réveille-toi, écoute ta propre voix, pour te définir, parce que tu es dans la confusion, tu ne sais pas trop où tu en es, essaies de te dégager de ce martèlement, génocide génocide"»<sup>365</sup>.

Par opposition à ces groupements imprégnés d'idéaux d'émancipation universels, un groupe de femmes se crée à Marseille, qui dépasse les frontières de la ville, dans un horizon arménien. Le Collectif des femmes arméniennes, CFA, fait suite à la prise d'otages au consulat de Turquie à Paris le 24 septembre 1981. Réunissant des femmes de tous horizons politiques, il se veut hors parti. S'il est non-mixte, il diffère des groupes cités, il n'aborde aucune question de femmes et se conçoit comme purement fonctionnel. Il cherche à récolter des signatures en vue de la reconnaissance du génocide. Ainsi s'exprime Marie-Rose, née en 1956 à Marseille :

« Il a été mis en place pour montrer d'abord que des femmes de tous horizons peuvent militer ensemble, montrer un peu la voie de l'unité avec une revendication minimaliste, qui était la demande de reconnaissance du génocide, sans aller plus loin. Sinon, c'était un sujet qui fâchait et en se fixant une échéance brève, car chacun a des engagements par ailleurs et avec des femmes assez jeunes, chefs de famille, à la tête d'enfants, on ne peut pas prendre trop de temps, avec des activités professionnelles. L'idée, c'est : "on va se fixer un objectif à court terme". Ensuite, on n'existera plus, mais on se donne les moyens en allant à ce but, en mobilisant autour de nous»<sup>366</sup>.

Il parvient efficacement à son but, puisque les Archives du Quai d'Orsay contiennent leur appel et que les différents journaux (*Arménia* ou *Hay Baykar*) le diffusent<sup>367</sup>. D'autres groupes de femmes ont pu exister, avec parfois une connotation anti-turque. S'il est difficile de mesurer l'impact de ces micro-collectifs sur la politisation et les mobilisations des femmes arméniennes, ces relations militantes entre femmes, sans la présence du conjoint, ont nourri des liens amicaux et favorisé leur autonomisation.

---

<sup>363</sup> Entretien avec A., octobre 2017.

<sup>364</sup> Séta Kapoïan. « Le creux ». *Hay Baykar* n°6, novembre 2017, p. 3.

<sup>365</sup> Entretien avec Séta Kapoïan, décembre 2018.

<sup>366</sup> Entretien avec Marie-Rose Frangulian-le-Priol, militante à Marseille au CDCA. Elle a été interrogée, car le CFA concerne toute la France.

<sup>367</sup> AMAE. Europe-Turquie (1981-1985), 1930 INVA 5574. Lettre du CFA à François Mitterrand, 5 décembre 1983.

### 3/ Libération arménienne, un mouvement féministe ?

Si le mouvement Libération arménienne n'a pas placé en son centre la question des femmes, il a été irrigué par le féminisme à ses débuts, ce qui est visible sur le plan des effectifs, de son organisation et de son terreau idéologique. Le nombre de femmes est un peu plus important, proportionnellement, dans le groupe, que celui du parti *Dachnaksoutioun*. Quelques militantes prennent la parole et sont dans un rapport d'équité avec les hommes. Dans la première version du mouvement, à partir de 1972-1973, quatre militantes interrogées expriment ses horizons de collégialité et d'indifférenciation hommes/femmes. C'est une femme qui fut la cofondatrice du mouvement et qui lui a donné son nom. La frontière du genre semble peu perceptible, ce qui diffère avec les groupes d'extrême-gauche français. Ainsi s'exprime Y. :

« J'ai l'impression que ça marque une évolution par rapport au monde *dachnak* sclérosé, avec les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, et puis c'est un changement »<sup>368</sup>.

Quand le mouvement est présent dans l'espace public, à partir de 1976-1977, la possibilité d'expression des femmes est égale à celle des hommes, autant à Paris qu'à Lyon, comme les militantes le rapportent en entretien. V., militante à Lyon, indique :

« Ce qui était intéressant, je pense, c'est qu'on n'était pas en dessous. De ma part, il n'y avait pas une revendication féminine, mais on n'est pas traité moins que les hommes, enfin on était traité de la même façon »<sup>369</sup>.

Entre 1977 et 1979, le journal prend position pour les femmes et leur donne la parole, selon une pluralité de positions. Cela correspond à l'essor en France d'une presse féministe alternative. Un numéro spécial, intitulé « Les femmes arméniennes prennent la parole »<sup>370</sup> en témoigne. Dans le cadre de la guerre froide, la libération des femmes s'insère dans la critique de l'impérialisme américain, pour inscrire le mouvement dans une dimension internationaliste et tiers-mondiste, solidaire avec d'autres femmes en lutte. Des articles dénoncent ainsi l'oppression des femmes par les États-Unis, comme à Porto Rico<sup>371</sup> et la domination domestique et sexuelle en Arménie soviétique : « la vie sexuelle de toute adolescente est réprimée par ses proches, ses fréquentations »<sup>372</sup>.

Le journal s'inspire des deux prismes puisés dans le féminisme français, le marxisme et la psychanalyse. Le premier pense les rapports genrés sur le modèle des rapports de classe et

---

<sup>368</sup> Entretien avec Y., janvier 2019.

<sup>369</sup> Entretien avec V., janvier 2018.

<sup>370</sup> « Les femmes arméniennes prennent la parole ». *Hay Baykar* n°6, novembre 1977, page de couverture.

<sup>371</sup> « Collectif des femmes portoricaines. « Porto Rico, victime de l'impérialisme ». *Hay Baykar* n°4, juin 1977, p. 8.

<sup>372</sup> Les femmes en Arménie soviétique ». *Hay Baykar* n°7, décembre 1977, p. 3.



lutte contre toute forme de domination, le second étudie d'avantage la spécificité féminine. L'utilisation de la psychanalyse se lit à travers la déconstruction des mécanismes du pouvoir, avec, par exemple, la parution d'un article de Janine Altounian<sup>373</sup>. Le journal utilise les outils du marxisme et le langage de la lutte des classes pour penser la domination masculine sur les femmes arméniennes. La question, qu'on pourrait qualifier d'intersectionnelle, reliant race, genre et classe, permet de démontrer la triple oppression des femmes arméniennes en France, d'origine étrangère, femmes et ouvrières, abordé dans l'article intitulé : « Arméniennes le réveil »<sup>374</sup>. Il exprime un horizon révolutionnaire : « prenant en main leur propre lutte, celles-ci se sont regroupées pour agir, pour dire et sont maintenant une composante essentielle des mouvements protestataires d'Occident »<sup>375</sup>. L'article, anonyme, rédigé par une militante, que nous avons interrogée et citée (Y.), présente dans un des groupes de femmes, remet en question tous les fondements de la société patriarcale arménienne et ses institutions, la famille et les partis. Comme dans d'autres mouvements politiques, la question de la mixité a divisé : un projet de groupe de femmes arménienne ne s'est pas concrétisé sur le long terme.

Le rôle des femmes dans les mouvements révolutionnaires arméniens est aussi abordé. Un article, rédigé par une militante très politisée, dénonce la triple oppression « familiale, sexuelle et sociale »<sup>376</sup> des femmes et la domination masculine dans la direction des partis arméniens. Il affirme que « les femmes de la bourgeoisie arménienne combattront aussi loin que leurs intérêts de classe le leur permettront : la bourgeoisie arménienne par exemple ne gagnera rien à la libération de l'Arménie »<sup>377</sup>. Il proclame la nécessaire autonomie des femmes qui doit ensuite s'inscrire dans un mouvement national de libération. Cette voie, qui tente de relier marxisme et féminisme, témoigne de la pluralité des positions sur le sujet. Ce questionnement féministe disparaît ensuite, vers 1979. Il coïncide avec le départ, un an plus tard, de quelques militantes très engagées, puis en 1982, à l'ouverture du mouvement, devenu le MNA, sur sa droite, à une organisation plus verticale et à l'influence plus forte du Liban. En France, il correspond, à la captation du féminisme par le pouvoir politique.

---

<sup>373</sup> Janine Altounian, « Une Arménienne à l'école ». *Hay Baykar* n°6, novembre 1977, p. 4-5.

<sup>374</sup> « Arméniennes, le réveil ». *Hay Baykar* n°6, novembre 1977, p. 3.

<sup>375</sup> *Ibid.*

<sup>376</sup> I.C. « Pour un féminisme révolutionnaire arménien ». *Hay Baykar* n°15, février-mars 1979, p. 16.

<sup>377</sup> *Ibid.*

## Conclusion du chapitre

Dans les années 1970, les rapports hommes/femmes au sein des mobilisations arméniennes, traditionnels et genrés, et cela peut-être plus à Lyon qu'à Paris, ressemblent à ceux présents dans d'autres mobilisations. La division des tâches militantes et l'acceptation de l'ordre genré au nom de la lutte sont communes. Comme dans d'autres mobilisations aussi, l'engagement des femmes arméniennes en France est parcouru par la critique du vertical, la recherche de l'horizontal et comporte une dimension émancipatrice. Des militantes arméniennes, en raison de leur porosité au contexte féministe, lié à l'émergence de la question femme, politisent le privé par leur appropriation d'un langage féministe, s'ouvrent à des groupes de femmes et à des thématiques féministes. Marquées par un héritage patriarcal, les femmes arméniennes avaient déjà été travaillées par des dynamiques d'émancipation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Aussi, nul modèle linéaire, émanant d'un Occident émancipateur, ne se dessine ici. Des reconnections entre les temps de l'histoire et entre les espaces, entre le passé sur les territoires arméniens, où des femmes avaient relié féminisme et lutte politique, et le présent sur le territoire d'accueil, après la rupture constituée par le génocide, nourri par d'autres luttes, font réémerger, certes à la marge, la question des femmes et témoignent de la nécessité de croiser les temporalités et d'emboîter les échelles.

Le prisme du genre aide à penser autrement les mobilisations arméniennes dans les années 1970 en France. Les femmes arméniennes ont accès au monde du travail et l'esprit d'émancipation de Mai 1968 agit sur elles. Certes moins nombreuses, elles sont partie prenante de la lutte qui tend à porter la question arménienne dans la rue. Et si dans ce collectif national, il n'y a pas de revendication portant en particulier sur les femmes arméniennes, elles ne se trompent pas de combat, car tous les Arméniens ont été victimes du génocide. Toutefois, la violence génocidaire a pris des formes genrées. Les femmes arméniennes ont survécu au projet génocidaire et, plus que les hommes, elles ont porté le poids de l'après-génocide, aussi leur rôle a été fondamental dans la reconstruction de la communauté diasporique. Le génocide a pu ainsi contribuer à modifier de manière souterraine et indicible les frontières du genre. L'usage des sources orales s'avère plus que fécond : lui seul permet de révéler les larmes de quelques hommes, plusieurs décennies plus tard, reflet possible d'une inversion des rapports de genre. De même, la négation des rapports genrés par certaines militantes trouve son origine dans cette histoire. Il semble donc qu'une spécificité de la question du genre dans les mobilisations arméniennes se dessine ici.

## **Conclusion de la partie**

Le questionnement sur le croisement des sources, sur l'exploration des clivages entre Arméniens d'origine géographique différente (de Turquie, d'Iran, du Liban et de Syrie essentiellement) et sur les rapports de genre au sein des mobilisations arméniennes permet de mesurer la réception différenciée des contextes par les acteurs, lors de la longue décennie protestataire des années 1970. Les appartenances des militants arméniens, multiples et bricolées, tentent de concilier lien communautaire et émancipation en France, alors aspirée par une histoire des mondes en protestation. Les sources orales ont permis de faire émerger un mouvement de revendication arménien dans l'espace public français des années 1970, que les seules sources écrites (archives publiques et presse arménienne) n'auraient pas pu permettre de faire éclore. Pleurs, rires, accent, interventions d'autrui : les multiples interactions donnent chair aux récits militants. De même, elles ont permis de nuancer la question des clivages entre Arméniens de France et Arméniens du Moyen-Orient. En effet, les premières années de leur venue en France, les exilés arméniens du Moyen-Orient sont imprégnés de leur socialisation passée. Des strates d'appartenance se superposent, selon leur origine géographique et selon la période à laquelle ils migrent. Moins nombreux entre 1945 et 1975, fondus dans la masse des migrants en France, ils se meuvent de manière plus invisible. Après 1975, plus nombreux, ils s'inscrivent dans le cadre d'un lien communautaire fort, à l'échelle locale. La mise en contact avec les Arméniens nés en France crée des rapports croisés. Dans le cadre des relations entre militantes et militants, le contexte féministe des années 1970 en France agit par capillarité sur les femmes, par le refus du vertical et la recherche de l'horizontal, même si les rapports avec les hommes restent très normés, comme dans d'autres mobilisations, et que les militantes ne revendiquent pas une appartenance en tant que femme dans la défense de la question arménienne, le génocide a modifié, de manière souterraine, les rapports avec les hommes.

Ni fractures, ni fissures ne se dessinent dans l'étude de ces rapports, mais des nuances selon les contextes, sur les formes que peuvent prendre les mobilisations. Le contexte local est à prendre en compte, la vie communautaire, dense à Lyon, reproduit davantage le modèle patriarcal d'origine, lié aux migrations de travail des années 1920. L'appartenance arméno-française des militants s'articule à toutes les échelles, du local au mondial et du mondial au local, dans un va-et-vient perpétuel, qui rend nécessaire de feuilleter les mobilisations. Aussi, leur rapport au temps est lié à divers espaces : France, diaspora, Turquie, Arménie soviétique, monde. Les chronologies dans lesquelles les militants s'inscrivent en sont donc démultipliées. Les mouvements politiques, objet du chapitre suivant, en portent la trace.

## PARTIE II. LES APPARTENANCES BRICOLÉES DES MOUVEMENTS POLITIQUES ARMÉNIENS

Une diaspora n'est pas seulement réceptive à ce qui se déroule sur ses territoires d'origine et d'accueil, mais également à l'ensemble du territoire diasporique et donc à plusieurs problématiques imbriquées<sup>378</sup>, comme la guerre froide, la décolonisation ou encore la lutte armée, dans les années 1970. Si un événement peut contribuer à forger un engagement, toutefois, « il n'exerce pas son influence de manière mécanique »<sup>379</sup>. Sa réception varie selon le sexe, le lieu de vie, de l'origine sociale, du capital militant accumulé et de l'âge. L'étude des mouvements politiques arméniens qui occupent la rue peut notamment s'appuyer sur l'outil générationnel. La génération désigne une entité regroupant des hommes et des femmes d'un âge biologique proche, vivant lors de leurs années de formation, dans une même période donnée, les mêmes expériences socialisatrices<sup>380</sup>, selon un « même cadre de vie historico-social »<sup>381</sup>. La première génération migratoire est née dans l'Empire ottoman avant le génocide. Les deuxième et troisième générations migratoires sont nées en diaspora. Ce découpage doit toutefois être utilisé avec précaution. Des Arméniens se retrouvent parfois à cheval sur deux générations : le père, parfois plus âgé que son épouse, peut être né sur le territoire d'origine et la mère, en France. Par ailleurs, une place tardive dans la fratrie fait qu'un individu né dans la première moitié des années 1950 peut appartenir démographiquement à la deuxième génération migratoire, mais en matière d'expérience partagée, à la suivante, la troisième génération. Au reste, en raison du respect dû aux aînés dans la société patriarcale arménienne et parce que le génocide a soudé les Arméniens face aux persécuteurs<sup>382</sup>, tout en perturbant les repères familiaux (mort de masse des hommes, génération d'orphelins), les générations de militants fonctionnent dans un réseau relationnel et ne sont pas forcément conflictuelles.

Selon une approche socio-historique, nous nous proposons d'esquisser des itinéraires de militants, interrogés comme acteurs de l'extériorisation de la question arménienne en France. Il

---

<sup>378</sup> Michel Winock. « Les générations intellectuelles ». Les générations. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 17-38.

<sup>379</sup> Julie Pagis. « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie ». *Politix*, 2011/1, n°93, p. 93-114.

<sup>380</sup> Marc Devrièse. « Approche sociologique de la génération ». Les générations. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 11-16.

<sup>381</sup> Karl Mannheim. *Le problème des générations*. Paris : Nathan. 1990. Voir aussi Marie Cartier, Alexis Spire. « Approches générationnelles du politique », *Politix*, 2011/4, n°96, p. 7-15.

<sup>382</sup> Janine Altounian. « Événements traumatiques et transmission psychique. La survivance. Traduire le trauma collectif ». *Dialogue*, 2005/2, n°168, p. 55-68.

s'agira de faire dialoguer leur capacité à agir et le contexte<sup>383</sup>, pour ensuite réfléchir à une périodisation des mobilisations de rue, étudiées en troisième partie. Comme dans de nombreux mouvements politiques, la part des militants apparaît faible au regard de la population arménienne, aussi une approche quantitative eût été peu féconde. L'approche qualitative veillera à saisir l'évolution de l'appartenance militante, en montrant les bricolages à l'œuvre, liés aux multiples horizons des acteurs (français, arménien, diasporique). Elle questionnera les interactions à plusieurs niveaux, le niveau macro, soit l'influence des luttes mondiales sur les mouvements étudiés, et par conséquent les conditions externes à leur déploiement ; le niveau méso, c'est-à-dire les dynamiques propres au mouvement politique ; le niveau micro, enfin, par l'étude du lien entre matrice et pratique de l'engagement. Deux mouvements politiques en France ont contribué à porter les revendications arméniennes dans la rue durant la période étudiée. Le parti *Dachnaksoutioun*, objet d'une abondante littérature, a déjà une longue histoire, sur les terres d'origine. Libération arménienne, mouvement né en France au début des années 1970, n'a pas fait l'objet d'étude. Comme tous les mouvements d'extrême-gauche depuis Mai 1968, et en raison de son soutien à la lutte armée, il est surveillé. Aussi les sources sont abondantes, ce qui doit nous inciter à une forme de prudence, pour éviter d'exagérer un rôle mesurable « à l'aune de ses seuls succès de voie publique »<sup>384</sup>.

Dans les années 1970, les mouvements politiques arméniens en France se construisent dans des temporalités fragmentées. Porteurs de plusieurs histoires sur leurs territoires d'origine (Empires ottoman, perse, russe), victimes d'une histoire brisée par le génocide, source d'expulsion sur d'autres territoires (au Moyen-Orient et en Occident), porteurs d'autres récits, leur rapport au temps s'avère écartelé et morcelé. Ils héritent de plusieurs questionnements qui interrogeaient les partis politiques arméniens dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit donc d'étudier quels bricolages sont à l'œuvre dans l'usage de ce passé, réservoir de ressources : quels fronts de la lutte faut-il prioriser, la Turquie ou la Turquie ET l'URSS ? Quel rôle donner à la lutte armée ? Quelles alliances nouer avec les peuples de la région et avec l'opinion publique internationale ? Ces questionnements sont reformulés par les militants en France, qui les conjuguent dans une grammaire nouvelle, intégrant des combats d'autres horizons, eux-mêmes réappropriés par d'autres acteurs en France et par d'autres Arméniens de la diaspora. Ainsi, hommes, textes et pratiques circulent entre les espaces. Lors des transferts de références, des sélections sont à l'œuvre, selon des filtres et des tâtonnements : « dans la pratique politique, il

---

<sup>383</sup> Olivier Fillieule. « Proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique*, 2001/1, vol. 51, p. 199-215.

<sup>384</sup> AN. 19860185/9. Archives de Maurice Grimaud. Sous dossier « Arméniens », Note des RG, 22 juillet 1983.

ne peut s'agir d'importer purement et simplement », mais d'ajuster le transfert à la situation, « pour mieux le populariser »<sup>385</sup>. Leurs référents et leurs pratiques prennent en compte des héritages, ils empruntent, c'est-à-dire regardent ailleurs, et se réapproprient, en les recyclant, des expérimentations politiques, pour sortir la question arménienne dans l'espace public français.

Quelles interactions se nouent entre les militants et les événements ? Comment le croisement de référents arméniens, français et internationaux se négocie-t-il ? Quelles en sont les réinterprétations et les sélections ?

#### **Chapitre 4. Une cartographie politique bipolaire dominée par le parti *dachnaksoutioun***

Depuis l'arrivée des Arméniens en France dans les années 1920, une partie de la communauté arménienne est clivée en deux pôles idéologiques : les sympathisants de l'Arménie soviétique et ceux qui la rejettent. Ces tensions ne sont pas spécifiques aux Arméniens et sont présentes parmi d'autres communautés diasporiques, tel le monde juif parisien, étudié par Simon Perego<sup>386</sup>. Après-guerre, cette opposition a été ravivée par l'échec des rapatriements en Arménie soviétique (1946-1948), le *nerkaght*, et dans le contexte de la guerre froide. Le parti *Dachnaksoutioun*, qui s'y était opposé, a vu son poids dans la communauté augmenter. En 1957, un rapport des RG indique qu'il représente 30% de la communauté, les pro-soviétiques, 30%, le reste de la communauté étant apolitique<sup>387</sup>. En 1970<sup>388</sup>, alors que l'aura du PCF en France pâlit (destalinisation, Mai 1968), l'audience du parti *Dachnaksoutioun* a progressé -il touche désormais 40% de la communauté-, tandis que les partisans de l'Arménie soviétique ne représentent plus que 20% de la communauté. En 1990, date postérieure de quelques années aux bornes chronologiques de notre recherche, le parti *Dachnaksoutioun* aurait représenté 75% de la communauté arménienne<sup>389</sup>. Ces chiffres sont toutefois difficiles à interpréter, tant ils dépendent des informateurs des RG.

---

<sup>385</sup> Ludivine Bantigny. « Hors frontières. Quelques exemples d'internationalisme en France ». *Op. cit.*

<sup>386</sup> Simon Perego. *Pleurons-les ! Op. Cit.*

<sup>387</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>388</sup> AN. 20030072/7. Étude sur le terrorisme arménien. (1970-1992). Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie en France », juillet 1970.

<sup>389</sup> AN. 20020072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique. Rapport des RG : « Minorités, Arméniens », avril 1990.

## A) Associations et partis politiques arméniens au milieu des années 1960 en France

### 1/ Les partis traditionnels

-Le parti social-démocrate *hintchak*

Le parti *hintchak* a été créé à Genève en 1887. Il « se réclame d'un double héritage populiste et marxiste, mais avec une forte composante nationale »<sup>390</sup>. Originellement, il prône l'action révolutionnaire insurrectionnelle, pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur le sort des Arméniens, mais son influence diminue au profit du parti *Dachnaktsoutioun*. En 1920, il s'unit aux bolchéviques pour instaurer le pouvoir soviétique en Arménie et les aide à chasser le parti *Dachnaktsoutioun* du pouvoir. Son programme, fondé sur l'idée de libération nationale, s'oppose au caractère internationaliste des partis communistes orthodoxes. En France, il est recréé en 1927<sup>391</sup>. En 1945-1947, il soutient le projet de rapatriement vers l'Arménie soviétique. Son audience, faible, s'exerce sur 8 % de la communauté et il regroupe au maximum une centaine d'adhérents<sup>392</sup>. Des sections sont présentes dans les principaux pôles de la communauté arménienne, Paris, Lyon et Marseille. Depuis 1970, il a un périodique, *Haghtanag*, « La victoire », mensuel bilingue. Il se rallie, selon les événements, aux deux principaux mouvements politiques antagonistes qui occupent la rue, selon une configuration d'alliances changeantes. En juillet 1982, il soutient Mardiros Jamgotchian, membre de l'ASALA, défendu par le MNA<sup>393</sup>. Le 21 janvier 1983, il participe à un rassemblement, devant le consulat de Turquie à Paris et à Lyon, aux côtés de la FRA et du parti *ramgavar*, selon l'union réalisée au Liban, pour protester contre l'enlèvement d'un militant du parti *Dachnaktsoutioun*, Abraham Achdjian, le 28 décembre 1982 à Beyrouth. Le 3 février 1983, il est présent à la manifestation du MNA, en faveur de Lévon Ekmekdjian, auteur d'un attentat, condamné à mort en Turquie et pendu, le 29 janvier à Ankara (le parti avait pris cette décision auparavant). Par ces alliances changeantes, il cherche, soit à recréer « l'unité nationale », soit à ne pas laisser le « monopole du renouveau arménien » aux autres organisations politiques, « pour faire, lui aussi, entendre sa voix »<sup>394</sup>.

---

<sup>390</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens de Paris depuis 1945 ». *Op. cit.*

<sup>391</sup> AN. 19840083/13. Dossier 477, Parti social-démocrate *Hentchakian*. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la sûreté nationale, Service régional des renseignements généraux de la 8<sup>e</sup> région, Lyon, note de renseignements, 21 janvier 1967.

<sup>392</sup> AN. 200030072/1. Organisations et communautés (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>393</sup> Voir en annexes, photo n°22, p. 473.

<sup>394</sup> AN. 20030072/1. Organisations et communautés (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983

## -Le parti *Dachnaktsoutioun*

Comme d'autres partis politiques, dont l'aire d'action est diasporique, tel le Bund juif, l'étude du parti *Dachnaktsoutioun* s'avère complexe. Il est fondé en 1890 à Tiflis, en Géorgie, capitale économique, culturelle et politique des Arméniens du Caucase russe. Ceux-ci étaient en contact avec d'autres groupes révolutionnaires, portant toutes les teintes du populisme et du socialisme, modérées ou radicales<sup>395</sup>. Le parti cherche à regrouper tous les Arméniens, qui évoluent dans des espaces pluriels, tout en maintenant sa ligne politique : la résolution de la question arménienne, par l'émancipation du peuple arménien de ses nombreuses tutelles étrangères impériales, pour lui assurer sa sécurité et une meilleure justice sociale. Le nom de « Fédération révolutionnaire arménienne » s'explique par la volonté d'accueillir les Arméniens de différents groupements politiques, les théoriciens caucasiens révolutionnaires (eux-mêmes divisés en sous-groupes), et les combattants de terrain, actifs dans l'Empire ottoman. Il a une dimension transnationale puisqu'il crée des sections dans les pays où les Arméniens se sont réfugiés.

Il établit des passerelles avec les socialistes du monde entier, pour sortir de son isolement. Il a ainsi le soutien de la gauche démocratique et socialiste française, comme Jean Jaurès -qui dénonce, à la chambre des députés, les massacres dont sont victimes les Arméniens, en 1896 - ou encore Georges Clemenceau et Anatole France. En 1900, la revue *Pro Armenia*, fondée par Pierre Quillard et financée par le parti, est soutenue par des intellectuels socialistes français. Le parti adhère à la II<sup>e</sup> internationale socialiste en 1907 et se présente ensuite à tous ses congrès. Ce socialisme est complexe, il constitue davantage un moyen de lutter contre l'oppression nationale, même s'il cherche aussi à résoudre les problèmes socio-économiques de la paysannerie arménienne<sup>396</sup>. Le parti veut articuler le nationalisme, au sens de question nationale non résolue, avec le socialisme non marxiste. Il quadrille la diaspora par son organisation réticulaire : son organisation est décentralisée et coordonnée au niveau du Bureau. Les militants appartiennent à des régions ou fédérations, chaque région est représentée par un comité central élu et tous les quatre ans se réunit le congrès mondial du parti. Une souplesse caractérise les comités centraux et régionaux, autonomes en théorie, dans leur relation avec le parti, dont le siège est au Liban durant la période étudiée.

---

<sup>395</sup> Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération arménienne dachnaktsoutioun ou l'utopie en suspens. Op. cit.* L'auteur distingue quatre idéologies fondatrices : le traditionalisme, le populisme, le socialisme et le libéralisme.

<sup>396</sup> FRA. *Programme du parti arménien dachnaktsoutioun*. Paris. 1907.



Deux phases traversent l'histoire du parti, bien connue des militants interrogés. Sur les territoires arméniens, ottoman, caucasien et perse, le parti possède une organisation clandestine d'autodéfense de la paysannerie, qui était victime de nombreuses vexations, surtout dans l'Empire ottoman<sup>397</sup>. Il organise des actions, comme la prise d'otages de la banque ottomane, alors administrée par la France, le 26 août 1896 à Constantinople. Ce coup d'éclat lui permet de révéler à l'opinion publique internationale les massacres hamidiens de 1894-1897. Il soutient alors l'idée de deux Arménie autonomes, l'une fédérée avec la Russie, l'autre en Turquie. Après le génocide, ses membres sont majoritaires au sein de la république indépendante d'Arménie du Caucase (28 mai 1918 au 2 décembre 1920)<sup>398</sup>. Cet État indépendant arménien se dote d'un hymne national, d'un drapeau tricolore (rouge, bleu, orange)<sup>399</sup>. Ses avancées sociales, d'inspiration socialiste (le suffrage universel, le droit de vote des femmes, la scolarité gratuite et la journée de 8 heures) constituent un référent matriciel pour les militants. Toutefois, isolée et sans ressources, la république perd ensuite toute autonomie. Banis d'Arménie soviétique, victimes des purges staliniennes, dans les années 1930, le principal lieu d'action politique des militants est alors la diaspora, même s'il reste encore des membres clandestins ou des familles de ce qui fut le parti dans les territoires d'origine. Revendiquant l'Arménie du traité de Sèvres en 1920, le parti a alors deux objectifs, réunir les Arméniens et les aider à résoudre la question arménienne. Dès 1919, le parti met sur pied le plan Némésis<sup>400</sup> pour exécuter les principaux responsables du génocide de 1915<sup>401</sup>. Ainsi le 15 mars 1921, Soghomon Tehlirian tue, à Berlin, Talaat Pacha, un des criminels du génocide, et est innocenté lors de son procès à Berlin, en juin 1921. Archavir Chiragian, quant à lui, exécute deux dignitaires ottomans, Saïd Halim Pacha et Djemal Pacha, en 1921.

En diaspora, le parti est très actif, surtout au Liban, où certains de ses membres sont au pouvoir dans un système politique ethno-confessionnel, mais aussi en Iran, en Grèce, au Canada, en Argentine et aux États-Unis. S'il réclame l'indépendance de l'Arménie réunifiée, son enjeu de lutte principal demeure l'Arménie soviétique, car les dirigeants, nés au XIX<sup>e</sup> siècle, sont nombreux à être des Caucasiens. Quant à la diaspora, constituée de jeunes enfants nés au début du XX<sup>e</sup> siècle, rescapés et issus des territoires de l'Empire ottoman, elle se caractérise davantage par un sentiment anti-turc. Certains membres du parti *Dachnaksoutioun*

---

<sup>397</sup> Anahide Ter Minassian. *La question arménienne*. Marseille : Éditions Parenthèses (Coll. « Arménies »), 1983.

<sup>398</sup> Richard G. Hovanissian. *The Republic of Armenia*. Vol. 1-4. Berkeley : University of California Press, 1971-1996.

<sup>399</sup> Claire Mouradian. *L'Arménie*. Paris : PUF (Coll. « Que-sais-je ? »), 2022 [Rééd. 2013].

<sup>400</sup> Jacques Dérogy. *Les vengeurs arméniens. Opération Némésis*. Paris : Fayard (Coll. « Pluriel »), 2015.

<sup>401</sup> Archavir Chiragian. *La dette de sang. Un Arménien traque les responsables du génocide, 1921-1922*. Paris : Complexes, 2006.

(le mouvement *Mardgotz*) ont souhaité, dans l'entre-deux-guerres, mettre en avant la question du génocide et donc la lutte contre la Turquie, avant la lutte contre l'Arménie soviétique. Déclaré en 1939 en France, le parti est appelé « Section française du parti socialiste arménien ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, quelques membres du parti ont pu voir dans la collaboration avec les nazis un moyen de sauver les Arméniens<sup>402</sup>. Une note du cabinet du Préfet, adressée au ministre de l'Intérieur, mentionne que le parti est « en sommeil durant l'occupation »<sup>403</sup>. *Haratch*, créé en 1925, arrête aussi ses publications, qu'il reprend après-guerre. Le parti est autorisé par arrêté ministériel en 1946. Au 51 rue M. Le Prince, se situe le local de la librairie orientale Samuelian, dernier représentant de la république arménienne en exil, lieu de sociabilité, de réunions et de débats<sup>404</sup>.

Le parti encadre la communauté arménienne par des structures solides. Il organise des cours de langue et de danse. Il possède des associations culturelles, sportives, comme les *Homenetmen*, une organisation féminine, la CBAF, et une organisation de jeunesse, le *Nor Seround*. Ces associations et ces organisations ont leur siège au 32 rue de Trévisse, puis au 17 rue Bleue à Paris, où est inaugurée une Maison de la culture arménienne en 1965. Des camps d'été de jeunes en France constituent des instances de socialisation politique. Des cérémonies commémoratives ponctuent le calendrier. Le parti organise ainsi la célébration de l'anniversaire de l'indépendance de la république arménienne le 28 mai, chaque année, avec une soirée artistique à la salle des fêtes de la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement à Paris, où il invite des hommes politiques français. Il commémore aussi l'anniversaire de sa fondation en octobre, ainsi que l'anniversaire de l'insurrection du 18 février 1921, qui chasse pour un temps les Bolcheviks de Erevan. Il possède des sections importantes dans toutes les zones à forte implantation arménienne, notamment à Paris et en banlieue parisienne, à Lyon et en région Rhône-Alpes et à Marseille.

---

<sup>402</sup> Anouche Kunth. « Dans les rets de la xénophobie et de l'antisémitisme : les réfugiés arméniens en France, des années 1920 à 1945 ». *Op. cit.*

<sup>403</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369 (1946-1979), FRA *Dachnaktssoutioun*. Rapport des RG, 1<sup>er</sup> juillet 1966.

<sup>404</sup> Armand Franjulien. *La librairie Samuelian. Une passion arménienne pour le livre et l'Orient*. Marseille : Thaddée, 2015.

-Le parti libéral démocrate *ramgavar*

Le parti *ramgavar* est fondé en 1908 à Constantinople. Il recrute à l'origine parmi la bourgeoisie libérale arménienne, dont une partie voit l'Arménie soviétique comme un gage de sécurité, même si l'aile droite est anti-communiste. Depuis l'échec des rapatriements en Arménie soviétique, soutenus par le parti, son écho est faible. Son objectif principal est d'organiser la diaspora, par des aides financières en faveur de l'État arménien. Il exerce une influence grâce à l'Union générale arménienne de bienfaisance, l'UGAB. Fondée en 1906, par Boghos Nubar, et présente sur tous les continents, elle administre aussi la bibliothèque Nubar à Paris, le collège Tebrotzassère au Raincy, où sont éduquées les jeunes filles arméniennes, et la Maison arménienne de la Cité universitaire à Paris. Proche de l'Église, le parti est présent lors des cérémonies religieuses le 24 avril. Un rapport des RG, datant de 1957<sup>405</sup>, indique qu'il représente 2% de la communauté et qu'il est plus actif dans la région lyonnaise. Une association, « l'organisation arménienne démocrate libérale », est déclarée en 1983.

## 2/ La mouvance communiste arménienne

Selon la mouvance communiste arménienne, l'existence d'un État arménien, sous protection soviétique, est gage de sécurité, pour défendre la patrie arménienne. Ainsi Paul, né en 1930 à Lyon, affirme :

« On soutenait l'Arménie soviétique quand même, on disait, bon, on a une Arménie, c'est soviétique d'accord, mais ça ne fait rien, c'est l'Arménie quand même, on se battait là-dessus »<sup>406</sup>.

Comme l'a montré Astrig Atamian<sup>407</sup>, certains militants la soutiennent aussi par idéologie communiste. Les militants interrogés, nés entre 1924 et 1945, se montrent très attachés aux idéaux de la résistance et à l'idée d'émancipation de la classe ouvrière. La JAF, Jeunesse arménienne de France, dans l'orbite du PCA, Parti communiste arménien, est créée après la libération. L'UCFAF, Union culturelle française des Arméniens de France, qui regroupe les militants plus âgés, suit davantage la ligne du PCF. Ces deux associations organisent des cérémonies commémoratives (comme le rattachement de l'Arménie à l'URSS, le 29 novembre 1920), des événements liés au groupe Manouchian, des séries de conférences, des projections

---

<sup>405</sup> AN. 20030072/1. Organisations et communautés (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>406</sup> Entretien avec Paul Chemedikian, juin 2018.

<sup>407</sup> Astrig Atamian. *La mouvance communiste arménienne. Op. Cit.*

de films soviétiques et des voyages en Arménie soviétique, possibles depuis 1954<sup>408</sup>. La JAF a son organe, *Notre Voix* (3000 exemplaires), depuis 1952, et l'UCFAF publie *Achkhar* («Monde», 1600 exemplaires) après 1961. *Trait d'union*, créé en 1971, tire à 6000 exemplaires.

À partir de la commémoration du 24 avril 1965, la mouvance, présente aux cérémonies dans l'espace public, défend la reconnaissance du génocide des Arméniens. En 1965, Guy Ducoloné, du PCF, est le premier à poser la question de la reconnaissance du génocide devant l'assemblée française. Alliée à l'UGAB et à l'Église, la mouvance communiste se tient à l'écart des pratiques protestataires de rue, elle suit une démarche institutionnelle et elle ne souhaite pas transformer les commémorations en manifestations près du consulat turc. Grégoire, né en 1932, à Lyon indique :

« Ça rime à quoi d'aller devant le consulat de Turquie [...], il ne faut pas emmerder les gens dans la rue, pas le tourner en politique, ce n'est pas normal, en plus en France ! »<sup>409</sup>.

Au milieu des années 1970, à l'instar du PCF en France, la mouvance est contrariée par l'arrivée du mouvement d'extrême-gauche, Libération arménienne, sur la scène publique, qui perturbe le tissu bipolaire de la diaspora. Ce nouvel acteur, alors très critique vis-à-vis de l'URSS, soutient les dissidents, ce qui fragilise la mouvance communiste et quelques membres de la JAF militent à Libération arménienne. À partir de 1982, quand le mouvement devient le MNA, il se rapproche cependant de la mouvance communiste, notamment à travers la figure de Manouchian. Ses rassemblements, alors plus communautaires, incluent parfois des militants de la JAF et de l'UCFAF.

### 3/ Le CEA, Centre d'études arméniennes : rendre publique la question arménienne

Le CEA, Centre d'études arméniennes, est une association créée en 1958. Son fondateur, Georges Khayiguan, né au Liban, puis ayant vécu à Marseille, est le fils d'un pasteur. Médecin très érudit, il a collecté une abondante documentation sur l'histoire et le génocide des Arméniens en vue de les faire connaître. Le CEA se définit comme une « association culturelle et humanitaire » qui veut « la diffusion de la culture arménienne » et « s'interdit toute immixtion dans les querelles religieuses et politiques »<sup>410</sup>. Sa visibilité se manifeste à partir du

---

<sup>408</sup> Astrig Atamian. « Tourisme, racines et idéologie : les premiers voyages en Arménie soviétique ». *Tourisme. Diasporas. Histoire et Sociétés*, 2009, n°14, p. 139-151.

<sup>409</sup> Entretien avec Grégoire Guendjian, novembre 2018.

<sup>410</sup> Statuts du CEA. Art. 4. 1961. Papiers privés de Jacques Sarafian.

24 avril 1962, quand il incite les magasins arméniens à fermer et à expliquer leur démarche. Il prépare activement le cinquantième anniversaire du génocide, le 24 avril 1965. Plus tard, il s'exprime à l'occasion du rappel, par la Turquie, de son ambassadeur en France, le 11 février 1973, suite à l'inauguration du monument arménien de Marseille, en hommage aux victimes du génocide, à laquelle assistent des hommes politiques français. Selon Gaïdz Minassian, il a une « approche historicisante, moderne et pédagogique de la question arménienne »<sup>411</sup>.

Ses adversaires ont classé le CEA comme un mouvement de droite. Ses statuts indiquent, d'une part, que ses valeurs sont « le christianisme fervent, le patriotisme ardent, la sainteté de la vie familiale »<sup>412</sup>. D'autre part, il se dit prêt à rallier « l'extrême droite et l'extrême-gauche »<sup>413</sup>. En réalité, il rejette la bipartition de la communauté arménienne en France (la mouvance communiste et la mouvance *dachnak* socialiste). La figure charismatique du responsable -protestant, comme d'autres membres- a pu contribuer à un façonnement religieux de l'engagement, à travers l'attention aux injustices, la discipline et l'austérité dans le dévouement à la question arménienne. Les protestants, liés par des réseaux de solidarité, forment une communauté dynamique<sup>414</sup>. Peu nombreux, leur existence est liée à la venue de missions américaines au Moyen-Orient pour sauver les orphelins rescapés du génocide. De nombreux membres du CEA ont été scolarisés au Lycée arménien Samuel Moorat à Sèvres.

En France, des sections sont présentes dans les trois pôles où la communauté arménienne est nombreuse, Paris, Lyon et Marseille. À Paris, le siège se situe rue de Trévise et à Lyon, les réunions se tiennent parfois à l'église, comme celle du 5 octobre 1963<sup>415</sup>. Des voyages sont organisés vers les territoires d'origine : un des membres se rend à Erevan en vue du cinquantième anniversaire du génocide et des voyages d'études ont lieu en Turquie. En diaspora, des voyages sont prévus aux États-Unis et des connexions sont établies avec l'Union des étudiants arméniens de Genève. Séta, qui a fréquenté le CEA en 1965, évoque avec admiration l'engagement de ses membres :

« Ce sont des gens qui ne sont pas là pour organiser des surprises parties, ce qu'on appelait à l'époque, ça ne m'intéressait absolument pas, mais la question du génocide, la question des forces politiques, les Kurdes, les Arméniens, les Turcs, tout ça, ça m'intéressait beaucoup [...]. Il y avait un souffle là, tout à fait extraordinaire, et voilà, et moi j'en garde un très beau souvenir, mais évidemment, il y avait un côté que je n'aimais pas, c'était le

---

<sup>411</sup> Gaïdz Minassian. *Arméniens. Le temps de la délivrance*. Paris : CNRS Éditions, 2015.

<sup>412</sup> Carte d'adhésion du CEA. Principes du CEA (non daté). Papiers privés de Jacques Sarafian.

<sup>413</sup> Papiers privés de Jacques Sarafian.

<sup>414</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens de France ». *Op. cit.*

<sup>415</sup> Papiers privés de Jacques Sarafian.

côté endoctrinement »<sup>416</sup>.

Le CEA cherche à rendre publique la question arménienne, comme l'exprime Denis : « Notre premier objectif, c'était effectivement, que la cause arménienne vienne à la conscience du public français »<sup>417</sup>. Si la langue de communication est le français, les membres savent parler l'arménien et les affichettes du 24 avril sont bilingues. L'association mobilise, dans ses référents, des figures politiques françaises, comme Jean Jaurès et Georges Clemenceau. Elle est en relation avec des hommes politiques français, comme Édouard Depreux, du PSU, Parti socialiste unifié, et des écrivains français, comme Gabriel Matzneff<sup>418</sup>. Elle cherche aussi à désingulariser la question arménienne, en inscrivant son combat au sein d'autres peuples victimes de violences de masse de la part de la Turquie. L'affichette du 24 avril 1964 fait ainsi référence aux Grecs massacrés en 1920-22, aux Kurdes en 1925, ou encore à la déportation des minorités grecques, arméniennes et israélites en 1943. Denis analyse le sens du nationalisme arménien du CEA et la richesse de la double culture de ses membres :

« C'est un nationalisme de revendication, né à partir d'un vide, d'une frustration, mais qui n'était pas, je dirai, fermé sur les autres cultures, même si ce nationalisme, pour ainsi dire, cherchait à, comment dire, promouvoir des valeurs arméniennes, parce qu'il n'y avait rien eu avant [...]. On apportait une revendication au niveau de la conscience universelle, parce qu'un génocide, c'est quand même quelque chose qui doit se reconnaître [...]. Toutes les personnes qui étaient là avaient déjà une très forte culture française »<sup>419</sup>.

Pour diffuser la culture arménienne et faire connaître le génocide, l'association s'inscrit dans un espace public en construction. Des conférences, des réunions, des publications (*Le deuil national arménien*<sup>420</sup>) et des projections de films (*Arménie 1915*, diffusé le 7 novembre 1965 à la salle Pleyel) sont organisées, reflet d'une connaissance sur le génocide qui se constitue. Le dépouillement de la presse, un travail de mémoire par le recueil de la parole des rescapés du génocide, lors de campagnes d'enregistrements dans les cafés, des cours d'histoire et l'organisation de camps de vacances témoignent d'une volonté de transmission. Des membres ont continué à s'engager après s'être éloignés de l'association. Kéram Kévonian crée ainsi l'*Organisation Terre et Culture*, qui organise des voyages dans les territoires arméniens, pour préserver le patrimoine arménien, à la fin des années 1970.

---

<sup>416</sup> Entretien avec Seta Kapoïan, décembre 2018.

<sup>417</sup> Entretien avec Denis Donikian, janvier 2018.

<sup>418</sup> Gabriel Matzneff. « Justice pour l'Arménie ». *Combat*, 11 novembre 1965.

<sup>419</sup> Entretien avec Denis Donikian, janvier 2018.

<sup>420</sup> Robert Donikian, Jacques Nazarian, Vasken Solakian. *Le deuil national arménien*. CEA : Lyon, 1<sup>er</sup> trim. 1965. La brochure a été réalisée en 1964, en vue de la préparation du cinquantième anniversaire du génocide.

## B) La galaxie du parti *Dachnaksoutioun*, un quadrillage de la diaspora

### 1/ Enjeux historiographiques et politiques

#### -Enjeux historiographiques

La genèse, l'idéologie et l'organisation du parti sont l'objet d'une riche bibliographie, qui toutefois comporte des limites, comme le souligne l'historien américain Ara Sanjian<sup>421</sup>. L'étude du parti *Dachnaksoutioun* nécessite d'être attentif à plusieurs biais. Le premier biais concerne les sources. La bibliographie est souvent constituée d'hagiographies ou d'écrits d'anciens militants. L'accès aux sources est problématique, en raison de la tradition clandestine et d'autodéfense du parti. Les militants nous ont ainsi donné très peu d'archives. La limite tient aussi à la période étudiée, la littérature est surtout dense jusqu'au début des années 1920<sup>422</sup>. En France, à partir des années 1970-80, l'historienne Anahide Ter Minassian, militante au parti, défriche le sujet et écrit de nombreux articles sur sa genèse<sup>423</sup>. À la fin des années 1990, le politiste Gaïdz Minassian<sup>424</sup> montre dans son travail comment le parti a forgé une identité arménienne révolutionnaire à l'échelle de toute la diaspora, en s'appuyant sur la presse, très riche.

Le deuxième biais à trait à la grille de lecture. Il s'agit de quitter la grille de lecture européenocentrée et ne pas réduire le parti à la qualification de « nationaliste ». Pour les militants, c'est la dimension nationale qui compte. Or, le « national » est un projet visant à libérer et à unir les Arméniens dispersés et non à les réduire et à les enfermer dans une identité: « "Le fait national" est positif dans le sens où il libère le peuple, c'est-à-dire les travailleurs, les opprimés »<sup>425</sup>. Les militants du parti sont ouverts à l'ailleurs, ainsi que l'étudie Hourï Berberian<sup>426</sup>, qui analyse le parti à l'aune de l'histoire connectée. Puisant dans différents courants socialistes, les membres du parti circulent entre les empires et participent aux mouvements révolutionnaires de l'Empire ottoman, russe et perse. Ils contribuent ainsi à la mise en œuvre d'un réseau révolutionnaire transnational, qui dépasse le seul cadre arménien. En outre, le clivage droite/gauche du paysage politique français ne fonctionne pas dans le cas

---

<sup>421</sup> Ara Sanjian. « The ARF's first 120 Years. A Brief review of available sources and historiography ». *The Armenian Review*, fall winter 2011, vol. 52, n°3-4, p. 1-16.

<sup>422</sup> Hratch Dasnabedian. *Histoire de la Fédération Révolutionnaire Arménienne Dachnaksoutioun. 1890/1924*. Milan : Oemme Edizioni, 1988.

<sup>423</sup> Anahide Ter Minassian. *Histoire croisée. Diaspora-Arménie-Transcaucasie*. *Op. cit.*

<sup>424</sup> Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne dachnaksoutioun, ou l'utopie en suspens*. *Op. cit.*

<sup>425</sup> Hagop Sazdjian. « La diaspora idéologique ». *Haiastan* n°304, avril 1970, p. 19-20.

<sup>426</sup> Hourï Berberian. *Roving Revolutionaries. Armenians and the connected Revolutions in the Russian, Iranian, and Ottoman Worlds*. Oakland, California : University of California Press, 2019.

arménien, puisque certains militants se situent à gauche et d'autres à droite<sup>427</sup>. La longue histoire du parti témoigne de sa capacité à s'adapter et il aspire à incarner les revendications de tous les Arméniens. Le parti sait ainsi concilier ses idéaux avec ceux du pays où il se situe. Une certaine souplesse caractérise sa ligne et chaque militant a la liberté de puiser dans des strates idéologiques plurielles et de les agencer à sa guise. En France, dans les années 1970, les militants de notre corpus sont socialistes (90% de l'échantillon), en raison de l'héritage socialiste français et du soutien des socialistes français à la question arménienne. Au Liban, les militants du parti, sont, quant à eux, plus conservateurs. Quant aux pratiques manifestantes, elles sont laissées au libre choix des sections, comme nous le verrons.

Autre spécificité des militants du parti *Dachnaksoutioun*, leur héritage partisan : dans le corpus, 90% d'entre eux sont issus de familles qui ont milité au parti, or la famille arménienne était structurante en terre ottomane, aussi sa reconstruction, après le génocide, apparaît nécessaire pour consolider la communauté. Dans notre échantillon, 80% des militants ont été au parti et 20% dans des structures plus souples qui lui sont liées, comme l'UEAE et le CDCA, d'où l'usage du terme mouvance pour le désigner. À cette particularité s'ajoute le fait qu'un tiers des témoins a quitté le parti, dont 10% dans les années 1970, suite à une divergence sur sa ligne, les autres l'ayant quitté après la période étudiée. Leur parole était donc plus libre que la parole de ceux qui y militent encore, plus auto-contrôlée, en raison d'un engagement partisan continu. La moitié des enquêtés n'était donc pas liée par une appartenance partisane lorsqu'elle a témoigné, même si l'adage est de dire qu'on ne quitte jamais complètement le parti.

Notre recherche ne porte pas sur l'organisation du parti. Il nous importe plutôt de saisir comment les acteurs reformulent des idées nées sur les territoires arméniens pour les acclimater à la France et les actualiser, selon les contextes, par des pratiques manifestantes, afin d'inscrire la question arménienne dans l'espace public. Nous serons attentifs aux circulations, via les flux intra-diasporiques, entre les militants de toute la diaspora, qui occasionnent la mise en contact de différentes grammaires protestataires. Au-delà de la singularité de chaque militant, des trajectoires émergent, permettant de dégager des itinéraires, même si quelques uns ne s'y inscrivent pas toujours. Nous avons ponctué notre travail de brèves biographies de militants pour élaborer des profils.

---

<sup>427</sup> Pierre [Bédros] Terzian la taxe d'opportunité, car elle pactise avec des régimes de droite au Liban. « La Question arménienne aujourd'hui ». *Op. cit.*



## -Une nouvelle configuration au milieu des années 1960

Les membres du parti *Dachnakstsoutioun*, comme les autres organisations et les autres partis politiques arméniens, sont reconnaissants et respectueux envers la France<sup>428</sup>. Le parti cherche « une collaboration aussi étroite que possible entre Français et Arméniens »<sup>429</sup> et s'est engagé à « ne pas s'immiscer dans la vie politique de notre pays »<sup>430</sup>. Jusque dans les années 1960, les cadres du parti sont, en effet, des exilés, nés le plus souvent sur les territoires arméniens de l'Empire ottoman, avant le génocide. Le président Hrant Samuelian, né en 1891 à Marache, est en France depuis 1920. Il a une carte de résident privilégié, valable jusqu'en 1969. Docteur en droit, il tient la librairie orientale Samuelian à Paris. Minas Altounian, né en octobre 1890 à Smyrne, s'est réfugié en France en 1922, il est titulaire d'une carte d'identité en 1945. Il travaille dans la couture. Un des conseillers, Zervandian Ayrik, né en 1896 à Van, est présent en France depuis 1931, gérant d'établissement de confection, il obtient la nationalité française en 1957. Cette génération obtient donc tardivement la nationalité française.

À partir du milieu des années 1960, les revendications du parti sont doublement reconfigurées. Le front de lutte principal devient, d'une part, la Turquie, ce qui s'explique à plusieurs niveaux d'analyse, imbriqués. Des éléments de politique internationale sont, en effet, à prendre en compte. L'adhésion de la Turquie à l'OTAN en 1952 ne remet pas en question l'affiliation au camp occidental, mais elle interroge. Ensuite, après la mort de Staline, en 1953, le dégel contribue à modifier l'attitude du parti vis-à-vis de l'URSS. Plus tard, en 1965, Hrant Samuelian envoie un mémorandum à l'ONU, *Le problème arménien, nécessité d'un règlement*, qui s'adresse à la communauté internationale pour condamner le génocide des Arméniens et donc la Turquie. La célébration avec éclat, partout en diaspora, du cinquantième anniversaire du génocide, témoigne, en outre, de l'actualité de la question arménienne. À la question de la lutte contre les deux fronts, Turquie et Arménie soviétique, tous les militants interrogés, dont les ascendants sont tous issus de l'Empire ottoman, ont répondu que le front contre la Turquie primait avant tout dans les années 1960-1980. Un seul militant, dont les deux parents sont issus du Caucase, a situé le second front comme étant prioritaire, preuve du rapport entre les origines géographiques des militants et les horizons de leur lutte. Avec la disparition des derniers

---

<sup>428</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière, Monsieur le ministre de l'Intérieur à Monsieur le ministre des Affaires étrangères, 21 mars 1966.

<sup>429</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Le sous-préfet de Vienne à monsieur le préfet de l'Isère, 14 mai 1948.

<sup>430</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Note du préfet de police adressée à Monsieur le ministre de l'Intérieur, 27 octobre 1947.

dirigeants caucasiens, enfin, la dimension antisoviétique, si elle demeure une constante, n'est plus principale et le combat anti-turc domine dans les revendications. L'arrivée d'une nouvelle génération, née et éduquée en France, contribue aussi à la réorientation des enjeux. Alors que le parti avait pour consigne de ne pas intervenir jusque-là dans la politique du territoire d'accueil, désormais les militants, socialisés en France, mettent en œuvre un militantisme plus tourné vers la France. D'autre part, la priorité est désormais inversée : la question de la reconnaissance juridique du génocide précède celle des revendications territoriales<sup>431</sup>.

-Un parti socialiste?

Après-guerre, la ligne du parti se situe dans la continuité des alliances nouées avec les socialistes et avec les peuples opprimés par les empires, notamment l'Empire ottoman. Le parti est ainsi en relation avec les Grecs au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>432</sup>. Maintenant sa ligne «anti-communiste»<sup>433</sup>, il établit aussi des liens avec « les leaders émigrés slaves et caucasiens des minorités allogènes de Russie »<sup>434</sup>. Il a aussi le soutien de la SFIO<sup>435</sup>. Ainsi, lors de la célébration de l'indépendance arménienne, le 28 mai 1951, le parti *Dachnaktsoutioun* remercie la France de « sa généreuse hospitalité, il a terminé en adressant un salut fraternel aux camarades français de la SFIO »<sup>436</sup>. Au milieu des années 1960, le parti développe « des relations très suivies avec les dirigeants du parti socialiste »<sup>437</sup>. Édouard Depreux, ancien membre de la SFIO, puis secrétaire général du PSU, assiste régulièrement aux cérémonies arméniennes, comme celles du 22 avril 1967 à Paris, où il est souligné « l'amitié à l'égard du peuple arménien : l'assistance l'applaudit vigoureusement avant même de l'avoir entendu. Son discours atteint la dimension universelle. Il proclame la fidélité à la dimension jaussienne, son amitié au parti *Dachnaktsoutioun*, dont il évoque la double nature, patriotique et internationale »<sup>438</sup>,

---

<sup>431</sup> Robert Chahinian, « L'approche du problème arménien », *Haiastan* n°347, mars 1974, p. 6-7.

<sup>432</sup> AN. Fonds Édouard Depreux, 456 AP/7. Dossier 3. Étrangers. L'Arménie.

<sup>433</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière, lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères, 21 mars 1966.

<sup>434</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. DCRG : « Les Arméniens de France », novembre 1957.

<sup>435</sup> APP. Cote BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1957). Note des RGPP, 1<sup>er</sup> juillet 1948.

<sup>436</sup> APP. Cote BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1957). Note des RGPP : « Commémoration de l'indépendance arménienne (28 mai 1918) par les milieux socialistes révolutionnaires "Dachnaktsoutioun". Mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement », 2 juin 1951.

<sup>437</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière, Monsieur le ministre de l'Intérieur à Monsieur le ministre des Affaires étrangères, 21 mars 1966.

<sup>438</sup> « Discours d'Édouard Depreux à la réunion publique du samedi 22 avril 1967 organisée par le *Dachnaktsoutioun* ». *Haiastan* n°206, 3 mai 1967, p. 3-4.

rapprochant ainsi l'histoire arménienne de l'histoire socialiste française. À l'occasion de son décès, le 17 octobre 1981, Anahide Ter Minassian, rappelle qu'il avait « deux grands amours, le socialisme et l'Arménie »<sup>439</sup>.

Dans les années 1970, la visibilité politique du PS (congrès d'Épinay, prise en compte des changements sociaux<sup>440</sup>) contribue à augmenter celle du parti *Dachnaksoutioun* en France, qui soutient la candidature de François Mitterrand, en 1974 et en 1981. Sa victoire en 1981 donne plus de poids au parti dans ses démarches pour institutionaliser la question arménienne. Pour la première fois, en 1981, la direction du PS accueille, parmi les délégations invitées à Valence, celle du parti *Dachnaksoutioun*. Celui-ci comprend entre 700 et 800 membres en 1990<sup>441</sup>, alors qu'il en comptait entre 30<sup>442</sup> et 100<sup>443</sup>, selon les RGPP, dans la première moitié des années 1960 (dont la moitié à Paris), signe de son développement. À l'échelle locale, la présence de maires socialistes, dans certaines communes où les Arméniens sont nombreux, donne plus d'écho à la question arménienne, comme Louis Mermaz, maire de Vienne en 1971, Charles Hernu, maire de Villeurbanne, et Jean Poperen, maire de Meyzieu, tous deux en 1977.

Le socialisme des militants du parti *Dachnaksoutioun* repose sur des valeurs globales et malléables, proches de celle du PS. Il n'est pas la raison première de leur affiliation partisane, davantage motivée par la capacité du parti à défendre la cause arménienne et par le quadrillage du parti sur toute la diaspora, à l'origine de sa longévité. Les militants partagent cependant l'idée de progressisme social, attentif aux inégalités, aux valeurs, comme « [l'] émancipation ouvrière, [l'] idée de justice sociale, [l'] humanisme, [la] défense de l'État providence »<sup>444</sup>, principes défendus par le parti depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et mis en œuvre pendant la république de 1918-1920. En outre, la capacité d'adaptation du parti *Dachnaksoutioun* correspond à celle de la SFIO, puis du PS, qui est lui même un parti malléable : « l'histoire des rapports des socialistes à la société a été évolutive, marquée par une grande plasticité, une capacité plus ou moins forte selon les périodes à s'adapter aux évolutions, qui ont fait parfois

---

<sup>439</sup> Anahide Ter Minassian. « Une perte pour la cause arménienne. Édouard Depreux ». *Azadamard*, 29 octobre 1981, p. 1.

<sup>440</sup> Hélène Hatzfeld. « Une révolution culturelle du parti dans les années 1970 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°96, 2007/4, p. 77-90.

<sup>441</sup> AN. 20020072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique. Rapport des RG : « Minorités, Arméniens », avril 1990.

<sup>442</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Rapport d'activités, synthèse des RGPP, janvier 1962.

<sup>443</sup> AN. 19840083/10. Dossier 369, FRAD (1946-1979). Rapport des RGPP, 1<sup>er</sup> juillet 1966.

<sup>444</sup> Frédéric Sawicki. « Les socialistes ». In Becker, Jean-Jacques, Candar, Gilles (dir.). *Histoire des gauches en France*. Paris : La Découverte, 2004, p. 27-50.

qualifier l'organisation de parti "attrape-tout" par les politistes »<sup>445</sup>. L'axe idéologique du PS n'est pas rigide et ses valeurs se prêtent aisément aux reformulations, rejoignant en cela le parti *Dachnaktsoutioun*. Autre caractéristique commune entre le PS et la FRA, tous deux ont multiplié les réseaux pour étendre leur sphère d'influence et ils sont marqués par une capacité à rebondir et à être réinvestis par de nouveaux militants. Il semble qu'il y ait une différence entre les responsables du parti, dont le socialisme est plus théorique et s'appuie sur des lectures, comme celles de Jean Jaurès, et les militants, attachés à des principes plus généraux, développés dans les camps de jeunesse du *Nor Seround*. Robert T., né en 1946 à Vienne, explique les raisons de son choix d'adhérer au parti, si l'idéologie socialiste importe, le parti lui semble avant tout le plus à même de défendre la cause arménienne :

« Moi aussi, j'étais plutôt de gauche, bien sûr, les idées socialistes, j'étais séduit par ça, si vous voulez, d'une part, et d'autre part, c'était la défense de la cause arménienne. C'était le parti qui, pour moi, vraiment, symbolisait la défense de la cause arménienne, donc c'était un cheminement tout à fait normal [...]. C'était les idées de justice, d'égalité, à l'époque... La gauche était dans l'opposition, donc elle avait le discours très facile sur les droits de l'homme »<sup>446</sup>.

## 2/De nouveaux dispositifs transnationaux

-L'UEAE, Union des étudiants arméniens d'Europe

Les transformations des modes de militance en France et la volonté du parti *Dachnaktsoutioun* d'étendre son influence se traduisent par la création, après 1965, d'organisations transnationales qui ne regroupent pas que des membres du parti, comme l'UEAE, Union des étudiants arméniens d'Europe. L'UEAE s'ouvre à tous les étudiants, qu'elle que soit leur appartenance politique : « "Le pro-Dachnag" et le "pro-Hentchag", le "gauchiste" et le "communiste orthodoxe" ne se montrent pas du doigt en grinçant les dents. Il se respectent et peuvent confronter leurs opinions en toute liberté »<sup>447</sup>. En fait, cette association est une résurgence d'une ancienne association, dont l'activité s'est arrêtée en 1951<sup>448</sup>. En 1902, Agnoui, membre du parti, avait fondé une section européenne des étudiants arméniens, qui regroupait des étudiants allemands, italiens, français, imprégnés des idées de 1789 et 1848.

---

<sup>445</sup> Gilles Morin. « Les socialistes et la société française, réseaux et milieux (1905-1981) ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2007 (4), n° 96, p. 47-62.

<sup>446</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

<sup>447</sup> « Éditorial ». *Oussanogh* n°4, septembre 1971, p. 2-7.

<sup>448</sup> AN. 19870799/32. Dossier 3222, UEAE (1968-1976). Synthèse de la DCRG et de la DGPP : « Groupements divers », janvier 1962.

Cette re-création, en mai 1966, lors d'un premier congrès, apparaît dans le journal officiel en novembre 1967. Le président est Varoujan Attarian, haut fonctionnaire, né au Liban, en 1933. Le trésorier, né en France en 1933, est Hraïr Torossian et le secrétaire, né en France en 1941, est Ara Krikorian, tous deux sont ingénieurs. L'association regroupe une centaine de personnes.

Un brassage intra-arménien irrigue des étudiants de l'UEAE, dont les horizons géographiques sont pluriels. L'association est un « lieu de rencontre pour les jeunes Arméniens d'Europe qui prennent conscience de leur condition ambivalente de diasporique »<sup>449</sup>, nouant ainsi des liens par-delà la distance. Les camps d'hiver, organisés à Bellefontaine, sont autant d'occasions de rencontre. Les langues utilisées sont l'arménien et le français. À Paris, les réunions se font au départ rue Bleue, puis ensuite à la MEA, à la Cité internationale universitaire de Paris. À Lyon, les réunions se déroulent à l'église arménienne, témoignant de son poids, même si cela peut s'expliquer aussi pour des raisons pratiques (la disponibilité des salles). Dans cette ville, à partir d'une liste de 62 étudiants, venus au moins une fois à une réunion de l'association<sup>450</sup>, coordonnée par Jules Mardirossian, entre 1966 et 1969, plusieurs informations se dégagent. La majorité des étudiants est née dans les années 1940, la proportion de femmes et d'hommes est proche (55% d'hommes). Sur 40 étudiants dont nous avons la formation, un tiers étudie en médecine, les autres se répartissant entre les sciences humaines et les sciences dures. 11% sont issus du Moyen-Orient et y retournent après leurs études. Quelques uns vivent en résidence. Parmi les Arméniens de France, 18% se mettent en couple avec une autre étudiante arménienne de l'association. 10% continuent ensuite de militer activement en France au CDCA, dont cinq militants que nous avons interrogés<sup>451</sup>. Vahé évoque le rôle formateur de l'UEAE :

« J'étais ravi, parce que je rencontrais des intellectuels arméniens, des gens de haut niveau, et on parlait de questions qui nous touchaient. C'était déjà quelque part une formation, c'est-à-dire, on essayait de comprendre les tenants et les aboutissants, les éléments historiques. Enfin bref, je commençais à voir le puzzle petit à petit prendre forme »<sup>452</sup>.

Les étudiants arméniens ont désormais, de par leur statut d'étudiant, les ressources intellectuelles et du temps pour s'engager. L'accès à l'université des jeunes Arméniens participe, en effet, à leur politisation. 90% des militants interrogés ont entamé des études supérieures et pour la majorité, des études favorisant une position sociale solide. Si le militantisme n'est pas le seul fait des étudiants, les études favorisent une sociabilité, à l'origine

---

<sup>449</sup> « Éditorial ». *Oussanogh* n°4, septembre 1971, p. 2-7.

<sup>450</sup> Papiers privés de Maurice Dolmadjian.

<sup>451</sup> Maurice Dolmadjian, en philosophie, George Képénékian en médecine, Robert Aydabirian en sciences, Mirhan Amtablian, en sciences économiques et Vahé Muradian, en architecture.

<sup>452</sup> Entretien avec Vahé Muradian, octobre 2017.

de la connaissances d'autres pratiques militantes, dans un contexte d'effervescence politique. Maurice, étudiant en philosophie, indique :

« On voulait se battre. C'est simple, nos parents, ils ne savaient pas bien parler en français, ils ne savaient pas bien écrire en français. On était la première génération née en France, qui avait fait des études. C'était presque un devoir familial, national, appelle ça comme tu veux. Il fallait qu'on fasse quelque chose. On était mû, peut-être parce que qu'il y avait nos parents, grands-parents derrière, qui nous encourageaient, nous poussaient... On voulait vraiment faire ce qu'ils n'avaient pas pu faire, c'est-à-dire porter la cause arménienne à l'extérieur. Je me souviens le mot "extériorisation" revenait sans cesse dans les réunions. On parlait tout à l'heure de pétitions, de tracts, sensibiliser aux hommes politiques [...]. Pour nous il fallait sortir, il fallait nous montrer, il fallait faire du bruit. Il y en a déjà parmi nous qui disaient -car il y avait les mouvements palestiniens à l'époque et il y avait Mai 1968 qui n'était pas loin- : "il faut sortir dans la rue" »<sup>453</sup>.

Ce témoignage rend compte de la prise de conscience de la nécessité de mobiliser les différents supports de diffusion politique (« pétitions, tracts ») pour la question arménienne et de porter les revendications arméniennes dans la rue. Le contexte de Mai 1968 a pu avoir un effet, plus souterrain, de prise de parole et d'ouverture des possibles, même si Lyon était moins touchée, comme l'exprime Georges, alors étudiant en médecine :

« Les étudiants, on commence à construire, on échange sur des morceaux de récits, on commence à lire, on fait des rapports, on se raconte des lectures [...]. C'est plutôt une forme d'engagement d'une nouvelle génération, moi ce que je retiens là, c'est que les vieilles rengaines, les vieilles manières de faire, c'est fini. Je pense que c'est ça que m'apporte ma lecture de Mai 1968 [...]. C'est en même temps d'un coup un espace de liberté, on parle de 68, ça ouvre des champs infinis, c'est comme si l'espace était dilaté, c'est un moment d'enthousiasme »<sup>454</sup>.

Au début des années 1970, dans un contexte de contestation des différentes formes d'allégeances, une évolution vers un activisme plus politique semble se dessiner. Certes, les statuts de l'UEAE indiquent qu'elle a pour vocation de diffuser les deux cultures, arménienne et française, axe plutôt défendu par les militants nés dans les années 1930 et 1940. Elle permet toutefois aussi de réactiver des projets politiques, par des réunions, des conférences et des publications : « L'Union est animée dans son action par la croyance au droit imprescriptible du peuple armenien à vivre par auto-détermination, libre et indépendant sur ses terres ancestrales »<sup>455</sup>. les décisions du 4<sup>e</sup> congrès mentionnent ainsi que l'activité culturelle ne suffit plus. L'association constitue une école d'apprentissage politique pour les étudiants, qui établissent des connexions entre la question arménienne et d'autres questions nationales : « Les

---

<sup>453</sup> Entretien avec Maurice Dolmadjian, octobre 2017.

<sup>454</sup> Entretien avec George Képénékian, mars 2018.

<sup>455</sup> Statuts de l'UEAE. 1968. Papiers privés de Maurice Dolmadjian.

manifestations culturelles parurent très vite insuffisantes et impropres à mobiliser les étudiants arméniens [...]. Ainsi certaines sections songèrent tout à coup qu'au fond le problème arménien n'était peut-être pas différent de ceux que le monde connaît depuis une dizaine d'années »<sup>456</sup>.

D'autre part, l'UEAE est un lieu d'échanges avec des étudiants du monde entier. Elle organise ainsi un meeting le 26 avril 1972 à Paris, «Trois peuples en lutte, Arméniens, Kurdes, Turcs », qui se tient à la maison du Canada, à la Cité universitaire, qui avait connu des occupations actives en 1970<sup>457</sup>. Au début des années 1970, trois types de militants se côtoient à l'UEAE, des militants du parti *Dachnaksoutioun*, dont certains « gauchisés », des Arméniens qui cherchent un nouveau souffle pour atteindre la Turquie, sans être d'extrême-gauche, et des Arméniens de la gauche alternative, objet du chapitre suivant.

L'association édite une revue, bilingue (quatre numéros entre 1967 et 1971), *Oussanogh*, l'« étudiant », qui aborde des questions culturelles et politiques. La presse étudiante en France<sup>458</sup> connaît alors un grand essor, exprimant une prise de parole de la jeunesse. *Oussanogh* est aussi une résurgence. En février 1969 à Paris, le premier numéro d'*Oussanogh* mettait en relation les étudiants arméniens dans le monde. Il doit servir de source d'inspiration aux étudiants arméniens pour s'inscrire dans un héritage de lutte<sup>459</sup>. La revue est fondée par des Arméniens du Moyen-Orient, Tikran Shirvanian, né en Iran en 1939, venu en France en 1964, et les Libanais Haroutioun Kurkjian, Krikor Beledian, Hagop Sazdjian (le peintre Assadour Bezdikian participe aux couvertures de la revue), nés dans les années 1940 et venus dans les années 1960 à Paris. Les auteurs sont étudiants à Paris et à Lyon, comme Maurice Dolmadjian. Plus généralement, ils sont issus du monde entier, ainsi les étudiants de la section de Parme, en Italie, s'y expriment. L'éditorial du premier numéro, en 1967, de Varoujan Attarian, fait un portrait de l'étudiant arménien en France, intégré en diaspora et se devant de politiser la question arménienne : « Peu de choses le différencient extérieurement des Français qu'il côtoie. Né en France [...], il n'a pas le complexe de métèque de ses parents ou grands-parents débarqués comme réfugiés [...]. Il a peu d'attaches concrètes avec ses origines [...]. Le génocide dont leur peuple a été victime [...], c'est pour eux un crime politique, dont ils sont en droit de demander réparation »<sup>460</sup>. Des articles questionnent la dialectique entre vie sur le

---

<sup>456</sup> « Éditorial ». *Oussanogh* n°3, février 1970, p. 2.

<sup>457</sup> Voir en annexes, photo n°4, p. 462.

<sup>458</sup> Laurent Martin « "La nouvelle presse" en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2008/2 n°98, p. 57-69.

<sup>459</sup> A. Aydabirian. « Une page d'Histoire. Les Étudiants arméniens en Europe ». *Haiastan* n°150, 24 février 1966, p. 3-4.

<sup>460</sup> Varoujan Attarian. « L'étudiant arménien en France ». *Oussanogh* n°1, 1967, p. 6-11.

territoire d'origine et vie sur le territoire d'accueil<sup>461</sup>, une question déjà ancienne. L'idée se creuse peu à peu de la pérennité de la vie en diaspora et les auteurs dénoncent la conception statique de « la conservation de l'arménité »<sup>462</sup>. Un article de Marc Nichanian propose d'« accepter et de vivre pleinement sa situation diasporique »<sup>463</sup>. Ces propositions se retrouvent aussi au Liban, dans les écrits de la revue de Bédros Terzian, *Yéridassart Hai* (1969-1975), déjà mentionnée, ce qui reflète des préoccupations réciproques, en France et au Liban.

L'UEAE a ainsi contribué à redynamiser la question arménienne. Le camp de Bellefontaine, organisé en décembre 1975, qui réunit 200 étudiants, est le témoin d'un double brassage. Le brassage est intra-arménien, puisque le camp regroupe des étudiants arméniens venus du monde entier, du Moyen-Orient (Iran, Liban) et d'Occident (Italie, RFA), issus d'associations variées (*Nor Seround*, JAF, UGAB). L'objectif n'est pas de préserver l'appartenance arménienne, mais « d'organiser la diaspora de manière telle que toute organisation soit considérée sous l'angle du retour vers nos terres »<sup>464</sup>. Le camp est aussi ouvert aux autres peuples, comme en témoigne la présence du représentant de l'Organisation kurde, de l'Union des étudiants chypriotes et de l'Union générale des étudiants palestiniens, l'UEAE étant un « ardent » défenseur de la libération de la Palestine, cause qui est « la plus révolutionnaire »<sup>465</sup>. Après cette session toutefois, les activités de l'UEAE se font plus rares. Elles ne sont plus l'objet de comptes rendus dans la presse et dans les rapports des RGPP, dont la dernière note date de 1976<sup>466</sup>, ce qui s'explique par le turn-over des étudiants. Comme toute organisation étudiante, elle prend fin quand les étudiants fondateurs n'ont plus l'âge de l'être. La cessation de ses activités correspond aussi à une transformation des luttes et à la mise en place de la lutte armée arménienne. L'UEAE donne naissance à deux courants : à Paris elle se gauchise, en intégrant des étudiants qui formeront ensuite Libération arménienne, et à Lyon, ses membres activent le CDCA, Comité de défense de la cause arménienne.

---

<sup>461</sup> Hagop Sazdjian. « Question portant sur la diaspora arménienne » [En arménien]. *Oussanogh* n°3, février 1970, p. 4-9. Sarkis Mazguerdian Sarkis, Section de Parme. « L'étudiant arménien et la question nationale et politique ». *Oussanogh* n°2, mai 1969, p. 30-32.

<sup>462</sup> Dicran [Tikran] Shirvanian. « La diaspora et la cause arménienne ». *Oussanogh* n°4, septembre 1971, p. 8-15.

<sup>463</sup> Marc Nichanian. « Contre la conservation de l'arménité » [titre en arménien]. *Oussanogh* n°4, septembre 1971, p. 61-70.

<sup>464</sup> « Le camp d'hiver de l'UEAE ». *Haiastan* n°67-68, février-mars 1976, p. 12.

<sup>465</sup> *Ibid.*

<sup>466</sup> AN. 19870799/32. Dossier 3222, L'UEAE (1968-1976). Note des RGPP : « Réunion organisée [à venir] par l'UEAE (section de Paris) », 7 avril 1976.



- le CDCA, Comité de défense de la cause arménienne

Émanation de la Fédération révolutionnaire arménienne, le CDCA créé en 1965, remplace la délégation de la république arménienne, dissoute en 1945, et dont Hrant Samuelian était le président. Dans les années 1970, il se situe dans le cadre d'un militantisme en mutation, plus ancré dans les droits de l'homme et exigeant des compétences techniques et juridiques. Il cherche à lutter contre la force du négationnisme turc et à réactualiser la question arménienne en l'inscrivant dans une série de questions internationales<sup>467</sup>. Il s'explique aussi par l'essor des moyens de communication et d'informations, qui lui ouvrent de nouveaux champs d'action, ayant pour but « l'utilisation systématique de la propagande pour la cause arménienne »<sup>468</sup>. Il a ainsi permis de concrétiser l'inversion des priorités, en positionnant la reconnaissance du génocide avant la récupération des terres, pour obtenir plus d'écho auprès de l'opinion publique française et mondiale. Se posant « comme les seuls défenseurs de la cause arménienne »<sup>469</sup>, ses militants veulent ouvrir la cause arménienne à des hommes politiques français. Il siège à Beyrouth, avec des représentants dans les pays occidentaux où vit une communauté arménienne<sup>470</sup>. Aux États-Unis, il est présent sous le nom de Armenian National Committee. En France, trois sections régionales sont présentes à Paris, Marseille et Lyon. Sa particularité est de drainer en France des militants qui ne sont pas au parti *Dachnaksoutioun* (20% d'après notre corpus). Son fonctionnement est collégial. Tous les militants le définissent par sa souplesse, à la différence du parti, plus pyramidal.

Le CDCA a contribué à porter la question arménienne dans l'arène diplomatique à partir de 1974, lors de l'affaire du paragraphe 30, quand la sous-commission des droits de l'homme à l'ONU a mentionné le génocide des Arméniens comme le premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle et que la Turquie a obtenu la révision du paragraphe. Une brochure fait état du bilan du CDCA en 1976<sup>471</sup>. Il entretient des liens avec la presse, il a organisé des manifestations et des meetings. Celui du 6 juin 1975 au Palais des Congrès à Paris est suivi par 3500 personnes, ses participants sont Yves Ternon, Jean-Marie Carzou ou encore Jean-Pierre Domenach. Le meeting du 25 janvier 1976, au Palais des Congrès à Lyon, regroupe 2000 personnes. Le succès de ces rassemblements témoigne alors du « désir des Arméniens de se retrouver, "le besoin" physique

---

<sup>467</sup> APP. 80 W art 144. Le CDCA, Rapport 57545.

<sup>468</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>469</sup> AN. 20030072/5. Commémorations annuelles de l'anniversaire du génocide des Arméniens. Rapport de la DCRG : « Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide le 24 avril », 25 avril 1985.

<sup>470</sup> Anahide Ter Minassian. « Les Arméniens de Paris depuis 1945 ». *Op. cit.*

<sup>471</sup> MCA d'Alfortville. Le CDCA. *Rapport d'activité*. Du 1<sup>er</sup> mars 1975 au 30 juin 1976. Voir aussi la brochure du CDCA. *Le CDCA et problème du paragraphe 30 à l'ONU*. 1975.

de se côtoyer, de se "sentir" chez soi parmi leurs semblables»<sup>472</sup>, permettant de recréer un collectif. La mise en avant de la reconnaissance du génocide dans l'arène publique n'obère pas toutefois la volonté de retourner sur les « terres ancestrales »<sup>473</sup>. Le CDCA a contribué au réexamen, par la sous-commission à l'ONU, du rapport mentionnant le génocide, lors de la session de mars 1979, qui se tient à Genève. En août 1985, la mention du génocide est réinsérée dans le rapport de la sous-commission à l'ONU<sup>474</sup>. Vivant de dons, le CDCA a regroupé jusqu'à 300 personnes. À Lyon, il est très influent : il y organise les 24 avril et fait du lobbying auprès des hommes politiques.

### 3/ Une spécificité lyonnaise ? Des Arménies en réseau

L'étude du parti ne peut faire l'économie d'un changement d'échelle, qui révèle une architecture en réseau. Celle-ci tient à la pluri-appartenance des militants et à leurs interactions avec leur environnement proche. Le parti est actif dans toutes les communautés diasporiques arméniennes et en France dans ses principaux pôles, Paris, Lyon, Marseille et leur région respective, qu'il structure fortement. En région parisienne, des sections sont présentes en banlieue, comme à Alfortville, Issy-Les-Moulineaux, Bagneux ou Cachan. La section lyonnaise est mise en place en 1926, dès l'arrivée des Arméniens dans le Rhône. Elle connaît un renouveau à partir des années 1970 : « Tombée en désuétude durant de nombreuses années, elle a été reprise par des éléments jeunes et a connu depuis un regain d'activité et d'audience »<sup>475</sup>. L'hégémonie du parti est alors reconnue par tous, même parmi ceux de mouvements politiques opposés : « ceux qui avaient, disons, l'aiguillon pour mener la communauté, c'était le CDCA et les *dachnaks*, nous à côté on n'était rien »<sup>476</sup>, affirme Charles, de Libération arménienne, né en 1940 à Saint-Chamond. Plusieurs raisons imbriquées nous permettent d'éclairer son dynamisme, impliquant une réflexion sur l'espace comme ressource.

D'une part, la transposition de l'hégémonie antérieure du parti se déploie plus aisément dans le monde arménien en diaspora, après le génocide et l'exil, à Lyon, où l'immigration plus ouvrière (travail de la soie), facilite le maintien des traditions, et donc la main-mise du parti. L'absence de concurrence politique y explique l'absence de tensions. À Paris, où la porosité

---

<sup>472</sup> Mireille Bardakjian. « Qu'est-ce qui fait courir les Arméniens ? ». *Haïastan* n°67-68, février-mars 1976, p. 7.

<sup>473</sup> *Ibid.*

<sup>474</sup> Ara Krikorian. « L'action du comité de défense de la cause arménienne et la reconnaissance du génocide des Arméniens ». *Revue d'histoire de la Shoah*, janvier-août 2003, n° 177-178, p. 445-460.

<sup>475</sup> AN. 20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique, Communauté, Études régionales, Rhône-Alpes. Rapport des RG, C-69-H. E.ECJ/N° 40/ 2/BN : « Étude sur la communauté arménienne », 4 février 1983.

<sup>476</sup> Entretien avec Charles Papazian, octobre 2018.

entre les courants protestataires est forte, l'émergence d'un mouvement plus révolutionnaire, Libération arménienne, est en revanche possible au milieu des années 1970. À Marseille, les clivages politiques sont aussi marqués, du fait des différents strates migratoires et du poids de la mouvance pro-soviétique. Dans ces deux villes, les positions sont plus clivées. La position géographique de Lyon lui permet aussi d'avoir des contacts avec d'autres sections à l'étranger, notamment en Suisse<sup>477</sup> : l'un des militants du CDCA, Varoujan Attarian, chercheur en physique, est un haut fonctionnaire, travaillant à Genève.

D'autre part, l'existence de petites Arménies à fort peuplement arménien, vivant en réseau, a ensuite contribué à créer des îlots de militantisme, nouant arménité et politique. Dans les années 1970, les communes se dotent d'une Maison de la culture arménienne et mémorialisent leur espace urbain pour imposer des noms de rue, faisant référence à l'histoire arménienne (comme à Décines, avec « la rue du 24 avril » en 1972). Boris Adjemian a qualifié ce dynamisme local de « municipalisme mémoriel »<sup>478</sup>, pour en décrire les formes. Les acteurs concilient leur mode d'habiter (groupé), leur travail, leur fréquentation de lieux arméniens - comme l'Église et aussi les maisons de la culture arménienne- et leur militantisme. Productrices d'identité sociale, ces articulations déterminent en retour des configurations spécifiques<sup>479</sup>. Les sections locales du parti présentes dans les communes ayant une communauté arménienne importante établissent des liens avec les mairies socialistes<sup>480</sup>. Un tiers des militants interrogé a adhéré au PS<sup>481</sup>. Sur les 40 à 50 militants du parti de chaque localité, une quinzaine est au PS. Quelques figures émergent localement (comme Édouard Mardirossian à Décines, Patrick Tchoboian à Vienne ou Varoujan Krikorian à Villeurbanne), chacun jouant un rôle clé au sein de leur commune. Actifs politiquement depuis plusieurs années et forts de la capitalisation de leur expérience, les militants sont liés aux dirigeants locaux et régionaux du Parti socialiste, qu'ils font régulièrement participer aux cérémonies du 24 avril à Lyon, depuis 1978, faisant valoir les affinités idéologiques proclamées entre le parti *Dachnaksoutioun* et le Parti socialiste. Ces alliances sont une ressource, conférant au groupe une respectabilité qui rassure la communauté, lui faisant prendre conscience de sa force collective et lui donnant une image

---

<sup>477</sup> AN. 20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique, Communauté, Études régionales, Rhône-Alpes. Rapport des RG, C-69-H. E.ECJ/N° 40/ 2/BN : « Étude sur la communauté arménienne », 4 février 1983.

<sup>478</sup> Boris Adjemian. *Les petites Arménies de la vallée du Rhône*. Op. Cit.

<sup>479</sup> Patrick Boucheron. « Histoire urbaine ». In Delacroix, Christian, Dosse, François, Garcia, Patrick, Offenstadt, Nicolas. *Historiographies. Concepts et débats*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Histoire »), 2010, p. 436-442.

<sup>480</sup> Sawicki Frédéric, Siméant Johanna. « Décloisonner la sociologie de l'engagement. Notes critiques sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Sociologie du travail*, janvier-mars 2009, vol. 51, n°1, p. 97-125.

<sup>481</sup> D'après les militants interrogés sur le sujet. Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne ou l'utopie en suspens*. Op. cit.

dynamique d'elle-même, car les Arméniens de cette génération, dont la plupart sont nés Français ou ont été naturalisés, représentent une puissance électorale. L'apport est mutuel : les militants du parti *Dachnaktsoutioun* sont présents lors des congrès du Parti socialiste, ils assistent aux fêtes de la rose, comme en Isère<sup>482</sup>, le 3 septembre 1978, avec une délégation grecque et chilienne, où Louis Mermaz est présent. Le parti *Dachnaktsoutioun* constitue aussi une force d'appoint pour le service d'ordre du PS. À l'échelle municipale, le soutien des militants du parti *Dachnaktsoutioun* aux membres du PS a constitué pour eux un tremplin vers d'autres fonctions politiques, à partir de 1981. Selon Robert T., les liens noués avec les socialistes français dans les années 1970 ont été riches de possibles :

« Déjà nos parents avaient eu dans le temps des relations avec les socialistes. Nous, lorsqu'on est arrivé, on a dit qu'il fallait changer la manière de procéder, et tout naturellement, je dirais que c'était des relations tout à fait naturelles qu'on a eu avec les socialistes, et le fait est que c'est un petit peu dans toutes ces communes où les socialistes sont arrivés au pouvoir »<sup>483</sup>.

Ces relations denses avec les hommes politiques locaux peuvent expliquer ensuite le moindre usage de pratiques protestataires ouvertes à Lyon, et la recherche d'un consensus. À Paris, capitale de la protestation et de l'effervescence politique, les logiques sont différentes. Au reste, le parti *Dachnaktsoutioun* est plus loin du pouvoir à Lyon, donc plus autonome, comme l'exprime Georges :

« À Paris, ils sont plus sous le contrôle du parti et puis il y a un vent différent ici. Cette ville est une ville où on recherche depuis longtemps le consensus, la convergence, la confluence, donc il y a quelque chose de très lyonnais. Je ne le sais pas au moment où on le fait, mais c'est dans l'esprit de cette ville. On est très impliqué dans la vie du PS, ici [...]. Il y a une ambiance ici, on n'est pas sectaire. Bon sectaire, c'est exagéré, mais on a un esprit d'ouverture et de tolérance »<sup>484</sup>.

La présence d'un leader actif, Jules Mardirossian, né en 1938 à Vienne, qui s'appuie sur un groupe soudé, contribue aussi au dynamisme du militantisme lyonnais. Les sources, internes et externes, convergent dans ce sens : il est un « éminent porte-parole » du parti, « dont il dirige la très importante section lyonnaise. À ce titre, il occupe diverses responsabilités au sein des associations et des organisations arméniennes de l'agglomération lyonnaise [...], et jouit d'une audience incontestable auprès de la communauté »<sup>485</sup>. Vahé insiste sur le fait que le groupe est une équipe, unie par son leader : « Je n'ai jamais oublié les cours de dynamique de

---

<sup>482</sup> « Solidarité des minorités ». *Haiïastan* n°395, septembre 1978. p. 27.

<sup>483</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, février 2019.

<sup>484</sup> Entretien avec Georges Képénékian, mars 2018. Il est maire de Lyon à cette date.

<sup>485</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne en France (1970-1988). Fiche des RG, 1<sup>er</sup> juillet 1985.

groupe de Jules. Il y avait trois choses fondamentales : un objectif commun, des liens interpersonnels et l'action collective. Un truc comme ça »<sup>486</sup>. Le noyau militant, homogène socialement, est relié par de forts liens d'interconnaissance, noués lors de leurs études à la fin des années 1960, au sein de l'UEAE, et prolongés par une proximité géographique choisie de leur lieu de vie pour militer ensemble dans la région. Intégrés à la société française par une dynamique de mobilité sociale ascendante, ils peuvent s'autoriser à négocier pacifiquement avec l'élite politique locale, car le groupe peut, selon Isabelle, militante au parti : « parler d'égal à égal aux hommes politiques »<sup>487</sup>. Les décisions prises sont collégiales, comme l'explique Jules : « À quatre, rien ne nous résistait, rien, on était tellement complémentaire »<sup>488</sup>. Au cours de nos entretiens, les témoignages de militants évoquent cette solidarité et la joie de militer ensemble. Vahé mentionne « l'amitié d'une cause partagée » :

« Cette camaraderie qui est née à cette époque, le nombre de gens qu'on a pu rencontrer, des gens de valeur, de qualité, cet enthousiasme qu'on partageait pour cette cause, ça a été aussi très positif. J'ai un excellent souvenir de toute cette période, de tous les gars, de toutes ces filles que j'ai rencontrés. Donc on le disait souvent, on disait : "il faut qu'on soit des Arméniens heureux, dans la cause arménienne, on doit être heureux" [...]. On voulait positiver, on voulait être heureux dans ce qu'on faisait, on voulait être des gens heureux, et on voulait communiquer ça aux autres, parce que tu ne peux pas te battre pour une cause, si tu n'as pas un minimum d'enthousiasme, si tu ne trouves pas du plaisir à le faire. Il fallait bien qu'on ait du plaisir. Collégial, c'était très collégial, car il y a une espèce d'alchimie, une complémentarité de personnalités »<sup>489</sup>.

Le vocabulaire utilisé, « enthousiasme », « plaisir », à deux reprises, « heureux », à quatre reprises, confirme l'importance de l'amitié dans le militantisme et la dynamique du groupe, qui créa le mensuel *France-Arménie* en 1982 (30 000 exemplaires, puis 21000 en 1985).

---

<sup>486</sup> Entretien avec Vahé Muradian, octobre 2017.

<sup>487</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, militante à Paris et à Lyon, janvier 2019.

<sup>488</sup> Entretien avec Jules Mardirossian, août 2017.

<sup>489</sup> Entretien avec Vahé Muradian, octobre 2017.

## C) Quels profils de militants ?

### 1/ La deuxième génération migratoire

#### - Caractéristiques socio-économiques

Dans les années 1950-1960, la socialisation des militants de la deuxième génération migratoire s'est construite autour de deux systèmes de représentation, français et arménien. Ils ont reçu de leurs parents la double injonction de respecter les codes de la société d'accueil et de préserver leur appartenance arménienne. Les trois quarts des militants interrogés ont au moins un des deux parents rescapé du génocide et né sur les territoires arméniens (pour 55%, ce sont les deux parents et pour 20%, il s'agit du père, né avant le génocide, le dernier quart appartenant à la troisième génération migratoire). Nés en France dans les années 1930 et 1940, ils sont en contact direct avec ceux qui ont vécu le génocide, souvent des orphelins. L'acquisition de la nationalité française de leurs parents, qui se considéraient pour certains comme étant de passage en France, n'advient que lorsqu'ils sont enfants, voire n'advient pas. Dans notre corpus, ils ont souvent vécu groupés dans des petites Arménies. Leur classe comprend ainsi des Arméniens, à Décines ou à Alfortville. Pour certains, leur tissu relationnel était surtout constitué d'Arméniens. Cette deuxième génération a parfois peu de liens avec le milieu d'accueil. Robert T., ayant vécu à Vienne, évoque la prégnance de la sociabilité arménienne, il n'est toutefois pas représentatif des autres militants :

« Je crois qu'on peut difficilement dissocier les deux [appartenances]. Je suis quand même né ici, j'ai grandi ici. Je suis quand même marqué par la culture française. Mais, c'est quelque chose qui n'est peut-être pas bien normal non plus, je n'ai pas d'amis français »<sup>490</sup>.

Militants au *Nor Seround*, ils ont participé à la construction de la journée du 24 avril 1965 comme un problème public, qui a contribué à cristalliser une prise de conscience. Ils se marient entre Arméniens (90% du corpus). Ara Krikorian, en 1966, dans *Haïastan*, fustige les mariages mixtes et affirme que le mariage est une continuité de l'engagement<sup>491</sup>.

La scolarisation française, comme outil de socialisation, est cependant vécue comme une immersion dans un monde différent. Selon Gérard Noiriél, les immigrés de la deuxième génération, nés dans le pays d'accueil, s'assimilent et effectuent leurs « premiers apprentissages [...] dans le pays d'accueil. C'est pourquoi ils assimilent parfaitement les schémas de la culture

---

<sup>490</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

<sup>491</sup> Ara. « Tribune Libre. Raisonnement par l'absurde ». *Haïastan* n°167, 23 juin 1966, p. 3.

nationale »<sup>492</sup>. Vahé, après avoir évoqué le bouleversement qu'a pu constituer la scolarisation française, mentionne son prénom, francisé, caractéristique de la seconde génération, comme symbole de l'intégration (ce prénom francisé peut aussi être imposé par la mairie) :

« Pour moi l'école, ça a été un drame. Quand je suis arrivé à l'école maternelle, j'avais l'impression d'arriver dans un autre monde, un autre univers, un autre pays. On était si protégé et on était dans du coton, on voyait personne [...]. La maternelle a été un choc culturel. J'y allais en pleurant tous les jours. Je me suis senti étranger, j'avais un nom arménien, Vahé Muradian, j'ai un nom arménien. Ah putain, j'avais un deuxième prénom français, Bernard, donc on m'a assez rapidement appelé Bernard, ça m'est resté jusqu'à la fin de la scolarité, jusqu'à la fin de mes études secondaires, où j'ai repris mon premier prénom, j'ai commencé à reprendre un peu de courage »<sup>493</sup>.

Si le témoin renoue avec ses origines, en se réappropriant, jeune adulte, son prénom arménien, il associe cet acte à un effort. Le fait d'avoir une origine différente peut être éprouvé dans la douleur : « ce processus d'acquisition des normes dominantes se fait souvent dans la souffrance, lié à la honte de soi et à la culpabilité »<sup>494</sup>. L'ostracisme peut aussi toucher les Arméniens de la deuxième génération. Robert T., dont le père est né en 1909 et la mère en 1916, se souvient avec émotion avoir été victime de racisme, enfant, de la part de sa maîtresse, violente à son égard, et du soutien de sa grand-mère :

« J'ai 72 ans, je n'ai pas oublié son visage [celui de sa maîtresse]. Je suis le seul Arménien de la classe. Tous les jours, j'ai des coups sur la tête, des gifles [...]. J'en ai les larmes aux yeux. Ma grand-mère, je sais qu'elle va venir... »<sup>495</sup>.

À quoi cette génération est-elle réceptive ? Vivant dans un bain arménien, il n'y a pas d'événement déclencheur qui expliquerait leur militantisme, mais le double contexte de guerre froide et de mutations socio-économiques, influe sur la politisation des militants. Nés entre le milieu des années 1930 et le milieu des années 1940, leur enfance se situe dans un contexte politique spécifique, celui d'un clivage marqué entre communistes et anti-communistes. Enfants et jeunes adolescents, ils ont été marqués par les tensions entre le parti *Dachnaksoutioun* et les rouges, revivifiées par l'échec des rapatriements. Socialisés au début de la guerre froide, leur anti-soviétisme est un curseur déterminant, mais leur anti-turquisme est plus fort. Le modèle des générations intellectuelles élaboré par Michel Winock, caractérisant

---

<sup>492</sup> Gérard Noiriel. *Population, immigration et identité nationale en France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Hachette Supérieur (Coll. « Carré-Histoire »), 1992.

<sup>493</sup> Entretien avec Vahé Muradian, septembre 2017.

<sup>494</sup> Gérard Noiriel. *Population, immigration et identité nationale en France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Op. cit.

<sup>495</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

une génération de la guerre froide<sup>496</sup>, l'anti-communisme servant de ciment, ne correspond qu'en partie. Les militants de cette génération, étudiants au début des années 1960, en situation de mobilité sociale ascendante, comme les élites socialistes<sup>497</sup>, sont actifs surtout dans l'espace public français, à partir des années 1970, leur statut social leur conférant une assurance. Maîtrisant les codes de la société française, où ils sont nés, ils participent à un militantisme institutionnel, qui contribue à faire advenir la question arménienne (lobbying, meetings). La lutte armée permet aussi de leur donner plus d'écho dans l'arène publique. Cette deuxième génération migratoire milite au côtés de la première génération migratoire, dont les militants sont toujours en vie dans les années 1970.

#### -Guerre d'Algérie et décolonisation

D'autres paramètres sont à prendre en compte dans l'étude de la deuxième génération migratoire, comme la guerre d'Algérie et la décolonisation. Celles-ci exposent les acteurs arméniens à des luttes venues d'ailleurs. Les témoins n'ont pas d'expérience collective de la guerre d'Algérie en tant qu'Arméniens. Cependant quelques caractéristiques communes se dégagent, dans le regard posé sur le conflit, qui permettent de distinguer trois types de profils. Le premier profil regroupe les militants qui établissent des parallèles entre les deux peuples, arménien et algérien. Ils ont parfois de la famille qui a été appelée en Algérie. Ainsi Robert A., à la question d'un rapprochement entre les deux questions, arménienne et algérienne, répond : « Oui, c'était l'indépendance, un peuple qui mène une lutte de libération nationale pour son indépendance »<sup>498</sup>. Parmi ces militants, certains ont fait la guerre d'Algérie (10% du corpus). Varoujan, né en 1935 à Décines, affirme avoir fait son devoir de Français, mais considère que les Algériens se sont vus imposer une domination : « On n'a pas le droit d'imposer, je suis pour le droit à l'auto-détermination des peuples »<sup>499</sup>. Il est à noter que d'autres militants, du CEA et de la JAF, qui ont fait la guerre d'Algérie, posent sur elle un regard identique. Le deuxième profil caractérise les militants favorables à l'indépendance de l'Algérie. Ainsi, un militant du parti et proche de l'UNEF, Union nationale des étudiants de France, qui a manifesté contre l'Algérie française, « est appréhendé par la police municipale, alors qu'il distribuait des tracts

---

<sup>496</sup> Michel Winock. « Les générations intellectuelles ». Les générations. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 17-38

<sup>497</sup> Alain Bergounioux. « Générations socialistes ». Les générations. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 93-101.

<sup>498</sup> Entretien avec Robert Aydabirian, octobre 2017.

<sup>499</sup> Entretien avec Jean Varoujan Krikorian, février 2018.



relatant le massacre des Arméniens par les Turcs en 1915 »<sup>500</sup>, quelques années plus tard, le 24 mars 1965, un mois avant le cinquantième anniversaire du génocide. Sans chercher à lire, dans l'antériorité chronologique de l'opposition à la guerre d'Algérie, une reproduction mécanique pour la question arménienne, il semble que des apprentissages circulent entre les causes : l'opposition à la guerre d'Algérie est une instance de politisation et des militants ont un rôle de passeurs entre la scène militante française et arménienne. Émergent enfin quelques figures qui sont passés à l'action, porteurs de valise, comme Gérard Chaliand, né en 1934. Il n'est pas au parti, mais il a sensibilisé à la question algérienne Varoujan Attarian, étudiant en droit et membre du parti, comme il l'évoque dans son récit, *La pointe du couteau*<sup>501</sup>. Si la guerre d'Algérie ne joue aucun rôle déclencheur dans une quelconque prise de conscience, elle participe de manière diffuse à un éveil. Il ne faut pas y lire toutefois de systématisme, comme le montrent les positions de Patrick Dédéjjan, étudiant en droit, dont le père est arménien et la mère française, partisan de l'Algérie Française.

Cette génération migratoire pourrait ainsi être assimilée à la génération de la décolonisation, quand les peuples aspirent à être indépendants de la tutelle coloniale, ils établissent alors des passerelles avec l'histoire arménienne. Les Arméniens restés sur les terres d'origine sont un peuple opprimé en Turquie et soumis en URSS. Un article de *Haïastan*, écrit avant Mai 1968, évoque l'indépendance du Vietnam : « dans beaucoup de domaines, la lutte des Vietnamiens contre les États-Unis me fait penser à notre lutte [...] et parce que les Vietnamiens ont la détermination de vaincre finalement leur grand adversaire, je crois aussi en la victoire de notre peuple »<sup>502</sup>. Effectivement, quelques intellectuels arméniens en France établissent des parallèles entre les peuples du Tiers-monde, qui accèdent à leur indépendance, et les Arméniens. Le parcours d'Anahide Ter Minassian est révélateur de cette prise de position. Elle rencontre à la Sorbonne en 1951 Pierre Vidal-Naquet, avec qui elle noue des liens amicaux. Celui-ci s'engage ensuite en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Grâce à lui, elle publie un article dans *Esprit* en 1967<sup>503</sup>, à son retour d'Arménie soviétique, refusé auparavant par Jean-Paul Sartre. Il commence en ces termes : « À l'heure du drame vietnamien et des révolutions africaines » ; elle poursuit ainsi : « Étudier la "question arménienne" [...] se heurte à une première difficulté : forcer la conscience d'un public largement gavé de question "algérienne",

---

<sup>500</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Note des RG, Document de travail : « Le terrorisme arménien », 2 octobre 1980. Cela nous a été confirmé en entretien.

<sup>501</sup> Gérard Chaliand. *La pointe du couteau*. Paris : Point (Coll. « Point Aventures »). 2011. Il nous a confirmé cet épisode dans son entretien réalisé en juin 2017.

<sup>502</sup> M. Goujouni. « Notre Vietnam ». *Haïastan*, n°238, 25 janvier 1968, p. 3.

<sup>503</sup> François Dosse. *Pierre Vidal-Naquet, une vie*. Paris : La Découverte, 2020.

"cubaine", "vietnamienne" »<sup>504</sup>. Plus tard, le 2 mai 1975, au centre Chaillot-Galliéra, lors d'une table ronde avec un débat organisé par le CDCA, qui réunit 300 personnes et à laquelle elle participe, les questions des participants portent sur « des comparaisons avec les luttes des peuples vietnamien, palestinien, algérien, chilien »<sup>505</sup>. Toutefois, on peut faire l'hypothèse que si la lecture de l'identification des Arméniens aux peuples en lutte facilite l'extériorisation de la question arménienne, car elle la désingularise et l'inscrit dans une série de questions plus globales, les parallèles entre les luttes de décolonisation et la lutte arménienne, parmi les militants de la deuxième génération, demeurent cependant théoriques. Ils sont peu présents en entretien et sont le fait d'une poignée de militants, surtout les intellectuels.

- Un exemple de parcours de la deuxième génération migratoire : Jules Mardirossian

Le parcours de Jules Mardirossian, né en 1938, est emblématique du parcours des militants de la deuxième génération migratoire. Sa socialisation primaire est arménienne. Ses parents sont tous deux arméniens, orphelins du génocide venus dans les années 1920, à Marseille et devenus artisans (son père était coupeur de tige et sa mère, couturière). Son héritage politique est arménien, son père était membre du parti, son frère, Édouard Mardirossian, et son cousin, Ara Krikorian, le sont aussi. Jules Mardirossian a vécu à Décines. Sa mère lui a transmis des récits sur le génocide. Sans être pratiquant, il participe aux événements liés à l'Église. Ses parents parlent l'arménien et il le comprend. À l'école, sa classe est composée pour plus d'un tiers d'Arméniens. Plus tard, il épouse une Arménienne. Grand lecteur et bon élève, il fait des études de chimie, qui favorisent ensuite son ascension sociale. Appelé en Algérie, il refuse dans l'entretien, d'établir des passerelles avec la question arménienne. Toutefois le récit d'anecdotes témoigne de points de contacts, même très lointains, dont il a conscience. Il mentionne ainsi son opposition au passage à tabac d'un Algérien par un soldat français. Sa culture politique, très vaste, incorpore l'idée de refus de la domination, ainsi il affirme : « Je me reconnaissais [dans l'idéologie du parti] au fait qu'il est impensable que les faibles soient toujours, non seulement mis à mal, mais vilipendés, d'une certaine manière, et ça pour moi, c'était insupportable »<sup>506</sup>. Sa double appartenance se mesure politiquement, puisqu'il devient membre du PS. Il consacre

<sup>504</sup> Anahide Ter Minassian, « La question arménienne ». *Esprit*, 1967.

<sup>505</sup> AN. 20072003/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide des Arméniens du 24 avril 1915, (1975). Rapport des RGPP : « Compte rendu », 3 mai 1975.

<sup>506</sup> Entretien avec Jules Mardirossian, février 2018.

sa vie à son engagement pour la question arménienne de manière institutionnelle, en recrutant des étudiants pour l'UEAE, à Lyon, et des militants pour le CDCA. Robert T. affirme qu'il était « un moteur »<sup>507</sup> et Georges confirme : « C'est plus qu'un frère d'armes, c'est une fraternité pour les combats »<sup>508</sup>. Militant actif au parti, il participe à l'organisation des 24 avril, par la négociation des itinéraires, et à toutes les actions de lobbying, par des rencontres avec les hommes politiques français. Son objectif, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, est avant tout la reconnaissance du génocide et la sanction de la Turquie.

## 2/ Y-a-t-il une génération 68 arménienne?

### -Une sociabilité étudiante

L'existence d'une « génération 68 »<sup>509</sup> a longtemps été interrogée. Si l'expression permet de désigner des acteurs ayant participé à Mai 1968, elle demeure opaque. D'une part, des acteurs, en âge d'y participer, n'y ont pas pris part. D'autre part, l'étude de la participation aux événements de Mai 1968 doit être aussi menée avec l'étude de la politisation des militants avant Mai 1968 et comparée avec les strates de politisation que Mai 1968 a pu construire ensuite. L'exposition à un événement est, en effet, plus marquante à un jeune âge. Enfin, les Arméniens nés en France et les exilés arméniens, venus étudier en France, ne vivent pas l'événement de manière identique, ainsi Harout Kurkjian, étudiant venu du Liban, met en scène différents types d'étudiants arméniens à Paris en Mai 1968, dans son *Essai sur l'exil*<sup>510</sup>, écrit en 1968 et édité en 1978. Aussi, en raison de la pluralité sociale et géographique de la jeunesse arménienne, tous les acteurs ne sont pas concernés de la même manière par l'événement. Il s'avère donc nécessaire de combiner plusieurs variables : l'âge, le lieu, le statut (lycéen, étudiant, salarié), le rapport à la migration, le sexe, l'origine sociale et la religion. Y-a-t-il une spécificité des effets de Mai 1968 sur les descendants d'immigrés et plus particulièrement sur les Arméniens qui y participent ? Pour paraphraser Julie Pagis, devient-on soixante-huitard, car on participe à l'événement, ou y participe-t-on, car on a des engagements à la mouvance *dachnak* auparavant<sup>511</sup> ? Ces questions impliquent bien évidemment des réponses nuancées. Pour élaborer des pistes de réflexion, nous nous sommes appuyés sur un corpus de quelques militants

---

<sup>507</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

<sup>508</sup> Entretien avec Georges Képénékian, mars 2018.

<sup>509</sup> Jean-François Sirinelli. « Génération, générations ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2008/2, p. 113-124.

<sup>510</sup> Harout Kurkjian. *Essai sur l'exil*. Paris : Baladrian (Coll. « Diaspora arménienne »), 1978.

<sup>511</sup> Julie Pagis. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. *Op. cit.*

ayant vécu Mai 1968, qui ont ensuite participé ou défendu des actions anti-turques au début des années 1970.

Ces militants, nés entre le milieu des années 1940 et le début des années 1950, s'inscrivent dans une période de forte croissance économique, de confort matériel, les Trente glorieuses. Ils représentent, selon *Haiïastan* en 1966, une « relève »<sup>512</sup>. En avril 1968, lors de la semaine arménienne à Lyon, Varoujan Attarian, invité en tant que coordinateur de l'UEAE, affirme dans un discours : « Économiquement, la nouvelle génération est plus favorisée aujourd'hui »<sup>513</sup>. Des militants sont issus de la troisième génération migratoire, leurs grands-parents, rescapés du génocide, sont venus en France dans les années 1920. D'autres militants sont à cheval sur deux générations migratoires et quelques-uns appartiennent à la deuxième génération migratoire.

La fréquentation de lycées français, actifs politiquement, comme Jacques Decour, puis l'accès à l'université, contribuent à une perméabilité à l'esprit protestataire du monde. La sociabilité des acteurs est l'occasion d'un apprentissage de la contestation, à l'origine d'une lecture critique vis-à-vis de toute organisation, dont celle à laquelle ils adhèrent. La jeunesse en France est alors plus nombreuse à accéder à l'enseignement supérieur (de 213 000 étudiants en 1959-1960 à 626 000 en 1969-1970). L'Université est l'occasion de sortir de l'entre-soi, elle les expose à découvrir un monde de luttes, elle « favorise le renforcement des sociabilités étudiantes et autorise une articulation particulière entre les différentes sphères de vie »<sup>514</sup>. Les apprentissages sont de deux ordres. Ils sont, d'une part, théoriques, ainsi des lectures (Marx, Bakounine) contribuent à les former politiquement. Les étudiants constituent un nouveau lectorat, qui contribue à la circulation des idées, dont les marxismes, qui se renouvellent. La maison d'édition Maspéro<sup>515</sup>, fondée en 1959 avec la librairie *La joie de Lire*, en pleine guerre d'Algérie, est évoquée par quelques militants. Elle diffuse les idées tiers-mondistes, en publiant les écrits du Che ou de Frantz Fanon, et constitue un laboratoire au carrefour de nombreux courants. Ces apprentissages de la protestation passent, d'autre part, par des pratiques, puisque les étudiants font l'expérience de la manifestation, qui prend une place centrale dans leur référentiel politique, avec les réunions et les meetings. Ce terreau dont les militants s'imprègnent n'est pas central dans leurs horizons, il participe toutefois à la construction de leur

---

<sup>512</sup> N. N. « La relève ». *Haiïastan* n°156, 7 avril 1966, p. 3.

<sup>513</sup> Lala. « La semaine culturelle du *Nor Seround* à Lyon ». *Haiïastan*, 25 avril 1968, p. 3-4.

<sup>514</sup> Tristan Haute, Lilian Mathieu, Sophie Orange. « Les enfants indociles de la massification scolaire ». *Op. cit.*

<sup>515</sup> Julien Hage. « La joie de lire ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 533-537. La librairie est évoquée aussi par des militants de Libération arménienne.

militantisme et leur permet d'établir des passerelles entre l'histoire française et l'histoire des Arméniens, toutes deux confrontées à l'histoire du monde. Ces caractéristiques concernent aussi le mouvement politique arménien d'extrême-gauche, Libération arménienne, quelques années plus tard.

Deux variables mobilisées par Julie Pagis<sup>516</sup> sont communes au militantisme des soixante-huitards français et à celui des membres de la mouvance *dachnak*, actifs en 1968 : l'héritage de strates politiques avant 1968 et la socialisation religieuse. L'idéologie socialiste du parti *Dachnaksoutioun* et le cadre partisan facilitent la réception des luttes, comme Mai 1968 en France, en raison de la tradition révolutionnaire du parti. Les militants considèrent les idéaux du parti, à savoir le progressisme social et l'idée de justice, comme proches de ceux de Mai 1968 : il s'agit de les reformuler selon le contexte. En outre, l'attachement à l'Église arménienne, plus que la socialisation religieuse, peut constituer un levier de l'engagement pour autrui. Il procure des ressources organisationnelles et symboliques, « des supports pour renforcer le sentiment d'appartenance collective »<sup>517</sup>. L'idée du collectif, le don de soi et des appétances sont plus aisément transposables. Si les deux tiers des militants affirment ne pas avoir de pratique religieuse régulière, ils fréquentent tous occasionnellement l'Église arménienne.

On pourrait lire un conflit générationnel entre cette génération politique et celle des aînés, comme l'indique l'éditorial de Varoujan Attarian, qui dépeint l'étudiant arménien à la fin des années 1960 : « s'il se révolte, c'est contre la génération de ses parents »<sup>518</sup>. Certes, après 1968, les ruptures générationnelles ont pu constituer un autre clivage que celui de la classe<sup>519</sup> : les jeunes, insatisfaits de l'offre associative arménienne, chercheraient à s'affirmer. Cependant, deux spécificités arméniennes se dessinent. D'une part, si quelques militants rompent avec le parti dans les années 1970 et s'ils sont critiques vis-à-vis des autorités françaises, ils ne veulent et ne peuvent pas se révolter contre leurs parents, comme ils le précisent en entretien, car ils sont tous héritiers d'une mémoire traumatique partagée. D'autre part, les militants adaptent la cause qu'ils défendent à leur héritage familial. Leur socialisation politique ne se fait pas contre leurs parents, elle incorpore des strates militantes qu'ils ont vécu en famille, « la famille et les organisations de jeunesse ont été identifiées depuis longtemps

---

<sup>516</sup> Julie Pagis. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. *Op. cit.*

<sup>517</sup> Romain Carnac, Gilles Descloux. « Religion(s) et mouvements sociaux ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 488-494.

<sup>518</sup> « L'étudiant arménien en France ». Varoujan Attarian. *Oussanogh* n°1, 1967, p. 6-11.

<sup>519</sup> Isabelle Sommier. *La violence révolutionnaire*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

comme des instances majeures d'inculcation de l'intérêt pour la politique [...]. Ce qui en revanche les distingue [des générations précédentes] et contribue sans doute à expliquer la force de leur appétence pour l'engagement, est le contexte de leur politisation »<sup>520</sup>. Aussi, la politisation lycéenne et étudiante se meut sur un héritage politique familial, ici celui du parti *Dachnaksoutioun*, et le réactualise. Au reste, les choix politiques sont moins libres pour les Arméniens en raison de la déférence vis-à-vis de la France, qui les a accueillis, et surtout de l'injonction à respecter les aînés, obstacle à la rupture complète des allégeances. Cela les distingue d'une partie des soixante-huitards français, dont certains se construisent parfois politiquement en opposition à leurs parents :

« Le jeune Français peut se permettre l'acte vital de contestation envers l'état de fait social ou culturel de son pays [...]. Par opposition, le jeune Arménien en France, comme partout ailleurs, même s'il apporte une large participation à la vie globale et au progrès de sa seconde patrie, soudain s'arrête devant son héritage arménien, ressentant instinctivement, ou bien en reconnaissant lucidement, semblerait-il qu'il n'a pas le droit de s'élever aussi sévèrement et aussi radicalement contre cet héritage ; reconnaissant que ce qui est une nécessité pour une jeunesse vivant dans un contexte normal, pour lui devient un luxe interdit »<sup>521</sup>.

Mai 1968 intervient à un moment où le passage de la deuxième à la troisième génération migratoire s'opère. C'est la lutte armée, quelques années plus tard, qui permet à un mouvement politique de se forger plus frontalement dans la rupture, par rapport aux autorités, mais non par rapport aux parents.

Les aînés peuvent aussi trouver, dans les événements de Mai 1968, des clés de lecture pour outiller la question arménienne. L'âge ne peut rendre compte, seul, de l'imprégnation du « moment 68 ». Des militants nés à la fin des années 1930, politisés avant Mai 1968, peuvent lire dans l'événement des éléments de questionnement sur le monde, comme Tikran, qui affirme : « Mai 68 pour moi a été l'occasion de mettre en cause mes croyances »<sup>522</sup>. Ara Krikorian, né en 1941 à Lyon, témoigne avec satisfaction, en entretien et dans la presse partisane, de l'effet de contagion des événements de Mai 1968 sur la jeunesse arménienne, lors du camp du *Nor Seround*, organisé à Sérignan. Mai 1968 peut ainsi redynamiser la question arménienne. Cette prise de position montre que les générations ne s'opposent pas forcément :

« J'imagine que les jeunes Arméniens, scolaires, universitaires ou simplement ouvriers, ont senti la bourrasque [...]. Même si la raison impose au jeune Arménien la sagesse et la prudence. Je ne veux pas établir d'analogie entre les deux contestations [...]. Elles sont de nature différente [...]. Si l'esprit de contestation nous

---

<sup>520</sup> Laure Fleury, Lilian Mathieu, Mathilde Pete. « Les genèses enfantines des humeurs contestataires ». *Op. cit.*

<sup>521</sup> Bulletin de l'UEAE. Juillet 1968.

<sup>522</sup> Entretien avec Tikran Shirvanian, décembre 2017.

sert à mieux observer le peuple arménien de la diaspora [...], alors oui, les deux secousses sont semblables [...]. Le camp de Sérignan va rassembler des jeunes Arméniens de tous bords, les yeux encore pleins de barricades du Quartier latin [...]. Qu'importe que Sérignan devienne une Sorbonne, un Odéon, un forum pour un mois [...]. Rien ne sera plus tout à fait comme avant »<sup>523</sup>.

La perception de l'imprégnation de Mai 1968 parmi la jeunesse arménienne est omniprésente dans les sources internes et externes. La presse partisane rappelle ses résonances, car l'épisode réactive les idéaux arméniens de lutte et de révolution. Cette idée est encore présente au début des années 1970 : « Serait-ce encore ce Mai 1968 de la cause arménienne, qui délie les langues, débride les cerveaux, galvanise les énergies entraînant tout le monde vers je ne sais quel combat magnifique »<sup>524</sup>. Quant aux rapports des RG, ils notent régulièrement<sup>525</sup> le rôle des événements de Mai 1968 dans la politisation de la jeunesse arménienne.

Il n'y a pourtant pas de génération 68 arménienne, dans le sens où les Arméniens ne luttent pas ensemble pour constituer un collectif en Mai 1968, même si individuellement, des Arméniens ont pu s'imprégner des référents et des pratiques de Mai 1968. Un militant, né au début des années 1940 et issu de la deuxième génération migratoire, peut être politisé avant l'événement et y voir des passerelles avec la question arménienne. Un autre, né au début des années 1950, et issu de la troisième génération migratoire, peut ne pas y être perméable. Il semble toutefois que l'âge biologique, adossé aux études -notamment en sciences humaines-, à Paris, ait contribué à une plus grande porosité au « moment 68 ». Ainsi la dizaine de militants du parti *Dachnaksoutioun* interrogés à Lyon a été moins sensible à l'événement. Aussi, le choix de passer par des individus nous semble plus à même de rendre compte de la diversité des itinéraires militants dans leur rapport à Mai 1968.

-Comment Mai 1968 construit-il des passeurs de la protestation ?

Le parti *Dachnaksoutioun* n'a pas pris part en tant que tel aux événements de Mai 1968, mais l'événement a pu toucher individuellement des militants. Trois formes de participation se dégagent, à travers trois figures de militants, poly-engagés : un ouvrier lyonnais de la deuxième génération migratoire, un étudiant parisien situé entre la deuxième et la troisième génération migratoire et un lycéen parisien de la troisième génération migratoire.

---

<sup>523</sup> Ara Krikorian. « Le billet de la semaine. Sérignan 1968 ». *Haïastan* n° 250, 11 juillet 1968, p. 3.

<sup>524</sup> « Éditorial. À l'heure du bilan ». *Haïastan* n°324, janvier 1973, p. 1-2.

<sup>525</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RG, Document de travail, 25 mars 1978.

Édouard, ouvrier lyonnais, militant syndical et politique

Édouard Mardirossian, frère de Jules Mardirossian et cousin d'Ara Krikorian, tous deux militants au parti, est le fils d'un membre du parti *Dachnaksoutioun*. Né en 1943 à Vienne, puis ayant vécu à Décines, il appartient à la deuxième génération migratoire. Militant actif au parti, il affirme se situer dans une lignée d'humeur anti-institutionnelle. Politisé avant Mai 1968, il participe à des manifestations contre la guerre du Vietnam. Ouvrier, il est aussi présent lors d'actions d'occupation d'usines en Mai 1968. Sa participation à Mai 1968 constitue une politisation de renforcement. Elle conforte une vision critique du monde social, qu'il a pu transposer, quelques années plus tard vers la question arménienne. Il participe ainsi au sit-in, le 24 avril 1976, organisé par le *Nor Seround*, pour dénoncer la Turquie. Son militantisme français débouche sur l'adhésion à la CGT et à un parti politique français, le PS. Son socialisme repose sur la défense de « tout ce qui est social »<sup>526</sup>.

« J'ai fait Mai 68 parce que j'étais à l'usine, une grande usine de 3000 personnes, la CEM, Compagnie électro-mécanique, qui est fermée maintenant aujourd'hui. Donc j'ai adhéré à la CGT. Quand il y a eu l'occupation au mois de mai, j'ai participé pendant plus de quinze jours à trois semaines à Lyon [...]. J'étais un peu rebelle, pour moi, 68 a eu des conséquences. C'est dénoncer les injustices et à terme même, et même encore aujourd'hui je pense, quand je vois les réactions des États par rapport à telle situation géopolitique, je remets systématiquement en cause la véracité des arguments avancés par un État. Je suis toujours rebelle, parce que je conteste, je cherche à comprendre, je cherche toujours à comprendre. »

Son expérience témoigne de la place jouée par les ouvriers en Mai 1968 et de l'esprit de révolte à Lyon. Il continue de militer en faveur de la question arménienne dans les années 1970 et il écrit régulièrement dans *Haïastan*. Il est aussi présent aux fêtes de la rose du PS.

Ohan, étudiant parisien, militant syndical et politique

Ohan Toufanian a vu le jour à Bagneux en 1949, d'un père, né en 1909 dans l'Empire ottoman, et d'une mère, née en 1923, sur le chemin de l'exode à Salonique. Dans son rapport au génocide, il se situe dans un entre-deux démographique et géographique, sur deux générations migratoires, la deuxième par son père et la troisième par sa mère. Il est en réalité le premier à être né en France, ce qui témoigne de la complexité à faire entrer les militants dans une catégorie de génération migratoire. Fils d'un membre du parti *Dachnaksoutioun*, son père

<sup>526</sup> Entretien avec Édouard Mardirossian, janvier 2018.



est proche de la SFIO et d'Édouard Depreux. Scolarisé au collège Samuel Moorat à Sèvres, il participe à Mai 1968, « du premier jour jusqu'au dernier »<sup>527</sup>. Sa lecture de Mai 1968 est double. Marquée par la matrice antisoviétique du parti, il y voit : « un des premiers moments du renversement de la domination un petit peu intellectuelle des communistes »<sup>528</sup>. Sa lecture est aussi sociale et non tiers-mondiste. Les événements de Mai ont pu contribuer à modifier son regard sur le parti qu'il quitte au début des années 1970, avec d'autres militants, car il souhaite revenir à ses sources socialistes. Il se situe sur deux scènes militantes françaises, syndicale (la CFDT, Confédération française démocratique du travail) et politique (le PSU). Il poursuit son militantisme arménien en participant au « Collectif arménien pour le socialisme » en 1978, puis il milite au CDCA dans les années 1980. S'il affirme que les deux sphères politiques, française, liée à Mai-Juin 1968, et arménienne, sont cloisonnées, chacune a nourri l'autre. Il illustre la complexité des passerelles entre Mai et le militantisme arménien, qui peut se construire dans des sphères institutionnelles, sans perdre sa dimension critique.

Yériché, lycéen parisien. Du gauchisme à l'antisoviétisme et à la lutte syndicale française

Yériché Djergaïan représente l'exemple le plus emblématique de la porosité des Arméniens de la mouvance *dachnak* à Mai 1968. À la différence des deux militants précédemment cités, il appartient pleinement à la troisième génération migratoire. Né en 1951, ses deux parents sont nés en France dans les années 1920. Son père, artisan, n'est pas militant. Cependant sa socialisation se fait dans un bain arménien, notamment dans des camps d'été arméniens. Élève au lycée Jacques Decour, il participe à Mai 1968, qui constitue, vu son jeune âge, une politisation de conversion<sup>529</sup>. Il assiste activement à des comités de lycéens, il se joint à des occupations de lycée, à des débats, aux grandes manifestations, dont celles du 13 mai. Présent à une manifestation violente, rue de la Huchette, il raconte :

« J'ai été bloqué par deux CRS qui m'ont allègrement matraqué, en me traitant de sale juif. J'ai été vraiment très choqué, choqué qu'on ne me traite pas de sale Arménien [...]. Le coup du CRS qui me dit "sale juif", ce n'est pas la première fois que je le rencontre à cette époque-là... J'entends, "c'est quoi les Arméniens ?". J'ai une sale gueule de Juif, alors que je préférerais avoir une sale gueule d'Arménien ! »<sup>530</sup>.

<sup>527</sup> Entretien avec Ohan Toufanian, mars 2018.

<sup>528</sup> *Ibid.*

<sup>529</sup> Julie Pagis. « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie ». *Op. cit.*

<sup>530</sup> Entretien avec Yériché Djergaïan, janvier 2018.

Prenant conscience de l'ignorance du monde pour l'histoire des Arméniens, il voit dans Mai 1968 un outillage politique, pour dénoncer l'autoritarisme, le régime gaulliste, le soviétisme, et pour défendre la culture libre. Il se dit alors tenté par les anarchistes, la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), puis l'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire). Toutefois, il ne joue pas un rôle de leader, il ne prend pas la parole en débat. En outre, il se sent en décalage par rapport à ses camarades soixante-huitards français, situationnistes, qui le considèrent comme un nationaliste. Au début des années 1970, il écrit de nombreux articles dans *Haiastan* où il soutient la cause tiers-mondiste et les mouvements de lutte d'inspiration marxiste en Turquie et dans d'autres pays. Cela témoigne de la double ouverture des jeunes membres du parti *Dachnaksoutioun* en France, aux expériences politiques des autres pays et aux autres courants politiques<sup>531</sup>. Il participe aussi à quelques actions d'éclat arméniennes contre la Turquie. Déçu que le parti soit « sclérosé » et « politiquement ghettoisé »<sup>532</sup>, il le quitte au milieu des années 1970. Le sentiment d'isolement au regard des aînés et l'incapacité à faire évoluer le parti l'incitent toutefois à reformuler son militantisme arménien, pour une lutte plus concrète, sectorielle et culturelle, sur un autre front : l'Arménie soviétique et non plus la Turquie. À la fin des années 1970, enseignant en lettres, il participe au collectif Paradjanov, cinéaste arménien emprisonné pour vol d'icônes et homosexualité, et milite pour un syndicat français, la CGT : « est-ce que ça fait suite, est-ce que c'est une sublimation d'un militantisme arménien un peu frustré, qui m'a frustré ? Je n'en sais rien honnêtement »<sup>533</sup>. Dans son histoire politique, où les temporalités se télescopent, Mai 1968 contamine la question arménienne, notamment dans la volonté de questionner les hiérarchies. Son militantisme français est nourri en parallèle.

-Quels effets de Mai 1968 sur la question arménienne ?

S'il n'y a pas de génération 68 arménienne, Mai 1968 a pu contribuer à réactiver la question arménienne. L'enjeu a été d'articuler le vertical, l'héritage de lutte arménienne, et l'horizontal, par des alliances avec l'extrême-gauche, française et internationale. Le premier effet de Mai 1968 est la contestation -terme plus adapté que celui de « crise », mobilisé par Boris Gobille<sup>534</sup>- des allégeances, envers les autorités françaises et envers le parti *Dachnaksoutioun*. Mai 1968 constitue un moment d'affaiblissement des affiliations et de reconstruction de nouvelles

<sup>531</sup> Yériché Djergaïan. « Turquie. La jeune garde ». *Haiastan* n°327, mai 1972, p. 4-5.

<sup>532</sup> Entretien avec Yériché Djergaïan, janvier 2018.

<sup>533</sup> *Ibid.*

<sup>534</sup> Boris Gobille. « Mai-Juin 68, crise du consentement et rupture d'allégeances ». In Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard, *Mai-Juin 68, Op. cit.*, p. 15-32.

allégeances. Les anciennes hiérarchies sont bousculées, la politisation s'éloigne en partie des formats traditionnels, un mouvement auquel n'échappe pas le parti *Dachnaksoutioun*, comme d'autres partis politiques français, la SFIO et le PCF. L'esprit de Mai, propice à toute forme de contestation de l'ordre établi, se diffuse parmi les acteurs, qui s'éveillent à eux-mêmes, et le débat comparatif entre Mai 1968 et la situation arménienne s'invite. Les témoignages convergent dans ce sens. Le compte rendu du camp d'été du *Nor Seround* indique : « cet esprit de contestation s'est développé à la faveur des événements qu'on connaît [...]. Après le détonateur de mai-juin, la critique est devenue contestation »<sup>535</sup>. De même, Yériché, évoque la remise en question du fonctionnement du camp de jeunesse :

« En août 1968, il se passe une chose importante. Avec deux-trois de mes copains, on remet complètement en cause le système du camp, la hiérarchie. On pense que les dirigeants du *Nor Seround* sont des ringards, parce qu'ils sont complètement sclérosés par la cause arménienne, qu'il faut s'intéresser à autre chose, qu'il faut reprendre le vieux programme socialiste du parti *dachnak*, voilà. Alors on est mis à l'index par certains [...]. Quand on faisait des projets, ce n'était jamais retenu par la direction : par exemple aller à la fête du PSU, tenir un stand avec les Kurdes, avec la gauche turque en exil, les travailleurs turcs. Voilà, ça je l'ai fait plus tard, dans les années 1974-1975. Oui, on a fini par partir »<sup>536</sup>.

Cette contestation des allégeances se prolonge après Mai 1968. En mai 1972, un article paru dans le *Monde diplomatique*, « La diaspora oubliée », indique en sous-titre : « La jeunesse révolutionnaire prône le retour aux sources et veut mettre fin à un demi-siècle d'oubli »<sup>537</sup>. L'article fait de *Haïastan* et de *Yéridassart Haï*, qui circulent au sein du camp de Bellefontaine en 1971, parmi les militants de l'UEAE, les deux seuls organes porteurs d'une analyse novatrice critique du parti *Dachnaksoutioun*. À Paris, les militants dissidents quittent le parti au milieu des années 1970.

Le deuxième effet de Mai 1968 sur la question arménienne est son insertion dans la problématique du Tiers-monde, qui passe par le soutien aux peuples en lutte pour leur indépendance nationale, au Moyen-Orient et dans le monde. L'identification de la question arménienne au Tiers-monde s'exprime à travers la question territoriale. Les Arméniens sont un peuple dominé cherchant à recouvrer ses terres. Un bulletin de l'UEAE souligne le rôle de Mai 1968 : « les événements de Mai ont ranimé la controverse éternelle [...], une des premières

---

<sup>535</sup> Ara. « Après le camp ». *Haïastan* n°259, 25 septembre 1968, p. 3.

<sup>536</sup> Entretien avec Yériché Djergaïan, janvier 2018.

<sup>537</sup> Michael Varand. « La diaspora oubliée ». *Le Monde diplomatique*, mai 1972, p. 28-29.

données de notre problème, qui est essentiellement politique : recouvrement de nos terres occupées »<sup>538</sup>. Yériché témoigne de son ouverture aux autres peuples opprimés et en lutte :

« Oui, je m'intéresse à toutes les causes du moment, les Palestiniens, le Vietnam, les Kurdes, même si on n'en parle pas beaucoup à l'époque. J'ai l'impression que je m'intéresse à ces gens-là, enfin à ces peuples-là, car j'ai le sentiment que les Arméniens, personne ne les connaît et qu'eux, on les connaît. C'est un peu une affaire de sortir un petit peu du ghetto »<sup>539</sup>.

Les militants établissent des parallèles entre les Arméniens et les autres peuples pour désingulariser la question arménienne et la poser comme un problème public. Lors du Camp de Bellefontaine, à l'hiver 1970-1971, le brassage des étudiants arméniens se déploie dans une dynamique émancipatrice, reflet de l'« aspect à la fois extraordinaire et naturel de cette expérience internationale, où se côtoyaient Arméniens de différentes nationalités. Éminent, le problème de son actualisation exige qu'elle se situe auprès de toutes les luttes émancipatrices »<sup>540</sup>. Comme dans le passé, lorsque les militants s'étaient ouverts à d'autres peuples en lutte, des alliances sont établies avec les Chypriotes<sup>541</sup> et les Kurdes. Les relations avec ceux-ci sont toutefois complexes<sup>542</sup>, car ils revendiquent les mêmes territoires et furent utilisés par les Turcs ottomans pour commettre des exactions contre les Arméniens pendant le génocide. Un texte de l'UEAE, en 1972, propose pourtant aux Kurdes un partage territorial<sup>543</sup>. La solidarité avec les Turcs révolutionnaires marxistes-léninistes, condamnés à mort en Turquie, est aussi présente, comme en témoigne en mars 1972, un article de Yériché Djergaïan<sup>544</sup>. De même, comme déjà évoqué, les militants s'intéressent à la question palestinienne, sans établir de parallèle<sup>545</sup>.

La volonté d'inscrire l'histoire arménienne dans celle des peuples en lutte ne se limite pas au Moyen-Orient, elle concerne aussi les peuples d'autres régions du monde, comme les Cambodgiens et les Vietnamiens. Le décloisonnement des luttes reflète la perméabilité à des « imprégnations d'engagements politiques hors frontières »<sup>546</sup>, liées à des valeurs partagées comme l'émancipation. Les expérimentations de connexions entre les causes militantes se

---

<sup>538</sup> *Bulletin de l'UEAE*, juillet 1968, section de Paris.

<sup>539</sup> Entretien avec Yériché Djergaïan, janvier 2018.

<sup>540</sup> Yériché Djergaïan. « III<sup>e</sup> Internationale à Bellefontaine ». *Haïastan* n°313, février 1971, p. 7-8.

<sup>541</sup> Dikran Tchertchian. « Chypre, une illusion ». *Haïastan* n°310, novembre 1970, p. 2.

<sup>542</sup> Hamit Bozarslan, Vincent Duclert, Raymond Kévorkian. *Comprendre le génocide des Arméniens*. Paris : Tallandier, 2015.

<sup>543</sup> UEAE. « Pour une restructuration de l'Asie Mineure ». 1972.

<sup>544</sup> Yériché Djergaïan. « La potence en Turquie ». *Haïastan* n°325, mars 1972, p. 2-3.

<sup>545</sup> « Éditorial. La cause de notre peuple ». *Haïastan* n°354, novembre 1974, p. 1-2.

<sup>546</sup> Ludvine Bantigny. « Hors frontières. Quelques expériences d'internationalisme en France, 1966-1968 ». *Op. cit.*

multiplient après Mai 1968. Un stand à la fête de Lutte ouvrière est ainsi tenu en mai 1972, aux côtés d'autres peuples en lutte, pour présenter les différentes phases de la question arménienne, au moyen de photos et de textes expliquant « l'évolution des mouvements révolutionnaires et les méthodes de lutte »<sup>547</sup>. Les liens entre Paris et Lyon se consolident, puisqu'à Lyon, l'UEAE tient le 7<sup>e</sup> congrès, imprégné de luttes anti-impérialistes : « l'UEAE constate qu'elle vit en diaspora une situation déterminée par l'impérialisme international »<sup>548</sup>.

Au début des années 1970, les jeunes Arméniens élaborent, par le biais de l'UEAE et le Comité des étudiants de la maison d'Arménie, des alliances, avec trois types de mouvements, visibles lors d'un meeting organisé en avril 1972, à la Maison du Canada. Des liens sont noués avec l'extrême-gauche française, comme la GP (dissoute depuis 1970, mais reconstituée clandestinement), l'AMR, Alliance marxiste révolutionnaire, la ligue communiste et le PSU, qui assistent au meeting. Des mouvements régionalistes sont aussi présents : le « Parti nationaliste occitan », le « Parti socialiste pour la libération nationale de la Catalogne » et le « Mouvement de libération nationale basque (ETA) »<sup>549</sup>. Des alliances moyen-orientales, sont également nouées avec la gauche kurde et turque, palestinienne et iranienne : l'« Association des étudiants kurdes en Europe », le « Comité de solidarité à la révolution kurde », le « General union of palestinian students », le « Comité palestinien-golfe arabe » et l'« Union des étudiants iraniens de France ». Leur présence témoigne de la nécessité de multiplier les alliances et du foisonnement des causes dans lesquelles l'UEAE peut s'inscrire, ce que les aînés ont pu critiquer<sup>550</sup>. Si ces alliances sont ponctuelles et non permanentes, la nécessité pour les jeunes militants d'élargir leurs horizons, par l'identification aux peuples en lutte du Tiers-monde, est encore très présente au milieu des années 1970, dans leur discours. Harout Kurkjian cherche à concilier ainsi question nationale et internationale : « une génération intégrée politiquement et idéologiquement aux valeurs progressistes mondiales n'est pas une génération perdue pour l'arménité. [...]. Un politisé "assimilé" est infiniment plus disponible pour notre cause qu'un conformiste arménophone [...]. Le peuple arménien diasporique, lui même à la recherche de ses institutions nationales, appartient d'avantage au Tiers-monde qu'au monde occidental »<sup>551</sup>. L'ouverture à l'ailleurs passe par la « solidarisation à d'autres minorités opprimées, race-nation-

---

<sup>547</sup> H. A. « La fête de "Lutte ouvrière" ». *Haiastan* n°327, mai 1972, p. 6.

<sup>548</sup> « Communiqué. Motions du 7<sup>e</sup> congrès, 30-31 mars 1974 ». *Haiastan* n°349, mai 1974, p. 10.

<sup>549</sup> AN. 19870799/32 dossier 3222, L'UEAE (1968-1976). Note des RGPP, 28 avril 1972.

<sup>550</sup> Tikran Shirvanyan. « À propos d'un meeting ». *Haiastan* n°328, juin 1972, p. 5.

<sup>551</sup> Harout Kurkjian. « De l'intégration ». *Haiastan* n°374, octobre 1976, p. 14-26.

classe »<sup>552</sup>.

Le troisième effet de Mai 1968, après celui de la contestation des allégeances et celui de l'ancrage tiers-mondiste, est la circulation de référents et de pratiques protestataires, qui peuvent se diffuser par de simples mimétismes modulés. Maurice, étudiant en philosophie, l'exprime ainsi : « l'authenticité pour nous se situe dans la révolte »<sup>553</sup>. Il souhaite dupliquer les attributs de la manifestation, nourris par Mai 1968, pour la question arménienne :

« On se dit, voilà "ils occupent, ils font parler d'eux, ils se montrent dans la rue, c'est ça qu'on doit faire" [...]. En tant qu'étudiant arménien, je me dis, il faut parler, c'est une bonne école, il faut faire des meetings [...]. Je vois les manifs comment elles sont organisées, je vois les slogans, je dis, il y a des choses qu'on n'a jamais dites à l'extérieur. Il y a des slogans qui, tu as vu les journaux ? "Turquie assassin", jamais personne ne l'avait fait ça ! On va le faire et on l'a fait [...]. Moi, j'étais en fac de lettres, ça chauffait en fac de lettres, en fac de sciences c'était beaucoup plus tiède, c'était des suivistes. Je voyais des manifestations, je voyais comment ça s'organisait, le service d'ordre, je voyais les panneaux, qui les portait, on criait, on chantait [...]. C'est la parole, la prise de parole, l'ouverture. Moi j'étais professeur après Mai 1968, je n'ai pas enseigné pareil que mon professeur de philosophie, je mettais mes bureaux comme ça, je me mets au même niveau, je néglige l'estrade »<sup>554</sup>.

Ses apprentissages (« slogans [...], manifestations [...], service d'ordre ») en Mai 1968 ne débouchent pas sur des pratiques protestataires, mais sur une forme institutionnelle de militantisme, puisqu'il écrit des articles et prend la parole aux meetings du CDCA. Les canaux de réappropriation de la protestation sont donc multiples, les connexions étant parfois plus ténues sur le plan militant, mais plus visibles ailleurs, ici dans son ressenti et dans sa profession.

À la différence des militants français d'extrême-gauche, les militants arméniens ne copient pas et n'importent pas de références programmatiques, ils regardent ailleurs, comme ils l'ont toujours fait. Les modèles examinés sont réadaptés et les militants s'éduquent à des pratiques qu'ils peuvent transposer pour la question arménienne, question nationale au sens de lutte de libération nationale, ouverte à d'autres horizons, ce qui facilite les transferts<sup>555</sup> : « tout passage d'un objet culturel d'un contexte à un autre a pour conséquence une transformation de son sens [...], transférer, ce n'est pas transporter mais métamorphoser »<sup>556</sup>. La culture politique de la France, ouverte elle aussi à d'autres horizons géographiques, se diffuse par imprégnation. Si les récepteurs sont des Arméniens, cela n'implique pas de hiérarchie, mais une forme de contagion :

---

<sup>552</sup> Harout Kurkjian. « La patho-logique de l'apatridie et la politisation authentique ». *Haïastan* n°387, décembre 1977, p. 32-34.

<sup>553</sup> Maurice Dolmadjian. « Racisme et assimilation ». *Oussanogh* n°4, p. 71-80.

<sup>554</sup> Entretien avec Maurice Dolmadjian, octobre 2017.

<sup>555</sup> Boris Gobbille. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et "à parts égales" des "années 1968" ». *Op. cit.*

<sup>556</sup> Michel Espagne. « La notion de transfert culturel ». *Op. cit.*

« les historicités des différents espaces connectés sont inextricablement mêlés, sans pour autant être alignés »<sup>557</sup>. La circulation des idées et des pratiques s'effectue ainsi d'une sphère militante à une autre : les militants, dotés en capital culturel, acquis ou renforcé par Mai 1968, participent ensuite à des actions protestataires arméniennes plus revendicatives, en visant des représentations diplomatiques turques. Ces circulations sont liées à des soubassements qui les rendent possibles, comme les lectures personnelles et l'horizontalité (il n'y pas de leader à l'UEAE). Durant cette phase d'incubation fondatrice, à la croisée d'un héritage de luttes d'émancipation arméniennes, françaises et d'échos de luttes internationales, les militants du parti *Dachnaksoutioun* cherchent avant tout à s'affranchir des carcans, démarche qui peut être considérée comme subversive par le parti. Ces militants sont peu nombreux, mais leur militantisme est emblématique de l'esprit de révolte diffusé par Mai 1968. En 1976, au camp d'hiver de l'UEAE, des ruptures se dessinent. Certains militants veulent donner une seconde vie au mouvement Libération arménienne<sup>558</sup> et plus tard, certains fondent « Le collectif arménien pour le socialisme », qui invite le chanteur et résistant grec Mikis Théodorakis en concert à la Mutualité le 22 avril 1977<sup>559</sup> et le 21 avril 1978<sup>560</sup>.

La reconnexion de la lutte arménienne à d'autres luttes s'effectue par des « transferts culturels de contestation »<sup>561</sup>, qui ne se rapportent pas seulement aux proximités idéologiques, mais à « l'homologie socio-biographique »<sup>562</sup> des passeurs militants, que sont les Arméniens du Moyen-Orient. Les facteurs de ces circulations sont multiples. Le statut d'étudiant, l'ancrage national double, les séjours à l'étranger, la formation en sciences humaines, sont des caractéristiques présentes parmi les étudiants d'autres nationalités<sup>563</sup> : « L'exil crée les conditions de possibilités d'une rencontre, qui si elle a lieu, passe par un langage commun et par une langue d'échange »<sup>564</sup>, entre les étudiants arméniens de France, de la MEA et des autres maisons de la Cité universitaire. Des passeurs arméniens de la France vers le Liban et du Liban vers la France ont pu jouer un rôle dans la diffusion des idées politiques, à travers la maîtrise des deux langues, la langue arménienne et la langue française, langue de référence pour de nombreux intellectuels ou militants étrangers. Harout Kurkjian, membre de la FRA, venu du

<sup>557</sup> Boris Gobille. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et "à parts égales" des "années 1968" ». *Op. cit.*

<sup>558</sup> Gaïdz Minassian. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne ou l'utopie en suspens*. *Op. cit.*

<sup>559</sup> « Mikis Théodorakis chante pour Chypre ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 10.

<sup>560</sup> « Mikis chante sa solidarité avec le peuple arménien ». *Hay Baykar* n°10, mars-avril 1978, p. 13.

<sup>561</sup> Martha Kirszenbaum, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, septembre-décembre 2008, n°6.

<sup>562</sup> Emmanuelle Loyer. « Introduction. Mai 68 dans le monde. Jeux d'échelles ». *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, septembre-décembre 2008, n°6.

<sup>563</sup> Martha Kirszenbaum, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation ». *Op. cit.*

<sup>564</sup> Sylvie Aprile. « Translations » politiques et culturelles. Les proscrits français et l'Angleterre ». *Op. cit.*

Liban étudiant en France, est un passeur des idées françaises vers le Liban, comme en témoigne le long article intitulé : « Autour de l'idéologie des mouvements étudiants français »<sup>565</sup>, écrit en arménien pour la revue *Zavarian* au Liban. Il révèle une connaissance extrêmement fine des événements de Mai 1968 en France et des mouvements d'extrême-gauche français. L'auteur présente leurs problématiques, leurs enjeux, dans l'objectif d'ouvrir l'esprit de Mai 1968 aux étudiants beyrouthins. Cet article fait suite à un exposé organisé par l'Union estudiantine *Zavarian* au Liban, qui comprend une centaine de membres. Il témoigne ainsi des transferts d'idées révolutionnaires de la France vers le Liban. Harout Kurkjian est aussi un passeur du Liban vers la France. Il publie en 1972 un manuel de l'arménien occidental, que des militants possèdent pour apprendre la langue arménienne<sup>566</sup>.

### 3/ Plusieurs générations migratoires en action (1975-1985)

#### -La lutte armée

La lutte armée arménienne doit être replacée à trois échelles. Dans les années 1970, dans le monde, des peuples, qui revendiquent leurs terres et leur indépendance nationale, utilisent ce format de lutte, comme les Irlandais et les Palestiniens. En diaspora, le parti, constatant l'échec des revendications arméniennes dans le monde, renoue avec son passé combattant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La lutte armée s'organise au Liban, dans le contexte du conflit israélo-arabe et de la présence palestinienne, qui familiarise les Arméniens avec les armes. En décembre 1972, à l'occasion du 20<sup>e</sup> congrès tenu à Rhodes, le parti propose « le déclenchement d'une campagne d'action politique et subversive contre la Turquie »<sup>567</sup>. Il demande à ses membres de donner 10% de leur salaire pour financer la lutte armée, qui doit permettre de réactualiser la question arménienne. Le CJGA, Commando des justiciers du génocide arménien, est créé, et plus tard l'ARA, Armée révolutionnaire arménienne, branches armées du parti. De son côté, l'ASALA, Armée secrète de libération de l'Arménie, qui prend pour modèle les guérillas marxistes, reproche au parti son inaction. Sa première opération, qui n'est pas dirigée contre la Turquie, date du 3 janvier 1975<sup>568</sup>. Le CJGA, quant à lui, commet un double attentat contre les

---

<sup>565</sup> Haroutioun Kurkjian. « Autour de l'idéologie des mouvements étudiants français ». *Op. cit.* L'auteur s'est appuyé sur des articles de presse, de mars à juillet 1968, parus notamment dans *Le Monde*. Cette information précise nous a été transmise par mail, le 13 mars 2023.

<sup>566</sup> Haroutioun Kurkjian. *Manuel pratique de la langue arménienne occidentale moderne*. Beyrouth : Éditions Hamaskaïne, 1973.

<sup>567</sup> MEA. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ministre d'État chargé de la défense nationale, Diffusion restreinte : « Le congrès du parti arménien tachnag », 20 décembre 1972.

<sup>568</sup> Armand Gaspard. *Le combat arménien. Entre terrorisme et utopie*. Lausanne : L'âge d'homme, 1984.



ambassadeurs de Turquie, à Vienne, le 22 octobre 1975, et à Paris, le 24 octobre 1975. Entre temps, depuis avril 1975, la guerre civile, qui oppose une coalition à dominante maronite à une coalition palestinienne, a éclaté au Liban. La position du parti vis-à-vis de la guerre est la « neutralité positive », qui implique de ne pas prendre position dans le conflit.

Les actions de lutte armée, pratiquées surtout par les Arméniens du Liban, visent des cibles turques, elles ont pour but de réparer symboliquement la non reconnaissance du génocide et la spoliation des territoires par la Turquie. Cette lutte armée, nationale, est différente de celle qui existe alors en Allemagne ou en Italie, qui vise à modifier l'ordre social<sup>569</sup>. Elle se rapproche ainsi de la lutte des peuples combattant pour leurs droits nationaux. La violence ne trouve pas sa source dans la vengeance et n'est pas purificatrice : elle n'est pas sensée accoucher d'une nouvelle société, mais elle se veut réparatrice. 90% des militants interrogés, membres de la mouvance *dachnak*, affirment avoir soutenu la lutte armée, quand les actions prenaient pour cible la Turquie, ce qui caractérise le CJGA. Les militants du parti considéraient, en revanche, la lutte armée pratiquée par l'ASALA, comme « un détournement de la cause arménienne par le terrorisme international »<sup>570</sup>. En France, un militant, Max Kilindjian, accusé d'avoir perpétré un acte contre un diplomate turc en Suisse en 1980, est arrêté. Dans notre corpus, trois militants (8%) affirment avoir voulu s'engager plus loin, sans avoir pu le faire, un chiffre difficile à exploiter. La tradition de clandestinité et de secret du parti peuvent expliquer le silence des enquêtés sur le sujet.

#### -La troisième génération migratoire, active, mais moins idéologisée

De nouvelles configurations sont à l'œuvre au début des années 1980. La lutte armée expose davantage l'activisme du parti dans l'espace public, tandis que les liens sont réaffirmés avec le PS en France. Plusieurs générations de militants cohabitent. Ceux qui ont fait leurs armes en politique, à 20 ans au milieu des années 1960, en partie issus de la deuxième génération migratoire, respectueux vis-à-vis de la France, ont acquis une forme de légitimité. Situés à gauche de l'échiquier politique, l'étude empirique de leur parcours confirme le faible nombre de militants dont la matrice n'est pas socialiste. De statut social plutôt élevé, ils continuent de militer et, au milieu des années 1980, ils sont devenus les experts des mobilisations. Ils savent se saisir des nouvelles formes de militance, qui reposent plus sur l'expertise, dans un contexte

---

<sup>569</sup> François Furet, Antoine Liniers, Philippe Raynaud. *Terrorisme et démocratie*. Paris : Fayard, 1984.

<sup>570</sup> PP. BA 2327, chemise 89501 Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RG : « Étrangers : communauté arménienne. La communauté arménienne face au terrorisme », 26 novembre 1981.

favorable « à la reformulation de l'usage politique du savoir »<sup>571</sup>: ils s'expriment en meeting, font les discours des 24 avril, écrivent des articles en français, organisent les itinéraires des manifestations, nouent des liens avec les hommes politiques français et pratiquent le lobbying. Cette évolution correspond en partie à celle des militants socialistes français. Parmi les responsables du parti, interrogés, on peut citer, pour Paris et sa banlieue, Hraïr Torossian, né en 1933, Henri Papazian, né en 1940, Ara Krikorian né en 1941, tous trois ingénieurs<sup>572</sup>. Pour Lyon et sa région, mentionnons Jean Varoujan Krikorian, né en 1935, Jules Mardirossian, né en 1938, tous deux gérants de société, Vahé Muradian, né en 1943, architecte, et Georges Képénékian, né en 1949, chirurgien<sup>573</sup>.

Au début des années 1980, les effectifs du parti augmentent parmi les jeunes, selon le 22<sup>e</sup> congrès du parti, tenu en décembre 1981<sup>574</sup>. Deux raisons peuvent expliquer son attrait. D'une part, la lutte armée donne plus d'écho à la question arménienne et contribue à leur politisation. Ainsi, Mourad, né en 1964 à Paris, affirme qu'elle a joué « un rôle majeur, une méthode d'action, qu'on soutient »<sup>575</sup>. Issus de la troisième génération migratoire, nés entre le milieu des années 1950 et la première moitié des années 1960, ancrés en diaspora depuis longtemps, ces militants, se sentent, selon un rapport des RG datant de 1983 et inspiré d'un article de *Haiastan*<sup>576</sup>, « non plus des immigrés, mais des citoyens à part entière », ce qui peut modifier leur ancienne « attitude de réserve »<sup>577</sup>. Ces militants se mobilisent pour la défense des prisonniers politiques, comme Max Kilindjian, dont le procès se tient en janvier 1982 à Aix, où il rassemble du monde<sup>578</sup>. D'autre part, la visibilité de la question arménienne est liée à la venue des Arméniens du Liban, qui adhèrent au parti au début des années 1980. Ceux-ci renforcent les effectifs dans les manifestations et sont souvent membres du service d'ordre, car ils s'occupaient de la sécurité des quartiers au Liban. Le parti s'appuie sur le mensuel *Haiastan* (2500 exemplaires), dont la périodicité au début des années 1980 est plus aléatoire, en raison

---

<sup>571</sup> Daniel Mouchard. « Expertise », In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po. 2020 [Rééd. 2009], p. 258-263.

<sup>572</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Note des RGPP : « Les craintes des autorités diplomatiques turques et les intentions des associations d'émigrés arméniens de Paris à l'approche de la date du 24 avril marquant le 61<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Arméniens de Turquie », 3 avril 1976.

<sup>573</sup> AN. 20020072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique. Rapport des RG : « Minorités, Arméniens », avril 1990.

<sup>574</sup> Hagop Sazdjian. « Résolution du 22<sup>e</sup> congrès de la FRA (Résumé) ». *Haiastan* n°446, novembre 1983, p. 12-13.

<sup>575</sup> Entretien avec Mourad Papazian, mai 2023.

<sup>576</sup> H. S. « Sur "la réalité" de courants au sein de la FRA ». *Haiastan* n°431, avril 1982, p. 15.

<sup>577</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>578</sup> *Des Arméniens en cours d'assise. Terroristes ou Résistants ?* Marseille : Éditions Parenthèses, 1983.

de problèmes de financement, un phénomène que l'on retrouve dans l'ensemble de la presse arménienne. Ainsi, le numéro 420-423 regroupe trois mois, de novembre 1980 à février 1981, ensuite, le numéro suivant paraît en juin 1981, et seuls quelques numéros sont publiés en 1982<sup>579</sup>.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, le tropisme de gauche est moins matriciel parmi les jeunes militants en France et leur lutte, moins idéologisée. L'accent est mis sur la cause arménienne et la lutte contre la Turquie. Toutefois, le soutien au socialisme et les alliances avec les autres peuples en lutte demeurent dans la continuité de l'héritage du parti. Le parti repose, d'une part, sur des principes humanistes : « une vision du monde où la générosité et la justice sont les leviers moteurs et où la dignité de l'homme n'est bafouée par aucun type de pouvoir »<sup>580</sup> et sur le contrôle des moyens de production. Le parti réclame l'« établissement d'une république socialiste et démocratique indépendante »<sup>581</sup> et les militants adhèrent à l'idée de « justice sociale et aux idéaux de liberté, la démocratie »<sup>582</sup>. Le soutien réciproque du PSU et du parti *Dachnaksoutioun* est constant tout au long de la période<sup>583</sup>. D'autre part, sans s'inscrire dans les mouvements internationaux anti-imperialistes, le parti analyse le problème arménien comme la conséquence des « visées imperialistes des grandes puissances au Moyen-Orient »<sup>584</sup>. Il soutient les peuples en lutte, comme les Kurdes, par exemple à l'occasion d'une grève de la faim en 1983<sup>585</sup>, ou les Irlandais<sup>586</sup>. Il reconnaît le droit aux Palestiniens d'avoir un territoire. Le parti établit des alliances internes : les *hintchaks* participent avec lui à la manifestation pour Abraham Achdjian, militant du parti, enlevé au Liban en 1982. Au début des années 1980, le programme du parti est « l'Arménie libre, indépendante et unifiée »<sup>587</sup> et la solution globale à la question arménienne est la création de trois États : la Turquie amputée des

---

<sup>579</sup> « 31<sup>e</sup> congrès de la FRA. *Nor Seround*. Intensifier le combat ». *Haïastan* n°456, [mois non indiqué] 1985, p. 8.

<sup>580</sup> « Déclaration du comité central de la FRA *Dashnaksoutioun* ». *Haïastan* n°388, janvier 1978, p. 7

<sup>581</sup> Fédération Révolutionnaire Arménienne. Programme, adopté par le 22<sup>e</sup> congrès, 1982.

<sup>582</sup> Entretien avec Mourad Papazian, mai 2023.

<sup>583</sup> AN. 20030072/1 Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Le PSU et la question arménienne », 10 mai 1982.

<sup>584</sup> Hagop Sazdjian. « Résolution du 22<sup>e</sup> congrès mondial de la FRA (suite) ». *Haïastan* n°447, décembre 1983, p. 12-13.

<sup>585</sup> « À Paris. Grève de la faim des Kurdes contre la politique fasciste de la Turquie ». Interview réalisée par Mourad Papazian et Seta Séringulian. *Haïastan* n°443, juillet-août 1983, p. 13.

<sup>586</sup> M. G. « Irlande ». *Haïastan* n°424-427, juin 1981, p. 18-19.

<sup>587</sup> *Haïastan* n°456, 1985 [sans mois précis], p. 1.

terres arméniennes et kurdes, le Kurdistan et l'Arménie à l'Est, réunifiée avec la RSS d'Arménie, « sur les bases des frontières wilsonniennes du traité de Sèvres »<sup>588</sup>.

Les mobilisations s'organisent selon deux modalités. La première modalité concerne les actions de rue, menées par les jeunes du *Nor Seround*, qui entretiennent l'esprit révolutionnaire du parti, avec la présence des aînés qui les coordonnent. Ces actions ne sont pas centralisées par le bureau central, elles sont décidées en réunion et répercutées par les sections locales, comme à Décines, Paris ou Cachan. À Décines, par exemple, le parti *Dachnaksoutioun* et le *Nor Seround* décident d'organiser une manifestation pour soutenir Hampig Sassounian, accusé du meurtre d'un diplomate turc à Los Angeles en 1982, le 4 mai 1982, devant le consulat des États-Unis, accompagné d'un meeting, le 7 mai. À Paris, la manifestation a lieu le 5 mai<sup>589</sup>. Ces actions ont pour objectif de souder la communauté. Quant aux actions d'éclat, plus rares, elles ont pour but d'attirer l'attention des médias, comme l'occupation de la TWA (Trans world airlines), compagnie aérienne américaine avenue des Champs-Élysées, le 20 janvier 1984, pour soutenir Hampig Sassounian, dont le jugement doit être révisé. Les militants, connectés avec tous les espaces de la diaspora, savent aussi ce qui se pratique au niveau mondial.

La deuxième modalité des mobilisations, plus institutionnelle, correspond à une transformation du militantisme en France, plus tourné vers des revendications sectorielles et reposant sur l'expertise. La manière de militer évolue, avec des agendas, des actions de lobbying, des meetings et des comités de défense créés pour défendre les prisonniers politiques du CJGA, comme le Comité de soutien à Hampig Sassounian. Ses représentants prononcent des discours lors des manifestations qui lui sont consacrées<sup>590</sup>. On peut citer aussi le Comité de défense des prisonniers combattants de la cause arménienne<sup>591</sup>, dont le siège est rue Bleue, qui joue un rôle clé dans le soutien aux prisonniers politiques. Trois militants du CDCA s'en chargent (nous en avons interrogé deux). Nés entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, ils militent depuis le début des années 1970 et ont quitté le parti au milieu des années 1970. Marqués à gauche, leur repositionnement en faveur d'un militantisme plus institutionnel est révélateur des réorientations du militantisme en France. D'autres actions plus formelles sont

---

<sup>588</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>589</sup> Papiers privés de Philippe Raffi Kalfayan. FRA *Nor Seround* de Décines. 28 avril 1982.

<sup>590</sup> Mourad Papazian. « Coupables ou non, nous soutenons H. Sassounian ». *Haïastan* n° 432, mai 1982, p. 7-9.

<sup>591</sup> AMAE. Europe-Turquie (1981-1985), 1930 INVA 5573. Le préfet de police à Monsieur le ministre de l'Intérieur et Monsieur le ministre des Relations extérieures, 13 octobre 1983. Lettre du CDPCCA au préfet, 6 octobre 1983.

mises en place<sup>592</sup>. Elles se lisent, par exemple, dans l'envoi de 10 000 lettres pour soutenir Abraham Achdjian.

Les membres des trois générations migratoires militent ensemble, dans les années 1970, ce qui traduit une longévité de l'allégeance au parti. Les mobilisations s'inscrivent dans la durée, car elles prennent appui sur des noyaux militants vivant en réseau, par les liens familiaux, amicaux et par la proximité géographique, comme d'autres mouvements politiques: «L'ajustement ou au contraire le désajustement entre sphère familiale, amicale et professionnelle conditionnent ou pas les chances de rester engagé [...]. Ce qui permet souvent la réussite des mobilisations collectives, leur inscription dans la durée, est précisément l'existence d'expériences sociales partagées par des groupes d'individus aux propriétés analogues, sinon similaires »<sup>593</sup>. Christian Der Stépanian, ancien membre du parti, fonde ainsi SFA en 1983, Solidarité franco-arménienne, qui veut établir des ponts avec les intellectuels et les hommes politiques français pour la reconnaissance du génocide<sup>594</sup>.

#### -La concurrence avec Libération arménienne, devenu le MNA

Une lutte d'influence entre les deux mouvements qui occupent la rue se déploie et des incidents opposent physiquement les militants de chaque camp. À la fin des années 1970, Libération arménienne, mouvement d'extrême gauche, défend les actions de lutte armée de l'ASALA, qui trouvent un écho auprès de l'opinion publique et auprès des jeunes du *Nor Seround*, reprochant au parti sa passivité. Plusieurs interactions tendues opposent les deux mouvements. D'une part, leurs meetings sont l'occasion de débordements. Par exemple, lors du meeting organisé par le CDCA et le parti *Dachnaktsoutioun*, à la Mutualité, le 5 février 1979, des militants de Libération arménienne, venus distribuer des tracts, sont repoussés. Plus tard, lors du meeting organisé le 19 novembre 1981 par Libération arménienne, un des responsables, qui avait accusé la FRA de « ne plus rien représenter »<sup>595</sup>, lui reproche d'avoir « par sa condamnation des actions terroristes, participé à une véritable intoxication »<sup>596</sup>, des membres

---

<sup>592</sup> Erik Neveu. « Institutionnalisation des mouvements sociaux ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 314-321.

<sup>593</sup> Frédéric Sawicki, Johanna Siméant. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Op. cit.*

<sup>594</sup> AMAE. Europe-Turquie (1981-1985), 1930 INVA 5573. Lettre de SFA au président de la République, 1<sup>er</sup> juin 1984.

<sup>595</sup> APP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RG : « Étrangers : communauté arménienne. La communauté arménienne face au terrorisme », 26 novembre 1981.

<sup>596</sup> *Ibid.*

du parti *Dachnaksoutioun* quittent alors la salle. D'autre part, les rivalités s'expriment aussi lors de la vente de leur journal ou lors de la distribution de tracts, comme celle qui informe de la création, en Rhône-Alpes, du mouvement Libération arménienne. Durant la vente<sup>597</sup> de son journal, *Hay Baykar*, à la MCA de Décines, le comité d'accueil du parti *Dachnaksoutioun* appelle la police. Au début des années 1980, à Lyon, un dessin d'un militant, membre de Libération arménienne, représentant un militant du parti *Dachnaksoutioun*, humilié sexuellement par un Turc, circule à Paris : il est à l'origine de rixes. Évoqué par les militants des deux villes, il témoigne de la circulation des informations entre les mouvements (le dessin est une archive d'un militant du parti *Dachnaksoutioun*) et entre les villes, de la liberté de ton, type *Hara-Kiri*, et de la violence qui oppose les deux mouvements politiques. Les témoins nous ont ainsi demandé de ne pas associer leur nom à cet épisode. Les bagarres entre colleurs d'affiche sont également nombreuses. Les affiches sont souvent collées tard dans la nuit pour éviter d'être recouvertes par celles du groupe adverse. Ces bagarres ont lieu aussi ailleurs en diaspora. À Beyrouth, à Chypre ou en Grèce, des incidents entre les sympathisants de l'ASALA et ceux du parti *Dachnaksoutioun* sont courants. Ces rivalités sont à l'origine de la surveillance des responsables du parti au Liban, qui viennent, de Beyrouth à Paris, le 30 novembre 1981, pour rencontrer les responsables du parti en France, dans « le cadre d'une concertation à caractère international, visant à définir les moyens susceptibles de faire cesser la "manipulation" dont seraient victimes les jeunes Arméniens attirés par le terrorisme de l'ASALA »<sup>598</sup>.

Les deux mouvements se retrouvent toutefois sur des terrains communs, signe que leur terreau idéologique n'est pas si clivant. Ils critiquent, d'une part, les instances traditionnelles. Le parti *Dachnaksoutioun* dénonce ainsi la passivité de la communauté arménienne de Paris «qui s'est embourgeoisée, préférant les soirées folkloriques aux meetings politiques », et qu'il pointe d'un doigt accusateur : « ne vous sentez pas complices du gouvernement d'Ankara ? »<sup>599</sup>, suite au meeting organisé à la Mutualité, le 15 mai 1981, qui a rassemblé peu de monde. D'autre part, les journaux des deux mouvements politiques, *Haiastan* et *Hay Baykar*, abordent des thématiques proches, comme la défense des Irlandais<sup>600</sup>, la célébration des 50 ans d'Antranig<sup>601</sup>.

---

<sup>597</sup> « Libération arménienne à Lyon ». *Hay Baykar* n° 14, décembre 1978. p. 2.

<sup>598</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Communauté arménienne. L'épreuve de force », 29 avril 1982.

<sup>599</sup> Mourad Papazian. « 15 Mai 1981. 461<sup>e</sup> jour de détention pour Kilindjian ». *Haiastan* n°424-427, juin 1981, p. 7 et 17.

<sup>600</sup> Comité Irlande. « Irlande : les prisonniers politiques ». *Hay Baykar* n°8, janvier 1978, p. 5.

<sup>601</sup> « Le cinquantenaire du général Antranik ». *Haiastan* n°384, septembre 1977, p. 27.

Ils publient tous deux les articles d'intellectuels arméniens, comme ceux de Marc Nichanian<sup>602</sup>, ou les communiqués de la NRA, à propos de l'attentat revendiqué du 15 mai 1977<sup>603</sup>. La NRA, Nouvelle résistance arménienne, est une organisation clandestine indépendante du Liban, créée en 1977, qui vise autant les cibles turques que soviétiques. Plus tard, le *Nor Seround* défend l'ORIA, l'Organisation de rassemblement pour l'indépendance de l'Arménie, mouvement politique qui regroupe des anciens de Libération arménienne, créée en 1983, qui soutient la dissidence en URSS : « la FRA *Nor Seround* salue l'engagement de l'ORIA »<sup>604</sup>.

Enfin, les deux mouvements soutiennent leurs prisonniers respectifs en participant à des manifestations communes. Des membres du parti *Dachnaksoutioun* et du *Nor Seround* sont présents lors des manifestations défendant les prisonniers politiques de l'ASALA, auteurs de la prise d'otages du consulat turc en septembre 1981, et en janvier 1984, lors des manifestations liées à leur procès. Ils s'entendent aussi pour demander à distribuer leurs tracts respectifs lors des manifestations. De même, Libération arménienne soutient les prisonniers Max Kilindjian et Hampig Sassounian, de la mouvance *dachnak*.

---

<sup>602</sup> Marc Nichanian. « Un autre centre pour la diaspora ». *Haïastan* n°381, mai-juin 1977, p. 34-38

<sup>603</sup> Communiqué de la NRA. *Haïastan* n°381, mai-juin 1977, p. 6.

<sup>604</sup> « Vive l'indépendance nationale ». *Haïastan* n°457, 28 mai 1985, p. 14-15.

## Conclusion du chapitre

Nous nous sommes interrogés, par le prisme de la génération migratoire, sur la manière dont les militants du parti *Dachnaktsoutioun* négociaient l'héritage politique de leur territoire d'origine, transposé sur leur lieu de vie diasporique. Leur appartenance politique, se jouant sur plusieurs espaces, implique de les inscrire à toutes les échelles : au sein de leur ville, Paris ou Lyon, où leur sociabilité s'exprime dans le tissu urbain, au sein de la France et de la diaspora. Ces militants sont ainsi perméables à différents contextes spatiaux. Aussi des écarts temporels dans la réception des événements se jouent, à l'origine de temporalités multiples. Trois profils de militants se dégagent, qui ne correspondent qu'en partie aux générations migratoires. Au milieu des années 1960, si les militants de la première génération migratoire, nés avant le génocide sur les terres d'origine, sont encore actifs, ceux de la deuxième génération migratoire, nés en France, socialisés et ayant souvent fait des études supérieures en France, se sentent légitimes pour extérioriser la question arménienne. Ils deviennent les acteurs de sa diplomatisation, à partir du milieu des années 1970.

Mai 1968 ne semble pas avoir eu un rôle central dans la question arménienne. Les militants à cheval sur la deuxième et troisième génération migratoire n'y participent pas au sein d'un mouvement collectif arménien, organisé pour porter des revendications spécifiquement arméniennes. Le rôle de Mai 1968 sur les Arméniens de la mouvance *dachnak* ne doit donc pas être surestimé. En tant qu'individus, ceux-ci s'imprègnent, néanmoins, des luttes d'émancipation de Mai 1968, surtout à Paris, pour reformuler les enjeux de la question arménienne. Les passerelles entre la participation à Mai-Juin 1968 et les actions de rue contre la Turquie, entreprises quelques années plus tard, pour internationaliser la question arménienne, méritent d'accorder toute sa place à Mai 1968.

Quant aux militants de la troisième génération migratoire, ils étoffent leur politisation, à partir de 1975, dans le contexte de la lutte armée. Au début des années 1980, la présence ancienne des Arméniens en France, l'arrivée du PS au pouvoir et l'existence de prisonniers politiques arméniens modifient les formes des mobilisations. Malgré la concurrence, à Paris, durant les années 1981-1982, de Libération arménienne, devenue le MNA, le parti *Dachnaktsoutioun*, renforcé par ses actions institutionnelles et par la baisse de popularité du MNA, du fait des dérives de l'ASALA, à partir de l'été 1982, est à nouveau hégémonique.



## **Chapitre 5) L'irruption d'une gauche arménienne alternative, Libération arménienne**<sup>605</sup>

Le mouvement politique Libération arménienne, apparu au début des années 1970 en France, représente une tentative pour actualiser la question arménienne. Ce mouvement constitue un exemple très parlant pour comprendre les liens qui unissent les luttes et la manière dont une diaspora articule et se réapproprie des référents et des pratiques protestataires pluriels, liés à sa multi-appartenance, arménienne, française et diasporique. Aussi son analyse semble particulièrement se prêter à une grille de lecture liée aux questionnements sur les connexions, attentive aux expériences révolutionnaires françaises et internationales. Ses emprunts sont toutefois réinvestis sur d'autres enjeux. En effet, irradié par l'internationalisme, comme d'autres diasporas<sup>606</sup>, le groupe le détourne au service d'une question nationale, à l'antipode de ses emprunts. Or, les mouvements d'extrême-gauche de cette époque ne portent pas grande attention aux revendications identitaires, parce que « la révolution prime l'identité et l'universel le personnel »<sup>607</sup>. Les militants de Libération arménienne cherchent à reformuler leurs sources d'inspiration par des « réemplois inventifs »<sup>608</sup>, à l'origine de strates détournées de sédimentations idéologiques multiples. Il s'agit alors de penser les effets d'entraînement, les recyclages, mais aussi les écarts, les discordances, pour appréhender les itinéraires de ces importations de modèles infléchis, qu'ont pu fournir l'extrême-gauche, française et internationale, à rebours d'un simple décalque dont le cadre national français serait l'unique point de départ. Ce mouvement, caractérisé par sa dimension réduite (50 militants à la date de création du journal, 150 à son apogée en 1981-1982)<sup>609</sup>, est minoritaire au sein de la communauté arménienne, par rapport au parti *Dachnaksoutioun*, « majoritaire »<sup>610</sup>, mais il exerce une « emprise certaine sur une notable partie de la jeunesse »<sup>611</sup>. À l'origine mouvement groupusculaire d'extrême-gauche, il devient, en mars 1982, le MNA, Mouvement national arménien, moins ancré à gauche et dont l'influence sur la communauté est plus large.

---

<sup>605</sup> Le journal du groupe, *Hay Baykar*, cesse de paraître à l'été 1988 (124 numéros). AN. 20030072/8. Le MNA. Rapport des RG : « Le MNA suspend ses activités », 16 février 1989.

<sup>606</sup> La diaspora africaine en France. Sophie Dulucq. « Les militants africains en France ». Militantismes et Militants. *M.I.R.E.H.C, Mémoires Identités. Représentations. Histoire Comparative de l'Europe*, 2000, n°4, p. 45-51.

<sup>607</sup> Martha Kirschenbaum. « 1968 : Entre Varsovie et Paris, un cas de transfert culturel ». *Op. cit.*

<sup>608</sup> Roger Chartier. « La conscience de la globalité ». *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2001, 56-1, p. 119-123.

<sup>609</sup> AN. 20072003/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur la communauté arménienne en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>610</sup> AN 20072003/8. Le MNA. Note des RG, 27 juillet 1982.

<sup>611</sup> AN 2007003/8. Le MNA. Note des RG : « L'activisme arménien », 29 octobre 1982.

## A) Libération arménienne, un mouvement de gauche alternative

### 1/ Enjeux historiographiques : qu'est-ce que la gauche alternative arménienne ?

Le mouvement réunit à l'origine quelques étudiants, dont certains proches de l'UEAE, qui organisent un meeting de solidarité à la Cité internationale universitaire de Paris, le 26 avril 1972, intitulé « Trois peuples en lutte. Arméniens, Kurdes, Turcs ». Il se manifeste ensuite en avril 1973 par une double action d'éclat contre le consulat turc et les bureaux de la Turkish Airlines à Paris. Puis une partie des acteurs quitte le mouvement et de nouveaux militants s'y agrègent. Le mouvement s'exprime la première fois, en tant que mouvement politique constitué, sur la scène publique, lors de la commémoration du génocide, le 24 avril 1976, qu'il contribue à transformer en manifestation : il ne prend « corps qu'en mars-avril 1976 »<sup>612</sup>. Libération arménienne est un mouvement « de fait », qui, comme son nom l'indique, se veut libre. D'une part, il « n'a jamais légalisé son existence »<sup>613</sup>, puisqu'il n'y a pas eu de dépôt légal de ses statuts. D'autre part, sa dimension informelle lui permet de tisser des liens avec différents courants politiques. Quant à son terreau idéologique, il est, lui aussi mouvant.

Le choix du nom du mouvement témoigne de sa volonté de s'inscrire dans une perspective politique de lutte de libération nationale du peuple arménien, doublement occupé, par la Turquie et par l'URSS, comme d'autres peuples qui luttent pour leur libération. La libération fait aussi écho à l'antifascisme et à la résistance. Elle convoque également l'idée d'émancipation<sup>614</sup>, à forte connotation libertaire, autre héritage de Mai 1968. Le vocabulaire, employé dans le journal du mouvement ou dans les tracts, permet de saisir cet horizon, « fondé sur un soutien total aux actions qui émancipent les Arméniens des illusions pacifiques et diplomatiques »<sup>615</sup>. La Libération arménienne se fait, enfin, à l'échelle de la communauté en France, en opposition aux structures arméniennes, considérées comme conservatrices (système bipolaire des partis et Église). Le mouvement revendique la liberté de se positionner en dehors de toute logique partisane, qui maintient, selon lui, la communauté dans l'immobilisme. Armand, étudiant à Vincennes, précise les orientations du mouvement :

« On se libère de deux choses, à la fois, Libération arménienne, c'est se libérer de ce carcan communautaire un peu immobile, un peu glacé, complètement contrôlé, noyauté, de tous côtés, les communistes,

---

<sup>612</sup> *Ibid.*

<sup>613</sup> AN. 2003072/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne. Le MNA suspend ses activités », 16 février 1989.

<sup>614</sup> Michel De Certeau. *La prise de parole et autres écrits politiques*. Paris : Le Seuil, 1994.

<sup>615</sup> Tract de *Libération arménienne* après la répression de la manifestation du 24 avril 1976. Archives privées de Satenig Batwagan-Toufanian.

les ..., un truc où on étouffe, libération de ce point de vue là. Et puis libérer la cause arménienne, pour faire entrer la cause arménienne dans l'histoire »<sup>616</sup>.

Les militants de Libération arménienne sont au croisement de deux histoires, celle du pays d'origine des parents et des grands-parents, ainsi que celle du pays où ceux-ci se sont réfugiés, la France, marquée dans les années 1970, par les bouleversements qui ont suivi Mai-Juin 1968 et dont l'historiographie a opéré un triple déplacement depuis les années 2000. En effet, elle opère un déplacement dans le temps, avec l'expression « Les années 68 »<sup>617</sup>, qui désigne une période qui se prolonge jusqu'en 1981, date d'arrivée du PS au pouvoir. L'historiographie propose aussi un décentrement dans l'espace, en soulignant les multiples connexions entre les lieux alors agités par des poussées révolutionnaires<sup>618</sup>. Le mouvement arménien, qui regarde du côté d'autres espaces en lutte, est justement l'une des expressions de ce décentrement. Les travaux récents sur Mai 1968 s'intéressent, enfin, à d'autres acteurs de la contestation, plus anonymes, de province par exemple, après s'être centrés sur les acteurs parisiens médiatiques. Ils étudient les conséquences biographiques de leur engagement, poursuivant en cela les travaux parus à partir du trentième anniversaire de Mai 1968. C'est ce type de démarche que nous proposons de suivre dans ce chapitre, puisque les Arméniens de la gauche alternative n'ont jamais été étudiés jusqu'à présent. Mai 1968 ne joue pas un rôle matriciel dans la vie de ces militants, la majorité étant alors très jeune, mais le contexte de forte mobilisation des « années 68 » a pu contribuer à donner une impulsion à leur engagement en faveur de la question arménienne et peut éclairer leur politisation.

Comme pour les jeunes membres du parti *Dachnakstoutioun* en Mai 1968, l'enjeu du mouvement est d'articuler le vertical, c'est-à-dire l'héritage de la lutte en faveur de la question arménienne, et l'horizontal, en inscrivant leur lutte dans celles de l'extrême-gauche radicale. Le groupe, par son autodésignation de « nouvelle gauche arménienne »<sup>619</sup>, cherche à s'ancrer dans un héritage arménien, français et mondial. En effet, en France, l'expression « nouvelle gauche » est utilisée dans les années 1960 pour qualifier les formations politiques critiques de la gauche traditionnelle. En Amérique latine, elle désigne les mouvements de gauche armés<sup>620</sup>.

---

<sup>616</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>617</sup> Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008.

<sup>618</sup> Ludivine Bantigny, Boris Gobille, Eugénia, Palieraki (dir.). "Les années 1968" : Circulations révolutionnaires. *Monde(s)*, n°11, PUR, 2017.

<sup>619</sup> « La nouvelle gauche face aux grands problèmes ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 9.

<sup>620</sup> Eugénia Palieraki. « De Pékin à la Havane. La gauche radicale chilienne et ses révolutions, 1963-1970 ». In Bantigny, Ludivine, Gobille, Boris, Palieraki, Eugénia (dir.). "Les années 1968" : Circulations révolutionnaires. *Monde(s)*, n°11, PUR, 2017, p. 119-138.

La construction du projet politique du mouvement se réalise à la fois dans l'action de mobilisation, en interne et en externe, contre les forces politiques traditionnelles opposées, « avec pour corollaire la désignation d'un adversaire et la constitution de frontières entre un "nous" et un "eux" »<sup>621</sup>. Il s'agit pour le mouvement de montrer qu'il impulse une dynamique de protestation plus forte que le parti *Dachnaksoutioun*, son principal concurrent. Le programme de la nouvelle gauche arménienne est de développer une analyse marxiste-léniniste de la question arménienne, par la défense de la lutte armée, dans le cadre de la guerre froide. La stratégie envisagée est « la lutte populaire armée contre l'État turc et l'impérialisme américain »<sup>622</sup>, mais l'adjectif « nouvelle » nous dit peu sur lui.

L'usage du terme « gauchiste », pour désigner le mouvement, serait réducteur. Ce terme désigne « l'ensemble des groupes politiques de la gauche extra-parlementaire dont le dénominateur commun, inscrit à l'horizon de l'après-Mai 68, est celui de la révolution »<sup>623</sup>. Les rapports des RGPP qualifient ainsi parfois les militants et notent « la vitalité » de leur opposition<sup>624</sup> aux représentations institutionnelles de la communauté arménienne. Cependant, le terme de gauchiste interroge. Il a pour risque de confiner la portée de Mai-Juin 68 à une agitation vaine, sans grande portée politique. Utilisé 45 ans après les événements, par certains acteurs pour s'auto-désigner rétrospectivement, il a tendance à minimiser la radicalité du mouvement<sup>625</sup>, alors que toute l'historiographie a démontré les espérances politiques et sociales<sup>626</sup> dont Mai était porteur. Le travail du mouvement pour rendre visible la question arménienne dans l'espace public s'inscrit dans cette démarche politique. En outre, ce qualificatif n'est pas reconnu par tous les militants, nous y reviendrons.

Le qualificatif de « gauche alternative »<sup>627</sup> permet de caractériser le corpus idéologique d'un mouvement critique de la gauche institutionnelle et de le situer dans l'offre militante arménienne. Il désigne, d'une part, « l'ensemble des sensibilités politiques qui prônent une

---

<sup>621</sup> Michael Voegtl. « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !". L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises du mouvement social ». In Agrikoliansky, Éric, Fillieule, Olivier. *Penser les mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 2010, p. 203-223.

<sup>622</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur la communauté arménienne en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>623</sup> Bernard Brillant. « Le gauchisme et ses cultures politiques ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, Une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 552- 559.

<sup>624</sup> AN. 2003072/5. Commémorations annuelles de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976). Note des RGPP : « Un nouvel aspect de l'émigration arménienne : la vitalité de la jeune génération française, issue d'Arméniens ; l'apparition d'un nouveau mouvement dit "Libération Arménienne", fortement influencée par les thèses gauchistes et révolutionnaires », 29 avril 1976.

<sup>625</sup> Philippe Buton. *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 1968*. Paris : Perrin, 2021.

<sup>626</sup> Boris Gobille. *Mai 68*. Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2008.

<sup>627</sup> Sophie Bérout, Olivier Fillieule, Camille Masplet, Isabelle Sommier, avec le collectif Sombrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Op. cit.

rupture avec le système capitaliste en procédant à la critique plus ou moins radicale de la gauche institutionnelle »<sup>628</sup>. Si le capitalisme n'est pas la cible du mouvement, l'anti-impérialisme lui permet de se situer dans cette famille politique. D'autre part, Libération arménienne se pose en alternative aux deux mouvances arméniennes opposées qui structurent la diaspora et qui s'opposent depuis les années 1920, sur le soutien ou non à apporter à l'Arménie soviétique. Les militants de cette gauche alternative arménienne considèrent alors comme archaïques les organisations plus anciennes que sont le parti *Dachnaksoutioun* et la JAF-UCFAF, proches des forces traditionnelles de la gauche française, le Parti socialiste (PS) pour le premier et le Parti communiste français (PCF) pour la seconde. Les critiques contre ces deux mouvances traditionnelles résonnent comme un écho à celles de l'extrême-gauche française, vis-à-vis de la SFIO, puis du PS, et du PCF. Les militants, lassés par « l'apathie des anciens »<sup>629</sup>, critiquent l'échec de leurs actions menées depuis 60 ans et les accusent de « collaborer » et parfois même de « pétainisme »<sup>630</sup>. Nous pourrions aussi parfois désigner le mouvement comme étant d'extrême-gauche, par commodité de langage.

## 2/ Essai de périodisation du mouvement

### -Les trois phases de Libération arménienne

La période (1973-1982), où le mouvement se nomme Libération arménienne, peut être divisée en trois micro-périodes, qui tiennent à des référents contextuels, politiques, organisationnels et spatiaux différents. Lors de la première micro-période (1972 à 1974-75), qui ne concerne que Paris et pour laquelle nous avons peu de matériaux, le mouvement se situe encore dans l'héritage direct de Mai 1968. Il ne semble pas être travaillé par la lutte armée, ni marqué par l'influence du Liban. Imprégné de référents et de pratiques protestataires français et d'échos de luttes internationales, il rejoint alors les préoccupations des militants parisiens du parti *Dachnaksoutioun* en Mai 1968 et cherche à éveiller les Arméniens. Les premières rencontres à Paris se font avec des Arméniens de l'UEAE, à la MEA, qui brasse des étudiants

---

<sup>628</sup> Isabelle Sommier utilise d'abord le terme de « gauchisme ». « Les gauchismes ». In Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 297-305. 10 ans plus tard, elle mobilise celui de « gauche alternative ». Sommier, Isabelle. « Les gauches alternatives vues de province ». In Beroud, Sophie, Masclat, Camille, Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle avec le collectif Sombbrero. *Changer le monde, changer sa vie, enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 321-357.

<sup>629</sup> AN. 2003072/8. Le MNA. Note des RGPP : « Au sujet du mouvement Libération Arménienne et de ses initiatives pour s'imposer au sein de la communauté arménienne en France », 30 avril 1977.

<sup>630</sup> « Libération arménienne répond à 12 questions ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 4.

arméniens du monde entier et des étudiants de toute nationalité. Puis, les réunions se font à l'université, marqueur revendiqué de l'affiliation à Mai 1968, notamment à Jussieu et à la Sorbonne. L'idée n'est pas de créer un mouvement formel et hiérarchisé, mais des rapports horizontaux, où les idées circulent sans filtre et sans tutelle. Très influencés par les spontanéistes, adeptes de l'action directe spontanée pour réveiller le peuple arménien, quelques-uns des huit militants interrogés s'auto-désignent, dans leurs entretiens, comme des « maos-spontex ». Ce terme est alors utilisé par les trotskistes pour les dénigrer. Le groupe réunit une dizaine de jeunes étudiants de gauche (en histoire, en philosophie, en sociologie), unanimes pour souligner l'effervescence politique et l'horizon révolutionnaire dont le mouvement était porteur. Cette phase est brève, car le mouvement rencontre peu d'échos et les divisions internes, à partir de 1974, l'affaiblissent.

En effet, recoupant en partie les divisions de l'extrême-gauche française, deux courants semblent traverser le mouvement à cette date, dans le rapport au Liban et dans les référents politiques et culturels. Un des cofondateurs du mouvement, Ara, né en 1954 à Boulogne-Billancourt, très politisé dans son lycée parisien à Montaigne, décrit ainsi ces deux courants :

« Il y avait deux courants dans Libération arménienne. Il y avait un courant qui était plus gauchiste-militarisé, léniniste, quand bien même il était teinté d'une dimension libertaire, et un autre courant, qui était plus vapoureux, une espèce de gauchisme psychanalytique »<sup>631</sup>.

Cette opposition s'établit entre un pôle plus axé « révolution politique » et un pôle « contre-culture » d'inspiration plus freudienne, même si cette opposition est schématique, car les deux pôles sont imbriqués. Le premier courant défend alors la lutte armée. Selon les RG, le journal *Yéridassart Hai* (« Jeune Arménien ») au Liban, exerce une grande influence sur Libération arménienne<sup>632</sup>. Le deuxième courant, minoritaire et plus imprégné de Mai 1968, considère que la voie choisie par le premier courant, trop soumise au Liban, est une confiscation de la lutte et s'apparente à une trahison. La scission entre les deux courants a lieu probablement dès 1974.

La deuxième micro-période, phase officielle, sur laquelle nous avons plus de matériaux, commence au milieu des années 1970, dans un double contexte. Les luttes en France changent de sens et le quotidien des militants est ponctué par les actes de lutte armée, qui donnent plus d'écho à la question arménienne et donc aux mouvements qui la portent. Le mouvement s'étoffe en trois temps. Dans un premier temps, des rencontres se nouent à l'occasion de la

---

<sup>631</sup> Entretien avec Ara Toranian, janvier 2018.

<sup>632</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Fiche des RG, 28 août 1986. Cette fiche des RG s'inspire certainement de l'article de Pierre [Bédros] Terzian. « La question arménienne aujourd'hui ». *Op. cit.*

commémoration du soixantième anniversaire du génocide, le 24 avril 1975, quand de jeunes Arméniens, sous la bannière de l'UEAE, organisent une manifestation. Puis, dans un second temps, à l'occasion du défilé du 24 avril 1976, Libération arménienne apparaît pour la première fois en tant que mouvement constitué et déborde la manifestation. L'appel à la manifestation dans le journal *Libération*, sa mention dans les rapports de RGPP<sup>633</sup> et la photo de couverture d'*Arménia*<sup>634</sup> le confirment. D., né en 1956 à Alfortville, très politisé par les manifestations lors de ses années au lycée, évoque une de ces rencontres entre les militants, difficile à dater, 1975 ou 1976 :

« Il y a eu un 24 avril, ce n'était pas une manifestation, [mais] un rassemblement. D'un seul coup on voit une espèce d'énergumène gueuler avec des moustaches et un keffieh. On est deux-trois potes et puis il distribue le tract, "réunion ce soir", et c'est comme ça, de fil en aiguille... [...]. Il tranchait avec le reste, parce que le reste, c'était des gens qui étaient là pour témoigner de leur douleur [...]. Donc le porte-voix avait porté. Il se dit tout ce qu'on vient de dire, c'est-à-dire, "si on continue, on va crever, il faut absolument qu'on mobilise la communauté, qu'on réveille la communauté". Tout ça, c'était déjà en nous en fait, je vais parler pour moi, il suffisait de le formuler, et de fil en aiguille, les contacts se sont faits »<sup>635</sup>.

Ce récit entre en résonance avec celui de Stéphane, né en 1952 à Bois-Colombes, qui exprime la même idée à propos de la rencontre, lors du 24 avril : « on s'est cherché et on s'est trouvé et après on a fait en sorte qu'on nous trouve vachement facilement »<sup>636</sup>. La création du journal, *Hay Baykar*, en mars 1977, permet enfin au mouvement de lui donner une voix, ses effectifs augmentent, il lutte alors contre deux fronts : la Turquie et l'Arménie soviétique. Même s'il est proche de la ligne politique de l'ASALA au Liban, il revendique une forte autonomie. À Lyon, un petit groupe se forme en 1977, après le retour d'un voyage au Liban de deux jeunes militants du parti *Dachnaksoutioun*, basés à Saint-Étienne (un frère et sa sœur). Déçus du parti, ce groupe lyonnais diffuse le journal de Libération arménienne, puis s'affilie officiellement en 1978<sup>637</sup>. La troisième micro-période est brève et se déroule entre 1980 et 1981, quand le mouvement se rapproche encore plus du Liban et abandonne son antisoviétisme, à l'origine d'une nouvelle vague de départs. La tutelle libanaise est donc critiquée par certains militants, en 1974-1975 et en 1980.

---

<sup>633</sup> AN. 20030072/5. Commémorations annuelles de l'anniversaire du génocide des Arméniens (1976). Rapport des RGPP : « Compte rendu des manifestations », 29 avril 1976.

<sup>634</sup> Voir chapitre 7.

<sup>635</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>636</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

<sup>637</sup> Le journal mentionne la date de septembre 1978. « Libération Arménienne à Lyon ». *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 1.

## -Génération migratoire et générations politiques

Deux générations politiques de militants se distinguent. La première génération politique regroupe des hommes et des femmes, nés entre le milieu des années 1940 et le milieu des années 1950, dont quelques-uns sont issus de la deuxième génération migratoire. Politisés avant Mai 1968, ils s'éveillent à la politique par les luttes anti-impérialistes en Asie et les luttes des Indiens et des Noirs d'Amérique. Mai 1968 renforce leur appétence à l'engagement, comme Liliane D., étudiante en sociologie à la Sorbonne, qui a participé à la fondation du mouvement. Au sein de cette première génération politique du mouvement, sont présents aussi des Arméniens de la troisième génération migratoire, dont l'éveil à la politique est construit par Mai, incarnant l'ouverture des possibles. Ainsi Stéphane apprécie ce qui dans Mai 1968 est « anti-autoritaire » et il mentionne « la libération sexuelle »<sup>638</sup>, qui représente une rupture avec les traditions communautaires. L'opposition à la guerre du Vietnam politise les militants de ces deux générations migratoires. Sur le plan théorique, elle les familiarise avec l'idée de lutte de libération anti-impérialiste contre les États-Unis. Sur le plan pratique, la fréquentation des Comités Vietnam de base, proches de l'UJCML, Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, et la participation à des manifestations de soutien au Vietnam constituent alors un élément de socialisation politique. Ainsi un militant, interpellé lors de la manifestation du 24 avril 1971, est à nouveau interpellé le 10 mai 1972, lors d'une manifestation d'opposition à la guerre du Vietnam à l'ambassade américaine<sup>639</sup>. Ces militants se politisent sans lutte armée en arrière-plan.

La seconde génération politique de militants de Libération arménienne, correspond à la troisième génération migratoire, née entre 1955 et le début des années 1960. Elle a vécu les mobilisations en mutation de l'après-Mai et elle est politisée par les luttes d'autres espaces : Amérique latine (coup d'État au Chili en 1973), dissidence en URSS, lutte contre les dictatures (Franco), lutte armée des Palestiniens et lutte armée des Arméniens en 1975. À Lyon, les quelques militantes interrogées évoquent aussi leur éveil à la politique, en partie par les luttes en Amérique latine. Les événements au Chili ont été fondateurs, comme l'exprime Armand, qui élabore des passerelles entre la cause arménienne et les autres causes :

« Toutes les manifs qu'il y avait à l'époque, c'était un rituel, il fallait en être [...]. Il y a eu des occupations de bahuts [...]. À la mort d'Allende, il y avait eu un grand soulèvement, j'avais participé à tout ça, il y avait eu des

---

<sup>638</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

<sup>639</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Note des RG : « Communauté arménienne. Opération d'identification et de recherche. Annexes, extrémistes arméniens, identification », 24 septembre 1981. Le militant évoque ces manifestations dans son entretien.



projections, des films, c'est l'événement qui m'a le plus marqué [...]. C'était des tracts, des réunions politiques, voir comment est-ce que tous les lycéens, quels qu'ils soient, étaient sensibles à la cause chilienne. Et j'ai pris la mesure de ce que représente la filiation politique, qui faisait que, grâce à cette filiation finalement, on pouvait embrasser des causes qui étaient très diverses et donner notre sympathie militante pour des causes qu'on ne connaissait pas, pour des peuples qu'on ne connaissait pas, des pays où on n'était jamais allé. Cet internationalisme politique est quelque chose qui m'a beaucoup marqué »<sup>640</sup>.

Toutefois ce découpage générationnel opéré sur les espaces en lutte n'est pas rigide. Les temporalités de chacune de ces phases se chevauchent et les frontières sont poreuses entre les temps étudiés. C'est sur la période 1976-1981, que nous travaillerons essentiellement tant en raison de la forte imbrication des éléments protestataires arméno-français et internationaux que de l'existence de sources plus nombreuses.

#### -Des luttes en mutation

Dans l'histoire des mouvements protestataires en France, Libération arménienne naît sur une fin de cycle révolutionnaire, commencé quinze ans plus tôt en France, au début des années 1960, avec la fin de la guerre d'Algérie. L'étude diachronique du mouvement révèle des discordances par rapport à la chronologie des mobilisations en France, étudiés notamment par Lilian Mathieu<sup>641</sup> et Isabelle Sommier<sup>642</sup>, qui caractérisent l'épuisement et la transformation des luttes entre 1972 et 1973, avec la défaite de la gauche aux élections législatives de 1973, sur la base du Programme commun de 1972. Or le début des années 1970 correspond à la naissance de Libération arménienne, alors que l'esprit d'émancipation lié à Mai 1968 s'est en parti effrité. Ce décalage peut s'expliquer parce qu'émanant d'une diaspora, éclatée sur plusieurs espaces, le mouvement est réceptif à plusieurs événements et donc à des chronologies multiples. Au milieu des années 1970, l'horizon des luttes, auquel le mouvement se rattache pour populariser la question arménienne, est encore, selon la perception des militants, celui de l'extrême-gauche révolutionnaire : l'internationalisme, l'anti-impérialisme et le tiers-mondisme, « ni Est, ni Ouest », dans le cadre de la guerre froide. Le mouvement se situe à la croisée de cette fin de cycle de dynamiques émancipatrices et d'autres types de luttes.

En effet, d'autres luttes collectives se développent alors en France, moins marquées par la centralité ouvrière, les clivages de classe<sup>643</sup> et l'horizon révolutionnaire mondial, et plus liées

---

<sup>640</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>641</sup> Lilian Mathieu. *Les années 1970, un âge d'or des luttes ? Op. cit.*

<sup>642</sup> Isabelle Sommier. « Le processus de diffusion de la révolte juvénile ». *Op. cit.*

<sup>643</sup> Didier Chabanet. « Nouveaux mouvements sociaux ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lillian, Péchu, Cécile (dir.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 403-410.

à des revendications sectorielles et post-matérialistes d'ordre identitaire, ce vers quoi le mouvement arménien tend alors par certains aspects. Comme le montre Lillian Mathieu<sup>644</sup>, toutes ces luttes, comme le régionalisme, l'anti-racisme et le féminisme, cohabitent. Par exemple, le mouvement est ouvert au régionalisme, qui permet d'insérer la question arménienne aux côtés d'autres luttes. Les témoins rappellent dans leurs entretiens leur sympathie pour les mouvements régionalistes, qui partagent la conscience de leur spécificité et portent des revendications proches, comme la défense de leur langue, auprès de l'État français. Ils ont parfois aussi en commun le soutien à la lutte armée. Des alliances se nouent ainsi avec les Corses et les Basques, qui se traduisent par la présence des militants à leurs meetings respectifs. Ces peuples sont cependant sur leur territoire, ce qui n'est pas le cas des Arméniens, déterritorialisés.

Le mouvement s'inscrit aussi dans l'anti-racisme, qui s'exprime par des alliances, des textes et des actes de solidarité. Des liens sont tissés avec des acteurs de l'immigration. Un des militants du mouvement, ancien de la GP, a participé à des actions en faveur des foyers Sonacotra<sup>645</sup>. En décembre 1977, un autre militant assiste aux obsèques du gauchiste algérien, Kheroua Farid, proche des NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire)<sup>646</sup>. Les liens s'expriment aussi à travers le soutien mutuel de leurs organes de presse. Ainsi *Hay Baykar* soutient le journal *Sans Frontière*<sup>647</sup>, où les immigrés prennent la parole, en 1979. Il élabore des passerelles entre les immigrés maghrébins et les premiers immigrés arméniens, exploités : « Mis au ban de la société, enfermés dans un ghetto parce qu'ils ont le tort d'être différent [...], échoués dans un "pays d'accueil" qui leur achète à bas prix leur force de travail, déculturés [...], ces esclaves des temps modernes... »<sup>648</sup>. Un des dessinateurs de *Hay Baykar*, Charlie Sansonetti, participe au Logo de *Sans Frontière*. De son côté, Hamza Bouziri, réfugié tunisien protégé de Sartre, actif au journal *Sans Frontière* et au journal *Libération*<sup>649</sup>, les aide pour la fabrication de leur journal, *Hay Baykar*. Cette posture de solidarité se traduit en actes. Ainsi, durant sa phase de gestation, un des militants chez qui se font les réunions, né en Syrie en 1948,

---

<sup>644</sup> Lillian Mathieu. *Les années 1970 : un âge d'or des luttes ? Op. cit.*

<sup>645</sup> Choukri Hmed. « Grèves de loyer ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lillian, Pechu, Cécile (dir.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 289-295 et Choukri Hmed. « Les grèves de loyers dans les foyers Sonacotra : premier mouvement immigré ? ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68 une histoire collective. 1962-1981. Op. cit.*, p. 725-730.

<sup>646</sup> AN. 20072003/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Terrorisme arménien. Après les attentats de la nuit », 19 novembre 1979.

<sup>647</sup> Catherine Polac. « Quand les immigrés prennent la parole ». In Perrineau, Pascal (dir.). *L'engagement politique*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, p. 359-386.

<sup>648</sup> « *Sans frontière* ». *Hay Baykar* n°18, septembre 1979, p. 11.

<sup>649</sup> Son nom est cité par plusieurs militants. Sa présence à *Libération* est confirmée par le livre de Jean Guisnel. Jean Guisnel. *Libération, la biographie*. Paris : La Découverte, 2003.

interpellé pour avoir manifesté contre la venue du ministre turc Nihat Erim, le 22 janvier 1972 à Paris, est à nouveau interpellé le 25 février 1972, lors d'une manifestation contre le racisme<sup>650</sup>. De même, des militants de Libération arménienne sont présents à des actions d'immigrés, comme à Lyon, au 4<sup>e</sup> festival des immigrés en 1982, évoquée en entretien pour souligner la dynamique d'ouverture du mouvement. Le féminisme imprègne aussi les débuts du mouvement, en 1977, à travers des articles dans leur journal, qui portent sur plusieurs figures, celle de la femme ouvrière arménienne, triplement dominée, en tant que femme, descendante d'immigrée et exploitée dans son travail, ou encore à travers la réflexion sur l'émancipation des femmes, resituée dans l'héritage révolutionnaire arménien. De même, un projet de mouvement homosexuel arménien est évoqué spontanément par quelques militants dans les entretiens. L'ébauche d'un tel courant, même resté à l'état de projet, pour ne pas diviser le mouvement, est révélateur de la perméabilité de Libération arménienne à ces nouvelles mobilisations.

Hors de France, la présence palestinienne au Liban et la guerre civile à partir de 1975<sup>651</sup> familiarisent certains militants avec l'idée de lutte armée. Ils défendent la lutte d'indépendance nationale des Palestiniens et établissent des parallèles avec la lutte arménienne, pour lui donner une dimension internationale : les deux peuples, chassés de leur terre et dispersés, doivent recouvrer leur territoire. Le mouvement revendique ainsi la « libération des territoires occupés » arméniens<sup>652</sup> et Israël est associé à un État impérialiste. Parmi les amis du groupe, le Palestinien Mahmoud Saleh, qui tient la librairie arabe à Paris, a relié les deux causes. Il est assassiné en 1977<sup>653</sup>. Les sources internes (les entretiens et le journal du mouvement, *Hay Baykar*<sup>654</sup>) et externes (rapports des RG) se font l'écho des rencontres entre militants arméniens de France et Palestiniens au Liban. Cependant, l'intérêt des militants pour la cause palestinienne s'ajoute à leur politisation, il ne la fonde pas. Au reste, les militants partis s'entraîner aux armes au Liban demeurent très rares<sup>655</sup>.

---

<sup>650</sup> AN. 20072003/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976). Note des RGPP, Document de travail : « Personnes interpellées lors de la manifestation organisée le samedi 24 avril pour commémorer "le génocide de 1915" en Turquie », 30 avril 1976.

<sup>651</sup> Ara Sanjian. « Armenians in the Midst of Civil Wars : Lebanon and Syria Compared ». *Diaspori : Nezavisimii nauchnii zhurnal* [Diasporas : Independent Academic Journal] (Moscow), vol. 17, n° 1-2 (2015), p. 55-88.

<sup>652</sup> « Éditorial ». *Hay Baykar* n°1, mars 1977, p. 2.

<sup>653</sup> « Mahmoud Saleh, un ami du peuple arménien assassiné ». *Hay Baykar* n°1, mars 1977, p. 5.

<sup>654</sup> « Entretien avec la direction palestinienne : Abou Iyad ». *Hay Baykar* n°21, avril 1980, p. 12-13.

<sup>655</sup> Trois militants l'ont mentionné, ils sont ensuite allés en prison. Nous y reviendrons en fin de chapitre.

### 3/Esquisse de sociologie de « jeunes gens en colère »

-Des jeunes gens dotés en capital culturel

Quelques caractéristiques communes se dégagent, au-delà des singularités de chacun des membres du groupe. Dans l'histoire de l'immigration arménienne en France, les militants appartiennent surtout à la troisième génération migratoire. Les historiens de l'immigration ont démontré que cette génération revendiquait d'avantage ses racines<sup>656</sup>. Comme parmi d'autres mouvements français d'extrême-gauche, ils sont issus de milieux sociaux divers. Leurs parents, souvent nés en France, se sont intégrés au tissu social français et sont dans une dynamique de mobilité sociale (l'immobilier, l'artisanat, avec une nette domination de la petite boutique pour les deux tiers : coiffeur, bijoutier, métier du textile et cordonnier). Les liens de solidarité diasporiques sont plus forts que les différences sociales, comme l'exprime Charlie, né en 1958 à Paris :

« Nous on se retrouve finalement à être une poignée d'Arméniens, très hétéroclite. Comme je dis, moi je viens de la banlieue Est et d'autres viennent de Paris. Il y en a qui portent des idées, on voit bien, des idées à droite, d'autres à gauche, on range un peu tout au rancart pour dire : "la défense de la cause arménienne". Et c'est ça qui soude cette jeunesse-là »<sup>657</sup>.

Lors de la constitution officielle du mouvement, à Paris en 1976-1977, les militants sont presque tous nés en France, sauf trois : l'un est né en Irak, un autre en Turquie, mais tous deux, venus jeunes en France (respectivement quatre et six ans), y ont été scolarisés. Le troisième, non Arménien, est né à Cuba. Les hommes sont plus nombreux, mais quelques femmes très actives trouvent une place pour s'exprimer. Ils se forment jeunes à la politique. En 1977, l'année de fondation du journal, sur les 25 militants interrogés, seuls quatre d'entre eux ont alors plus de 25 ans. Stéphane, le photographe, a 25 ans, Ara, le responsable du mouvement, a 23 ans, Charlie, un des dessinateurs, a 19 ans et le plus jeune militant a 16 ans.

Ces jeunes gens du Baby-Boom, nés dans les années 1950, accèdent à un certain confort matériel et à un capital culturel. Ayant bénéficié de la massification scolaire et universitaire, ils se sont dotés, grâce à l'accès aux études supérieures, d'une capacité critique, de ressources intellectuelles et organisationnelles, autorisant un imaginaire d'opposition, dans une France toujours gouvernée par la droite<sup>658</sup>. Lycéens ou étudiants à l'université, ces jeunes gens ont

---

<sup>656</sup> Noiriel, Gérard. « Immigration : le fin mot de l'histoire ». *Étrangers, immigrés, Français. Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1985, n°7, p. 141-150.

<sup>657</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017.

<sup>658</sup> Philippe Juhem. « Effets de génération ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 210-217.

fréquenté des établissements politisés et se sont familiarisés avec des pratiques militantes, meetings ou manifestations. Cette pratique prend une place centrale dans leur référentiel politique. Ainsi D. affirme :

« On a fait des manifs avant d'être à la fac, "Ho Ho Ho Chi Minh, Che Che Che Guevara", on est une génération qui a commencé jeune, on était les minots dans les bandes des fois »<sup>659</sup>.

Plus tard, leur journal, *Hay Baykar* comporte une rubrique, « Combats », consacrée aux manifestations du mouvement. Le lycée est l'occasion de sortir de l'entre-soi, surtout pour ceux qui ont été scolarisés dans des villages arméniens, comme Alfortville, ainsi que l'exprime I., né en 1949 à Paris :

« Oui voilà [lycée] contestataire, du coup, là, on est plus chez les "ian, ian", école primaire chez les "ian, ian", là on est un peu plus isolé »<sup>660</sup>.

Pour ceux qui ne vivent pas dans des quartiers arméniens, en banlieue ou à Paris, la fréquentation de lycées contestataires, comme Montaigne ou Bergson, les expose à découvrir un monde de luttes. Ainsi, Ara, le responsable de Libération arménienne, revendique le rôle joué par son lycée dans sa formation politique :

« Je suis allé au lycée Montaigne, dans le 6<sup>e</sup>, c'était un très bon lycée, et en même temps, en face de la fac d'Assas, c'était un lycée très contestataire...gauchiste, agité et contestataire. Montaigne a eu une importance terrible politiquement, car c'est là que je me suis formé »<sup>661</sup>.

Les militants sont étudiants (en histoire, économie, lettres classiques, philosophie, anglais et aussi en mathématiques et en sciences physiques...) et ont, par conséquent, plus de temps pour militer. Cinq militants, parmi les 25 interrogés sur cette période, se sont formés à Vincennes<sup>662</sup>, université expérimentale et avant-gardiste, incarnation du « triomphe structuraliste et refuge de la contestation »<sup>663</sup>. Ils rappellent son rôle dans la construction de leur culture politique. Armand évoque les cours qui y étaient donnés, permettant de comprendre l'arrière-plan de leur formation théorique, visible dans la ligne politique de leur journal, *Hay Baykar* :

« Je me suis inscrit en économie politique. C'était une fac, Vincennes, très folklorique, alors c'était intéressant, parce qu'il y avait beaucoup de gens qui étaient connus, dans le département d'économie politique. C'était très idéologique, l'économie politique, c'est la manière dont Marx définissait le système capitaliste. Donc,

---

<sup>659</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>660</sup> Entretien avec I., janvier 2018.

<sup>661</sup> Entretien avec Ara Toranian, juin 2017.

<sup>662</sup> Sur les 25 militants interrogés, militant lors de la période 1976-1981.

<sup>663</sup> François Dosse. « Vincennes (1969-1974) : entre sciences et utopies ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle (dir.). *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 505-513.

on était là pour apprendre les rouages du système, pour bien le connaître, dans l'idée de mieux le détruire [...]. J'étais aussi inscrit au département de philosophie, j'étais très marqué, j'assistais aux cours de Deleuze, de Châtelet, qui étaient très intéressants, ça ce sont des cours qui m'ont le plus marqué »<sup>664</sup>.

Certains militants vont aussi librement à Vincennes pour se former au marxisme. D'autres y rencontrent des maos et des féministes, comme Y., née en 1950, venue de Lyon à Paris. Ce sont en majorité les militants les plus dotés en capital culturel et qui ont eu une expérience du militantisme durant leurs années au lycée, qui écrivent dans le journal. O., né en Turquie en 1949, caractérise la culture politique du mouvement, très imprégnée, selon lui, de la culture française et de Mai 1968 :

« Ils étaient avant tout des militants de l'extrême-gauche française [...]. Ils sont politisés par Mai 1968, mais ils se sont intégrés à la vie politique française et ont une culture politique très forte, qui n'a rien à voir avec ce qu'on pouvait trouver dans la jeunesse arménienne, et ça ça m'a beaucoup beaucoup intéressé, et j'ai eu plaisir à leur contact à me cultiver moi-même »<sup>665</sup>.

L'esprit contestataire des années 1970 en France contraste selon eux avec le silence sur la question arménienne, même s'ils ne nient pas le travail accompli avant eux par l'Église et les associations. Ara le formule ainsi :

« Moi, j'étais dans cette mouvance [gauchiste] et donc grand contraste évidemment avec le monde arménien. Je savais que j'étais Arménien. On discutait en famille. Voilà on discutait souvent. Ce contraste entre ce monde arménien et ce que je vivais... sous forme de télescope. Le monde arménien était alors ossifié, sclérosé, dramatiquement, en perdition. C'était horrible. Moi je l'ai vécu...comment on en est arrivé là ! Je m'étais ouvert, je commençais à manifester pour les uns, pour les autres, pour le Vietnam, il y avait le Chili. [Les Palestiniens ?] C'est venu après. Je ne comprenais pas qu'on soit dans cet état-là. Je voyais bien qu'il y avait une cause, une injustice, mais pas de combat politique, pas d'organisation, pas de lutte, rien, rien, rien »<sup>666</sup>.

Le mouvement établit donc des passerelles entre les référents et pratiques protestataires français et internationaux et les revendications arméniennes. R., né en 1959 à Clamart, qui s'auto-qualifie d'anarchiste, exprime une forme de fascination pour le mouvement :

« En fait j'ai adoré m'y retrouver, à *Hay Baykar*, je me retrouve au cœur de l'histoire, je donne un sens à mon histoire [...]. J'apprends, j'écoute, j'ai l'impression d'être dans une réunion secrète, qu'on allait renverser la Turquie dans 15 jours. J'exagère, je suis en plein romantisme, et heureux [...]. Pour la première fois, je vois des mots sur un ressenti, il y a une structure, il y a des gens qui ont un discours, il y a des actions définies, il y a une communauté de combat, qui se respecte et qui avance ensemble, c'est le combat arménien. Je découvre une famille

---

<sup>664</sup> Entretien avec Armand Sarian, septembre 2017.

<sup>665</sup> Entretien avec O., novembre 2017.

<sup>666</sup> Entretien avec Ara Toranian, juin 2017. Ce terme est aussi présent dans l'éditorial du journal : « Les partis traditionnels s'ossifient ». « Éditorial ». *Hay Baykar* n°1, mars 1977, p. 2.

et en plus j'apprends, je mets des mots sur ce que je ne savais pas exprimer, pour moi, c'était très court, mais essentiel »<sup>667</sup>.

L'usage du nom du journal, en arménien donc, pour qualifier le mouvement, est révélateur de la revendication de la part arménienne de ce militant, issu d'un mariage mixte, en quête de modèles, qui s'exprime par l'idéalisation de ce passé de lutte, même s'il n'est resté que brièvement au mouvement. Il insiste aussi sur le plaisir de la découverte politique.

-Des acteurs en marge ?

Certaines caractéristiques des militants de Libération arménienne sont semblables à celles des militants du parti *Dachnaktsoutioun* ayant participé à Mai-Juin 1968, comme la dynamique d'ascension sociale des parents, la fréquentation de lycées politisés, la baisse de la pratique religieuse et de la langue arménienne. Une partie des membres (moins de la moitié) a fréquenté des associations arméniennes de jeunesse, dont ils se sont ensuite éloignés : l'UEAE, le *Nor Seround*, toutes deux organisations de jeunesse liées au parti *Dachnaktsoutioun*<sup>668</sup>, et la JAF. À Paris, deux frères et une sœur, dont le père est membre de l'UCFAF, en ont été proches. Ils soutiennent activement la dissidence en Arménie soviétique. À Lyon, après 1981, deux nouveaux militants, sur les 10 interrogés, l'ont fréquentée. Quelques militants de Libération arménienne sont allés à Samuel Moorat, collègue arménien à Sèvres, fort incubateur de culture arménienne. Quelques militants ont participé au scoutisme et quelques jeunes, issus de milieu favorisé, sont proches de l'UGAB.

Cependant, trois particularités distinguent les militants de Libération arménienne de ceux du parti *Dachnaktsoutioun*, qui questionnent leur position au sein de la communauté arménienne. La première particularité est la part relativement élevée de jeunes issus de couples mixtes, phénomène nouveau de l'après-guerre, indicateur de la capacité de la société française à intégrer ses populations issues de l'immigration<sup>669</sup>. Or, dans l'échantillon de la mouvance *dachnak* interrogée, aucun militant n'en est issu. Jacques Périgaud mentionne 2% de mariages mixtes parmi les Arméniens dans les années 1920, 10% en 1945 et 70% en 1970<sup>670</sup>. Ce phénomène est encore rare dans les années 1950, qui correspond à la décennie de naissance des

---

<sup>667</sup> Entretien avec R., avril 2019.

<sup>668</sup> « Éditorial ». *Hay Baykar*, n°51, mars 1983, p. 2.

<sup>669</sup> Béate Collet, Emmanuelle Santelli. « Les couples mixtes franco-algériens ». *Hommes et migrations*, 2012, n°1295, p. 54-64.

<sup>670</sup> Jacques Périgaud, « Le mariage mixte comme indicateur social de l'adaptation : le mariage franco-arménien ». *Les mariages mixtes. Ethnies*, 1974, vol. 4, p. 41-54.

militants. Lors de la deuxième phase du mouvement (1976-1981), sur les 25 militants interrogés (ils sont alors 30-40 actifs à Paris et une dizaine à Lyon), cinq militants à Paris ont un des deux parents qui n'est pas Arménien. Pour deux d'entre eux, la mère est arménienne, le « ian » n'est pas conservé, mais l'éducation de la mère, liée à la mémoire « de bouche »<sup>671</sup>, c'est-à-dire de cuisine arménienne, est peut-être tout aussi fort. Leur père, méditerranéen, est marqué par le fait migratoire et une culture de l'opposition politique. Pour les trois autres, de père arménien, la part arménienne se transmet par le nom. L'inscription du mouvement dans l'espace français et international des luttes leur permet de répondre à une socialisation duale et à des attentes liées aux multiples questionnements sur soi. Ainsi, I., très actif, ayant étudié à Vincennes et participé à Mai-Juin 1968, se fait l'écho de « la double absence »<sup>672</sup>, celle vis-à-vis du territoire d'origine et celle vis-à-vis du territoire d'accueil. Dans le mouvement Libération arménienne, il trouve une réconciliation entre ses deux appartenances :

« Les gens se ressemblent... Le mépris du pouvoir, de l'Église, peut-être de la famille. Mais, en ce qui me concerne, moins que d'autres, et en même temps, l'idée de pouvoir témoigner à d'autres, au monde français, qu'on est là, qu'on n'est pas comme eux, qu'on n'est pas complètement français, on est un peu différent [...]. J'étais Français dans le monde arménien, Arménien dans le monde français, pour moi c'était de réconcilier les deux, pour moi c'était personnel. En même temps mes lectures libertaires posaient problème, donc il fallait trouver des schémas qui permettent de concilier tout ça, son identité partiellement arménienne et en même temps internationale »<sup>673</sup>.

Le fait d'être issu d'un mariage mixte donne aussi conscience d'une spécificité et l'angoisse de la dilution peut être ressentie comme plus forte, donc la nécessité de combattre contre la Turquie s'exprime de manière impérieuse. Charlie affirme ainsi :

« J'étais une troisième génération qui était dans la déperdition. Dans un mariage mixte, il y a ça, il n'y a pas qu'une question de sang, mais de déperdition d'une culture pour une autre, d'une langue, de choses comme ça »<sup>674</sup>.

Une diaspora se situe, en effet, par rapport à des origines communes, or celles-ci sont davantage questionnées, au fur et à mesure des générations et des mariages mixtes.

Une autre particularité du mouvement est qu'il regroupe des militants sans origine arménienne, à la différence des militants du parti *Dachnakstoutioun*. Paris et Lyon se font écho : dans chaque ville, un militant sans filiation arménienne, en couple avec une militante

---

<sup>671</sup> Anahide Ter Minassian. « La diaspora arménienne en France ». *Op. cit.*

<sup>672</sup> Sayad Abdelmalek. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Éditions du Seuil, 1999.

<sup>673</sup> Entretien avec I., janvier 2018. Le militant a écrit des articles dans *Haïastan*.

<sup>674</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017.



arménienne, a joué un rôle théorique dans le mouvement. À Paris, le militant, cubain, a participé aux événements de Mai 1968 et s'est établi en usine. De par son passé militant, il a pu jouer un rôle de passeur entre les mondes en lutte et a pu donner un cadre théorique au mouvement, quelques militants soulignant son rôle. Son intérêt, comme celui d'autres non Arméniens, pour la question arménienne, est lié à sa forte politisation internationale. À Lyon, le militant sans filiation arménienne, de tendance anarchiste, aurait, d'après des témoins interrogés, contribué à la forme revendicative du mouvement (nous n'avons pu le contacter). Ces passeurs témoignent des liens entre militantisme et vie affective, le couple étant un lieu d'échanges<sup>675</sup>. D'autres militants non arméniens ont soutenu le mouvement. Ils vont du spectre de l'extrême-gauche (au début du mouvement) à l'extrême droite (à partir de 1981). Ainsi, un Français d'extrême-gauche, né en 1948, proche des JCML (Jeunesse communiste marxiste-léniniste) et ayant voyagé au Moyen-Orient (Syrie, Turquie) à la fin des années 1960 et au début des années 1970<sup>676</sup>, est, selon les RG, proche du mouvement. Plus tard, un autre Français, d'extrême droite, né en 1963, proche du Parti des forces nouvelles, occupe, avec Libération arménienne, le local de la Swiss Air, en décembre 1981, « en raison d'amitiés personnelles »<sup>677</sup>. Parmi la liste des interpellations des 16 activistes qui occupent le local, même si l'absence de nom en « ian » n'est pas synonyme de non-appartenance arménienne, la moitié des interpellés ont un nom français, et parmi eux, quelques-uns ont les deux parents dont le nom est d'ascendance française, ce qui signifie que, sauf en cas de francisation, seules les grands-mères pourraient être arméniennes. Or la première génération d'immigrés pratique peu de mariages mixtes. Nous pouvons en déduire que le mouvement a le soutien de personnes qui ne sont pas d'origine arménienne (et cela nous a été confirmé en entretien par quelques militants).

La troisième caractéristique du groupe tient à leur esprit rebelle : sur les 20 hommes interrogés, la moitié l'évoque en entretien. Certains militants ont un rapport critique au monde, ils ne l'acceptent pas comme une évidence<sup>678</sup>. Ainsi, ils ont des dispositions scolaires à être réfractaires à un certain ordre établi, R. affirme :

« Je n'étais pas un super scolaire [...], j'étais ce qu'on appelle un faux cancre, un rebelle, je pouvais avoir zéro en maths et 20 en histoire dans la même journée, je fuguais beaucoup, je me rêvais anar, j'étais déconnant »<sup>679</sup>.

---

<sup>675</sup> Voir chapitre 3 sur les femmes arméniennes mobilisées.

<sup>676</sup> AN. 20030072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Fiche des RG : « Menaces anti-turques », 12 avril 1984.

<sup>677</sup> AN. 20030072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Note des RG : « participation d'un militant d'extrême droite à l'occupation des locaux de "Swissair" par des nationalistes arméniens » : 18 décembre 1981.

<sup>678</sup> Laure Fleury, Lilian Mathieu, Mathilde Pette. « Les genèses enfantines des humeurs contestataires ». *Op. cit.*

<sup>679</sup> Entretien avec R., avril 2019.

Des militants s'auto-qualifient de « fieffé crétin »<sup>680</sup> ou de « forte tête »<sup>681</sup>. Cette autodésignation, 45 ans après les faits, participe de la reconstruction d'un discours un peu mythifié sur soi, celui sur qui les enseignants ne misent pas, mais qui est riche de possibles. Or on ne trouve pas cette opposition à l'ordre établi (ici scolaire) chez les militants du parti *Dachnaksoutioun*, qui semblent avoir davantage intériorisé les normes de l'institution. Les sources externes vont dans ce sens, elles indiquent en effet qu'un des militants les plus actifs a été « de 1969 à 1971 un des principaux agitateurs gauchistes du lycée Bergson à Paris »<sup>682</sup>. La jeunesse est certes une variable explicative, comme l'exprime D. :

« Il y a un peu de folie aussi dans ces trucs-là, ce n'est pas possible autrement, parce que quand on regarde finalement ce qui s'est passé, en partant de rien, pas de rien, en dessous, de zéro, il fallait un peu d'inconscience, on ne peut l'avoir qu'à cet âge-là »<sup>683</sup>.

Est-ce les militants qui façonnent ainsi le mouvement, ou l'intègrent-ils, parce qu'il semble le mieux à même de répondre à leur disposition d'esprit rebelle ? Est-ce leur tempérament rebelle qui les amène à l'extrême-gauche ou l'extrême-gauche le nourrit-elle ? La réponse est à trouver dans un entre-deux. Ils revendiquent leur spécificité aux yeux de la communauté et comme l'exprime J., né en 1964 et en contact avec le groupe à partir de 1981 : « on sentait le souffre »<sup>684</sup>. En effet, le mouvement dérange. Certes, dans les années 1970, de nombreux jeunes qui ont fait des études, notamment parmi les familles d'immigrés, correspondent à cette figure du rebelle. Elle est toutefois en rupture avec la communauté arménienne, très attachée à ses valeurs de déférence. Dans cette mythologie du rebelle, la conscience d'une différence, d'une spécificité, peut aussi être double quand on est issu d'un couple mixte, car l'appartenance aux sous-mondes sociaux en est démultipliée, même si les Arméniens de la troisième génération disent ne pas avoir été victimes de stigmatisation.

Charlie Sansonetti, né en 1958 à Paris, peut s'inscrire dans cette figure du rebelle et servir d'exemple. Issu d'un mariage mixte arméno-corse (de mère arménienne), de parents de gauche, il vit en banlieue parisienne, à l'écart de la communauté arménienne. Élève dissipé, il change plusieurs fois de lycée. Politisé par le contexte protestataire français du milieu des années 1970 et des manifestations qui lui sont liées, il s'arrime au mouvement en raison de la

---

<sup>680</sup> Entretien avec J., août 2018.

<sup>681</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017.

<sup>682</sup> AN. 20030072/1. Organisations et Communauté (1970-1988), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Turcs et Arméniens, notes de 1970 à 1977. Note des RG, 18 mai 1977.

<sup>683</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>684</sup> Entretien avec J., août 2018.

rupture que représente un événement dans sa trajectoire biographique et qui oriente son militantisme, sa mère est interpellée lors de la manifestation du 24 avril 1977 à Paris :

« Moi, peut-être que je n'aurais jamais été militant de la cause arménienne, s'ils n'avaient pas emmené ma mère [...]. D'un point de vue politique, je me suis dit, moi, je croyais que c'était des vieilles histoires enfouies. Les parents ne parlaient jamais de leur histoire. Pour nous le génocide arménien, c'était le début du siècle. On était loin quoi ! Et je me suis dit : "mais non ça doit être une question politique". Quand elle est venue, ma mère, elle m'a donné un tract, où il y avait, je pense que c'était 1976, un tract, qui convoquait à un premier meeting de Libération arménienne, en face de l'église Saint-Germain. Elle m'a dit : "Tiens il y a des jeunes Arméniens qui parlent de la cause arménienne, de la question arménienne" »<sup>685</sup>.

Cette interpellation, alors qu'il a 19 ans, constitue une rupture biographique. Il participe aux dessins du journal et s'engage ensuite plus en avant dans la lutte arménienne.

#### -Regards sur eux

Interrogés sur Libération arménienne, quelques militants des mouvements politiques adverses ont pu chercher à délégitimer le mouvement, en le réduisant à une poignée d'agitateurs. Toutefois, sans approuver leurs actions, ils ont aussi été « rassurés » de constater leur engagement. Le parti *Dachnaksoutioun* et la JAF éprouvent ainsi, selon les RG, une « sympathie amusée et paternelle »<sup>686</sup>, vis-à-vis du mouvement, qui présente ses idées « comme des nouveautés, qui ne sont en fait que des vieilleries auxquelles certains tentent de redonner l'éclat de la jeunesse »<sup>687</sup>. Libération arménienne dérange, mais pas tant que cela. Par conséquent, des militants du parti *Dachnaksoutioun* reconnaissent leur rôle dynamisant, comme l'exprime Isabelle, ayant des amitiés dans le groupe :

« J'expliquais qu'ils [les militants de Libération arménienne] nous faisaient du bien. J'expliquais à l'étage au-dessus et à la génération du dessus, que sans nous ils n'existeraient pas, qu'ils étaient en quelque sorte des rejets du parti. Ça prouvait qu'on était vivant, qu'on produisait, que c'était bien que ça bouge. Ça nous faisait une concurrence constructive, même s'ils étaient très violents. Ils attaquaient le parti de manière grossière, mais bon, ils avaient besoin d'exister [...]. Ils venaient vendre leurs journaux en bas de la rue Bleue et j'ai été obligée de me bagarrer pour qu'on les laisse faire »<sup>688</sup>.

On pourrait lire dans la création de ce mouvement qui s'oppose aux organisations traditionnelles, un conflit générationnel, prolongeant celui initié par les dissidents du parti

---

<sup>685</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017. Le témoin se trompe d'année, sa mère est interpellée en 1977.

<sup>686</sup> AN. 19860185/9. Archives Maurice Grimaud, Arméniens. Note des RG : « Étrangers : communauté arménienne. La communauté arménienne face au terrorisme », 26 novembre 1981.

<sup>687</sup> *Ibid.*

<sup>688</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018.

*Dachnaksoutioun* après Mai 1968. Les fils, ne trouvant pas leur place dans l'offre associative militante arménienne, chercheraient à prendre la place des pères, selon « un règlement de compte générationnel »<sup>689</sup>. Certes les ruptures avec les organisations traditionnelles arméniennes ont pu être l'occasion de tensions familiales, quand les parents sont membres du parti *Dachnaksoutioun* ou de l'UCFAF. Il importe toutefois de nuancer ce propos. D'une part en raison de la dislocation familiale liée au génocide, les parents des militants de Libération arménienne, Arméniens de la deuxième génération migratoire, ont été comme des parents pour leurs propres parents, orphelins, qui parlaient parfois mal le français. Les fils de la troisième génération migratoire ne veulent pas organiser « le meurtre rituel des pères »<sup>690</sup>, car tous sont porteurs d'une mémoire traumatique. D'autre part, les militants modulent leur socialisation politique pour l'adapter à la cause qu'ils défendent, selon leur héritage politique familial, qu'ils réactualisent, sans chercher à s'inscrire contre leurs parents.

Ces jeunes gens « en colère » ont des traits en partie communs avec une autre communauté diasporique en France, quelques années plus tôt. En effet, en Mai 1968, des juifs d'extrême-gauche, étudiés par Yaïr Auron<sup>691</sup> et Florence Johsua, ayant des ascendants rescapés d'un génocide ; socialisés, pour certains d'entre eux, dans un entre-soi communautaire, transforment leur colère en action, dans un contexte protestataire. Les souffrances liées au traumatisme que constitue le génocide ont pu constituer une ressource quand « un contexte politique spécifique et un cadre militant original créent une opportunité de conversion de la colère en puissance d'agir »<sup>692</sup>. Ils aspirent à participer aux luttes à l'échelle internationale pour retrouver une forme de dignité. Les jeunes militants de Libération arménienne cherchent, eux aussi, quelques années plus tard, dans le contexte de la lutte armée, à s'inscrire dans l'histoire des luttes mondiales. Cependant, si leur lutte s'alimente de références internationales, c'est au service de la question arménienne, et non pour s'ouvrir sur un autre horizon, à la différence des militants juifs d'extrême-gauche en 1968, qui sont d'abord internationalistes avant d'être juifs. Héritage d'un passé de luttes différent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ou encore spécificités d'un génocide non reconnu, les raisons sont multiples qui permettent d'expliquer ces divergences.

La présence de non Arméniens dans le mouvement, la mixité des origines de quelques militants, des individus aux dispositions plus rebelles, adossés à la fréquentation de lycées politisés, peuvent expliquer une plus grande perméabilité aux références et aux pratiques

---

<sup>689</sup> Jean-Pierre Legoff. *Mai 68, l'héritage impossible*. Paris : La Découverte, 2006.

<sup>690</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>691</sup> Yaïr Auron. *Les juifs d'extrême-gauche en mai 1968*. Paris : Albin Michel, 1998.

<sup>692</sup> Florence Johsua. « Nous vengerons nos pères. De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême-gauche », *Politix*, 2013/4, n°104, p. 203-233.

protestataires françaises et internationales, et en retour celles-ci irriguent les Arméniens qui présentent ces caractéristiques. Les logiques à l'œuvre sont issues d'une configuration reliant dispositions intériorisées de lutte contre une injustice, liée au traumatisme du génocide, par la socialisation primaire (familiale et associative) et la socialisation secondaire, qui se constitue par l'événement<sup>693</sup>, lié au contexte de forte mobilisation en France et de lutte armée, partout en diaspora. Les deux dynamiques sont possibles dans le cadre d'un mouvement politique qui peut accueillir ces revendications réajustées. L'exposition simultanée à plusieurs événements politiques, dont la lutte armée, pour une génération née dans les années 1950, a pu nourrir, chez certains, un imaginaire guerrier, dont le modèle était le Tiers-monde. La lutte armée semble avoir renforcé l'appétence des militants déjà politisés, et semble avoir eu un effet déclencheur sur ceux qui ne l'étaient pas.

---

<sup>693</sup> Julie Pagis. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. *Op. cit.*

## **B) Horizons révolutionnaires arméniens, européens et internationaux (1976-1982)**

### 1/ Horizons arméniens de lutte

#### -Construire un parti révolutionnaire arménien

Libération arménienne soutient la lutte armée et tous les groupes armés arméniens, notamment l'ASALA, qui visent les représentants de l'État turc. L'ASALA affirme vouloir libérer les territoires arméniens occupés par la Turquie, les réunifier à l'Arménie soviétique et mettre en place un État socialiste. Un tract distribué en avril 1976, lors de la commémoration du 24 avril, revendique « La lutte dirigée contre l'État turc, l'action révolutionnaire pour la libération de l'Arménie, en dotant la cause arménienne d'une stratégie révolutionnaire [...]. 60 années d'espoir dans la justice internationale ont largement démontré la caducité de l'action diplomatique [...]. Le seul recours possible contre le projet de liquidation et pour la libération de la patrie occupée est la lutte populaire armée »<sup>694</sup>. Libération arménienne distingue la lutte armée, qui doit se dérouler sur les territoires arméniens, de la propagande armée, pratiquée dans les espaces diasporiques, dans un but publicitaire de visibilité, pour politiser les Arméniens. À cette époque et dans ce contexte, la reconnaissance du génocide est secondaire. N., militant très actif à Lyon, ancien membre du parti *Dachnakstoutioun*, né en 1955 à Saint-Étienne, ayant une dense culture politique, l'expose ainsi :

« Tout m'intéresse, on s'intéresse beaucoup à la Palestine, donc [on est] très antisioniste, les Basques, les Irlandais... À la fois on s'intéresse, on peut y aller par opportunisme, mais on est très Arménien. J'y allais, c'était aussi pour prendre, réfléchir, mais aussi pour la cause, c'est aussi beaucoup ça, pour la cause, pour ne pas rester enfermé [...]. Pour moi, c'est une cause nationale dans le sens où je suis Arménien et je vais libérer mes terres, mais c'est dans un combat international, dans le sens où c'est le même combat que les Palestiniens, c'est le même combat que les Kurdes, c'est la libération par rapport à un oppresseur. Mais ce n'est pas Che Guevara, internationaliste, je vais aller me battre sur mes terres pour les libérer, c'est national [...]. Aussi ce n'est pas pour foutre les gens dehors, donc internationaliste, et aussi pour être dans une dimension internationale, socialiste »<sup>695</sup>.

Ce récit cherche à inscrire le mouvement dans le processus global des luttes de libération nationale, à différentes échelles, continentale (référence à l'Amérique Latine, via la figure du Che) ; régionale (les Palestiniens et les Kurdes, présents dans plusieurs pays du Moyen-Orient) ; nationale (les Irlandais) et loco-régionale (les Basques). Il reflète aussi l'obsession de se

---

<sup>694</sup> AN. 20072003/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976). Note des RGPP : « Un nouvel aspect de l'émigration arménienne : la vitalité de la jeune génération française, issue d'Arméniens ; l'apparition d'un nouveau mouvement dit "Libération Arménienne", fortement influencée par les thèses gauchistes et révolutionnaires », 29 avril 1976.

<sup>695</sup> Entretien avec N., avril 2018.

décloisonner et de s'ouvrir à l'altérité, pour sortir de la vision nationaliste à laquelle les Arméniens sont réduits dans le regard porté sur eux (presse française et RG).

Si Libération arménienne fait ouvertement l'apologie des actions armées, avec plus de la moitié des couvertures de son organe de presse consacrées à l'ASALA jusqu'en 1983, le mouvement n'est pas un groupe armé. Son soutien au mouvement révolutionnaire armé reste politique, comme l'affirme le responsable dans les médias. Le mouvement aspire à représenter politiquement les combattants armés de l'ASALA, auprès de la communauté arménienne et de l'opinion publique française. Selon les militants que nous avons pu rencontrer, un cloisonnement doit s'opérer entre le militantisme politique et la lutte armée opérée ailleurs. Les compétences pour écrire un article ou organiser une manifestation ne sont pas les mêmes que celles requises par la lutte armée. Si les sources officielles le confirment<sup>696</sup>, elles soulignent toutefois la complexité de la position du mouvement, « charnière entre la communauté arménienne en France, où il se situe, et les terroristes de l'ASALA, qu'il soutient ouvertement »<sup>697</sup>. Si ce sont surtout des Arméniens du Liban qui ont pris les armes, des Arméniens en France ont pu y participer, mais selon quelles modalités logistiques et financières ? Nous n'avons pas obtenu toutes les dérogations demandées et les sources orales sont silencieuses à ce sujet.

- Verticalités et héritages. Figures arméniennes de lutte : Antranig, Manouchian, Yanikian

Le mouvement inscrit sa lutte contre la Turquie dans une dimension historique, par trois moyens : les alliances avec d'autres peuples en lutte au Moyen-Orient, la défense de la lutte armée et la mise en avant de figures arméniennes de résistance. La Turquie, héritière de l'Empire ottoman, occupe les territoires arméniens et dépossède le peuple arménien de ses droits. Comme pour d'autres mouvements politiques arméniens du passé, Libération arménienne cherche à articuler la question nationale, celle d'un peuple dominé, puis exterminé sur son territoire, et d'où il a été expulsé, et la dimension régionale, par des alliances avec d'autres peuples opprimés par la Turquie, comme les Grecs, les Kurdes<sup>698</sup> ou les Chypriotes<sup>699</sup>. Il s'agit d'élargir l'audience de la question arménienne et de favoriser ainsi sa visibilité. Le sens de la lutte contre la Turquie est ainsi réactualisé, en se calquant sur une dynamique anti-impérialiste. En outre,

---

<sup>696</sup> AMAE. Turquie/Europe. 1981-1985. 1930 INVA/5573. Lettre du ministère des Affaires étrangères. 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>697</sup> AN. 20073002/8. Le MNA. Note des RG : « L'activisme arménien », 29 octobre 1982.

<sup>698</sup> « La guerre au Kurdistan iranien ». *Hay Baykar* n°18, septembre 1979, p. 12-13.

<sup>699</sup> « 6 septembre », *Hay Baykar* n° 10, mars-avril 1978, p. 16.

par le soutien à la lutte armée, le groupe s'inscrit dans la lignée des *fédai*s, combattants irréguliers qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, luttèrent contre les troupes ottomanes. Trois militants (parmi les plus actifs) rappellent avoir assisté, au milieu des années 1970, à la Maison des Sciences de l'Homme, à Paris, aux cours d'Anahide Ter Minassian, qui ont constitué une initiation à la connaissance des premiers révolutionnaires arméniens (comme les *hintchaks*<sup>700</sup>). Le mouvement se dote, enfin, d'un panthéon de figures arméniennes, incarnant la résistance. La figure d'Antranig, « le *fédai* »<sup>701</sup>, général arménien, qui fut au parti *Dachnaksoutioun*, ayant lutté contre l'Empire ottoman, est présente dans le journal et dans l'espace de protestation des militants. Ceux-ci se rendent sur sa tombe au Père-Lachaise, lors du 24 avril.

La figure de Missak Manouchian constitue un exemple heuristique de circulation d'un modèle arméno-français de lutte. Résistant, membre des FTP-MOI, Francs-Tireurs et Partisans-Main d'œuvre immigrée, luttant contre l'Allemagne nazie, il fut exécuté le 21 février 1944 avec d'autres partisans. Sa figure cristallise des enjeux historiques et mémoriels qui semblent ne jamais s'épuiser. En effet, elle est présente au sein de l'espace protestataire français des années 1960-1970, alors en pleine recomposition. Elle est ainsi recyclée par des groupes d'extrême-gauche français. L'UNEF choisit la date anniversaire du 21 février 1968 pour manifester son soutien au peuple vietnamien. Dans la nuit du 13 au 14 mai 1971, la Nouvelle résistance populaire (NRP), branche clandestine armée des maoïstes de la Gauche prolétarienne, signe son action contre le journal d'extrême droite *Minute* du nom du « groupe Manouchian ». En février 1972, le journal de la GP, *La Cause du peuple*<sup>702</sup>, fait référence à Manouchian, dont le portrait est brandi lors de la manifestation du 25 février à Charonne, après la mort du militant Pierre Overney, tué par un vigile de Renault-Billancourt. Les militants de la GP, se posant en nouveaux partisans, héritiers du combat antifasciste, défendent alors la cause des immigrés et la cause palestinienne, nouveau front de lutte anti-impérialiste. L'usage de la figure de Manouchian, communiste, étranger et résistant, est un moyen de se distinguer du PCF, de plus en plus critiqué pour son inféodation à Moscou. Quelques années plus tard, dans le contexte de la lutte armée arménienne contre les représentants de l'État turc à travers le monde, dans la nuit du 14 au 15 mai 1977, la Nouvelle résistance arménienne (NRA), que Libération arménienne soutient, se réapproprie la figure du résistant et signe son action contre l'office national du tourisme turc à Paris, du nom du « commando Missak Manouchian ». Le journal de Libération arménienne,

---

<sup>700</sup> Anahide Ter Minassian. *La question arménienne. Op. cit.* Il semble que les militants n'aient pas eu un accès direct à leurs écrits.

<sup>701</sup> « 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Antranig », *Hay Baykar* n° 5, octobre 1977.

<sup>702</sup> Supplément à *La Cause du peuple-J'accuse* n° 19, fin février 1972, p. 4.



*Hay Baykar*, y consacre sa couverture, son éditorial et un article<sup>703</sup>. La parenté de l'acronyme (« groupe » pour la NRP et « commando » pour la NRA), du répertoire d'action (un attentat) et les modalités de revendication (des communiqués guerriers)<sup>704</sup> font appel à un imaginaire de lutte. La NRA préconise ainsi toute forme d'action contre la Turquie et appelle à des « foyers de guérillas constitués en Turquie, des opérations de commandos, à l'extérieur comme à l'intérieur des territoires occupés »<sup>705</sup>.

Figure alors connue de la communauté arménienne, la réappropriation de Manouchian par l'extrême-gauche française semble avoir esquissé des possibles et les jeunes Arméniens de la NRA s'en saisissent aussi. Leur usage de la figure de Manouchian est double. Ils mobilisent celle du résistant, luttant contre l'Allemagne nazie. Reconfigurée trois décennies plus tard, cette lutte permet de légitimer la résistance contre la Turquie. Ils réintègrent ainsi la figure de Manouchian à « leur » histoire, celle des Arméniens luttant contre le pouvoir autoritaire et répressif de l'Empire ottoman, par les actions de *fédais* à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce faisant, ils contribuent aussi à redonner une épaisseur historique au rescapé du génocide des Arméniens. Ils s'inscrivent ainsi dans une dynamique de résistance conjuguée, arménienne et française. La figure de Manouchian circule dans le temps et entre les mondes en lutte. Convoquée par la strate combative de l'extrême-gauche française, en forme d'ombre portée, et fertilisée par la lutte armée arménienne dans les années 1970-1980, elle est porteuse de plusieurs histoires : celle du résistant, français et arménien, et celle du rescapé du génocide des Arméniens, légitimant ainsi la référence au passé<sup>706</sup>. L'évocation de Manouchian par Libération arménienne est présente dans les sources externes (rapports de RG<sup>707</sup>) et internes (en entretien et dans leur journal). Le 22 octobre 1981, lors d'une conférence de presse, le responsable du mouvement fait référence à Manouchian. Il rappelle que les Arméniens ont lutté contre les nazis et ont rempli leur devoir de Français. En 1982, leur journal, *Hay Baykar*, lui consacre un long article<sup>708</sup>. Plus tard, quand le mouvement change de nom en MNA, il se rapproche de la JAF-UCFAF et de la figure de Manouchian, notamment à l'occasion du soutien de sa veuve, Mélinée Manouchian, lors du procès des auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie en janvier 1984. Cette réappropriation de Manouchian va à l'encontre de l'analyse de Romain Bertrand, affirmant que

---

<sup>703</sup> *Hay Baykar* n°3, mai 1977.

<sup>704</sup> Une chronologie des attentats qui le rapporte se trompe de date. « Communiqué de la NRA ». *Haiastan* n°381, mai-juin 1977, p. 6. AN. 21 AR-34. Fonds Alain Madelin, Arménie. Direction centrale de la police judiciaire, Sous-direction des affaires criminelles, 6<sup>e</sup> section, confidentiel : « Le terrorisme arménien », mai 1982.

<sup>705</sup> « 12 questions à Libération arménienne », *Hay Baykar* n° 2, avril 1977, p. 4.

<sup>706</sup> Ludvine Bantigny. « Le passé présent. 1968 : la référence à l'histoire au cœur de l'événement ». In Moatti, Claudia, Rio-Sarcey, Michelle (dir.) *Pourquoi se référer au passé ?* Paris : Éditions de l'Atelier, 2018, p. 179-203.

<sup>707</sup> AN. 20073002/8. Le MNA. Note des RG, 27 juillet 1982

<sup>708</sup> « Ces Arméniens morts pour la France ». *Hay Baykar* n° 41, 27 octobre 1982 au 10 novembre 1982, p. 8-9.

la figure de Manouchian, immigré résistant, « n'apparaît que dans son rapport (problématique) avec son pays d'accueil et jamais porteur d'une histoire autre que celle de la France »<sup>709</sup> : au contraire, dans les années 1970, pour l'extrême-gauche française et pour Libération arménienne, Manouchian est une figure de résistance française et arménienne.

Enfin, le mouvement voit dans l'acte de Kurken Yanikian, Arméno-américain de 78 ans qui a abattu deux diplomates turcs à Los Angeles, le 27 janvier 1973, le début de la prise de conscience révolutionnaire arménienne et de la lutte armée, même si d'autres considèrent cette position plutôt comme une reconstruction. Le journal lui consacre plusieurs articles.

## 2/ Horizontalité. Acclimater des référents idéologiques occidentaux et internationaux

-Un marxisme « arménisé », exemple de bricolage syncrétique

À l'école buissonnière de la protestation, l'usage du marxisme constitue un exemple de réception différenciée et de recyclage inventif, effectué par le biais de raccommodements multiples. Il importe d'être attentif aux cheminements et aux réinvestissements de ces emprunts, en veillant aux écarts et aux discordances. Le langage du marxisme, reformulé pour la question arménienne, est révélateur des usages hybrides qu'en fait un mouvement politique diasporique. Il lui permet de se situer au sein d'une famille politique, celle de l'extrême-gauche, et de réinsérer l'histoire du peuple arménien au côté des autres peuples en lutte contre l'oppression. Il concilie une double préoccupation : celle verticale de l'héritage du peuple opprimé, victime de la Turquie. En effet, celle-ci est un État oppresseur, membre de l'OTAN, allié des États-Unis, qui sont soutenus par le parti *Dachnagtsoutioun*, dont les positions sont « réactionnaires »<sup>710</sup>. Il concilie aussi la préoccupation horizontale de l'ancrage tiers-mondiste. Avec le marxisme, « on a là le condensé d'une circulation politique qui passe par le transfert, la réappropriation et l'adaptation d'une référence croisant le passé et le présent »<sup>711</sup>, afin d'inscrire la question arménienne dans une dynamique de lutte politique à l'échelle mondiale. Le noyau dirigeant qui écrit dans le journal en est imprégné. Armand, étudiant à Vincennes, analyse les cours sur le marxisme auxquels il a assisté :

« C'était très marxiste, mais un marxisme, une gauche extra-parlementaire, c'est-à-dire que c'était vraiment l'extrême-gauche, avec toutes les nuances de l'arc en ciel, des maoïstes aux trotskistes, et même dans les maoïstes... Il y avait... On était là-dedans, avec ce souci de découvrir la vérité vraie du marxisme, sans les

---

<sup>709</sup> Romain Bertrand. « Par de-là le grand récit de la nation : l'identité nationale au prisme de l'histoire globale ». *Savoir Agir*, 2007/2, n°2, p. 51-60.

<sup>710</sup> « Dachnagtsoutioun : les deux faces de Janus ». *Hay Baykar* n°1, mars 1977, p. 7.

<sup>711</sup> Ludivine Bantigny. « Hors frontière, quelques exemples d'internationalisme en France ». *Op. cit.*

déformations historiques qu'il y a pu avoir par la suite, de la part des staliniens et de la part des trotskistes, voilà cette recherche de la pureté la plus grande »<sup>712</sup>.

Toutefois, des discordances apparaissent. La première discordance est spatio-temporelle. Alors que le paradigme marxiste, comme explication globale du monde, commence à être contesté à la fin des années 1970, le mouvement se le réapproprie, à travers son propre filtre et à travers la relecture du marxisme, opérée par l'ASALA au Liban, dont Libération arménienne diffuse les communiqués dans *Hay Baykar*<sup>713</sup>, puis les textes de son organe *Hayastan/Armenia* (« Arménie »), à partir de 1980. Deuxième discordance, par un glissement sémantique, des formes d'arrangements avec le marxisme apparaissent. De l'idée de lutte des classes, certes présente, n'est gardé essentiellement que le langage de la lutte de libération nationale, adapté à la situation régionale, par les alliances avec les peuples du Moyen-Orient : « le problème arménien étant objectivement un problème national, issu de la contradiction entre l'existence d'un peuple chassé de celles-ci par l'impérialisme, la lutte du peuple arménien est une lutte de libération nationale anti-impérialiste, cette lutte est un aspect de la lutte des classes et doit être menée aux côtés des peuples de la région »<sup>714</sup>. Parmi les autres accommodements de langage, l'ajustement du marxisme pour correspondre à la nécessité de la lutte armée, qui est « une ressource nécessaire, de légitimation du recours à la violence, contre l'État bourgeois »<sup>715</sup>. Le mouvement cherche à constituer un parti révolutionnaire arménien et préconise l'« extension d'une guerre populaire prolongée sur les terres arméniennes devant être menée par les masses arméniennes prolétariennes »<sup>716</sup>. Si le terme de « prolétariat » est issu du marxisme, celui de « populaire » renvoie davantage aux populistes russes, qui ont inspiré les réflexions des révolutionnaires arméniens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, visant à libérer le peuple sans recourir à la lutte des classes. Il est aussi peut-être un référentiel mao, cette cohabitation « prolétaro-populaire » correspondant à une représentation ascétique du peuple.

En outre, les militants de Libération arménienne font cohabiter des référents que les militants de l'extrême-gauche française séparent et cloisonnent. Les militants s'auto-définissent comme étant marxistes-léninistes : « en tant que marxistes-léninistes, nous ne pouvons qu'être solidaires de tous ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, luttent pour le respect des droits de

---

<sup>712</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>713</sup> George Haupt, Michel Lowy, Claudie Weil. *Les marxistes et la question nationale. 1848-1914*. Paris : Maspero, 1974.

<sup>714</sup> « Libération arménienne répond à 12 questions ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 4.

<sup>715</sup> Isabelle Sommier. *La violence politique et son deuil. Op. cit.*

<sup>716</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RGPP : « Au sujet du mouvement Libération arménienne, et de ses initiatives pour s'imposer au sein de la communauté arménienne », 30 avril 1977.

l'homme et le respect des droits démocratiques »<sup>717</sup>. De même, Ara, le responsable du groupe, convoque Lénine, dans son entretien, pour expliquer la création du journal, qui doit permettre, comme Lénine l'explique dans *Que faire*, de préparer les conditions objectives de la lutte :

« Dans toutes mes lectures, j'essayais de voir ce qui pouvait être utile à notre projet. C'est pour cela qu'en lisant Lénine, *Que faire ?*, je me suis dit qu'effectivement, il fallait faire un journal, que c'était une base très importante, pour regrouper les gens, rassembler, et j'ai créé *Hay Baykar* en 1977 avec mes amis »<sup>718</sup>.

Toutefois quelques militants se disent aussi « maos-spontex », héritage de la première époque de Libération arménienne. Or ceux-ci, à la différence de Lénine, estiment qu'il faut agir d'abord et théoriser ensuite. Ils refusent l'attente des conditions objectives de la lutte que Lénine déploie dans *Que faire ?* et ils prônent le combat immédiat. L'autre divergence, dont les militants arméniens s'accommodent, a trait à la place du peuple dans le mouvement. Comme les marxistes-léninistes, ils défendent l'idée d'avant-garde, nécessaire pour mobiliser les masses : « une avant-garde l'année dernière constituée en résistance a démontré que notre peuple n'est pas destiné à commémorer ad vitam eternam »<sup>719</sup>. Cependant, comme les spontanéistes, ils mettent aussi l'accent sur le peuple comme force motrice, d'où les dérives possibles vers le populisme.

Troisième discordance, enfin, qui témoigne d'une prise de distance avec le marxisme, le soutien à la dissidence en Arménie soviétique, qui devient une mobilisation essentielle pour certains militants. La critique du bloc de l'Est, présente en France depuis Mai 1968 et le printemps de Prague, et, davantage encore, depuis la parution de *L'archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne, en 1973, permet de donner un écho à la question arménienne et de nouer des alliances. Ce front dure jusqu'en 1980, date anniversaire de l'exécution de trois Arméniens en janvier 1979, accusés d'un attentat au métro de Moscou. Libération arménienne défend les Arméniens dissidents, prisonniers politiques, privés de leur liberté en URSS, en particulier le cinéaste arménien Paradjanov, emprisonné sous prétexte de vol d'icônes et d'homosexualité. De nombreux articles dans les 20 premiers numéros du journal, s'en font l'écho, où l'on devine la signature d'anciens militants proches de la JAF. À l'échelle de la communauté arménienne en France, la critique de l'Est participe à la critique de la JAF-UCFAF, accusée d'être soumise à Moscou. À l'échelle de la diaspora, elle permet de revendiquer la réunification des deux Arménies.

Le mouvement soutient le collectif Paradjanov à Marseille et le comité Paradjanov à

---

<sup>717</sup> « Le procès de Parouïr ». *Hay Baykar* n°3, mai 1977, p. 5.

<sup>718</sup> Entretien avec Ara Toranian, juin 2017.

<sup>719</sup> Tract de *Libération arménienne*, peu après la manifestation réprimée du 24 avril 1976.

Issy-les-Moulineaux. Celui-ci milite en faveur des dissidents arméniens. Il est constitué de sympathisants trotskistes, nés au début des années 1950 et ayant participé activement à Mai-Juin 1968, pour deux d'entre eux. Nous avons interrogé trois militants de ce micro-collectif, dont un ancien membre du parti *Dachnaksoutioun*, un militant venu de Turquie en 1969 et un militant ayant fréquenté Libération arménienne à ses débuts. Sans ressources caractérisées, comme un journal et un local, ils agissent par le biais de meetings, de petits concerts de rue et de tracts. Ils font signer Sartre pour la libération de Paradjanov. Ils participent aussi aux manifestations de Libération arménienne pour soutenir les dissidents arméniens. On peut lire dans l'opposition entre ces sympathisants trotskistes<sup>720</sup>, critiques de longue date de l'URSS, et certains maos de Libération arménienne, comme un écho aux divisions de l'extrême-gauche française. Des alliances sont nouées aussi entre Libération arménienne et le CALPEU, Comité d'appui aux luttes des peuples des pays de l'Europe et de l'URSS, et avec les Comités Helsinki<sup>721</sup>. Elles permettent de publiciser la question arménienne, celle d'un peuple dispersé et victime de l'oppression soviétique. Parmi les intellectuels, le mouvement a le soutien de Bernard-Henry Lévy et d'André Glucksman<sup>722</sup>, lequel a lancé un appel pour la défense de Nazarian, fondateur du « Comité arménien pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki » emprisonné en URSS. Il est présent à une de leur manifestation en novembre 1978. Libération arménienne obtient aussi le soutien de Jean-Paul Sartre, qui avait été silencieux sur la question arménienne lors du tribunal Russel, à propos des crimes de guerre au Vietnam en 1966. Son communiqué en faveur des Arméniens est lu lors du meeting du mouvement, le 28 avril 1978<sup>723</sup>.

Le mouvement rejoint ici les reconversions de l'extrême-gauche française à la fin des années 1970, en inscrivant la question arménienne dans la question des droits de l'homme. Les nouveaux philosophes<sup>724</sup>, maos en Mai 1968, dénoncent en effet, 10 ans plus tard dans le communisme l'incarnation de l'horreur totalitaire. Toutefois trois distorsions se dessinent. La première est temporelle. En effet, alors qu'en France, le soutien aux luttes tiers-mondistes précède de 10 ans le soutien à la dissidence, les deux attitudes sont concomitantes au sein de Libération arménienne. En outre, le soutien à la dissidence délégitime les expériences

---

<sup>720</sup> Entretien avec Khoren Kesisyan, mai 2019. Ils se réunissent rue de la Défense à Issy-les-Moulineaux et publient un numéro de journal, *Parole*.

<sup>721</sup> « Document du groupe Helsinki ». *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 10.

<sup>722</sup> AN. 20072003/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Nouvel appel en faveur de Robert Nazarian, fondateur du "Comité arménien pour la surveillance de l'Application des Accords d'Helsinki", actuellement emprisonné en URSS », 11 janvier 1979.

<sup>723</sup> Jean-Paul Sartre. « Chers amis ». *Hay Baykar* n° 11, mai 1978, p. 1.

<sup>724</sup> François Cusset. « "Les nouveaux philosophes" ou la fin des intellectuels ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle (dir.). 68, *une histoire collective. 1962-1981. Op. cit.*, p. 729-735.

communistes, il correspond donc à l'arrêt du messianisme révolutionnaire et à la critique du tiers-mondisme, alors que Libération arménienne prône l'anti-impérialisme. Il aboutit, selon Katerina Ross, de l'activisme militant à un discours sur la victime<sup>725</sup>. Certains militants, enfin, comme Armand, ont conscience de projeter leur horizon de lutte (internationale) sur une réalité différente (la question nationale), ainsi que le montre le vocabulaire utilisé [souligné par nous]. Le témoin, qui a voyagé en Arménie soviétique, s'exprime ainsi :

« En fait, une des raisons pour lesquelles on a inclus l'URSS et l'Arménie dans notre lutte, c'est que les raisons étaient très franco-françaises. On voyait ça avec l'œil politique, qui est celui d'un militant de gauche internationaliste. Quand vous alliez en Arménie, on se rendait compte que ces gens, l'analyse de ce qu'ils étaient, ce qu'ils défendaient, ça n'avait rien à voir, parce qu'ils étaient ... ils étaient nationalistes. Pour les droits de l'homme, ils ne rentraient pas du tout dans nos catégories d'analyse, on projetait sur ces luttes ce qu'on considérait qui était juste [...]. Il y a une question de décalage entre la réalité concrète, les raisons pour lesquelles ces gens étaient dissidents, et ce que nous, on voulait voir chez eux, ce qu'on défendait chez eux »<sup>726</sup>.

La lutte contre le totalitarisme, qui s'appuie sur les textes de dissidents arméniens que les militants traduisent et qui est modelée sur le soutien aux nationalistes arméniens, est source de décalages. Les textes circulent hors de leur contexte et leurs récepteurs les assimilent avec leurs perceptions, à l'origine de « malentendus »<sup>727</sup>.

Ces libertés prises par rapport à la théorie marxiste ne sont pas un signe de sa méconnaissance, mais témoignent plutôt d'une plasticité doctrinale et d'une volonté de capter des formes protestataires plurielles pour les adapter à la réalité arménienne. Ce marxisme malléable peut accueillir toutes les mouvances et alliances discursives possibles. Le mouvement se distingue donc de l'extrême-gauche française, divisée en courants distincts à forte identité idéologique. Puisqu'il s'agit de rassembler les jeunes Arméniens, peu nombreux, autour d'une dynamique de lutte, chaque militant a la liberté de puiser dans le champ des possibles politiques de la gauche alternative. Ainsi, parmi eux, certains se qualifient de gauchistes, quand d'autres militants récusent le terme, trop péjoratif, et préfèrent se dire maoïstes. D'autres encore se situent dans la gauche non communiste et quelques-uns se caractérisent comme étant anarchistes ou révolutionnaires. Si aucun militant ne se revendique comme étant trotskiste, cela n'empêche pas des liens amicaux avec la Ligue communiste révolutionnaire (et d'autres militants arméniens, extérieurs au mouvement sont dans le pôle trotskiste et le pôle PSU). Sur les quelques 25 militants interrogés pour la période 1976-1981, la répartition entre ces familles

---

<sup>725</sup> Martha Kirszenbaum. « 1968 : entre Paris et Varsovie, un cas de transfert culturel ». *Op. cit.*

<sup>726</sup> Entretien avec Armand Sarian, mai 2018.

<sup>727</sup> Pierre Bourdieu. « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 2002, vol. 145, p. 3-8.

politiques est à peu près équilibrée et quelques-uns peuvent se situer dans deux familles. Chaque militant doit négocier avec ses idéaux pour ne pas cliver, par exemple dans la priorité de la lutte à mener contre les deux fronts, Turquie et Arménie soviétique. A., militante à Paris, le formule ainsi :

« Je n'étais ni trotskiste ni mao, mais les marxistes-léninistes, je me sentais assez proche »<sup>728</sup>.

À Lyon, un des responsables, N., raconte le partage des tâches avec sa sœur : elle va aux réunions des maos et lui à celles des trotskistes, afin de puiser des idées pour la question arménienne. Au-delà du caractère anecdotique, ce témoignage reflète l'idée d'une quête de théorie en vue de son adaptation à la situation arménienne. On peut émettre l'hypothèse que pour une partie des militants, le marxisme est d'abord considéré comme une ressource, à greffer sur la question arménienne [souligné par nous] :

« J'ai le souvenir de discours et de tentatives de théorisation marxiste, un truc improbable [...]. C'est artificiellement politique, on plaque, on essaie de plaquer un schéma sur les Arméniens avec une grille de lecture qui nous sortirait de... [légers rires]. On est plutôt opprimé, essayer de trouver quelque chose qui nous fasse sortir de l'oppression, qui nous fasse reconnaître quelque part, mais on ne sait pas trop quoi, comment »<sup>729</sup>.

Cette démarche ne fait pas des militants des opportunistes, elle reflète plutôt une obsession pour une quête de modèles, qui permettrait de sortir la question arménienne de son isolement. Ce sont surtout les responsables du mouvement qui acclimatent le marxisme. La majorité des militants n'a pas lu Marx, et, tout en se situant à l'extrême-gauche, n'est pas marxiste. Ainsi s'exprime U., né en 1960 :

« À l'époque, on était censé être des marxistes-léninistes et puis je crois qu'il y avait une attirance pour le maoïsme. Pour moi, l'anti-impérialisme, ça me parlait, je voyais quand même la guerre du Vietnam. Le marxisme, c'est déjà un peu plus vague, quant au maoïsme, c'était vraiment exotique »<sup>730</sup>.

Une partie des militants s'affilie au mouvement pour son soutien à la lutte armée. Ce vernis idéologique n'est pas propre aux Arméniens, les choix politiques des groupes d'extrême-gauche étaient aussi liés aux amitiés et aux liens affectifs entretenus avec les autres militants.

---

<sup>728</sup> Entretien avec A., juin 2017.

<sup>729</sup> Entretien avec I., janvier 2018.

<sup>730</sup> Entretien avec U., novembre 2018.

## -Le Tiers-monde réapproprié. Espaces et figures du lointain

Pour actualiser la question arménienne, le mouvement inscrit son combat dans l'espace mondial des luttes, dont le Tiers-monde est un point nodal au tournant des années 1960-1970, comme l'ont montré Ludivine Bantigny et Boris Gobille<sup>731</sup>. La lutte de libération arménienne est reformulée dans une grammaire nouvelle, intégrant les combats d'autres horizons, ceux du Tiers-monde, réappropriés par les militants, parfois à travers le filtre des militants arméniens du Liban et par celui de l'extrême-gauche en France, qui se superposent à leur propre réception. S'y décèle la volonté de s'emparer et de moderniser la question arménienne, avec une grande liberté, par des emprunts reformulés et réadaptés, pour insérer les Arméniens dans l'histoire des peuples en lutte. Le mouvement est ainsi le lieu d'expérimentations idéologiques produisant des métissages et des syncrétismes inédits. Des sélections s'opèrent lors des transferts, ainsi que des ajustements. Aussi des pays comme la Chine, l'Angola, Porto Rico<sup>732</sup>, la Palestine ou le Vietnam sont des sources d'inspiration et un article explique qu'« Erevan doit devenir le Hanoï de la libération des terres de l'Arménie »<sup>733</sup>. Cette ouverture au Tiers-monde, qui se lit lorsque le journal du mouvement ouvre ses colonnes à d'autres espaces en lutte, ne signifie pas imitation : « le Tiers-monde révolutionnaire est certes traversé par des asymétries d'influence, mais celles-ci n'arraisonnent jamais de façon mécanique et univoque les acteurs sur le terrain »<sup>734</sup>.

À cette fin, de multiples figures tiers-mondistes sont réacclimatées. Elles ne sont pas citées comme des icônes, même si A. affirme, en souriant, qu'elle attendait « qu'un Che nous libère nos territoires ! »<sup>735</sup>. Ces figures du Tiers-monde sont avant tout des supports, permettant d'exprimer une solidarité révolutionnaire. Ainsi, plusieurs groupes armés urbains du Tiers-monde renouvellent les horizons de lutte et sont convoqués, par le responsable, en entretien, qui cite le FLN algérien ou les Tupamaros, sud-américains. Les figures de Ho Chi Minh, de Mao ou du Che, qui permettent de légitimer la lutte armée, sont aussi investies. Elles incarnent la résistance au colonialisme, au soviétisme et défendent l'extension de la révolution. Toutefois, alors que l'extrême-gauche française les dissocie, Libération arménienne les utilise toutes ensemble. Le guévarisme, source d'inspiration pour la LCR, cohabite avec le maoïsme, alors

---

<sup>731</sup> Boris Gobille. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et "à part égales" des "années 1968" ». *Op. cit.*

<sup>732</sup> Collectif des femmes portoricaines. « Porto Rico victime de l'impérialisme ». *Hay Baykar* n°4, juin 1977, p. 4.

<sup>733</sup> « Quelques spéculations stratégiques ». *Hay Baykar* n°16, avril 1979, p. 18-19.

<sup>734</sup> Boris Gobille. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et "à part égales" des "années 1968" ». *Op. cit.*

<sup>735</sup> Entretien avec A., juin 2017.



que les militants de l'UJCML, dont sont issus les maos, ne font jamais référence à Cuba. Le guévarisme doit permettre de légitimer la lutte armée, en allumant des "foyers" de révolution un peu partout dans le monde, inspirés du "*foco*", théorie de guerre révolutionnaire. Des articles de *Hay Baykar* expliquent que le déclenchement de la lutte armée peut faire surgir les « conditions subjectives et objectives »<sup>736</sup> de la lutte et selon l'ASALA, il faut « commencer directement par la lutte, qui doit conduire à l'élargissement de la base populaire de l'organisation »<sup>737</sup>. Si le modèle sud-américain semble loin, le Che a l'avantage de réunir la lutte théorique et pratique, D. indique ainsi :

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il était temps de le transformer. Donc on y croyait, donc on s'identifiait, pas à une personne, en fait, mais à un mouvement général de libération nationale, voilà, c'était plutôt ça en fait, on avait les exemples des guérillas organisées comme les Vietnamiens, les figures mythiques comme le Che, qu'on idéalisait un peu bien sûr [...]. Ça semblait être l'amorce d'un mouvement de libération nationale. Enfin on le vivait comme ça. On se disait, voilà, c'est comme Castro qui débarque avec douze mecs, on va faire pareil. Dans ma tête en tout cas, on va faire bouger le monde, on va faire bouger la communauté, ils vont nous soutenir »<sup>738</sup>.

C'est surtout la Chine qui incarne la lutte contre l'impérialisme, « mais elle n'appartient pas au groupe des nations des anciennes colonies : le raccordement de la thématique anti-impérialiste du début des années 1970 -anti-américaine et pro-palestinienne- à la mémoire politique des luttes anti-coloniales des années 1950 et 1960 n'est donc pas si évident et devra faire l'objet d'un long travail de recadrage militant »<sup>739</sup>, que le mouvement réalise pourtant aisément. En outre, au milieu des années 1970, son usage dans un contexte décalé de luttes en mutation interroge, alors que sont connus ses crimes, depuis la parution de l'essai de Simon Leys, en 1971<sup>740</sup>. Mao reste longtemps une figure iconique, après sa mort en 1976, puisqu'il sanctifie le peuple, la jeunesse et la guerre populaire. Le maoïsme est transposé à la situation des Arméniens de trois manières. Sur le plan discursif tout d'abord, le premier numéro du journal évoque la nécessité pour les Arméniens de faire leur « révolution culturelle. Les 100 fleurs »<sup>741</sup>. Le journal est émaillé de citations du petit livre rouge, détournées, comme « la révolution arménienne n'est pas une révolution de gala »<sup>742</sup>, maximales entretenant le volontarisme et la ligne idéologique, certains militants rappellent, lors des entretiens, les

---

<sup>736</sup> « Meeting du 6 Mai ». *Hay Baykar*, n°3, mai 1977, p. 6.

<sup>737</sup> Pierre [Bédros] Terzian. « La question arménienne aujourd'hui ». *Op. cit.*

<sup>738</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>739</sup> Romain Bertrand. « Mai 68 et l'anticolonialisme ». *Mai-Juin 1968*. Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 90-101.

<sup>740</sup> Simon Leys. *Les habits neufs du président Mao*. Paris : Champs-libre, 1971.

<sup>741</sup> « Éditorial ». *Hay Baykar* n°1, mars 1977, p. 2.

<sup>742</sup> « De la révolte à la résistance ». *Hay Baykar* n° 8, janvier 1978, p. 8.

lectures Mao. En outre, le maoïsme offre un cadre théorique, le mouvement arménien étant une lutte de libération, qui ne se place ni à l'Est, ni à l'Ouest. Il lutte contre deux impérialismes, celui de la Turquie, alliée du bloc occidental et celui de l'URSS. Il permet ainsi de conceptualiser la critique des partis traditionnels, inscrite dans le cadre de la guerre froide. Deux témoignages convergent ici, L., né en 1959 à Paris, indique :

« On critiquait l'impérialisme américain, comme c'était à la mode à l'époque, c'était l'impérialisme américain qui soutenait l'OTAN, la Turquie, et c'était les *dachnaks* derrière et d'une certaine manière, on les cataloguait de valet de l'impérialisme américain, et par opposition la JAF et l'UCFAF, on les qualifiait de valets de l'URSS »<sup>743</sup>.

Le maoïsme propose, enfin, un cadre pratique, par des actions spontanées et de propagande, dans l'espoir de s'appuyer sur la spontanéité révolutionnaire du peuple et sur une agitation permanente, pour réveiller la communauté arménienne et pour créer un espace de protestation. Comme les maos français, les maos arméniens « projetaient dans la Chine leurs attentes et qu'en retour, dans un mouvement circulaire classique, ce qu'ils lisaient et croyaient savoir de la Chine modifiaient leurs objectifs et leurs comportements militants »<sup>744</sup>. Ainsi Stéphane affirme : « sur la révolution culturelle, on mimait, tu vois, on mimait »<sup>745</sup>, signifiant ainsi que le groupe capture dans le maoïsme ce dont il a besoin. Le mouvement opère ainsi une relecture de la question arménienne au prisme des révolutions mondiales, qui traduit la volonté de l'insérer et de la connecter à l'histoire mondiale. Il fonctionne comme un lieu expérimental, perméable aux héritages et à la croisée de transferts révolutionnaires d'un espace à l'autre.

---

<sup>743</sup> Entretien avec L., octobre 2017.

<sup>744</sup> Marnix Dressen. « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la chine de Mao (1965-1976) ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009, n°94, p. 16-32.

<sup>745</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

## -Les connexions avec l'extrême-gauche française

Les alliances avec différentes formations de l'extrême-gauche française et l'usage de son langage traduisent l'acclimatation de Libération arménienne aux référents politiques français, tout en les détournant. Libération arménienne s'allie avec différents mouvements politiques français, par les canaux personnels de ses militants. Alain Geismar, par exemple, ancien de la GP, qui s'est alors rapproché du PS, assiste à un de leurs meetings en 1978. Alain Krivine, candidat trotskiste aux élections présidentielles de 1969 et 1974, est sollicité lors des commémorations, qui ont lieu au Père-Lachaise, sur la tombe d'Antranig, en 1979. Le mouvement a aussi le soutien du PCR, Parti communiste révolutionnaire et de son organe de presse, *Le Quotidien du peuple*. Le journal de Libération arménienne, *Hay Baykar*, affirme que « les marxistes léninistes français soutiennent les revendications arméniennes »<sup>746</sup> et qu'ils voient dans la cause arménienne, « l'illustration des conséquences négatives pour les peuples de la lutte entre impérialisme américain et l'hégémonisme soviétique »<sup>747</sup>. Libération arménienne réutilise les ressources discursives de l'extrême-gauche française, contre l'État français, répressif et « fasciste », toutefois le mouvement en détourne la cible, puisqu'il ne vise pas l'État français, mais d'autres oppresseurs, dans une logique tiers-mondiste.

Parmi les formations d'extrême-gauche qui ont pu inspirer certains militants de Libération arménienne, on peut citer la Gauche prolétarienne. Son influence ne fut pas motrice, mais elle peut être saisie comme une des sources d'inspiration, chez une toute petite minorité de militants. Son apport peut être analysé comme un exemple de transfert politique dont chaque sédimentation se leste de référents, comme par exemple la critique du capitalisme, mais s'étoffe de réappropriations réajustées aux problématiques du mouvement, comme la lutte armée. Nous faisons l'hypothèse qu'il y a eu quelques passerelles entre la GP et Libération arménienne à ses débuts, en raison de questionnements au croisement sur les héritages politiques (la résistance), sur le rôle du peuple et sur la lutte armée. La proximité avec la GP se lit, d'une part, dans un terreau référentiel commun, l'usage politique du passé, la résistance et l'antifascisme. Ici le parallèle possible avec les juifs d'extrême-gauche est lié à la volonté des Arméniens de se rattacher aux FTP-MOI. Les militants de Libération arménienne légitiment la défense de la prise d'armes, comme les maoïstes de la GP, qui considéraient leurs membres comme de nouveaux partisans contre l'État fasciste, sans passage à la lutte armée toutefois. D'autre part, la GP a pu représenter une voie entre l'internationalisme prolétarien et d'autres luttes mettant

---

<sup>746</sup> « Marxistes-Léninistes et cause arménienne ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 7.

<sup>747</sup> *Ibid.*

en avant la libération des peuples, comme la question palestinienne, ce qui explique qu'elle a pu être qualifiée de populiste. En raison de l'essoufflement des luttes ouvrières, les militants de la GP se convertissent vers d'autres fronts, « associant émancipation individuelle et émancipation collective »<sup>748</sup>. L'écho de la GP se lit aussi dans la mise en place, par Libération arménienne, d'actions d'éclat, jouant le rôle d'étincelle, théâtralisant la violence, qui tranchent avec les actions arméniennes d'alors. De même que les maos de la GP pratiquent des actions d'éclat (plastiquage, enlèvement) sans jamais utiliser d'armes<sup>749</sup>, de même, Libération arménienne soutient des actions d'éclat (comme celles du groupe *Nazarian*) ou en pratique elle-même, traduisant un imaginaire guerrier (occupations de locaux). Les militants de la GP<sup>750</sup> ont, à postériori, expliqué ce non-passage à la lutte armée par le lien avec les intellectuels français, une pensée anti-organisationnelle et en raison des choix policiers modérés, ceux de Maurice Grimaud, préfet de police de Paris en 1968. Ce dernier point est commun avec les Arméniens, qui ont été peu réprimés en France et ont bénéficié d'une certaine compréhension des autorités, peut-être plus encore avec l'arrivée au pouvoir du PS en 1981.

Un militant, ancien de la GP, est présent dès les débuts de Libération arménienne, en 1973. Stéphane, qui a « amené des recettes d'agit-prop dans le groupe », était, en Mai 1968, de « toutes les manifs du Quartier latin, là où ça cogne dur »<sup>751</sup>. Il entre à la GP en 1970, en raison de liens amicaux et au hasard de rencontres et non pour des raisons théoriques. Ici l'adhésion des descendants d'immigrés n'offre aucune spécificité, les enquêtés « évoquent des appétences -ou allergies- pour une organisation plutôt qu'une autre, non pas selon des critères idéologiques, mais de comportements et d'attitudes réputées de ses membres »<sup>752</sup>. Il rejoint le groupe de gauchistes arméniens, actifs en avril 1972, lors du meeting « trois peuples en lutte ». Il travaille au journal *Libération* et il est en contact avec des anciens de la GP, comme Serge July ou Benny Lévy, en train de passer de « Mao à Moïse ». Stéphane raconte ici son expérience à la GP :

« On faisait des tracts, ce qu'on appelle à la vietnamienne, on fabriquait un cadre en bois, avec un stend déjà tapé à la machine, on passait le rouleau d'encre, on avait appris ça, les cadres nous avaient appris ça. Il y avait des lectures Mao, Ho Chi Minh, je lisais oui [...]. On vendait *La cause du peuple*, journal qui était interdit. Quand on y allait, on y allait à plusieurs, avec un copain, avec des barres de fer, au cas où les flics viendraient, pour pouvoir se défendre [...]. Et on allait avec d'autres personnes au bois de Vincennes pour s'entraîner [...]. On était pour les collectifs autonomes »<sup>753</sup>.

---

<sup>748</sup> Isabelle Sommier. « Les gauchismes ». *Op. cit.*

<sup>749</sup> Bernard Brillant. « Le gauchisme et ses cultures politiques ». *Op. cit.*

<sup>750</sup> François Furet, Antoine Liniers. *Terrorisme et démocratie*. Paris : Fayard, 1985.

<sup>751</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

<sup>752</sup> Isabelle Sommier. « Les gauches alternatives vues de province ». *Op. cit.*

<sup>753</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

Dans ce témoignage, on lit plusieurs apprentissages : technique, dans le récit précis de la fabrication des tracts ; théorique, dans les références aux leaders du Tiers-monde, et pratique, dans l'évocation de la vente du journal ainsi que des actions dans l'espace public. Ces trois savoirs-faire se rencontrent dans la mise en œuvre du journal du groupe, *Hay Baykar*, créé en mars 1977. Le passage de Stéphane, de la GP à Libération arménienne, peut ainsi être lu comme une évolution vers un militantisme plus identitaire, caractéristique des mutations des luttes, à cette époque, en France. Deux autres militants arméniens de la GP, dont un déjà évoqué<sup>754</sup>, ont été proches du noyau fondateur de Libération arménienne.

### 3/ Une résistance arménienne connectée : diaspora, Moyen-Orient, France

-Créer un espace arménien transnational de protestation

La volonté de créer un parti révolutionnaire arménien s'inscrit à l'échelle diasporique : il s'agit pour les différentes communautés de la diaspora arménienne de structurer des mouvements politiques pour favoriser de larges rassemblements populaires de soutien à l'ASALA. Simultanément apparaissent aux États-Unis, au Canada, à Chypre, *Le mouvement populaire pour l'ASALA*, un mouvement semblable en Grande-Bretagne, en Grèce, *Le mouvement arménien populaire révolutionnaire*, en Iran, *Le groupe marxiste sympathisant de l'ASALA*, en Inde, *Les sympathisants de l'ASALA*. Les connexions entre ces militants de toute la diaspora se traduisent par plusieurs types de mobilités. Il y a d'abord celles qui ont pour but de favoriser les interactions individuelles entre militants. Des rencontres ont ainsi lieu au Liban, en Lybie<sup>755</sup> ou en Grande-Bretagne<sup>756</sup>. Plus tard, il y a aussi celles qui occasionnent des rencontres collectives : le MNA organise des camps d'hiver entre militants de différents pays, comme celui de l'hiver 1982-1983 en Grande-Bretagne, où 15 Arméniens de France se rendent<sup>757</sup>. Les rencontres peuvent aussi être organisées à plus grande échelle, comme l'expérience du Congrès Arménien, auquel s'associe Libération arménienne, en 1979, qui constitue une tentative de regrouper les forces nouvelles de la diaspora, loin de l'influence des partis traditionnels. Il réunit 400 participants de 28 pays. Mis en place par un pasteur suisse, James Karnusian, il prend exemple sur le sionisme, il veut développer l'araratisme (du nom de

---

<sup>754</sup> Voir le chapitre 3.

<sup>755</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne », 26 juillet 1982.

<sup>756</sup> AN. 20030072 /1. Organisations et Communauté (1970-1999), quatre études sur les Arméniens en France. Rapport des RG, avril 1983.

<sup>757</sup> « Camp d'hiver du MPLA en Angleterre : une réussite prometteuse ». *Hay Baykar* n°46, 12 janvier 1983 au 26 janvier 1983, p. 4-5.

l'Ararat, montagne arménienne en territoire turc). Le premier congrès a lieu en France en septembre 1979, le deuxième, en juillet 1983, en Suisse et le dernier en 1985, en France<sup>758</sup>. Selon trois militants ayant quitté le mouvement en 1980, l'initiative est très liée à la tendance militariste libanaise.

Les textes circulent aussi, puisque des liens transnationaux s'établissent avec les journaux arméniens de la même famille politique, comme *Azad Hay* (« Arménien libre ») au Canada<sup>759</sup>, *Gaytzer* (« Étincelles ») en Grande-Bretagne<sup>760</sup>, le journal hollandais *Baykar* (« Combat », dont un article est reproduit dans *Hay Baykar* en septembre 1979)<sup>761</sup>, *Nor Seround* (« Nouvelle génération ») aux États-Unis, *Haydouk* (« Partisan ») à Chypre. En Italie est créé *Zeitoun* (du nom d'une ville arménienne de l'Empire ottoman, agitée par plusieurs insurrections dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) en octobre 1979. C'est *Lotta continua*, quotidien italien de gauche radicale, qui fait paraître, dans son édition de septembre 1979, un texte que l'on peut voir comme le numéro zéro de ce bimensuel arménien<sup>762</sup>. Ici s'opère une double circulation : des idées d'extrême-gauche, anti-impérialistes et de défense de la lutte armée, entre les journaux révolutionnaires arméniens en diaspora et entre les journaux arméniens et ceux de la société d'accueil, qui partagent les mêmes horizons politiques. Un exemple emblématique de la circulation des textes à l'échelle de toute la diaspora est l'article intitulé « Le problème du pouvoir en diaspora »<sup>763</sup>, écrit en 1981 par Bédros Terzian, l'ancien rédacteur en chef du journal *Yéridassart Hai*, qui appréhende la question arménienne sous l'angle marxiste. Paru dans le supplément littéraire du quotidien *Haratch, Midk ev Arvest* (« Pensée et Art »), cet article est reproduit dans *Gaytzer* en Grande-Bretagne, dans *Azad Hay* au Canada et dans *Hay Baykar*. Il confirme le rôle théorique des Arméniens du Liban dans cette circulation. Cependant la diffusion de ces périodiques est moins forte qu'en France, car les communautés arméniennes sont moins importantes (quelques centaines de familles en Italie), sauf aux États-Unis et au Moyen-Orient. Les liens diasporiques sont entretenus par la circulation de textes et le soutien mutuel des militants. En 1978, Libération arménienne s'adresse à l'ambassade de France en Italie pour protester contre la répression des Arméniens : « un peuple dispersé de par le monde n'a pas perdu le sens de son unité et la communauté arménienne d'Italie ne peut que se joindre

---

<sup>758</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS. Note des RG : « Communauté arménienne. Troisième congrès mondial arménien », 24 juin 1985.

<sup>759</sup> « "AZAD HAY" Un mensuel révolutionnaire ». *Hay Baykar*, n°5, octobre 1977, p. 9.

<sup>760</sup> « Gaytzer ». *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 2.

<sup>761</sup> *Hay Baykar*, n°18, septembre 1979, p. 15.

<sup>762</sup> « La presse révolutionnaire en Italie. ZEITUN ». *Hay Baykar* n°19, décembre 1979, p. 2.

<sup>763</sup> Bédros [Pierre] Terzian. « Le problème du pouvoir en diaspora ». *Hay Baykar* n°26, juin 1981, p. 7.

aujourd'hui aux protestations de ses compatriotes en France et à l'étranger »<sup>764</sup>. Les liens avec les mouvements italiens de lutte armée, reposent avant tout sur une mutuelle sympathie et sur des références communes, la résistance et l'antifascisme, mais ne vont pas au-delà. En 1985, en diaspora, l'anti-impérialisme est encore un marqueur fort, comme en témoigne le journal *Gaytzer* en Grande-Bretagne, qui affirme « long live the armenian liberation struggle against turkish fascism and its imperialist allies »<sup>765</sup>.

-En France, un journal, acteur de la protestation *Hay Baykar*<sup>766</sup>

Caractérisé par sa volonté de lutter « contre l'impérialisme » turc et « d'expression subversive »<sup>767</sup>, son journal *Hay Baykar*, « Lutte arménienne », est créé en mars 1977. Il est le seul journal de la diaspora arménienne en France qui se situe à la croisée de deux espaces médiatiques, celui de la presse communautaire et celui de la presse « sauvage » ou de la « nouvelle presse »<sup>768</sup>, qui qualifie alors une partie de la presse d'extrême-gauche française. Son nom, arménien et offensif (« lutte ou combat arménien »), est complémentaire du nom du mouvement, en français. Comme d'autres titres de la presse sauvage, *Hay Baykar* cherche à impulser les luttes sur le terrain, qui participent à la cohésion du mouvement. Il constitue un support appréciable pour donner une existence concrète au mouvement politique, tout en actualisant la question arménienne.

L'étude matérielle du journal et de son fonctionnement permet de saisir son appartenance à la presse sauvage. Sauvage, *Hay Baykar*, qui tire entre 1 000 et 2 000 exemplaires, l'est par sa forme et ses conditions de production. Sa pagination (entre 8 et 24 pages) est variable. Il en va de même de sa périodicité : elle est d'abord mensuelle, puis, après une éclipse de quelques mois, entre avril et octobre 1980, le journal reparait à l'occasion de la défense des prisonniers politiques, ce qui redynamise le groupe et lui permet de sortir de sa dimension groupusculaire, en étant plus visible dans l'espace public. Puis sa parution devient bimensuelle en mars 1982<sup>769</sup>. L'usage d'un papier parfois moins coûteux (d'avril 1980 à février

---

<sup>764</sup> AMAE. Turquie-Europe (1976-1980), 1929INVA/4709. Courrier de Libération Arménienne (Italie) à l'ambassadeur de France en Italie, 15 juin 1978.

<sup>765</sup> AMAE. (1980-1985) 36/PO/543. La Turquie et le problème arménien, Les Arméniens en France. Lettre de *Kaytser-Hayastan* à l'ambassade de France à Londres, 2 février 1985.

<sup>766</sup> Sophie-Zoé Toulajian. « *Hay Baykar*, périodique protestataire arménien dans le sillage de Mai 68 ». *Études arméniennes contemporaines* n°15, 2023, p. 95-118.

<sup>767</sup> APP. FD299. Manifestation des Arméniens pour la commémoration des massacres de 1915 à 1922 (1977). Note des RGPP, 14 avril 1977.

<sup>768</sup> Laurent Martin. « La nouvelle presse en France dans les années 1970, ou la réussite par l'échec ». *Op. Cit.*

<sup>769</sup> Cela correspond au changement de nom du groupe, Libération arménienne devenant le Mouvement national arménien (MNA).

1982), le doublement du prix de vente (de 5 à 10 francs en décembre 1979), le fait que le journal sollicite souvent des dons auprès de ses lecteurs<sup>770</sup>, traduisent des difficultés financières, au point que les RG annoncent « la disparition prochaine de *Hay Baykar* »<sup>771</sup>. L'État français surveille le journal, à la demande de la Turquie qui l'accuse de faire l'apologie du crime contre elle, mais il le poursuit pour un autre motif : comme toute presse sauvage, le journal n'a pas déposé la demande de dépôt légal<sup>772</sup>.

L'horizontalité et la collégialité caractérisent le journal. La liberté de ton et l'esprit frondeur, qui sont l'occasion d'un renouvellement des liens entre la presse et ses lecteurs, traduisent le goût des militants, bénévoles, pour la provocation, avec des débats parfois vifs et animés. Le style est parfois volontairement grossier : un témoignage, dans le courrier des lecteurs, sur la manifestation violemment réprimée du 24 avril 1978, s'achève par : « maintenant je vous le dis tout net les anciens combattants et autres pleureurs de chaises vides, je vous emmerde »<sup>773</sup>. La volonté d'instaurer le collectif se traduit, en signature des articles, par l'anonymat, par l'usage des initiales, par la signature à deux et de pseudos, comme le font les militants trotskistes, avec des références empruntées explicitement à gauche, comme « JPS » pour Jean-Paul-Sartre ou « le chroniqueur rouge ». Aussi le groupe adopte des mesures de précaution, qui sont « une ressource militante [...], comme autant de signes supplémentaires de leur projet subversif »<sup>774</sup>. Les pseudonymes servent vis-à-vis de l'extérieur, la Turquie et les autorités françaises, qui les surveillent, voire les organisations opposées, pour brouiller les pistes, mais ils donnent aussi au groupe une cohésion interne.

Les liens de solidarité avec la presse d'extrême-gauche française prennent des formes multiples. Des connexions s'établissent concrètement avec deux titres : le journal de la LCR, *Rouge*, et *Libération*, dont les journalistes sont d'anciens maoïstes. Ces liens se traduisent par l'usage clandestin des locaux du journal *Libération*, rue de Lorraine à Paris, pour la réalisation de la maquette de *Hay Baykar*. Cet emprunt est rendu possible par le fait que Stéphane, ancien de la GP, y est photogreveur et qu'il reconvertisse pour *Hay Baykar* son capital militant. L'impression de *Hay Baykar* se fait ensuite chez *Rouge*, à la librairie de la LCR à Montreuil. Plusieurs témoins évoquent les nuits blanches passées à *Libé*, « qui ferme les yeux », et les liens

---

<sup>770</sup> *Hay Baykar* n° 21, avril 1980, p. 18.

<sup>771</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Notes sur la communauté arménienne (1970-1988) Note des RG : « Étrangers : révolutionnaires arméniens », 19 juin 1980.

<sup>772</sup> AMAE. Turquie-Europe (1981-1985), 1930 INVA/5573. Lettre du ministre des Affaires extérieures, 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>773</sup> Garekine. « Courrier des lecteurs ». *Hay Baykar* n° 11, mai 1978, p. 2.

<sup>774</sup> Isabelle Sommier. « Une expérience "incommunicable". Les anciens militants d'extrême-gauche français et italiens ». In Fillieule, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, p. 171-188.



avec la Ligue. Au bout de deux ans, le journal achète du matériel et loue son propre local. La coopération s'exprime par le soutien actif de ces journaux de gauche, qui relaient des informations de *Hay Baykar*, comme les annonces des manifestations du mouvement : ainsi la manifestation du 24 avril 1977 ou le meeting du 28 avril 1978<sup>775</sup> sont cités dans *Rouge*. De son côté, *Hay Baykar* s'inspire de ces quotidiens. Il reprend la une de *Libération*, « l'Arménie saigne à Moscou »<sup>776</sup>, et son écriture reproduit le style incisif de *Rouge*, prompt à dénoncer toute intervention policière, assimilée au « fascisme ». *Rouge* titre, par exemple, pour le compte rendu de la manifestation réprimée du 24 avril 1978, « les flics n'aiment pas les Arméniens »<sup>777</sup>, auquel *Hay Baykar* semble répondre ironiquement : « Merci la police »<sup>778</sup>. Les dessins qui paraissent dans *Hay Baykar* sont imprégnés de contre-culture. Ils sont, selon l'un des dessinateurs, « une façon d'être politiquement incorrect »<sup>779</sup>. L'un de ces dessins montre-t-il une femme qui, seins nus et armée d'une kalachnikov, interpelle le lecteur en ces termes : « Alors c't'abonnement ça vient ! »<sup>780</sup>. Apostrophe qui résonne comme un écho à la question : « T'as pensé à t'abonner à *Rouge* ! »<sup>781</sup>, paru quelques années plus tôt, surmontée du dessin d'un revolver. Ces illustrations puisent leurs références dans d'autres journaux satiriques, comme *Charlie Hebdo*, et permettent aussi de pallier la difficulté de payer des droits pour la reproduction photographique.

L'horizon du journal est révolutionnaire. Il comprend un éditorial, un courrier des lecteurs, des analyses sur les territoires arméniens : diaspora, Turquie, Arménie soviétique, dont sont issues certaines sources d'information, parfois anonymes. Des pages sont consacrées aux multiples luttes, celle des femmes<sup>782</sup>, ou celles d'autres peuples<sup>783</sup>, et aux comptes rendus des actions militantes. Ses méthodes de diffusion font cohabiter dynamiques communautaires et pratiques de l'extrême-gauche : le journal se vend par abonnement (le journal en revendique 380 en 1978)<sup>784</sup>, mais aussi lors d'événements communautaires arméniens, comme à la sortie des églises arméniennes, dans divers lieux de vente arméniens. Il est également vendu dans des librairies amies, comme la librairie « Le soleil » de la CFDT, à Lyon. À l'instar d'autres titres d'extrême-gauche, le journal est un enjeu de luttes lors de sa vente. Plusieurs articles parus dans

<sup>775</sup> *Rouge*, 24 avril 1977 et 28 avril 1978.

<sup>776</sup> *Libération*, 1<sup>er</sup> février 1979. Voir en annexes, photos n°11 et n°12, p. 466.

<sup>777</sup> *Rouge*, 25 avril 1978.

<sup>778</sup> « Merci la police ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 4.

<sup>779</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, avril 2019.

<sup>780</sup> *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 14. Voir en annexes, photo n°13, p. 467.

<sup>781</sup> Jean-Paul Salles. *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?* Rennes : PUR, 2005.

<sup>782</sup> « Arméniennes, le réveil ». *Hay Baykar* n° 6, novembre 1977, p. 3.

<sup>783</sup> « Irlande, 600 ans de luttes ». *Hay Baykar* n° 7, décembre 1977, p. 6.

<sup>784</sup> « Soutenez *Hay Baykar* ». *Hay Baykar* n° 13, octobre 1978, p. 15.

*Hay Baykar* rapportent les tentatives des deux mouvances politiques opposées, le parti *Dachnaktsoutioun* et la JAF, pour en empêcher la diffusion lors d'événements que le mouvement Libération arménienne organise. S'il est vendu surtout à un public arménien jeune et de gauche, des militants d'autres mouvances politiques le lisent aussi. Le journal est diffusé dans les trois principaux pôles de la communauté arménienne en France : en région parisienne, où se situe l'équipe rédactionnelle ; en région Rhône-Alpes, à partir de février 1978, auprès d'une militante, avant que le journal ne se dote d'un local, situé rue Lanterne à Lyon ; et enfin à Marseille.

-À Paris, le noyau dirigeant, à Lyon, des militants actifs, mais peu nombreux

L'implantation du mouvement correspond à celle de la présence arménienne en France. Elle est plus significative à Paris. Dans la région lyonnaise, le mouvement est faiblement implanté et à Marseille, malgré quelques efforts, il ne se développe que plus tard et repose alors sur une poignée de militants, dont un très actif. Le noyau fondateur du groupe et l'équipe de rédaction du journal, où se décide la ligne théorique, se situent à Paris. Cela peut s'expliquer en raison de l'effectif de la communauté, plus nombreux (80 000 Arméniens en région parisienne, au début des années 1980, et 40 000 dans la région lyonnaise), et en raison de la porosité de la capitale à l'effervescence politique. Les réunions hebdomadaires ont lieu dans un local, au 50 rue du Château-Landon dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, puis, à partir de janvier 1982, au 12 rue de la Folie-Regnault, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. Des sections locales sont aussi créées, comme à Alfortville ou à Issy-les Moulineaux, pour s'ancrer dans le tissu local.

À Lyon, les militants sont moins nombreux et leur positionnement à l'extrême-gauche, moins fort. Les témoins lyonnais se perçoivent comme « périphériques » par rapport au « centre » parisien, considérant les militants parisiens comme des donneurs d'ordre. Charles affirme ainsi : « nous on n'est rien, on est des simples applicants »<sup>785</sup> et selon quelques militants lyonnais, les Parisiens n'attendent d'eux que la vente du journal. Le poids hégémonique du parti *Dachnaktsoutioun*, ravivé par son épaisseur locale en raison de ses liens avec les maires socialistes des différentes communes la région, un certain conservatisme de la ville et de la communauté arménienne peuvent expliquer les difficultés à s'implanter<sup>786</sup>. Toutefois, à rebours d'un Lyon bourgeois et industriel, peu perméable aux idées d'extrême-gauche, des Arméniens s'arriment au mouvement pour les mêmes motifs que les Parisiens : sa

---

<sup>785</sup> Entretien avec Charles Papazian, octobre 2018.

<sup>786</sup> « Trente durs pour un article... » et « L.A. s'implante à Lyon ». *Hay Baykar* n°15, février-mars 1979, p. 14.

ligne politique, « faire bouger les lignes » ; son organisation, « à l'horizontale », et sa pensée émancipatrice<sup>787</sup>, ainsi que le décline V.. Comme l'analyse Vincent Porhel : « Contre l'image fantasmée d'une ville inscrite politiquement dans un entre-deux confortable et rétive à toute agitation, qu'elle soit sociale ou politique, Lyon s'affirme dans les années 68 comme une ville nerveusement rebelle et encore largement irriguée par une culture populaire, source de révolte et de contestation »<sup>788</sup>. Si les militants de la région écrivent peu d'articles, ils tiennent des comptes rendus réguliers sur leur militantisme en région Rhône-Alpes et ils montrent aussi leur autonomie par rapport à Paris, comme en témoigne la grève de la faim (nous y reviendrons dans le chapitre 7), en janvier 1982, pour soutenir Mardiros Jamgotchian, accusé d'attentat<sup>789</sup>. Le groupe impulse ainsi des actions locales sans concertation avec Paris (manifestations diverses). En outre, les liens sont denses entre les militants parisiens et lyonnais : ces derniers les accueillent pour des meetings et le responsable lyonnais se rend souvent à Paris. N., par son investissement et sa grande formation politique, joue un rôle équivalent, à l'échelle de la région, « militant à temps plein [...], rentré pour se battre »<sup>790</sup>, à celui du responsable parisien à l'échelle nationale, menant ses troupes, « elles [les militantes] ont intérêt à y être [aux réunions], c'était cadré »<sup>791</sup>, et jouant un rôle d'éveil à la politique que les militants reconnaissent. Leurs témoignages convergent pour dire son rôle moteur.

---

<sup>787</sup> Entretien avec V., janvier 2018

<sup>788</sup> Vincent Porhel, « Conclusion ». In Collectif de la Grande Côte. *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*. Lyon : Presses universitaires de Lyon (Coll. « Actions collectives »), 2018, p. 361-364.

<sup>789</sup> « Rhône-Alpes. Décines : du ghetto à la lutte ». *Hay Baykar* n°29, mars 1982, p. 13.

<sup>790</sup> Entretien avec N., avril 2018.

<sup>791</sup> *Ibid.*

## C) Libération arménienne devient le MNA, Mouvement national arménien, 1982-1985

### 1/ Vers la fin d'une matrice d'extrême-gauche arméno-française

-Le tropisme arméno-libanais et l'abandon du front soviétique, 1980-1981

À partir de 1980, les liens entre Libération arménienne et l'ASALA, basée au Liban, se renforcent et, en parallèle, le soutien à la dissidence en Arménie soviétique s'efface. Dans le cadre de la guerre froide, d'une part, l'URSS<sup>792</sup>, en quête d'alliances visant à déstabiliser l'Occident, soutient l'ASALA. Aussi le positionnement du mouvement sur la dissidence devient vite problématique. D'autre part, la priorité de la lutte doit être la lutte armée contre la Turquie. D. affirme :

« L'ennemi principal, c'est la Turquie, il faut à un moment se concentrer, sinon on a deux ennemis principaux et ce n'est pas possible, c'est Lénine »<sup>793</sup>.

Ara, le responsable, explique les raisons du repositionnement du mouvement, à l'extrême fin des années 1970 :

« À partir de 1978-1979, à mesure qu'on a commencé à se rapprocher politiquement de l'ASALA, l'ASALA nous a fait comprendre que l'affaire de la dissidence, c'était compliqué, qu'on ne pouvait pas se battre sur tous les fronts à la fois -en particulier dans le contexte du Moyen-Orient, où les mouvements progressistes et les Palestiniens étaient soutenus par l'Union soviétique- et qu'on risquait d'être marginalisé et de perdre des soutiens. Il fallait regarder à l'essentiel, une vision pragmatique qui me correspondait bien »<sup>794</sup>.

Le repli sur les revendications arméniennes se fait progressivement. À partir de la fin de l'année 1979, les liens avec l'extrême-gauche française se distendent : *Hay Baykar* ne cite plus les journaux français d'extrême-gauche et les rapports de police sur les manifestations du mouvement ne mentionnent plus la présence de l'extrême-gauche française. Les ramifications avec les autres luttes (l'anti-racisme ou le féminisme) disparaissent peu à peu au début des années 1980, excepté le régionalisme. Le rapprochement avec l'ASALA se traduit notamment par la publication régulière d'extraits de la revue *Hayastan*, créée en 1980. Le soutien à la dissidence en Arménie soviétique disparaît un an après la date anniversaire des trois fusillés de Moscou, en 1980 (mise à part une information publiée sur le cinéaste Sergueï Paradjanov<sup>795</sup>).

---

<sup>792</sup> Taline Ter Minassian. *Colporteurs du Komintern*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997.

<sup>793</sup> Entretien avec D., juin 2018. Il rédige de nombreux articles sur la Turquie dans le journal.

<sup>794</sup> Entretien avec Ara Toranian, juin 2017.

<sup>795</sup> *Hay Baykar* n°22, octobre 1980.

À ce moment, plusieurs militants<sup>796</sup> qui refusent la soumission de Libération arménienne à l'ASALA<sup>797</sup> et souhaitent poursuivre leur soutien à la dissidence en URSS quittent le mouvement, comme l'exprime Armand :

« Oui on est plusieurs, et on part, nous on n'est plus d'accord. On sent que même si on peut comprendre, on est les puristes qui veulent être contre tout le monde, et les réalistes qui vont pouvoir maintenir la situation [...]. On n'était pas d'accord, on était une partie qui a décidé de dire "stop, on s'arrête". On a arrêté et on a fait autre chose. On disait : "on avait politiquement raison, si on l'a fait, on l'a bien fait [...]. Tant pis si on est peu, ce n'est pas grave, mais on veut être en accord avec nous-mêmes" »<sup>798</sup>.

En 1982, ils fondent un journal, *Résistance* (sept numéros), qui donne la parole à tous les dissidents et qui dénonce la violence de l'ASALA. En 1983, ils créent l'ORIA, Organisation de rassemblement pour l'indépendance de l'Arménie, qui se dote d'un mensuel à partir de 1986, *Libération arménienne*. Ils annoncent les transformations des luttes à venir, puisqu'ils critiquent, dans la deuxième moitié des années 1980, le bilan écologique désastreux de l'URSS. L'évolution de leur trajectoire militante coïncide alors en partie avec celles de militants français d'extrême-gauche, reconvertissant leur capital militant dans la défense des droits de l'homme, puis de l'environnement, à travers la question arménienne. Dans la région lyonnaise, d'après le responsable, le soutien à la dissidence est toujours présent à travers des happenings par exemple, témoin de l'autonomie des militants par rapport à Paris. Les premières arrestations des membres de l'ASALA, en 1980, et la prise d'otages au consulat turc à Paris, le 24 septembre 1981, contribuent à populariser davantage le mouvement, qui se présente comme « l'organisation populaire et politique de soutien à l'ASALA »<sup>799</sup>. Jusqu'à son changement de nom en mars 1982, il adopte toujours une phraséologie marxiste.

-La création du MNA : continuité et ruptures

Le MNA se situe toujours à gauche. Le ton général de la topique révolutionnaire et anti-impérialiste est maintenu : la Turquie est qualifiée de « fasciste et colonialiste »<sup>800</sup>. De même les structures organisationnelles sont inchangées, c'est une « simple manœuvre de Libération

---

<sup>796</sup> Nous en avons interrogé six, une autre militante, décédée en 2013, s'inscrivait aussi dans cette ligne. Nous pouvons estimer que le groupe perd 20-25% de ses activistes, parmi les plus engagés, moins si on tient compte des sympathisants.

<sup>797</sup> Cette rupture correspond à la fin des actions de la NRA, seule organisation, ne provoquant jamais la mort d'homme et commettant des actions antisoviétiques.

<sup>798</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>799</sup> AMEA. Turquie-Europe. (1981-1985)1930 INVA/5573. Ministère des relations extérieures, 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>800</sup> Communiqué du MNA pour l'ASALA. *Hay Baykar* n°30, mars 1982, p. 35.

arménienne cherchant, sous couvert d'un sigle neuf, à accroître son audience au sein de la communauté arménienne »<sup>801</sup>. Cette continuité concerne les personnes, puisque, excepté le départ de quelques militants, l'essentiel du groupe continue. Selon eux, le mouvement est fidèle à ses idéaux originels, seule la défense de la lutte armée contre la Turquie compte et il faut faire des compromis : « Cette création s'inscrit dans un contexte plus large consistant pour l'ASALA à organiser, dans les différentes communautés de la diaspora arménienne, des mouvements politiques structurés »<sup>802</sup>. Toutefois les militants s'accordent à dire que les idéaux révolutionnaires sont plus estompés, comme mis en suspens, afin de pouvoir s'adresser à toute la communauté arménienne, comme l'exprime D. :

« Il fallait élargir sa base, c'est tout, on ne peut pas fonctionner avec un groupuscule de 20-30 personnes déterminées, politisées, mais qui reste à 20-30. [La ligne politique] Elle n'est pas à droite, il y a des gens à droite, c'est une ligne politique beaucoup plus nationale, avec moins de verbiage gauchiste. On parle plus simplement, on arrêtais de se faire plaisir avec du vocabulaire redondant, avec des mots qui te positionnent »<sup>803</sup>.

Le changement du nom du mouvement est l'occasion d'exprimer plusieurs évolutions. D'une part, l'étymologie du nom, qui fait référence au mouvement national algérien, et le ton expriment des différences avec Libération arménienne. Avec le MNA, le mot « national » remplace le mot « Libération » ; la fermeture sur le seul espace arménien réduit l'ouverture sur les autres espaces, même si les liens avec les peuples du Moyen-Orient sont toujours présents. Une grande liberté de ton caractérisait Libération arménienne, celui du MNA est moins impertinent. Ce qui n'exclut par certains articles au ton familier : « Que faire quand on vient du Liban et qu'on n'a pas un sou en poche ? »<sup>804</sup>. D'autre part, la ligne politique devient plus nationale, moins ouverte aux influences extérieures et moins imprégnée par les référents de l'extrême-gauche. Libération arménienne avait un fondement marxiste, or le flou des positions du MNA, lié à son alignement sur l'ASALA au Liban, qui préconise l'union nationale au début de l'année 1982, laisse une ouverture pour des militants non marxistes. Les militants de Libération arménienne étaient politisés à gauche, avant la lutte armée, qui a joué un rôle de « socialisation de renforcement »<sup>805</sup>. Au MNA, les nouveaux militants sont surtout politisés par la lutte armée, qui joue un rôle de socialisation de « conversion »<sup>806</sup>. Les revendications de

---

<sup>801</sup> AN. 20072003/8. Le MNA. Note des RG : « Étrangers : communauté arménienne. Initiative de Libération Arménienne », 19 mars 1982.

<sup>802</sup> AN. 20072003/1. Communautés et organisations (1970-1999), quatre études sur la communauté arménienne de France. Rapport des RG, avril 1983

<sup>803</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>804</sup> « Fiches pratiques ». *Hay Baykar* n°31, 19 avril 1982-3 mai 1982, p. 13.

<sup>805</sup> Julie Pagis. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. *Op. cit.*

<sup>806</sup> *Ibid.*

Libération arménienne portaient essentiellement sur la question de la souveraineté territoriale, alors que celles du MNA se resserrent peu à peu sur la question de la reconnaissance du génocide. En outre, le changement de ligne se traduit dans les pratiques : à partir du début de l'année 1982 il n'y a quasiment plus de pratiques protestataires radicales, mais uniquement des manifestations pour défendre les prisonniers politiques arméniens. Le renforcement communautaire du groupe se traduit par la fin des référents et des pratiques protestataires français et internationaux. Enfin, sur le plan organisationnel et des effectifs, Libération arménienne avait une organisation horizontale et ses effectifs étaient faibles. Le MNA est plus hiérarchisé et regroupe plus de militants et de sympathisants, ce qui se mesure au nombre de personnes présentes à ses manifestations, notamment celles du 24 avril. Ils étaient quelques centaines pour Libération arménienne en 1980-1981, des milliers pour le MNA en 1982-1983. Le MNA cherche à regrouper toutes les franges de la communauté, dont le poids démographique renforce le poids politique<sup>807</sup>.

L'étude matérielle du journal permet de saisir ces changements. Le passage à la bimensualité, le retour au papier de presse ordinaire, plus professionnel, l'insertion de la publicité, qui apparaît en mars 1982, sont des signes de succès du mouvement. L'usage systématique de la langue arménienne<sup>808</sup>, avec en moyenne cinq-six pages sur les 20 du journal (mise en œuvre par des militants du Liban), correspond à la volonté de répondre à une immigration arménophone du Liban plus importante et à gagner en crédibilité auprès de la communauté. À partir de 1980, le mouvement fait alliance avec l'UEJA, Union étudiante de la jeunesse arménienne, regroupant des militants venus du Liban et d'Iran, présents à la MEA<sup>809</sup>. Un supplément turc est aussi créé (il est cité dans le journal en octobre 1982), lié à l'arrivée migratoire d'Arméniens de Turquie<sup>810</sup>. Assez vite, le contenu se réduit à la défense de la lutte armée, sans ligne idéologique, ce qui permet la venue de nouveaux militants moins politisés, mettant en avant leur appartenance arménienne et non des horizons internationalistes. Le MNA se situe « nettement à gauche puisque prônant la lutte armée et se réclamant du marxisme. Mais les méthodes activistes du MNA n'en attirent pas moins quelques éléments de toutes tendances, y compris de l'extrême droite »<sup>811</sup>.

---

<sup>807</sup> Judith Perera. « Ruptures et réaménagements dans le mouvement arménien ». *Le Monde diplomatique*, août 1984.

<sup>808</sup> *Hay Baykar* n°16, en avril 1979, comprend pour la première fois des pages en arménien. Celles-ci comprennent la traduction de l'éditorial, des traductions d'articles français, des résumés, des rubriques spécifiques (« Avec les événements », par exemple), des points de vue sur des sujets identiques.

<sup>809</sup> « UEJA ». *Hay Baykar* n°24, février 1981, p. 7.

<sup>810</sup> « Éditorial ». *Hay Baykar* n° 40, 13 octobre 1982 au 27 octobre 1982, p. 2.

<sup>811</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Fiche des RG, 27 juillet 1982.

## 2/ Vers la fin d'un mouvement protestataire, 1982-1985

-Nouveaux militants, nouvelles ressources, nouvelles alliances

Trois types de nouveaux militants entrent au mouvement. Quelques Arméniens communistes, venus de Turquie, militent à la JAF à leur arrivée en France et se rapprochent ensuite du MNA, qui défend la lutte armée, alors que la JAF prend position contre. Cette alliance est visible lors du procès, en janvier 1984, des membres de l'ASALA, auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie, à Paris, le 24 septembre 1981. Le deuxième profil concerne des militants, nés après 1960, politisés par la lutte armée. J., né en Arménie soviétique en 1964, d'une famille anti-communiste revenue en France en 1966, est galvanisé par l'épisode de la prise du consulat turc et son écho dans les médias, le 24 septembre 1981, il connaissait déjà le mouvement :

« Moi, j'apprends beaucoup avec ces gens, X m'interpelle beaucoup, je vais à quelques réunions. Mais je pense que ce qui me fait basculer du côté de *Hay Baykar*, c'est que je peux passer à l'action »<sup>812</sup>.

Le troisième profil concerne des militants de droite, en raison de la suspension de la dimension d'extrême-gauche du mouvement et de l'accent mis sur la lutte armée. Ce changement de ligne se matérialise par les relations nouées avec Patrick Devedjian, du RPR. Une « appréciation critique de la DCRG » sur une note des RG à propos des organisations arméniennes, demandée par Maurice Grimaud, indique : « il semblerait que certains militants...soient de sensibilité quasi-fasciste et que la passerelle jetée vers les notables conservateurs ait aussi des ramifications vers le RPR »<sup>813</sup>. Les raisons de ce changement de ligne sont également sociologiques. En effet, la présence de sympathisants de droite est liée à l'importance des couches commerçantes et artisanes parmi les Arméniens. Gauche et droite peuvent donc cohabiter dans le mouvement.

Après l'épisode de la prise d'otages au consulat de Turquie, le 24 septembre 1981, le mouvement devient plus visible dans les médias et consolide ses structures. Selon les RG, cet événement est l'occasion « d'attirer à nouveau les médias »<sup>814</sup> sur le mouvement. Les témoignages, parmi les militants du groupe et parmi ses adversaires, soulignent le charisme du leader. Charlie, après avoir assisté à son premier meeting en 1977, l'évoque, ainsi que

---

<sup>812</sup> Entretien avec J., juillet 2018.

<sup>813</sup> AN. 19860185/9. Archives de Maurice Grimaud, Sous Dossier « Arméniens ». Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, DCRG : « Appréciation critique » -écrit en manuscrit- d'une note à l'attention de Monsieur Grimaud, directeur du cabinet, 14 juin 1983.

<sup>814</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Fiche des RG, 27 juillet 1982. Il s'exprime dans *Libération* le 26 juillet 1978. *Le Monde* fait un portrait de lui, le 6 août 1982.



« l'intelligence de son discours »<sup>815</sup>. Les RG mentionnent, quant à eux, « le prestige dont le leader peut encore bénéficier de par son action de longue date en faveur de la cause arménienne »<sup>816</sup>. Sa présence dans les médias est un moyen d'inscrire la question arménienne « dans le débat public »<sup>817</sup>. À la télévision<sup>818</sup>, son discours est souvent construit autour des mêmes axes. Il s'agit d'abord de rassurer l'État français, comme le montre son intervention, suite à l'attentat de l'agence Marmara, à Paris, en février 1983, au cours duquel une employée française est tuée : « L'ennemi n'est pas la France, la France n'a certainement pas été touchée »<sup>819</sup>. Il établit des comparaisons, par la mise en miroir du nombre de victimes du génocide et des victimes des actes de lutte armée, en précisant que la lutte diplomatique n'a jamais abouti. Le responsable cherche, enfin, à désingulariser la question arménienne en faisant aussi référence au génocide juif. Malgré l'absence d'actualité arménienne après 1983<sup>820</sup>, il maintient le contact avec les médias, qui lui reconnaissent son rôle de porte-parole. Pour consolider le groupe, le MNA crée le CSPPA en 1982, Comité de soutien des prisonniers politiques arméniens, qui défend les combattants politiques arméniens détenus en Occident pour faits de terrorisme (financement, procès, avocats). Ce comité est l'héritier du Comité de libération des prisonniers politiques arméniens, créé à la fin de l'année 1978, constitué pour protester contre les emprisonnements d'Arméniens en Arménie soviétique. Le Comité *Sardarabad* (nom d'une victoire arménienne en mai 1918 dans le Caucase contre l'envahisseur turc) a une vocation plus culturelle. Il permet de diversifier les activités du mouvement. Un bureau national est créé, mené par cinq-six militants qui prennent les décisions<sup>821</sup>.

De nouvelles alliances sont nécessaires au mouvement, en raison de son isolement, vis-à-vis de la sphère dirigeante au Liban, des mouvements proches de sa ligne en diaspora et aussi de divisions en son sein, en France. Suite à l'invasion du Liban par Israël en juin 1982, l'ASALA quitte le pays. Dépendante d'autres acteurs, elle multiplie les attentats aveugles. Le MNA lui lance un appel solennel pour que ceux-ci cessent<sup>822</sup>. En janvier 1983, le MNA, avec d'autres mouvements, britanniques et canadiens, est exclu de l'ASALA, lors d'un congrès à

---

<sup>815</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017.

<sup>816</sup> AN. 20032007/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne », 19 octobre 1983.

<sup>817</sup> Fabien Granjon. « Médias ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 378-385.

<sup>818</sup> INA. TF1. 24 septembre 1981.

<sup>819</sup> AMAE. Turquie-Europe (1981-1985), 1930 INVA/5573. Antenne 2, 1<sup>er</sup> mars 1983.

<sup>820</sup> Un journaliste français, dont la mère est arménienne, travaillant à Europe 1, a pu jouer un rôle de passeur entre le groupe, les activistes libanais et les médias français.

<sup>821</sup> Il est mentionné en 1985. AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne. Le MNA, préoccupations de fin d'année », 24 décembre 1985.

<sup>822</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne. Doutes et tâtonnements », 22 juillet 1982.

Athènes<sup>823</sup>. En février 1983, après l'attentat à l'agence Marmara à Paris, le MNA retire ASALA à sa dénomination<sup>824</sup>. Deux attentats sont commis contre le responsable du mouvement, Ara Toranian, le 21 mars 1983 et le 4 décembre 1983, probablement le fait de la ligne dure de l'ASALA. Entre ces deux dates, les dissidents de l'ASALA, le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Arménie) de Grande-Bretagne, d'Amérique du Nord et le MNA ont constitué, le 9 avril 1983, un Front démocratique (FD). À partir de l'été 1983, ils sont travaillés par des tensions idéologiques (marxistes contre nationalistes) et le MNA est accusé de dérive droite. Les tensions sont visibles aussi en France : le 6 juillet 1983, un tract des marxistes-léninistes de la section du MNA de Bagneux et d'Issy-les-Moulineaux, critique la quête de respectabilité du mouvement, son attitude « arbitraire » et anti-démocratique. Il estime que le 2<sup>e</sup> congrès mondial arménien, qui se tient à Lausanne du 20 au 24 juillet 1983, est une instance qui ne pense pas la diaspora en termes marxistes. Il accuse le congrès d'être « réactionnaire de par son essence et bourgeois de par son fondement »<sup>825</sup>. À Lyon, des militants quittent le mouvement.

Aussi, la voie choisie par le mouvement est de plus en plus institutionnelle. L'attentat d'Orly commis par l'ASALA, le 15 juillet 1983, faisant huit morts et 50 blessés, contribue à l'isoler davantage. La défense des prisonniers politiques l'occupe beaucoup, via le CSPPA, avec l'organisation de manifestations lors des procès et la collecte d'aides financières en leur faveur. Dans ce contexte, il conçoit de nouvelles alliances avec d'autres organisations arméniennes, comme la JAF ou Solidarité Franco-Arménienne par exemple, créée en 1983, qui défend la reconnaissance du génocide, par du lobbying auprès des partis politiques français. Le MNA se positionne davantage sur la reconnaissance du génocide par la Turquie et d'autres instances étatiques ou internationales. Cette position nourrit moins de vocations militantes et les manifestations attirent moins de monde. Les différentes formes de publicisation institutionnalisée de la question arménienne par d'autres acteurs contribuent à réduire l'audience du mouvement : reconnaissance du génocide en janvier 1984 par François Mitterrand, tribunal des peuples en 1984, actions du parti *Dachnaksoutioun* et du CDCA en 1985, auprès de l'ONU et du parlement européen.

---

<sup>823</sup> Les règlements de compte et les menaces de l'ASALA se multiplient. L'automobile d'Ara Toranian est piégée à Paris le 21 mars, puis le 4 décembre 1983. Le responsable canadien est lui aussi menacé.

<sup>824</sup> Une demi-douzaine de pays retire cette mention. AN 20030071/8. Le MNA. Communiqué à l'AFP, 14 avril 1983.

<sup>825</sup> Papiers privés de Liliane Daronian.

## -Vers l'usure du mouvement

L'évolution du mouvement nécessite d'être resituée à trois niveaux, macro, méso et micro, mobilisés par les sociologues du politique dans leur étude du désengagement militant<sup>826</sup>. Sur le plan macro, à l'échelle mondiale, l'usure s'explique dans un contexte général de désillusion politique et de fermeture des horizons révolutionnaires. À l'échelle diasporique, à partir de mars 1982, l'ASALA « gèle » sa rhétorique marxiste pour trouver plus d'échos auprès de la communauté. À l'échelle nationale, l'arrivée du PS en France au pouvoir en mai 1981, qui a capturé les espérances émancipatrices, déjà entamées par la crise économique, contribue à la « délégitimation du projet révolutionnaire »<sup>827</sup>. Sur le plan méso ensuite, se pose la question propre à toute organisation militante d'extrême-gauche, à savoir celle de rester cantonnée dans une dimension groupusculaire ou d'élargir sa base, et pour cela ne pas lutter sur plusieurs fronts à la fois et être en mesure de se réorganiser en cas de dissensions ou de scissions internes. À cela s'ajoutent des problèmes financiers, liés aux procès des prisonniers, à la répression policière et à l'emprisonnement de ses militants. Les procès sont, en effet, nombreux : celui des auteurs de la prise d'otages du consulat turc, en janvier 1984, ou celui de Bobigny, en juin 1984, où quatre Arméniens sont accusés d'avoir aidé un Arménien recherché par la police<sup>828</sup>. Le MNA, « qui voulait offrir une alternative aux partis traditionnels, s'insère de plus en plus dans le jeu de ces partis, qu'il condamne pourtant, sans en avoir la dimension et les structures [...]». Les responsables en sont bien conscients, qui dressent aujourd'hui un lucide constat »<sup>829</sup>. La ligne idéologique du MNA est moins lisible et ses ressorts sont plus émotionnels. En outre, selon les RG, l'absence de lutte armée « entame chaque jour davantage sa crédibilité. Pourrait-il être effectivement tenté de radicaliser son action sous peine de perdre définitivement une audience déjà déclinante »<sup>830</sup>. De même que l'écho des luttes anti-impérialistes s'est faite quelques années plus tard dans le mouvement arménien, la fin des horizons révolutionnaires en est décalée tout autant, car, à la perméabilité des événements français et mondiaux, s'ajoute, notamment, celle des événements du Liban.

---

<sup>826</sup> Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005.

<sup>827</sup> Olivier Fillieule. « Déprises. Logiques du désengagement et évaluations rétrospectives ». In Bérout, Sophie, Masclet, Camille, Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombrero. *Changer le monde. Changer sa vie. Op. cit.*, p. 583-611.

<sup>828</sup> « Ce procès est un scandale ». *Hay Baykar* n°75, 15 juin 1984 au 29 juin 1984, p. 20.

<sup>829</sup> AN 2003007/8. Le MNA. Note des RG. « Communauté arménienne. Le MNA suspend ses activités », 16 février 1989.

<sup>830</sup> AN. 2003007/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne. MNA : vers une radicalisation ? », 26 novembre 1984.

Sur le plan micro enfin, l'usure et l'essoufflement correspondent à tout cycle biographique militant : en âge de travailler et d'être parents, les personnes militent autrement. Toutefois, plus que des paramètres liés à la fin de la vie étudiante, l'entrée dans la vie active, la vie affective ou la naissance d'enfants, une forme d'épuisement du mouvement se dessine. Celui-ci a pu incarner des espoirs émancipateurs liés à un contexte, mais les acteurs n'ont pas pu ou su le transformer. Les conséquences de la rétribution du militantisme se lisent cependant sur la longue durée : une forme de satisfaction teintée de modestie<sup>831</sup>. Après la première vague de départs en 1980, certains quittent le mouvement en 1982-1983, quand les horizons de la lutte armée se brouillent. Puis le mouvement s'arrête en 1988. Selon les RG, « l'expérience acquise par les militants durant ces quinze années leur permettra d'œuvrer à de "nouveaux développements", le MNA se refusant tout à la fois à être "le gardien nostalgique d'un héritage de lutte passée, ni le gestionnaire d'une influence bâtie sur une pratique qu'il n'a plus les moyens d'assurer" »<sup>832</sup>. À cette date, presque tous les militants ont une position sociale solide et une partie s'engage pour reconstruire l'Arménie, après les pogroms de Soumgaït en février 1988, par des Azéris, et après le tremblement de terre, en décembre 1988.

Sur la base d'un si petit échantillon de militants, il est difficile de tirer des conclusions quant aux incidences biographiques de leur engagement, mais le mouvement a pu représenter un laboratoire par l'acquisition de compétences militantes et politiques. Deux des principaux journalistes de *Hay Baykar* sont ensuite devenus des figures médiatiques, l'un en fondant en 1992, *Nouvelles d'Arménie Magazine*, mensuel toujours existant, et l'autre en se dirigeant vers la presse française à grand tirage<sup>833</sup>. Si ces deux itinéraires ressemblent en partie à celui de certains acteurs parisiens en Mai-Juin 1968, de manière décalée dans le temps, celui des autres militants se rapprochent des parcours de militants plus anonymes, qui ont reconverti leur capital militant. Ainsi un des dessinateurs a continué dans cette voie et des militants sont devenus enseignants.

---

<sup>831</sup> Olivier Fillieule, Isabelle Sommier. « Déprises. Logiques du désengagement et évaluations rétrospectives ». In Bérout, Sophie, Fillieule, Olivier, Masclet, Camille, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombroero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 583-611.

<sup>832</sup> AN 2003007/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne. Le MNA suspend ses activités », 16 février 1989.

<sup>833</sup> Ara Toranian et Valérie Toranian.

-Au bout de l'engagement : la prison

Nous mobiliserons ici un critère publicisé, la prison, pour cerner ce qui se joue chez le militant qui prend les armes, et ce malgré l'absence de sources, en dehors de quelques noms non communicables aux archives et de bribes dont on nous a demandé le silence (demande d'interruption de l'enregistrement ou souhait de ne pas être cité). Le critère de la prison présente deux intérêts, il ne trahit en rien les militants, puisque ces faits sont connus (par la presse partisane notamment) et il permet d'explorer le rapport à l'illégalité et à la clandestinité.

La parole sur la lutte armée est en effet quasi-absente des récits recueillis, soulignant en creux un silence complexe à explorer. Les militants, quand ils s'expriment, pour faire connaître les raisons de leur refus d'y participer, avancent le rejet de la clandestinité et de la violence sur autrui. On connaît donc presque mieux cet aspect de la vie des militants par les sources policières<sup>834</sup>. Aussi les précautions s'imposent. Les sociologues du politique prennent en compte les trois niveaux d'analyse (macro, méso, micro) et les appliquent à chaque étape de la lutte armée (début, milieu, fin)<sup>835</sup>. Ils mentionnent, au niveau micro, les « facteurs psychologiques et cognitifs »<sup>836</sup>, notamment l'humiliation face à l'inaction, qui peut caractériser les combattants arméniens. Dans notre corpus, trois militants du MNA et un ancien militant de la JAF ont fait de la prison (pour un militant du parti *Dachnaksoutioun* en France, non interrogé). Il n'est donc pas question de dégager un profil type. Le faible nombre de militants emprisonnés confirme l'idée qu'un cloisonnement s'opère entre les deux types d'activisme, politique et militaire. Les trois militants sont nés entre 1952 et 1964. Un est accusé d'avoir produit des faux papiers. Un autre est accusé d'avoir été complice de Monte Melkonian, marxiste arméno-américain né en 1958 et mort en 1993 dans la guerre du Haut-Karabagh. Le dernier a habité dans une maison, en banlieue parisienne, qui abritait des armes, où s'est déroulée une explosion accidentelle, faisant un mort, en juillet 1982<sup>837</sup>. Deux témoins ont le statut de DPS, détenus particulièrement surveillés. Les condamnations varient entre quelques mois et un an de prison. Des points de convergence se dégagent des militants emprisonnés, même si toute généralisation serait hâtive. Trois paramètres peuvent éclairer leur itinéraire. D'une part, le passage à l'acte ne peut être abordé au prisme d'une radicalisation, selon une

---

<sup>834</sup> Isabelle Sommier. « Une expérience "incommunicable", les anciens militants d'extrême-gauche française et italienne ». *Op. cit.*

<sup>835</sup> Xavier Crettiez. « Introduction, penser la violence politique ». In Crettiez, Xavier, Muchielli, Laurent (dir.). *Les violences politiques en Europe, un état des lieux*. Paris : La Découverte, 2010, p. 7-28.

<sup>836</sup> *Ibid.*

<sup>837</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Explosion accidentelle à Gagny », 31 juillet 1982.

logique d'entraînement, mais à l'aune de l'absence d'articulation entre socialisation primaire (durant l'enfance) et secondaire (par l'événement)<sup>838</sup>. Les militants mentionnent des dispositions « rebelles » sur le plan scolaire (comme l'exclusion de leur lycée). Il se lit aussi un rapport problématique à la filiation et une quête de modèles. Le témoignage d'un militant, confirmé par sa compagne et d'autres témoins, politisé par Mai 1968, est traversé par des récits guerriers initiatiques transmis pendant son enfance, notamment par son grand-père. Le récit d'un militant de couple mixte, semble vouloir démontrer sa filiation arménienne, en se situant par rapport à l'héritage de Manouchian. Le plus jeune militant a été marqué par d'autres membres du groupe, plus âgés, et insiste sur le rôle formateur de Monte Melkonian. D'autre part, la possibilité de la lutte armée est envisageable en raison de la solidarité intra-communautaire et des réseaux diasporiques qui permettent les rencontres, par le biais des voyages par exemple. Selon Donatella Della Porta, les liens qui relient les acteurs les uns aux autres comptent plus que les dispositions individuelles<sup>839</sup>. Enfin, dans le passage à l'acte, il y a des facteurs d'insatisfaction, les pull factors (facteurs répulsifs) et les push factors (facteurs attractifs). La visibilité de l'activisme que représente l'ASALA a pu en enthousiasmer certains, voyant dans la lutte armée le moyen opportun de faire avancer la cause : le ressentiment face à l'inaction et la nécessité de réagir avant de disparaître disent les limites d'un militantisme traditionnel. J. évoque l'attraction que l'ASALA a pu représenter :

« L'ASALA est un formidable aimant, quand on a 18-19 ans [...]. Je ne veux pas idéaliser les choses et je ne veux pas en parler avec une nostalgie qui enjolive les choses, c'est un des risques. Mais il y a une telle forme d'excitation, de challenge, d'aventure, pas d'aventurisme »<sup>840</sup>.

---

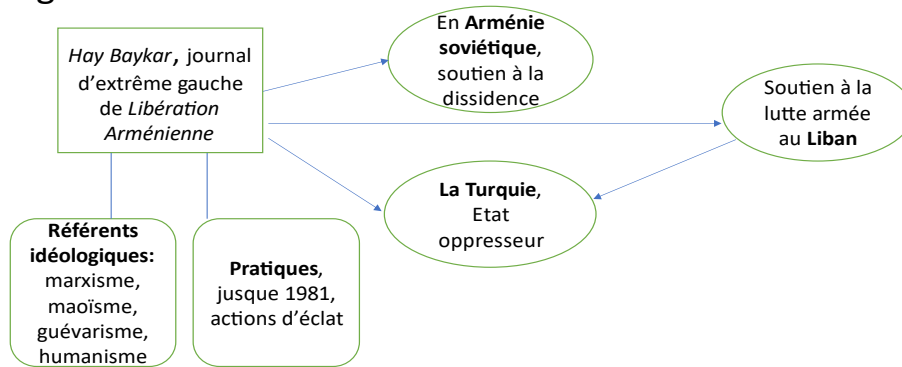
<sup>838</sup> Xavier Crettiez. « Introduction, penser la violence politique ». *Op. Cit.*

<sup>839</sup> Donatella Porta. « Mouvements sociaux, terrorisme et institutions ». In Lazar, Marc, Matard-Bonuci Marie-Anne (dir.). *L'Italie des années de plomb, le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris : Autrement, 2010, p. 164-177.

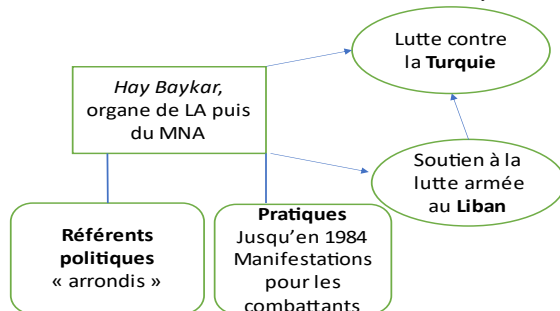
<sup>840</sup> Entretien avec J., juillet 2018.

MODÈLE CHRONO-SPATIAL DE LIBÉRATION ARMÉNIENNE DEVENUE LE MNA (1976-1988)

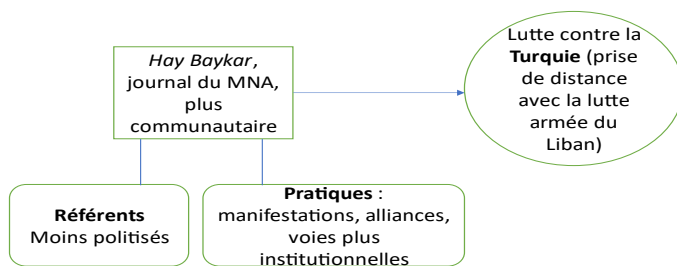
Phase 1. 1976-début 1980, un mouvement situé à l'extrême gauche



Phase 2. Fin 1980- fin 1982, le soutien à l'ASALA



Phase 3. Fin 1982 -1988, organe du MNA- FD (rupture avec l'ASALA)



## Conclusion du chapitre<sup>841</sup>

L'étude du mouvement politique Libération arménienne a été l'occasion de réfléchir aux connexions entre les différentes luttes dans le monde. Ce mouvement a cherché, au milieu des années 1970, à articuler le vertical – l'héritage endogène de lutte arménienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, couplé au traumatisme du génocide – et l'horizontal, à savoir l'inscription de la question arménienne dans les expériences protestataires exogènes des luttes radicales de l'extrême-gauche, française et internationale, par des réappropriations multiples donnant lieu à des situations de rencontres inédites. La pluralité des horizons géographiques et des mondes sociaux de ces acteurs aux appartenances multiples est à l'origine de recyclages et de décalages temporels dans l'adoption de référents et de pratiques. Certains modèles sont aisément reformulés et opératoires, comme l'assimilation de la Turquie à un État oppresseur et les Arméniens à un peuple opprimé, dans une logique anti-impérialiste. D'autres sont plus bricolés, comme en témoigne l'usage négocié du marxisme : au milieu des années 1970, cette théorie ne constitue plus un référentiel programmatique, mais elle est ajustée pour correspondre à une autre réalité que ce pourquoi elle a été conçue.

Insérés dans la communauté arménienne, diplômés, politisés par le contexte protestataire français et international, puis dynamisés par la lutte armée, les militants ont tenté de connecter les luttes entre elles. Paradoxalement, ce sont les plus imprégnés par ce contexte qui apparaissent comme les plus ardents défenseurs de la question arménienne. Ni repli, ni durcissement ne se dessinent ici, mais une reformulation de compétences militantes au service de la question arménienne. La conversion de leur soutien aux luttes mondiales d'émancipation (contre les dictatures militaires par exemple) à la lutte armée arménienne ne signifie pas rupture avec les premières. Toutefois, au début des années 1980, le réemploi des formes de lutte de l'extrême-gauche est abandonné, pour trouver plus d'écho auprès de la communauté et après une phase plus institutionnelle, le mouvement disparaît en 1988. Quant au basculement vers des formes plus dures du militantisme, il n'a concerné que quelques individus. L'itinéraire de ces militants correspond, en partie, à celui des militants d'extrême-gauche en France, quelques années plus tôt, en 1968. Si le mouvement n'a pas contribué à ancrer son projet révolutionnaire, il a participé à la réactualisation de la question arménienne et à éveiller l'intérêt des autorités françaises.

---

<sup>841</sup> Voir le modèle chrono-spatial de Libération arménienne, p. 222.



## Conclusion de la partie

L'étude des deux mouvements politiques arméniens qui occupent la rue dans les années 1970, a été l'occasion d'observer la recomposition continue des appartenances en diaspora. Inscrits dans une pluralité d'espaces, les militants ne sont pas seulement porteurs d'une histoire passée, trouée par le génocide, ni tournés uniquement vers la France. Ils sont réceptifs aux horizons de l'ailleurs, diasporique et mondial. Aussi leurs appartenances sont bricolées. Les Arméniens collent des bris : ils rassemblent des morceaux épars d'histoires multiples, qui se croisent, se rencontrent sans se diluer, jettent un pont entre le passé et le présent et entre les espaces. À la manière des artisans, ils recousent des bouts, avec beaucoup d'ingéniosité. Le bricolage n'est pas une simple imitation, il nécessite d'être inventif, de s'adapter, de creuser des expérimentations, qui en font des acteurs à part entière. L'assemblage de ces tesselles issues d'espaces multiples tisse une autre chronologie de leur lutte dans la rue, décalée de quelques années par rapport à la périodisation canonique des luttes en France, situées entre le début des années 1960 et 1981, elle commence et s'achève un peu plus tard, entre 1970 et 1985. En diaspora, l'écho de la lutte armée, à partir de 1975, reconfigure la lutte. En France, l'usage de références endogènes, comme la langue arménienne, les alliances avec d'autres peuples, l'attachement à l'Église, cohabitent avec des références exogènes, plus prégnantes, qui se télescopent. Ces processus de croisements et de réappropriations sont à l'origine d'hybridations. Le réemploi du socialisme par le parti *Dachnaksoutioun* et des horizons de l'extrême-gauche, comme le marxisme et le tiers-mondisme, par Libération arménienne, creusent des sillons. Aussi les trajectoires des subversions ne suivent pas un parcours linéaire, mais un cheminement labile, irriguant dans leurs itinérances des distorsions et laissant de côté des sédiments. À l'échelle locale, les dynamiques militantes reposent sur des solidarités amicales, denses à Lyon au sein de la mouvance *dachmak* et à Paris, à Libération arménienne. La grille de lecture générationnelle a constitué un outil indéniable, mais incomplet, pour rendre compte de l'évolution de ces parcours d'acteurs. La première moitié des années 1970 est marquée par un bouillonnement des idéaux d'émancipation, la deuxième moitié des années 1970 voit s'ancrer les deux mouvements politiques dans l'espace public. L'institutionnalisation de la lutte s'opère au milieu des années 1980. L'étude des mobilisations de descendants d'une population immigrée, victime d'un génocide, valide le fait que leurs appartenances se modifient selon un contexte pluriel, signe d'un rapport fragmenté aux temporalités, dont les actions manifestantes, objet de la partie suivante, portent la trace.

### **PARTIE III. DES MOBILISATIONS DE RUE QUI RACCOMMODENT LES ESPACES. 1970-1985**

Les parties précédentes ont permis de saisir les acteurs sur plusieurs scènes, en emboîtant les échelles de leurs appartenances, pour tenter d’appréhender leur rapport à l’action manifestante, objet de cette partie. Les mobilisations de rue constituent un observatoire privilégié, permettant de saisir « par le bas » comment les Arméniens portent la question arménienne dans l’espace public. Il s’agit, à partir d’une recherche empirique, de contribuer à enrichir la notion de diaspora et d’établir des singularités arméniennes, en quittant les discours et en saisissant les hommes en action, par l’étude des formes et des évolutions de leurs performances de rue, à la confluence de plusieurs arènes. À travers elles, les militants pratiquent concrètement un engagement transnational sur le terrain, qui s’exprime par une mutualisation des ressources, à l’origine d’une « cacophonie »<sup>842</sup>, dont il importe de démêler les fils, pour en dénouer les mécanismes. Malgré la distance, les Arméniens dispersés dans le monde s’expriment ensemble dans l’espace public, lors des cérémonies du 24 avril et à l’occasion d’autres événements, par un mimétisme circulatoire, prenant une forme qui s’impose parfois plus qu’une autre, selon les aspérités du temps. Nulle quête d’une quelconque « action source » ne nous a guidés. D’une part, parce que les origines des actions sont plurielles et d’autre part, l’action originelle n’existe pas, elle est elle-même le produit de réaménagements. C’est le processus de transformation que les militants impulsent aux actions, qui ont voyagé par-delà les frontières, qui est au cœur de notre recherche. Aussi, plus qu’à l’origine du répertoire détourné, nous nous intéresserons à sa recomposition, pour « dépayser ses critères d’analyse, en les mesurant aux effets du lointain »<sup>843</sup>.

Notre hypothèse de travail repose sur une forme de paradoxe : les Arméniens, en se mobilisant pour inscrire la question arménienne dans la rue, poursuivent leur ancrage en diaspora. En effet, ils regardent ailleurs, du côté de leurs territoires d’origine, du territoire diasporique et ici, en France, où ils se sont sédentarisés. Ces rencontres<sup>844</sup>, qui mobilisent d’autres mondes en protestations, reflètent leur malléabilité et leur capacité d’adaptation. Ainsi des dynamiques de l’ici et de l’ailleurs se distillent dans leurs pratiques, empêchant toute

---

<sup>842</sup> Martyne Perrot. « Quand faire sien, c’est faire autrement ». *Op. cit.*

<sup>843</sup> Jean-Paul Zúñiga (dir.). Stéphane Baciocchi, Isabelle Backouche, Jean Baumgarten, Philippe Boutry, et al. *Pratiques du transnational. Terrains, preuves, limites*. Centre de recherches historiques. La Bibliothèque du Centre de recherches historiques, 2011.

<sup>844</sup> Christine Chivallon. « Pluralité des modèles diasporiques pour penser l’expérience noire des Amériques ». In Anteby-Yemini, Lisa, Bertholomière, William, Scheffer, Gabriel. *Les diasporas, 2000 ans d’histoire*. PUR : Rennes, 2005, p. 321-332.

appartenance fixe. Les militants s'ouvrent à des performances brassées, reformulées, sans être imitées, ni copiées, puis détournées et remodelées, qui font advenir la question arménienne, autant que les discours. Nous nous proposons d'opérer par coups de sonde, en étudiant ce qui, dans chaque action manifestante, est le reflet d'influences croisées, pour comprendre comment se pratique l'expérience collective du militantisme dans un territoire qui n'est pas celui d'origine<sup>845</sup>. Ces dynamiques arméno-françaises sédimentées investissent une pluralité d'espaces. En effet, l'espace occupé constitue une ressource et un enjeu, qui agit sur les mobilisations et qui en retour est modifié par elles, en interaction avec les acteurs<sup>846</sup>.

L'extériorisation de la question arménienne dans la rue s'observe à partir de 1965. Le cinquantième anniversaire du génocide et l'ancrage déjà pluri-décennal des Arméniens dans les lieux diasporiques rendent possible le rassemblement dans l'espace public, en Arménie soviétique et en diaspora. En France, les actions manifestantes arméniennes s'inscrivent dans un contexte de forte mobilisation, la longue décennie des années 1970. Elles inaugurent un nouveau cycle. Isabelle Sommier caractérise un cycle, d'après les travaux de Sydney Tarrow<sup>847</sup>, par « l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées, mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles, de nouvelles interprétations du monde et idéologies, l'extension du répertoire d'action. Tout cycle suivrait trois phases »<sup>848</sup> : l'ascendance, la radicalité, la stabilisation. En raison, toutefois, de la dimension relationnelle des mouvements politiques arméniens, perméables à l'ailleurs, la chronologie du cycle en est quelque peu altérée. Trois questions guideront notre réflexion. Quelle chronologie structure ces actions de rue ? Quelles dynamiques métissées, hybrides et transnationales les parcourent ? Quels échos trouvent-elles ? La première moitié des années 1970 est irradiée par les circulations protestataires d'autres espaces. La deuxième moitié des années 1970 se caractérise, dans le contexte de la lutte armée, par une diversification des pratiques protestataires. La première moitié des années 1980 connaît une multiplication des manifestations de rue canoniques.

---

<sup>845</sup> Stéphane Dufoix. « La structuration de l'expérience collective à l'étranger ». *Les Diasporas. CEMOTI*, 2000, n°30, p. 319-332.

<sup>846</sup> Hélénes Combes, David Garibay, Camille Goirand (dir.). *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour protester*. Paris : Karthala, 2016.

<sup>847</sup> Sydney G. Tarrow. *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 2011.

<sup>848</sup> Isabelle Sommier. « Le processus de diffusion de révolte juvénile de 1968 ». *Jeux d'échelles. Histoire@politique*, 2008/3 (n°6), p. 7-20.

## Prologue. Les Arméniens dans la rue, le 24 avril 1965

-Avant 1965, les lieux clos des pleurs

À la différence d'autres journées de commémoration, spécifiques à des organisations politiques, la commémoration du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman, le 24 avril, est retenue comme journée de deuil par tous les Arméniens. La première génération d'Arméniens, arrivée en France durant les années 1920 et déracinée par l'exil, commémore le génocide dans l'entre-soi. Après-guerre, ces formes se maintiennent. Les cérémonies se déroulent dans des salles, ainsi la salle Cadet ou la salle du *Petit Journal* à Paris, la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement ou la Bourse du travail à Lyon, parfois dans des édifices religieux. Elles sont toujours placées sous le signe du deuil. L'expression *Sekadon*, ou « commémoration de deuil » en arménien, est d'ailleurs communément employée pour désigner l'événement. Les cérémonies sont qualifiées par les autorités françaises de « réunion commémorative organisée en l'honneur des victimes arméniennes des massacres du 11 (24) avril »<sup>849</sup>, en référence au calendrier géorgien. Elles donnent lieu à des déclamations de poèmes, assorties de l'interdiction d'applaudir pour l'auditoire, et à une minute de silence. Prise de parole, partition musicale, présence de personnalités arméniennes, parfois issues d'autres espaces de la diaspora, ou françaises, comme le professeur Feydit en 1964 à Paris, sont des caractéristiques communes à d'autres communautés arméniennes de la diaspora et à d'autres communautés endeuillées. À Paris, elles sont organisées par « l'Union des orphelins majeurs arméniens de guerre »<sup>850</sup>, liée au parti *Dachnaktsoutioun*, et à Lyon, par l'Union nationale et l'Éphorie des Églises arméniennes de Lyon et ses environs. Dans les deux villes, des messes sont organisées dans les édifices religieux français, la veille ou le lendemain du 24 avril, témoignant d'une forme de solidarité chrétienne, à Lyon, à la basilique de Fourvière, et à Paris, à Notre-Dame.

Les commémorations se déroulent sans incident et dans un registre funèbre, comme en attestent les sources internes et externes (presse arménienne, témoins interrogés et rapports des RG), qui soulignent le poids de la souffrance qui imprègne les cérémonies et la solennité des discours qui les accompagnent. Georges s'y rend avec son grand-père, à Lyon, dans des lieux fermés. Il évoque leur gravité, leur nécessité et le besoin de les faire évoluer :

« Mon enfance, elle a été baignée par les 24 avril, les arrières-salles, à Lyon, c'est Victor Hugo, il y avait les discours hyper classiques de quelques hommes qui avaient bu le lait direct, voire qui étaient eux-mêmes les

---

<sup>849</sup> APP. BA2327, Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Rapport des RGPP, 26 avril 1952.

<sup>850</sup> APP. BA 2327, Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RG : « Commémoration des massacres de 1915 », 12 avril 1963.

survivants, avec une partie artistique qui nous faisaient grincer les oreilles. J'ai acquis en même temps cette nécessité de se retrouver pour commémorer, se souvenir, mais en même temps la détestation de cette forme »<sup>851</sup>.

Ces cadres normés s'expliquent en raison du respect dû aux morts sans sépulture et vis-à-vis de la société d'accueil, envers laquelle les Arméniens sont reconnaissants, même si les premières années d'installation ne furent pas aisées<sup>852</sup>. Séta, qui est allée convaincre les commerçants de fermer boutique le 24 avril, dans le cadre du CEA, indique :

« Jusqu'en 1965, nous étions cachés, n'est-ce-pas, les Arméniens pleuraient leur douleur chez eux, il fallait s'intégrer »<sup>853</sup>.

On peut aussi émettre l'hypothèse que la répression des manifestations en France, comme celle de Charonne le 8 février 1962, est un obstacle à la saisie de niches pour une manifestation de rue.

Métonymie de la protestation, la rue constitue en France une opportunité pour revendiquer depuis le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>854</sup>, comme l'analyse Danielle Tartakowsky, et le deuil peut être l'occasion de protester<sup>855</sup>. La commémoration, cette « dramaturgie de la mémoire destinée à un public par le moyen d'un rituel »<sup>856</sup>, comprenant des acteurs tournés vers le deuil et les affects, est centrée autour d'une séquence reproductible, repérable d'une année sur l'autre. Après l'échec des rapatriements en Arménie soviétique, l'ancrage en France est perçu comme définitif par les immigrants et leurs enfants, progressivement naturalisés. La deuxième génération s'autorise davantage à extérioriser le deuil que la génération précédente. La diversité des qualifications qui nomment la célébration de cette mémoire traumatique, centrale chez les descendants des victimes du génocide, reflète la multiplicité des fonctions qui sont allouées à la commémoration, à la fois rituel de deuil (« Crime d'avril »<sup>857</sup>, « cérémonies commémoratives du cinquantième des massacres arméniens »<sup>858</sup>) et expression d'action collective (« manifestations »<sup>859</sup>). Cette pratique sociale, qui regroupe la communauté rassemblée en public dans le but de rendre hommage à ses morts, peut être l'occasion de revendiquer. Les

---

<sup>851</sup> Entretien avec George Képénékian, mars 2018.

<sup>852</sup> Boris Adjemian. *Les Petites Arménies*. Op. cit.

<sup>853</sup> Entretien avec Séta Kapoïan, décembre 2018.

<sup>854</sup> Danielle Tartakowsky (dir.). « Ordre et désordres politiques : de la révolte à la 'manif' ». *Histoire de la rue, de l'Antiquité à nos jours*. Paris : Tallandier, 2022, p. 289-373.

<sup>855</sup> Emmanuel Fureix. *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique. 1814-1840*. Paris : Champ Vallon, 2009.

<sup>856</sup> Gérard Namer. *La commémoration en France*. Paris : L'harmattan, 1987.

<sup>857</sup> *Haratch* n°10283, 14 avril 1965.

<sup>858</sup> PP. BA2327, Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RGPP : « Cérémonies commémoratives du cinquantième des massacres arméniens », 22 avril 1965.

<sup>859</sup> *Le Progrès*, 23 avril 1965.

témoins évoquent leur volonté de transformer le deuil en lutte, comme Robert T., militant au parti *Dachnaksoutioun*, actif à Vienne et à Lyon :

« Je supportais difficilement, très sincèrement, ces cérémonies, qui étaient pour moi des cérémonies franchement larmoyantes. Pour moi le 24 avril, ça a été très rapidement, ça devait être quelque chose de très revendicatif et de très politisé »<sup>860</sup>.

#### -Le 24 avril 1965 : un rassemblement de rue transnational

En France, en diaspora et en Arménie soviétique, on observe qu'à partir du cinquantième anniversaire du génocide, la nature et les formes des commémorations évoluent, en prenant une dimension revendicative qu'elles ne revêtaient pas jusqu'alors. Elles se déroulent de plus en plus souvent « hors-les-murs », par des rassemblements de rue qui rendent visible la question arménienne. En effet, la cérémonie du 24 avril 1965 a été activement préparée. Le 24 avril étant un samedi, les conditions sont réunies pour que les participants soient plus nombreux. Pour la première fois en France, l'Église, ouverte, appelle à commémorer de manière unitaire le génocide, par l'union des trois partis politiques, la JAF-UCFAF et le CEA, alors qu'auparavant les cérémonies se faisaient sous le signe de la division. Le Comité de commémoration des massacres arméniens se réunit dans les locaux de l'église arménienne de la rue Jean Goujon à Paris. Il est composé des délégués des principales associations arméniennes et des représentants du parti *Dachnaksoutioun*, sous l'autorité spirituelle des chefs de l'Église arménienne de France, qui supervisent les cérémonies. Les Arméniens sont invités à cesser toute activité. Chaque jour du mois d'avril, le journal *Haratch* consacre un article sur le génocide.

Deux dynamiques transnationales traversent le cinquantième anniversaire du génocide. En premier lieu, la mise en avant du génocide sur la place publique passe par des marqueurs spatiaux, présents dans plusieurs pays de la diaspora. Parmi ceux-ci, la fermeture des magasins arméniens, qui se pratique depuis 1962 en France à l'initiative du CEA, avec une affichette apposée, expliquant les raisons de ce choix<sup>861</sup>. Elle traduit concrètement l'expressivité des revendications face au crime du génocide impuni. En effet, les magasins ont pignon sur rue, ils offrent une visibilité à ce qui veut être communiqué. La matérialité de la fermeture et le texte qui l'accompagne donnent à voir : le badaud français a ainsi accès à l'information. Le sens de cette action en est d'autant plus démultiplié que les Arméniens sont nombreux alors à être des commerçants et à posséder une boutique. L'affichette, dont *Haratch* publie le texte, appelant

---

<sup>860</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

<sup>861</sup> Voir annexes photo n°1 p. 461.

les commerçants à fermer, s'adresse aux Français, aux Arméniens, aux Turcs et au monde. Elle a une double dimension commémorative et revendicative.

Cette pratique de la fermeture des magasins est l'objet d'une double circulation, au sein de l'espace de la diaspora arménienne et en France, entre communautés diasporiques. En effet, les Arméniens du Liban, dont est issu Georges Khahigian, fondateur du CEA, l'utilisent. Ainsi à Beyrouth en 1965, les boutiques sont fermées pour deux jours et les annonces, collées, indiquant la fermeture, le sont en arménien, en arabe et en français. D'autres communautés endeuillées en France, comme les Juifs, ferment leurs magasins en signe de deuil pour entretenir la mémoire de leur génocide et apposent une affiche explicative, comme l'analyse Simon Perego<sup>862</sup>. La proximité géographique et professionnelle des commerçants juifs et arméniens dans certains quartiers parisiens, comme Belleville ou le Sentier, a pu favoriser la diffusion de ces pratiques. Après-guerre, la shoah et le génocide des Arméniens sont activement commémorés au sein de chaque communauté. La date du 19 avril, qui commémore le soulèvement du ghetto de Varsovie et la Shoah, proche du 24 avril, a pu contribuer à rapprocher les deux deuils. À partir de 1965, la presse juive évoque, certes occasionnellement, le génocide des Arméniens, signe que sa visibilité dans l'espace public trouve un écho. D'autres marqueurs spatiaux investissent la rue parisienne, réceptacle de requêtes. Dans les jours qui précèdent, un activisme de grande ampleur se déploie. L'usage de caliquots, dans le Quartier latin et à la Cité universitaire<sup>863</sup> ; de peintures, sur les marches du métro et de tracts liés au 24 avril<sup>864</sup>, diffusés un mois avant la date anniversaire, sont attestés. Ainsi un militant du parti *Dachnaksoutioun* est interpellé pour en avoir distribué. Fait inédit, ils nomment expressément le génocide et le chiffrent, de 1.5 à 2 millions selon les supports.

L'autre aspect de la dimension transnationale des manifestations se traduit par la présence physique, groupée et nombreuse, des Arméniens, dehors, partout où ils vivent. Les cérémonies rassemblent les foules : à Erevan, en Arménie soviétique, 200 000 personnes sont dans la rue, à Beyrouth, au Liban, 85 000 personnes assistent à un meeting dans le stade Camille Chamoun. En Égypte, une manifestation de masse se déploie dans les rues du Caire sous le haut patronage des hauts dignitaires religieux<sup>865</sup>. La connaissance des rassemblements des Arméniens circule, comme entre Erevan et Beyrouth<sup>866</sup>. Les informations se diffusent par voie

---

<sup>862</sup> Simon Perego. *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944-1967)*. *Op. cit.*

<sup>863</sup> Voir en annexes, photo n°2, p. 461.

<sup>864</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RG : « Le terrorisme arménien », 1980.

<sup>865</sup> Arakel Artarian. « 24 avril. Il y a 10 ans : le cinquantenaire ». *Arménia* n°4, avril 1975, p. 15-16.

<sup>866</sup> AMAE. Direction d'Europe-URSS (1961-1965), 208 QONT/390. Questions administratives et contentieuses, Correspondance entre Pierre-Louis Falaize, ambassadeur de France au Liban, au ministre des Affaires étrangères, Beyrouth, 30 septembre 1965.

de presse. Ainsi *Haratch* reproduit l'article d'*Atzag*, journal du parti *Dachnaksoutioun* au Liban<sup>867</sup>, qui informe du déroulement des cérémonies à Beyrouth. À Paris, 10 000 personnes<sup>868</sup>, sur les 40 000 Arméniens de la région parisienne, se rassemblent dans la rue en fin d'après-midi, à l'Arc de triomphe, après la messe à l'église apostolique arménienne de la rue Jean Goujon.

En plus de la date anniversaire, l'ancienneté de l'ancrage en diaspora depuis plusieurs décennies a familiarisé les Arméniens avec le territoire qui les a accueillis. En outre, depuis 1961, le dépôt de gerbes à l'Arc de triomphe<sup>869</sup>, organisé par les représentants des anciens combattants arméniens des deux guerres mondiales<sup>870</sup>, constitue une opportunité matérielle pour se regrouper. Déclarée en 1945, l'association comprend 1000 membres. L'existence d'une nouvelle génération d'anciens combattants arméniens de la guerre d'Algérie a pu contribuer à fournir une occasion pour se rassembler, dont se saisissent peu à peu les participants arméniens. Le tombeau du Soldat inconnu symbolise un hommage à tous les morts, dont le corps n'a pas été identifié, et les morts du génocide des arméniens n'ont pas eu de sépulture. Il rappelle aussi la Première Guerre mondiale, cadre dans lequel s'est déroulé le génocide des Arméniens. L'Arc de triomphe, enfin, est un symbole national de patriotisme en France. Il confère à la cérémonie une dimension « mi-funéraire [...] et mi-militaire. [...] mi-civile [...] et mi-religieuse »<sup>871</sup>, en partie caractéristique de sa réappropriation par les Arméniens. « Haut lieu de la mémoire nationale »<sup>872</sup>, il est investi par d'autres communautés endeuillées, comme les Juifs. La cérémonie permet ainsi d'avantage d'attirer l'attention des Français ou des touristes que des discours<sup>873</sup>. Après le rassemblement au métro George V, les Arméniens se rendent ensuite autour de l'Arc de triomphe à 18 heures, où une fanfare militaire est présente, et la police fait cesser la circulation automobile pour laisser passer les 10 000 Arméniens<sup>874</sup> silencieux. Si la cérémonie arménienne se rapproche de la cérémonie française du 11 novembre, par les discours, le dépôt de gerbes, la présence d'une fanfare, la participation des enfants (du collège arménien Samuel Moorat), le marquage visuel arménien dans l'espace urbain parisien est visible par la présence de drapeaux tricolores arméniens (rouge, bleu, orange), symboles de la

---

<sup>867</sup> *Haratch* n°10297, 2 mai 1965.

<sup>868</sup> Chiffre donné par tous les militants interrogés. Voir la photo à la fin de ce prologue.

<sup>869</sup> *Haratch* n°4538, 26 avril 1961.

<sup>870</sup> AN. 19870799/29. Dossier 1018, Association des anciens combattants. Synthèse des RGPP : « Association des anciens combattants volontaires arméniens de l'armée française et des anciens combattants de la guerre 1939-1945. FFI et résistants arméniens », janvier 1962.

<sup>871</sup> Jean-Yves Le Naour. *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*. Paris : Gallimard (Coll. « Découvertes Gallimard »), 2008.

<sup>872</sup> Simon Perego. *Pleurons-Les... Op. cit.*

<sup>873</sup> *Haratch* n°9996, 28 avril 1964.

<sup>874</sup> *Haratch*, n°10293, 27 avril 1965.



république indépendante de 1918-1920. À Lyon, après la messe le matin, à l'église arménienne Saint-Jacques de la rue Boileau et la cérémonie en salle l'après-midi, les Arméniens se rendent en défilé au monument aux Soldats lyonnais morts pendant la Première Guerre mondiale, au parc de la Tête d'or.

Trois principales caractéristiques de cette sortie dans la rue à Paris se dessinent : la présence arménienne dans l'espace public, le rassemblement et l'effectif imposant. La reconstitution du cheminement de la prise de possession de la rue n'a pas été aisée, en raison de la rareté des sources. En effet, le déroulé de la commémoration est annoncé par un rapport des RGPP, il n'est toutefois pas l'objet d'un compte rendu et aucun média national ne s'en fait l'écho. Les articles parus alors portent sur l'historique du génocide et sont publiés la veille de la commémoration<sup>875</sup>. Les liens économiques et diplomatiques entre la France et la Turquie, membre de l'OTAN, qui envisage des perspectives d'adhésion à la CEE depuis 1963, peuvent éclairer en partie ce silence. À Paris, un extrait du film du CEA, le compte rendu de *Haratch* et la quinzaine de témoins interrogés s'accordent sur le fait que la foule regroupée dans la rue est nombreuse.

Cette sortie de rue est-elle une manifestation ? Quelques centaines de mètres environ séparent le lieu de rendez-vous, le métro George V, du lieu de destination, l'Arc de triomphe. La marche est brève, il semble que les participants marchent sur un bout de l'avenue des Champs-Élysées, puis occupent la place des Champs-Élysées. Ensuite, le passage durable sur la chaussée n'est pas évident dans les souvenirs. Enfin, les participants n'ont aucun équipement matériel de la manifestation, ni pancartes, ni banderoles et ils sont silencieux. Ainsi, selon les trois critères canoniques de la manifestation, un déplacement vers un lieu de revendication, l'occupation durable de la chaussée, l'expression d'une opinion politique par le biais de marqueurs matériels, cette action ne s'apparente pas à une manifestation. Pourtant, la première condition d'une manifestation de rue est attestée : les Arméniens, nombreux, font corps ensemble, par leur regroupement dense dans une place publique, un espace urbain central et ouvert, qui communique aux autres une question non résolue, et donc politisent par cette présence physique l'espace. Il s'agit, comme l'affirme Dikran, d'« embêter la Turquie »<sup>876</sup>. Il n'y a donc pas de réveil d'une mémoire du génocide<sup>877</sup>, qui était déjà présente. Ce qui est nouveau en diaspora est la visibilité des Arméniens, qui témoigne d'une forme de victoire sur la Turquie.

---

<sup>875</sup> *Le Monde*, 23 avril 1965. *Combat*, 23 avril 1965.

<sup>876</sup> Entretien avec Dikran Tchertchian, février 2019.

<sup>877</sup> Simon Perego. *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944-1967)*. Op. Cit.

## -Retour sur expérience des acteurs

Une mémoire collective, ensemble de souvenirs communs reconstruits et mythifiés<sup>878</sup>, s'élabore autour de cet anniversaire, comme étant en rupture avec les précédents, permettant d'affirmer un nouveau paradigme, celui de la revendication, à partir d'un deuil, tournée vers l'extérieur, même si la manifestation est une esquisse, à l'état d'embryon. En effet, cette ébauche, imprégnée de dignité contenue, s'explique en raison de l'intériorisation d'un faisceau de contraintes, dû au respect vis-à-vis de la France. Dans les entretiens, la représentation que se font les témoins du regard français est un obstacle à une action plus offensive. Beaucoup parmi eux n'osent pas fermer boutique, par crainte aussi de perdre des clients français. Robert D., du CEA, à Lyon, précise :

« On se dit "pourquoi on reste en vase clos ?". Personne ne nous connaît. Il faut sortir à l'extérieur et comme on est associé, on le fait avec l'Église et toutes les associations [...]. Son épouse ajoute } {Les autres avaient très peur, les anciens, ils étaient prudents, on s'est bagarré pour obtenir ça, il a fallu frapper aux portes} »<sup>879</sup>.

Le regroupement dense des Arméniens assemblés exerce sur le temps court une valeur performative sur les participants. Il fait se nouer des interactions, les Arméniens se retrouvent, se comptent, ainsi Claude, né en 1942 à Paris, indique :

« Quand les gens sont venus à l'Église, on s'est mis à vendre la brochure, j'ai eu un sentiment de panique de voir cette foule, de me dire, on y est pour quelque chose, ça m'a fait peur. C'était silencieux. Quand quelqu'un soulevait une affichette, les flics, ils interdisaient. Les gens à l'extérieur, ils n'ont jamais su de quoi il s'agissait. Une foule immense, il n'y a jamais eu ça, tous les anciens et tous les jeunes, une prise de conscience mondiale, une prise de conscience collective. Je crois qu'on a démarré autour de la place, il n'y avait pas de défilé, sans manifestation, ce n'était même pas une manifestation, c'était un regroupement, vers la flamme »<sup>880</sup>.

Malgré l'absence d'effet de la présence arménienne dans la rue sur l'opinion française, le témoin insiste sur l'effectif imposant, qui provoque un étourdissement, voire un vertige. Faire nombre dehors, c'est affirmer une dynamique de groupe, qui prend conscience de sa force collective, comme l'exprime Tikran, qui répète deux fois le nombre d'Arméniens présents :

« On a fait à peu près un comptage, qui donnait 10 000 personnes. C'est vrai que quand je regardais, je montais sur les bancs pour regarder, je voyais 10 000 personnes. Ça faisait du monde. On n'a pas marché. Je me rappelle, [on a] tourné un peu pour examiner, pour voir comment on est, pour discuter avec les connaissances. Je suis devant, autour de l'Étoile. Au début on était très peu et après on a vu venir, de tous les trous qui montaient,

---

<sup>878</sup> Sarah Gensburger, Sandrine Lefranc (dir.). *La mémoire collective en question (s)*. Paris : PUF. 2023.

<sup>879</sup> Entretien avec Robert Donikian, février 2018.

<sup>880</sup> Entretien avec Claude Manoug Atamian, avril 2018.

les petites souris arméniennes ! »<sup>881</sup>.

Si le résistant communiste Guy Ducoloné mentionne le génocide, le 30 juin 1965 à l'Assemblée nationale, il semble que la perception de la rue comme espace de dévoilement du deuil et de possibles revendications, à Paris et à Lyon, n'est éprouvée que par la communauté arménienne. En 1975, un article d'*Arménia* note, à propos des cérémonies du 24 avril 1965, que « leur timidité et leur réserve ne permirent pas un grand retentissement »<sup>882</sup>. Le potentiel éruptif de la rue et l'expression d'une dynamique collective visible pour autrui ne semblent avoir agi que dix ans plus tard sur la politisation de la question arménienne, avec les actes de lutte armée.

### Les Arméniens dans la rue, le 24 avril 1965.



Source. Film du CEA, *Arménie 1915*, archives privées de Jacques Sarafian.

---

<sup>881</sup> Entretien avec Tikran Shirvanyan, février 2019.

<sup>882</sup> Arakel Artarian. « 24 avril. Il y a 10 ans : le cinquantenaire ». *Arménia* n°4, avril 1975, p. 15-16.

## **Chapitre 6) Des actions manifestantes irradiées par les circulations protestataires.**

### **Première moitié des années 1970**

Avec les événements de Mai 1968, la France incarne un espace clé de la protestation. Cependant, un double décentrement s'est avéré nécessaire. Il a d'abord consisté à déplacer le regard vers d'autres espaces contestataires, où circulent acteurs, textes, expériences et pratiques. L'opposition à la guerre du Vietnam, qui permet de nouer des solidarités transnationales, élabore ainsi une première mondialisation des pratiques politiques de la jeunesse, par une mutualisation des ressources. En outre, l'historiographie a renouvelé ses ruptures chronologiques, en remontant plus en amont (1962, fin de la guerre d'Algérie) et en prolongeant plus en aval (1981, l'arrivée du PS au pouvoir en France) l'épisode contestataire, pour en étirer ses bornes. L'unité de la séquence arménienne étudiée dans ce chapitre trouve son origine dans son encastrement dans le moment qui suit Mai-Juin 1968 et le début de la lutte armée, en 1975. En effet, à partir de 1970, les autorités françaises notent que les actions des Arméniens en France préoccupent de plus en plus la Turquie (elles évoquent aussi l'année 1972, voire 1973). Ce chapitre propose de montrer en quoi les pratiques manifestantes, menées par les militants arméniens au début des années 1970, constituent un point d'intersection reliant de nombreux espaces protestataires. Ces pratiques se situent en effet à l'interface d'actions de mouvements d'extrême-gauche en France, de mouvements d'autres pays traversés par des poussées révolutionnaires et d'actions d'autres Arméniens de la diaspora, possible par la mise en relation d'étudiants, français, étrangers et arméniens en France. La sociologie des mobilisations montre tout l'intérêt à réfléchir en termes de réseaux et d'interactions et non d'organisations<sup>883</sup>. Ces passeurs<sup>884</sup> de symboles et de gestes, poly-engagés, sont reliés par des liens d'interconnaissance, amicaux et familiaux, par le biais d'un lieu, la MEA, et d'une association, l'UEAE. Ils mettent en œuvre des actions manifestantes qui dépassent les frontières. Nulle quête d'un « avant » et d'un « après » ne nous guidera, pour déterminer une quelconque influence ou imitation, car la co-présence d'actions n'implique pas toujours la diffusion, mais la saisie de mobilisations interdépendantes entre acteurs de champs parfois différents<sup>885</sup>.

La spécificité des militants arméniens par rapport aux militants occidentaux est qu'ils ne sont pas en quête d'identifications lointaines, puisqu'ils sont issus eux-mêmes d'espaces du

---

<sup>883</sup> Frédéric Sawicki, Johanna Siméant. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant ». *Op. cit.*

<sup>884</sup> Boris Gobille. « Introduction. Circulations révolutionnaires ». *Op. cit.*

<sup>885</sup> Isabelle Sommier. « Le processus de diffusion de révolte juvénile de 1968 ». *Op. cit.*

lointain, qu'ils examinent à travers le filtre de leurs projections, reformulées. Aussi les passerelles en sont facilitées. Nous souhaitons établir une socio-histoire des contagions protestataires des actions de rue arméniennes au début des années 1970, qui inaugure un cycle sous l'égide d'une histoire des mondes en lutte et contribue à émanciper les Arméniens. Si les Arméniens sont présentés comme étant respectueux envers la France, l'ancrage plus ancien en diaspora est à l'origine d'évolutions, comme un témoin, en janvier 1974, un article de *Haiïastan*, qui affirme, dans l'optique de la préparation du soixantième anniversaire du génocide des Arméniens, que les « les Arméniens se débarrassent du complexe de réfugié »<sup>886</sup>.

Toutefois, l'étude des manifestations de la diaspora arménienne est confrontée à un triple enjeu sur le plan épistémologique. Il s'agit, d'une part, d'éviter d'attribuer mécaniquement ces pratiques aux propriétés de leurs auteurs et à leur contexte, qui est pluriel. D'autre part, après Mai 1968, les pratiques manifestantes commencent à être plus documentées, en raison de l'intérêt renouvelé de la police pour les milieux d'extrême-gauche, le chercheur doit donc être attentif à ne pas voir dans l'existence de comptes rendus le signe de leur multiplication. Le troisième écueil à éviter est de tenter de coller la chronologie de ces actions arméniennes sur les actions protestataires françaises et internationales. La focale sur deux manifestations du 24 avril et sur deux actions manifestantes permettra de mettre à jour les mécanismes à l'œuvre dans le transnationalisme en actes, pour faire émerger les soubassements et les ramifications du répertoire d'action manifestant et construire la fabrique des formes circulatoires des revendications. L'étude des manifestations à l'occasion du soixantième anniversaire du génocide des Arméniens sera l'occasion de montrer en quoi elles constituent un répertoire transnational.

---

<sup>886</sup> « Avis aux lecteurs ». *Haiïastan* n°344-345, décembre-janvier 1974, p. 1-3.

## A) À Paris, se saisir du temps commémoratif pour manifester contre la Turquie

Les commémorations du 24 avril 1970 et 1971 à Paris se transforment en manifestations, dont les formes se rapprochent de celles en usage en France. Elles se caractérisent aussi par la poursuite des revendications dans le temps qui suit la manifestation. Pourtant, après le rassemblement dans la rue, le 24 avril 1965, la deuxième moitié des années 1960 comporte peu d'actions arméniennes dans la rue. Le journal du *Nor Seround, Haiastan*, le déplore. Il souhaite ainsi que les cérémonies du 24 avril portent des revendications et soient ouvertes sur l'extérieur : « ces journées commémoratives doivent cesser d'être des occasions de nous recueillir exclusivement entre nous, rien que pour user, par nos pleurs, nos murs des lamentations, mais servir surtout à faire connaître à nos amis français »<sup>887</sup>. Des tentatives de manifestations sont menées pour protester contre la Turquie. En 1966, un membre du CEA, fait mention dans son entretien, d'un sit-in, organisé par le bouche-à-oreille, le samedi 23 avril, après le dépôt de gerbes à l'Arc de triomphe. La police vient ensuite déloger les protestataires. On n'en trouve, cependant, aucune trace, ni dans la presse arménienne, ni dans les rapports des RG. L'année suivante, le 24 avril 1967, à Paris, après le ravivage de la flamme à l'Arc de triomphe, une vingtaine de jeunes Arméniens se dirige pour la première fois vers une représentation diplomatique turque en France. Selon *Haratch*, les jeunes vont vers « l'ambassade » (*tesbanoutioun*) de Turquie, pour « une manifestation silencieuse de protestation »<sup>888</sup>. Selon les RGPP, ils se dirigent vers le « consulat »<sup>889</sup> de Turquie, « avec calme et dignité », pour manifester « leur réprobation »<sup>890</sup>. L'approche d'une représentation diplomatique turque, acte inédit et précurseur, semble être un lieu possible pour réclamer des revendications. Ailleurs en diaspora, les manifestations peuvent être spectaculaires et elles inquiètent le gouvernement turc, comme celle de Buenos Aires en 1968, « les représentants des organisations arméniennes des États-Unis et du Liban étaient présents » et des membres de l'armée argentine avaient « participé à la commission créée pour les cérémonies commémoratives »<sup>891</sup>.

---

<sup>887</sup> « Commémoration du 24 avril 1915 ». *Haiastan* n°159, 28 avril 1966, p. 3.

<sup>888</sup> *Haratch* n°10899, 28 avril 1967. Les deux sources ne convergent pas sur le lieu et l'adresse n'est pas précisée.

<sup>889</sup> PP. BA2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RGPP, Confidentiel : « L'état d'esprit de la colonie arménienne avant le voyage officiel en France de M. Cevdet SUNAY, président de la république de Turquie, ne semble pas devoir susciter de craintes quant à l'organisation de troubles », 24 juin 1967.

<sup>890</sup> *Ibid.*

<sup>891</sup> 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie en France », juillet 1970.

## 1/ Deux manifestations contre les représentations diplomatiques turques

-Des jeunes manifestants

Dans un contexte de forte politisation de la jeunesse, en France et dans le monde, et d'une hausse des manifestations, 148 en moyenne à Paris par an entre 1971 et 1974, les cérémonies du 24 avril 1970 et 1971 constituent l'occasion de manifester, pour exprimer des revendications. Les sources internes (les journaux *Haratch*, *Haïastan* et les témoignages) et externes (les RGPP) concordent globalement. En 1970, le rassemblement, occasionné par le ravivage de la flamme par les anciens combattants à l'Arc de triomphe, fournit une opportunité pour se regrouper, déjà initiée en 1965. L'action de rue, qui ne semble pas avoir été déclarée, est improvisée, comme « un mouvement spontané de révolte envers l'injustice »<sup>892</sup>, dont le mot d'ordre s'est diffusé de bouche-à-oreille. En 1971, les RGPP indiquent ainsi que des Arméniens, « profitant du déroulement des cérémonies commémoratives du 56<sup>e</sup> anniversaire des massacres »<sup>893</sup> des Arméniens de l'Empire ottoman, ont transformé la commémoration en manifestation. En 1970, les manifestants sont 150 à 200 selon *Haïastan* et *Haratch* et une centaine selon la police. En 1971, ils sont une trentaine. Les deux années, il semble que des jeunes militants de l'UEAE et du *Nor Seround* y participent. *Haratch* souligne que les jeunes sont porteurs de renouvellement. Déjà, lors du compte rendu de la manifestation du 24 avril 1967, le rédacteur avait écrit « nos jeunes gens », *mer yeridassartnere*<sup>894</sup>, comme s'il voulait signifier que les jeunes manifestants avaient son soutien. Quant aux rapports de police, ils insistent sur l'opposition entre les jeunes, qui portent ces manifestations, et les aînés, critiques vis-à-vis d'elles. En effet, les associations politiques (la JAF et l'UCFAF) et religieuses traditionnelles se désolidarisent de ces pratiques. Elles cherchent à minimiser leur portée en affirmant qu'elles sont le fait d'une minorité. Cette opposition entre l'Église et les mouvements politiques, qui veulent porter la question arménienne dans l'espace public, était déjà présente dans l'Empire ottoman. L'Église veut maintenir le caractère spirituel de la cérémonie et ne pas lui conférer un sens politique. Quant au parti *Dachnaksoutioun*, il doit jouer sur deux tableaux : son opposition anti-turque est vive et il cherche à s'affirmer face aux autres organisations traditionnelles, mais il ne veut pas heurter les autorités françaises : il « n'a jamais à aucun moment présenté un caractère propre à troubler sérieusement l'ordre public », car les militants

---

<sup>892</sup> G. Manoukian. « 24 avril deuil national. À Paris ». *Haïastan* n°305, mai 1971, p. 6-7.

<sup>893</sup> PP. BA2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RGPP, 26 avril 1971.

<sup>894</sup> *Haratch* n°10899, 28 avril 1967.

sont trop « attachés à la France pour inciter leurs compatriotes à commettre des actes pouvant être interprétés comme nuisible à sa politique »<sup>895</sup>.

-Les critères d'une manifestation revendicative

Les deux actions de rue, le 24 avril 1970 et 1971, possèdent des caractéristiques qui permettent de les qualifier de manifestation. Elles répondent à ses critères traditionnels. Les Arméniens rassemblés, en marche, scandent des slogans et visent un lieu choisi, face aux forces de l'ordre. L'ensemble contribue à faire advenir et à inscrire la question arménienne dans l'espace public.

### **Manifestation devant l'ambassade de Turquie, le 24 avril 1970 à Paris.**



Source. *Haïastan* n°305, mai 1970.

Deux biais sont toutefois à éviter. Le premier biais serait d'analyser cette présence dans la rue comme une sortie « ex nihilo », en fixant une date figée, or elle se nourrit de l'expérience des mouvements de rue qui l'ont précédée, même si rien ne nous permet d'affirmer que ce sont les

---

<sup>895</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Turcs et Arméniens (notes de 1970 à 1977). Rapport de la DCRG : « L'activité politique des Arméniens et originaires d'Arménie en France », juillet 1970.



mêmes acteurs qui sont présents. La mémoire des manifestations circule, certes, individuellement dans le temps, à travers la présence répétée des manifestants (ainsi des manifestants nous ont affirmé avoir été dans la rue en 1967 et 1970) et aussi collectivement, par la diffusion des informations sur les manifestations. Le deuxième biais serait d'étudier les actions de rue arméniennes comme tâtonnant sur la courbe ascendante d'un modèle, celui de la manifestation telle qu'elle se pratique en France. Or si ces deux manifestations sont revendicatives, celles qui suivent sont en réaménagement perpétuel. La manifestation du 24 avril 1970 instaure de nouvelles dynamiques.

Au critère du rassemblement, s'ajoute celui d'une marche, suivant un itinéraire visant un lieu objectivé, objet d'une réclamation. La marche vise, d'une part, un lieu de destination qui désigne clairement le responsable du génocide des Arméniens, l'État turc, qui n'a pas reconnu le crime de génocide, à travers sa représentation diplomatique en France, l'ambassade de Turquie à Paris, 17 rue d'Ankara. Elle permet, aux yeux des manifestants, de matérialiser leur colère et leurs revendications, plus que le consulat turc, boulevard Haussmann, qui gère les ressortissants turcs en France. En 1970, la manifestation dure un peu plus d'une demi-heure, entre 19h et 19h35. Toutefois on ignore comment se fait la marche : sur le trottoir ou sur la chaussée, signe d'une manifestation proprement dite. D'autre part, les manifestants sont dotés pour la première fois des attributs de la manifestation, qui traduisent des revendications politiques. Le 24 avril 1970, ils sont, en effet, porteurs de banderoles qui désignent l'ennemi, la Turquie et les responsables directs, associés à des dirigeants totalitaires passés, pour désingulariser la question arménienne et l'ancrer dans une perspective historique, en affirmant l'identification : « Talaat=Hitler »<sup>896</sup>. Les manifestants portent des revendications de justice, « Justice pour les Arméniens »<sup>897</sup> ou « Un million et demi d'Arméniens massacrés, crime toujours impuni »<sup>898</sup> ; culturelles, « Halte au pillage du patrimoine arménien »<sup>899</sup> et territoriales, « Nos droits, nos terres »<sup>900</sup>. Les manifestants s'animent aussi par la dynamique des cris, qui reprennent une partie du contenu des banderoles. Ils scandent en effet des slogans hostiles au gouvernement turc, qui résonnent par des rimes, « Justice pour les Arméniens » et « Turcs

---

<sup>896</sup> G. Manoukian. « 24 avril Deuil national. À Paris ». *Haiastan* n°305, mai 1970, p. 6-7.

<sup>897</sup> *Ibid.*

<sup>898</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Note des RGPP : « La manifestation qui s'est déroulée hier au soir, 24 avril, devant l'ambassade de Turquie, semble avoir été dirigée par une majorité de jeunes, d'origine arménienne, échappant au contrôle des différents associations de la colonie arménienne de France qui avaient organisé la journée commémorative des massacres d'Arméniens de Turquie », 25 avril 1970.

<sup>899</sup> *Ibid.*

<sup>900</sup> G. Manoukian. « 24 avril Deuil national. À Paris ». *Haiastan* n°305, mai 1970, p. 6-7.

assassins »<sup>901</sup>. Ce dernier slogan est aussi scandé lors de la manifestation du 24 avril 1971<sup>902</sup>, l'année d'après, montrant qu'un apprentissage des codes de la manifestation se construit. En 1971, des tracts sont lancés, dans une forme de théâtralité.

En 1970, les manifestants, en phase d'expérimentation de l'usage de la manifestation, affirment leur dynamique collective face aux forces de l'ordre. Ils exposent en effet leurs revendications à l'officier de police, présent devant l'ambassade. Puis, après une première tentative de dispersion, ils persistent à manifester, traduisant leur fermeté, en faisant corps ensemble. Ils chantent ensuite *Mer Haïrenik* (« Notre Patrie »), hymne de la première république d'Arménie (1918-1920), pour exprimer avec conviction leur appartenance arménienne. Si tout rassemblement représente un risque aux yeux de l'institution policière, celui des Arméniens ne semble pas l'inquiéter. En 1970, il n'y a pas d'interpellation. En 1971, il y en a deux, il s'agit de deux lycéens, âgés de 18 et 17 ans. Inconnus des services de police, ils sont relâchés après vérification d'identité. Le premier a été retrouvé avec une bombe de peinture dans son blouson, attestant d'une certaine détermination dans sa démarche<sup>903</sup>. L'autre, lycéen à Paris, manifeste l'année d'après contre la guerre du Vietnam et est interpellé<sup>904</sup>, témoin des connexions entre les différentes causes. À la fin de la manifestation, le 24 avril 1971, les manifestants tentent de remettre une motion à l'ambassade. Comme la tentative échoue, elle est posée sur les grilles de l'ambassade.

Deux années de suite, en 1970 et 1971, l'effet de la manifestation semble agir sur les manifestants, car la protestation se prolonge. Les manifestants se rendent ensuite salle Gaveau à 20h30, où a lieu le recueillement collectif. Peut-être galvanisés par la manifestation, ils tentent de prononcer des discours ayant trait à « la cause et au problème arméniens »<sup>905</sup>. En 1970, exclus de la salle, ils se rassemblent dans le hall pour marquer leur désaccord avec les organisateurs. Ils leur reprochent, lors de la partie artistique, d'avoir donné un récital de Chopin,

---

<sup>901</sup> *Ibid.*

<sup>902</sup> AN. 20030072/5 Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (Avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Rapport des RGPP : « Profitant du déroulement des cérémonies commémoratives du 56<sup>e</sup> anniversaire des massacres arméniens de Turquie, le 24 avril, vers 19h30, une trentaine de jeunes gens d'origine arménienne ont manifesté devant l'ambassade de Turquie en France, en signe d'hostilité au peuple turc. Cette manifestation semble avoir été organisée par des jeunes échappant au contrôle des différentes associations de la colonie arménienne en France », 26 avril 1971.

<sup>903</sup> *Ibid.*

<sup>904</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes des RG (1970-1988). Rapport des RG, 19 novembre 1979.

<sup>905</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Note des RGPP, 25 avril 1970. *Op. cit.*

au lieu de dénoncer les crimes de la Turquie. Puis, ils vendent, malgré leur désapprobation, une édition spéciale de *Haiïastan*. En 1971, l'UEAE, organisée en Comité des résidents de la Maison arménienne, distribue des tracts devant la salle, qui expriment ses revendications sur un ton accusateur, affirmant « la stérilité »<sup>906</sup> d'une telle réunion, qui n'apporte aucune solution à la question arménienne. Les objectifs de l'UEAE sont doubles, comme le reproduit *Haratch* en français : 1. « Structuration de la diaspora arménienne. 2. Recouvrement des droits nationaux arméniens »<sup>907</sup>. Cette distribution de tracts exprime une revendication politique, qui témoigne de la distillation de l'esprit de revendication parmi les Arméniens et la critique des organisations traditionnelles. Son occurrence est liée aux contacts interpersonnels des acteurs, à leurs réseaux amicaux français et arméniens à la MEA, et pour certains, à leur participation aux événements de Mai 1968.

## 2/ Des manifestations qui inquiètent la Turquie

Ces manifestations sont aussitôt perçues comme étant offensives par la Turquie, dont les inquiétudes s'expriment à partir du début des années 1970. Les archives publiques (AMAE et rapports des RGPP) convergent dans ce sens. Ainsi le 15 mars 1971, une lettre de Maurice Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, adressée à Henri Duvillard, alors ministre des anciens combattants et victimes de guerre, rapporte : « Il semble que depuis quelques années, le ton des manifestations arméniennes anti-turques ait quelque peu monté »<sup>908</sup>. Dans une chronologie élaborée en 1973 par les RGPP, suite à une double action d'éclat de jeunes Arméniens contre la Turkish Airlines et le consulat turc, il est noté que « les démonstrations d'hostilité revêtent une importance et une gravité de plus en plus accusées »<sup>909</sup>. Plus tard en 1978, dans une chronologie des actions militantes, où figurent aussi les premiers attentats contre les diplomates turcs, de l'ASALA et du CJGA, un rapport des RGPP établit une passerelle entre ces manifestations arméniennes en France et la lutte armée au Liban : « Depuis quelques années, on assiste à une croissance de l'activité de la fraction jeune de la communauté arménienne,

---

<sup>906</sup> Yériché Djergaïan. « Tribune libre. Tous unis à Gaveau ! ». *Haiïastan* n°316, mai 1971, p. 5.

<sup>907</sup> *Haratch* n°12101, 28 avril 1971.

<sup>908</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Lettre de Maurice Schuman à Henri Duvillard, 15 février 1971.

<sup>909</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), Incidents avant 1975. Confidentiel, Note des RGPP : « Les autorités officielles turques à Paris se montrent vivement irritées et mécontentes de la persistance des manifestations d'hostilité entretenues à leur encontre par des éléments de la communauté arménienne de Paris », 7 avril 1973.

activité qui s'est traduite surtout depuis 1970, par une recrudescence d'actes violents »<sup>910</sup>. Le risque pour le chercheur est de procéder à des césures chronologiques biaisées par une lecture rétrospective, à l'aune des attentats qui ont suivi.

Cependant, les craintes des autorités turques sont réelles et se manifestent triplement. Tout d'abord, la Turquie appelle le gouvernement français à être attentif aux manifestations des Arméniens en France, qui s'expriment plus vigoureusement lors des commémorations du génocide. Une lettre du ministère des Affaires étrangères adressée au cabinet du ministre, datée du 31 mars 1971, indique avoir « pour objet de demander au ministère de l'Intérieur de veiller à ce qu'aucun incident ne se produise le 24 avril »<sup>911</sup>. Un peu plus tard, l'ambassade de Turquie demande au ministère de l'Intérieur de « canaliser strictement les démonstrations d'Arméniens sur la voie publique »<sup>912</sup>. La mise en relation entre les deux termes, « démonstrations » et « voie publique », témoigne de l'inquiétude que constitue l'occupation de l'espace au sens propre, vécue comme une agression par la Turquie. Ensuite la Turquie demande à la France de surveiller ses ressortissants et de protéger ses locaux<sup>913</sup>. Elle réclame les noms des tendances politiques, pour mieux comprendre les raisons de la recrudescence des actions arméniennes contre elle. Enfin, la Turquie est aussi préoccupée par le fait que l'écho de ces actions ne soit démultiplié en raison de la présence de personnalités françaises aux manifestations arméniennes qui, ainsi, encouragent ces initiatives.

Quant aux autorités françaises, elles sont partagées. Un courrier du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur rappelle que le 24 avril 1970, 200 personnes ont proféré « des cris hostiles »<sup>914</sup>, devant l'ambassade de Turquie, ont collé des affiches sur les murs et que les manifestants ont tenté de s'introduire dans les locaux. L'exagération de la réalité sur le plan numérique et factuel reflète une inquiétude vis-à-vis du tour offensif que prennent les manifestations arméniennes, avec la crainte que d'autres actions ne prennent le relais. La France se positionne contre ces actions arméniennes, pour ne pas fragiliser ses relations avec la Turquie : il s'agit de « faire comprendre aux organisateurs des manifestations qu'ils n'ont pas le soutien des autorités françaises »<sup>915</sup> et de « donner à la journée du 24 avril le caractère d'une

---

<sup>910</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien. Rapport des RGPP, 25 mars 1978.

<sup>911</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ministère des Affaires étrangères, Note pour le cabinet du ministre, 31 mars 1971.

<sup>912</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Directeur d'Europe, Note pour le cabinet du ministre, 1<sup>er</sup> avril 1971.

<sup>913</sup> *Ibid.*

<sup>914</sup> AMAE. Europe-Turquie (1961-1970), 27QO/99. Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur, 28 avril 1970.

<sup>915</sup> AMAE. Europe-Turquie. (1971-1976), 247QO/164. Directeur d'Europe, Note pour le cabinet du ministre, 22 mars 1971.

commémoration ou d'une journée de deuil plutôt que celui d'une démonstration anti-turque»<sup>916</sup>. Les autorités françaises ne sont, cependant, pas contre la présence de personnalités françaises aux manifestations arméniennes, si elles restent mesurées, comme l'affirme le ministre des Affaires étrangères : « Je ne puis, pour ma part m'opposer à ce que certaines personnalités françaises participent »<sup>917</sup>, et cela d'autant plus que les Arméniens sont Français dans leur immense majorité.

La répétition d'une opposition structurée contre la Turquie le 24 avril se déroule aussi en diaspora, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou au Canada. Elle témoigne d'un mouvement transnational qui s'exprime par une occupation des lieux. Ainsi, le 23 avril 1971, à Washington, plus de 400 Arméniens, venus de tout le pays, manifestent devant l'ambassade de Turquie. Les manifestants portent des pancartes, déposent une photo de Talaat et Djemal Pacha, principaux organisateurs du génocide des Arméniens, et réclament justice. Puis la manifestation se rend devant la maison-musée de Woodrow Wilson<sup>918</sup>. Le *Washington Post* s'en fait l'écho. À New York, des centaines d'Arméniens manifestent avec des pancartes devant le consulat turc et devant le bâtiment de la représentation turque à l'ONU. Au Canada, 5000 personnes manifestent devant l'ambassade de Turquie. En Grande-Bretagne, à Londres, une cinquantaine de jeunes occupe les trottoirs devant l'ambassade de Turquie<sup>919</sup>. Au Liban, une marche silencieuse de 30 000 Arméniens, de Bikfaya à Antélias (résidence du catholicos de Cilicie), est organisée par la jeunesse du parti *Dachnaksoution*. À Erevan, les Arméniens sont nombreux à se rendre devant le monument aux victimes du génocide, sur la colline de *Dzidzernagapert*<sup>920</sup>.

---

<sup>916</sup> *Ibid.*

<sup>917</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Lettre du ministre des Affaires Étrangères au ministre de l'Intérieur, 22 avril 1971.

<sup>918</sup> *Haratch* n°12101, 28 avril 1971.

<sup>919</sup> « Notre vie aux quatre coins du monde ». *Haïastan* n°316, mai 1971, p. 8.

<sup>920</sup> *Haratch* n°12106, 5 mai 1971.

## **B) À Paris, sortir du temps et de l'espace commémoratif**

Au début des années 1970, acmé du déploiement protestataire de l'extrême-gauche en France, dans une forme de continuité avec Mai-Juin 1968 et en même temps d'émancipation par rapport à l'événement, des étudiants arméniens, dont certains sont proches de l'UEAE, organisent, en janvier 1972 et en avril 1973, deux séries d'actions manifestantes en dehors du temps commémoratif, qui traduisent une radicalisation de la lutte arménienne. Ces actions présentent un double intérêt heuristique dans l'étude des circulations des pratiques transnationales de protestation. D'une part, elles invitent à saisir l'historicité et l'extension géographique d'une pratique, voyageuse dans le temps et dans l'espace (Empire ottoman, diaspora, France). D'autre part, l'étude de leur métadiscours est l'occasion d'observer une forme d'arménisation du tiers-mondisme, c'est-à-dire la reformulation des luttes du Tiers-monde pour la question arménienne. Elles reflètent des points de convergence entre les étudiants arméniens en France, les étudiants arméniens étrangers en France et d'autres étudiants étrangers en France, dont ceux du Moyen-Orient : « Ce que montre l'étude des lisières du "long Mai", c'est aussi la façon dont les ouvertures de possibles et les décroissements militants bousculent les appartenances organisationnelles »<sup>921</sup>, par des alliances éphémères. Plusieurs chronologies se rencontrent dans ces actions : une chronologie des mouvements protestataires en France, une chronologie des relations internationales (relations économiques et diplomatiques entre la France et la Turquie) et une chronologie des luttes de décolonisation, croisées avec l'histoire de la diaspora arménienne dans le monde.

La prise en compte de ces actions par les autorités françaises s'explique par deux faits congruents : la surveillance des groupes d'extrême-gauche depuis la fin des années 1960 et les plaintes de la Turquie. Ces sources renseignent tout autant sur la nouveauté de ces actions, signe d'une rupture, que sur l'intérêt porté pour les Arméniens, avant même la lutte armée. Ces deux séries d'actions s'opposent pourtant. La première, centrée sur une action d'occupation en janvier 1972, se lit plus aisément, en partie en raison d'un matériau émanant de l'intérieur, fourni comme un kit par un militant, aubaine pour un chercheur. Courriers, brouillons de communiqué, photos et tracts documentent les liens interpersonnels entre des groupes moins institutionnalisés. L'historien peut explorer ces connexions mosaïques et en dénouer les fils au fur et à mesure de son exploration. La deuxième action, en avril 1973, est très présente dans les archives (AMAE, AN). Si certains acteurs sont les mêmes, en 15 mois, les contextes diffèrent : la matrice politique, la forme de l'action et les soutiens divergent.

---

<sup>921</sup> Julie Pagis, Johanna Siméant. « Années 1960-1970, le temps des possibles ». *Op. cit.*

## 1/ Une synapse manifestante lors de la venue du Premier ministre turc, à Paris (janvier 1972).

L'emploi du terme « synapse » traduit l'idée d'une convergence des flux protestataires, qui s'exprime en actes. En effet, la venue du Premier ministre turc Nihat Erim en France, en janvier 1972, est à l'origine de plusieurs actions de protestation. L'action manifestante, annoncée par voie de tracts, se décline en deux gammes. D'une part, deux manifestations de rue encadrent une occupation de local de 15 minutes, celui de la Turkish Airlines, avenue de l'Opéra, le samedi 22 janvier à 10h et d'autre part, des activistes non arméniens, turcs, se mobilisent aussi, par une grève de la faim.

### -L'occupation de la Turkish Airlines

Dans un contexte post-68 de lecture anti-impérialiste du monde et à l'aune infra-locale de la proximité relationnelle entre les étudiants de la Cité universitaire, la question arménienne se politise dans l'espace public, selon une grille de lecture tiers-mondiste, à la confluence du marxisme et de l'internationalisme. La Turquie a connu un coup d'État le 12 mars 1971. Le pays est en état de siège au printemps 1971 et les associations de gauche sont interdites. Le Premier ministre turc Nihat Erim se rend à Paris, le 19 janvier 1972, pour rencontrer le président Georges Pompidou, afin de développer les relations économiques entre les deux pays et favoriser leur rapprochement en vue d'une adhésion à la CEE<sup>922</sup>. Cette visite est saisie comme une occasion par les Arméniens pour dénoncer la Turquie, hors du rituel lié à la date anniversaire du 24 avril. Leur activisme politique -une occupation de local et une double manifestation- se construit dans le prolongement des deux années où la manifestation du 24 avril s'est montrée revendicative, en 1970 et 1971. L'affrontement direct avec l'État turc étant impossible, il est déplacé, à travers l'occupation d'un bâtiment turc, la Turkish Airlines. Compagnie touristique desservant de nombreuses destinations, dont la France, elle est donc le symbole de l'alliance entre la Turquie et l'Occident. La prise de possession du local turc constitue, d'une part, un moyen pour les Arméniens de se réapproprier symboliquement les terres d'où ils ont été chassés et d'exprimer des revendications. D'autre part, ces actions protestataires s'expriment aussi à travers un métadiscours, point de contact irriguant plusieurs arènes.

---

<sup>922</sup> AMAE. 36PO/4/85 (1963-1979), Visite en France de M. Nihat Erim, Premier Ministre. Entretiens franco-turcs à caractère économique. Paris, le 22 janvier 1971.

Puisant dans des propositions rares, en raison de leur faible nombre, le choix du mode d'action est lié aux ressources des militants. Ne pouvant pas mobiliser les masses, ils compensent par la radicalisation et la recherche de médiatisation, comme stratégie pour toucher l'opinion, visible dans les tracts et les communiqués. Radicale, l'action permet à l'UEAE de s'affirmer en interne, en se construisant par des actions d'éclat. En externe, elle constitue une occasion de s'exprimer dans une forme de complémentarité avec le CDCA, qui a organisé une manifestation pour protester contre la venue du ministre turc, le 20 janvier 1972. L'UEAE a aussi organisé une manifestation, le 22 janvier 1972, l'après-midi, après l'occupation du local, qui a lieu le matin. La double manifestation peut être lue comme la volonté de saturer l'espace de la protestation anti-turque et, éventuellement, comme une compétition entre jeunes et aînés, entre l'UEAE et le CDCA, même si les membres du CDCA sont souvent d'anciens membres de l'UEAE. Quant à l'occupation, elle cherche à entraîner une prise de conscience, par une mise en scène spectaculaire, proche de l'illégalité. L'action recherche aussi la médiatisation, ainsi un courrier de militant réclame que la photo de la banderole « Kurdes, Arméniens, même combat »<sup>923</sup>, présente sur les murs de la Turkish Airlines, soit envoyée aux journaux, dans une stratégie médiatique offensive. Cette action est accompagnée d'un communiqué de presse, qui affirme le droit imprescriptible du peuple arménien au retour sur sa terre et à l'autodétermination, sa solidarité avec le peuple kurde et son soutien au combat antifasciste et anti-impérialiste du peuple turc<sup>924</sup>.

L'occupation s'appuie sur une historicité de l'occupation sur le territoire d'origine et d'accueil et puise dans deux traditions. Concernant le territoire d'origine, l'Empire ottoman, elle peut évoquer la prise d'otages de la banque ottomane en 1896, qui avait eu pour objectif de réveiller l'opinion publique occidentale. En France, elle reflète aussi un mode d'action qui a une longue histoire, en juin 1936, puis en Mai 1968, qui a été le théâtre d'occupations, comme celle de la Sorbonne et le théâtre de l'Odéon. Ces occupations ont trouvé un prolongement à la Cité universitaire, parmi les étudiants étrangers, où logent des étudiants arméniens, en relation avec ceux de l'UEAE. Elles mobilisent les étudiants grecs, les étudiants de la Maison du Maroc, actifs en Mai 1968, et portent des revendications, sociales et politiques, nationales et internationales. Elles accompagnent le soutien aux étudiants expulsés et elles favorisent un apprentissage de la révolte. Les informations entre les Maisons circulent et démultiplient les mobilisations. La Maison du Canada, occupée en octobre 1970, est le lieu de contacts, « lieu de fermentation d'idées et de cultures politiques nationales et internationales mêlant différentes

---

<sup>923</sup> *Ibid.* Voir en annexes, photo n° 3 p. 462.

<sup>924</sup> Papiers privés de René Dzagoyan.



traditions »<sup>925</sup>. Elle accueille ensuite le meeting arménien « Trois peuples en luttés », le 26 avril 1972, organisé par les militants de l'UEAE<sup>926</sup>, que les aînés du parti *Dachnaksoutioun* critiquent<sup>927</sup>.

Les manières d'occuper circulent et se transforment, au gré des réadaptations et des réaménagements, dans le temps et dans l'espace. Empruntant des voies détournées, les occupants tordent triplement le modèle de l'occupation française. Première distorsion, conçue pour durer jour et nuit, l'occupation est ici brève. Occuper l'espace signifie prendre la place de celui qui l'occupe habituellement, car il n'est pas légitime, donc le dénoncer et le désigner comme responsable. Toutefois, en raison de l'impossibilité de tenir durablement le lieu turc, liée à la répression possible de la Turquie, sur les Arméniens en Turquie, voire en France, la brièveté marque par sa fonctionnalité éclair et insurrectionnelle. Autre distorsion, le lieu occupé n'est pas un lieu de travail, mais de visibilité touristique, en plein cœur de Paris, avenue de l'Opéra, même si en Mai 1968 avaient déjà été esquissées des occupations de lieux autres que ceux du travail. Troisième distorsion, c'est une occupation qui est en elle-même sa propre finalité, alors que les occupations d'usine revendiquaient un nouvel ordre social. Ici s'opère un renversement des rôles et des rapports de domination, qui renvoient la Turquie à son occupation illégale de territoires peuplés auparavant d'Arméniens. Les Arméniens, en occupant le local, réparent une injustice et retrouvent une dignité.

Cette prise de possession d'un local, située dans l'héritage d'un épisode héroïque de l'histoire arménienne, dont le récit s'est transmis, croise l'histoire du mouvement ouvrier français de l'appropriation de la propriété de l'exploiteur et celles des occupations étudiantes. L'usage qu'en font les étudiants arméniens est une « transfiguration de modes d'action déjà existant »<sup>928</sup>. Comme l'a montré Charles Tilly, les militants utilisent un répertoire déjà existant qu'ils réajustent<sup>929</sup>. Dans le cas ci-présent, c'est par la modification dans les façons de pratiquer l'occupation que le réaménagement s'opère, procurant d'autres ressources. On a ici la diffusion spatiale d'une action, appliquée pour une autre revendication que ce pourquoi elle a été conçue. Il y a donc une réinvention d'un mode d'action dans l'espace des mouvements protestataires, l'occupation est retraduite et utilisée pour des thèmes nouveaux. Un nécessaire travail de

---

<sup>925</sup> Guillaume Tronchet. « La cité révolutionnaire en ébullition ». *Op. cit.*

<sup>926</sup> Voir en annexes, photo n°4 p. 462.

<sup>927</sup> Tikran Shirvanyan. « À propos d'un meeting ». *Haiastan* n°328, juin 1972, p. 5.

<sup>928</sup> Étienne Penissat. « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970, processus socio-historique de réinvention d'un mode d'action ». *Genèses*, 2005/2, n° 59, p. 71-93.

<sup>929</sup> Charles Tilly. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine ». *Op. cit.*

concordance se cale ainsi dans le moule des luttes sociales et anti-impérialistes, au-delà des frontières.

-Marxisme, tiers-mondisme et solidarité hors-frontière

À l'instar de l'extrême-gauche française, qui se projette en actrice de la révolution, les militants arméniens mobilisent son langage avec une autonomie propre à eux et butinent auprès de références multiples, témoin des tâtonnements, pour donner plus d'échos à la question arménienne. La spécificité du mouvement de revendication des Arméniens tient à leur faculté à se réapproprier des référents divers. Ils utilisent, en effet, plusieurs registres pour placer la Turquie dans le camp de l'ennemi à combattre. Le paratexte de l'occupation du local, présent dans les brouillons à usage interne des différentes versions successives et dans le communiqué de l'UEAE, en est le reflet. Le langage de l'anti-impérialisme<sup>930</sup> permet, sur le plan diachronique, d'inscrire la Turquie dans une continuité historique, puisque le pouvoir turc est l'« héritier direct du nationalisme inconditionnel des comités "union et progrès" »<sup>931</sup>. Dans le cadre de la guerre froide, l'appartenance de la Turquie au camp occidental, via l'OTAN depuis 1952, l'arrime au camp impérialiste, dont elle n'est que la figure dévote, puisqu'elle est désignée comme le « valet permanent de l'impérialisme américain »<sup>932</sup>. Or l'hégémonie américaine est compromise au Vietnam en 1972, au moment de l'occupation arménienne, face à la volonté d'un peuple qui aspire à son indépendance et se bat contre les États-Unis, et l'opposition à la guerre du Vietnam a politisé la jeunesse. Sur le plan synchronique, les militants cherchent à désingulariser le combat arménien, en inscrivant leur lutte à l'échelle moyen-orientale. La Turquie est un État autoritaire, qui opprime ses minorités, arméniennes, mais aussi kurdes, et les militants nouent des alliances avec les étudiants kurdes à Paris. Depuis Mai-Juin 1968, un « Comité de solidarité à la révolution kurde »<sup>933</sup> est ainsi actif à Paris.

Le langage mobilisé est aussi celui du marxisme-léninisme, signe que les militants de l'UEAE ne sont pas tous issus des rangs du parti *Dachnaksoutioun*. Il évoque « la poussée révolutionnaire des masses laborieuses turques »<sup>934</sup> et une « avant-garde révolutionnaire »<sup>935</sup>. Il s'appuie sur la critique anticapitaliste, puisque les étudiants dénoncent l'immigration ouvrière

---

<sup>930</sup> *Haratch* n°12324, 25 janvier 1972.

<sup>931</sup> « Halte à la répression ». Tract. Sources privées de René Dzagoyan.

<sup>932</sup> *Ibid.*

<sup>933</sup> Ludivine Bantigny. 1968. *De grands soirs aux petits matins*. Paris : Le Seuil, 2018.

<sup>934</sup> « HALTE À LA RÉPRESSION ». Sources privées de René Dzagoyan.

<sup>935</sup> *Ibid.*

turque, résultat de l'exploitation de l'État turc sur son propre peuple. En outre, il emprunte au vocabulaire des libertaires, quand il est question d'une lutte « progressiste d'émancipation »<sup>936</sup>. Il regarde aussi du côté de la résistance, qui s'affirme par la lutte contre la « fascisation »<sup>937</sup> du régime, comme l'indique le communiqué du 13 février 1972. Les contre-modèles historiques convoqués, États totalitaires et États impérialistes, sont donc pluriels et l'ennemi est clairement désigné, il est « fasciste »<sup>938</sup>. La question arménienne, question nationale, s'inscrit dans une série de questions internationales de droits et d'auto-détermination des peuples, dans des horizons d'émancipation internationaux. Sa montée en généralité pour trouver plus d'échos inclut aussi le génocide juif, résultat de l'oppression d'un peuple.

L'action d'occupation traduit une solidarité hors frontières par les alliances nouées, comme les travaux de Boris Gobille et Ludivine Bantigny l'ont montré<sup>939</sup>. Les étudiants de l'UEAE établissent des alliances pour élargir le champ des possibles de la réception de la question arménienne<sup>940</sup>. Elles sont favorisées par la présence arménienne au Moyen-Orient. Des liens de solidarité sont noués avec d'autres peuples du Moyen-Orient, opprimés en Turquie, et avec l'extrême-gauche turque. Des tentatives de mise en relation entre étudiants turcs et arméniens sont attestées par une lettre de Jean-Pierre Viennot, auteur d'une thèse d'histoire, en 1969 sur les Kurdes (*Contribution à l'étude du mouvement national kurde*). Un militant arménien de la GP a cherché à la diffuser auprès de la gauche révolutionnaire turque à Beyrouth à l'été 1971, où il s'est rendu via l'APL, Agence de presse libération. Cela témoigne du rôle des voyages de militants, qui mettent en contact les arènes de la protestation entre Kurdes, Turcs et Arméniens de France et du Liban. Le 7 février 1972, il est prévu que les Turcs de gauche du « Front patriotique » viennent au Pavillon arménien. Un communiqué du 18 janvier 1972 mentionne aussi les étudiants libanais et iraniens, actifs dans la dénonciation de la Turquie. La solidarité s'exprime, en outre, par les liens noués avec les étudiants d'autres Maisons de la Cité Universitaire, comme les Maisons de la Grèce et du Maroc qui apportent leur soutien. Les alliances se font aussi avec divers courants de l'extrême-gauche française. Les militants proposent d'envoyer les informations sur l'occupation à l'APL et à différents journaux d'extrême-gauche français, comme *Rouge*, organe trotskiste de la LCR, et *La Cause du peuple*, organe maoïste de la GP, qui tire alors à 40 000 exemplaires. Les trotskistes soutiennent le

---

<sup>936</sup> *Ibid.*

<sup>937</sup> *Ibid.*

<sup>938</sup> AN. 19870799/32. Dossier 3222, L'UEAE (1968-1976). Préfecture de Police, 10 janvier 1972.

<sup>939</sup> In Gobille, Boris, Palieraki, Eugenia (dir.). Les "années 1968" : circulations révolutionnaires. *Monde(s)*, n°11, mai 2017, PUR.

<sup>940</sup> AMAE. 36PO/4/85 (1963-1979), Visite en France de M. Nihat Erim, Premier Ministre. AFP, 22 janvier 1972.

guévarisme<sup>941</sup> et les maoïstes de la GP sont adeptes de l'action directe. Leur militantisme s'est reconverti alors vers l'anticolonialisme, par le biais du soutien aux Palestiniens et aux travailleurs immigrés. Les militants arméniens ne s'embarrassent pas des différences idéologiques entre ces deux mouvements politiques et convoquent les deux. Le contact avec la LCR s'explique par les liens d'amitié entre un militant arménien et un camarade trotskiste de son lycée.

- Une séquence manifestante

Cette action d'occupation n'est pas isolée, elle s'inscrit dans un espace de protestation plus large. Une vingtaine de gauchistes turcs (l'Union des étudiants turcs en France et le Front uni patriotique turc, marxiste-léniniste) participe ainsi à une grève de la faim, lors de la venue du ministre turc Nihat Érim<sup>942</sup>, du 19 au 22 janvier, ils sont 40 jusqu'au 26 janvier 1972. Les militants arméniens, quant à eux, ont préparé leur action. D'une part, une campagne d'affichage est organisée, le 14 janvier : « les Arméniens s'opposent »<sup>943</sup>, édité par Abgexpress. Le format de 32 X 43 cm est tiré en 2000 exemplaires, signe de l'étendue du public visé. Le communiqué adressé à la presse se conclut par « Vive la solidarité internationale des peuples opprimés »<sup>944</sup>. D'autre part, deux manifestations arméniennes, déjà évoquées, encadrent l'action d'occupation. La première manifestation est organisée par le CDCA, le 20 janvier 1972, devant le consulat turc à Paris, lieu de représentation diplomatique, elle est accompagnée d'un jet de tracts et d'une lettre adressée au président de la République. Selon les RG, les manifestants sont 50, selon *Haïastan*, 100. Ils portent de nombreux panneaux revendicatifs : « Nous exigeons nos terres », « Nous exigeons la justice »<sup>945</sup> et ils scandent des slogans, perturbant la circulation. La police en interpelle une dizaine<sup>946</sup>. L'autre manifestation est organisée le 22 janvier 1972, par l'UEAE, prolongeant l'action d'occupation du matin, elle regroupe une vingtaine de jeunes, qui manifestent sur les Champs-Élysées contre le gouvernement turc. Les slogans et les pancartes de l'UEAE témoignent de la nécessité de trouver des alliances et d'exprimer une solidarité moyen-orientale, pour la réalisation « des droits légitimes du peuple kurde et du peuple

---

<sup>941</sup> Jean-Paul Salles. *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ? Op. cit.*

<sup>942</sup> AN. 20030072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Note des RG : « L'orientation politique et la détermination de certains opposants turcs en France ne permet pas d'écarter leur participation directe ou indirecte à l'attentat dirigé contre l'ambassadeur de Turquie en France », 25 octobre 1975.

<sup>943</sup> Sources privées de René Dzagoyan.

<sup>944</sup> *Ibid.*

<sup>945</sup> *Ibid.*

<sup>946</sup> *Haratch* n°12324, 25 janvier 1972.

arménien » et de monter en généralité « contre la répression en Turquie »<sup>947</sup>. Les manifestants portent des panneaux indiquant « Kurdes, Arméniens, même combat » ou encore « Justice, 2 millions d'Arméniens massacrés », « 1972, sauvons les Kurdes », en français essentiellement, formant une longue ligne effilochée, sans service d'ordre. L'appropriation de la rue est encore timorée et les manifestations donnent lieu à des interpellations<sup>948</sup>, suite à la demande de la Turquie.

Ces manifestations traduisent une politisation arménienne de la rue, dans un contexte d'effervescence politique. Hors du temps commémoratif, elles reflètent une émancipation du militantisme arménien des cadres traditionnels de la protestation. 43 manifestants sont interpellés (32 du CDCA, sur 50 manifestants, et 11 de l'UEAE, sur 30). Dans le rapport de police, les listes sont mélangées. Elles permettent d'esquisser un portrait du manifestant arménien en 1972 (dont sept que nous avons interrogés, soit 15%). Elles expriment la prégnance du lien familial et des liens d'interconnaissance. Au vu des adresses et des noms, 20% des manifestants ont des liens familiaux (un père et sa fille, un couple, deux sœurs et deux frères). La présence du fils d'un intellectuel français témoigne aussi de liens amicaux. La majorité des participants est jeune, les trois quarts sont nés après 1945. Les deux tiers sont des étudiants. Ils ne sont pas connus des services de police pour des activités politiques. Un tiers des manifestants sont des femmes. La part des étrangers est faible, elle reflète des flux migratoires arméniens moins nombreux alors en France. Elle témoigne peut-être aussi de la crainte de représailles. Quelques-uns sont étudiants à la Cité Universitaire. Le profil dominant du manifestant est un jeune étudiant, né en France, n'ayant jamais été interpellé auparavant<sup>949</sup>.

L'écho de l'action lui offre une visibilité médiatique, ce qui constitue une rupture avec le silence passé. En France, l'occupation est citée par *Europe 1*, le journal *Combat* du 24 janvier 1972 en fait un compte rendu, *Le Monde* du 24 janvier et *Politique hebdo* du 27 janvier l'évoquent. *Le Figaro* mentionne la manifestation du 20 janvier, sans indiquer que ce sont des Arméniens qui y participent. La Turquie, quant-à-elle, s'en inquiète, comme en témoigne une lettre du chercheur Jean-Pierre Viennot<sup>950</sup>, qui rapporte que le journal turc de centre gauche, *Cumhuriyyet*, a publié un compte rendu erroné de l'occupation pour, probablement, décrédibiliser l'action. Le journal affirme en effet que les Turcs et les Arméniens ont attaqué la Turkish Airlines, ce qui éloigne les Turcs de gauche, qui se désolidarisent des Arméniens. En

---

<sup>947</sup> « À l'issue de la visite de M. Erim à Paris ». *Le Monde*, 24 janvier 1972.

<sup>948</sup> Hagop Méguerditchian. « Après la visite d'Erim à Paris ». *Haïastan* n°324, février 1972, p. 2-3.

<sup>949</sup> Voir en annexes, le tableau sur les propriétés sociales des manifestants interpellés, p. 458.

<sup>950</sup> Papiers privés de René Dzagoyan.

entretien, les militants regrettent l'indifférence de l'opinion publique et la méconnaissance de la presse qui n'explique pas les véritables raisons de leur activisme. Dans *Haiïastan*, Ara Krikorian se plaint que la lutte soit réduite à la protestation contre la répression en Turquie<sup>951</sup>.

## 2/ « L'agit-prop » au théâtre des Champs-Élysées

Une dizaine d'étudiants arméniens, dont certains sont attachés à une grille de lecture psychanalytique du monde et plus imprégnés de l'esprit de Mai-Juin 1968, organisent une action de propagande devant et à l'intérieur du théâtre des Champs-Élysées, le samedi 13 mai 1972, vers 20h15. Ils tentent de perturber l'opéra en langue arménienne, *Anouche*, pièce sans caractère politique. Après avoir lancé quelques tracts dans la salle, ils doivent évacuer les lieux, sous la pression du service d'ordre. Ils l'acceptent, mais ils continuent, devant le théâtre, leur distribution de tracts qui appellent la diaspora arménienne « à durcir sa position à l'égard du gouvernement turc »<sup>952</sup>, pour qu'il reconnaisse la responsabilité du génocide. Ils dénoncent aussi « l'inaction »<sup>953</sup> des organisations arméniennes, qui prétendent défendre la cause arménienne. Certains, membres de l'UEAE, souhaitent recruter des jeunes Arméniens à l'UEAE et les incitent à participer aux AG de l'association. Trois manifestants, inconnus de la police, sont interpellés par le service de la police municipale et conduits au poste de police des Champs-Élysées, pour une vérification d'identité. Étudiants, ils ont entre 16 et 24 ans et vivent à Paris. Liliane D. qui y a participé (mais n'est pas interpellée), active en Mai 1968 et mobilisée pour d'autres causes, souhaite réveiller les Arméniens :

« Il faut que le peuple arménien se réveille, le peuple arménien est dans l'obscurité, dans le silence, il faut qu'il sorte de la répétition, du folklore, qu'il soit créatif, prenne son destin en main, ça vient de l'intérieur »<sup>954</sup>.

La gestuelle théâtrale, en adéquation avec le lieu, est une libération, dans une forme de continuité avec les actions d'agit-prop des étudiants en Mai 1968, activée à l'occasion d'un spectacle arménien. Elle trouve une prolongation quelques mois plus tard sous un autre format.

---

<sup>951</sup> Ara Krikorian. « La presse française et les Arméniens. I Le constat ». *Haiïastan* n°329, juillet 1972, p. 1-2.

<sup>952</sup> AN. 19870799/32, dossier 3222, L'UEAE (1968-1976). Note des RGPP, 15 mai 1972.

<sup>953</sup> *Ibid.*

<sup>954</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

### 3/ Une double action d'éclat contre la Turquie (avril 1973)

-Une action mise en scène

De jeunes Arméniens réalisent, sous le nom de Libération arménienne, le 4 avril 1973, une double action d'éclat contre la Turquie. Elle nous intéresse à plusieurs titres. En premier lieu, l'analyse fouillée de la chronologie permet de comprendre les mutations de l'espace protestataire arménien, reflet de nouveaux rapports de force. En effet, l'année écoulée depuis janvier 1972 tisse de nouvelles aspérités. Si les actions arméniennes précédentes avaient besoin d'une occasion, la venue d'un ministre turc, bénéficiaient de soutiens extérieurs et s'inscrivaient dans un espace mondial des luttes, en avril 1973, désormais, elles ne nécessitent plus de prétexte. Elles sont, en outre, impulsées par les seuls Arméniens. Elles se sont, enfin, radicalisées, dans un monde où l'horizon révolutionnaire est en train de se transformer. Cette action est l'occasion de comprendre comment les expérimentations circulent, au sein et en dehors de l'espace de la diaspora, dans une dynamique d'import-export innervée. Concernant les sources, leur mise en relation (sources orales, rapports de RG et rapports entre ambassades) semble multiplier à l'infini sa signification, sans que celle-ci ne s'éclaire définitivement. En effet, la présence détaillée de son compte rendu, inséré dans un rapport de RG, entre une chronologie d'actions protestataires arméniennes et une liste d'interpellations qui ne lui correspondent pas, ainsi que son omniprésence dans les archives publiques, à l'exact opposé de l'action précédemment étudiée, témoigne de l'intérêt qu'elle a suscité de la part des autorités françaises. Les sources internes sont, quant à elles, assez silencieuses, excepté quelques lignes dans la presse arménienne et quelques allusions lors des entretiens. Le chercheur est aussi confronté à « l'impossible maîtrise équivalente des différents terrains de la comparaison »<sup>955</sup>.

Un bref récit factuel de l'action étudiée s'impose, à l'image de son déroulé brut. Le 4 avril 1973, à 11h30, trois grenades lacrymogènes, de fabrication artisanale, sont lancées dans le couloir du premier étage des locaux du consulat général de Turquie à Paris par quatre jeunes hommes « de type européen »<sup>956</sup>, boulevard Haussmann. Deux des trois grenades ont explosé, sans faire de blessés. Les dégâts, seulement matériels, sont légers. Simultanément, le même

---

<sup>955</sup> Romain Bertrand. « La micro-histoire globale ». *Op. cit*

<sup>956</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Note des RGPP : « Quatre individus ont lancé le 4 avril, vers 11h30, trois grenades lacrymogènes dans les locaux du consulat turc à Paris. Au même moment, quatre autres personnes ont fait irruption dans les bureaux parisiens de la compagnie aérienne turque "Turkish Airlines", où ils ont déversé trois seaux contenant du sang animal et répandu des tracts hostiles aux gouvernements successifs d'Ankara, "complices des massacres d'Arméniens entrepris depuis 1915" », 5 avril 1973.

jour, à la même heure, quatre jeunes gens (mais il semble que d'autres activistes étaient présents, dont au moins une femme) se sont introduits dans les locaux de la compagnie aérienne Turkish Airlines, 34 avenue de l'Opéra, à Paris, maculant d'un liquide rouge (de sang animal) les murs intérieurs de l'agence. Les autorités soupçonnent que ces incidents peuvent être d'origine arménienne. Les auteurs ont en effet laissé une affiche manuscrite à la peinture rouge où il est écrit : « Pourquoi ce sang à la Turkish Airlines ? Complices par vos agissements du silence fait autour du génocide du peuple arménien, complices du sang des 1.500 000 d'Arméniens massacrés et de l'exode douloureux des survivants. À vous tous collaborateurs du gouvernement turc, nous disons : gare à l'histoire ! »<sup>957</sup>. Avant de disparaître, ils ont jeté des tracts ronéotypés devant les locaux de l'agence signés « Libération Arménienne ». Il n'y a pu avoir aucune interpellation, car les auteurs ont vite fui. Ils ont revendiqué ces actions dans un communiqué adressé le jour même à l'AFP à 14h15 : « Pour nous Arméniens, il est impossible de rester plus longtemps inactifs. Depuis cinquante ans, notre peuple agonise lentement dans une diaspora sous l'œil indifférent des uns et à la plus grande satisfaction de la Turquie et des puissances impérialistes qui la soutiennent. Après un demi-siècle d'aliénation et d'HUMILIATION, il est temps pour nous de relever la tête et de proclamer notre détermination et notre volonté d'exister "ARMÉNIENS, NOTRE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER !" »<sup>958</sup>. Si la mémoire du génocide des Arméniens se transmet alors via les récits familiaux, son histoire est peu connue de l'opinion publique française. Les acteurs, inconnus des services de police, cherchent, par cet acte et par la menace à valeur programmatique que le communiqué représente, à se réapproprier leur histoire et à la faire connaître à la France, pour réparer une béance, dans une forme de dignité retrouvée. Jamais des Arméniens n'avaient été aussi loin dans l'action martiale en France. Comment expliquer alors ce geste ?

Cette double action d'éclat est orchestrée comme un spectacle jusque dans ses moindres détails, signe d'une préparation méticuleuse, visible dans sa brièveté et ses doublets. La rapidité de l'action et la fuite des activistes pour échapper à la police confirment, d'une part, la préparation en amont. L'entrée en territoire turc, impossible, ne peut se faire que par effraction à travers des lieux symboliques. D'autre part, la dualité des actions et des lieux symétriques se font écho, témoins d'une pratique en forme de défi. Tout semble doublé pour en démultiplier les échos : les lieux, le nombre de participants, quatre à chaque fois, le nombre d'objets, trois sceaux et trois grenades lacrymogènes. L'objet lancé semble répondre au lieu choisi : les

---

<sup>957</sup> *Ibid.*

<sup>958</sup> *Ibid.*



grenades lacrymogènes sont jetées sur le consulat, mieux gardé, donc nécessitant une opération plus militaire, et du sang est versé à la Turkish Airlines, plus facile d'accès. Les actions permettent aussi d'inscrire la dualité de l'histoire arménienne : au sang versé arménien, les activistes répondent de manière offensive par des grenades, fruits de l'Arménie, qui peuvent aussi être source de larmes. Le sang rappelle l'acte passé du barbare, c'est une « action d'éclat, faire jaillir le sang d'où il est venu »<sup>959</sup> précise Yériché. Le rappel du passé est visible jusque dans les préparatifs : le sang provient d'un lieu de boucherie, puisqu'il a été cherché aux abattoirs de la Villette. Pour obtenir le sang, les militants ont inventé une lettre émanant d'un professeur, *Azad*, « libre ». Liliane D. indique à ce sujet : « on a une lettre du professeur *Azad*, donc on l'invente, qui fait une demande de sang pour ses laboratoires »<sup>960</sup>. Selon les RGPP, les jeunes d'origine arménienne veulent, par ce double acte, attirer l'attention de l'opinion publique sur la Turquie, ils « manifestent un ressentiment anti-turc des plus vivaces. En agissant de la sorte, ils ont le sentiment de venger leurs ascendants des persécutions turques, qui les ont contraints à fuir leur pays d'origine »<sup>961</sup>. Les objectifs sont de « donner aux revendications des Arméniens un plus grand impact sur l'opinion publique et amener les autorités turques à cesser "toute brimade et persécution contre la minorité arménienne en Turquie". De même ils réclament "le retour aux Arméniens des terres confisquées par la Turquie kémaliste" »<sup>962</sup>.

#### -Une action circulaire

Cette double action manifestante pose la question du lien entre le choix du répertoire par les acteurs et leur exposition à plusieurs contextes. Avec son paratexte, elle s'inscrit dans une dimension transnationale de protestation hybride, résultat du croisement de plusieurs registres. Elle interroge la dimension circulatoire des actions manifestantes diasporiques et leur itinérance, reflet d'un engagement commun pour une question hors de leur territoire d'origine. En effet, la fabrique de cet événement se situe à la confluence de plusieurs strates protestataires sédimentées, dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, les allers-retours avec le passé, en territoire ottoman, doivent permettre d'appréhender son historicité. Dans l'espace, son analyse

---

<sup>959</sup> Entretien avec Yériché Djergaïan, janvier 2018.

<sup>960</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

<sup>961</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Rapport des RGPP, Confidentiel : « Les autorités officielles turques à Paris se montrent vivement irritées et mécontentes de la persistance des manifestations d'hostilité entretenues à leur encontre par des éléments de la communauté arménienne de Paris », 7 avril 1973.

<sup>962</sup> *Ibid.*

se modifie à mesure qu'il se rapporte à des échelles différentes. Aussi elle n'en épuise jamais le sens, qui semble sans cesse se dérober à toute tentative de catégorisation.

Comme pour l'action d'occupation précédemment décrite, on trouve dans le passé, en territoire ottoman, et dans le présent, en diaspora, des actions semblables. Toutefois, s'appuyer sur la chronologie pour établir l'antériorité des faits s'avère un peu faible heuristiquement et le précédent d'une action ne signifie pas sa parenté. C'est l'écart, la « subversion », le « vagabondage »<sup>963</sup> qui nous intéresse, pour « restituer l'horizon social des circulations »<sup>964</sup> et leur postérité. L'imprégnation arménienne est visible par la proximité avec des actes du passé lointain et proche, les lieux choisis et la mise en scène. Ce double acte s'inspire d'une matrice guerrière, empruntant dans le passé lointain, les *fédais*, et dans le passé proche. En effet, en diaspora, le 27 janvier 1973, un événement ranime le militantisme arménien. Aux États-Unis, Kurken Yanikian, qui a vu toute sa famille se faire massacrer par les Turcs ottomans sous ses yeux en 1915, abat deux diplomates turcs, à Los Angeles, qu'il avait convoqués. Ce double attentat d'un témoin direct du génocide a des répercussions auprès de la jeune génération d'Arméniens de la diaspora. Il est un signal que des actions offensives peuvent permettre à la question arménienne de s'inscrire durablement dans l'espace public. Cette voie que le vieil homme semble tracer dans l'acte de résistance contre la Turquie rencontre des échos auprès de jeunes militants en quête de réactualisation de la question arménienne. Liliane D., qui a participé à la double action d'éclat et l'a lue comme une transposition de l'action de Yanikian, par un passage à l'acte symbolique, affirme : « c'est ça qui a fait écho en tout cas pour moi »<sup>965</sup>. Pour le parti *Dachnaksoutioun*, c'est un acte isolé. Au Liban, la perception de cet acte a été noyé dans les actions de la guerre civile et de la lutte armée, mais une partie de la jeunesse arménienne a été marquée par cet épisode, ce dont *Yéridassart Haï* avait rendu compte, ainsi que Bédros Terzian l'a analysé quelques années plus tard<sup>966</sup>. Du côté des autorités, turques et françaises, les nombreuses lettres entre les ambassadeurs turcs et français, en avril 1973, et les rapports de RG, voient dans l'action de Kurken Yanikian un acte précurseur. Ils établissent des connexions entre son double meurtre aux États-Unis et la double action d'éclat, le 4 avril en France<sup>967</sup>. La réception de l'acte de Yanikian, en passant les frontières entre les espaces, est

---

<sup>963</sup> Romain Bertrand. « Le goût de la papaye jaune. Stratégies d'extraversion et pratiques hybrides en Indonésie coloniale ». *Politique africaine*, 1990/2, n°74, p. 130-151.

<sup>964</sup> Caroline Douky, Philippe Minard. « Introduction. Histoire globale. Histoires connectées ». *Op. cit.*

<sup>965</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017.

<sup>966</sup> Bédros [Pierre] Terzian. « Une expérience dans la presse de la diaspora. Les 5 années d'existence de "Yéridassart Haï" ». *Op. cit.*

<sup>967</sup> AN. 21 AR/34, Fonds Alain Madelin. Direction centrale de la police judiciaire, Le terrorisme arménien, mai 1982.

reformulée par les jeunes activistes. La Turquie est visée à travers ses représentations symboliques, le consulat turc et la Turkish Airlines, déjà investis auparavant en France, lors, respectivement, de la manifestation du 20 janvier 1972 et de l'occupation du 22 janvier 1972. Ces lieux charrient une mémoire de la protestation arménienne et quelques acteurs sont les mêmes.

Si on se positionne à l'échelle du monde, la logique est anti-impérialiste, visible dans le contenu du texte laissé et dans la forme de l'action, martiale. Voyant dans l'étranger la source de tous les activismes, de nombreux rapports de RG et de rapports entre ambassades notent l'influence des luttes révolutionnaires sur les Arméniens : « grâce aux moyens d'informations modernes, les événements internationaux sont maintenant d'avantage ressentis par la population française. La nature des grands problèmes mondiaux a, en outre, accru l'importance des répercussions sur les différentes colonies étrangères vivant en France »<sup>968</sup>, et ils citent parmi elles, la communauté arménienne. Un rapport d'avril 1973 de l'ambassade de France à Ankara, s'adressant au ministère des Affaires étrangères en France, mentionne : « le caractère nouveau des activités arméniennes qui ne se limitaient plus à quelques manifestations, à l'occasion de l'anniversaire du 24 avril, mais qui se rapprochaient d'actions de groupe organisés, ayant des liens avec des organisations étrangères »<sup>969</sup>. Comme l'expose Ludivine Bantigny à propos des imprégnations tiers-mondistes des militants français en Mai 1968, les militants font le choix de sélectionner un modèle, puis négocient avec lui et le popularisent, par une « référence croisant le passé et le présent »<sup>970</sup>. Les sources d'inspiration du lointain puisent dans les actes de guérilleros d'Amérique latine et les actions d'éclat des Palestiniens. Des alliances tactiques sont visibles dans les listes d'organisations présentes aux meetings des uns et des autres et à leurs soutiens, qui apparaissent à la fin des tracts. Les activistes arméniens associent leur lutte à celle des peuples opprimés, dans une logique anti-impérialiste pour inscrire la lutte arménienne dans une série de questions internationales non résolues, ils concluent ainsi la fin de leur

---

<sup>968</sup> PP. BA 2327, Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RGPP, Confidentiel : « Perspectives pour l'année 1974 dans les diverses communautés étrangères au regard des événements survenus au cours de l'année écoulée », 5 janvier 1974.

<sup>969</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ambassade de France d'Ankara au ministère des Affaires étrangères, 12 avril 1973.

<sup>970</sup> Ludivine Bantigny. « Hors frontières, quelques exemples d'internationalisme en France. 1966-1968 ». *Op. cit.*

communiqué adressé à l'AFP : « VIVE LA NOUVELLE LUTTE DU PEUPLE ARMÉNIEN ! VIVE LA LUTTE DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMÉS ! »<sup>971</sup>.

Cette action s'inscrit aussi dans une histoire française des luttes en reconfiguration. La démultiplication de la parole entamée en Mai-Juin 1968 se prolonge. Après une brève période de radicalisation, les actions des groupes d'extrême-gauche sont parvenues à un seuil, témoin d'une usure. Elles n'évoluent pas jusqu'à la lutte armée<sup>972</sup>. Lilian Mathieu date leur essoufflement au début des années 1970<sup>973</sup>. Il montre comment l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux se met en place, selon des références et des logiques différentes des partis, toujours selon un horizon marxiste, mais non révolutionnaire, les causes prennent de la valeur pour elles-mêmes. Isabelle Sommier<sup>974</sup> date la crise des organisations d'extrême-gauche à partir de 1973. Elle distingue un niveau macro, le début de la crise économique, la fin de la combattivité ouvrière, l'évolution des luttes de libération du Tiers-monde et les attentats de Munich en septembre 1972, et un niveau micro, la dissolution de la GP en 1973 et le fait que la NRP cesse d'être offensive<sup>975</sup>. À rebours des scissions de la protestation proposées par ces auteurs, alors que Mai-Juin 1968 semble s'éteindre, la lutte arménienne est dans une phase d'essor et de radicalisation, décalée donc par rapport au schéma protestataire français.

En effet, de nombreux éléments ramènent à l'histoire française des militants, qui se lit à travers leurs réseaux amicaux, trotskistes, ou partisans, puisque le groupe s'est étoffé de la présence d'un membre de la GP. La scène commando est une caractéristique des actions des spontanéistes et de la GP, qui cherchent à frapper « fort », pour réclamer une justice sociale. L'origine des grenades, « ramassées », selon les militants interrogés, lors des manifestations, inscrit physiquement cette action dans l'histoire de la révolte française, comme l'exprime Liliane D. : « ce sont des grenades lacrymogènes trouvées dans les manifs, il y a une continuité aussi à ce niveau »<sup>976</sup>. La spectacularité de l'action se lit dans sa dimension frontale, sans

---

<sup>971</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Note des RGPP : « Quatre individus ont lancé le 4 avril, vers 11h30, trois grenades lacrymogènes dans les locaux du consulat turc à Paris. Au même moment, quatre autres personnes ont fait irruption dans les bureaux parisiens de la compagnie aérienne turque "Turkish Airlines", où ils ont déversé trois seaux contenant du sang animal et répandu des tracts hostiles aux gouvernements successifs d'Ankara, "complices des massacres d'Arméniens entrepris depuis 1915" », 5 avril 1973.

<sup>972</sup> Voir partie II chapitre 2 pour les questionnements historiographiques liés à l'absence de lutte armée en France. Voir la synthèse de Philippe Buton. *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68*. Op. cit.

<sup>973</sup> Lilian Mathieu. *Les années 1970, un âge d'or des luttes ?* Op. cit.

<sup>974</sup> Isabelle Sommier. « Une expérience "incommunicable" ? Les anciens militants d'extrême-gauche française et italienne » ? Op. cit.

<sup>975</sup> Isabelle Sommier. *La violence politique et son deuil. L'après 1968 en France et en Italie*. Op. cit.

<sup>976</sup> Entretien avec Liliane Daronian, juillet 2017. Une grenade non utilisée est offensive (et une grenade déjà utilisée est inoffensive). En théorie, seules les forces de l'ordre en possèdent. Il s'agit donc certainement d'une grenade fumigène, d'où le terme d'« engin artisanal », utilisé dans le compte rendu.

violence physique, et sa brièveté fugace, doublée pour en démultiplier l'écho. La radicalisation permet de compenser le faible effectif des acteurs, qui cherchent à s'affirmer dans un sens frondeur, par des actions « coup de poing », sous forme de guérilla, exprimant une colère, spontanément théâtralisée. Les militants veulent agir, puis penser, pour « servir le peuple », être l'étincelle qui le réveille, par une action symboliquement violente contre le régime turc : un acte libérateur prend la voie de la lutte armée, sans passage à l'acte, comme l'analyse aussi Isabelle Sommier à propos des actions spectaculaires de la CGT<sup>977</sup>. La violence mimée est une ressource mobilisatrice, pédagogique à visée démonstratrice. Des pratiques de l'extrême gauche française -comme les actions d'éclat visant à réparer une injustice sociale- sont imitées au profit d'une cause pour laquelle elles n'ont pas été conçues -réparer l'injustice causée par la Turquie-. Ces pratiques sont ainsi détournées, par le choix du lieu notamment.

Ce double geste n'est toutefois pas le résultat d'influences surplombantes, ni le produit d'une occidentalisation, il est le résultat d'une continuité de la lutte arménienne, avec d'autres moyens, aboutissant à une arménisation de l'action et à sa re-nationalisation. Une action, liée au contexte local, parisien, est utilisée pour des questions qui dépassent les frontières, créant un format « glocal(e) »<sup>978</sup>. Les militants explorent et expérimentent, recomposent des combinaisons d'éléments épars par une « adaptation mutuelle sélective »<sup>979</sup>. Ils font de la récupération et réinventent l'attentat, visible, même sous un format « altéré »<sup>980</sup>. Au reste, cette action se caractérise par sa circularité. Les instances diplomatiques françaises signalent que des actions concomitantes de ce type touchent d'autres villes en diaspora, au Liban et aux États-Unis, en même temps que la France<sup>981</sup>. On voit ici l'intérêt des archives diplomatiques, dont l'ancrage est national, mais qui sont coordonnées avec les autres ambassades, et dont l'envoi est dupliqué, reflétant le fonctionnement réticulaire de la diaspora, et informant des actions venues d'ailleurs. Les consulats de Turquie, à Los Angeles et à Chicago, semblent avoir été le théâtre d'incidents auparavant, le même lieu étant visé, avec la même brièveté et la même violence symbolique : à Los Angeles, « des Arméniens ont pénétré dans le consulat général,

---

<sup>977</sup> Isabelle Sommier. « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires. de la CGT ». *Cultures et conflits*. Printemps été 1993, 9/10, p. 341-356.

<sup>978</sup> Romain Bertrand. « Les Pémuda en politique. Les répertoires d'action des marches protestataires des étudiants en Indonésie en 1998 ». *Le Mouvement social*, 2003/1, n°202, p. 43-51.

<sup>979</sup> Romain Bertrand. « Le goût de la papaye jaune ». *Op. cit.*

<sup>980</sup> Bénédicte Ziberman, Michael Werner. « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1, 58<sup>e</sup> année, p. 7-36.

<sup>981</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Éditorial de *Son Havadis*, Annexe de la dépêche en date du 27/04/1973 de Vaur.

après en avoir crevé le plafond et fouillé les archives »<sup>982</sup>. Ici nulle volonté d'opérer des comparaisons de parentés. Les hommes et les pratiques circulent et c'est ce que les circulations font aux sociétés qui importent : elles froissent la Turquie. La double action parisienne, en retour, inspire d'autres actions en diaspora, ainsi le 26 octobre 1973, l'envoi d'un colis piégé à l'office du tourisme et de l'information de Turquie, à New York, est revendiqué par le commando Kurken Yanikian<sup>983</sup>, reprenant le nom du vieil Arménien. Au Liban, des lieux symbolisant la Turquie, comme la Turkish Airlines, sont attaqués en février 1975. Le 9 avril 1975, le consulat de Marseille reçoit des bris.

Cette double action française a donc précédé la lutte armée organisée à l'échelle d'un mouvement. Une action meurtrière, celle de Yanikian, aux États-Unis, est source de réinterprétation par une action commando en France, elle-même réinterprétée en diaspora au Liban, et, lorsqu'elle se déploie hors frontière, se métamorphose, dans le cadre de la présence palestinienne et de la guerre civile, en lutte armée, qui, certes, était déjà en discussion.

- Quelle triple réception ?

L'action est très souvent rappelée dans les échanges diplomatiques et les rapports de RG. Elle témoigne que les actions de rue arméniennes en France peuvent inquiéter la Turquie et déplacer les rapports de force. Un incident diplomatique entre la France et la Turquie a pu contribuer à renforcer l'écho de cette action. À Marseille, un monument aux morts du génocide, inauguré le 11 février 1973, dans la cour de l'église en présence d'hommes politiques français, a provoqué la colère de la Turquie, qui a rappelé son ambassadeur. Le CEA, par une campagne d'affichage et l'envoi de cartes postales émanant de toute la diaspora, a demandé au président de la République française de rappeler lui aussi son ambassadeur en Turquie. Aussi l'action manifestante du 4 avril 1973, s'ajoute, dans l'esprit des autorités et des médias, turcs et français, à cet incident. Dans le compte rendu des RGPP sur le 4 avril, la campagne d'affichage du CEA est agrafée avec celui sur Libération arménienne. Chaque action, réalisée par des arméniens issus de mouvements différents, s'alimente mutuellement, contribuant à fissurer les relations entre la France et la Turquie. La réussite de l'action d'éclat du 4 avril se mesure à la réaction de la presse et des autorités turques, qui s'en plaignent. Une lettre de l'ambassade de France en Turquie indique que le gouvernement et la presse turque sont inquiets des actions arméniennes :

---

<sup>982</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ambassade de France à Ankara au ministère des Affaires étrangères, 16 avril 1973.

<sup>983</sup> AN. 20030072/7. Études sur le terrorisme arménien (1970-1992). Rapport des RG : « Le terrorisme arménien », 1984.

les Arméniens sont diabolisés, ils sont qualifiés « d'agresseurs [...], fanatiques [...], comitadjis »<sup>984</sup>. Ils lisent dans cette action d'éclat une continuité avec d'autres actions arméniennes, virulentes, comme celles de Yanikian et la préparation de la lutte armée au Liban. Le journal *Son Havadis* s'interroge : « Pourquoi les Arméniens sont-ils devenus méchants ? »<sup>985</sup>. Le journal *Zafer* y voit : l'« organisation internationale du communisme et du terrorisme », dans ces « démonstrations à ciel ouvert »<sup>986</sup>, témoin de l'occupation de l'espace public. Le journal xénophobe *Tercüman* en a une lecture religieuse, « les manifestations arméniennes [...] poursuivent un seul objectif : attirer l'attention du monde chrétien »<sup>987</sup>. Ces actions ont des conséquences sur les relations entre la France et la Turquie, qui insiste sur leur « caractère préjudiciable aux bonnes relations d'amitié franco-turque »<sup>988</sup>. La presse turque estime que la France soutient les Arméniens et lui reproche de ne pas avoir protégé les bâtiments turcs par des forces de police le jour des incidents. Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères de Turquie demande à la France que les auteurs de trouble soient appréhendés, que la police française protège les bâtiments turcs et que des personnalités politiques françaises ne participent pas aux actions arméniennes. La France en prend acte puisqu'une note du ministre des Affaires étrangères turques se dit satisfait des mesures qu'elle a prises<sup>989</sup>.

Côté français, l'existence de multiples rapports des ambassadeurs français et des RGPP (un rapport factuel le 5 avril 1973 et un rapport plus explicatif le 7 avril 1973) reflète l'écho de l'action. L'ambassade de France en Turquie qualifie l'acte d'« attentat »<sup>990</sup>. Quant à la police, elle ne pensait pas que les Arméniens passeraient aussi tôt à l'action. Le bilan des RG de l'année 1973, envisage, pour l'année à venir<sup>991</sup>, la possibilité d'enlèvements « par certains extrémistes arméniens »<sup>992</sup>, de diplomates turcs pour attirer l'attention de l'opinion publique et obtenir l'inscription du génocide arménien de 1915 à la prochaine session de l'ONU. Ces hypothèses

---

<sup>984</sup> AMEA. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ambassade de France en Turquie, dépêche d'actualité n°6 : « La presse turque et les incidents de Paris », 12 avril 1973.

<sup>985</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Éditorial de *Son Havadis*. Annexe à la dépêche de R. Vaurs, en date du 27 avril 1973.

<sup>986</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Éditorial de *Zafer*. Annexe à la dépêche de R. Vaurs, en date du 27 avril 1973.

<sup>987</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Ambassade de France en Turquie, dépêche d'actualité n°6 : « La presse turque et les incidents de Paris », 12 avril 1973.

<sup>988</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Éditorial de *Zafer*. Annexe à la dépêche de R. Vaurs, en date du 27 avril 1973.

<sup>989</sup> AMAE. Europe-Turquie (1971-1976) 247QO/164. Ambassade de France en Turquie, dépêche d'actualité n°6 : « La presse turque et les incidents de Paris », 12 avril 1973.

<sup>990</sup> *Ibid.*

<sup>991</sup> PP. BA 2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Note des RGPP : « Bilan des RG, communauté arménienne, 1973 », 5 janvier 1974.

<sup>992</sup> PP. BA 2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Confidentiel, Note des RGPP, 21 mai 1974.

sont formulées à l'aune des actions de mouvements d'extrême-gauche français, la GP ayant procédé à l'enlèvement d'un cadre travaillant chez Renault, Robert Nogrette en mars 1972<sup>993</sup>. Elles révèlent aussi que la question arménienne est portée par des actions d'éclat ET par des actions institutionnelles, qui s'alimentent mutuellement aux yeux des autorités françaises. En effet, l'ONU est sur le point d'examiner un nouveau rapport affirmant que le génocide des Arméniens est le premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle. En réaction à cette action d'éclat, la France envisage des mesures préventives, comme la surveillance des Arméniens et la mise en place des opérations de dissuasion (convocation et mises en garde). Une instruction est donnée aux préfets et aux services de police à Paris, Lyon et Marseille, de protéger les locaux officiels turcs jusqu'à la fin du mois d'avril, afin que les cérémonies du 24 avril ne prennent pas une dimension anti-turque. Une note du ministre des Affaires étrangères affirme qu'il faut « empêcher les activités arméniennes en France »<sup>994</sup>, pour ne pas compromettre les rapports avec la Turquie. Cependant, les autorités françaises distinguent les jeunes activistes, « fanatiques »<sup>995</sup>, de la communauté, non violente.

Du côté arménien, la réception de l'acte varie selon les lieux. Au Liban, il est possible que les auteurs du journal *Yéridassart Haiï*, défendant la lutte armée, soient entrés en contact avec des membres de Libération arménienne, dont la dynamique de groupe se brise. Effectivement, cette action est isolée et le mouvement ne continue plus sur ce mode, car la lutte armée, en préparation au Liban, l'en détourne. Quant aux représentants de la communauté arménienne en France, ils s'en désolidarisent. La presse arménienne, *Haratch*<sup>996</sup>, l'évoque avec un regard critique. Dans *Haiïastan*, Ara Krikorian estime que Libération arménienne utilise « des méthodes curieuses au service d'une idéologie très sommaire » et les qualifie d'« actes isolés sans lendemain »<sup>997</sup>. Il reconnaît toutefois que l'ampleur de la réaction de la presse turque et étrangère montre que ces actions donnent une publicité à la cause arménienne.

---

<sup>993</sup> *Ibid.*

<sup>994</sup> AMEA. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/164. Note du ministère des Affaires étrangères, conversation avec le chargé d'affaires de Turquie, 1<sup>er</sup> mars 1973.

<sup>995</sup> AMEA. Europe-Turquie (1971-1976), 247QO/166. Aide-mémoire du ministère des Affaires étrangères, Claude Mantel, 10 avril 1973.

<sup>996</sup> *Haratch* n°12684, 6 avril 1973.

<sup>997</sup> A.K. « Avril Rouge ». *Haiïastan* n°337, avril 1973, p. 6.



### C) La manifestation du soixantième anniversaire du génocide, le 24 avril 1975

Entre 1972 et 1974, la cérémonie du 24 avril est organisée autour du tryptique messe-dépôt de gerbes-soirée commémorative, sans manifestation apparente. La cérémonie religieuse se fait sous l'égide du clergé de l'Église apostolique arménienne de France et à l'appel du Comité de la commémoration du génocide des Arméniens de 1915-22. Ainsi, en 1973, les RGPP notent, avant son occurrence, qu'elle s'exprime « immuablement »<sup>998</sup> selon ce déroulé. Le 24 avril 1975, une manifestation émerge à nouveau à Paris et à Lyon, que les RGPP avaient envisagé : selon eux, entre la messe et l'Arc de triomphe, les jeunes tenteront peut-être une manifestation<sup>999</sup>, non prévue initialement. Elle s'éclaire dans le contexte de la lutte armée et de la date anniversaire. En effet, en raison des premières actions de l'ASALA, les autorités françaises craignent « des bombages, des slogans ou l'apposition d'affiches anti-turques »<sup>1000</sup>. Toutefois, la petite place accordée à cette manifestation, filmée pour la première fois à la télévision, ne doit pas surprendre dans notre recherche. Elle mobilise des éléments déjà présents dans les manifestations qui l'ont précédée et apparaît comme le résultat de mobilisations passées. À Paris et à Lyon, la commémoration a été préparée activement. En amont, une collecte « 20 000 familles à 20 francs », organisée par le CDCA, doit permettre de trouver des financements à la campagne d'informations pour la cérémonie<sup>1001</sup>. Un film sur le génocide est réalisé, sur la base de témoignages et sur un travail de recherche documentaire. Des affiches sont apposées partout dans Paris, dont certaines représentent des soldats turcs face à un récipient débordant de têtes décapitées et portant le libellé « Les soldats sont turcs- les décapités : arméniens »<sup>1002</sup>. Plus tard, un immense meeting du CDCA en juin 1975 accueille 3500 personnes<sup>1003</sup>, dont les intellectuels Yves Ternon et Anahide Ter Minassian.

---

<sup>998</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (avant 1975), commémorations et manifestations arméniennes en France (1965-1974), incidents avant 1975. Rapport des RGPP, confidentiel : « Les autorités officielles turques à Paris se montrent vivement irritées et mécontentes de la persistance des manifestations d'hostilité entretenues à leur encontre par des éléments de la communauté arménienne de Paris », 7 avril 1973.

<sup>999</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1975). Note des RGPP : « Contrairement à ce qui est annoncé dans le journal "Le Monde", il ne serait pas question d'un défilé sur les Champs-Élysées, par les Arméniens de la région parisienne, à l'occasion de la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire du génocide de 1915 par les Turcs, le jeudi 24 avril », 24 avril 1975.

<sup>1000</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1975). Note des RGPP : « À l'approche du 60<sup>e</sup> anniversaire du "génocide arménien de 1915 en Turquie", les autorités diplomatiques turques redoutent que des actes malveillants soient perpétrés contre leurs bâtiments officiels à Paris. Ils expriment en conséquence le souhait que ces immeubles fassent l'objet d'un service statique de sécurité », 20 mars 1975.

<sup>1001</sup> « Le bureau du CDCA ». *Haïastan* n° 358, mars 1975, p. 1.

<sup>1002</sup> « 24 avril. En suivant les affiches ». *Arménia* n°4, avril 1975, p. 14.

<sup>1003</sup> « À Paris. Palais des Congrès. 3500 personnes au meeting du C.D.C.A. *Arménia* n°7, juillet 1975, p. 9-11.

## 1/ L'irruption d'une manifestation de rue à Paris et à Lyon

À Paris, la manifestation fait irruption au sein d'une cérémonie réglée. Des jeunes Arméniens de l'UEAE profitent de la sortie de l'église, après la messe, pour se rassembler. Le CDCA ne s'y oppose pas, même s'il n'a pas organisé la manifestation. Sa forme, métissée, mélange des éléments arméniens et français. En effet, les revendications et la symbolique des lieux (départ de l'église arménienne et objectif du consulat turc) sont arméniens. Le bagage manifestant (banderoles, pancartes, tracts), les slogans et la chanson d'Aznavor sur le génocide, « ils sont tombés [...], puisqu'ils étaient fautifs d'être enfants d'Arménie »<sup>1004</sup>, sont en français. La manifestation se fait en deux temps. 300 jeunes, groupés derrière une banderole, se rendent à l'Arc de triomphe, en passant par l'avenue George V, puis l'avenue des Champs-Élysées. À l'arrivée, à l'Arc de triomphe, le cortège se joint aux anciens combattants, pour le dépôt de gerbes sur le tombeau du Soldat inconnu, à 18h30. Puis la manifestation reprend, avenue de Friedland, et les manifestants, regroupés derrière des banderoles, descendent le boulevard Haussmann, où se situe le consulat de Turquie. Ils réclament la reconnaissance du génocide par les organismes internationaux, la récupération des terres annexées par la Turquie et ils scandent des slogans antisoviétiques, tels que « URSS assassin »<sup>1005</sup>. Stoppés par la police municipale au carrefour du boulevard Haussmann et de la rue de Berri, les manifestants entonnent *La Marseillaise* et font un sit-in jusque 20h, puis se rendent salle Pleyel, où 2400 personnes sont présentes.

À Lyon, le jeudi 24 avril, à l'appel de l'Union nationale arménienne de Lyon, le travail a cessé, en signe de deuil et de protestation. À 19h, 200 personnes assistent, place Bellecour, au Veilleur de pierre, au dépôt de gerbes. Après l'allocution d'une personnalité de la ligue des droits de l'homme, 60 jeunes du *Nor Seround* se rendent en cortège devant le consulat de Turquie (approché déjà en 1974) et la compagnie aérienne, rue de Sèze. Ils portent des banderoles et scandent des slogans réclamant la justice, opiniâtres, selon *Le Progrès*<sup>1006</sup>, affirmant que la Turquie « doit reconnaître le génocide »<sup>1007</sup>, puis ils se dirigent vers l'église arménienne, rue Boileau.

---

<sup>1004</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1975), résumé des commémorations. Note des RGPP : « Les associations d'émigrés arméniens de Paris et de la région parisienne ont célébré, le 24 avril, le 60<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Arméniens de Turquie en 1915 », 25 avril 1975. Voir en annexes, photo n° 5, p. 463.

<sup>1005</sup> *Ibid.*

<sup>1006</sup> *Le Progrès*, 25 avril 1975.

<sup>1007</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1975), résumé des commémorations. Ministère de l'Intérieur, DGPN, DCRG : « Colonie arménienne de Lyon, 5<sup>e</sup> section », 2 mai 1975. Voir en annexes, photo n° 6, p. 463.

## 2/ Les manifestations de rue, un répertoire d'action transnational

La manifestation du 24 avril 1975 se déroule simultanément, selon un format offensif, partout en diaspora. Le nombre de manifestants, le lieu visé (les instances diplomatiques turques), le relais politique et l'écho médiatique attestent de caractéristiques communes dans tout l'espace de la diaspora. Ainsi, à New York, 10 000 personnes défilent avec des banderoles sur la 5<sup>e</sup> avenue et s'arrêtent devant le consulat turc. Des députés et des sénateurs sont présents. À Ottawa, 3000 personnes portent des banderoles devant les instances diplomatiques turques et la cérémonie se clôt par une remise de lettres de protestation, dont les médias rendent compte. À Londres, un défilé de 2000 personnes a lieu devant l'ambassade turque, avec une remise de requête au Premier ministre, et la BBC le retransmet. À Buenos Aires, 1000 personnes manifestent devant l'ambassade turque. La police s'oppose à la manifestation, qui s'achève par la remise d'une lettre à l'ambassade. Elle trouve un écho dans la presse, la radio et la télévision.

Les formes des mobilisations se calquent sur la spécificité de chaque pays. À Los Angeles, des avions et des hélicoptères diffusent des slogans dans le ciel. À Beyrouth, en raison de la guerre civile, la manifestation se déroule le 6 mai, journée des martyrs libanais, victimes, en 1916, des Turcs Ottomans. Les manifestants, au nombre de 50 000, portent des banderoles : « pas de paix dans le monde sans la libération de la Palestine et de l'Arménie »<sup>1008</sup> et font ensuite un sit-in devant l'office du tourisme turc. À Athènes et à Ispahan, il y a un défilé de 4000 personnes<sup>1009</sup> et à Washington, il comprend 1500 personnes. Les cérémonies du 24 avril 1975 dans le monde diasporique arménien représentent un cas exemplaire d'une adéquation entre la forme, offensive, et le contenu des revendications, portant sur les terres et la reconnaissance du génocide. Elles permettent de définir les caractéristiques d'une diaspora : une communauté expulsée hors de son territoire d'origine, en raison du passé traumatique génocidaire, lutte contre la Turquie, dans le monde entier, pour faire connaître les raisons de sa dispersion de façon semblable, se jouant des frontières, et ainsi est reliée, par de-là la distance.

---

<sup>1008</sup> AMAE. ANMO (1973-1982), 1835 INVA/408. Situation intérieure, Minorités. Ministère des Relations extérieures, Ambassade de France au Liban, Beyrouth, 9 mai 1975.

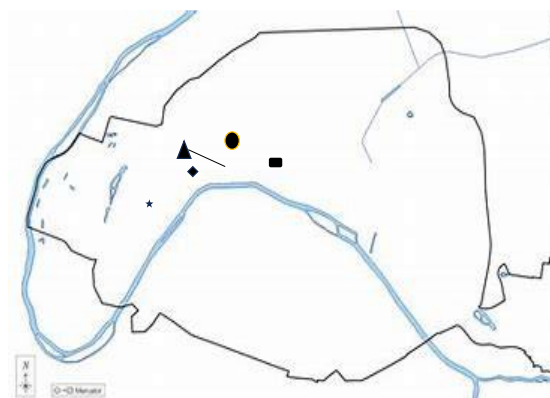
<sup>1009</sup> « Le soixantenaire à travers la presse ». *Arménia* n°6, juin 1975, p. 9-12.

## Conclusion du chapitre

Après être restés confinés dans des espaces clos en raison de la sidération provoquée par le génocide et de l'expérience douloureuse de l'exil, les Arméniens occupent la rue à Paris et à Lyon, en 1965, pour exprimer leur deuil. À Paris, le contexte protestataire du début des années 1970, présent en France et dans le monde, est propice à l'expression de revendications, portées par des acteurs (proche de l'UEAE), insérés dans des lieux de rencontre (la Cité universitaire), à l'interface de Mai-Juin 1968 et des luttes anti-impérialistes, par les discours, les alliances et le format de l'activisme. Ces actions répondent aux critères du transnational : simultanées, elles se diffusent par contagion, tout en se renouvelant. L'origine n'est jamais univoque et l'antériorité de l'action manifestante n'en constitue pas une preuve. Restituer le contexte de propagation est toutefois utile. Chaque tentative pour en déceler la source semble se dérober, tant les actions se répondent, sans être reproduites à l'identique. Ce n'est pas plus l'Occident que le Moyen-Orient qui impulse des dynamiques, mais l'ensemble de la diaspora. Faisant fi des frontières étatiques, ces actions manifestantes permettent de poser d'autres questions aux populations d'origine immigrée : non pas comment la société qui les a accueillis influe sur eux, mais comment, une histoire-monde se dissémine dans leurs mobilisations et comment, par ces enjambements, ils affirment leur appartenance arménienne.

Ces premières actions de rue de la diaspora arménienne en France, qui dévoilent une question arménienne non résolue, portent autant sur la spoliation des terres que sur le génocide non reconnu et dérangent la Turquie. Les efforts que celle-ci déploie pour les étouffer, par la demande de protection de ses bâtiments, des enquêtes sur les militants arméniens et la critique de l'inaction de la France, traduisent ses craintes et sa négation de la question arménienne. Si l'occupation de l'espace parisien demeure partielle, les rapports entre la France et la Turquie en sont affectés. Les actions manifestantes arméniennes du début des années 1970 permettent ainsi de *racommoder les espaces* à toutes les échelles. À l'échelle infra-urbaine, les manifestations arménisent l'espace urbain, par l'usage de lieux qui désignent l'ennemi turc (voir le plan page suivante). À l'échelle nationale, ces actions manifestantes qui irriguent Paris et sont émergentes à Lyon, esquissent un espace de la protestation arménienne. À l'échelle mondiale enfin, elles mettent en relation tout le monde arménien, le décroissant : la France, la diaspora occidentale, le Moyen-Orient, voire l'Arménie soviétique sont (re)connectés.

L'émergence d'actions manifestantes à Paris  
(première moitié des années 1970)



◆ Église arménienne de la rue Jean Goujon

I Lieux des mobilisations antiturques

● Consulat de Turquie

\* Ambassade de Turquie

■ La Turkish Airlines

II Lieux français

▲ Arc de Triomphe

— Avenue des Champs-Élysées

## **Chapitre 7) La diversification des actions manifestantes. Deuxième moitié des années 1970**

Polarisées par l’imaginaire des racines, inscrites dans la longue durée, les mobilisations de la diaspora arménienne se déploient dans la réalité du réseau mouvant, perméable aux imprégnations de la France et du monde. Pour faire advenir leurs revendications, les Arméniens élaborent des actions manifestantes croisées, au carrefour entre projet national, lié aux origines, et appartenance ouverte à d’autres horizons<sup>1010</sup>, dans une forme de négociation permanente. Dans la deuxième moitié des années 1970, ainsi que l’analyse Lilian Mathieu, l’espace des luttes, en interrelation<sup>1011</sup>, demeure alors autonome vis-à-vis du pouvoir politique, témoin de sa vitalité. À l’échelle mondiale, au milieu des années 1970, si les clivages de classe n’ont pas disparu, l’horizon révolutionnaire s’est réduit, les logiques des mobilisations évoluent vers des revendications plus sectorielles. À l’échelle de la diaspora, l’affirmation de la troisième génération migratoire, la lutte armée contre les représentants de l’État turc et les migrations, liées aux retours d’Arménie soviétique et surtout issues du Moyen-Orient, en raison du contexte géopolitique heurté (guerre civile au Liban à partir de 1975), reconfigurent les mobilisations arméniennes. À l’échelle nationale, en France, la présence de la droite au pouvoir maintient une conflictualité sociale, malgré la crise économique. Aussi, d’autres fronts de luttes, davantage liés à une cause spécifique d’un groupe d’individus, souvent urbain et doté en capital social et culturel, se déploient, comme les mouvements pacifistes et régionalistes, dont s’empare alors une partie de la gauche. Les Arméniens en France sont intégrés socialement, mais la condition de descendants de victimes d’un génocide non reconnu, et dont les terres ont été spoliées, porte une partie d’entre eux à s’engager.

Aussi, une nouvelle phase dans le cycle des mobilisations arméniennes se dessine. Les Arméniens contribuent à transformer la charge émotive de la question arménienne au profit d’une lecture politique en l’inscrivant dans l’espace public, pris au sens littéral. Pratique sociale très utilisée en France, l’occupation de la rue peut constituer une opportunité pour faire advenir la question arménienne. Effectivement, la lutte armée, la forme plus expressive des revendications arméniennes, avec l’usage systématique de la manifestation lors du 24 avril, à Lyon et à Paris, l’irruption d’un nouveau groupe, Libération arménienne, en 1976, de nouveaux modes d’action, ainsi que la réception de la question arménienne dans l’arène médiatique et politique, incitent à caractériser cette période de deuxième phase du cycle. Cette séquence est initiée par la rupture que constitue la simultanéité de la répression de la manifestation, le 24

---

<sup>1010</sup> Christine Chivallon. « La diaspora noire des Amériques ». *Op. cit.*

<sup>1011</sup> Lilian Mathieu. *Les années 1970, un âge d’or des luttes ? Op. cit.*

avril 1976, à Paris et à Lyon, évoquée lors des entretiens, notamment à Lyon. Interdits de manifestation dans les deux villes, les Arméniens, probablement encouragés par la lutte armée et entraînés à Paris par une nouvelle organisation, tentent de se rassembler. Ils achèvent de transformer la cérémonie de deuil en action de rue, inaugurant alors un front nodal protestataire, qui interpelle les autorités<sup>1012</sup>. Cette phase se clôt au début de l'année 1982, par une grève de la faim à Décines. Elle correspond, à l'échelle mondiale, à l'épuisement des horizons révolutionnaires et à leur moindre autonomisation. À l'échelle de la diaspora arménienne, la prise d'otages au consulat turc à Paris, le 24 septembre 1981, a renforcé la médiatisation de la question arménienne. En France, l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste, quelques mois plus tôt, modifie les formes prises par les luttes. Les sources externes sont aussi plus riches. En effet, alors que les rapports des RGPP sur les cérémonies du 24 avril étaient irréguliers jusqu'en 1974, ils sont ensuite plus fournis, en raison probablement de la lutte armée et de la demande de la Turquie d'une plus grande surveillance des Arméniens. La liste des nombreuses interpellations en 1976 et 1977 permet aussi d'établir une sociologie plus fine du groupe manifestant. Cette irruption protestataire est à relier, durant ce microcycle, à l'absence d'autres manifestations arméniennes, sauf les manifestations « sauvages » et les manifestations à date fixe, comme celles du 1<sup>er</sup> Mai.

## **A/ Un microcycle de manifestations du 24 avril réprimées (1976-1978)**

### 1/ Des acteurs multiples

-Des compétences manifestantes en cours d'acquisition

Notre objet d'étude, les réappropriations d'actions manifestantes par les Arméniens en France, se laisse difficilement saisir en raison de la complexité de son contour, qui tient à la forme de l'action, la commémoration du 24 avril étant transformée en manifestation, à l'origine d'une dynamique d'entre-deux, entre deuil et lutte. Si le 24 avril, des niches protestataires s'étaient déjà manifestées, réduisant l'étanchéité de la frontière entre les formes mémorielles et politiques<sup>1013</sup>, les célébrations du 24 avril, entre 1976 et 1978, par l'irruption d'une action manifestante réprimée, ou de sa possible occurrence, ne se situent plus dans le registre commémoratif. La manifestation, par le non-respect de l'interdiction, qui est ainsi une forme

---

<sup>1012</sup> Anne Raulin. « Minorités intermédiaires et diasporas ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1991, vol. 7, n°1, p. 63-69.

<sup>1013</sup> Stéphane Latte. « Le choix des larmes, la commémoration comme mode de protestation ». *Politix*, 2015/2, n°110, p. 7-34.

de défi à l'État turc et à l'État français, s'invite et éclipse la dimension cérémonielle. Elle émerge ainsi comme une opportunité, puisque dans la « routine » de la commémoration, une manifestation « initiatrice »<sup>1014</sup> est esquissée. Selon Pierre Favre, une manifestation « routinière »<sup>1015</sup> se caractérise par une organisation déjà spécialisée, des revendications normalisées, un rapport aux médias organisé, une opinion publique indifférente, un ancrage dans le passé et un rapport à l'ordre prévisible. La manifestation initiatrice fait émerger un groupe inconnu, des revendications fondatrices, un rapport aux médias à créer, une opinion publique problématique, une orientation vers le futur, un rapport à l'ordre aléatoire, même si le risque d'affronter la police est anticipé par les militants, « l'événement est imaginé en amont tant par les protestataires que par les appareils de sécurité »<sup>1016</sup>, d'autant plus qu'il s'agit d'une date anniversaire.

La manifestation est un acte spatialisé, qui permet de visibiliser une question et, par capillarité, de politiser la rue. Entre 1976 à 1978 à Paris, trois années de suite, l'action manifestante se reproduit selon un processus semblable, en quatre temps. Il y a d'abord une demande de manifester de la part du CDCA, ensuite une interdiction de la préfecture, suivie d'une esquisse de rassemblement-manifestation et, plus particulièrement en 1976 et 1977, une insistance à occuper la rue, enfin des interpellations. Chaque année, l'extension spatiale de la manifestation est de plus en plus réduite. En 1976, à Paris, la demande de manifester porte sur l'itinéraire allant de la rue François 1<sup>er</sup> à la place Charles de Gaulle, les participants ont le temps de manifester, malgré l'interdiction. En 1977, elle porte sur les Champs-Élysées, avant la cérémonie à l'Arc de triomphe<sup>1017</sup>. Une prise de parole de 30 minutes est autorisée sur le parvis de Notre-Dame, mais sans constitution de cortège. La manifestation est brève. En 1978, le CDCA a d'abord obtenu d'aller à l'Arc de triomphe en passant par la chaussée<sup>1018</sup>, puis en fait la manifestation doit passer par le passage souterrain, reflet de la place tenue que les Arméniens ont alors dans l'espace public (à Lyon et Marseille, la manifestation est autorisée). La manifestation n'a pas le temps d'advenir. Cette reproductibilité de l'opiniâtreté des Arméniens

---

<sup>1014</sup> Pierre Favre. « Introduction. Manifester en France aujourd'hui ». *La manifestation*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 11-65.

<sup>1015</sup> *Ibid.*

<sup>1016</sup> Emmanuel Blanchard, Emmanuel Droit. « Forces de l'ordre et crise politique au XX<sup>e</sup> siècle ». *Op. cit.*

<sup>1017</sup> APP. FD. 282. Manifestation des Arméniens pour la commémoration des massacres de 1915 à 1922 (1977). Bordereau d'envoi de la préfecture de police à Monsieur le directeur général de la police municipale, Cabinet du préfet, 15 avril 1977.

<sup>1018</sup> APP 163 W 68. Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide de Arméniens (1915), Lundi 24 avril 1978. Note des RGPP : « Précisions concernant la manifestation organisée par le CDCA, le lundi 24 avril, à l'occasion de la célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien », 10 avril 1978.



à vouloir manifester forme une unité séquentielle, où la manifestation se transforme en action revendicative.

Dans la seconde moitié des années 1970, la manifestation de rue est un mode d'action qui commence à être assimilé par les Arméniens, en cours d'acquisition de compétences manifestantes, en raison de leur présence déjà ancienne en France, dans un contexte de forte mobilisation, et de leur usage répété de cette pratique. Trois éléments vont dans le sens de cette acquisition. En premier lieu, ils maîtrisent l'ordre juridique de la manifestation, en la déclarant. Une manifestation dépend en effet du décret de loi du 23 octobre 1935, qui nécessite une demande d'autorisation préalable, en raison de son potentiel disruptif<sup>1019</sup>, et elle peut être considérée comme un délit d'attroupement, si la démarche n'a pas été réalisée. En outre, les manifestants se sont dotés d'un service d'ordre dans les deux villes, Paris et Lyon, pour éviter les débordements possibles. Il est obligatoire pour toute manifestation depuis 1909. Isabelle Sommier indique qu'il régule la manifestation, car en plus d'un rôle de protection, il signifie que la manifestation est préparée, avec la négociation d'itinéraires<sup>1020</sup>. La présence d'un bagage manifestant (banderoles, pancartes et slogans), enfin, est le signe d'une préparation en amont. Les sources sont aussi plus précises sur les enjeux spatiaux de la manifestation : le passage de la frontière entre le trottoir et la chaussée est ainsi avéré, malgré l'interdiction. L'occupation de la chaussée, dans la durée, avec l'équipement manifestant, inscrit la manifestation dans une théâtralité, qui se mesure presque à une dramaturgie en actes, permettant aux acteurs de s'ancrer dans l'espace investi. C'est un enjeu physique, de mise en scène du corps combattif et un enjeu symbolique, signal du passage au politique.

La seule quête, macrosociologique, des motivations des différents acteurs, forces de l'ordre procédant à des interpellations, au besoin par la violence, et manifestants osant s'y opposer, est peu heuristique. Aussi, à la suite des travaux d'Olivier Fillieule, nous nous intéresserons plus particulièrement aux facteurs microsociologiques et donc aux interactions entre les deux forces en présence. Nous tenterons d'appréhender les usages politiques de l'occupation de la voie publique, lors du « moment manifestant »<sup>1021</sup>, qui sont l'occasion de mettre en scène l'appropriation de référents, de pratiques et de lieux jouant sur la dialectique

---

<sup>1019</sup> Alain Dewerpe. *Charonne. 8 Février 1962. Anthropologie d'un massacre d'État. Op. cit.*

<sup>1020</sup> Isabelle Sommier. « La CGT : du service d'ordre au service d'accueil ». *Maintenir l'ordre. Genèses*, 1993, 12, p. 69-88.

<sup>1021</sup> Pierre Favre. « Introduction. Manifester en France aujourd'hui ». *Op. cit.* Olivier Fillieule. « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique ». *Cultures et conflits*, printemps-été 1993, 09-10, p. 1-17.

du familier imaginaire, associé au territoire d'origine, du familier vécu, lié à la France et de l'altérité, liée au reste du monde.

-Des cérémonies divisées sous la double surveillance de la Turquie et de la France

Dans les deux villes, la cérémonie est organisée selon le leitmotiv séquentiel, autour du triptyque messe/dépôt de gerbes/discours en salle, laissant peu de place pour une manifestation. Le lieu du dépôt de gerbes n'est toutefois pas le même. À Paris, il a lieu à l'Arc de triomphe, symbole du Soldat inconnu de la Première Guerre mondiale, et à Lyon, au Veilleur de pierre, symbole de la résistance. Les acteurs de la cérémonie sont divisés dans les deux villes. Des contraintes pèsent sur l'éventail des possibles expressions de la manifestation, liées en partie aux clivages politiques. À Paris, les organisateurs de la cérémonie traditionnelle, l'Église, l'UGAB et la JAF-UCFAF, responsables du Comité pour la commémoration du génocide des Arméniens<sup>1022</sup>, rejettent le principe de la manifestation et se montrent conciliants avec les forces de l'ordre. Ainsi, à propos du 24 avril 1976, un communiqué de la JAF indique qu'une manifestation est « de nature à compromettre l'esprit unitaire qui anime l'ensemble de la communauté arménienne »<sup>1023</sup> et le Comité demande à un policier de se saisir du drapeau arménien (rouge, bleu et orange) de la république indépendante de 1918-1920. Face à eux, deux mouvements politiques veulent manifester, mais n'ont pas la même conception de la manifestation : la mouvance *dachnak* (y compris donc le CDCA et le *Nor Seround*) et le mouvement d'extrême-gauche, Libération arménienne.

Les interdictions sont justifiées par le fait qu'un défilé « est de nature à troubler l'ordre public »<sup>1024</sup> et risquerait d'indisposer la Turquie, surtout depuis les attentats contre les diplomates turcs, comme celui du 24 octobre 1975 à Paris. Ce n'est donc pas tant le critère du désordre public qui pose problème, mais le fait que la manifestation soit une question de politique internationale. Elle implique donc une gestion de l'ordre différente. Les autorités françaises rapportent « l'inquiétude des milieux officiels turcs à l'approche du 24 avril »<sup>1025</sup> et insistent sur leur « irritation devant le renouvellement, chaque année, de manifestations

---

<sup>1022</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Préfecture de police, Direction générale de la police municipale, 1<sup>er</sup> district, Sous-directeur du 1<sup>er</sup> district P. I à M. le Directeur général de la police municipale : « Manifestation des Arméniens », 24 avril 1976.

<sup>1023</sup> « Communiqué ». *Notre voix* n°185, mai-juin 1976, p. 2.

<sup>1024</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Cabinet du préfet, Lettre du préfet de police, 21 avril 1976.

<sup>1025</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Note des RGPP : « L'inquiétude des milieux officiels turcs à l'approche du 24 avril, date anniversaire marquant le massacre des Arméniens en Turquie », 16 avril 1976.

arméniennes rappelant un passé désagréable et une hostilité latente »<sup>1026</sup>. Ainsi en 1976, les cercles officiels turcs, à Paris et à Lyon, craignent qu'à la suite de la cérémonie, les participants ne se rendent auprès d'une représentation diplomatique turque, pour y scander des slogans hostiles. Aussi des dispositions sont mises en place pour protéger les locaux turcs. La présence régulière de la liste des bâtiments turcs à Paris dans les rapports des RGPP est un indicateur des inquiétudes de la Turquie et des dispositions à mettre en œuvre. En 1976 et en 1977 à Paris, les décisions du préfet de police, sur instruction du ministre de l'Intérieur, sont d'interdire tout rassemblement et défilé, de protéger l'ambassade et le consulat turcs et d'empêcher la présence de pancartes et de banderoles. Il s'agit de gommer tout attribut d'équipement manifestant arménien, qui exprimerait une action offensive contre la Turquie. Les Arméniens se voient refuser le droit de constituer un collectif qui fait corps ensemble, par la marche et l'expression de revendications. À Lyon, en 1976, les autorités diplomatiques turques souhaitent que « tout soit mis en œuvre pour que cette manifestation, si tant est qu'elle puisse être autorisée, ne dégénère pas en un affrontement entre les deux communautés »<sup>1027</sup>, turque et arménienne. Cette information, transmise par les RGPP (à Paris donc), est un signe que les polices des deux villes coopèrent.

Du côté des manifestants arméniens, ces interdictions sont ressenties comme un déni d'exister, aussi portent-elles un acte de désobéissance potentielle. En effet, une manifestation contre la Turquie constitue l'occasion d'exprimer des revendications. Du côté des forces de l'ordre (police urbaine en province et préfecture de police à Paris), le non-respect de la consigne est marqueur d'illégalité, aussi l'interdiction légitime la répression. Si la manifestation se déroule malgré tout, deux critères président alors au choix de l'intervention policière : le non-respect de l'interdiction (l'infraction à la loi) et la dangerosité que représente la manifestation, celle-ci pouvant s'apparenter à l'émeute. Aussi les manifestants ont alors l'obligation de partir après sommation.

---

<sup>1026</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Note des RGPP : « Les craintes des autorités diplomatiques turques et les intentions des associations d'émigrés arméniens de Paris à l'approche de la date du 24 avril marquant le 61<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Arméniens de Turquie », 3 avril 1976.

<sup>1027</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976), 61<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien, prévision des manifestations. Note des RGPP : « Les autorités diplomatiques turques de la capitale manifestent de plus en plus leurs inquiétudes à l'approche du 24 avril, date anniversaire du massacre des Arméniens en Turquie », 21 avril 1976. Voir Isabelle Rigoni. « Les mobilisations des Kurdes en Europe ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1998, vol. 14, n°3, p. 203-223.

## -De jeunes manifestants dans une mobilisation communautaire

Aux divisions politiques de la communauté, à sa double surveillance, un autre paramètre contribue à faire de la manifestation du 24 avril, entre 1976 et 1978, une action entremêlée, reflet de la porosité de la diaspora à plusieurs histoires. Il s'agit de l'irruption d'une jeunesse politisée par « le moment 68 » : « Comme dans la majeure partie des colonies étrangères, les événements révolutionnaires de 68 n'allaient pas rester sans effet sur la jeune génération arménienne qui critiquait vivement l'apathie des aînés et se montrait très sensible à l'exemple des jeunes révolutionnaires du monde entier, notamment des Palestiniens »<sup>1028</sup>, idée présente depuis le début des années 1970. Les sources policières insistent sur les oppositions générationnelles et politiques, entre les aînés des organisations traditionnelles, qui sont contre les manifestations, et les jeunes Arméniens, qui sont pour et qui sont « gagnés aux thèses révolutionnaires et [sont] soucieux de dépasser, par la violence au besoin, la respectueuse expectative de leurs aînés »<sup>1029</sup>. Les autorités françaises redoutent des connexions entre la « minorité extrémiste arménienne résidant en France et des commandos terroristes pouvant agir à partir de l'extérieur »<sup>1030</sup>. À Lyon, un sit-in est initié par des militants du *Nor Seround*<sup>1031</sup>, très actifs, dont quelques-uns de Saint-Étienne, influencés par l'extrême-gauche. À Paris, Libération arménienne, qui s'était déjà exprimé dans l'espace public en 1973, s'affirme pour la première fois, comme mouvement organisé le 24 avril 1976 et contribue à transformer la commémoration en manifestation, par un débordement dans la rue.

Toutefois, la jeunesse arménienne n'est pas seule à manifester. La sociologie des interpellations, en 1976 et en 1977<sup>1032</sup>, invite à définir les contours de la communauté. À Paris, la participation oscille entre 1000 et 3000 personnes, difficile à mesurer, en raison de deux lieux de dispersion. Le jour (en 1976, le 24 avril a lieu un samedi, en 1977, un dimanche) peut expliquer le nombre assez élevé de participants, même si les organisateurs semblent déçus. Les manifestants sont, dans leur grande majorité, d'origine arménienne et de nationalité française. En 1976, sur les 139 manifestants interpellés, 96% sont de nationalité française (134), les autres

---

<sup>1028</sup>AN. 20030072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Note des RGPP, Document de travail : « Éventuelles activités de terroristes arméniens contre des diplomates ou des bâtiments turcs en France », 7 mars 1977.

<sup>1029</sup> APP 163 W 68. Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens. (1915), Lundi 24 avril 1978. Note des RGPP : « Comme les années précédentes, la colonie arménienne de la région parisienne s'apprête à commémorer le 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide de 1915. Diverses manifestations sont prévues dans la capitale les dimanche 23 et lundi 24 avril. Si les organisations traditionnelles doivent conserver leur dignité habituelle, par contre il paraît impossible de prévoir les réactions de la jeunesse qui, ces dernières années, s'est manifestée d'une manière plus violente, tout au moins plus démonstrative », 7 avril 1978.

<sup>1030</sup> *Ibid.*

<sup>1031</sup> Voir en annexes, photo n°7, p. 464.

<sup>1032</sup> En 1978, les 50 militants interpellés ne donnent pas leur nom, sauf une petite minorité, nous n'avons donc pas eu accès à la liste. Voir en annexes, le tableau des propriétés sociales des manifestants interpellés, p. 458.

sont trois Iraniens, un Libanais et un Américain. 94% des manifestants (130) ont un nom de famille arménien, ce qui n'induit pas que les autres manifestants ne soient pas d'origine arménienne, car leur nom peut être lié aux errances des étapes de l'exil familial, « un nom d'occasion (au double sens de pris comme opportunité et de déjà pris, utilisé, usagé par d'autres) »<sup>1033</sup>. Ainsi, une militante arménienne interpellée, que nous avons interrogée, porte un nom sans terminaison en « ian », le prénom de son arrière-grand-père, donné par son grand-père. 83% des manifestants sont nés en France. Les autres sont issus de deux origines géographiques principales, le Moyen-Orient et l'Arménie du Caucase. Les manifestants viennent en effet d'Irak (deux frères venus très jeunes en France, dont un interrogé), de Syrie (trois, dont deux frères), du Liban (un participant), de Turquie (neuf, dont six nés avant 1915, rescapés du génocide), de Erevan (cinq manifestants, probablement des rapatriements d'après-guerre) et un manifestant vient de Grèce. Cette diversité géographique traduit la dimension éclatée de la diaspora. Quant aux variables liées à l'âge et au sexe, elles sont hétérogènes, caractéristiques d'une communauté diasporique. Certes les manifestants sont en majorité jeunes, puisque 72% (100 manifestants) sont nés dans les années 1950 et 1960 et ont moins de 25 ans. Cependant, une vingtaine d'entre eux est née dans les années 1940 et une vingtaine dans l'entre-deux-guerres, ce qui éclaire sur la dimension transgénérationnelle du rôle initial alloué à la cérémonie. La part des femmes est de 42% (58 participantes).

La dimension communautaire s'exprime enfin par les liens familiaux et par les lieux de vie des manifestants, groupés. Elle est visible au vu des noms de famille et de la reproduction de l'adresse indiquée. On vient manifester en famille, ce qui diffère des manifestations françaises alors. Ainsi deux familles sont interpellées (deux parents et deux enfants), une dizaine de fratries (jusque trois membres), soit plus d'un quart des manifestants<sup>1034</sup>. L'ancrage dans une même ville, avec ses compatriotes, permet de maintenir l'appartenance du groupe. Les participants sont originaires de Paris (presque un quart) et de la banlieue, dont Alfortville (16%), Issy-les-Moulineaux et Bagneux, communes où se sont établies des communautés arméniennes. La sédentarité se mesure à la continuité entre le lieu de naissance et de vie. En effet, la mobilité géographique interne de la diaspora est faible à l'échelle nationale. Les mobilités se font au sein de l'Île-de-France ou au sein de la région Rhône-Alpes. 9% (12 manifestants) sont connus des services de police. La moitié de ceux qui ont déjà été interpellés (six personnes) l'ont été pour la question arménienne et les autres pour d'autres questions. Par exemple, un participant, qui

---

<sup>1033</sup> Nicole Lapiere. *Changer de nom*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Essais »), 1995.

<sup>1034</sup> Par le recoupement via l'adresse identique, même si un nom identique n'est pas synonyme d'appartenance à la même famille. Martine Hovanessian. *Le lien communautaire*. *Op. cit.*

avait été interpellé lors de la venue du ministre turc Nihat Erim en France en janvier 1972, a aussi été interpellé à l'occasion du dixième anniversaire de Charonne, en février 1972, un autre participant a été interpellé lors d'une manifestation contre Franco en 1975 et un troisième manifestant est adhérent à la CGT. Nous ne disposons pas de variables liées à l'origine sociale, mais il se dessine un profil du manifestant arménien, né en France, ayant un prénom francisé, plutôt jeune, venu en famille, sédentaire et vivant en partie regroupé dans des territoires communautaires, traits caractéristiques de la diaspora arménienne, en quête d'ancrage après l'exil, ayant peu participé à des manifestations auparavant. C'est donc un profil éloigné d'une manifestation de seuls jeunes gens d'extrême-gauche.

À Lyon, la sociologie des 27 militants interpellés lors de la manifestation en 1976 confirme la dimension communautaire arménienne par le lieu de résidence et la profession. 81% des participants (22) sont nés en France. Les autres se répartissent entre la Syrie (trois), l'Arménie (un) et l'Algérie (un). Ils sont jeunes, 81% des personnes sont nées après 1950. Les 3/4 viennent de communes de la Région Rhône-Alpes où la communauté arménienne est importante (sept de Vienne, cinq de Saint-Étienne, trois de Valence, trois de Décines et trois de Bron) et ils y sont demeurés. Les deux tiers sont des hommes. Les noms des deux parents des manifestants, presque tous arméniens (se terminant par « ian » ou « yan », ou ayant un nom turquifié, trois mères ayant un nom grec ou français) sont mentionnés. Les deux tiers des manifestants portent un prénom français (parfois associé à un prénom arménien). Les professions<sup>1035</sup> révèlent une part dominante des métiers de l'artisanat et des employés. Les participants manifestent en partie en famille (30% du groupe, quatre paires de frères et sœurs). Ils n'ont auparavant participé à aucune action politique de rue. En 1977, cette sociologie bigarrée est aussi effective à Paris. Sur 38 interpellations, la moitié a moins de 25 ans, plusieurs familles sont présentes, un peu moins de la moitié vient de Paris et le reste de Chaville, Arnouville et Asnières. La majorité est née en France et un tiers des manifestants est constitué de femmes.

---

<sup>1035</sup> Figurent aussi les noms et prénoms des parents, avec des prénoms francisés.

## 2/ La manifestation du 24 avril entre 1976 et 1978, lieu de multiples syncrétismes

-Croisements français, arméniens et internationaux

À travers la manifestation, en 1976 à Paris et à Lyon, en 1977 et en 1978 à Paris, même tout juste esquissée, des éléments de l'appartenance arménienne (lieux, symboles, langue) s'imbriquent avec des éléments de l'appartenance française et avec des références souvent puisées dans les autres mondes en révolte. Du côté de l'appartenance arménienne, les actions manifestantes tentées, manifestation et sit-in, pratiques voyageuses, se cristallisent autour du binôme lieu défensif-de-départ-église arménienne/lieu offensif-visé-consulat turc. L'église arménienne de la rue Jean Goujon à Paris est proche de l'Arc de triomphe, où a lieu la cérémonie du dépôt de gerbes. Elle est le point de départ de la manifestation en 1976 et 1978. Sécurisante et protectrice, elle est investie d'un lien social, car elle soude les fidèles issus d'une communauté d'origine étrangère, dans « des logiques de territorialisation spécifiques »<sup>1036</sup>, puisqu'elle incarne l'appartenance arménienne<sup>1037</sup>. En 1977, l'église Notre-Dame, où a toujours lieu une cérémonie, est utilisée comme lieu de départ de la manifestation. Elle reflète l'importance du lien religieux, même formulé dans un autre lieu que le lieu « national » (l'Église arménienne). Le consulat turc à Paris et à Lyon est le point d'arrivée en 1976 (de départ aussi pour Lyon puisqu'il s'agit d'un sit-in). L'appartenance arménienne est aussi visible à travers des symboles et la langue. Le drapeau de la république indépendante de 1918-1920 est ainsi brandi en 1976 dans les deux villes (c'est un enjeu aussi à Marseille). Les militants de Libération arménienne scandent des slogans, comme « A A Arménie, féda, féda, fédaï », référence au *fédaï* arménien du passé et au combattant armé contemporain, comme le Palestinien. Ce slogan est plusieurs fois mentionné en entretien. Quant à la langue arménienne, elle apparaît au détour d'un slogan ou sur un panneau. À Lyon, un panneau du *Nor Seround*, en arménien, indique « notre terre, notre droit »<sup>1038</sup>, laissant place à l'imaginaire national.

---

<sup>1036</sup> Pour les manifestants d'origine étrangère, comme les Polonais. Danielle Tartakowsky. *Manifester à Paris*. Paris : Champ Vallon, 2010.

<sup>1037</sup> Anahide Ter Minassian. « Nation et religion : l'Église arménienne ». *Études*, juin 1980, p. 809-825.

<sup>1038</sup> Voir la photo de Patrick Tchoboian, qui a servi à la couverture d'*Haiastan*, p. 281.

## Manifestation du 24 avril 1976 à Paris



Source. *Arménia* n°15, mai 1976.

La manifestation combine aussi des pratiques et des référents français et internationaux de l'extrême-gauche. Ces pratiques sont visibles dans la posture manifestante, ainsi en 1976 à Paris, comme l'illustre la couverture d'*Arménia* ci-dessus. Le jeune âge, les bouches entrouvertes pour scander des slogans, les tenues vestimentaires décontractées, la communion à travers les bras enlacés, l'occupation de la chaussée, le matériel militant (banderole, pancarte) et son contenu offensif sont les attributs d'une jeunesse engagée, éprise de solidarité. L'acquisition de cette posture manifestante revendicative, expérimentée auparavant pour d'autres causes, est possible par la diffusion des savoirs-faires protestataires. Elle témoigne de la circulation de codes manifestants entre plusieurs mondes en luttés, reflet de leur interdépendance et de pratiques manifestantes antérieures, par des Arméniens de la troisième génération, politisés en France. Sur le plan théorique, les référents à l'extrême-gauche apparaissent aussi. Libération arménienne a préparé en amont la manifestation et a fait passer un appel dans *Libération*, en raison des connexions d'un militant, ancien de la GP, qui y travaille, intitulé « Le long ethnocide du peuple arménien »<sup>1039</sup> :

---

<sup>1039</sup> *Libération*, 24 avril 1976.



« Avec X, on a fait un appel dans *Libération* pour la manifestation du 24 avril et on avait préparé une banderole, "Vive la lutte armée des peuples opprimés", ou un truc comme ça, tu vois, ou "Vive la lutte des peuples opprimés". Voilà c'était ça, ce n'était pas "armé", on avait préparé des tracts et je me souviens donc comment ça s'est passé. On avait organisé notre coup [...]. On avait déployé, je ne me rappelle plus le tract, honnêtement, sur les besoins de la lutte, que les Arméniens doivent se regrouper [inaudible], tout ça et tout ça, et on avait filé un rencard pour ceux que ça intéressait »<sup>1040</sup>.

L'appel s'abreuve du vocabulaire de l'extrême-gauche, celui du marxisme-léninisme, pour désigner les acteurs de la lutte : « une avant-garde s'est aujourd'hui levée »<sup>1041</sup>. Il mobilise le tiers-mondisme, avec l'idée de lutte de libération contre l'opresseur : « elle a amorcé la lutte pour la libération de l'Arménie occupée par la Turquie »<sup>1042</sup>. Il convoque aussi l'anti-impérialisme : « c'est un devoir pour tous les progressistes d'aider les Arméniens en lutte pour la libération de leur patrie où prolifèrent les bases de l'impérialisme américain »<sup>1043</sup>. À cela s'ajoute une spécificité régionale moyen-orientale, pour former des alliances contre la Turquie, qui a « une politique raciste, belliqueuse et expansionniste [...], qui a tenté à plusieurs reprises de noyer dans le sang le peuple kurde »<sup>1044</sup>. Un tract distribué par *Libération arménienne*<sup>1045</sup> fait aussi référence à l'Angola, la Palestine, le Vietnam et Cuba.

Deux différences se dessinent cependant par rapport à une manifestation d'extrême-gauche aux horizons tiers-mondistes. D'une part, les manifestants sont de tout âge. La pancarte « Chypriotes, Kurdes, Arméniens, même combat » est ainsi brandie par un homme âgé<sup>1046</sup>, témoin de liens transgénérationnels. D'autre part, les références sont aussi puisées dans l'histoire de France, en raison de l'hétérogénéité du groupe manifestant. La banderole « Peuples opprimés, peuple arménien, même cause, même combat », de *Libération arménienne*, cohabite avec une autre, « L'humanité ne peut pas vivre avec un cadavre dans sa cave »<sup>1047</sup>, phrase de Jean Jaurès utilisée par le CEA, dix ans auparavant, lors du 24 avril 1965. La présence d'un ancien du CEA, interpellé ce jour-là, et que nous avons interrogé, corrobore leur présence éventuelle, même si ce n'est pas au titre de membre de l'association.

---

<sup>1040</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

<sup>1041</sup> *Libération*, 24 avril 1976.

<sup>1042</sup> *Ibid.*

<sup>1043</sup> *Ibid.*

<sup>1044</sup> *Ibid.*

<sup>1045</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976), compte rendu des manifestations. Note des RGPP : « Un nouvel aspect de l'émigration arménienne : la vitalité de la jeune génération française issue d'Arménie ; l'apparition d'un nouveau mouvement dit "Libération Arménienne", fortement influencé par les thèses gauchistes et révolutionnaires », 29 avril 1976.

<sup>1046</sup> *Arménia* n°15, mai 1976, p. 15.

<sup>1047</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976). Rapport des RGPP : « Les associations d'émigrés arméniens de la région parisienne ont célébré, le 24 avril, le 61<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Arméniens de Turquie en 1915 », 26 avril 1976.

## Manifestation du 24 avril 1976 à Lyon



Source. Patrick Tchoboian, repris dans *Haiastan* n°371-372, juin-juillet 1976.

À Lyon, le 24 avril 1976, un sit-in, annoncé par voie de tracts, organisé par les militants du *Nor Seround*, près du consulat turc entre 8h et 16h, est interdit. Le choix de ce mode d'action semble avoir été pris en réunion. En raison de la neige, toutefois, les participants circulent de trottoir en trottoir<sup>1048</sup>. Ils portent des pancartes en français et en arménien (« Notre terre, notre droit »). Certains ont une culture politique de gauche et une pratique de la protestation. Édouard a ainsi participé à Mai 1968 au côté des travailleurs et à des manifestations pour le Vietnam. Robert T., se situant à gauche, précise le rôle précurseur de certains militants, familiarisés avec l'extrême-gauche, quand il évoque le souvenir de cette expérience militante :

« C'était quand même quelque chose de nouveau, il y avait peut-être la trouille. Je ne sais pas, comme je vous dis, c'était un truc qui était tellement nouveau pour les Arméniens [...]. Le *Nor Seround*, c'était un mouvement qui était devenu de plus en plus politisé et engagé. Pour nous, c'était sortir du truc habituel, dans notre idée, ce n'était plus possible de faire des manifestations sans aller protester contre ce qui était le symbole de l'État turc à Lyon. Parmi nous aussi, parmi le groupe auquel j'appartenais, il y avait aussi des jeunes, je ne dirais pas gauchistes, mais pas loin »<sup>1049</sup>.

<sup>1048</sup> *Nor Seround* de Saint-Étienne. « 24 avril : pour qui ? ». *Haiastan* n°371-372, juin 1976, p. 3. Un des auteurs de l'action déplore « un semblant de manif ».

<sup>1049</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2018.

Un frère et une sœur interpellés à Lyon quittent ensuite le *Nor Seround* et forment Libération arménienne en région Rhône-Alpes, entre 1977 et 1978.

Pour compenser l'éloignement de leur territoire d'origine et l'agencer avec leur projet national, les Arméniens raccommoient leur savoir et leur savoir-faire militants, construits en France. Le raccordement s'exprime par la rencontre entre une pratique pacifique internationale, le sit-in, acte de désobéissance civile, et la prise de possession d'une portion de l'espace public, près du lieu symbole qui configure la lutte arménienne, le consulat turc. L'action manifestante n'est toutefois qu'ébauchée, puisque les 27 manifestants sont interpellés dès 9h30 et relâchés à 17h, après vérification des identités. Plus tard dans la journée, ils brandissent pour la première fois à Lyon le drapeau de la république indépendante en 1918-1920, en signe d'affirmation politique. Patrick, né en 1951 à Vienne, exprime ainsi les multiples bricolages identitaires à l'œuvre, allant à l'encontre d'une culture « fixe », mais au contraire mêlant horizons politiques « purs » et « impurs » :

« Je dirais peut-être que vraiment, la première action militante forte, c'est ce qu'on a fait... Vous savez, c'est là où la première fois, on descend dans la rue avec une revendication, et une revendication qui va être peut-être même condamnée dans le cadre arménien. Car je me rappelle que quand on est sorti de là, on a été avec nos drapeaux, on a rejoint la manifestation officielle, qui ne se tenait pas très loin, place Bellecour. Vous savez l'histoire du drapeau, c'est terrible. Là, on nous dit : "baissez vos drapeaux", c'est les jafistes. Et puis c'est aussi les organisateurs de notre côté qui disent : "on s'est entendu avec eux, bon ne faites pas des histoires" [...]. C'était plutôt une présence [le sit-in], mais c'est la première présence pour [attirer] l'opinion »<sup>1050</sup>.

Ce témoignage reflète aussi les tensions au sein de la communauté, divisée. Les manifestants sont autorisés à rejoindre la cérémonie au Veilleur de pierre dans l'après-midi, durant laquelle la volonté offensive se poursuit, puisque 50 jeunes Arméniens (dont les jeunes filles, libérées plus tôt) sont rassemblés devant le consulat de Turquie et tentent de former un cortège, puis sont invités à se disperser par la police. La dimension communautaire<sup>1051</sup> et le projet national sont deux caractéristiques communes aux deux villes, mais semblent plus prégnants à Lyon qu'à Paris.

En 1977<sup>1052</sup> à Paris, l'hybridité de la situation, prise dans le sens de côtoiement de références décalées et créatrice d'une rencontre inédite, se lit dans l'usage d'un lieu apolitique, le parvis de l'église Notre-Dame, le dimanche, pour une revendication politique. Espace de lien social ouvert, son usage témoigne aussi de la rareté des lieux où les Arméniens peuvent se

---

<sup>1050</sup> Entretien avec Patrick Tchoboian, juin 2019.

<sup>1051</sup> Martine Hovanesian. « De l'exil commémoré aux formes actives de l'appartenance ». *CEMOTI (Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien)*, juin-décembre 2000, n°30, p. 83-109.

<sup>1052</sup> « Le 24 avril en France. Paris ». *Haïastan* n°381, mai-juin 1977, p. 22-24.

réunir. Après la prise de parole autorisée de 30 minutes du CDCA, à la sortie de la messe sur le parvis de Notre-Dame à 16h, un cortège, non autorisé, se forme rue d'Arcole et défile vers le parvis de l'Hôtel de Ville. Sur les 5000 Arméniens rassemblés, 1500 partent en cortège selon *Haiastan*, 150 selon la police. Puis 200 manifestants prennent le métro à l'Hôtel de Ville en direction de l'Arc de triomphe, où se tient la cérémonie des anciens combattants, et tentent de faire barrage aux voitures. Les manifestants mobilisent des référents variés. À 17h45, une centaine de militants de Libération arménienne, renforcés par la création de leur organe d'expression, *Hay Baykar* en mars 1977, distribuent des tracts dont le langage est marxiste-léniniste : « créons partout des comités "HAY BAYKAR" [...]. Plus le peuple sera informé et éduqué, plus grande sera sa force révolutionnaire »<sup>1053</sup>. Le vocabulaire, maoïste, s'insurge contre le « révisionnisme » et le « réformisme »<sup>1054</sup> des organisations arméniennes traditionnelles. Les sources externes et internes mentionnent les clivages au sein de la communauté arménienne. Le rapport de police note le « fossé, qui, d'année en année, s'accroît un peu plus, entre les associations arméniennes traditionnelles et les jeunes éléments »<sup>1055</sup>, pour qui, la manifestation de rue « apparaît désormais comme seule valable »<sup>1056</sup>. La presse arménienne abonde aussi dans ce sens. Selon *Haratch*, la forme prise par la manifestation ne correspond plus aux attentes des Arméniens<sup>1057</sup> et *Haiastan*, indique que « la communauté de la capitale est de plus en plus réticente à participer aux commémorations en salle, par contre les manifestations sur la place publique recueillent de plus en plus l'adhésion de nos compatriotes »<sup>1058</sup>.

En 1978 à Paris, la manifestation n'est qu'amorcée. Avant même son déploiement, la police devance sa possible occurrence<sup>1059</sup>. Les sources internes et externes convergent pour affirmer qu'une esquisse de manifestation se soit profilée, malgré l'interdiction. Une lettre du

---

<sup>1053</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle du génocide arménien du 24 avril 1915 (1977). Rapport des RGPP : « Commémoration à Paris du 62<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », Tract de Libération Arménienne, 26 avril 1977. Voir en annexes, photo n°8, p. 464.

<sup>1054</sup> *Ibid.*

<sup>1055</sup> *Ibid.*

<sup>1056</sup> *Ibid.*

<sup>1057</sup> *Haratch* n°13842, 26 avril 1977.

<sup>1058</sup> « Le 24 avril en France. Paris ». *Haiastan* n°381, mai-juin 1977, p. 22-23.

<sup>1059</sup> L'hypothèse selon laquelle l'Église aurait appelé les forces de l'ordre est envisageable, elle est évoquée par deux militants. Ara Krikorian. *Journal d'un militant*. Kirk Publishing : Maisons-Alfort, 2018. La lettre d'un militant du MNA adressée à *Hay Baykar* en 1984, intitulée « Lettre donnée à la rédaction du MNA », accuse l'Église « pour avoir fait monter un 24 avril 1978 les couleurs françaises, tandis que sur le parvis de l'église mère Jean Goujon, ses chers fidèles se faisaient bastonner ». Source Liliane Daronian.

CDCA<sup>1060</sup> porte sur une demande de manifestation. *Hay Baykar* reproche au CDCA d'être inactif, alors qu'il a tenté de s'opposer aux directives policières, en organisant une manifestation. Le compte rendu de la manifestation dans *Haiïastan* indique que « l'appel à la manifestation est fixé pour 17h »<sup>1061</sup> et *Hay Baykar* affirme « À l'interdiction d'une manifestation, il faut répondre par une manifestation »<sup>1062</sup>. La distribution de tracts, pendant la messe devant l'église, intitulés « Liberté pour le peuple arménien »<sup>1063</sup> par Libération arménienne, qui dénoncent la répression dont sont victimes les Arméniens d'URSS et de Turquie, est un signe d'action politique, en concordance avec le lieu « refuge », que constitue l'église, qui a pour fonction de protéger les victimes.

Les rapports de police insistent aussi sur les vellétés de manifestation. Les militants de Libération arménienne auraient signifié aux organisateurs qu'ils refuseraient de se rendre à la messe et au dépôt de gerbes en raison de l'interdiction de la manifestation, centrale pour eux<sup>1064</sup>. Ainsi, ils ont « harangué les personnes ayant assisté à la messe »<sup>1065</sup>, pour se rendre en cortège à l'Arc de triomphe, malgré l'interdiction. Dans le rapport des RGPP, le vocabulaire utilisé est le signal d'une manifestation en formation. À 16h40 a lieu « un début de rassemblement »<sup>1066</sup>, sur la place François 1<sup>er</sup>. Selon la police, c'est par refus de se disperser que les jeunes se sont heurtés, à hauteur de la place François 1<sup>er</sup>, aux forces de l'ordre qui en ont interpellé une cinquantaine. Or étant donné la proximité (60 mètres) entre l'église et la place, il est difficile de mesurer s'il s'agit d'un simple rassemblement à la sortie de l'église ou d'un regroupement en vue d'une manifestation. La sortie de la messe est toutefois perçue comme un attroupement par la police. Une note des RGPP, l'année suivante en 1979, rappelle que les interpellations sont le résultat de l'activisme des Arméniens : « cette année, ces mêmes éléments qui avaient provoqué, notamment l'an dernier, des incidents violents aux abords de l'église de la rue Jean

---

<sup>1060</sup> APP. 163 W art. 68. Direction de l'ordre public et de la circulation. Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide de Arméniens (1915), Lundi 24 avril 1978, Lettre du CDCA à M. le préfet de Police, 5 avril 1978.

<sup>1061</sup> « Comédie tragique en trois actes », *Haiïastan* n°391-392, avril-mai 1978, p. 12-14. Voir en annexes, photo n°9, p. 465.

<sup>1062</sup> « Peuple contre État ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 4.

<sup>1063</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1978). Note des RGPP : « Célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », 25 avril 1978.

<sup>1064</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien de 1915 (1978). Note des RGPP : « Réactions de la communauté arménienne à la suite de l'interdiction notifiée aux responsables du CDCA d'organiser un défilé le lundi 24 avril », 21 avril 1978.

<sup>1065</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1978). Note des RGPP : « Célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », 25 avril 1978.

<sup>1066</sup> APP. 163. W art. 68. Direction de l'ordre public et de la circulation. Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens, Lundi 24 avril 1978. Rapport des RG : « Introduction. Cérémonie organisée par la colonie arménienne. Manifestation interdite » [Non daté].

Goujon »<sup>1067</sup>. Toutefois, une note de l'AFP donne une version un peu distincte : « Un commissaire de police est venu sommer ces personnes de se disperser, leur indiquant, selon les témoignages, qu'un "rassemblement de cette importance constituait une manifestation et que cette manifestation avait été interdite par la préfecture de police". Devant le refus des fidèles d'obtempérer, les forces de l'ordre ont chargé, matraquant plusieurs personnes selon des témoins sur place et ont interpellé une dizaine de personnes. Toujours selon ces témoins, les policiers auraient même cherché au début de leur intervention, à pénétrer dans l'église »<sup>1068</sup>. L'Église, lieu traditionnellement protecteur, comme l'a étudié Lilian Mathieu, s'avère ici un lieu « précaire » pour les manifestants, puisque construite avant 1905 (entre 1902 et 1904 pour l'église arménienne), les autorités religieuses peuvent appeler la police<sup>1069</sup>. Il semble, selon certaines sources, que cela ait été le cas, confirmant le décalage entre les associations traditionnelles de la communauté, déférentes, et les jeunes Arméniens plus rebelles.

-Une occupation de l'espace reflet d'oppositions multiples : le 24 avril 1976 à Paris.

L'étude de cette manifestation présente un double intérêt. D'une part, elle constitue un observatoire privilégié pour appréhender les influences croisées des pratiques manifestantes et donc la multiplicité des appartenances d'une communauté diasporique. D'autre part, l'occupation de la rue exprime un apprentissage de l'opposition, de la part de manifestants nés en France. La richesse du matériau est liée au fait que nous avons à disposition, en plus des articles de presse, du rapport des RGPP et des entretiens, un rapport de CRS, spécialiste du maintien de l'ordre, concomitant d'un rapport sur une manifestation pour Sonacotra. Les lieux investis sont des lieux « arméniens » (l'église de la rue Jean-Goujon et le consulat turc) et un lieu français (l'Arc de triomphe). Un premier rassemblement se constitue à la sortie de l'église, pour se diriger vers l'Arc de triomphe, symbole d'un « espace consacré »<sup>1070</sup> en France, approprié par une population d'origine étrangère, il peut être vu comme une histoire de « substitution »<sup>1071</sup>. De l'église à l'Arc de triomphe, l'itinéraire manifestant traduit le passage du religieux au civique, d'un lieu constitutif d'un imaginaire national, symbolisant une

---

<sup>1067</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1979). Note des RGPP : « La colonie arménienne de la région parisienne s'apprête à célébrer le 64<sup>e</sup> anniversaire du génocide de 1915 par diverses manifestations dans la capitale, les dimanche 22 et mardi 24 avril 1979 », 21 avril 1979.

<sup>1068</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1978). AFP 149, 24 avril 1978.

<sup>1069</sup> Lilian Mathieu. « Territoires et mises en espace des mobilisations ». In Bonny, Yves, Ollitrault, Sylvie, Keerlr, Régis. *Espaces de vie, espaces enjeux*. Rennes : PUR, 2012, p.185-195.

<sup>1070</sup> Danielle Tartakowsky. *Manifester à Paris. Op. cit.*

<sup>1071</sup> *Ibid.*

territorialisation, à une reterritorialisation dans un lieu fortement constitutif de l'histoire de la France.

L'insubordination se joue en deux actes. Lors de l'acte I, l'insistance à outrepasser l'interdiction de manifester se lit dans un triple objectif à atteindre : celui de la constitution d'un groupement compact, du déploiement de l'équipement protestataire et de l'occupation d'une nouvelle rue de Paris. Ainsi, la première scène offensive a lieu vers 17h05-17h10, rue François 1<sup>er</sup>. Des manifestants se rassemblent et veulent « envahir »<sup>1072</sup> la rue, étape géographique du passage à la manifestation au sens canonique, dans le but de former un cortège, c'est-à-dire un groupe ordonné qui fait corps, par la proximité physique, et uni par les mêmes revendications, avec le matériel, banderoles déployées, et slogans scandés contre la Turquie. La deuxième scène se joue lors de la deuxième rue parcourue, une partie des manifestants, bloquée à l'angle de la rue Marbeuf, insiste pour continuer, le rapport de police cite « une longue discussion » et « de laborieux pourparlers »<sup>1073</sup>. Les manifestants ont alors la permission de repartir s'ils ne manifestent pas, c'est-à-dire s'ils gomment les trois caractéristiques inhérentes à la manifestation : ils doivent être par petits groupes, sur les trottoirs, banderoles et pancartes déposées. Selon *Arménia*, journal marseillais, le service d'ordre intervient sur l'ordre du responsable du CDCA, qui avait prévenu en amont : « nous ferons en sorte que notre service d'ordre se mette en faction et empêche tout départ vers cette manifestation »<sup>1074</sup>. En raison de l'insistance des manifestants à occuper la rue, malgré le service d'ordre, la police intervient. Puis, lors de la troisième scène, rue Balzac, les manifestants poursuivent leur tentative et, vers 17h50, ils déploient 10 banderoles et 26 pancartes, signe d'une préparation intense, et ils acceptent de les ranger. Chaque rue est ainsi l'occasion de construire un itinéraire manifestant.

L'Acte II repose sur le passage d'un lieu français, l'Arc de triomphe, à la fin de la cérémonie des anciens combattants, à une nouvelle reterritorialisation arménienne politique, le consulat turc. Les militants de Libération arménienne incitent les participants à s'y rendre, pour protester contre le génocide perpétré par les Turcs, par des slogans et des mots d'ordre. À 18h40 l'ordre de dislocation prononcé par les organisateurs (le CDCA) « ne semble pas convenir aux

---

<sup>1072</sup> APP. F/D272. Manifestation du Comité de défense de la cause arménienne. Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976. Préfecture de Police, Police municipale, 1<sup>er</sup> district. Le commissaire divisionnaire du 16<sup>e</sup> arrondissement à Monsieur le sous-Directeur chef du 6<sup>e</sup> District : « Service d'ordre pour la commémoration des massacres arméniens de 1915-1922 », 24 avril 1976

<sup>1073</sup> *Ibid.*

<sup>1074</sup> Daniel Baronian. Dominique Goubatian. « 24 avril. Paris ». *Arménia* n°15, mai 1976, p. 16-17.

manifestants »<sup>1075</sup> et la police intervient, au débouché de l'avenue Friedland, « pour bloquer un groupe important de manifestants particulièrement excités, qui refusent de quitter les lieux et maintenaient leur intention de se rendre au consulat »<sup>1076</sup>. 139 manifestants sont interpellés, 127 l'ont été avenue de Friedland, 12 autres devant le consulat turc. Selon *Libération* : « c'est la première fois que cette cérémonie du souvenir habituellement pacifique se transforme en une manifestation combative »<sup>1077</sup>. Tous sont libérés dans la soirée, les jeunes filles le sont plus tôt.

Plusieurs formes d'oppositions traversent la manifestation, en partie liées aux clivages générationnels et politiques des deux groupes manifestants. La première forme d'opposition concerne le rapport aux forces de l'ordre, notamment à leurs consignes : le CDCA les respecte, Libération arménienne s'y oppose. En effet, le CDCA s'est « engagé à respecter l'interdiction du préfet de police et nos instructions », assurant, avec que la manifestation ne saurait dégénérer et revêtra un caractère « pacifique et digne »<sup>1078</sup>. Ces deux mots sont couramment utilisés par les responsables des manifestations, qui cherchent ainsi à rassurer les autorités, ils sont le signe que la manifestation se formalise. Ainsi, le CDCA a accepté de marcher, « par petits groupes, en silence et au pas de promeneur »<sup>1079</sup> ; Libération arménienne ne suit pas les ordres de dispersion de la police et du CDCA. La deuxième forme d'opposition est spatiale. Elle se lit, d'une part, dans le lieu visé de la manifestation auquel aspire chaque mouvement, l'Arc de triomphe pour le CDCA, lieu commémoratif français institutionnalisé, et le consulat turc pour Libération arménienne, lieu de litige. D'autre part, les formes d'occupation de la rue divergent. Alors que pour le CDCA, il est convenu qu'après la messe, les militants se déplaceraient sur les trottoirs, Libération arménienne désobéit et utilise la chaussée, qui incarne l'entrée en manifestation et l'interpellation directe du pouvoir politique français. Déborder le trottoir, c'est

---

<sup>1075</sup> AN. 19870157/25. La manifestation du 24. 04. 1976 à Paris. Ministère de l'Intérieur, DGPN, Direction Centrale de la sécurité publique, Service des CRS, Groupement régional des CRS n°1, CRS n°7, Deuil-la-Barre, n°1030/10.01, Rapport technique de fin de service, Maintien de l'ordre à Paris le samedi 24 avril 1976 : «Manifestation à l'Arc de Triomphe d'Arméniens ».

<sup>1076</sup> APP. F/D272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne. Place François 1<sup>er</sup> samedi 24 avril 1976. Préfecture de Police, Police municipale, 1<sup>er</sup> district. Le commissaire divisionnaire du 16<sup>e</sup> arrondissement à Monsieur le sous-Directeur chef du 6<sup>e</sup> District : « Service d'ordre pour la commémoration des massacres arméniens de 1915-1922 », 24 avril 1976.

<sup>1077</sup> *Libération*, 26 avril 1976.

<sup>1078</sup> APP. FD. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne, Place François 1<sup>er</sup> samedi 24 avril 1976. Note des RGPP : « Les craintes des autorités diplomatiques turques et les intentions des associations d'émigrés arméniens de Paris à l'approche de la date du 24 avril marquant le 61<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Arméniens en Turquie en 1915 », 3 avril 1976.

<sup>1079</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1976), 61<sup>e</sup> anniversaire du génocide, prévision de manifestations. Note des RGPP : « Malgré l'interdiction de la manifestation, le "Comité de Défense de la cause arménienne" prévoit un rassemblement de 800 personnes place François 1<sup>er</sup>, le 24 avril », 23 avril 1976.



s'approprier un espace de lutte, fait redoublé par l'interdiction. La morphologie manifestante est aussi le reflet d'oppositions. Pour le CDCA, le déplacement se fait par groupes de 50, espacés de 100 mètres, alors que Libération arménienne forme un groupe compact, qui, par le rassemblement, donne un sens politique aux corps ainsi regroupés, qui forment « un cortège » et « un défilé ». Tous deux sont synonyme de mouvement, le cortège, ayant un sens plus politique, et le défilé, un sens plus militaire<sup>1080</sup>. Dans les rapports de police, ces mots sont souvent employés l'un pour l'autre. La troisième forme d'opposition se lit dans la théâtralité manifestante. Le CDCA accepte que les pancartes et drapeaux soient roulés, Libération arménienne déploie les banderoles, Stéphane indique :

« Cette manifestation, c'était à l'époque de Giscard, qui était comme toutes les manifestations arméniennes, des processions, sur le trottoir des Champs-Élysées. X et moi, on a déployé des banderoles, en les tenant comme ça, une grande banderole, et on a dégagé sur la rue, sur les Champs-Élysées. Tout le monde a suivi et on a distribué des tracts en même temps, il y a d'autres gens qui portaient la banderole. Il y a des gens qui se sont fait arrêter. Ça a été le premier acte d'insubordination des Arméniens en masse »<sup>1081</sup>.

Il confirme la dimension offensive (« dégagé »), la critique des formes traditionnelles de la cérémonie (« procession »), la désignation de l'espace opposé à la lutte (« le trottoir ») et le langage de la révolte (« insubordination »). La couverture d'*Arménia*, analysée plus haut, exprime en image le discours du témoin. L'opposition se lit, enfin, à travers le comportement à tenir dans le lieu final de la cérémonie. Les dirigeants du CDCA demandent à leurs adhérents de se rendre « calmement à la salle Pleyel »<sup>1082</sup>, ceux de Libération arménienne auraient donné pour consigne de « tout casser à Pleyel »<sup>1083</sup> (le rapport de police n'en est pas sûr).

Les attitudes des deux mouvements politiques qui occupent la rue diffèrent. Aux uns, le respect de la consigne, le silence, le trottoir, l'allégeance à la France, la déférence attendue de descendants d'immigrés ; aux autres le non-respect des consignes, les cris, la volonté de prendre la rue par l'abandon du trottoir, pratiques de jeunes militants d'extrême-gauche, très familiers des manifestations. Ces oppositions multiples sont le reflet d'une triple opposition, politique (gauche et extrême-gauche), générationnelle (organisateur du CDCA, plus âgés, et jeunes), voire sociale (militants ayant une solide position sociale et étudiants). Les rapports de police

---

<sup>1080</sup> Louis Marin. « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession ». *Sociologie du Sud-Est*, 1983, n° 37-38, p. 46-61.

<sup>1081</sup> Entretien avec Stéphane Indjeyan, juin 2017.

<sup>1082</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1976). Compte rendu de manifestations, Rapport des RGPP : « Les associations d'émigrés arméniens de la région parisienne ont célébré le 24 avril le 61<sup>e</sup> anniversaire », 26 avril 1976.

<sup>1083</sup> APP. F/D. 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne, Place François 1<sup>er</sup> samedi 24 avril 1976. Préfecture de police, Direction générale de la police municipale, 1<sup>er</sup> district. Sous-directeur du 1<sup>er</sup> district à M. le Directeur général de la police municipale : « Manifestation des Arméniens », 24 avril 1976.

accentuent cette opposition entre les jeunes et les aînés : « les organisateurs ont essayé de respecter les engagements pris, mais qu'ils ont constamment été dépassés par leurs troupes qui comportaient de nombreux éléments excités et très peu disciplinés »<sup>1084</sup>. Toutefois, il importe de nuancer ces oppositions un peu schématiques. Ainsi un responsable du parti *Dachnaksoutioun*, ayant manifesté avec l'UNEF pour soutenir l'indépendance de l'Algérie, est désigné, dans une note manuscrite de police à propos de la manifestation de 1978, comme un « rebelle »<sup>1085</sup>, car il s'est opposé aux demandes policières d'interdire la manifestation.

Pour Libération arménienne, les manifestations jouent un rôle crucial dans les mobilisations arméniennes, elles sont un substitut pacifique à la lutte armée, comme l'explique le responsable :

« Descendre dans la rue, prendre possession de l'espace public de manière physique et pas théorique [...]. C'est pas seulement de la théorie, on combat, descendre dans la rue, c'est le succédané de prendre les armes »<sup>1086</sup>.

La mesure du succès de la manifestation s'exprime par la présence groupée dans la rue, qui met en scène et fait advenir la question arménienne dans l'espace, lui donnant une dimension performative. La réussite se mesure ensuite au temps d'occupation, entre 17h et 19h, la possession de la voie publique, permet un contrôle spatial, même éphémère, d'une portion de la ville. Si aucune revendication n'est satisfaite, la présence et le nombre des manifestants sont des marqueurs qualitatifs et quantitatifs, légitimant le mode d'action choisi<sup>1087</sup> et leur donnant accès à l'arène médiatique et politique.

### 3/ La répression des manifestations du 24 avril, entre 1976 et 1978

-Une spécificité des violences policières face aux manifestants arméniens ?

Une manifestation violente se caractérise par des coups pouvant provoquer des blessures. Les manifestations arméniennes occasionnent peu de violence policière, reflétant en

---

<sup>1084</sup> APP. F/D 272. Manifestation du Comité de Défense de la Cause Arménienne, Place François 1<sup>er</sup>, samedi 24 avril 1976). Préfecture de police, Police municipale, 1<sup>er</sup> district. Le commissaire divisionnaire du 16<sup>e</sup> arrondissement à monsieur le Sous-Directeur, chef du 6<sup>e</sup> district : « Service d'ordre pour la commémoration des massacres arméniens de 1915-1922 », 24 avril 1976.

<sup>1085</sup> APP. 163. W art. 68. Direction de l'ordre public et de la circulation, Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens, Lundi 24 avril 1978. Note manuscrite des RG. S/C n°8.

<sup>1086</sup> Entretien avec Ara Toranian, février 2018.

<sup>1087</sup> Serge Collet. « La manifestation de rue comme production culturelle dominante ». *Ethnologie française*, avril-juin 1982, T. 12, n° 2, p. 167- 176.

cela la tendance française. Leur rareté n'est pas liée aux propriétés du groupe, qui l'essentialiseraient comme pacifique, mais au fait que celui-ci use aussi d'autres formes d'actions (de la diplomatie à la lutte armée) pour s'exprimer<sup>1088</sup>. En outre, les manifestations de politique internationale, catégorie de la manifestation arménienne, donnent moins lieu à des violences que les manifestations de nature économique. Toutefois les manifestations du 24 avril, entre 1976 et 1978, sont l'occasion de violences. Les sources internes (presse arménienne et militants interrogés) et externes (presse française de gauche) convergent pour dire qu'elles sont surtout le fait de la police. En 1976, selon *Arménia*<sup>1089</sup> et en 1978, selon *Rouge*, les manifestants se sont faits « violemment matraqués »<sup>1090</sup>. Selon *Hay Baykar*, ils reçoivent des « coups de poing derrière la tête »<sup>1091</sup>. Le 24 avril 1978, un militant est durement frappé dans le commissariat et Libération arménienne organise le 26 avril un meeting sur les brutalités subies devant l'église. Armand évoque la sidération qui choque tous les Arméniens :

« J'ai le souvenir que les CRS, pour nous intimider, ils avaient des..., comme des manches de pioches, et ils tapaient par terre [pom pom, il fait le bruit...]. Ça ça été un scandale pour tout le monde, parce que c'était vraiment une injustice flagrante et là l'État français, qui jusque-là, était dans une position un peu, non pas de neutralité, mais qui n'a jamais pris fait et cause, là, pour la première fois, il prenait fait et cause contre les Arméniens, et d'une manière extrêmement violente, extrêmement injuste, parce que ce n'était pas un rassemblement de gauchistes, c'était devant l'église. C'était interdire l'entrée de l'église, c'était même une provocation, c'était perçu comme ça »<sup>1092</sup>.

S'il traduit la réalité de la violence policière, son témoignage exprime aussi les représentations des acteurs sur les forces de l'ordre. Les CRS étaient équipés de petites matraques en caoutchouc et ils ne tapaient pas par terre, ce qui aurait abimé ces fournitures administratives, mais sur leurs boucliers.

Comment expliquer la violence policière entre 1976 et 1978, alors qu'elle est quasi absente durant la période étudiée ? Deux séries d'explications peuvent être avancées. Concernant le cadre global, quatre raisons se dessinent. D'une part, la Turquie, en raison en partie des attentats, réclame l'intervention des forces de police en cas de manifestation. D'autre part, la répression est courante quand la manifestation est interdite (et les militants en ont conscience), car elle est ainsi légitimée. Quand la manifestation ne l'est plus à partir de 1979, il n'y a plus d'incidents, l'année la plus violente étant 1978, qui est la troisième année

---

<sup>1088</sup> Olivier Fillieule. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France. Op. cit.*

<sup>1089</sup> « 24 avril. Paris ». *Arménia* n°15, mai 1976, p. 16-17.

<sup>1090</sup> AN. 20030072/5. Commémoration de l'anniversaire du génocide arménien le 24 avril 1915 (1978). « Les flics n'aiment pas les Arméniens ». *Rouge*, 25 avril 1978.

<sup>1091</sup> « Témoignage d'un Arménien interpellé ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 5.

<sup>1092</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

d'interdiction. En outre, la question du nombre se prête plus à l'offensive, or en 1976 et 1977 à Paris, les manifestants sont quelques milliers. Un lieu d'aboutissement, enfin, où s'exerce une autorité, ou un lieu symbolique, peuvent plus provoquer d'agitations qu'un lieu neutre, ce qui est le cas en 1976 (le consulat turc), de même les modifications d'un itinéraire, comme en 1977. Le périmètre des Champs-Élysées est aussi interdit de manifestation du fait de sa proximité avec l'Élysée.

Le contexte local a trait au processus interactif liant les deux forces en présence. Du côté des manifestants, le répertoire d'action utilisé est encore récent, les compétences manifestantes sont en voie d'acquisition (matériel manifestant, service d'ordre, négociation des itinéraires). L'absence d'incidents violents à l'occasion des cérémonies du 24 avril après ce cycle plaide dans ce sens. Du côté des forces de l'ordre, les représentations de la police jouent aussi. Libération arménienne est perçue au prisme d'une double caractéristique, démographique, liée à sa jeunesse, et politique<sup>1093</sup> : « les éléments plus jeunes refusent désormais "l'inertie" de leurs aînés et cherchent à provoquer une "prise de conscience", au sein de la communauté arménienne de Paris »<sup>1094</sup>. Les listes des interpellations mentionnent les manifestations antérieures, signe d'un regard méfiant à l'encontre des manifestants, associés à des « extrémistes »<sup>1095</sup>, reflet d'une représentation stéréotypée du jeune d'extrême-gauche, qui joue dans le nombre des interpellations<sup>1096</sup>. Lors des quatre actions manifestantes réprimées, les forces de l'ordre ont plus cherché à procéder à des interpellations qu'à disperser, puisque celles-ci surviennent tôt dans la manifestation. Au reste, l'importance des effectifs mobilisés (CRS, gendarmes mobiles et policiers urbains) témoigne de l'inquiétude que peut représenter la présence de jeunes militants. En 1978, les RG<sup>1097</sup> indiquent la présence de la moitié d'une compagnie, 115 hommes, 15 civils, 220 CRS, 300 de la Garde Mobile, portant le total à 650 membres. Cet effectif important s'explique en raison du risque éventuel : Libération arménienne pourrait donner à « la manifestation une tournure plus bruyante, plus explosive »<sup>1098</sup>

---

<sup>1093</sup> Fabien Jobard. « Que sait la police ? ». *Vacarme*, 1999/1, n°7, p. 22-24.

<sup>1094</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1977). Note des RGPP : « Organisées sous l'égide du "Comité pour la commémoration des massacres arméniens de 1915-1922", diverses manifestations se dérouleront dans la capitale le dimanche 24 avril », 14 avril 1977.

<sup>1095</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1978). Rapport des RGPP : « Célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », 25 avril 1978.

<sup>1096</sup> Olivier Fillieule. « *Stratégies de la rue. Les manifestations en France* ». *Op. Cit.*

<sup>1097</sup> APP. 163. W art. 68. Direction de l'ordre public et de la circulation, Manifestation des Arméniens, à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens, Lundi 24 avril 1978. Rapport des RG : « Introduction. Cérémonie organisée par la colonie arménienne. Manifestation interdite » [Non daté].

<sup>1098</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1978). Note des RGPP, 24 avril 1978.

Face à une manifestation interdite, il faut empêcher tout rassemblement, disperser les manifestants au plus vite et procéder à des interpellations. Ces décisions ont été prises en amont et non sur le terrain, ce qui est le principe même du maintien de l'ordre. La lecture du rapport des CRS en 1976, plus neutre et factuel, doté d'une technicité et d'une professionnalisation<sup>1099</sup>, souligne la modération des manifestants : « Bien que l'ordre de dislocation n'ait pas été suivi, les interpellations ne s'imposaient pas. Peut-être étaient-elles fondées "politiquement", mais techniquement, un simple brassage avec l'ensemble des forces présentes aurait été plus conforme à la situation du moment. Le commandant d'unité et le commissaire de police adapté étaient d'accord sur ce point, mais l'ordre d'effectuer les interpellations fut imposé [...]. Si quelques-uns parmi eux ne se sont pas conformés immédiatement à l'ordre de dislocation, à aucun moment, ils n'ont manifesté de la mauvaise humeur à l'encontre des divers éléments des forces de l'ordre »<sup>1100</sup>.

#### -Du côté des manifestants

Les interpellations policières sont une ressource pour les manifestants : « L'usage de la violence a pour effet de contribuer à la définition d'une situation comme injuste »<sup>1101</sup>, puisqu'il dramatise la situation. En interne, leur usage politique permet, par leur dénonciation unanime, de souder la communauté, par de-là les clivages. En 1977, un tract de Libération arménienne, distribué le 24 avril, est un condensé de tous les référents de l'extrême-gauche française, pour dénoncer la violence policière, ressource « mobilisatrice [...], identitaire et [...] organisationnelle »<sup>1102</sup>. Il affirme ainsi : « Arménien, tu as défilé, peut-être seras tu tout à l'heure matraqué par les CRS ou les brigades d'intervention. Les groupes fascistes vont t'intimer l'ordre de rentrer chez toi, voire dans "ton pays" ; mais demain : rien ne sera changé. Rien ne changera tant que tu attendras que les autres fassent la révolution pour toi. Rien ne changera tant que tu ne t'organiseras pas ou que tu ne viendras pas rejoindre la poignée de militants qui s'efforcent de lutter pour que chaque jour soit un 24 avril et ce jusqu'à la libération

---

<sup>1099</sup> Dominique Montjardet. « La manifestation du côté du maintien de l'ordre ». In Favre, Pierre. *La manifestation* (dir). Paris : Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 207-228.

<sup>1100</sup> AN. 19870157/25. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, Direction centrale de la sécurité publique, Service des CRS, Groupement régional des CRS n°1, CRS n°7, Deuil-la-Barre, n°1030/10.01. Rapport technique de fin de service, établi par le commandant de la CRS n°7, Maintien de l'ordre à Paris, le samedi 24 avril 1976 : « Manifestation à l'Arc de Triomphe d'Arméniens ».

<sup>1101</sup> Olivier Fillieule. « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue ». *Op. cit.*

<sup>1102</sup> Isabelle Sommier. *La violence politique et son deuil. Op. cit.*

totale de nos territoires occupés et de notre peuple »<sup>1103</sup>. Dans ce tract, l'assimilation du régime politique français de Valéry Giscard d'Estaing à un régime autoritaire (« fascisme ») ; la figure de l'étranger, victime de racisme (« rentrer chez toi ») ; le tutoiement, qui revient comme un leitmotiv, pour créer une solidarité au sein de la communauté ; l'horizon révolutionnaire pour seule issue (« la révolution ») : le mimétisme appuyé sur l'extrême-gauche est complet. Ce programme est toutefois au service d'une dynamique anti-impérialiste : « la libération totale de nos territoires occupés », différente des préoccupations de l'extrême-gauche française alors.

La violence policière, dénoncée par la presse arménienne, provoque une offuscation unanime. *Haiïastan* et *Hay Baykar*, les deux organes de presse des deux mouvements politiques qui occupent la rue, emploient un ton caustique similaire, à l'égard de la police et lui sont gré d'avoir visibilisé les manifestations. En 1978, les interpellés expriment une solidarité arménienne face à la police française, par le refus de donner leur identité, pour la majorité d'entre eux, et ils chantent en arménien dans le commissariat<sup>1104</sup>. Une minorité donne toutefois son nom, incitée par les instances traditionnelles venues les voir au commissariat. La violence verbale raciste de la police est aussi dénoncée. En 1978, un journaliste de RTL, pris pour un manifestant, est traité de « bougnoul »<sup>1105</sup>. Le CDCA publie un communiqué indigné dans le *Monde*<sup>1106</sup> sur l'oppression des groupes minoritaires en France, *Haiïastan* évoque le fait que « la France fait preuve d'une intolérance vis-à-vis des immigrés »<sup>1107</sup>. *Hay Baykar* rapporte « les insultes racistes », comme « retournez dans votre pays »<sup>1108</sup>, qui est plus de la xénophobie. Libération arménienne y répond par son omniprésence dans la rue, les jours suivants, via les manifestations sauvages et les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, pour tenir la rue en permanence.

Pour les manifestants interpellés entre 1976 et 1978, la rue constitue une opportunité pour affirmer, dans un enthousiasme juvénile, une forme de résistance et de dignité. Deux manifestantes interpellées ont eu le sentiment d'exister par ces interactions. Le « on » dit le collectif arménien. Ainsi Isabelle, alors au *Nor Seround*, associant le 24 avril à une cérémonie calme, est surprise, plusieurs décennies plus tard, lors de l'entretien, par la vitalité du 24 avril 1976 :

---

<sup>1103</sup> AN 720030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1977). Note des RGPP : « Commémoration à Paris du 62<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », Tract de Libération Arménienne du 24 avril 1977.

<sup>1104</sup> « Comédie tragique en trois actes ». *Haiïastan* n°391-392, avril-mai 1978, p. 12-14.

<sup>1105</sup> AN. 19910852/5. Lettre de M. Pellet à M. le préfet de police, 3 mai 1978.

<sup>1106</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle du génocide arménien du 24 avril 1915 (1978). « Le comité de défense de la Cause arménienne proteste contre l'interdiction d'une manifestation ». *Le Monde*, 23-24 avril 1978.

<sup>1107</sup> Ara Krikorian. « Éditorial. Pression turque, répression française ». *Haiïastan* n°391-392, avril-mai 1978, p. 3.

<sup>1108</sup> « Témoignage d'un Arménien interpellé ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 5.

« C'était plutôt excitant d'avoir de l'opposition, ça nous donnait l'impression d'être super vivant. On était jeune, on avait de la vigueur, même si on ne trouvait ça pas juste, c'était plutôt sympa d'avoir des gens qui nous empêchent. Voyez, enfin je dis ça maintenant, à l'époque on trouvait ça injuste. On disait "comment les Turcs, qui nous ont massacré, et on continue de nous taper dessus... La France, quel pays ! ". Maintenant je me rends compte que c'était plutôt sympa, ça répondait aussi à notre envie d'en découdre [...]. Pour moi cet événement-là, je le mets à part du 24 avril, pour moi ce n'est pas un vrai 24 avril. Enfin, il ne ressemble pas aux autres »<sup>1109</sup>.

Valérie, interpellée aussi, milite ensuite pour Libération arménienne. Elle s'exprime sur la co-présence d'éléments arméno-français-internationaux (musique et drapeau, bâtiment turc, police française, mouvements noirs américains). L'usage de l'imparfait traduit l'idée de la répétition de la scène, signe de son importance à ses yeux, alors qu'il semble qu'elle n'ait été interpellée qu'une fois. Elle traduit aussi une solidarité avec ses camarades interpellés :

« Oui, bien sûr on avait des drapeaux, on était..., on imitait les affiches des Blacks Panthers, armenian [mot inaudible] power, je ne sais pas, avec le poing. Je me souviens, on mettait de la musique arménienne pendant les manifestations, on faisait des sit-in, alors là où on nous arrêtait en fait, et généralement, on était très provocateur, parce qu'on n'avait pas peur de la police à ce moment-là, et on se faisait systématiquement embarquer. On voulait être embarqué, on était content d'être embarqué ! Donc on provoquait la police, généralement pas très loin de la représentation turque ! »<sup>1110</sup>.

Les témoignages des hommes insistent sur la dimension combative de la manifestation. Ainsi, R. évoque la manifestation du 24 avril 1978, le soir à 19h15, où 40 manifestants, rassemblés spontanément aux abords de l'Élysée, sont dispersés par les effectifs de police et au cours de cette intervention, il est blessé par les forces de l'ordre :

« Moi, j'étais venu pour l'affrontement. J'étais venu vraiment pour ce qu'on appelle manifester. Je ne voulais pas que ce soit une manifestation anodine, donc j'étais en première ligne [...]. J'avais l'impression qu'une manif ça se gagnait. On se retrouve face à face, et j'essaie de passer, jusqu'au bout et je pousse, ils contenaient, ils contenaient »<sup>1111</sup>.

Dans le courrier des lecteurs de *Hay Baykar*, ce même manifestant, issu d'un couple mixte, s'exprime dans un registre familier pour se caractériser : « une grande gueule chevelue et mal élevée », et pour désigner la police, « la flicaille », qui ne pense qu'à « se taper une branlette »<sup>1112</sup>. Ce langage sexuel sert un dessein générationnel pour signifier son opposition aux traditions arméniennes. Il est le reflet d'un tropisme lié à sa jeunesse et à ses référents

---

<sup>1109</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, janvier 2019. La militante a déjà été arrêtée en 1972, mais précise que son souvenir date de Valéry Giscard d'Estaing. Quand elle est interrogée, nous avons eu accès aux archives nationales avec la liste des noms, ce qui explique aussi la demande d'éclairage, peut-être plus poussée, sur cette manifestation.

<sup>1110</sup> Entretien avec Valérie Gortzounian, juin 2017.

<sup>1111</sup> Entretien avec R., avril 2019.

<sup>1112</sup> Garekine. « Courrier des lecteurs ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 2.

politiques (anarchistes). Son témoignage, signé Garekine (nom de son grand-oncle maternel), est confirmé par son entretien et le rapport de police.

Les interpellations créent l'incident et donnent lieu à l'arène médiatique (*Le Figaro, Le Monde, Libération...*) et politique française. Les manifestations arméniennes ne sont pas des « manifestations de papier »<sup>1113</sup>, construites en forme de spectacle. Les débordements spontanés, surgissant dans le moment manifestant, produisent un événement concret. Ils attirent l'attention des médias et par conséquent, celle de l'opinion publique française et du monde politique. En retour, celle-ci éveille celle des Arméniens. En 1976, Ara Krikorian écrit : « Par sa masse, son dispositif sur le terrain et son zèle, la police a donné à la manifestation la dimension que les Arméniens n'avaient pas su lui donner »<sup>1114</sup>. En 1976 et 1978, les interpellations sont évoquées par les députés à l'Assemblée. En 1976, Joseph Francheschi, maire d'Alfortville, exprime sa réprobation à l'égard de la répression de la manifestation<sup>1115</sup> et interroge l'assemblée sur les raisons des interpellations. Le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, lui répond par la nécessité de surveiller l'ambassade de Turquie en raison des attentats. Le 28 avril 1978, Christian Bonnet, nouveau ministre de l'Intérieur, répond à la question de Guy Ducoloné, à l'Assemblée, à propos de la manifestation réprimée en 1978. Ailleurs en diaspora, la lutte armée a contribué aussi à dynamiser les commémorations du 24 avril, ainsi, en Italie, en 1976, les mots d'ordre sont combatifs, alors que l'effectif de la communauté est faible<sup>1116</sup>. En 1978, à Ottawa et à Londres, la manifestation se déroule devant l'ambassade de Turquie. La répression existe dans d'autres espaces de la diaspora, ainsi à Los Angeles, des heurts ont lieu avec la police, et quelques personnes sont interpellées (avec des blessés légers).

---

<sup>1113</sup> Patrick Champagne. « La manifestation, la production de l'événement politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1984, vol. 52-53, p. 19-41.

<sup>1114</sup> Les articles de la presse française sont reproduits dans la presse arménienne, notamment *Haiastan* et *Arménia*, et sont résumés dans *Haratch*. Ara Krikorian. « Coup bas ». *Haiastan* n°370, mai 1976, p. 3.

<sup>1115</sup> « 24 avril ». *Haiastan* n°370, mai 1976, p. 5.

<sup>1116</sup> « Le 24 avril en Italie ». *Haiastan* n° 371-372, juin-juillet 1976, p. 7.



## **B) Performances protestataires (1978-début 1982)**

Entre 1978 et le début de l'année 1982, les performances arméniennes en dehors du 24 avril sont menées par des petits collectifs<sup>1117</sup>, caractéristiques alors de la segmentation des luttes. Par le terme performance, nous désignons toute action collective, à visée politique, qui met en mouvement le corps protestataire dans l'espace, par une mise en scène<sup>1118</sup>. Ces actions sont perméables aux pratiques de la gauche française, elles-mêmes imprégnées d'horizons venus d'ailleurs, aussi elles sont métissées. Souvent non conventionnelles (manifestations sauvages, actions d'éclat, occupations de locaux, marche, grèves de la faim), elles nécessitent d'être inscrites dans une triple perspective. Une perspective historique, qu'il importe de situer à plusieurs échelles (mondiale, diasporique, nationale et locale), croisant passé et présent. Elles posent aussi la question du rapport du corps à l'espace. Enfin elles interrogent leur proximité symbolique avec la violence, en écho à la lutte armée.

### 1/ À Paris. Des actions brèves et radicales (Libération arménienne)

#### - Les manifestations sauvages (mai 1978)

L'étude des manifestations sauvages présente un double intérêt. Elles constituent un exemple d'action manifestante hybride, car elles croisent des registres de nature différente : une pratique locale, courir vite dans Paris, est greffée sur une revendication nationale, arménienne. Sur le plan épistémologique, elles sont un exemple emblématique de l'intérêt de construire un corpus de sources orales. Absentes des archives, de l'espace médiatique français et arménien, puisqu'elles ne sont mentionnées qu'une seule fois dans le journal du groupe, *Hay Baykar*, en mai 1978, elles ont peut-être commencé avant et continué un peu après cette date. Par contre, elles sont très présentes dans les entretiens des militants. À la question « vous souvenez-vous d'actions manifestantes particulières ? », un militant sur trois, parmi les plus actifs, les cite. Les témoignages convergent sur leur filiation politique et leur dimension provocatrice vis-à-vis des autorités. Traduisant l'extériorisation des corps qui manifestent, courent, puis manifestent à nouveau dans les rues de Paris, ces manifestations « sauvages », ainsi nommées par leurs auteurs, lors des entretiens et dans leur journal, constituent une forme originale d'occupation de l'espace public français. Elles ont été pratiquées dans divers quartiers, notamment populaires

---

<sup>1117</sup> Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (dir.). *Histoire des mouvements sociaux en France. Op. cit.*

<sup>1118</sup> Michel Offerlé. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective ». *Politix*, 2008/1, n°81, p. 181-202.

et arméniens, comme la rue Cadet<sup>1119</sup> et Belleville<sup>1120</sup>. Sauvages, elles le sont triplement. Sur le plan institutionnel, elles ne sont pas déclarées. Sur le plan temporel, elles se caractérisent par leur brièveté, le temps du surgissement des corps qui apparaissent et disparaissent aussi vite, et par leur immédiateté, leur effet se veut simultané. Conçues comme fugitives, elles ont un effet performatif dans le temps même de leur accomplissement instantané. Sur le plan politique, synonymes d'interpellation directe du pouvoir et défi à celui-ci, elles sont comme une brèche, ouvrant des possibles. L'action, constituée par l'agrégat des militants, est à la fois éphémère et durable, puisque les corps s'évaporent aussi vite qu'ils sont apparus, puis se déplacent ailleurs, où ils font renaître la manifestation, qui, telle une étincelle<sup>1121</sup>, ne s'éteint jamais (métaphore couramment utilisée par les maos<sup>1122</sup>). L'hebdomadaire du mouvement Organisation communiste des travailleurs (1976-1979) s'appelait *L'Étincelle*, qui regroupe d'anciens trotskistes et d'anciens maoïstes.

Ce type d'action gagne à être replacé dans l'espace-temps de l'héritage de la ville parisienne. Plusieurs temporalités se superposent dans cet usage conquérant de l'espace où la rue fait l'histoire. La première est celle du temps long de l'histoire des manifestations françaises. Les militants arméniens s'insèrent dans une filiation insurrectionnelle, charriant avec eux toute une gestuelle d'insubordination. Ils deviennent, par leur invasion brusque du paysage urbain parisien et par la matrice multi-référentielle que la rue convoque, acteurs de l'histoire et ils rejouent la dynamique révolutionnaire. La deuxième temporalité est celle du temps moyen : celle des actions exemplaires, portées par le mouvement du 22 mars 1968 à Nanterre, dix ans plus tôt, pour obtenir la libération d'opposants à la guerre du Vietnam. Elles regroupaient alors des anarchistes, des membres de la JCR, Jeunesse communiste révolutionnaire, des situationnistes, qui refusaient les programmes et les techniques classiques du militantisme (comme les meetings ou les pétitions). Elles s'inspiraient aussi des actions de propagande des spontanéistes et des trotskistes. Ces actions mettent au premier plan une pratique corporelle, qui est le retour à la manifestation originelle, celle de heurts possibles avec les forces de l'ordre, et elles lui permettent de s'affirmer comme groupe radical : « c'est aussi le seul moyen d'échapper aux traditions pesantes des commémorations (24 avril compris) et de faire surgir une pratique nouvelle qui soit compatible avec la lutte que nous avons à mener »<sup>1123</sup>.

---

<sup>1119</sup> Sarah Djergaïan, Sarah. « Le territoire de l'identité arménienne. Le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». *Op. cit.*

<sup>1120</sup> Clément Lépidis. *L'Arménien*. Paris : Seuil, 1973.

<sup>1121</sup> François Artous (dir.). *La France des années 1968*. Paris : Syllepse, 2008.

<sup>1122</sup> Emmanuelle Loyer. *Mai 68 dans le texte*. Paris : Éditions Complexe, 2008.

<sup>1123</sup> Le chroniqueur rouge. « Pour une manif. Interdite. 10 manifs. sauvages ». *Hay Baykar* n° 11, mai 1978, p. 5.

## POUR UNE MANIF. INTERDITE 10 MANIF. SAUVAGES



Libération Arménienne le 1er Mai ... Une semaine après à Belleville

Source. *Hay Baykar* n°11, mai 1978.

Dans une temporalité plus brève, ces manifestations font suite au 24 avril interdit<sup>1124</sup> et au 1<sup>er</sup> Mai, l'interdiction donnant plus de raisons de se mobiliser, en multipliant les performances de rue. La nécessité pour le groupe de tenir la rue en permanence se lit dans une continuité matérielle : la banderole du 1<sup>er</sup> Mai, mobilisant le langage de la résistance (l'antifascisme) et de l'anti-impérialisme (par la critique des États-Unis), est la même que celle de la manifestation sauvage sur la photo du journal du mouvement. Elle permet ainsi d'ancrer le mouvement dans la durée, dont les actions respectives s'alimentent et se répondent en miroir. Les photos, où les yeux des manifestants sont cachés par des bandeaux, témoignent de l'illégalité de l'action et de la crainte de représailles policières françaises, de la réaction de la Turquie, voire de la communauté. Ces manifestations, par leur morphologie, où le groupe semble compact, et leur topographie, par l'usage turbulent de la rue, semblent exprimer la forme métonymique du mouvement, elles en sont sa marque de fabrique, constitutives de son identité rebelle, comme un pied de nez adressé aux autres. Elles réunissent ensemble des jeunes qui veulent militer autrement.

<sup>1124</sup> Dans le journal du groupe, c'est après le 24 avril 1978, interdit, qui fit 50 interpellations.

Témoignant de l'acquisition d'une culture de l'opposition française, elles charrient en elles une triple libération. À l'image du nom du groupe, « Libération », elles sont une libération du corps, puisque les manifestants courent, comme l'exprime D. :

« "AAA Arménie, feda feda fédai" <sup>1125</sup>. Faut le faire en courant, c'était génial. Elles [les manifestations] étaient géniales. On ne nous donnait pas l'autorisation de manifester, la préfecture nous interdisait de manifester, donc on décidait de faire des manifestations spontanées, ça c'est un truc qu'on n'a pas inventé, ça se faisait par des groupes de gauche. Voilà des exemples, une méthode, qu'on a appliqués, adaptés. Oui Belleville, je me souviens, je ne sais pas, c'était très marrant, il n'y avait pas internet et tout ça, donc on arrivait, par le bouche-à-oreille, je ne sais pas comment, à mobiliser des dizaines, voire des centaines, avec des manifestations avec plus de 100 personnes, ma pauvre mère courait aussi »<sup>1126</sup>.

Le témoin relie ces manifestations à la réappropriation de pratiques anciennes en France, par l'usage des mots « appliqués » et « adaptés ». Il mentionne aussi la présence des parents, soulignant ainsi la prégnance des liens familiaux. Le mouvement, par cette mise en mouvement brusque du corps, exprime une urgence et une fureur trop longtemps contenues, sans violence, jouant avec les codes maîtrisés de la manifestation, slogans criés, mégaphone, banderoles, panel témoin de l'acquisition d'une culture manifestante, dans une forme de joute avec les forces policières, comme le dit U. :

« On se retrouve à tel métro, tel endroit. On en a fait plusieurs comme ça, on avait même des tracts qu'on avait préparés [...]. C'était des quartiers centraux, à un moment on devait être dans le Sentier je pense [...]. On a même des banderoles, oui ça fait vraiment revival tout ça. Je pense que c'était pour provoquer, et puis bon, c'est vrai que ça évitait de demander une autorisation et tout ça, et puis donc on manifestait, c'était spontané, c'était rapide, éphémère, ça ne devait pas durer bien longtemps, les flics n'avaient pas le temps d'intervenir, et puis on partait »<sup>1127</sup>.

Le temps de son usage, la rue appartient à ces jeunes manifestants arméniens autant qu'à d'autres jeunes : « La rue est à nous, autant qu'à vous », semblent-ils dire et ainsi légitimer leur mobilisation. Par cette pratique disruptive, ils participent ainsi à l'histoire de Paris en s'appropriant les rues de la capitale. La manifestation permet « à l'individu de se fondre un bref instant dans un ensemble qui le dépasse et le transcende [...], brusquement magnifié et devenu sujet conscient de l'histoire »<sup>1128</sup>. L'exhibition de soi, l'affichage, la posture semblent donner au corps la fonction de ressource politique : « montrer sa force pour ne pas à s'en servir »<sup>1129</sup>.

---

<sup>1125</sup> Les premières traces de ce slogan ont lieu lors de la manifestation du 24 avril 1976.

<sup>1126</sup> Entretien avec D., juin 2018.

<sup>1127</sup> Entretien avec U., novembre 2018.

<sup>1128</sup> Danielle Tartakowsky. « Quand la rue fait l'histoire », *Pouvoirs*, 2006/1, n° 116, p. 19-29.

<sup>1129</sup> Dominique Memmi. « Le corps protestataire aujourd'hui, une économie de la menace et de la présence ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 87-106.

Les corps de ces jeunes gens s'expriment librement dans les rues et semblent exulter de leur propre action, qui est presque une fin en soi, comme le dit L. :

« Il y avait une effervescence, on était très fier de ce qu'on faisait, parce que déjà, c'était illégal et secondo, on surprenait les gens, là où on passait, à manifester comme ça. On était tellement fiers de surprendre les Français avec notre cause, c'était un plaisir »<sup>1130</sup>.

Elles sont aussi une libération de la parole, puisque les militants crient, en français et en arménien, seul élément de l'appartenance arménienne du groupe, au-delà du contenu de leurs revendications. L., conscient de dupliquer l'exprime ainsi :

« C'était surtout bouger, quoi, il fallait montrer notre présence. Il fallait revendiquer, et c'était, c'était très militant, mais pas dans le sens signer des pétitions, mais dans le sens de Mai 68, donc c'était utiliser la propagande telle qu'elle était menée à l'époque de Mai 68, mais transposée à la cause arménienne. Donc on organisait des manifestations sauvages, puisque à l'époque c'était interdit, et donc on se réunissait à 50-40, par téléphone. Voilà et on se regroupait, et tout à coup on sortait les banderoles. On manifestait dans Paris, en criant comme des fous, "Turquie assassin". On criait, on n'avait plus de voix à la fin, ça je m'en souviens très clairement, oui par là-bas peut-être, République, dans le 11<sup>e</sup> »<sup>1131</sup>.

Le témoin est conscient aussi de la réappropriation du répertoire d'action de l'extrême gauche française, quand il utilise le mot « transposé ». Il insiste à deux reprises sur les cris et sa voix s'exalte lors de l'évocation de ce souvenir où il n'avait plus de voix, à tel point que son intonation se modifie. Les deux pertes de voix jettent un pont entre le passé et le présent. Les manifestants redonnent vie à la rue, par leur présence dans l'espace public et par leurs cris, et par contagion, vie à eux-mêmes, comme surpris de leur propre audace et de cette explosion de vie infusée.

Elles sont enfin une libération vis-à-vis des codes de la manifestation et des forces de l'ordre qu'on défie et qu'on sait déjouer. Les militants réinventent l'histoire des luttes arméniennes, où tout est joie, faisant de la rue un lieu mobilisateur, ainsi s'exprime Armand :

« Il y a eu un moment, je me souviens, on faisait ce qu'on appelait des manifestations sauvages, on faisait des manifestations, alors on n'était pas beaucoup, on ne mobilisait pas des centaines de milliers de personnes. Quand on convoquait à une manifestation et que la police était là, elle ne nous laissait pas défiler, donc on faisait des manifestations sauvages. On se disait, "voilà, on va se donner quatre ou cinq rendez-vous, on va défiler en criant nos slogans pendant une demi-heure, ensuite on se disperse, et on se retrouve à un deuxième rendez-vous", ce qui faisait qu'on faisait des manifestations par cascade, et le temps que la police arrive, on était allé manifester ailleurs »<sup>1132</sup>.

---

<sup>1130</sup> Entretien avec L., octobre 2017.

<sup>1131</sup> *Ibid.*

<sup>1132</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

Parcourir la rue, la transformer en lieu, c'est-à-dire en espace incarné, concret, qui fait advenir une question non résolue, par la matérialité de son investissement, avec le panel complet de l'équipement manifestant, c'est lui redonner un sens politique. Les militants produisent ainsi leur espace de combat en faisant de tout morceau d'espace pratiqué par eux un lieu de lutte contre la Turquie. Leurs pas de course semblent résonner sur les pavés et créer une sorte de champ de bataille : comme détourné par l'exaltation, qui sublime l'épreuve. D. explore la dimension clandestine de l'action dans sa mise en œuvre :

« Il y avait une énergie incroyable ... et puis bon bien sûr c'était interdit, donc on était obligé de tous s'observer, d'être vigilant. Chacun protégeait l'autre, en fait, dans ces manifestations-là, il fallait faire attention, peut-être que la manifestation avait été éventée, peut-être que les flics nous attendaient, étaient au courant [...]. Nous on parle à une communauté, à des familles. Oui toucher les jeunes, de toute façon les jeunes venaient vers nous. En même temps, c'est un peu bête ce que je vais dire, encore une fois, quand vous avez des discours, une pratique un peu radicale, ça attire quel que soit le sujet, c'est transgressif [...]. Ça nous ressoude, ça nous renforçait, ça oblige à prendre des mesures de sécurité : "tu rapportes ça, tu t'occupes de ça, attention tu n'as pas oublié de prévenir untel" »<sup>1133</sup>.

Ces performances, où l'appartenance arménienne se décèle uniquement dans le discours et la présence de membres de la famille des militants, correspondent à la phase émergente du mouvement et ont pour vocation de l'introduire sur la scène publique, alors qu'il dispose de peu de ressources (un faible nombre de militants). Elles lui permettent de se mobiliser en interne : souder le mouvement, dans l'action de mobilisation. Elles montrent la détermination des participants, à l'usage d'un public : les récepteurs directs de ce petit théâtre ambulant sont les passants, devenus spectateurs malgré eux de cette performance corporelle, et les récepteurs indirects sont les groupes adverses arméniens et plus largement l'espace public français. Ces actions permettent de donner une actualité à la question arménienne, même si elles sont absentes de l'arène médiatique, comme si la pratique était « pour soi ». Cependant, la question arménienne s'actualise avec la question des prisonniers politiques à partir de 1980 et des manifestations qui leur sont liées<sup>1134</sup>. Ce type d'actions ne semble plus pratiqué par les Arméniens et les groupes d'extrême-gauche en France et aucune source consultée ne les mentionne ailleurs qu'en France.

---

<sup>1133</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>1134</sup> Voir en annexes, photo n°15, p. 468.

## -Les actions exemplaires contre l'URSS (fin 1978)

Deux actions spectaculaires et exemplaires, en novembre-décembre 1978, sont réalisées contre l'URSS par le groupe « Nazarian », pour soutenir la dissidence en URSS. Isabelle Sommier définit les actions exemplaires comme des « opérations surprises, menées par un petit groupe [...] qui visent à exercer une pression, par une mise en scène ludique et /ou guerrière, dirigées contre les symboles de l'adversaire »<sup>1135</sup>. Pratiquée quelques années plus tôt par les groupes d'extrême-gauche, elle a pour objectif de dévoiler « les structures répressives de la société [...] ». L'action exemplaire est une brèche dans le système qu'elle a ainsi contribué à ébranler »<sup>1136</sup>. Robert Nazarian, diacre, fondateur du groupe arménien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, est emprisonné en URSS depuis le 22 décembre 1977. Inculpé de menées et de propagande antisoviétique, il est passible de plusieurs années d'emprisonnement. Son arrestation et son procès ont donné lieu à la création du groupe « Nazarian », probable émanation, selon les RG, de Libération arménienne, « qui fait ouvertement état de son orientation politique d'extrême-gauche et qui est partisan de l'action directe pour réaliser son objectif, la réunification d'une Arménie libre »<sup>1137</sup>. Le 15 novembre 1978, jour d'ouverture de son procès, des seaux de sang sont versés dans les locaux de l'agence de voyage soviétique Intourist, 7 boulevard des Capucines à Paris. Deux personnes s'introduisent dans l'agence pendant que quatre personnes les attendent, les six prennent ensuite la fuite. Le 3 décembre, deux membres du groupe « Nazarian », à moto, lancent un seau de peinture rouge contre la voiture de l'ambassadeur d'URSS en France<sup>1138</sup>, la veille du verdict du procès, à l'occasion d'une fête sous sa présidence, salle Pleyel, célébrant le 150<sup>e</sup> anniversaire du rattachement de l'Arménie à l'URSS. Ils repartent sans avoir été inquiétés. Ces deux actions encadrent une manifestation ayant regroupé quelques dizaines de personnes.

Le groupe s'inscrit dans une filiation par le format des actions choisies et les lieux visés. Il se pose, d'une part, en héritier des actions anti-autoritaires performatives de l'extrême-gauche française. D'autre part, l'Aeroflot (l'agence Intourist) est, avec l'ambassade soviétique, le lieu de manifestations critiques du régime soviétique par les groupes anti-communistes. L'agence de voyage, symbolisant une forme d'oppression nationale, a déjà été mobilisée par d'autres

---

<sup>1135</sup> Isabelle Sommier. « Virilité et culture ouvrière ». *Op. cit.*

<sup>1136</sup> Emmanuelle Loyer. *Mai 68 dans le texte. Op. cit.*

<sup>1137</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Le geste hostile à l'égard de M. Stéhan Tchervonenko, Ambassadeur d'URSS en France, serait l'œuvre d'un militant du groupe "Nazarian" », 5 décembre 1978.

<sup>1138</sup> AN. 21 AR-34. Alain Madelin. Direction centrale de la police judiciaire, sous-direction des affaires criminelles, 6<sup>e</sup> section, confidentiel : « Le terrorisme arménien », mai 1982.

groupes d'extrême-gauche en France. Cette action réactive aussi la mémoire, cinq ans plus tôt, des actions passées de Libération arménienne, qui était alors allé chercher du sang aux abattoirs de la Villette, figuration de la boucherie<sup>1139</sup>. Le groupe associe, par ces actions qui transgressent et subvertissent les normes, émancipation individuelle et collective, esprit libertaire et indignation morale. Faiblement doté en termes d'effectifs, il a comme seule ressource la mise en mouvement des corps de la jeunesse, sans mise en danger. Il se veut dans une posture offensive face aux autres organisations politiques arméniennes, dans une logique concurrentielle, profitant du terrain français favorable à la dissidence. Ces actions cherchent à l'imposer dans l'espace public : elles ont pour « but d'attirer l'attention »<sup>1140</sup> des médias.

La violence symbolique s'exprime par la couleur mobilisée, la gestuelle corporelle et le discours, calqués sur la résistance. Le rouge, présent dans le jet de peinture et de sang, incarne, d'une part, la violence retournée à son responsable, le sang versé par les Arméniens, renvoyé à leurs oppresseurs, la Turquie et l'URSS, alors, dirigée par les « nouveaux tsars »<sup>1141</sup>. D'autre part, par leur gestuelle éclair, ces actions, dont l'effet se veut immédiat, sont comme un substitut aux guérillas, elles reflètent un imaginaire politique guerrier, le temps bref de leur mise en œuvre. La violence symbolique s'établit factuellement. L'infraction, le sang versé, la rapidité de l'action, celle des corps qui entrent et sortent, et le risque de répression, nécessitent une maîtrise et une discipline collective, dans l'espace frontière que constitue la rue, qui leur donne accès à l'« ennemi », la cible, à l'intérieur, d'une salle ou d'une voiture. La violence est aussi verbale : les actions sont revendiquées par deux communiqués, reproduits dans *Hay Baykar*, qui fait part de son hostilité à « cette immonde fête organisée par les bourreaux de Robert Nazarian », qualifiés de « vermines collabos »<sup>1142</sup>, soutiens à l'Arménie soviétique. À l'instar des maos de la GP, par la référence aux ennemis de la résistance, les militants se considéraient alors comme de nouveaux partisans.

La violence est donc détournée, mimée, théâtralisée et auto-réglémentée, elle ne s'exerce pas sur autrui, personne n'est blessé. Il s'agit de réparer le passé, de « servir » et « venger » le peuple arménien, à travers des actions exemplaires punitives, par des moyens asymétriques, investis d'un sens nouveau, dans une réinvention inédite, et par des dynamiques mimétiques sans passage à l'acte : cette action incarne un substitut de lutte contre un État qui

---

<sup>1139</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>1140</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Action d'un groupe extrémiste arménien contre les locaux de l'Office du Tourisme soviétique INTOURIST », 16 novembre 1978.

<sup>1141</sup> Groupe Nazarian. « Communiqué ». *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 15.

<sup>1142</sup> *Ibid.*



opprime les Arméniens. Ces actions coup de poing permettent de canaliser la colère, ainsi « La violence peut être retravaillée, ritualisée et en quelque sorte pacifiée »<sup>1143</sup>. Les acteurs de la mission, masculins et jeunes, puisent donc dans le registre de l'illégalité, se mettant en risque, par l'action et la cible visée. Les sources convergent pour les associer à une forme de guérilla. La direction centrale de la police judiciaire, qui rapporte les deux actions, les place dans la rubrique « terrorisme arménien »<sup>1144</sup>, *Hay Baykar* la qualifie d'action « commando »<sup>1145</sup> et un militant, qui a souhaité l'anonymat, a demandé d'interrompre l'enregistrement, lors de son évocation. Toutefois, ces jeunes gens en colère imitent plus la violence qu'ils ne la créent, selon une répartition des tâches. La violence plus frontale est accomplie par un groupe armé, la NRA. En effet, plus tard, le 2 février 1980, deux attentats par explosif sont commis contre des organismes de l'URSS, à Paris, où les locaux du bureau soviétique d'information sont endommagés, et à Bruxelles, où le siège de la compagnie aérienne de l'Aeroflot subit des dégâts. La marque de la NRA est triple : deux actions concomitantes, le fait que l'URSS soit visée et pas d'atteinte corporelle sur autrui.

Ce qui frappe dans ces actions sont ses discordances par rapport à la chronologie des mobilisations françaises. En effet, les activistes arméniens conjuguent des idées (le soutien aux dissidents) et des actions (qui se veulent exemplaires) dans leur propre grammaire et selon leur propre temporalité. Les référents théoriques sont ceux de leurs contemporains, les intellectuels français à la fin des années 1970, défendant les droits de l'homme, et les pratiques, offensives, sont celles des acteurs de l'extrême-gauche, dix ans plus tôt, en Mai 1968. En décalage avec les formes prises par les mouvements en faveur de la dissidence et en raison des rapports de l'ASALA avec l'URSS, ce répertoire n'est pas repris et cette lutte, abandonnée, à l'origine de ruptures au sein du mouvement. Ces actions résonnent comme un reliquat, dans une tentative de montrer d'autres aspects de la question arménienne, qui ne se réduit pas à la lutte contre la Turquie. *Haratch* la mentionne<sup>1146</sup> et *Hay Baykar* la qualifie « d'action originale et pacifique » et reconnaît qu'elle « ne parvint que difficilement à forcer l'attention de la presse sur le sort du diacre »<sup>1147</sup>. Ailleurs en diaspora, ce type d'action n'est pas mentionné.

---

<sup>1143</sup> Isabelle Sommier. « Virilité et culture ouvrière ». *Op. cit.*

<sup>1144</sup> AN. 21 AR 34. Alain Madelin. Direction centrale de la police judiciaire, Sous-direction des affaires criminelles, 6<sup>e</sup> section, confidentiel : « Le terrorisme arménien », mai 1982.

<sup>1145</sup> Groupe Nazarian. *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 15.

<sup>1146</sup> *Haratch* n°14252, 17 novembre 1978.

<sup>1147</sup> Groupe Nazarian. *Hay Baykar* n°14, décembre 1978, p. 15.

- Les occupations de locaux.

Libération arménienne réalise deux occupations de locaux d'agences de tourisme étrangères, celle de la Turkish Airlines, le 11 juin 1981, et celle de la Swiss Air, le 15 décembre 1981. La première occupation cherche à protester contre les attentats anti-arméniens qui ont visé l'église arménienne d'Issy-les-Moulineaux, de Paris et le centre culturel arménien à Paris. La seconde occupation réclame la libération d'un membre de l'ASALA, Mardiros Jamgotchian, accusé d'attentat contre le consul turc à Genève, emprisonné en Suisse depuis le 9 juin 1981 et dont le procès commence à Genève le 16 et 17 décembre 1981. Ces actions reflètent la prégnance des mobilisations collectives arméniennes en France en 1981. Étudiées par Étienne Penissat, les occupations doivent être resituées à trois niveaux. Il existe une historicité des occupations arméniennes, qui n'imitent pas un modèle occidental, comme déjà évoqué. L'occupation a déjà été utilisée par l'UEAE, en janvier 1972, lors de la venue du ministre turc Nihat Erim en France, elle avait alors duré quinze minutes. L'usage du même lieu, la Turkish Airlines, est reconquise, puisqu'il a servi aussi en avril 1973 à Libération arménienne, dans un temps plus bref, quand l'agence fut maculée de sang animal, sans être occupée. Neuf ans plus tard, portées par la lutte armée, les deux occupations durent plus longtemps (entre une heure trente et deux heures). En outre, d'autres groupes d'extrême-gauche réalisent alors des occupations qui visent les mêmes cibles que les Arméniens. Ainsi en 1979, les membres de l'UEC (Union des étudiants communistes) occupent les locaux de l'Aeroflot<sup>1148</sup>. Enfin, dans l'histoire des mouvements sociaux en France, les occupations ont une histoire longue, liées surtout à un lieu de travail, elles sont réinterprétées en Mai-Juin 1968 et surtout dans les années 1970 par les mouvements d'extrême-gauche donnant à l'occupation une fin en soi.

Le mouvement, par ce répertoire, s'inscrit dans une tradition sociale qu'il incorpore, tout en détournant et en travestissant le lieu, la durée et en partie l'usage. En effet, première discordance, le lieu occupé n'est pas celui du travail et de l'imaginaire qui lui est lié, celui des luttes sociales, mais son usage est national. Les lieux choisis, des compagnies de voyages, sont plus faciles d'accès que les représentations diplomatiques, mieux surveillées. Si la pratique est copiée sur l'extrême-gauche, la spécificité de la lutte arménienne s'exprime par le lieu choisi. L'occupation d'un lieu symbole de l'ennemi permet au mouvement de s'imposer physiquement, « en rupture avec ses usages routiniers et chargée d'une intention

---

<sup>1148</sup> « Aeroflot ». *Hay Baykar* n°15, février-mars 1979, p. 14.

expressive »<sup>1149</sup>. La première occupation, à la Turkish Airlines<sup>1150</sup>, vise directement la Turquie. Soutenu par les Comités communistes pour l'autogestion, le mouvement témoigne de sa solidarité avec les autres peuples victimes de la Turquie (les Kurdes, les Chypriotes et les Turcs révolutionnaires<sup>1151</sup>). Ces actions, réalisées dans un but symbolique d'opération publicitaire, permettent, en interne, de constater l'état de la mobilisation, et en externe, d'affirmer son identité face aux concurrents dans l'espace public. Elles se veulent radicales dans un contexte de rivalités avec la mouvance *dachnak*, qui utilise des moyens d'expression plus traditionnels, comme les manifestations. L'action a lieu malgré la présence d'un car de gendarmes mobiles, révélant sa préparation méticuleuse. Le témoignage de U. reflète l'appropriation aisée du local, comme en témoigne aussi la photographie, ci-dessous :

« On reste une bonne heure. On se retrouve quand même avec des locaux qui sont à nous. On peut faire ce qu'on veut là-dedans. Je ne sais pas combien on est dedans, une petite dizaine. Je ne sais plus ce qui s'était passé, enfin bref, on voulait faire une opération d'éclat. Je ne sais plus ce qu'on avait fait, évidemment il devait y avoir des gens alertés dans la presse, je pense qu'ils sont venus »<sup>1152</sup>.

### **Occupation de la Turkish Airlines, Libération arménienne, juin 1981**



Source. *Hay Baykar* n°26, juin 1981.

La seconde occupation se déroule dans une agence étrangère, l'agence Swiss Air à Opera. Comme l'ASALA, qui commet des attentats dans les pays alliés de la Turquie, Libération arménienne vise des lieux symboliques en France, qui représentent ces pays alliés.

L'autre discordance avec les occupations françaises concerne la durée. Les occupations françaises durent plusieurs jours, les occupations arméniennes sont brèves, mais plus longues

---

<sup>1149</sup> Lilian Mathieu. « Territoires et mises en espaces des mobilisations ». *Op. cit.*

<sup>1150</sup> AMEA. (1981-1985)1930INVA/5575. Question arménienne. Occupation de la Turkish Airlines, lettre du ministère des Affaires extérieures au ministre de l'Intérieur, en réaction aux plaintes des diplomates turcs, 15 juin 1981.

<sup>1151</sup> *Haratch* n°14928, 13-14 juin 1981.

<sup>1152</sup> Entretien avec U., novembre 2018.

que celles pratiquées en 1972. Les deux occupations ont lieu le matin, la première commence à 10h et s'achève vers 11h10<sup>1153</sup>. La deuxième occupation se déroule entre 10h15 et 12h. La finalité des occupations arméniennes se rapproche en partie des autres occupations en France. À partir des années 1970, conçue comme une technologie et un instrument de la lutte<sup>1154</sup>, l'occupation de l'usine devient une fin en soi. Aussi l'occupation n'a plus la même fonctionnalité qu'avant, ce qui compte, c'est occuper. La Turquie, à travers sa représentation, est atteinte, le lieu configurant le crime de génocide redevient un lieu arménien originel : « de l'occupation modalité de la grève, on est passé à "l'occupation pour occuper" [...], pour enfin arriver à l'occupation symbolique de locaux »<sup>1155</sup>. Ainsi s'exprime L., qui témoigne aussi de la coopération entre les autorités, françaises et turques :

« C'était une manifestation en soutien aux prisonniers politiques, très vraisemblablement. On avait un rendez-vous à un endroit. J'ai participé à cette occupation pacifique des lieux, on a occupé la Turkish Airlines. C'était une occupation pacifique à la Turkish Airlines. On est plusieurs, on reste. La presse est venue. À la sortie, la police était là et à la sortie, on a tous décliné notre identité et on a été vendus à la Turquie »<sup>1156</sup>.

Par cette prise de possession physique, les activistes rénovent leur militantisme et inversent les rôles, l'occupant n'est plus le Turc, mais l'Arménien, qui réinvestit ainsi son territoire d'origine. Les occupants exercent un moyen de pression, par une actualisation permanente de la question arménienne. Créant un contexte insurrectionnel de guérilla symbolisée, mais sans violence, l'occupation revêt une dimension guerrière du corps combattif et victorieux, par un mouvement qui soutient la lutte armée. Rien n'est nouveau dans la pratique, mais le lieu et la durée tranchent avec l'histoire qui lui est attachée. Le bureau étranger investi, symbole de l'oppression, permet d'instaurer un rapport de force. Le but est de transformer un lieu privé « en espace public de revendication »<sup>1157</sup>, par une mise en scène spectaculaire, dans une réinvention et une réadaptation. Le gardien n'a pas voulu porter plainte, soit par crainte des représailles, soit par la conscience de la non-violence des acteurs.

L'imaginaire guerrier se traduit par l'usage des objets de l'occupation. Ainsi, lors de la seconde occupation, pour laquelle les sources sont plus riches, en raison de la médiatisation de la question arménienne depuis la prise d'otages du consulat de Turquie le 24 septembre 1981. La forme combattive de la lutte se traduit par sa matérialité. Les militants, entrés par surprise,

---

<sup>1153</sup> AMAE. 36PO/5/43 (1980-1985). La Turquie et le problème arménien : les Arméniens en France. TD Diplomatie 23782 : « Occupation des locaux de la THY », 26 juin 1981.

<sup>1154</sup> Étienne Penissat. « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 ». *Op. cit.*

<sup>1155</sup> *Ibid.*

<sup>1156</sup> Entretien avec L., octobre 2017.

<sup>1157</sup> Étienne Penissat. « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 ». *Op. cit.*

ont aussitôt « verrouillé les portes avec des chaînes »<sup>1158</sup>. Sept personnes du personnel et quatre voyageurs, enfermés, sont pris en otages. À la fin de l'occupation, les occupants reprennent la gestuelle de l'ASALA, à l'issue de la prise d'otages du consulat turc, le 24 septembre 1981, par le signe de victoire V<sup>1159</sup>. Il n'y a aucune déprédation, ni dommage matériel, ni violence commise à l'égard d'autrui : « les manifestants n'étaient pas armés et aucune violence n'a été exercée »<sup>1160</sup>. Les deux occupations demeurent pacifiques. La lutte armée est imitée, sans les armes, mimée devant un public, celui des gens présents dans le local, acteurs malgré eux, et ceux qui accèderont à son récit, puisque la presse en rend compte : « La suite a prouvé que cette action modeste et non violente, mais d'aspect revendicatif a eu plus d'impact au niveau des médias que le cortège funèbre de 10 000 personnes »<sup>1161</sup>. De même l'occupation de la SwissAir est fortement médiatisée : « incontestablement les médias ont donné un écho favorable à cette action ; les actualités d'Antenne 2 ont largement diffusé -aux actualités de 13h- l'interview d'A. Toranian »<sup>1162</sup>, même si le mouvement reconnaît que cela n'a pas d'incidence sur l'issue du procès de Mardiros Jamgotchian. La première occupation a donné lieu à un relevé d'identité. Sur la quinzaine d'occupants, deux sont des femmes<sup>1163</sup>. Deux ne sont pas nés en France. Six ont un nom arménien, neuf ont un nom français, et parmi eux quelques-uns ont les deux parents dont le nom est français. Un tiers a moins de 20 ans et la moitié d'entre eux est constituée d'étudiants. La participation de la sœur d'un militant que nous avons interrogé, née en 1961, témoigne de l'importance des réseaux familiaux. Ce répertoire d'action est aussi utilisé dans le monde et au sein de la diaspora en France. Ainsi, le 3 novembre 1982, un commando marxiste turc occupe le consulat de Cologne en Allemagne pour attirer l'attention sur le régime militaire en Turquie<sup>1164</sup>. De même, en janvier 1984 en France, la mouvance *dachnak* occupe un local pour soutenir Hampig Sassounian, auteur d'un attentat, mais le peu de sources à son sujet semble signifier que l'action est peu audible alors dans les médias, en raison, probablement, de l'institutionnalisation de la question arménienne en cours.

---

<sup>1158</sup> AN. 200730072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Note des RG : « Occupation des locaux de la compagnie aérienne suisse à Paris par des militants de "Libération Arménienne" », 16 décembre 1981.

<sup>1159</sup> *Haratch* n°15063, 17 décembre 1981.

<sup>1160</sup> AN. 200730072/10. Dossiers généraux sur les attentats. Direction centrale de la police judiciaire à M. le Directeur général et M. le Directeur central : « message téléphoné n°1781 », 15 décembre 1981.

<sup>1161</sup> « À propos de l'occupation des lieux de la Turkish Airlines ». *Hay Baykar* n°26, juin 1981, p. 5.

<sup>1162</sup> Le chroniqueur rouge. « SwissAir : occupée ». *Hay Baykar* n°28, janvier 1982, p. 3.

<sup>1163</sup> AMAE. AN/MO. Europe/Turquie (1981-1985), 1930INVA/5575. Question arménienne. Occupation des locaux de la Turkish Airlines, Identité des personnes interpellées.

<sup>1164</sup> « Occupation du consulat de Turquie à Cologne ». *Hay Baykar* n°42, 24 novembre 1982 au 8 décembre 1982, p. 6.

## 2/ À Lyon. Des répertoires mondiaux inscrits dans le temps long

-La marche de Lyon à Saint-Julien-en Genevois (mouvance *dachnak*)

La marche, reformulée pour la question arménienne, constitue un acte de désobéissance civile, ainsi que l'étudiant Danielle Tartakowsky et Michel Pigenet. À l'ONU, le 6 mars 1974, le délégué de la Turquie a fait supprimer le paragraphe 30 du rapport sur la « prévention et la répression du crime de Génocide » adopté en septembre 1973, mentionnant le génocide des Arméniens comme premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle. La révision de ce rapport se poursuit dans les instances de l'ONU et le CDCA cherche à rétablir le paragraphe 30. Le double risque de routinisation d'une pratique ordinaire, que peut représenter la manifestation, et le faible effectif du groupe constituent des pistes de réponse au choix du répertoire. La commission des droits de l'homme étant à Genève, l'idée d'une action manifestante, permettant de matérialiser et de spatialiser l'action diplomatique, émerge collectivement au sein du *Nor Seround*, appuyée par le CDCA, très actif et collégial<sup>1165</sup>. Une marche silencieuse de protestation autour du chiffre 30 est ainsi proposée pour faire rétablir le paragraphe 30. Trente kilomètres par jour sont parcourus par trente marcheurs, jusqu'à Saint-Julien-en-Genevois durant cinq jours, du 21 au 25 février 1979. La première étape se situe à Meximieux, la deuxième à Pont-d'Ain, la troisième à Nantua, la quatrième à Bellegarde, la cinquième à Viry. Les responsables s'occupent d'autre part de visibiliser l'action et d'autres marcheurs y participent les cinq derniers kilomètres. À la différence de la manifestation qui implique un certain nombre de personnes, pour une durée brève et formant un groupe étiré mais compact, la marche comprend moins de monde, dure plus longtemps et peut impliquer une distance entre les marcheurs.

La marche charrie avec elle une histoire populaire, celle, française et collective, des femmes à Versailles, et celle, internationale et individuelle, de Ghandi en Inde, accompagnée de jeûnes. Dans l'histoire arménienne de la protestation, elle fait écho à la grève de la faim, choisie quelques jours plus tôt par des militants de la même mouvance politique, sur le front de la dissidence, par son ancrage temporel, une protestation dans la durée (auquel il faut ajouter la distance), et son lien avec la non-violence. La marche arménienne semble avoir épuisé toutes les modalités de la lutte, aux extrémités des deux pôles, de la lutte diplomatique à la lutte armée, et cherche à incarner le pacifisme. Elle se réclame des droits de l'homme, traduisant une « conscience communautaire sur la défensive »<sup>1166</sup>. Trois caractéristiques semblent apparenter

---

<sup>1165</sup> Voir partie I, chapitre 1. Un militant du parti *Dachnaksoutioun*, Varoujan Attarian, travaille à Genève.

<sup>1166</sup> Nous n'avons pas la liste des marcheurs, aussi la grille sociologique ne peut être affinée. Michel Pigenet ; Danielle Tartakowsky. « Les Marches en France au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective ». *Le Mouvement social*, 2003/1, n°202, p. 69-94.

la marche, acte de protestation morale à distance mettant en mouvement le corps, à un répertoire d'action hors du champ politique conventionnel. La marche implique une préparation physique collective, une logistique (se nourrir, se soigner, se loger) et donc une détermination, sur le temps long, possible par les liens amicaux et familiaux entre les marcheurs, en apparence loin du politique. La mixité géographique (diverses communes de la région), démographique (présence de jeunes enfants) et sociale, dessine une hétérogénéité des participants, reflet de leur dimension communautaire et des liens d'interconnaissance mis en actes. L'organisation ramifiée du groupe, des leaders dynamiques, un monde soudé en réseaux, caractéristiques d'une organisation communautaire, expliquent la réussite de sa mise en œuvre. En outre, la négociation des acteurs avec ce répertoire semble adaptée aux revendications endeuillées de la communauté et l'inscrire dans le registre cérémoniel, celui de « l'infra » politique : marcher pour demander réparation et pour la reconnaissance du génocide permet d'exprimer la dignité et le souvenir aux morts et aux victimes. Enfin, par le lieu de destination, la marche est « pré-politique », elle se déroule à l'écart du pouvoir politique national (Paris) et international (Genève), la ville de Saint-Julien-en-Genevois n'abritant pas d'institutions diplomatiques. La mise en doute en amont sur le choix du lieu de l'action collective reflète les dissensions du groupe, divisé entre le choix d'un lieu ouvertement politique et un lieu plus neutre. Mirhan le formule ainsi :

« On a fait une marche de Lyon à Saint-Julien-en Genevois. Il y a eu des débats entre nous, les éléments les plus extrémistes, non ils ne sont pas extrémistes, mais les plus virulents, "pourquoi vous arrêtez à Saint-Julien-en Genevois et pourquoi ne pas aller jusqu'à Genève ?". C'est là qu'on voit qu'on n'est pas des excités non plus, on a dit, "de toute façon on sera barrés à la frontière". Mais, c'était peut-être ça le côté intéressant, c'était d'être barré à Genève, mais à l'époque, on a 30 ans, on est jeune »<sup>1167</sup>.

---

<sup>1167</sup> Entretien avec Mirhan Amtablian, octobre 2017.

## Marche de Lyon à Saint-Julien-en Genevois, février 1979



Source. Patrick Tchoboian (Troisième ou quatrième jour)

L'occurrence de la marche dans un espace rural enneigé semble traduire une certaine impuissance du groupe, isolé, face à l'immensité paysagère, portant des revendications de justice, « Justice pour le peuple arménien », face au double destinataire (l'ONU et la Turquie).

Pourtant, les marcheurs recomposent la marche. Occuper l'espace par une action concrète peut faire advenir le politique. Si la marche est pacifique, elle est radicale par la mise à l'épreuve individuelle et collective des corps en mouvement. Elle est, en effet, une épreuve physique corporelle, accentuée par les obstacles naturels, climatique et physique : « étape redoutable et redoutée puisqu'étape de montagne avec le col du Cerdon. Et comme si ce n'était pas suffisant, la neige et un fort vent contraire viendront se mêler à l'affaire »<sup>1168</sup>. Les militants éprouvent ensemble la fatigue et le compte rendu mentionne comme détail « les pieds enflés et les ampoules »<sup>1169</sup>. Le répertoire est aussi l'occasion pour le groupe d'éprouver sa solidarité, marchant de manière compacte au début, les marcheurs sont ensuite espacés de quelques kilomètres de distance les uns des autres. Puis, à l'arrivée, ils marchent à nouveau bras dessous, bras dessus. Cette épreuve collective physique dans la durée est aussi psychique. Des discontinuités la parcourent, les arrivées aux différentes étapes constituant autant de mises au

---

<sup>1168</sup> Patrick Tchoboian. « Marche des Arméniens de Lyon à Saint-Julien-en Genevois ». *Haïastan*, n°401-402, mars-avril 1979, p. 24-25.

<sup>1169</sup> *Ibid.*



point du groupe. Les marcheurs éprouvent la solidarité, portent des drapeaux arméniens et chantent *Haratch Nahadag*, « En avant la victoire », hymne des combattants volontaires arméniens devenu l'hymne des *Homenetmen*, association sportive proche du parti *Dachnaksoutioun*.

En outre, la marche, par le parcours inédit de l'espace traversé, transformé en lieu de revendication, permet aux marcheurs arméniens de donner une visibilité au deuil collectif et à la question arménienne. Cette inscription physique, à travers le marquage d'un territoire, par des Arméniens, anciennement ruraux en territoire ottoman et transplantés en ville dans un autre pays, est un ré-enracinement et une reterritorialisation<sup>1170</sup> en France. Ils convoquent l'imaginaire de l'exode forcé, comme une réparation symbolique du passé, en créant un territoire de la marche combattive. La marche, qui a une « visée démonstrative »<sup>1171</sup>, cherche à investir l'espace, puisque 46 communes sont traversées, comme si les marcheurs lyonnais arméniens voyaient leurs horizons agrandis, phénomène qu'on ne retrouve pas à Paris. Patrick exprime ici la persévérance du groupe, le sens du collectif et de l'organisation des différents acteurs :

« Qu'est-ce qu'on peut faire pour qu'on puisse marquer le coup... et cette idée de la marche avait été évoquée, [on se disait] ça ne peut pas se faire, c'est quand même long 150 kilomètres, on ne trouvera personne [...]. On l'abandonne.... Qu'est-ce qui nous en empêche, puisqu'on veut faire quelque chose pour mobiliser la communauté arménienne et attirer l'attention sur nous. L'idée vient du *Nor Seround*, mais toute la logistique est assurée par le CDCA, à l'époque la MCA joue un rôle au niveau logistique aussi, c'est important [...]. Ceux qui font la marche, c'est les militants de base, et ceux qui la transforment en meeting, c'est autre chose [...]. C'est une ambiance formidable, ce que vous partagez, c'est la première fois qu'il y a ce type de manifestation [...]. Il y a tout dedans : la durée, ça dure cinq jours, un acte militant fort, la possibilité de communiquer sur la durée »<sup>1172</sup>.

Au reste, l'usage des médias et d'autres actions qui lui sont liées, l'ancrent dans l'action politique, permettant de réactualiser la question arménienne. Le départ a lieu devant les locaux de FR3, témoin d'une volonté d'informer. Il est suivi d'une conférence de presse, au cours de laquelle le CDCA explique les motifs, et chaque étape est objet de publicisation de l'action devant les médias. La marche est accompagnée de meetings, de pétitions, de communiqués de presse, de diffusion de tracts (10 000) et de brochures, avec un meeting final de 1500 personnes, et des motions sont lues. Robert T. indique :

---

<sup>1170</sup> Martine Hovanessian. *Le lien communautaire*. *Op. cit.*

<sup>1171</sup> Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky. « Les Marches en France au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective ». *Op. cit.*

<sup>1172</sup> Entretien avec Patrick Tchoboian, juin 2019.

« La marche, c'était dans le cadre du paragraphe 30, là, ça c'était tout le monde. D'une certaine manière, ça concernait la cause arménienne, dans le sens où c'était la question du génocide. La reconnaissance du génocide [...], c'était quelque chose qui sensibilisait énormément la communauté. Là, il n'y a eu aucune difficulté, si vous voulez, à pouvoir mobiliser la communauté autour de ça [...]. La marche, ça a été quelque chose sur la durée, ça a duré au moins une semaine, voire plus. Donc chaque jour, à chaque point d'arrêt, c'était une réception par la municipalité du coin, c'était des articles dans la presse, c'était un truc qu'on avait voulu, comme un truc qui allait crescendo, qui s'est terminé ensuite à la frontière suisse à Saint-Julien-en-Genevois »<sup>1173</sup>.

Une motion est déposée au bureau de l'ONU à Genève, une est envoyée à Valéry Giscard d'Estaing, au ministre français des Affaires étrangères et au Secrétaire général de l'ONU, leur demandant d'intervenir le 8 mars à Genève, où doit être prise la décision sur les dispositions relatives au génocide. Le vote, le 16 mars 1979, de la commission de l'ONU, est adopté par 15 voix, dont la France, une voix contre -le Pakistan- et trois abstentions. La réussite de la marche se mesure à sa dimension conquérante qui visibilise l'action et donc la question arménienne, ainsi dévoilée. La marche est ensuite pratiquée dans d'autres espaces de la diaspora : ainsi le 24 avril 1981, entre Montréal et Ottawa, une marche de 200 km est organisée par 130 jeunes du *Nor Seround*, à l'origine de heurts avec la police. En France, ce répertoire est utilisé pour d'autres causes, comme la marche contre le racisme, organisée en octobre-décembre 1983.

### **Marche de Lyon à Saint-Julien-en-Genevois. Dernier jour**



Source. Patrick Tchoboian (Photo prise juste avant le rassemblement à la frontière suisse, d'autres marcheurs se sont ajoutés les derniers kilomètres).

<sup>1173</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, février 2019.

## - Grèves de la faim à l'église arménienne

La grève de la faim est un répertoire transnational de la non-violence contre autrui, mais retournée contre soi. Elle est très fortement liée aux acteurs qui la portent, exerçant une menace de mort pour faire pression sur les autorités et mobilisant leur corps comme ultime recours possible de la protestation. Elle est utilisée par des militants aux faibles ressources en termes d'effectifs. Des Arméniens la pratiquent à deux reprises à Lyon, en 1979 (le parti *Dachnaktsoutioun*) et en 1982 (Libération arménienne). Johanna Siméant montre comment, popularisée dans les années 1970, elle se situe à la frontière de l'individuel et du collectif. À nouveau, il semble nécessaire de replacer cette pratique à plusieurs échelles, par le feuilletage scalaire. Dans le monde entier, ce mode, proche de la marche par sa dimension ascétique et pacifique, est utilisé par les prisonniers condamnés pour violence politique, la prison étant un lieu de politisation, comme les prisonniers politiques russes, les Kurdes (le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan en Turquie), les Palestiniens ou encore les nationalistes irlandais, trois peuples que la mouvance *dachnak* et Libération arménienne soutiennent. Elle est aussi utilisée par les objecteurs de conscience et les insoumis. En diaspora, ce répertoire est saisi par les Arméniens, lors du 24 avril 1981, dans plusieurs pays : à Athènes, devant les bureaux de l'ONU, par le parti *Dachnaktsoutioun*, durant 48h, et aussi à Londres, à Buenos Aires devant l'ambassade de Turquie, ou encore à Los Angeles. En France, des marxistes-léninistes turcs l'utilisent en 1972, lors de la venue du ministre turc Nihat Erim. Enfin, à Lyon, l'occupation d'églises, lieux de l'asile, est aussi pratiquée par les prostituées<sup>1174</sup>.

Les deux grèves de la faim ont des caractéristiques communes. Elles sont toujours liées à un contexte carcéral, la défense des prisonniers arméniens, et se déroulent dans une église arménienne. La première grève de la faim, à l'église arménienne de Lyon, 295 rue Boileau, dure cinq jours, du 5 au 9 février 1979. Elle est organisée par le « Collectif pour les dissidents arméniens », contre la triple exécution des trois Arméniens au métro de Moscou le 30 janvier 1979, accusés de terrorisme, après un soi-disant procès tenu à huis clos, et contre les conditions inhumaines d'internement dont sont victimes les dissidents en URSS. Exigeant leur libération, les objectifs du collectif sont d'alerter l'opinion publique sur les arrestations arbitraires, sur les conditions d'internement et de dénoncer la répression qui s'abat depuis 15 ans sur les dissidents. Il rappelle les buts du PNU, Parti national unifié, clandestin en Arménie soviétique, et défend le retour des Arméniens de la diaspora dans leur patrie d'origine dans le cadre d'une Arménie

---

<sup>1174</sup> Lilian Mathieu. « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises ». *Revue française de sociologie*, 1999, 40-3, p. 475-499.

libre, indépendante et réunifiée. La deuxième grève de la faim est menée par Libération arménienne et le « Comité de soutien aux prisonniers politiques arméniens ». Les militants ont souhaité la faire à l'église de Lyon, mais suite à son refus, l'église arménienne de Décines, de sensibilité plus laïque, l'accepte, ce qui explique le choix de l'intégrer dans notre corpus d'action protestataires, même si elle ne se déroule pas à Lyon même. Elle commence le dimanche 10 janvier 1982 à 11h le matin, après la messe, pour soutenir les quatre prisonniers politiques arméniens auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie, qui entament une grève de la faim le lendemain, afin de réclamer le statut de prisonnier politique. Elle demande aussi la cassation du procès de Mardiros Jamgotchian et exprime sa solidarité avec Max Kilindjian. Elle prend fin le 18 janvier 1982.

Les grèves de la faim sont un point de contact avec l'histoire du christianisme social, par le jeûne et les lieux choisis, des églises, lieux « déterritorialisés »<sup>1175</sup> selon Johanna Siméant, c'est-à-dire protégés. L'Église, comme support de la protestation, est souvent mobilisée comme alliée possible et comme ressource topographique. Il ne s'agit aucunement de faire une lecture culturelle, en reliant le fort attachement des Arméniens à leur Église à une quelconque disposition à utiliser ce mode d'action. Sinon, cette pratique serait aussi activée à Paris. Le fait qu'elle ne le soit qu'à Lyon (et dans sa région, à Décines), qui a une tradition d'occupation d'églises alors, témoigne d'une autonomie des militants, par rapport à la capitale, et aussi possiblement d'un accès plus aisé aux autorités (politiques, religieuses), lié à la taille humaine de la ville, comparé à Paris. L'occupation de l'église, lors des deux grèves de la faim, est mise en scène. En 1979, deux banderoles aux abords de l'église indiquent, depuis le 5 février, leur soutien aux dissidents arméniens. Lors de la deuxième grève de la faim, tout l'espace de l'église est investi. Devant l'église, une banderole mentionne « Vive la libération du peuple arménien », dans un langage tiers-mondiste. Des matelas sont installés dans le baptistère, des banderoles sont posées devant l'église, des tracts sont disposés dans la nef et « Le bureau » sert aux conférences de presse, le lieu de culte devient « le siège social des forces progressistes »<sup>1176</sup>.

---

<sup>1175</sup> Johanna Siméant. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences Po, 1998.

<sup>1176</sup> « Rhône-Alpes. Décines : du ghetto à la lutte ». *Hay Baykar* n°29, mars 1982, p. 13.

## Grève de la faim de Libération arménienne, à l'église de Décines, janvier 1982



Source. *Hay Baykar* n°29, mars 1982.

Le répertoire dramatique correspond à une forte socialisation religieuse, le jeûne de protestation étant une tradition chez les chrétiens de gauche. L'autre point de jonction avec le christianisme est lié à la mise en scène christique des corps souffrants, devant un public, dans une dimension sacrificielle. L'apparence physique et la position allongée sur un matelas, sous un tableau de la vierge, reflètent une quête religieuse. Les trois grévistes portent une barbe, deux sont vêtus de tenues sombres<sup>1177</sup>, d'une très grande simplicité. La grève de la faim est vécue comme une abnégation et un don de soi. N., très actif, militant « qui se bat »<sup>1178</sup>, moteur du groupe à Lyon, dont le père était au parti *Dachnaktsoutioun* (de parents protestant et apostolique), précise : « On a toujours baigné dans la politique par la famille, [...] c'est se battre pour récupérer ce qui a été spolié »<sup>1179</sup>. Les trois grévistes (deux ont été interrogés, le troisième étant décédé) sont des hommes, nés entre 1941 et 1961. Le militant le plus âgé, Charles (à droite), qui s'auto-définit comme « mystique » et « nationaliste », très croyant et pratiquant l'ascèse, insiste sur l'autonomie du répertoire, non imposé par Paris :

---

<sup>1177</sup> La grève de la faim a donné lieu à un reportage dans le journal de FR3 région Rhône-Alpes, daté du 21 janvier 1982.

<sup>1178</sup> Entretien avec N., avril 2018.

<sup>1179</sup> *Ibid.*

« On a fait une grève de huit jours. Moi, vous me connaissez, c'est toujours à fond, exigeant, uniquement boire de l'eau, [...]. C'était pour apporter notre soutien aux quatre [auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris]. On l'a décidé en réunion, ça n'a rien à voir avec Paris ! On avait l'accord du président de l'Église de Décines, on a eu une entrevue, ça s'est décidé comme ça, à l'intérieur de la sacristie. On ne pouvait pas la faire à l'intérieur de l'église, il y a des offices. Le président a donné son autorisation, mais dans son for intérieur il a peut-être voulu... On a eu beaucoup de visites. Il y a beaucoup de gens qui sont venus. Pour moi, c'était positif, sur le plan personnel, parce qu'on était d'accord avec ce qui s'est passé à Paris et puis c'était encore une action supplémentaire »<sup>1180</sup>.

La grève de la faim est médiatisée, comme l'indique le témoin, dans une stratégie qui instrumentalise la santé<sup>1181</sup>. Lors de la deuxième grève de la faim, les visites sont nombreuses (jusqu'à 75 par jour) et des enfants ne mangent pas, par solidarité avec les grévistes. L'aspect médical est central dans l'attestation du sacrifice corporel. Une surveillance médicale détaille l'évolution de leur poids (avec une perte d'un kilo par jour, puis 750 grammes) et donne lieu à une prise du pouls deux fois par jour. Les militants du CSPPA assurent la surveillance en continue. Lors de la première grève de la faim, un médecin vient vérifier la santé des grévistes. Robert T. affirme :

« Il prenait une photo, c'était le médecin qui venait, qui prenait soin de nous, qui prenait la tension [...]. Quatre ou cinq jours, ça a duré. Mais on a fait vraiment la grève de la faim. On voulait attirer la presse, la presse est venue, effectivement. *Le Progrès*, à travers la presse, on voulait un peu sensibiliser la classe politique, mais en fait, c'était plus un truc symbolique, parce qu'on savait très bien qu'évidemment ça n'allait pas servir à grand-chose [...]. On a fait la grève de la faim à Lyon, l'église arménienne de Lyon. C'était un point central et puis par ce qu'il y avait énormément de passage dans cette église, et on voulait faire ça absolument dans Lyon même »<sup>1182</sup>.

Action hybride, au croisement du deuil et de l'action politique revendicative, et métissée, agaçant des éléments arméno-français, chaque grève est accompagnée d'autres modes protestataires et attire l'attention des médias. La grève de la faim des membres du parti *Dachnaktsoutioun* est suivie d'un rassemblement de protestation, le 10 février 1979, devant le journal *Le Progrès*, où des tracts sont distribués. Elle est aussi accompagnée d'un meeting de soutien au centre culturel de Villeurbanne, le 17 février, et d'une messe, le 18 février, contre l'exécution et la répression en Arménie soviétique. Un courrier est écrit à Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion de son voyage en URSS, pour lui demander d'intervenir en faveur des dissidents soviétiques. Une pétition est lue et doit être adressée à l'ambassade d'URSS à

---

<sup>1180</sup> Entretien avec Charles Papazian, octobre 2018.

<sup>1181</sup> Johanna Siméant. « L'efficacité du corps souffrant : Le recours aux grèves de la faim ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 59-86.

<sup>1182</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, février 2019.

Paris<sup>1183</sup>. En outre, le collectif envisage de poursuivre « son action de sensibilisation à l'approche des Jeux Olympiques de Moscou en 1980 »<sup>1184</sup>. Ainsi s'exprime Robert T., qui regrette toutefois que l'action, qui a cherché à montrer sa solidarité aux Arméniens exécutés, n'ait pas mobilisé la communauté :

« Oui je l'ai faite. On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose qui puisse être un petit peu marquant [légers rires]. À l'époque, c'était un petit peu la mode des grèves de la faim. Bon, on s'est dit, on va faire une grève de la faim. On était quatre [...]. On avait voulu marquer un coup comme ça, pour montrer notre solidarité avec les garçons, mais on n'a pas pu mobiliser la communauté autour de ça, on n'a rien pu faire »<sup>1185</sup>.

Lors de la grève de la faim de Décines, une manifestation aux flambeaux est organisée le 14 janvier 1982, de la rue du 24 avril vers le monument aux morts, entre 14h et 18h, où une gerbe est déposée pour les *fédais* morts, regroupant 350 personnes, avec l'observation d'une minute de silence. La dimension politique se lit dans les deux prises de paroles du CSPPA et des grévistes. La langue arménienne est présente, à travers les slogans, « ASALA avec toi » et « Arménie armée secrète »<sup>1186</sup> (en arménien) et un discours enregistré de Hagopian, chef de l'ASALA, est diffusé. Des pétitions sont adressées au président de la république, au ministre de l'Intérieur et au consul suisse à Lyon. À Paris, le même jour est organisée une manifestation de 150 à 200 personnes, à Sèvres-Babylone vers l'ambassade de Suisse. La deuxième grève est plus documentée et plus présente dans les médias, en raison de la place que prend la question arménienne dans l'espace public français, ainsi FR3 Rhône diffuse un petit reportage sur elle le 21 janvier 1982. On peut émettre l'hypothèse que le choix de ce répertoire, qui n'est pas utilisé à Paris, peut s'expliquer par un plus faible nombre de militants, un accès aux autorités religieuses plus aisé et le fait que ce mode d'action se pratique à Lyon.

---

<sup>1183</sup> Hilda et Robert Tchoboian. « La répression en U.R.S.S. : 3 dissidents arméniens assassinés ». *Arménia* n°43, mars 1979, p. 20.

<sup>1184</sup> AN. 20070072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents en Arménie soviétique (1970-1981). Note des RGPP : « La création d'un "Collectif pour les dissidents Arméniens", à Lyon, est susceptible de relancer la campagne en faveur des Arméniens d'URSS dans la perspective des Jeux Olympiques de Moscou en 1980 », 11 août 1979.

<sup>1185</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, février 2019. AN 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Envoi par Le collectif lyonnais pour les dissidents arméniens à Valéry Giscard d'Estaing d'une lettre demande d'intercéder en faveur des prisonniers politiques d'Arménie soviétique lors de son prochain voyage en URSS », 7 février 1979.

<sup>1186</sup> « Rhône-Alpes. Décines : du ghetto à la lutte ». *Hay Baykar* n°29, mars 1982, p. 13.

### 3/ Les manifestations de Libération arménienne pour occuper le terrain

-Contre la Turquie. L'usage du 1<sup>er</sup> Mai

Libération arménienne s'approprie l'usage de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai pour rattacher son histoire à d'autres histoires de peuples en lutte à l'échelle mondiale et étoffer la présence arménienne dans l'espace public français. Dans le passé, sur les terres d'origine, les Arméniens avaient déjà manifesté le 1<sup>er</sup> Mai, pour porter des revendications sociales <sup>1187</sup>. En France, des militants mentionnent son usage pour visibiliser la question, à Paris et à Lyon dans les années 1970, ainsi à Paris, Satenig, proche de l'UEAE indique :

« Le 1<sup>er</sup> Mai, je suis avec l'UEAE, un cercle d'amis. Dans le cortège, avec les Irlandais, on crie "Irlande libre, Irlande rouge, Irlande socialiste. Venez crier nos slogans, on criera les vôtres, Français, immigrés, même patron !" »<sup>1188</sup>.

Le témoin rapproche les luttes des deux peuples, irlandais et arménien, selon un double prisme, national et social. À Lyon, quelques militants de la mouvance *dachnak* évoquent leur présence aux manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, au nom du collectif arménien. Il semble que des membres du *Nor Seround*, influencés par le conjoint français anarchiste d'une militante, en aient été les instigateurs. Ils quittent ensuite le *Nor Seround* pour former Libération arménienne à Lyon et cette pratique s'arrête. Ainsi s'exprime Robert T. :

« Le 1<sup>er</sup> Mai, oui c'est en tant que *dachnak* à Lyon. On a dû faire ça trois-quatre années de suite. Oui, on était très proches, on était une bande de copains. À la fois on était au parti et à la fois, on était très actifs au sein du *Nor Seround*. On était une bande, on était une dizaine. Franchement, on était comme des frères et sœurs. Oui, enfin, on trouvait normal d'aller au 1<sup>er</sup> Mai, manifester avec tout le monde, oui les travailleurs, tout ça. Ensuite, oui, je crois qu'on a arrêté de le faire »<sup>1189</sup>.

La présence attestée de Libération arménienne date de 1976, date à laquelle Danielle Tartakowsky<sup>1190</sup> indique que c'est alors l'idée de solidarité internationale avec les immigrés, plus qu'avec les travailleurs et les syndicats, qui s'exprime dans un contexte de migrations géopolitiques (Chiliens, Palestiniens). Deux témoignages se rejoignent pour affirmer le rôle du 1<sup>er</sup> Mai dans l'internationalisation de la question arménienne, ainsi D. indique :

---

<sup>1187</sup> Anahide Ter Minassian. *Histoires croisées. Diaspora, Arménie, Transcaucasie* ». *Op. cit.* L'auteur cite la grève de 5000 ouvriers arméniens pour le 1<sup>er</sup> Mai à Balakhan.

<sup>1188</sup> Entretien avec Satenig Batwagan-Toufanian, novembre 2019, le témoin n'est pas sûr que cela soit lié au 1<sup>er</sup> Mai, mais le souvenir du slogan semble confirmer sa scansion lors de cette journée.

<sup>1189</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, novembre 2019.

<sup>1190</sup> Danielle Tartakowsky. *La part du rêve. Histoire du 1<sup>er</sup> Mai en France*. Paris : Hachette. 2005.



« Le 1<sup>er</sup> Mai, un peu internationaliste, on était à la fin des manifestations avec toutes les minorités, le truc internationaliste comme ça. On y était pour faire entendre notre voix. Il y a aussi les Arméniens, il n'y a pas que les Argentins, les Chiliens. Nous on est là aussi »<sup>1191</sup>.

Le témoignage d'Armand explore la nécessité des alliances avec les autres peuples en lutte :

« Les manifestations auxquelles on participait avec d'autres peuples, c'était avoir une manière arménienne au défilé du 1<sup>er</sup> Mai, qui était un peu, à l'époque, un défilé un peu internationaliste. On apparaissait avec les Kurdes et on commençait à discuter avec eux. On était content qu'il y ait des Kurdes et des Grecs qui soient présents aux manifestations arméniennes. On manifestait beaucoup avec les Palestiniens à l'époque. On pensait que justement, pour que l'Arménie entre dans l'histoire, il fallait que ça passe par des luttes internationalistes aussi, et s'inscrire dans ce mouvement, qui était celui de l'époque, donc du Tiers-monde. À l'époque, on s'inscrivait complètement dedans, on se disait : "l'Arménie est complètement absente de ce mouvement, il faut qu'on y entre"»<sup>1192</sup>.

Ces liens avec les peuples en lutte permettent, d'une part, d'ancrer la question arménienne dans une dynamique d'ouverture, qui s'exprime par les discours et l'itinéraire choisi. En effet, le discours marxiste irradie le mouvement : les Arméniens sont confrontés « à la dure réalité de la vie quotidienne à la fois en tant que travailleur et en tant que peuple opprimé et spolié de ses terres »<sup>1193</sup>. Le discours est aussi tiers-mondiste : « participer à cette manifestation, c'est un moyen pour les minorités de réaffirmer leur volonté d'existence et leur lutte quotidienne contre l'impérialisme »<sup>1194</sup>. Des tracts sont distribués qui rappellent l'histoire du peuple arménien et les perspectives de lutte, avec comme but la réunification territoriale, par la lutte populaire armée. En 1978, deux banderoles, accompagnés de tracts, conduisent le cortège de République à Bastille, périmètre du peuple de gauche, faisant du 1<sup>er</sup> Mai le symbole de la solidarité entre les peuples. En 1981, des banderoles dénoncent le fascisme en Turquie et les militants réclament les terres aux cris de « Arménie, lutte armée »<sup>1195</sup>, à quelques mètres des Kurdes, qui reprennent les slogans. Il y a ainsi un double mouvement, d'extériorisation de la question arménienne et d'alliances avec d'autres peuples, dont l'histoire est proche, pour montrer que la question arménienne est une question internationale et pas seulement nationale.

D'autre part, le 1<sup>er</sup> Mai se situe dans l'unité séquentielle du 24 avril, interdit, et prolongé par les manifestations sauvages. Il permet d'occuper le terrain par une réactualisation permanente. La présence de Libération arménienne est avérée en 1976, 1977 et 1978, trois années où la manifestation du 24 avril est interdite, puis en 1981. Après cette date, la présence

---

<sup>1191</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>1192</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

<sup>1193</sup> « Appel à la manif du 1<sup>er</sup> Mai ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 5.

<sup>1194</sup> *Ibid.*

<sup>1195</sup> « Brèves. 1<sup>er</sup> Mai ». *Hay Baykar* n° 26, juin 1981, p. 4.

du mouvement n'apparaît plus. Les membres de Libération arménienne entendent faire prendre conscience aux Arméniens qu'il est de leur intérêt de se mobiliser tout au long de l'année et non plus seulement à l'occasion des cérémonies annuelles du 24 avril, pour faire connaître le problème arménien au monde. Une note des RGPP rappelle la double fonction allouée par le mouvement au 1<sup>er</sup> Mai. Il doit permettre de réaffirmer leur volonté d'existence en dehors du 24 avril et la « solidarité entre les peuples, les antifascistes et les anti-impérialistes. [...] Ses militants défilèrent sous leur propre banderole et dans la fraction du cortège suivant le défilé syndicaliste, et où se retrouveront les marginaux et mouvements étrangers de libération »<sup>1196</sup>. Le 1<sup>er</sup> Mai est aussi l'occasion de s'affirmer au sein de la communauté. En 1978, Libération Arménienne dénonce l'absence de la JAF-l'UCFAF, inféodée à l'URSS, et du CDCA. Les slogans s'inscrivent dans le langage de la guerre froide : « Fascisme turc, bases us hors d'Arménie » ou encore « Liberté pour les patriotes arméniens emprisonnés en URSS d'Arménie », face au registre culturel de leurs adversaires, moqué : « "UNESCO au boulot", et "Sauvons nos monuments", slogans débiles et on ne peut plus hardis de quelques daschnags énervés »<sup>1197</sup>, afin de les décrédibiliser.

La date du 1<sup>er</sup> Mai se caractérise ainsi par sa plasticité et effectivement, les Arméniens en tordent l'usage pour servir leur question. Plus qu'annonceur de grand jour, le 1<sup>er</sup> Mai, international, est alors pour tous les peuples, mémoriel et national<sup>1198</sup>. Il permet de revendiquer des droits : « Le 1<sup>er</sup> Mai doit marquer pour les Arméniens leur volonté de se mobiliser et de lutter pour leurs droits légitimes »<sup>1199</sup>. Des discordances apparaissent toutefois. D'une part, en 1981, le nombre d'Arméniens présents oscille entre 50 et 100 personnes, alors que les Turcs sont plus de 1000<sup>1200</sup>, le mouvement déplore le faible effectif. D'autre part, des militants ne semblent pas convaincus par la pratique. À Lyon et à Paris, certains d'entre eux affirment ne pas avoir été à l'aise avec cette réappropriation arménienne. U. oppose la dimension informelle du mouvement à la discipline des syndicats, dans laquelle il ne se reconnaît pas, pointant l'inadéquation de l'usage détourné de la participation à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai :

« Moi, je ne me sentais pas tellement une grande solidarité avec les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai. C'était quand même CGT, PCF, pour moi CGT-PCF..., pour moi, c'était mollasson. Enfin, je ne me sentais pas une grande proximité et je crois que je n'étais pas le seul. Et puis le 1<sup>er</sup> Mai, une fois je m'étais dit "allons-y pour voir". Je me souviens que j'y avais été, et là ça m'avait suffi. Nous, on n'était pas organisé. Eux, c'était super organisé.

<sup>1196</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RGPP : « Les Arméniens dans le défilé du 1<sup>er</sup> mai », 27 avril 1977.

<sup>1197</sup> « Pour une manif. Interdite, 10 manif. sauvages ». *Hay Baykar* n°11, mai 1978, p. 5. Voir aussi photo p. 298.

<sup>1198</sup> Danielle Tartakowsky. *La part du rêve. Histoire du 1<sup>er</sup> mai en France. Op. cit.*

<sup>1199</sup> « Appel à la manif du 1<sup>er</sup> Mai ». *Hay Baykar* n°2, avril 1977, p. 5.

<sup>1200</sup> « Brèves. 1<sup>er</sup> Mai ». *Hay Baykar* n° 26, juin 1981, p. 4.

Nous, c'était très mal organisé, il n'y a jamais eu vraiment ça [un service d'ordre], sauf quelques fois peut-être. Déjà, déjà, ils étaient très nombreux, rien à voir avec nous. Par exemple, ils savaient faire en sorte que les gens ne soient pas trop rapprochés des uns des autres pour étirer la manifestation et lui donner du volume. Nous, on ne savait pas ça, on était dense, et puis j'ai vu comment ils étaient organisés, c'est-à-dire qu'il fallait filer droit, il ne fallait pas déborder, il y avait le service d'ordre du PCF, ils ne rigolaient pas les gars. Donc moi, j'avais l'impression, qu'on était presque, comment dire, je ne trouve pas le mot, brimés quoi. Oui, il fallait filer droit, c'est discipliné. Ce n'était pas notre truc. Nous on n'était pas prêt à ça, on n'aimait pas ça. Moi en tout cas, je n'aimais pas du tout »<sup>1201</sup>.

Ce témoignage, qui montre une connaissance fine des compétences manifestantes (« étirer la manif pour lui donner du volume ») et une forte autonomie de la pensée, révèle que les emprunts à d'autres pratiques ne correspondent pas toujours aux attentes. Toutefois ces apprentissages servent à d'autres manifestations arméniennes, comme celles du 24 avril. L'usage militant du 1<sup>er</sup> Mai est abandonné au début des années 1980, alors qu'il devient, en France, moins porteur de revendications sociales et ayant une dimension plus mémorielle. Parmi les sources consultées, aucune n'évoque l'usage du 1<sup>er</sup> Mai par les Arméniens ailleurs en diaspora.

-Contre l'URSS. Les manifestations devant l'ambassade soviétique

### **Manifestation pour Nazarian à Paris, Libération arménienne, novembre 2018**

#### **EREVAN: procès Nazarian Paris: manifestations et agitations**



Source. *Hay Baykar* n°14, décembre 1978.

Les manifestations liées aux questions internationales ont lieu devant des lieux convenus : près de la moitié devant les ambassades ou devant l'UNESCO. Les manifestations

---

<sup>1201</sup> Entretien avec U., novembre 2018.

antisoviétiques s'expriment dans le « périmètre de l'anticommunisme » : l'Aeroflot et l'ambassade soviétique, boulevard Lannes<sup>1202</sup>. Les manifestations pour soutenir les dissidents arméniens cherchent à renforcer la question arménienne dans l'espace public français, puisqu'elles sont liées à la critique de l'URSS et au totalitarisme soviétique, dénoncé depuis le début des années 1970. En 1971, le *Nor Seround* a voulu faire « une manifestation silencieuse » près de l'ambassade soviétique, en s'alliant avec des militants juifs. Mais il y renonce, les trouvant trop « activistes »<sup>1203</sup>. Trois manifestations témoignent de caractéristiques communes : des alliances hétéroclites, des effectifs faibles et des manifestants vite repoussés par les forces de l'ordre. Une première manifestation a lieu le 18 novembre 1978 à 16h, devant l'Ambassade d'URSS, en soutien à Nazarian, fondateur du Groupe arménien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, accusé d'un attentat à Moscou. Les manifestants, au nombre de 30, portent une pancarte « Liberté pour Nazarian », font le tour de l'ambassade en jetant des tracts signés « Comités Nazarian, Libération arménienne », puis s'éloignent en direction de la porte Dauphine. Aucune délégation n'est reçue par les représentants de l'ambassade. Les deux manifestations suivantes, à l'appel de Libération arménienne et du Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens, se déroulent le 3 février et le vendredi 9 février 1979, près de l'ambassade soviétique, pour lutter contre l'arbitraire de l'exécution des trois fusillés du métro de Moscou et obtenir la révision du procès. Leur objectif est de dénoncer le totalitarisme soviétique. Le 3 février, les manifestants scandent : « À bas le terrorisme d'État » et « L'Arménie Saigne à Moscou »<sup>1204</sup>, slogan qui fait référence à la une de *Libération* du 1<sup>er</sup> février 1979<sup>1205</sup> et qui est repris par leur journal, *Hay Baykar*. Des banderoles réclament « la liberté pour les patriotes emprisonnés en RSS d'Arménie » et « Liberté pour les patriotes arméniens emprisonnés en RSS d'Arménie »<sup>1206</sup>. Les slogans affirment : « Staline non, socialisme oui » et « Brejnev, assassin, tu as tué trois innocents ! ».

Le discours antisoviétique se prête à des alliances variées, allant de la gauche à l'extrême-gauche, pour dénoncer le régime soviétique, autoritaire. L'étendue des alliances s'est

---

<sup>1202</sup> Avant 1981, près de la moitié des manifestations pour des questions internationales se déroulent près des ambassades ou de l'UNESCO. Danielle Tartakowsky. *Manifestes à Paris. Op. cit. Hay Baykar* n° 15, février-mars 1979.

<sup>1203</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Turcs et Arméniens (1970-1977). Note de la DCRG : « Projet de manifestation arménienne antisoviétique à Paris », 27 mars 1971.

<sup>1204</sup> AN 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981), « Manifestation devant l'ambassade d'URSS contre l'exécution de trois Arméniens ». *Le Monde*, 5 janvier 1979.

<sup>1205</sup> *Libération*, 1<sup>er</sup> février 1979. Voir en annexes, photo n°11 et 12 p. 466.

<sup>1206</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Manifestation organisée par le mouvement "Libération Arménienne" et le "Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens", 12 février 1979.

noyée par les canaux interpersonnels de nombreux militants, auxquelles il faut ajouter des soutiens non présents, comme Jean-Marie Le Dantec et Michel Foucault. Le 3 février, Alain Geismar, André Glucksman, le « nouveau philosophe » (qualification qui désigne des anciens maos, rejetant le marxisme à partir du milieu des années 1970) et Jean-Paul Sartre sont présents. Ce dernier confirme, par son soutien, sa vocation d'intellectuel engagé. Son autorité morale permet d'amplifier la question arménienne. Il est autorisé à franchir les cordons de police pour remettre une lettre adressée à l'ambassade d'URSS et il quitte les lieux à 16h35. Le 9 février, plusieurs organisations d'extrême-gauche sont présentes, la LCR, l'OCT, Organisation communiste des Travailleurs, le PCRML, Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, qui avaient appelé leurs adhérents à soutenir cette action<sup>1207</sup>. Différentes prises de parole ont lieu, dont celle d'Alain Krivine, leader de la LCR, qui condamne le socialisme de l'URSS, assimilé au stalinisme. À 18h30, les journaux *Rouge* de la LCR, *L'Étincelle* et *Le quotidien du peuple* du PCRML, sont diffusés. 60 personnes, portant des banderoles, se rassemblent à l'angle de la place Dauphine et du boulevard Flandrin et distribuent des tracts, intitulés « Trois Arméniens fusillés à Moscou », référence implicite à « 16 fusillés à Moscou », paru en 1972, sur les procès de Moscou. À 18h45, 250 personnes se forment en cortège sur le boulevard Flandrin et se dirigent lentement vers l'ambassade d'URSS. Des banderoles du PCRML sont brandies : « À bas la dictature fasciste en URSS », et « URSS, prison des peuples »<sup>1208</sup>. De même, Libération arménienne s'est associée à la campagne internationale de boycott des Jeux Olympiques de Moscou, lutte engagée par les COBOM, Comités de boycott des Olympiades de Moscou, qui réclament la libération des prisonniers politiques et le respect des droits de l'homme. Elle fut un échec.

Pourtant, malgré ces alliances-ressources, un décalage apparaît dans ces soutiens incongrus, voire ambigus, en raison des objectifs variés poursuivis. Les militants de Libération arménienne portent avant tout un projet national, alors que pour les autres groupes de soutien, c'est surtout un moyen de dénoncer les dérives du communisme. Le bilan de la manifestation semble faible sur le plan des effectifs, du temps d'occupation et de l'approche possible du lieu investi. Concernant les effectifs, *Libération*<sup>1209</sup> et le *Monde* citent 100 personnes pour la manifestation du 3 février. *Libération* précise qu'il y avait autant de policiers que de

---

<sup>1207</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Participation des formations d'extrême-gauche à la manifestation organisée le vendredi 9 février en faveur des patriotes arméniens », 8 février 1979.

<sup>1208</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RGPP : « Manifestation organisée par le mouvement "Libération Arménienne" et le "Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens" », 12 février 1979.

<sup>1209</sup> *Libération*, 5 février 1979.

manifestants et déplore le faible nombre de manifestants : « Où étiez-vous ? ». Selon les RG, ils sont 100<sup>1210</sup> et selon *Haratch*, 200. Le 9 février, 250 personnes sont présentes selon les RG, dont un quart d'origine arménienne, 400 selon *Haratch* et 500 selon *Hay Baykar*. Le temps d'occupation est bref. Le 3 février, la manifestation dure de 16h à 16h50, les participants sont refoulés dans la rue Dufrenoy par la police, selon *Libération*, « La police a agressivement arraché la banderole et poussé tout le monde dans le froid d'une petite impasse, hors de la vue de l'ambassade »<sup>1211</sup>. Le 9 février, la manifestation dure de 19h à 19h25. Le cortège est stoppé par les forces de police à l'angle du boulevard Lannes et de la rue Dufrenoy et maintenu à distance de l'ambassade d'URSS, à 19h40. La place des Arméniens est ténue, comme l'exprime Charlie :

« On a eu un soutien énorme, Sartre a mis en main propre la lettre de demande à l'ambassade soviétique. L'ambassade soviétique du boulevard Lannes à l'époque, c'était le bunker. Ils n'ont même pas envoyé un concierge prendre la lettre, ils ont laissé Sartre la mettre dans la boîte aux lettres, c'était très symbolique »<sup>1212</sup>.

En réalité, ces manifestations semblent l'occasion pour le mouvement d'occuper le terrain : « nous avons donné à la cause arménienne un retentissement international [...], le 4 février les journaux télévisés des trois chaînes ont montré une manif arménienne, la nôtre car nous les avons sensibilisés au fait national arménien, le vendredi 9 février nous étions 500 à protester contre l'exécution des trois de Moscou, nous devenons populaires »<sup>1213</sup>. Le 5 février, des militants de *Libération arménienne*, venus à un meeting, à la Mutualité, organisé par le parti *Dachnaksoutioun*, pour appeler à la manifestation, ont été rabroués. Comme celles du 1<sup>er</sup> Mai, ces actions ne sont pas poursuivies. Les alliances avec l'extrême-gauche et avec les nouveaux philosophes disparaissent. Le groupe abandonne la lutte contre l'Arménie soviétique, donnant sa priorité à la lutte contre la Turquie.

---

<sup>1210</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents arméniens en URSS (1970-1981). Note des RG : « Étrangers : Arméniens, " Agitation " », 7 février 1979.

<sup>1211</sup> *Libération*, 5 février 1979.

<sup>1212</sup> Entretien avec Charlie Sansonetti, juin 2017.

<sup>1213</sup> « Éditorial. Non à la terreur ». *Hay Baykar* n°15, février-mars 1979, p. 2.

### C) Des manifestations du 24 avril en transition (1978-1981)

À Lyon et à Paris, les cérémonies diffèrent. À Lyon, pacifiées, elles ne souffrent d'aucune concurrence, à Paris, elles sont placées sous le signe de la division.

#### 1/ À Lyon, vers une manifestation républicaine

À Lyon, la manifestation se nourrit des commémorations françaises républicaines et suit sa propre chronologie<sup>1214</sup> en raison d'un contexte local différent, lié aux connexions des militants avec l'élite politique locale, alors issue de l'opposition. En 1978, le CDCA a nommé le 24 avril « Journée d'action du 24 avril 1978 », avec un arrêt de travail. Des prises de parole des personnalités politiques françaises, comme Charles Hernu et Jean Poperen, et un défilé de rue en direction de la place de la comédie, avec une remise de motion à la préfecture<sup>1215</sup>, sont organisés. Des départs en car ont lieu depuis les communes où les communautés arméniennes sont nombreuses, comme Vienne, Saint-Chamond et Saint-Étienne, afin d'augmenter le nombre de participants. Certaines communes, comme Vienne et Décines, célèbrent aussi le 24 avril. Cette dimension locale fonde l'identité de la communauté, attachée à sa « petite Arménie ». L'espace commémoratif lyonnais, comme tout espace commémoratif<sup>1216</sup>, est clivé. Il oppose la JAF-UCFAF, les trois communautés religieuses, l'UGAB, ainsi que la myriade d'associations locales, présentes à la partie commémorative, messe à l'église arménienne et dépôt de gerbes au Veilleur de pierre, à la mouvance *dachnak*, qui occupe la rue. La volonté de donner un sens politique à la cérémonie constitue un enjeu pour la mouvance, afin d'exercer son pouvoir sur la communauté. La rivalité repose sur les moyens de publiciser le génocide dans l'espace public. Elle est liée aussi au fait que les partisans de l'Arménie soviétique ont pu reprocher au parti *Dachnaksoutioun* de s'être allié avec les Jeunes-Turcs.

Au sein de la répétition du rituel commémoratif, se déploie une action manifestante française d'opposition, qui traduit la porosité entre le registre du deuil et de la protestation. Les discours politiques, imbriqués avec les rites funéraires, confèrent à la cérémonie une dimension protestataire<sup>1217</sup>, qui s'exprime à travers des acteurs, un registre de discours et des lieux spécifiques. Les acteurs arméniens célèbrent la mémoire de leurs morts, à la date anniversaire

---

<sup>1214</sup> Les membres de la FRA à Lyon n'écrivent pas à *Haratch*, ce qui peut expliquer une certaine autonomie par rapport à Paris. Il n'y a pas de compte rendu régulier du 24 avril pour la période étudiée.

<sup>1215</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915, anniversaire du génocide de 1978. Lyon. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, DCRG : « Informations générales et étrangers, commémoration du génocide du 24 avril 1915 », 25 avril 1978.

<sup>1216</sup> Gérard Namer. *La commémoration en France de 1945 à nos jours*. *Op. cit.*

<sup>1217</sup> Emmanuel Fureix. « La construction rituelle de la souveraineté populaire : deuils protestataires à Paris, 1815-1840 ». *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2011, 42, p. 21-39.

du génocide, mais ils s'adressent aussi à l'État français et aux instances internationales, par le « soutien de personnes collectives très institutionnalisées »<sup>1218</sup>. Les liens noués entre le PS et le parti *Dachnaksoutioun*, en raison des affinités idéologiques, servent les deux partis. En effet, la présence des hommes politiques français du PS, maires de communes où la communauté arménienne est importante, à Lyon le 24 avril, à partir de 1978, témoigne de l'intégration de la communauté<sup>1219</sup>. Le PS remporte les élections municipales en mars 1977, à Meyzieu et à Villeurbanne. Cette avancée du PS est confirmée en mars 1978 lors des législatives. La droite s'intéresse plus tardivement à la cause arménienne, comme le montre la présence de Michel Noir, le 24 avril 1979. La présence des « écharpes tricolores » permet, ainsi, de visibiliser la manifestation. Ces hommes politiques français élaborent des discours chaque 24 avril, parfois très critiques vis-à-vis de la Turquie, ainsi Charles Hernu en 1978 fait remarquer que la Turquie n'a pas été condamnée par les instances internationales et que la France se doit de reconnaître et condamner le génocide<sup>1220</sup>.

Chaque 24 avril, le CDCA, pour faire adhérer l'opinion publique à sa cause, cherche à désingulariser la question arménienne, la monter en généralité, en inscrivant la mémoire du génocide dans un cadre d'interprétation, celui de l'indignation morale et de l'injustice, dont la portée est universelle, comme l'exprime Hilda :

« Les droits de l'homme, ça existe, et donc on a transformé la question politique en question des droits de l'homme et c'est ça qui a fait qu'on a trouvé un écho dans la classe politique. C'était donc la question du génocide, du rapt des territoires, du rapt de la culture arménienne. Elle s'est transformée en question de droits de l'homme, c'est-à-dire de l'individu, c'est-à-dire de la collection des individus, et non pas d'une nation. Il y a une transformation qui s'est opérée. Je ne sais pas si c'est bien ou mal, mais ça a joué un rôle, ça commence à Lyon. Les Parisiens ne vous diront peut-être pas la même chose, ça venait de gens notamment qui ne venaient pas du *Dachnaksoutioun* »<sup>1221</sup>.

Comme l'étudie Luc Boltanski, pour « grandir » la victime, il faut « la rattacher à un collectif », c'est-à-dire à une « cause constituée et soutenue », la question arménienne est « exemplaire » dans le sens où elle fait partie d'une « série »<sup>1222</sup>, dont elle constitue son meilleur exemple. Le CDCA organise des prises de parole, par un équilibre entre rituel de deuil et niche protestataire. Les orateurs évoquent les souffrances du peuple arménien, mais ils dénoncent aussi le

---

<sup>1218</sup> Luc Boltanski. « La dénonciation ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1984, vol. 51, p. 3- 40.

<sup>1219</sup> Voir en annexes, photo n° 10, p. 465.

<sup>1220</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915, anniversaire du génocide de 1978, Lyon. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, DCRG : « Informations générales et étrangers, commémoration du génocide du 24 avril 1915 », 25 avril 1978.

<sup>1221</sup> Entretien avec Hilda Tchoboian, août 2017.

<sup>1222</sup> Luc Boltanski. « La dénonciation ». *Op. cit.*



responsable, et s'adressent à un public, les hommes politiques français, et au-delà à l'opinion publique. Le deuil protestataire n'est plus dans les interstices, mais est central, et, sans être subversive, la commémoration est détournée au profit d'une lecture revendicative et politique. Le CDCA use ainsi de motions, interpellations directes du pouvoir politique, avec un dénonciateur, des sanctions, un responsable, un public, dans une dimension stratégique<sup>1223</sup>. Elles permettent de concrétiser la réclamation, cherchant à l'institutionnaliser, par l'objectivation de ses griefs. Son usage est fondamental pour témoigner de la vitalité militante. Différentes motions sont ainsi lues par des responsables du CDCA ou leurs alliés politiques et sont adressées à des organismes : en 1979, à Valéry Giscard d'Estaing, pour réclamer la révision de la politique avec la Turquie, et à Yvon Beaulne, président de la commission des droits de l'homme de l'ONU. En 1981, deux motions exigent une « attitude ferme du gouvernement français à l'égard de toute manifestation raciste [en réaction à la manifestation des Turcs à Lyon contre le terrorisme arménien en mars 1981], la suspension des aides militaires et économiques accordées par la France à la Turquie, la reconnaissance du génocide »<sup>1224</sup>. Le bagage manifestant (les slogans, pancartes et banderoles) est l'expression de ces revendications. Les slogans se situent sur un mode défensif, « sauvons notre culture », et dénonciateur, « Turcs arrêtez le massacre<sup>1225</sup> ». Ils élargissent le cercle des responsables, « Génocide arménien=silence impossible »<sup>1226</sup>. Ils désignent un destinataire, en rappelant à la France ses interventions passées, en vue d'une demande de soutien, et l'adversaire, la Turquie. Les drapeaux français alternent avec les drapeaux arméniens (seul élément arménien, celui de l'Arménie indépendante de 1918-1920). Ils sont souvent à l'origine de tensions avec la JAF et l'UCFAF.

La publicisation des griefs passe par l'appropriation du centre de la ville pour rendre visible la cérémonie. Cœur de la ville, la place Bellecour, lieu ouvert à tous, est le lieu de rassemblement contestataire et festif à Lyon, les artères en partent et y arrivent. C'est là qu'a lieu la cérémonie de clôture au Veilleur de pierre, celui du dépôt de gerbes, geste de piété religieuse effectué par des personnalités. Monument de la résistance, incarnation des valeurs héroïques de la France, il est une référence « attendue » pour appuyer la demande d'aide à la France, dans sa dénonciation de la Turquie. Commémorer les victimes issues d'un acte de

---

<sup>1223</sup> Sandrine Lefranc, Lilian Mathieu. « Introduction ». *Mobilisations de victimes*. PUR : Rennes, 2009, p. 11-26.

<sup>1224</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915, anniversaire du génocide de 1981, Lyon. Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, DCRG : « Informations générales et étrangers, commémoration du génocide du 24 avril 1915 », 27 avril 1981.

<sup>1225</sup> *Le Monde*, 26 avril 1980.

<sup>1226</sup> *Ibid.*

génocide est vécu comme un acte de bravoure et de résistance et aussi parce que les Arméniens ont joué un rôle dans la résistance.

Le consulat turc, politiquement signifiant et incarnant symboliquement le crime de génocide en France, est l'objet d'un usage stratégique lors des 24 avril. Il représente l'interaction entre un lieu physique, un moyen pour les Arméniens de représenter la Turquie, et l'acte de protester, par un rassemblement. Le service d'ordre, mentionné pour la première fois en 1977, permet de réguler tout débordement possible. Ainsi le 24 avril 1980, devant la porte close du consulat turc, des manifestants ont tenté de brûler un drapeau turc, mais ils en ont été empêchés par le service d'ordre interne du CDCA. L'approche du consulat turc n'est plus ensuite tentée. L'épisode témoigne des tensions générationnelles au sein du parti entre les jeunes, peut-être plus prompts à en découdre, et les aînés, qui désamorcent leurs velléités combattives. On peut faire l'hypothèse que la ressource que constitue l'alliance avec les hommes politiques, à partir de 1978, rend moins nécessaires les pratiques protestataires offensives, surtout que la mouvance est sans concurrents sur le terrain, à la différence de Paris.

Les manifestations sont des succès, comme en témoigne la presse partisane et régionale (mille personnes en 1978, soit plus qu'en 1977). En 1980, la presse nationale -*Le Monde* et *Libération*- souligne le dynamisme et la vitalité de la manifestation : 2000 personnes, soit un Arménien sur 20 de la région Rhône-Alpes. *Le Monde* évoque « leur ampleur [...], la cohésion, les visages déterminés »<sup>1227</sup>. Cela place les militants en position de force, ainsi en 1981, la préfecture du Rhône est choisie comme destination et devant le manque de réponses de la part des autorités préfectorales sur les demandes de réparations et de renvoi du consul général de Turquie à Lyon, un responsable invite les manifestants à « ne pas apporter leurs voix à un gouvernement qui ne soutient pas leurs revendications »<sup>1228</sup>.

---

<sup>1227</sup> *Ibid.*

<sup>1228</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915, anniversaire du génocide de 1981, Lyon. Ministère de l'Intérieur, direction centrale de la police nationale, DCRG : « Informations générales et étrangers, commémoration du génocide du 24 avril 1915 », 27 avril 1981.

## 2/ À Paris, deux manifestations (1979-1981)

### -Les manifestations hybrides de Libération arménienne

Après l'échec de la manifestation mort-née en 1978, Libération arménienne organisé, à partir de 1979, sa propre manifestation, avec la demande de manifester. Mobilisant des registres et des horizons de l'extrême-gauche, elle prend aussi ses distances avec eux, l'hybridité caractérise ce mélange décalé. Ses horizons de gauche se mesurent, d'une part, au fait que divers groupements d'extrême-gauche sont contactés pour participer à la manifestation, comme la LCR, qui a soutenu les manifestations antisoviétiques du mouvement, en février 1979. Toutefois, une note manuscrite de la police indique que la LCR n'en n'est pas l'organisatrice et qu'elle n'a pas participé à la cérémonie<sup>1229</sup>. Libération arménienne a aussi sollicité l'appui du PCRML, Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste. D'autre part, le choix de l'itinéraire témoigne de l'ancrage à gauche du mouvement. La manifestation, qui dure de 18h45 à 19h45, part du Père-Lachaise à la place de la Bastille, place du peuple en révolution, en passant par la rue de la Roquette. Symbole de la commune, le Père-Lachaise, est un moyen de s'approprier l'histoire des luttes française. Lieu des affrontements entre les fédérés et les forces de l'ordre, il est l'incarnation de la résistance, dans un quartier populaire de mémoire ouvrière, et aussi un lieu de deuil national collectif. La manifestation des obsèques des victimes de Charonne s'était ainsi déroulée vers l'entrée du Père-Lachaise. À l'image inversée de l'Arc de triomphe, qui représente un lieu commémoratif traditionnel, où se rendent les anciens combattants arméniens, le Père-Lachaise est investi par les Arméniens de gauche, qui s'appuient sur une mémoire française d'opposition.

La présence d'Antranig au Père-Lachaise<sup>1230</sup> arrime aussi cet espace à un imaginaire arménien, car il y est enterré. Le mouvement s'inscrit dans la filiation d'un lieu de mémoire français, ainsi arménisé, comme l'exprime Armand :

« Il n'y avait rien, même pas de recueillement. On peut imaginer, que l'endroit où on se recueille, c'est une tombe, quelque chose qui représente une mémoire. Il n'y avait rien qui était représentatif d'une mémoire. Si, à un moment, on allait sur la tombe d'Antranig. Après tout, c'était un endroit qui était aussi une résistance »<sup>1231</sup>.

Le Père-Lachaise est aussi le « lieu du deuil possible des morts sans sépulture », les morts du génocide, et Antranig renvoie au général victorieux. Dans le passé, ce lieu a déjà été investi par

---

<sup>1229</sup> APP. F/D329. Manifestation des Arméniens pour la commémoration des massacres de 1915 à 1922 (1979 et 1980). Note des RGPP, 21 avril 1979. Voir en annexes, photos n°14, p. 468.

<sup>1230</sup> Danielle Tartakowsky. *Nous irons chanter sur vos tombes. Le Père-Lachaise, XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Aubier, 1999.

<sup>1231</sup> Entretien avec Armand Sarian, octobre 2017.

les Arméniens. Ainsi le 22 novembre 1965, des jeunes du *Nor Seround* s'étaient rassemblés sur sa tombe ou encore, le 23 avril 1978, 15 étudiants de la MEA sont présents. Le Père-Lachaise abrite les réfugiés politiques en exil et au côté d'Antranig, reposent d'autres tombes arméniennes, comme Boghos Nubar, qui conduisit des délégations arméniennes dans des réunions internationales. Ara explique le choix du lieu investi le 24 avril :

« On n'était pas en rivalité [avec le parti *Dachnaksoutioun*]. Nous on faisait, il me semble, on faisait Bastille- Père-Lachaise par la rue de la Roquette, et on allait se recueillir sur la tombe du soldat Antranig. On ne va pas sur la tombe du Soldat inconnu, nous, notre problème c'est d'être fidèle à Antranig. Le Soldat inconnu, c'est aussi le Soldat inconnu des luttes de décolonisation, un peu sommaire, mais bon, et nous, c'était fidélité à Antranig »<sup>1232</sup>.

Se joue donc ici des syncrétismes et des réactivations, la présence de Libération arménienne au Père-Lachaise s'explique en raison de l'épaisseur des luttes passées et du deuil qu'il représente, étoffés par les multiples réappropriations.

À partir du 24 avril 1980, l'hybridité se lit dans le bricolage de référents télescopés. La manifestation juxtapose les deux appartenances, française et arménienne, de manière plus symétrique, visible dans l'usage des deux langues, le contenu des slogans, à la fois internationaux, français et liés au projet national, et les lieux convoqués. En 1981, l'horizon français d'extrême-gauche s'exprime d'une part, par l'itinéraire, qui part du cimetière, puis suit le boulevard de Ménilmontant et la Bastille, en passant par le boulevard Richard Lenoir. D'autre part, il se réalise par la parole, dans le langage de la résistance, « Génocide du 24 avril 1915, œuvre du fascisme turc »<sup>1233</sup>, et de l'anti-impérialisme, « contre le fascisme turc et les impérialistes qui les soutiennent »<sup>1234</sup>. Les slogans affirment : « La Turquie attaque les Arméniens, occupe leur territoire, justice pour le peuple arménien » ou « Vive la lutte armée »<sup>1235</sup>. Les banderoles se situent dans un registre tiers-mondiste : « OTAN-fascisme turc, hors de l'Arménie », « Luttons pour la libération de nos terres » et « vive la lutte du peuple arménien »<sup>1236</sup>. À l'arrivée, place de la Bastille, le responsable demande à ses militants de participer au 1<sup>er</sup> Mai, signe de la dimension internationaliste du groupe. Toutefois, l'amenuisement de la dimension d'extrême-gauche et le repli sur l'appartenance arménienne sont aussi manifestes. Ils se traduisent par la fin des alliances. La LCR, l'OCR et le PCRML

---

<sup>1232</sup> Entretien avec Ara Toranian, février 2018.

<sup>1233</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915, anniversaire du génocide de 1981. Rapport des RGPP : « Commémoration par les organisations arméniennes du 66<sup>e</sup> anniversaire du génocide », 25 avril 1981.

<sup>1234</sup> *Ibid.*

<sup>1235</sup> *Ibid.*

<sup>1236</sup> *Ibid.* Voir photo page suivante.

n'ont pas apporté leur soutien à cette manifestation. La langue arménienne est utilisée par un des responsables de l'UJEA, qui rend hommage aux combattants arméniens et les manifestants écoutent le discours enregistré de Hagop Hagopian, le responsable de l'ASALA. De même les slogans sont entrecoupés par des chants patriotiques. Le responsable demande aux manifestants de se rendre à l'église, lieu communautaire de consensus et instance de conservation de l'appartenance arménienne, puis de se rendre salle Gaveau, pour la cérémonie traditionnelle.

Le 24 avril 1980 est le témoin du basculement du mouvement de l'extrême-gauche à une dimension plus communautaire. Les revendications sont liées aux terres et aussi au génocide. L'effectif augmente : 60 manifestants en 1979, 150 en 1980 et 200 en 1981. Le 24 avril 1981 en est proche, par le croisement de la double appartenance dans l'usage du lieu (le Père-Lachaise), le discours anti-impérialiste et l'appel au 1<sup>er</sup> Mai, qui rencontre la langue arménienne et la convocation de l'église. Les alliances sont plus moyen-orientales que françaises, puisque des militants proches du FLPP (Front de lutte populaire palestinien) ont été arrêtés avec des tracts du groupe appelant à venir à la manifestation du 24 avril.

### **Manifestation de Libération arménienne, le 24 avril 1981 à Paris.**



Source. *Hay Baykar* n°26, juin 1981.

-Les manifestations réglées de la mouvance *dachnak*

Les cérémonies du 24 avril de la mouvance *dachnak*, entre 1979 et 1981, regroupent quelques centaines de personnes, ne se déroulent pas près d'une représentation diplomatique turque et portent sur des revendications plus axées autour du génocide et de l'idée de justice. En 1979 et en 1980, les pancartes et les banderoles indiquent : « Poursuivons notre lutte pour le respect de nos revendications », « Génocide arménien, génocide impuni » et « Justice pour le peuple arménien », ou encore « Demande de réinsertion du paragraphe 30 de la charte des Nations Unies »<sup>1237</sup>. En 1980, quatre motions, identiques à celles de Lyon, signe du fonctionnement en réseau de la mouvance, sont adressées à Valéry Giscard d'Estaing, à Bülent Ecevit, à la ligue internationale des droits de l'homme et au Secrétaire des Nations Unies. À 17h30, le porte-parole exhorte les Arméniens de la diaspora à continuer la lutte pour la reconnaissance du génocide par le gouvernement turc et par les instances internationales. En 1981, la cérémonie, portée par l'approche des élections présidentielles et la présence de Max Kilindjian en prison, a des slogans revendicatifs : « Libérez Kilindjian », « Les Arméniens français tiendront compte lors des élections de l'attitude du gouvernement français qui fournit une aide militaire à la Turquie : les Arméniens en France doivent rester vigilants », « Arménie occupée, au peuple arménien »<sup>1238</sup>. Le drapeau du parti, aux couleurs rouge bleu orange, est déployé. Les banderoles et pancartes associent demande de reconnaissance du génocide, par la voie diplomatique, « Justice pour le peuple arménien » ou encore « Reconnaissance du génocide par l'ONU »<sup>1239</sup>, et revendications liées aux terres, « Vive la lutte de libération du peuple arménien » et « Restitution du territoire aux Arméniens ». Elles dénoncent l'ennemi, « Halte à l'aide économique et militaire à la Turquie » et convoquent des alliances, « Arméniens et Kurdes, même combat »<sup>1240</sup>. Elles s'accompagnent d'une distribution de tracts. À 15h, sur la place du Pérou, un responsable fait l'historique du génocide et explique les ressorts de la lutte armée, « si les Arméniens ont recours à la violence c'est à cause du silence et de la carence des instances internationales »<sup>1241</sup>. Une motion, lue, réclame des autorités turques la reconnaissance du génocide et la réparation des dommages.

---

<sup>1237</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1980). Rapport des RGPP : « Célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien perpétré par la Turquie en 1915 », 25 avril 1979.

<sup>1238</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1981). Rapport des RGPP : « Commémoration par les organisations arméniennes du 66<sup>e</sup> anniversaire du génocide de 1915 », 25 avril 1981.

<sup>1239</sup> *Ibid.*

<sup>1240</sup> *Ibid.*

<sup>1241</sup> *Ibid.*

## Conclusion du chapitre

La vitalité des actions manifestantes arméniennes en France, dans la deuxième moitié des années 1970, témoigne de la force des mobilisations en France et dans le monde, reflet d'une dynamique encore liée à l'héritage d'un monde en révolte, autonome vis-à-vis du champ politique. Deux modes s'opposent. À Paris, Libération arménienne, qui revendique les terres, mobilise des actions caractéristiques de l'extrême-gauche française, réadaptées pour la question arménienne, par une « radicalité de compensation » (pour compenser un effectif faible de militants) et de « mobilisation »<sup>1242</sup> (se renforcer en interne), afin d'affirmer son identité de mouvement alternatif. Manifestations (du 24 avril, du 1<sup>er</sup> Mai, sauvages, pour le soutien à la dissidence en URSS), actions de propagande, occupations : le mouvement utilise la rue pour pratiquer des actions brèves et frondeuses en forme de défi, sur le mode frontal, contre les symboles ennemis, afin d'interpeller l'opinion publique, au cœur de l'espace parisien. Leur visibilité, de plus en plus forte dans l'arène médiatique (rien sur les manifestations sauvages en avril-mai 1978 et davantage sur les occupations en 1981), traduit la résonance prise par la lutte armée et la place croissante de la question arménienne dans l'espace public français. Ces formes d'actions cessent au début de l'année 1982, alors que les horizons de la lutte armée se transforment et que ce répertoire en France est moins pratiqué. À Lyon, la mouvance *dachnak* joue la carte de l'ascétisme et du pacifisme sur le temps long, usant des référents internationaux médiatiques (sit-in, grève de la faim, marche). L'inscription du 24 avril dans le champ politique à partir de 1978 lui permet aussi de visibiliser la question arménienne. Les revendications portent sur la reconnaissance du génocide.

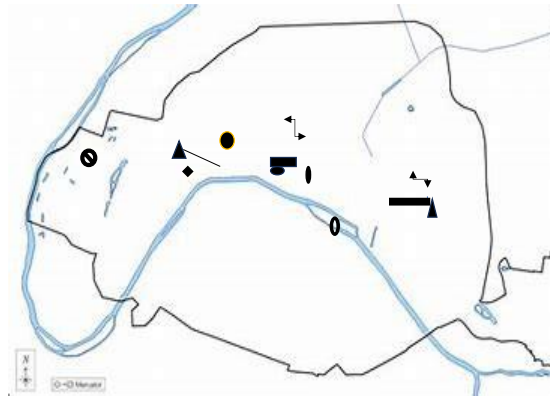
Ces réappropriations de pratiques protestataires, qui se doublent d'écarts par rapport aux modèles, permettent d'extérioriser la question arménienne. En quelques années, l'occupation de l'espace parisien et Rhône-Alpin par les Arméniens s'est élargie et le répertoire s'est diversifié. Ces actions transforment l'espace en ressource en arménisant les lieux parcourus ou occupés. Soit ceux-ci activent une mémoire des luttes, comme le Père-Lachaise et l'ambassade soviétique ; soit ils créent un espace de lutte : église arménienne, représentations diplomatiques turque ou suisse, route de campagne, deviennent, par leur usage même, des lieux de la protestation arménienne. Ceux-ci rendent possible la lutte en même temps qu'ils sont transformés par elle (voir la carte page suivante). L'appropriation de l'espace à l'échelle locale, les échos des actions entre les deux villes et le fait que ces pratiques existent dans d'autres

---

<sup>1242</sup> Fabrice Ripoll. « S'approprier l'espace ou contester son appropriation. Une vue des mouvements sociaux contemporains ». *Noroi*, 2005/2, 195, p. 29-42.

espaces de la diaspora (comme les grèves de la faim et les marches) ont reconnecté les espaces diasporiques, ainsi *raccommodés*. Entre le monde et le local, un espace protestataire arménien se dessine, qui ancre la question arménienne, attestant de la performativité des actions manifestantes.

**La diversification des actions manifestantes à Paris (deuxième moitié des années 1970)**



- ◆ Église arménienne de la rue Jean Goujon
- I Lieux des mobilisations antiturques
- Le consulat de Turquie (manifestations)
- La Turkish Airlines (occupation)
- La Swiss Air (occupation)
- II Lieux et parcours français
- ▲ Arc de Triomphe (rassemblement)
- Avenue des Champs-Élysées (manifestations)
- ▲ Cimetière du Père-Lachaise (rassemblement)
- Parcours du 1<sup>er</sup> Mai (manifestation)
- Cathédrale Notre-Dame (rassemblement)
- ↳ Manifestations sauvages
- III Lieux de mobilisation antisoviétiques
- Agence de voyage, Intourist (action d'éclat)
- Ambassade soviétique (manifestation)



## **Chapitre 8. Vers la routinisation des manifestations. Première moitié des années 1980**

La fin des horizons révolutionnaires internationaux redessine les aspérités et les formes des mobilisations. En France, l'accès au pouvoir du Parti socialiste, en mai 1981, a tendance à confisquer, en outre, les perspectives de luttes<sup>1243</sup>. Celles-ci se rattachent désormais à des mémoires spécifiques, comme le génocide juif, et à des questions segmentées : défense des minorités, régionalisme, antiracisme. Elles cherchent à s'institutionnaliser et revendiquent leur prise en compte par le pouvoir politique<sup>1244</sup>. Leur répertoire d'action évolue, à une époque où le nombre de manifestations en France apparaît élevé : plus de 300 par an au milieu des années 1980 à Paris<sup>1245</sup>, soit une moyenne de 30 par jour, dont 60% regroupent toutefois moins de cent personnes. Au début des années 1980, les mobilisations arméniennes en France se situent dans cette double dynamique. Les revendications portent davantage sur la reconnaissance du génocide et les manifestations, plus nombreuses que les années précédentes, permettent de toucher l'opinion publique et de peser sur le pouvoir politique<sup>1246</sup>. Leurs effectifs sont souvent supérieurs à la moyenne nationale. Au sein du répertoire protestataire arménien, elles ne sont pas concurrencées par d'autres modes d'action.

La transformation des mobilisations arméniennes tient aussi à des phénomènes propres à la diaspora. À partir de 1980, d'une part, les auteurs d'attentats contre des responsables turcs sont arrêtés et le nombre de prisonniers augmente, ce qui explique la place croissante de la question arménienne dans l'espace public. D'autre part, de nouvelles migrations arméniennes, venues du Moyen-Orient en raison d'un contexte géopolitique conflictuel, contribuent à ré-arméniser une communauté déjà profondément assimilée en France (diminution de l'usage de la langue et augmentation des mariages mixtes). La guerre civile au Liban en 1975, la prise du pouvoir par Khomeiny en Iran en 1979 et le durcissement des conditions de vie des Arméniens en Turquie au début des années 1980 sont en effet à l'origine de nouvelles migrations. Celles-ci accroissent le potentiel numérique arménien, ce qui éclaire le recours à la manifestation, dont l'efficacité exige un seuil minimal de participants. En outre, les deux mouvements politiques qui occupent la rue ont une expérience collective de ce type de mobilisation, ce qui explique sa pratique régulière. Leurs compétences en la matière rendent visibles leurs revendications.

---

<sup>1243</sup> Philippe Artières, Michèle Zancarini-Fournel. 68, *une Histoire collective. 1962-1981. Op. cit.*

<sup>1244</sup> Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky. « Désaffiliations et recompositions (années 1980 à nos jours). Introduction ». In Pigenet, Michel, Tartakowsky, Danielle (dir.). *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris: La Découverte, 2014, p. 581-595.

<sup>1245</sup> Pierre Favre. « Introduction. Manifester en France aujourd'hui ». *Op. cit.*

<sup>1246</sup> Fabrice Ripoll. « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». *Espaces et sociétés*, 2008/3, n° 134, p. 83- 97.

L'ancrage en diaspora, de plus en plus ancien, facilite l'appropriation des codes manifestants en usage en France, comme le montrent la maîtrise de l'espace (présence quasi systématique sur la chaussée), le bagage de la manifestation (slogans, équipement) et le rapport apaisé avec les autorités.

La période est mieux documentée que celles précédemment analysées. L'étude croisée des revendications des manifestants, de leurs effectifs et de la réception de leurs actions, permet de distinguer trois types de manifestations, dont les chronologies se télescopent. Le premier caractérise les manifestations pour les combattants arméniens, auteurs d'attentats, entre 1981 et 1984 ; revendicatives, celles-ci attirent du monde et trouvent un certain écho dans les médias. Le deuxième type concerne les manifestations du 24 avril, entre 1982 et 1985, dont les logiques diffèrent entre Paris et Lyon. Moins politisées, d'autres manifestations engagent des effectifs réduits et trouvent moins d'écho.

#### **A/ Les manifestations pour les combattants arméniens (1981-1984)**

La période, qui court du milieu de l'année 1981 au début de l'année 1984, a son unité et sa spécificité : elle apparaît transitoire et décisive pour la question arménienne. Cette capsule de temps se caractérise par le maintien d'un mouvement de revendication, via des manifestations en faveur des Arméniens accusés d'attentats. Elle reflète une forte conflictualité politique et une reformulation des enjeux des manifestations. La séquence s'ouvre avec l'opération Van (du nom d'une ville résistante en 1915), une prise d'otages spectaculaire organisée par l'ASALA au consulat de Turquie à Paris, le 24 septembre 1981. Cette attaque contribue à extérioriser la question arménienne. La période prend fin entre les manifestations esquissées et réprimées en janvier 1984, lors du procès des auteurs de la prise d'otages, et une manifestation, au printemps 1984, pour soutenir des Arméniens accusés d'attentat. La question arménienne est alors en voie d'institutionnalisation. Dans son discours prononcé à Vienne, le samedi 7 janvier 1984, à l'occasion du Noël arménien, le président François Mitterrand qualifie en effet pour la première fois de « génocide » le massacre des Arméniens de la Grande Guerre<sup>1247</sup>. À la Sorbonne, en avril 1984, le Tribunal permanent des peuples consacre une session au génocide des Arméniens.

Les manifestations de défense des combattants arméniens interviennent à l'occasion de leur arrestation, de leur procès ou de la révision de celui-ci. Elles inscrivent la question

---

<sup>1247</sup> Le Noël arménien est le 6 janvier, mais le discours a eu lieu le samedi pour attirer le plus de monde possible.

arménienne dans l'espace public, plusieurs années après le début de la lutte armée. Elles les soutiennent, elles exigent leur libération, tout en réclamant pour eux un statut de prisonnier politique. En occupant régulièrement l'espace, même de manière éphémère<sup>1248</sup>, les manifestants cherchent à infléchir le cours de l'histoire. Les lieux des manifestations tiennent à des choix tactiques négociés avec les autorités : il s'agit d'attirer l'attention de l'opinion publique, des médias et du pouvoir politique<sup>1249</sup>. Nombreuses à travers le monde, elles confirment l'existence d'un répertoire transnational. Ces manifestations se tiennent en effet partout en diaspora, quelle que soit la nationalité des combattants arméniens. Le MNA organise ainsi, le 12 juillet 1982, un rassemblement à Paris contre la répression anti-arménienne qui a lieu à Toronto<sup>1250</sup>. Des manifestations en faveur des prisonniers arméniens en France se déroulent de même au Liban. À Beyrouth par exemple, le 12 octobre 1981, 50 manifestants demandent la libération des quatre auteurs de l'opération Van, qui s'est déroulée à Paris<sup>1251</sup>. Dans la même ville, ils sont 2000, le 20 janvier 1982<sup>1252</sup>, pour soutenir Max Kilindjian, un Arménien de France accusé d'attentat.

À la manière du travail de Lilian Mathieu sur les manifestations en Mai 1968, nous souhaitons aborder les manifestations sous l'angle de leur inscription spatiale, porteuse de significations, pour « mettre en jeu les conduites contestataires »<sup>1253</sup>. Dans cette étude, nous incluons les rassemblements et nous proposons une typologie des lieux investis dans la première moitié des années 1980. Nous nous inspirons de la recherche de Charles Tilly sur les lieux « sûrs »<sup>1254</sup> : 17% des manifestations se déroulent près de l'église arménienne, lieu sûr et sacré ; 22% se dirigent vers le consulat turc, lieu ennemi ; 25% se situent près de diverses ambassades, lieux du monde ; 11% visent les lieux de justice et le dernier quart se tient ailleurs<sup>1255</sup>.

---

<sup>1248</sup> Louis Marin. « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession ». *Op. cit.*

<sup>1249</sup> Fabrice Ripoll. « S'appropriier l'espace ou contester son appropriation. Une vue des mouvements sociaux contemporains ». *Op. cit.*

<sup>1250</sup> Voir en annexes, photo n°23, p. 473.

<sup>1251</sup> AMAE. Direction d'Afrique du Nord et Levant (1973-1982), 1835/ INVA 408. Situation intérieure, Minorités, Ministère des Affaires étrangères, 12 octobre 1981.

<sup>1252</sup> AMAE. Direction d'Afrique du Nord et Levant (1973-1982), 1835/ INVA 408. Situation intérieure, Minorités, Ministère des Affaires étrangères, 20 janvier 1982.

<sup>1253</sup> Lilian Mathieu. « Les manifestations en mai-juin 1968 ». Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard. *Mai-Juin 68*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 195-206.

<sup>1254</sup> Charles Tilly. « Space of contentious ». *Op. cit.*

<sup>1255</sup> Voir en annexes, les chronologies p. 443.

## 1/ Des manifestations de rue maîtrisées

### -Des compétences manifestantes acquises

Au début des années 1980, plusieurs éléments tendent à accréditer l'idée que les Arméniens maîtrisent les codes de la manifestation, signe de leur familiarité avec cette pratique répandue en France. On distingue trois temporalités dans l'étude des manifestations : leur temps social (le choix du jour de la semaine et du moment de la journée), leur temporalité propre et leur évolution chronologique<sup>1256</sup>.

Les participants se saisissent d'abord des opportunités calendaires : les manifestations sont liées aux dates des arrestations et à celles des procès des combattants ; elles ont lieu en semaine ou le week-end ; elles se déroulent en fin de journée, souvent à 18h, pour attirer le plus de monde possible. Sur la trentaine de manifestations répertoriées, toutes se situent dans ces créneaux journaliers et dans ces horaires. Les manifestations du samedi et du dimanche ne sont pas plus nombreuses, mais elles mobilisent davantage<sup>1257</sup>. L'appel à manifester se fait souvent lors des manifestations précédentes. L'emprisonnement de quatre membres de l'ASALA, impliqués dans l'opération Van, donne ainsi lieu à une manifestation trois jours plus tard, le 27 septembre 1981, soit un dimanche, jour de repos et de cérémonie religieuse. Libération arménienne profite de la présence groupée des Arméniens près de l'église pour appeler à une manifestation, quatre jours après, le 1<sup>er</sup> octobre.

Les deux mouvements politiques qui occupent la rue reconduisent les manifestations dans le temps et l'espace, pour inscrire la question arménienne dans le débat public. À cinq reprises, l'opération Van sert de mot d'ordre à Libération arménienne, puis au MNA, saturant le champ des possibles de l'exploitation de l'événement. La visibilité de la question arménienne passe par l'accumulation, commémorative et revendicative, de l'action manifestante : en jours, en semaines, en mois et en années. Comme indiqué plus haut, peu après la prise d'otages, qui avait occasionné un rassemblement le 24 septembre 1981, des manifestations s'organisent le dimanche 27, puis une semaine après, le 1<sup>er</sup> octobre, puis un mois après, le 24 octobre, enfin un an plus tard, le 24 septembre 1982. Lors du jugement des quatre auteurs de l'attaque au consulat turc à Paris, les 24, 25, 28 et 31 janvier 1984, chaque nouvelle journée de procès occasionne des protestations. Les manifestations de Libération arménienne en soutien à Mardiros Jamgotchian, un combattant de l'ASALA accusé d'avoir tué un diplomate turc à Genève en juin 1981, ont, de même, lieu lors de son procès en janvier 1982, puis en juin 1982 et en

---

<sup>1256</sup> Olivier Fillieule. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France. Op. cit.*

<sup>1257</sup> *Ibid.*

décembre 1982, quand le procès est rejeté<sup>1258</sup>. La mouvance *dachnak* organise de son côté des manifestations pour Hampig Sassounian, du CJGA, accusé d'avoir tué, le 28 janvier 1982, un diplomate turc à Los Angeles, en mai 1982, en mars 1983, puis en janvier 1984, lors de ses procès<sup>1259</sup>.

Les manifestations à Paris et à Lyon se répondent souvent. La disparition d'Abraham Achdjian<sup>1260</sup>, du parti *Dachnaksoutioun*, à Beyrouth, le 19 décembre 1982, entraîne des actions de protestation devant les consulats turcs des deux villes, le 16 janvier 1983. L'attentat commis à Ankara par Lévon Ekmekdjian, membre de l'ASALA, en août 1982, est à l'origine d'une manifestation organisée par le MNA pendant son procès (en fait sa pendaison), le 3 février à Paris et le 11 février 1983 à Lyon, devant les consulats de Turquie. Le soutien à Hampig Sassounian donne lieu à une manifestation à Lyon, le 4 mai 1982, devant le consulat des États-Unis (100 personnes), puis à Paris, le 5 mai 1982 (700 personnes)<sup>1261</sup>. Le 24 octobre 1982, une manifestation est organisée à Paris par le MNA, en soutien au commando de l'opération Van ; à Lyon, un rassemblement est prévu, devant le hall du journal *Le Progrès*<sup>1262</sup>.

Les protestations diffèrent toutefois d'une ville à l'autre. À Paris le plus grand nombre d'Arméniens et de militants explique la pratique récurrente des manifestations, au sens littéral : des déplacements collectifs sur la chaussée. Pour défendre Mardiros Jamgotchian, une manifestation est organisée à Paris par Libération arménienne, en janvier 1982 ; à Lyon, en revanche, les militants font le choix d'une grève de la faim (qui a lieu finalement à Décines, voir chapitre précédent), accompagnée d'un rassemblement. La manifestation n'est, du reste, jamais isolée, signe d'un continuum de la mobilisation, dont elle ne constitue que l'un des éléments les plus visibles : elle est souvent précédée de meetings ou d'autres actions qui l'étoffent, comme des communiqués dans *Le Monde* ou des galas. Parallèlement aux manifestations du MNA lors du procès des auteurs de la prise d'otages au consulat de Turquie, un gala pour collecter des dons – « Ce soir l'Arménie » – est ainsi organisé au théâtre des Champs-Élysées, le 21 janvier 1984, avec des chanteurs arméniens.

La temporalité de la manifestation suit un scénario attendu, qu'elle soit menée par la mouvance *dachnak* ou par Libération arménienne/le MNA. La mobilisation dure environ deux heures et ses effectifs varient, d'une centaine à 2000-3000 participants. Les comptes rendus de

---

<sup>1258</sup> Voir en annexes, photos n° 16 p. 469, 22 p. 473, 24 p. 474.

<sup>1259</sup> Voir en annexes, photos n° 18-21, p. 471-472.

<sup>1260</sup> Il est le seul à ne pas être un combattant armé dans ce corpus, mais les manifestations pour le défendre sont semblables. Voir en annexes, photo n°25, p. 474.

<sup>1261</sup> FRA *Nor Seround*. « Soutien à Sassounian ». *Haïastan* n°433, juin 1982, p. 6.

<sup>1262</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Note des RG : « Communauté arménienne », 23 septembre 1982.

la presse arménienne mentionnent souvent l'équilibre numérique entre manifestants et membres des forces de l'ordre : les premiers se félicitent parfois, avec ironie, de la présence des seconds, qui augmentent le nombre d'acteurs en présence. Une compagnie de CRS est en effet composée de 80 à 100 policiers, qui sont donc parfois aussi nombreux que les manifestants. Une note de l'AFP, datée du 24 octobre 1981, rapporte que les manifestants sont encadrés « par de nombreux gendarmes mobiles et policiers »<sup>1263</sup>, qui empêchent les militants d'atteindre leur objectif. Au début de la séquence étudiée, les manifestations du MNA sont celles qui attirent plus de monde, mais à partir de l'été 1982, les nombreux attentats de l'ASALA fragilisent le mouvement, surtout après l'explosion d'Orly à l'été 1983.

Expression métonymique de la révolte<sup>1264</sup>, la manifestation relève aussi d'une forme contrôlée et régulée du conflit politique<sup>1265</sup>. Les manifestations arméniennes vont dans ce sens : elles se normalisent et traduisent une maturité manifestante. Les relations des manifestants avec les autorités (forces de l'ordre, pouvoir politique et médiatique) sont attendues. Sur le plan juridique, la manifestation est d'abord déclarée : il s'agit de préciser le nombre de participants, le lieu, la nature, l'heure, l'organisation et l'itinéraire. Dès lors qu'il en est informé, le préfet ne peut l'interdire, sauf s'il considère qu'elle risque de troubler l'ordre public. Les forces de l'ordre pourraient alors disperser les manifestants et les interpeller<sup>1266</sup>. Ce cas de figure ne concerne que les mobilisations liées au procès des quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris, en janvier 1984. La manifestation est, du reste, encadrée par un service d'ordre, qui se signale par ses brassards et évite les éventuelles tensions avec les forces de l'ordre. Aussi se déroule-t-elle généralement sans incident, la dispersion ayant lieu dans le calme. Cette non-violence s'explique par le faible nombre de manifestants, la nature des revendications – qui relèvent de la politique internationale – et une tradition manifestante arménienne, qui a déjà près de dix ans. La connaissance des règles permet une ritualisation des comportements, tandis que « la perception, par les autorités, du groupe », vu comme non violent, « facilite une interaction faite de mise en confiance »<sup>1267</sup>. Les sources divergent toutefois sur ce point : des récits partisans soulignent la détermination des manifestants, que

---

<sup>1263</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Note de l'AFP, 24 octobre 1981.

<sup>1264</sup> Danielle Tartakowsky. « Quand la rue fait l'histoire ». *Op. cit.*

<sup>1265</sup> Dominique Memmi. « Le corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 187-106.

<sup>1266</sup> Dominique Montjardet. « La manifestation du côté du maintien de l'ordre ». In Favre, Pierre. *La manifestation*. Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 207-228.

<sup>1267</sup> Olivier Fillieule. « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique ». *Op. Cit.*

certaines rapports de police qualifient du reste de « nerveux »<sup>1268</sup>. Les manifestations relèvent aussi d'une logique d'interpellation : elles s'adressent parfois directement au pouvoir politique, au moyen de délégations qui déposent une motion. Cela est le cas à l'Élysée, le 1<sup>er</sup> octobre 1981, pour demander la mise en liberté des quatre auteurs de la prise d'otages au consulat de Turquie. La présence récurrente de journalistes reflète enfin l'intérêt médiatique pour la question arménienne.

Les militants s'approprient donc les compétences propres à la manifestation. La maîtrise de la morphologie de la rue révèle ainsi une connaissance intime de sa pratique : le 24 octobre 1982, lors de la manifestation du MNA pour soutenir les auteurs de l'opération Van, le cortège « s'est étiré »<sup>1269</sup>, entre la rue François 1<sup>er</sup> et George V, signe que les manifestants arméniens ont intériorisé la nécessité de montrer leur nombre et leur force. L'action de rue est, en outre, préparée au moyen d'un bagage (affiches, drapeaux, tracts, pancartes, photos, banderoles) et d'un langage spécifique (slogans et enregistrements des voix des combattants) ; les brouillons des slogans, tracts et affiches confirment l'intense préparation des manifestations, comme celle pour Hampig Sassounian, organisée à Paris par la mouvance *dachnak*, le 5 mai 1982<sup>1270</sup>. Les manifestants sont également dotés de mégaphones, comme lors de la mobilisation du MNA pour Mardiros Jamgotchian, le 16 décembre 1982, au cours de laquelle des banderoles interrogent : « Qui commande l'Europe : la Turquie ou la justice ? »<sup>1271</sup>. L'usage d'une sono démultiplie la portée de la voix ; le dispositif est installé sur une voiture ou un camion, devant le cortège, avec parfois des affiches apposées sur la carrosserie, comme en mars 1983, lors de la manifestation de la mouvance *dachnak* en faveur de Hampig Sassounian : « Pour la vérité historique, libérez Sassounian-Manifestation contre l'alliance complice »<sup>1272</sup>.

Une complémentarité entre le bagage et le langage manifestants se dessine. Prenons l'exemple de la manifestation du 3 février 1983 pour Lévon Ekmekdjian, co-auteur, avec Zohrab Sarkissian, d'un attentat qui avait fait 10 morts et 72 blessés à l'aéroport d'Ankara (opération Garin, 7 août 1982). L'une des banderoles porte l'emblème de l'ASALA, la main brandissant un fusil sur fond de carte de l'Arménie, comme en écho à l'appel à la lutte scandé

---

<sup>1268</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : « Rassemblement organisé par le mouvement "Libération Arménienne" », 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>1269</sup> Astrig Cournalian. « Combats. Manifestation de soutien aux combattants arméniens ». *Hay Baykar* n°39, 29 septembre 1982 au 13 octobre 1982, p. 4.

<sup>1270</sup> Voir en annexes, photos n°18-21, p. 471- 472.

<sup>1271</sup> « Manifestation pour Mardiros devant le conseil de l'Europe ». *Hay Baykar* n° 45, 22 décembre 1982 au 12 janvier 1983, p. 3.

<sup>1272</sup> APP. BA 2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Rapport des RGPP : « Manifestation en faveur de Hampig SASSOUNIAN », 27 mars 1983.

par la foule : « Arméniens, nous sommes tous des combattants »<sup>1273</sup>. La manifestation permet ensuite des interactions, par la circulation d'objets qui relient et relaient des revendications : vente de journaux (*Hay Baykar* ou *Haïastan*), distributions de tracts, quêtes – comme lors de la manifestation à Paris pour Lévon Ekmekdjian, le 3 février 1983 – ou signatures de pétitions, notamment celle en faveur du père Yergatian à Paris -emprisonné en Turquie-, le 1<sup>er</sup> octobre 1981. Lors de la manifestation pour Lévon Ekmekdjian, on relève également la présence de torches et de roses<sup>1274</sup>.

#### -Une appartenance arménienne en mouvement

L'appartenance arménienne se réactualise dans la manifestation, à travers l'attachement à l'Église, l'usage des symboles et de la langue et la présence de plusieurs membres d'une même famille. L'église est souvent le point de départ des manifestations, comme celles en soutien aux auteurs de l'opération Van, en septembre 1981. Mais, comme dans le passé, elle peut toutefois être un lieu de tension, nous y reviendrons. Les symboles arméniens s'invitent dans les cortèges, en particulier les drapeaux à dimension transnationale : celui de l'ASALA est frappé d'une kalachnikov et de la carte de l'Arménie, telle que définie par le traité de Sèvres. Le drapeau tricolore du parti *Dachnaksoutioun* est aussi présent. L'appartenance s'exprime également par la langue : lors de la manifestation, pour Mardiros Jamgotchian, en décembre 1982, des chants en arménien, comme *Zartir Lao*, sont repris en cœur au rythme du davoul, un instrument de musique arménien. Chant traditionnel remontant aux années 1890, *Zartir Lao* symbolise le mouvement de libération nationale : il glorifie le commandant *fédaï* Arabo et appelle à la résistance contre les Turcs. La langue arménienne se retrouve sur les banderoles, à travers quelques mots comme *Baykar*, (« Combat ou lutte ») ou *Haïastan*, (« Arménie ») et des slogans. Une archive personnelle de militante sur la manifestation pour Hampig Sassounian, en mai 1982, garde ainsi la trace des slogans scandés, dont trois sur dix sont en arménien, une information peu présente dans les sources en arménien : « Nous avons juré de nous battre et d'être prêts à mourir », « Union, lutte, victoire », « Lutte éternelle jusqu'à la victoire »<sup>1275</sup>.

L'usage de slogans en français témoigne en outre d'une volonté de revendiquer publiquement l'appartenance arménienne. Le 27 septembre 1981, les militants de Libération

---

<sup>1273</sup> APP. BA 2327. Chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Rapport des RGPP : « Manifestation du "Mouvement National Arménien" après l'exécution de Lévon Ekmekdjian », 4 février 1983.

<sup>1274</sup> « Manifestation pour Mardiros devant le conseil de l'Europe ». *Hay Baykar* n° 45, 22 décembre 1982 au 12 janvier 1983, p. 3.

<sup>1275</sup> Papiers privés de Satenig Batwagan-Toufanian. Voir en annexes, photo n°19, p. 471.



arménienne scandent par exemple : « Nous luttons pour la libération des territoires »<sup>1276</sup>. Le 24 septembre 1982, équipés de drapeaux de l'ASALA et de photos des combattants, ils proclament : « Turquie fasciste hors d'Arménie » et « ASALA avec toi », convoquant des noms de villes arméniennes – dont celle de Van, qui porte le nom de l'opération – ou de lieux évoquant la violence génocidaire, comme Erzeroum<sup>1277</sup>. Ces noms, « repris avec chaleur »<sup>1278</sup>, nourrissent l'appartenance arménienne. L'espace parcouru collectivement contribue à une forme de territorialisation de la question arménienne. La pratique répétée de la rue instaure une sociabilité par le rassemblement<sup>1279</sup>, comme le souligne le compte rendu de la manifestation du MNA pour Mardiros Jamgotchian, en décembre 1982 : « C'est ça le premier pas de la solidarité envers nos combattants : la chaleur de ces retrouvailles »<sup>1280</sup>.

La mobilisation est communautaire : le groupe manifestant, porté par un projet commun, fonctionne en réseau, par des liens interpersonnels, familiaux et amicaux. Les clivages politiques sont peu marqués, comme le révèlent les listes des interpellés de janvier 1984, lors des tentatives de manifestations en marge du procès des auteurs de l'opération Van. Des militants de mouvements en théorie opposés participent aux manifestations de leurs adversaires : des membres du parti *Dachnaksoutioun* rejoignent ainsi les manifestations pour les auteurs de l'opération Van, en septembre 1981, puis s'expriment lors de leur procès, en janvier 1984. Cette participation vise peut-être aussi à limiter l'influence du MNA. En soutien à Lévon Ekmekdjian, exécuté par pendaison, quelques militants du parti *Dachnaksoutioun* sont de même présents à la manifestation à Lyon, le 11 février 1983, qui regroupe une soixantaine de personnes. Les RG relèvent « la participation au cortège d'éléments de tous âges et d'horizons politiques divers »<sup>1281</sup>, comme Georges, qui évoque avec précision ses souvenirs. Selon lui, l'identité arménienne du combattant est une raison suffisante pour le soutenir, même s'il appartient à un mouvement politique et armé opposé :

« Tout un clan dit : "c'est bien fait pour leur gueule, c'est des petits cons, c'est l'ASALA". Voilà, on est deux à dire : "quand même, on ne peut pas laisser des petits jeunes [du MNA] à la dérive complètement ". Je suis représentant du parti et finalement, je décide d'être présent. Ce n'est pas simple, mais j'y suis. Pour être d'abord à

---

<sup>1276</sup> AC. « 40 otages au consulat. 4000 Arméniens dans la rue ». *Hay Baykar* n°27, octobre-novembre 1981, p. 9.

<sup>1277</sup> Astrig Cournalian. « Manifestation de soutien aux combattants arméniens ». *Hay Baykar* n° 39, 29 septembre 1982 au 13 octobre 1982, p. 4.

<sup>1278</sup> *Ibid.*

<sup>1279</sup> Emmanuel Soutrenon. « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°13, p. 37-58.

<sup>1280</sup> « Manifestation pour Mardiros devant le conseil de l'Europe ». *Hay Baykar* n° 45, 22 décembre 1982 au 12 janvier 1983, p. 3.

<sup>1281</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Communauté arménienne. MNA : maigre mobilisation à Lyon », 14 février 1983.

ce moment-là, avec les petits jeunes, pour ne pas leur montrer qu'on n'était que des salopards, et puis deux, je ressens ça comme une nécessité, c'est la Turquie qui pend un Arménien, une nouvelle fois. Là c'est l'État turc qui vient de pendre un Arménien. Sur ce plan-là, ça justifie, que je sois ici »<sup>1282</sup>.

Georges a conscience que le MNA est critique vis-à-vis de son propre mouvement, comme le montre le terme « salopards ». Son discours est, toutefois, avant tout politique : il désigne clairement l'ennemi, l'« État turc » ; il exprime aussi un engagement personnel, par l'emploi du mot « nécessité ». Pendant les manifestations, des militants du groupe politique adverse peuvent d'ailleurs distribuer des tracts pour leur future mobilisation. Au moment de la dispersion de la manifestation pour Lévon Ekmekdjian à Paris, le 3 février 1983 à 20h 30<sup>1283</sup>, quelques militants de la mouvance *dachnak* se mêlent de la sorte aux manifestants, pour distribuer des tracts en faveur de Hampig Sassounian, qui doit être jugé le 14 février 1983 à Los Angeles.

Les manifestants viennent en famille, comme en témoigne la présence de plusieurs membres d'une même parentèle dans les listes d'interpellations. Lors des quatre actions manifestantes en soutien aux auteurs de l'opération Van, en janvier 1984, un quart des noms (les homonymes étant fréquents, ce critère est en lui seul insuffisant) et des adresses sont semblables. La solidarité familiale se traduit par la présence de fratries, de parents venus avec leurs enfants. Les femmes sont moins nombreuses, mais les participantes sont parfois relâchées plus tôt avec les enfants, sans contrôle d'identité. Lors des deux premières manifestations, elles sont très peu nombreuses, lors de la quatrième mobilisation, elles représentent toutefois près de 40% des effectifs militants. La part des jeunes est conséquente (certains, nés en 1970, ont alors 14 ans), tandis que celle des étudiants, notamment ceux logeant à la MEA, apparaît faible. Des personnes âgées, rescapées du génocide, sont aussi présentes, comme le révèlent leurs dates de naissance, antérieures à 1915, et leurs origines géographiques, dans l'ancien Empire ottoman.

Une sociologie mêlée se déploie ainsi, du cadre supérieur au sans emploi – même si ces deux extrémités sont peu représentées – en passant par des artistes (peintre, écrivain, acteur), soutiens publics à la cause arménienne. La classe moyenne supérieure – enseignant, médecin, cadre – et la classe moyenne, dont des employés, sont les plus présentes. L'échantillon est trop modeste pour être significatif de la population arménienne en France. Il confirme néanmoins la dynamique d'ascension sociale à l'œuvre depuis 1972, date de la première liste d'interpellations étudiée, et plus encore depuis 1976-1977. Les petits métiers de l'artisanat sont moins nombreux

---

<sup>1282</sup> Entretien avec George Képénékian, avril 2018.

<sup>1283</sup> PP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Rapport des RGPP : «Manifestation du "Mouvement National Arménien" après l'exécution de Lévon Ekmekdjian », 4 février 1983.

et laissent place à une diversification des emplois et au monde du tertiaire, reflet des mutations professionnelles de la population française. Du fait des migrations récentes en provenance du Moyen-Orient, les métiers de l'artisanat demeurent cependant représentés : lors de la manifestation du 24 janvier 1984, la moitié des Arméniens interpellés venus de Turquie sont des artisans. Dans ce cas, le métier n'est toutefois mentionné que pour 20 personnes sur 70, ce qui complique l'interprétation des résultats. Deux manifestants sont étudiants, deux ont une profession intellectuelle, deux exercent une activité artistique, deux sont des enseignants et la grande majorité est constituée d'employés ou travaille dans l'artisanat. Le 28 janvier, la mention de 126 métiers autorise une meilleure précision : ces interpellés comptent 23 % d'étudiants et de lycéens, 5% d'artistes, 4% de retraités, 8 % d'artisans, 8% de cadres, 3% d'intellectuels, 1% de chômeurs, 1% de religieux, 6% sont sans profession et le reste comprend des employés et des métiers de la petite boutique. Le 31 janvier 1984<sup>1284</sup>, sur 99 métiers cités, on relève 33 % d'étudiants, 4 % d'artistes, 5% de cadres, 1% de religieux, 1% de retraités et 4% sans profession et l'autre moitié est constituée d'artisans et d'employés.

Des Arméniens de tous âges, de toute opinion et de toute condition sociale participent ainsi aux manifestations<sup>1285</sup>. Cette hétérogénéité, régulièrement soulignée par la presse arménienne, montre que les inégalités sociales comptent peu dans la défense de la question arménienne. En ce qui concerne les origines géographiques – et à l'exception de la manifestation du 24 janvier, où tous les manifestants sont franciliens – les Arméniens interpellés viennent des pôles où réside la communauté. Le 28 janvier, un TGV venant de Lyon est affrété pour soutenir les prisonniers, preuve de la force des réseaux de solidarité. On relève l'importance des petites Arménies : Décines et Romans en Région Rhône-Alpes, Issy-les-Moulineaux, Chaville et Alfortville autour de Paris. Des Arméniens de tout l'espace de la diaspora sont également présents. Leur part tend à augmenter par rapport aux manifestations antérieures, ce qui traduit leur dispersion et la diversité des courants migratoires (États-Unis, Arménie soviétique et Moyen-Orient). Le pourcentage de Libanais est moins important qu'en 1976-1977, juste après le début de la guerre civile, tandis que le nombre de Turcs est plus conséquent, en raison de la dégradation des conditions de vie en Turquie. D'autres défenseurs de la cause arménienne apparaissent : des Italiens d'extrême-gauche, trace peut-être d'un soutien ancien à la lutte armée, ou encore des Algériens dépourvus de nom arménien. Les trois quarts des manifestants sont inconnus des services de police et ne militent que pour la cause

---

<sup>1284</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : « Manifestation du 24 janvier 1984. Manifestation du 28 janvier 1984. Manifestation du 31 janvier 1984 », 1<sup>er</sup> février 1984.

<sup>1285</sup> Voir en annexes, le tableau des propriétés sociales, p. 458.

arménienne, un fait confirmé en entretien par les trois quarts des témoins. À la dernière manifestation, le 31 janvier, il apparaît que 10% des manifestants ont déjà participé à une ou aux deux des manifestations précédentes, signe d'une persévérance. La pluralité des lieux de regroupements et de dispersion interdit néanmoins tout comptage évident.

#### -Un langage manifestant puisé en France

La manifestation fait partie d'un répertoire d'action transnational, mais son langage est fortement lié au pays où elle se déroule. L'analyse sémantique des slogans, des banderoles et des pancartes, révèle une maîtrise et une réappropriation, au service de la question arménienne. En raison de leur expérience, les manifestants connaissent les codes de la manifestation, ce qui leur permet de s'adresser aux autorités françaises. Le 1<sup>er</sup> octobre 1981, les slogans de Libération arménienne jouent ainsi sur les articles possessifs et définis : « Libérez *nos* prisonniers politiques », « Libérez *les* combattants arméniens », « *La* France est avec *nous* »<sup>1286</sup>. Les manifestants jouent sur la double appartenance afin de réclamer le statut de prisonnier politique pour les auteurs de la prise d'otages : « Liberté pour nos *fédais* », « Libérez les *fédais* »<sup>1287</sup>. Lors de la manifestation du MNA, le 24 septembre 1982, banderoles et pancartes recourent à l'inversion accusatoire : « Le terrorisme, c'est l'État turc ». Elles insistent sur la triple unité de l'engagement – « Arméniens, un peuple, une cause, une armée »<sup>1288</sup> – et rappellent l'histoire : « Turquie 1915-Turquie 1982 : État de terreur »<sup>1289</sup>. Des répétitions martèlent le propos : « La Turquie massacre les Arméniens, occupe le territoire, justice, justice pour le peuple arménien »<sup>1290</sup>.

Les slogans se fondent sur une rythmique et une musicalité, à la fois diachronique et synchronique, celles des anciennes manifestations arméniennes et celles des autres manifestations en France : « AA Arménie, FF *Fédais* » évoque les anciens slogans « Che Che Guevara » et « Ho Ho Ho Chi Minh ». Propice au détournement, le slogan joue « sur le raccourci »<sup>1291</sup>, sur des gammes jonglant avec le folklore, sur le calembour et l'esprit ludique. Les rimes finales lui donnent une tonalité chansonnière et vivante, mobilisée par les deux

---

<sup>1286</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Rapport des RG, 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>1287</sup> *Ibid.*

<sup>1288</sup> PP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu des RGPP : « Manifestation arménienne pour le premier anniversaire de la prise d'otage du consulat général de Turquie à Paris », 25 septembre 1982.

<sup>1289</sup> *Ibid.*

<sup>1290</sup> *Ibid.*

<sup>1291</sup> Serge Collet. « La manifestation de rue comme production culturelle dominante ». *Op. cit.*

mouvements politiques. Le 1<sup>er</sup> octobre 1981, les militants de Libération arménienne scandent « Faire la guerre populaire pour nos droits à la terre »<sup>1292</sup>, en soutien aux auteurs de l'opération Van. Le 3 février 1983, le mouvement, devenu le MNA, proclame : « Arménie lutte armée, des Lévon par milliers »<sup>1293</sup>, lors de la manifestation pour Lévon Ekmekdjian. Ce jeu lexical se retrouve à la manifestation pour Hampig Sassounian. En mai 1982, les militants de la mouvance *dachnak* y scandent : « En Turquie, on tue et on torture, à bas la dictature » et « Turquie paiera, l'Arménie vaincra »<sup>1294</sup>. Au début des années 1980, le vocabulaire apparaît spécifiquement lié à la question arménienne et non plus, comme cela était le cas dix ans auparavant, au langage international de l'extrême-gauche. Seul le terme « fasciste » demeure, comme quand, le 24 octobre 1982, les manifestants scandent « Turquie fasciste hors d'Arménie »<sup>1295</sup>, à l'occasion de la manifestation du MNA pour l'anniversaire de l'opération Van. Les horizons révolutionnaires se sont en effet rétrécis, même si des alliances subsistent : le 16 janvier 1982, lors de la manifestation pour Mardiros Jamgotchian, Libération arménienne reçoit un télégramme de solidarité de l'association des étudiants kurdes. Plus tard, lors de la manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian, le 3 février 1983, l'UEJA est signataire d'un tract : « À bas la junte militaire turque, à bas l'impérialisme mondial, vive la lutte des peuples arménien, kurde et turc »<sup>1296</sup>.

L'expérience manifestante s'exprime par la forme chorale des slogans, qui galvanisent, en se référant à la lutte armée, et qui diabolisent, en accusant la Turquie. Car les mobilisations se veulent offensives : au cours de la manifestation pour Mardiros Jamgotchian, en décembre 1982, la voix du responsable du MNA, Ara Toranian, « vibre » : la « rage au cœur, on hurle des slogans, "Europe complice de la Turquie fasciste", "Liberté pour Mardiros", "Nous sommes tous des combattants arméniens" »<sup>1297</sup>. Les slogans, scandés en défilant, attestent du volontarisme des manifestants et de la relation complémentaire du corps et de la voix, dont l'intonation évolue au cours du défilé. Ce rythme s'apparente à une partition qui fait respirer l'appropriation des rues de Paris. Le changement de slogan, selon l'espace traversé, est significatif du lien entre le mot clamé et le lieu parcouru, qui se nourrissent mutuellement. Quand les manifestants

<sup>1292</sup>AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : « Rassemblement organisé par le mouvement "Libération Arménienne" », 1<sup>er</sup> octobre 1981.

<sup>1293</sup>APP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu des RGPP, 4 février 1983.

<sup>1294</sup>Mourad Papazian. « Coupable ou non, nous soutenons Sassounian ». *Haiastan* n°432, mai 1982, p. 7-9.

<sup>1295</sup>APP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu des RGPP : « Manifestation arménienne pour le premier anniversaire de la prise d'otage du consulat général de Turquie à Paris », 25 septembre 1982.

<sup>1296</sup>APP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Rapport des RGPP : « Manifestation du "Mouvement National Arménien" après l'exécution de Lévon Ekmekdjian », 4 février 1983.

<sup>1297</sup>*Hay Baykar* n°45, 22 décembre 1982-12 janvier 1983, p. 3.

approchent du lieu convoité, les slogans deviennent plus revendicatifs, exigeant fermement la libération des prisonniers. La rencontre avec la police peut être l'occasion de s'exprimer davantage. Ainsi lors de la manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian, le 3 février 1983 : « À la vue de l'important barrage policier, sur plusieurs dizaines de mètres, les slogans redoublent de violence »<sup>1298</sup>. Les cris montrent que les manifestants se sentent légitimes, libres de s'époumoner. Lors de la manifestation pour soutenir les quatre membres de l'opération Van, les manifestants crient : « 40 otages à Paris, 70 000 en Turquie », en référence au nombre d'Arméniens en Turquie<sup>1299</sup>. Le journal *Hay Baykar* évoque aussi des cris et des « hurlements », offensifs et déterminés<sup>1300</sup>.

## 2) La multiplicité des lieux investis

### -Le consulat turc, lieu ennemi

Le consulat turc est la cible récurrente des manifestations. La présence répétée des Arméniens près de ce lieu le nourrit de strates d'usages passés depuis le début des années 1970. Pour les Arméniens, manifester devant une représentation diplomatique turque, c'est se rendre symboliquement sur le territoire de l'ennemi, qui est en fait leur territoire, celui dont ils ont été chassés. Le 24 septembre 1981, le consulat de Turquie à Paris est le théâtre d'une confrontation directe entre Turcs et Arméniens : un commando de l'ASALA, constitué de quatre jeunes Arméniens du Liban, y pénètre les armes à la main et retient en otage une cinquantaine de personnes, entre 11h et 3h du matin le lendemain. Un employé de la sécurité est tué et le vice-consul général, ainsi que deux membres du commando, sont blessés dans des échanges de coups de feu. Après plusieurs heures de négociation, le commando se rend sans avoir obtenu ce qu'il exigeait, à savoir la libération d'Arméniens détenus en Turquie. La médiatisation en direct de l'évènement, notamment à la télévision, marque un tournant dans la lutte armée arménienne et contribue à installer la question arménienne dans le paysage politique français. Le recours à la prise d'otages n'est pas nouveau : il rappelle l'attaque de la banque ottomane en 1896, qui a fait l'objet de plusieurs récits, en particulier celui d'Armen Garo<sup>1301</sup>, l'un des 26 activistes engagés dans l'opération. Ce n'est pas tant l'attaque du consulat qui nous intéresse ici, que le

---

<sup>1298</sup> « Combat. Après la pendaison de Lévon Ekmekdjian. Manifestation contre le consulat de Turquie à Paris ». *Hay Baykar* n°48, 10 février 1983 au 24 février 1983, p. 4.

<sup>1299</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Rapport des RG, 28 septembre 1981.

<sup>1300</sup> AC. « 40 otages au consulat, 4000 Arméniens dans la rue ». *Hay Baykar* n°27, octobre-novembre 1981, p. 9.

<sup>1301</sup> « Les mémoires de Armen Garo. L'affaire de la banque ottomane ». *Arménia* n°81, février 1984, p. 32-34.

rassemblement improvisé à proximité, en soutien aux quatre preneurs d'otages, une mobilisation rapportée à la télévision<sup>1302</sup>. Le rôle des Arméniens rassemblés est à la fois indirect, puisqu'ils composent le public de la mise en scène de l'attaque, et direct, car ils sont acteurs du soutien aux combattants. Les archives publiques, les entretiens avec des militants (dix sur les 80 présents alors) et la presse communautaire s'accordent à considérer qu'il s'agissait d'un rassemblement spontané (les manifestants n'étaient pas au courant de la prise d'otages), une mobilisation, peut-être improvisée en quelques coups de téléphone :

« Voilà, écoutez, prise d'otages, ce qu'on voit, c'est qu'il y a les forces de police qui font le siège, il y a des manifestants turcs qui sont là. Nous, on se dit notre place, c'est d'être là-bas. On y va. On y est allé, on n'était pas préparé, on n'était pas armé, on n'avait rien, pas d'armes. On voulait simplement exprimer notre soutien et dire "la communauté arménienne est avec vous". Il y a eu une petite échauffourée avec les Turcs, un coup de couteau, un blessé côté arménien »<sup>1303</sup>.

La scène semble rejouer un épisode douloureux du passé. Elle révèle la force des liens entre les membres d'une communauté diasporique face à l'ennemi turc, quels que soient l'appartenance partisane, l'origine géographique et l'âge (des grands-mères sont présentes). Deux militantes des deux mouvements politiques opposés, déjà citées à propos de la manifestation réprimée du 24 avril 1976, qui les avait galvanisées, posent à nouveau un regard semblable sur ce rassemblement improvisé. Valérie, militante à Libération arménienne, qui a ensuite régulièrement rendu visite aux preneurs d'otage emprisonnés, mentionne les tensions qui se jouent, ce jour-là, entre les Turcs, les Arméniens et les forces de l'ordre françaises. Elle exprime aussi la solidarité entre Arméniens, issus de pays différents :

« La police était au milieu, et à droite il y avait les Turcs et à gauche il y avait les Arméniens, t'imagines [...]. Il y avait les curés même, je me souviens. En fait, la police avait très peur qu'il y ait un mouvement. À l'intérieur les garçons [les auteurs de la prise d'otages] avaient dit : "si jamais il se passe quelque chose, on fait péter tout l'immeuble". La police avait très peur, elle venait nous voir nous, et disait : "ceux d'en face [les Turcs] sont moins cultivés que vous, soyez intelligent, restez calmes". On est resté jusqu'au bout pratiquement. Nous on ne voulait pas qu'il se passe quelque chose, on ne voulait pas qu'ils meurent, on criait pour qu'ils nous entendent, "on est là, on vous soutient". On criait très fort pour qu'ils entendent qu'on était là et qu'ils n'étaient pas tous seuls et que les Arméniens de France étaient quand même là »<sup>1304</sup>.

Le récit rétrospectif d'Isabelle, de la mouvance *dachnak*, venue soutenir les preneurs d'otages, insiste sur la terreur que suscitent les Turcs, malgré le temps écoulé depuis le génocide, organisé

---

<sup>1302</sup> BN, INA, TF1 et FR3, 24 septembre 1981.

<sup>1303</sup> Entretien avec Ara Toranian, février 2018.

<sup>1304</sup> Entretien avec Valérie Gortzounian, juin 2017, voir aussi le chapitre 3 sur les militantes.

de surcroît sur un autre territoire :

« La consigne c'était : "ne parlez pas arménien parce que vous risquez de vous faire agresser". C'est très, très, très tendu, et à un moment donné, il y avait des cordons de police qui bloquaient, et à un moment donné devant nous, quelqu'un a pris une bouteille, un truc, et l'a cassé comme ça, contre le trottoir et il nous a foncé dessus, et le cordon de police nous empêchait de nous enfuir. Ils [les policiers] ne comprenaient pas trop ce qui se passait. [...] On a appris que justement le beau-frère de Jacky avait reçu un coup de couteau dans le ventre. C'était un ami de troupe de danse. C'était vraiment un événement que j'avais oublié, qui a été extrêmement marquant, où on a eu peur, et où la première fois de ma vie, j'ai senti la peur que pouvaient ressentir les Arméniens quand ils vivaient en Turquie. Je me suis dit : "ils vivaient dans la terreur". À tout moment on a vu la sauvagerie turque dans sa capacité à dépasser des limites »<sup>1305</sup>.

Un Arménien de 20 ans témoigne aussi dans *Hay Baykar* de la violence turque : « Les Turcs sont habitués à faire pleuvoir les insultes et les coups [...]. J'ai l'impression que les massacres ne se sont pas terminés, que les Turcs ont juré, où que nous soyons, de nous pourchasser comme des chiens »<sup>1306</sup>. Pour les Arméniens présents ce jour-là, le face-à-face suscite des réminiscences. Comme en 1915, les Turcs semblent organisés pour reproduire l'assaut. Cette scène s'interrompt quand la police évacue les deux groupes qui rejouent symboliquement, en diaspora, un épisode du passé, un affrontement physique entre les Turcs, bourreaux, et les Arméniens, victimes.

La disproportion des forces en présence (200 Turcs / 80 Arméniens), les hurlements des Turcs (« Arméniens assassins »<sup>1307</sup>, « fusillez-les »<sup>1308</sup>), leur armement (rasoirs, chaînes...) et les heurts violents (des Arméniens sont blessés) ravivent la mémoire du génocide. En un autre temps et un autre lieu, porteur d'autres histoires, l'issue de la confrontation diffère toutefois, grâce à la police française. En s'interposant, celle-ci limite les débordements : alors que des Arméniens commettent une prise d'otages, la force publique comprend que le risque vient aussi des Turcs, qu'une note des RG qualifie de « dangereux »<sup>1309</sup>, ce qui marque la prise de conscience de leur violence. La scène apparaît *in fine* réparatrice : la menace turque, le rassemblement des Arméniens et le soutien aux preneurs d'otages recréent des liens au sein de la communauté arménienne, que des chants verbalisent. Les Arméniens redécouvrent ainsi leur

---

<sup>1305</sup> Entretien avec Isabelle Bédikian, novembre 2018.

<sup>1306</sup> « Témoignages ». *Hay Baykar* n°27, octobre-novembre 1981, p. 5.

<sup>1307</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. AFP-PF96 : « Consulat Turquie. Bousculade entre manifestants turcs et arméniens », 25 septembre 1981.

<sup>1308</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. AFP-0512 : « Consulat Turquie. Manifestation turque boulevard Haussman », 24 septembre 1981.

<sup>1309</sup> AN. 20030072/1 Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Notes des RG : « Communauté arménienne. Terrorisme arménien », 25 septembre 1981.



appartenance et veulent revenir pour demander l'octroi du statut de prisonnier politique aux preneurs d'otages. 66 ans plus tard, si rien n'a changé, tout a en fait changé.

Les consulats turcs sont visés par d'autres manifestations des deux mouvements politiques principaux, à Paris et à Lyon. Du côté du parti *Dachnaktsoutioun*, Abraham Achdjian est enlevé au Liban, le 29 décembre 1982. Il est le seul à ne pas être accusé d'attentat dans cette typologie, mais les protestations en sa faveur présentent les mêmes caractéristiques que celles pour les auteurs d'attentats. Une manifestation, regroupant les trois partis politiques traditionnels, est organisée dans les deux villes, pour protester contre son enlèvement, attribué aux services secrets turcs. Un appel au « rassemblement pacifique » devant les consulats de Turquie a lieu le même jour, le 21 janvier 1983, à Paris à 18h et à Lyon à 18h30 (et aussi à Marseille et à Valence). Le MNA a également condamné l'acte et appelle à l'unité<sup>1310</sup>. La présence et la prise de parole d'autres partis, comme le parti *hintchak*, à Paris, et le soutien d'autres structures de la communauté, comme la radio arménienne *Ask*, qui émet en Île-de-France, l'attestent. Le nombre de manifestants, de 300 à 500 personnes selon *France-Arménie*<sup>1311</sup>, et la durée de la mobilisation, 2h, sont caractéristiques des manifestations arméniennes. À cela s'ajoute l'usage des deux langues : le panneau « Libérez Achdjian », en français, alterne avec le panneau écrit en arménien, « Combat, ensemble, victoire », déjà brandi à la manifestation pour Hampig Sassounian, en mai 1982<sup>1312</sup>. La maîtrise des codes de la manifestation est confirmée par la présence d'un mégaphone et le relais auprès du politique. Outre la lecture de deux motions, demandant à la France de condamner la Turquie et de protéger les Arméniens, une délégation du parti *Dachnaktsoutioun* est reçue à Paris par le directeur du cabinet de Joseph Fransceschi, alors secrétaire d'État à la sécurité et maire d'Alfortville, où vit une importante communauté arménienne.

Du côté du MNA, d'autres manifestations ont lieu près des consulats turcs à Paris et à Lyon, pour soutenir Lévon Ekmekdjian, auteur de l'opération Garin, dont le nom renvoie à une action de *fédais* en 1880. Le combattant armé est pendu par la Turquie, le 29 janvier 1983, alors qu'une manifestation de soutien était déjà programmée. L'étude de cette mobilisation permet d'analyser ses formes métissées, mêlant appartenance arménienne et française, hybrides, entre deuil et revendication, associant des registres qui semblent s'opposer -registre conventionnel et registre révolutionnaire-, dynamique des corps offensive et incapacité à atteindre la cible, à

---

<sup>1310</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), note sur la communauté arménienne (1970-1988). Rapport des RG, 19 janvier 1983.

<sup>1311</sup> « Libérez Achdjian ». *France-Arménie* n°10, février 1983, p. 1 et 12. Voir en annexes, photo n°25 p. 474.

<sup>1312</sup> Papiers privés de Satenig Batwagan-Toufanian.

savoir le consulat. Le métissage se lit, en effet, dans la co-présence des appartenances. Le MNA a cherché à donner un caractère unitaire à cette manifestation, pour mettre en avant l'appartenance arménienne et non partisane. À Paris, il a fait disparaître la mention « pour l'ASALA » accolée à son nom (MNA), depuis que l'ASALA a multiplié les attaques indiscriminées : il s'agit alors d'éviter toute accusation de soutien au terrorisme. La suppression est effective dans le n°47 de *Hay Baykar*<sup>1313</sup> et le nom ASALA disparaît des banderoles. À 19h50, une prise de parole en langue arménienne appelle à rejoindre la lutte, elle est suivie de chants patriotiques. Partie de la place Saint-Augustin, l'itinéraire suit la rue la Boétie ; il atteint la rue d'Argenson, puis l'avenue Percier, avant de s'engager boulevard Haussmann, occupant le côté droit de la chaussée. Le parcours des rues parisiennes est ponctué de slogans qui désignent l'ennemi : « Turquie assassin du peuple arménien »<sup>1314</sup>; ils alternent le « on » et le « nous », pour soutenir le combattant mort : « Lévon, on te vengera », « Lévon Lévon, nous te vengerons »<sup>1315</sup>.

La mobilisation est aussi hybride, elle relève du deuil, comme en attestent le port de roses qui rendent hommage au combattant mort, mais elle vise aussi à dénoncer l'exécution du combattant. Manifester contre la Turquie permet de mettre en avant son négationisme et celui de ses partenaires, « ceux qui collaborent à la négation du génocide »<sup>1316</sup>. En outre, l'hybridité se lit aussi dans le mélange des registres, les slogans reprenant un discours anti-impérialiste : «Turquie fasciste hors d'Arménie »<sup>1317</sup>. Une militante de l'UEJA accuse la Turquie : « la clique d'Evren est devenue le bourreau des révolutionnaires afin de rétablir les objectifs de la politique de stabilisation des États impérialistes »<sup>1318</sup> ; elle associe les peuples kurde et turc à la lutte arménienne. Les slogans placent ensuite les terres au centre des revendications : « Nos terres, nos terres, nous les aurons ». Déterminés, les manifestants reprennent en cœur : « Lévon, Zhorab après toi le combat continue »<sup>1319</sup>. À Lyon, ils scandent : « Lévon pendu, le combat continue ! »<sup>1320</sup>. Les manifestants recourent aussi à des moyens conventionnels, avec une

<sup>1313</sup> *Hay Baykar* n°47, Mouvement national arménien, 27 janvier 1983 au 10 février 1983.

<sup>1314</sup> « Combats. Après la pendaison de Lévon Ekmekdjian. Manifestation contre le consulat de Turquie à Paris ». *Hay Baykar* n° 48, 10 février 1983 au 24 février 1983, p. 4.

<sup>1315</sup> *Ibid.*

<sup>1316</sup> *Ibid.*

<sup>1317</sup> « Témoignages ». *Hay Baykar* n°27, octobre-novembre 1981, p. 5.

<sup>1318</sup> PP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu chronologique des RGPP : « Manifestation du "Mouvement National Arménien" après l'exécution de Lévon Ekmekdjian », 4 février 1983. Voir en annexes, photo n°26, p 475.

<sup>1319</sup> « Combats. Après la pendaison de Lévon Ekmekdjian. Manifestation contre le consulat de Turquie à Paris ». *Hay Baykar* n° 48, 10 février 1983 au 24 février 1983, p. 4.

<sup>1320</sup> Karékine Artinian. « Combats. Lyon : après la mort de Lévon Ekmekdjian. Rassemblement devant le consulat de Turquie à Lyon ». *Hay Baykar* n°49, 4 mars 1983 au 18 mars 1983, p. 3.

intervention au Conseil de l'Europe en faveur du combattant. Enfin, dans les deux villes, le bâtiment turc est simplement approché, en raison des pressions turques. À Paris, les militants sont arrêtés à 300 mètres du consulat par les forces de police. À 20h35, un responsable prend la parole pour dénoncer « l'État français [qui], en nous empêchant d'aller devant le consulat turc, a cédé devant les exigences de l'État turc ». Il ajoute toutefois : « mais on a prouvé que le consulat ne nous fait pas peur »<sup>1321</sup>.

-L'église, lieu sûr et sacré ?

Ciment de la communauté, l'église est le point de rassemblement ou de départ de nombreuses protestations, comme celles en soutien aux auteurs de l'opération Van, organisées par Libération arménienne, devenue MNA en mars 1982. Des manifestations ont ainsi lieu le 27 septembre 1981 (1500 participants), le 1<sup>er</sup> octobre 1981 (4000 manifestants) et un an plus tard, le 24 septembre 1982 (1500 personnes), pour célébrer le premier anniversaire de la prise d'otages au consulat de Turquie<sup>1322</sup>. La diminution du nombre de participants tient au fait que, à l'été 1982, les actions peu lisibles de l'ASALA ont fragilisé le MNA. En tant qu'institution, l'Église apparaît aussi fédératrice : à la fin de la manifestation pour Lévon Ekmekdjian et Zohrab Sarkissian, à Paris, à 20h45, le responsable du MNA invite les 300 manifestants encore présents à assister à des messes de requiem à sa mémoire, à Paris, à Issy-les-Moulineaux et à Alfortville, le dimanche 6 février 1983.

Cependant, l'Église ne partage pas les vues des mouvements politiques arméniens, notamment à propos de l'organisation des manifestations. Animée par le respect des valeurs établies et le soutien à l'Église d'Arménie soviétique (à Etchmiadzine<sup>1323</sup>), l'institution religieuse s'oppose aux actions terroristes. Lors de la mobilisation de Libération arménienne, le 27 septembre 1981, l'un des responsables laïcs rejette ainsi à l'idée d'une manifestation. L'Église se montre en effet prudente à l'égard d'une organisation qui se caractérise par sa « dépendance financière vis-à-vis de la diaspora »<sup>1324</sup>. À la sortie de la messe, à 11h15, le responsable de Libération arménienne veut organiser un cortège de l'église à la place Beauvau

---

<sup>1321</sup> PP. BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu chronologique des RGPP : « Manifestation du "Mouvement National Arménien" après l'exécution de Lévon Ekmekdjian », 4 février 1983.

<sup>1322</sup> Astrig Cournalian. « Manifestation de soutien aux combattants arméniens ». *Hay Bakar* n°39, 29 septembre 1982 au 13 octobre 1982, p. 4.

<sup>1323</sup> Anahide Ter Minassian. « Nation et religion. L'Église arménienne ». *Études*, juin 1980, p. 809-823.

<sup>1324</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats arméniens. Note des RG : « Communauté arménienne », 28 septembre 1981.

et des tracts sont distribués, « Liberté pour nos fedayis »<sup>1325</sup> ; mais comme l'institution religieuse s'y oppose, il doit réduire le trajet. Il invite alors à un rassemblement pour aller à l'Élysée, le 1<sup>er</sup> octobre 1981, « que cela plaise ou non à l'Église »<sup>1326</sup>. Le journal *Hay Baykar* dénonce du reste les « organisations vassales »<sup>1327</sup>, dont fait partie l'Église. Comme dans le passé, les manifestants n'hésitent pas à exprimer leurs désaccords avec l'institution religieuse, soit par la parole, soit par des bruits, ainsi, ils sifflent quand des représentants de l'Église leur demandent de partir.

L'Église s'oppose aussi à la manifestation organisée par la mouvance *dachnak* pour Abraham Achdjian, en janvier 1983. La mouvance lui répond sur un ton accusateur : « Et toi notre Église où étais-tu ? »<sup>1328</sup>. Plus tard, l'Église refuse, le samedi 17 septembre 1983, d'agréer à la demande du *Nor Seround* d'organiser en son sein une veillée funèbre à la mémoire des cinq membres de l'ARA, Armée révolutionnaire arménienne, qui ont commis une opération suicide à Lisbonne, à l'été 1983. Un groupe de cinq Arméniens se laisse enfermer à l'intérieur de l'église, dont les autres manifestants menacent de briser les portes si les autorités religieuses continuent à refuser de leur ouvrir. Pour éviter un incident, l'archevêque Monseigneur Kud Nakachian les laisse entrer ; il se dit toutefois « victime du fait accompli »<sup>1329</sup> et refuse de cautionner l'intrusion. L'église rouvre vers 21h et des militants du MNA arrivent vers 22h. Une centaine de participants se tient devant les portraits des martyrs<sup>1330</sup>. Le lendemain, lors de la messe, l'archevêque condamne les méthodes du terrorisme et accepte de prier pour les défunts. Le compte rendu de *Haiastan* reflète une déception envers l'institution religieuse : « Un seul point noir tâchait cette douloureuse cérémonie. En effet, l'Église arménienne refusait d'ouvrir ses portes »<sup>1331</sup>. Un rapport des RG conclut : « Il n'est pas courant que les militants de la mouvance *dachnak* osent ainsi braver les autorités religieuses arméniennes. L'incident est de nature à altérer les rapports entre un parti traditionnel modéré et une Église qui, par tempérament, veut se tenir à l'écart de la lutte armée, tout en manifestant sa compréhension à l'égard des "combattants" »<sup>1332</sup>. L'hommage devient ensuite annuel à la date anniversaire et

---

<sup>1325</sup> AMEA. Europe-Turquie (1981-1985), 1930 INVA/5575. Projet de tract devant être distribué, 17 octobre 1981.

<sup>1326</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats arméniens. Rapport des RG, 28 août 1981.

<sup>1327</sup> AC. « 40 otages au consulat. 4000 Arméniens dans la rue ». *Hay Baykar* n°27, octobre-novembre 1982, p. 9.

<sup>1328</sup> « Arménien, où étais-tu ? ». *Haiastan* n°439, février 1983, p. 12.

<sup>1329</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Fiches hebdomadaires 1983-1984, Rapport des RG : « Arméniens », 19 septembre 1983.

<sup>1330</sup> « Veillée funèbre pour les cinq de Lisbonne ». *Hay Baykar* n°61, 29 septembre-13 octobre 1983, p. 3.

<sup>1331</sup> « Veillée en mémoire des cinq combattants de Lisbonne ». *Haiastan* n°445, octobre 1983, p. 6.

<sup>1332</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Fiches hebdomadaires sur la communauté arménienne (1983-1984), Rapport des RG : « Arméniens », 19 septembre 1983.

l'événement est rappelé, ainsi le 24 avril 1985, un responsable de la mouvance *dachnak*, équipé d'un mégaphone, rend hommage aux militants de l'ARA<sup>1333</sup>.

En diaspora, la position de l'Église arménienne envers les acteurs de la lutte armée n'est toutefois pas uniforme. Pour rendre hommage aux martyrs de l'attentat de Lisbonne, des messes sont célébrées en de nombreux lieux de la diaspora<sup>1334</sup>. En Iran, l'Église leur rend ainsi hommage avec faste, ce que l'Église arménienne en France lui reproche. Ces différences au sein de la diaspora pourraient s'expliquer par un contexte spécifique en pays musulman : la répression à l'encontre des minorités chrétiennes, depuis la prise du pouvoir de Khomeini en Iran en 1979, une répression qui renforce la solidarité intra-arménienne. À la fin du printemps 1983, 17 écoles arméniennes ont en effet fermé à Téhéran et la Turquie soutient cette répression iranienne. Une résistance s'organise en Iran, des étudiants arméniens refusent de rédiger en persan et rendent feuille blanche à leurs examens<sup>1335</sup>. L'Église d'Iran joue le rôle de refuge pour sa communauté persécutée, qu'elle soutient.

---

<sup>1333</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Paris. Rapport des RGPP, Document de travail : « Compte rendu de cérémonies. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », 26 avril 1985.

<sup>1334</sup> « Les messes en mémoire des cinq combattants morts à Lisbonne à travers le monde ». *Haiastan* n°445, octobre 1983, p. 7.

<sup>1335</sup> « Les Ayatollahs ferment 17 écoles arméniennes à Téhéran ». *Hay Baykar* n° 74, quinzaine du 1<sup>er</sup> juin-15 juin 1984, p. 3.

-Les lieux des représentations diplomatiques, lieux du monde

Du fait de la présence de la diaspora arménienne sur tous les continents, la géographie des attentats est mondiale, tandis que les représentations diplomatiques cristallisent la lutte arménienne. Les manifestations qui les visent entretiennent des caractéristiques communes : elles recourent aux motions, elles mobilisent des groupements créés pour la circonstance, elles dénoncent la Turquie et la France, désignée comme l'alliée de pays complices de la Turquie. Les revendications, sectorielles, portent essentiellement sur la libération des prisonniers. L'ambassade des États-Unis, de Suisse, de Yougoslavie deviennent aussi des lieux de manifestations.

Le 14 janvier 1982, l'ambassade de Suisse est visée par des militants de Libération arménienne, venus soutenir Mardiros Jamgotchian, rassemblés à la station Sèvres-Babylone. La manifestation passe par la rue de Babylone et le boulevard des Invalides pour aboutir à l'ambassade de Suisse, 142 rue de Grenelle. Commencée à 18h20, elle rassemble d'abord 20 personnes à la sortie du métro, derrière la banderole : « Suisse complice de la Turquie fasciste »<sup>1336</sup>. À 18h35, les manifestants sont au nombre de 80 et scandent : « Liberté pour les prisonniers politiques arméniens », « Liberté pour Mardiros », « La Turquie au banc des accusés »<sup>1337</sup>. L'UEJA distribue des tracts et vend *Hay Baykar*. À 19h50, une délégation de trois personnes, conduite par le responsable de Libération arménienne, est reçue à l'ambassade, pour protester contre la décision de justice portant à 15 ans la réclusion de Mardiros Jamgotchian. La manifestation s'achève avec le dépôt d'une motion. Le 16 décembre 1982, une manifestation a lieu devant les représentants du conseil de l'Europe, 55 avenue Kleber, à Paris, en raison du refus du tribunal fédéral de Lausanne de réviser le procès du prisonnier. Une centaine de personnes sont présentes.

L'ambassade des États-Unis est, quant à elle, visée par la mouvance *dachnak*. Hampig Sassounian, qui a participé à un attentat contre le consul général de Turquie à Los Angeles, le 28 janvier 1982, est en effet emprisonné aux États-Unis. Le 5 mai 1982, une manifestation est organisée par la FRA-*Nor Seround* et le comité de soutien à Hampig Sassounian. Elle part de la place Saint-Augustin pour aboutir à quelques mètres de l'ambassade des États-Unis, place de la Concorde. Environ 700 personnes sont présentes : selon les militants, la mauvaise météo expliquerait leur nombre restreint. Les manifestants condamnent l'attitude du pouvoir turc et

---

<sup>1336</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Note des RG : « Manifestation de sympathisants du "Mouvement de Libération Arménienne" en faveur des membres de l'Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie (ASALA), incarcérés à Genève et à Fleury-Mérogis », 15 janvier 1982.

<sup>1337</sup> *Ibid.*

dénoncent la complicité du gouvernement des États-Unis, qui appuie la Turquie au plan financier et militaire. Les banderoles, où figurent les initiales de la FRA, soutiennent le CJGA et réclament la libération du prisonnier arménien : « Libérez Sassounian ». Longues et amplement déployées, elles attestent de la maîtrise de l'espace. Les slogans, porteurs de revendications territoriales, s'en prennent à la Turquie : « Nos terres, nos terres nous les prendrons », « La Turquie occupe nos territoires, les États-Unis complices, dehors, dehors les occupants »<sup>1338</sup> ou « Turquie fasciste, USA complices »<sup>1339</sup>. Ces slogans semblent faire écho à la manifestation de Libération arménienne pour Mardiros Jamgotchian, où la Suisse était déjà qualifiée de « complice ». Place de la Concorde, une délégation porte une motion à l'ambassade des États-Unis. Le représentant du Comité de soutien à Hampig Sassounian et du parti *Dachnakstsoutioun* prononcent des discours. À Lyon, la presse régionale (*Lyon matin* et *Le Progrès*) mentionne la manifestation.

#### **Manifestation de la FRA/NS en faveur de Hampig Sassounian, le 5 mai 1982**



Source. *Haiastan* n°432, mai 1982, p. 7.

À Paris, une autre manifestation, prévue le 26 mars 1983 vers le consulat de Turquie, mais interdite, se déroule à nouveau près de l'ambassade américaine. Un responsable du parti

---

<sup>1338</sup> *Ibid.*

<sup>1339</sup> Mourad Papazian. « Coupable ou non, nous soutenons Hampig Sassounian ». *Haiastan* n°432, mai 1982, p. 7-9.

*Dachnaksoutioun* dénonce les autorités françaises qui ont interdit le rassemblement face au consulat de Turquie et ont empêché les manifestants de se rapprocher de l'ambassade des États-Unis. Il rappelle la collusion entre la Turquie et les États-Unis. Les slogans soutiennent le prisonnier, « Nous sommes tous des Sassounian », défendent la lutte armée, « Arménie, lutte armée », et dénoncent la Turquie, « Arménie vaincra-Turquie paiera »<sup>1340</sup>. Une affiche réclame la libération du prisonnier, « Libérez Sassounian »<sup>1341</sup>, et le drapeau de la mouvance est déployé en tête du cortège. Enfin, une motion est lue et doit être déposée à l'ambassade. Dans un contexte de rivalités entre organisations arméniennes, le compte rendu du MNA tempère la dimension politique de la manifestation : « les slogans se limitèrent exclusivement au soutien à Sassounian »<sup>1342</sup> ; il mentionne aussi l'agression d'un représentant du MNA par le service d'ordre du parti *Dachnaksoutioun*. Le 23 avril 1984, en raison du report du procès d'Hampig Sassounian<sup>1343</sup>, une veillée est organisée à l'ambassade des États-Unis et s'achève le lendemain matin. Les manifestants dénoncent des perquisitions illégales du FBI et réclament la libération du prisonnier.

Les représentations diplomatiques yougoslaves sont aussi visées par la mouvance *dachnak*, en soutien à Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian<sup>1344</sup>, accusés d'avoir tué, le 9 mars 1984, l'ambassadeur turc de Belgrade. Le 26 avril 1984, des manifestations exigent l'annulation de leur jugement<sup>1345</sup>. À Paris, 300 personnes (200 selon le MNA) sont présentes, à 18h45, place du Paraguay, pour protester contre le verdict rendu et les vices de procédures. Quelques membres du MNA et des *hintchaks* sont présents. À Lyon, elles regroupent entre 40 et 50 personnes, à l'appel du CDPCCA, Comité de défense des prisonniers combattants de la cause arménienne, affilié au parti *Dachnaksoutioun*. Les manifestants scandent « Yougoslavie, Turquie, complices »<sup>1346</sup>. À Lyon, le consul n'a pas voulu recevoir la délégation. Le CDPCCA dénonce le « caractère scandaleux » du procès, le 9 mars 1984, qui comporte des irrégularités. Le Comité publie dans *Le Monde*<sup>1347</sup> un communiqué et une motion est déposée à l'ambassade

---

<sup>1340</sup> *Ibid.*

<sup>1341</sup> BA 2327, chemise 89501, Colonie arménienne de Paris (1947-1987). Compte rendu des RGPP : « Manifestation en faveur de Hampig Sassounian », 27 mars 1983.

<sup>1342</sup> « Brèves. Manifestation Sassounian ». *Hay Baykar* n°51, 31 mars au 14 avril 1983, p. 16.

<sup>1343</sup> « Manifestations de soutien à Hampig Sassounian ». *Haiastan* n° 448-449, mars-avril 1984, p. 22-23.

<sup>1344</sup> « Soutien à Lévonian et Elbékian. Manifestations à Paris, Lyon, Athènes ». *France-Arménie* n°24, mai 1984, p. 7.

<sup>1345</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Fiches hebdomadaires sur la communauté arménienne en France et dans le monde (1983-1984), Rapport des RG, 2 mai 1984.

<sup>1346</sup> « Lyon. Manifestation pour Lévonian et Elbékian ». *Hay Baykar* n°72, 4 mai au 18 mai 1984, p. 6.

<sup>1347</sup> « Soutien à Lévonian et Elbékian. Manifestations à Paris, Lyon, Athènes ». *France-Arménie* n°24, mai 1984, p. 7.



de Yougoslavie à Paris, pour l'annulation en appel du procès pour vice de forme. En diaspora, des manifestations ont aussi lieu, comme à Athènes.

### 3/ Les lieux de la justice, lieux de la répression

Les procès des Arméniens accusés d'attentats sont prétextes à des manifestations qui permettent de publiciser la question arménienne. Celui des quatre auteurs de l'opération Van se tient à Paris, entre le 24 et le 31 janvier 1984. Des manifestations de soutien à la prise d'otages s'organisent dans les espaces de la diaspora, comme en Grèce, et sont réprimées. En France, les jours de procès, des rassemblements retransmis par la radio *Ask*, sont organisés par le MNA et le CSPPA, aux abords du Palais de justice à Paris. Elles occasionnent des violences policières, qui s'expliquent par deux séries de raisons, globale et locale. Au niveau global, toutes ces actions ont été interdites par arrêté préfectoral, sous prétexte qu'elles pouvaient perturber l'ordre public et parce qu'il s'agissait d'un événement de politique internationale. Les ordres d'intervention sont donnés au niveau du cabinet du Préfet (Guy Fougier à ce moment-là), voire du ministre de l'Intérieur (Gaston Defferre, ancien maire de Marseille, où la communauté arménienne est importante), sans doute en lien avec le Quai d'Orsay. Les violences sont aussi liées au contexte local, au moment manifestant, et donc au comportement sur place des policiers, qui réagissent à l'opiniâtreté des manifestants. Celle-ci tient à ce que l'interdiction de manifester est venue tard. Cette opiniâtreté s'explique aussi par l'affaiblissement du MNA, du fait de dissensions internes. Une collecte de fonds pour le procès, organisée du 19 au 23 décembre 1983, s'est aussi révélée décevante. Faute de moyens financiers, le MNA a dû renoncer à certains projets (comme la distribution de tracts et un meeting). Les manifestations apparaissent dès lors comme un moyen de se remobiliser, en interne et en externe, face au parti *Dachnaktsoutioun*. Du côté policier, les interpellations visent à éviter l'organisation d'autres manifestations : il s'agit de « tenter d'intimider les Arméniens »<sup>1348</sup>, d'autant plus que la dernière manifestation est prévue le samedi, un jour où l'effectif manifestant est potentiellement plus élevé.

L'insistance des manifestants à occuper la rue dans le moment manifestant, face aux forces de l'ordre, et dans la durée, par le nombre d'actions manifestantes, témoigne d'une maîtrise des codes protestataires. La première manifestation a lieu Place Dauphine, le 24 janvier 1984, à 18h, quand prend fin la première audience. Face à de nombreux CRS, les manifestants,

---

<sup>1348</sup> « 24-28-31 janvier : Les manifestations de CRS contre les Arméniens ». *Haiastan* n°448-449, mars-avril 1984, p. 29.

qui veulent témoigner pacifiquement leur solidarité aux prisonniers, sont refoulés vers le Pont Neuf. À 18h30, 74 interpellations sont réalisées<sup>1349</sup>. Les manifestants sont libérés à 21h, après vérification de l'identité de 70 d'entre eux. La deuxième action manifestante a lieu le 25 janvier : neuf militants s'accrochent aux grilles du Palais de justice pendant 30 minutes, ils crient des slogans et la police intervient. Le choix de ce répertoire d'action peut s'expliquer, car il est difficile, sur la durée, de mobiliser du monde et de n'organiser que des manifestations. La radicalité de l'action permet alors de compenser un effectif plus faible. Ensuite, le 28 janvier 1984, deux rassemblements sont prévus le matin, l'un au Père-Lachaise, pour honorer la mémoire d'Antranig, et l'autre à Ivry, pour honorer celle de Manouchian, alors que le quarantième anniversaire du groupe Manouchian approche. Lors de son discours à Vienne, le 7 janvier 1984, le président François Mitterrand avait encouragé à commémorer Manouchian et le MNA s'est rapproché de la JAF-UCFAF. Après les interpellations des militants lyonnais, venus en TGV, les manifestants, se rendent, l'après-midi, au quartier latin, « criant des slogans hostiles à l'état fasciste turc »<sup>1350</sup>. Cinq foyers de groupements mobiles parcourent le Quartier latin. Les lieux de rassemblement étant multiples, « la frontière entre la rue en manifestation et la rue sans manifestation est imprécise, poreuse »<sup>1351</sup>. Les manifestants bloquent la circulation, en déployant régulièrement la banderole rouge *Hayasdan*, face aux CRS, entre 15h et 19h, révélant leur maîtrise de la rue : « ce manège dura de 3h de l'après-midi jusqu'à 7h30 du soir, avec une alternance entre un coup de banderole et un coup de charge des CRS »<sup>1352</sup>. 216 interpellations<sup>1353</sup> (dont 165 avec vérifications d'identité) ont lieu au total. Le 31 janvier 1984, une manifestation est prévue, place Dauphine à 18h, après la dernière audience. Des Arméniens tentent de se regrouper aux abords du Palais de justice, entre 19h et 20h, 100 personnes sont interpellées<sup>1354</sup>.

La presse arménienne (*Haratch, Arménia, France-Arménie, Haiïastan, Hay Baykar*), est unanime pour dénoncer la brutalité policière, dans une stratégie d'indignation qui pointe « la

---

<sup>1349</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : sous dossier, « Manifestation du 24 janvier 1984 », 1<sup>er</sup> février 1984.

<sup>1350</sup> Noemzar Adjémian. « Avec les quatre, envers et contre tous ! ». *Hay Baykar* n° 68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 16-17.

<sup>1351</sup> Alain Dewerpe. *Charonne. 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État. Op. cit.*

<sup>1352</sup> R. D. « Portrait d'une manifestation ». *Arménia* n°81, février 1984, p. 17.

<sup>1353</sup> Nous n'avons pu avoir accès qu'à 145 noms. AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : sous dossier, « Manifestation du 28 janvier 1984 ».

<sup>1354</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : sous dossier, « Manifestation du 31 janvier 1984 annulée », 1<sup>er</sup> février 1984.

violence hystérique des CRS »<sup>1355</sup> et « l'agressivité des forces de l'ordre »<sup>1356</sup>. Un communiqué de la FRA- *Nor Seround* proteste contre « la répression zélée et les violences policières dont ont fait preuve les forces de l'ordre »<sup>1357</sup>. Le contrôle spatial de la ville par les CRS, « quadrillant »<sup>1358</sup> la place Dauphine le 24 janvier, en témoigne. Le 28 janvier, le quartier est « bouclé »<sup>1359</sup> et il est « encerclé de CRS »<sup>1360</sup>. Le vocabulaire témoigne de l'organisation en amont de la répression. La violence des forces de l'ordre s'exprime sur le terrain par les mots, « menaces, injures »<sup>1361</sup>, les gestes, « coups au visage et dans le bas ventre »<sup>1362</sup>, et les objets, « la levée traditionnelle des matraques »<sup>1363</sup> ou encore, « les CRS distribuant coups et matraques »<sup>1364</sup>. Une manifestante affirme qu'après avoir été soulevée du sol, elle est « jetée à terre. [...] Les coups pleuvent »<sup>1365</sup>.

### **La répression des manifestations organisées par le MNA, à Paris, fin janvier 1984.**



Source. *Arménia* n°81, février 1984.

<sup>1355</sup> Noemzar Adjémian. « Avec les quatre, envers et contre tous ! ». *Hay Baykar* n° 68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 16-17.

<sup>1356</sup> *Ibid.*

<sup>1357</sup> Communiqué de la FRA. N-S. *Haiastan* n°448-449, mars-avril 1984, p. 29.

<sup>1358</sup> *Ibid.*

<sup>1359</sup> *Ibid.*

<sup>1360</sup> « 24-28-31 janvier. Les manifestations de CRS contre les Arméniens ». *Haiastan* n°448-449, mars-avril 1984, p. 29.

<sup>1361</sup> Noemzar Adjémian. « Avec les quatre, envers et contre tous ! ». *Hay Baykar* n° 68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 16-17.

<sup>1362</sup> *Ibid.*

<sup>1363</sup> R. D. « Portrait d'une manifestation ». *Arménia* n°81, février 1984, p. 17.

<sup>1364</sup> « 24-28-31 janvier : Les manifestations de CRS contre les Arméniens ». *Haiastan* n°448-449, mars-avril 1984, p. 29.

<sup>1365</sup> Chouchane Manoukian. « Flash interpellation ». *Hay Baykar* n°68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 17.

La répression touche tous les Arméniens : « les touristes et passants étaient pour la plupart scandalisés par la violence de la police »<sup>1366</sup>. L'assimilation des Arméniens à des animaux, « la corrida des temps modernes »<sup>1367</sup>, ou encore le fait que la police procède à « une chasse à l'homme »<sup>1368</sup> soulignent la brutalité policière. Les manifestants, eux, sont assimilés à des résistants : « les Arméniens étaient décidés à ne pas céder »<sup>1369</sup>.

La répression policière est réelle, mais les comptes rendus militants surenchérisent dans la dénonciation, dans un contexte de rivalités entre organisations politiques arméniennes. À des fins partisans, le MNA accuse ainsi la police de xénophobie. La référence aux « étrangers » imprègne son discours : « les Arméniens sont des bougnoules, [...] des émigrés, qui feraient mieux d'aller contester [...] dans le Maghreb, [...] tout ce qui est étranger est arabe »<sup>1370</sup>. Une manifestante affirme ironiquement : « ce sol qui, il y a 60 ans, a accueilli mes grands-parents »<sup>1371</sup>. En 1984, il n'y a pourtant pas vraiment de climat de violence en France. Le 28 janvier, les manifestants, après leur interpellation, reprennent, dans le car de police des slogans contre « l'État fasciste turc ». Une fois relâchés, ils reviennent et scandent « CRS avec nous »<sup>1372</sup>, ce qui traduit une atmosphère plutôt détendue.

---

<sup>1366</sup> « 24-28-31 janvier : Les manifestations de CRS contre les Arméniens ». *Haïastan*, n°448-449, mars-avril 1984, p. 29.

<sup>1367</sup> R.D. « Portrait d'une manifestation ». *Arménia* n°81, février 1984, p. 17.

<sup>1368</sup> « 24-28-31 janvier : Les manifestations de CRS contre les Arméniens ». *Haïastan* n° 448-449, mars-avril 1984, p. 29.

<sup>1369</sup> *Ibid.*

<sup>1370</sup> Bédros. « En marge du procès ». *Hay Baykar* n° 68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 17.

<sup>1371</sup> Chouchane Manoukian. « Flash interpellation ». *Hay Baykar* n°68, 23 février 1984 au 08 mars 1984, p. 17.

<sup>1372</sup> AN. 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France. Compte rendu des RGPP : « Manifestation à l'appel du CSPPA », 29 janvier 1984.

## **B) Les manifestations du 24 avril, procession et pétition (1982-1985)**

Voie d'expression démocratique, la manifestation est devenue, au début des années 1980, un moyen usuel de se faire entendre. Les manifestations du 24 avril se formalisent à travers le choix des lieux, le contenu des revendications et le nombre de participants, souvent similaires d'une année sur l'autre. En effet, elles se répètent et se reproduisent parfois à l'identique. À la manifestation « routinière » de Pierre Favre<sup>1373</sup>, déjà évoquée, nous préférons la formule manifestation « routinisée », qui traduit davantage un processus en voie de normalisation. Celle-ci concerne ses revendications, son déroulé, son écho dans les médias et le fait qu'elle est en voie de captation par le champ politique. Ce processus permet aussi de caractériser une forme d'essoufflement, qui n'est pas le signe d'un échec, mais d'un succès, puisque les autorités publiques répondent aux revendications. La forme routinisée prend celle de la procession, appuyée sur le deuil et le respect dû aux morts, et de la pétition, parce qu'elle vise à réclamer. Leur dimension éruptive s'atténue : les manifestations obéissent à un rituel codifié, dont les correspondances avec les autres manifestations françaises sont fortes, liées à l'ancienneté de l'ancrage en diaspora. Cependant, elles ne prennent jamais une forme figée, car elles sont perméables à différents contextes, à l'actualité de la lutte armée (attentats et/ou procès des combattants), aux rapports entre les organisations arméniennes et à l'attitude du gouvernement français. Aussi, elles se déclinent selon des dispositions actualisées et des configurations qui se renouvellent. Les comptes-rendus aux APP et aux AN sont absents pour trois années, 1982-1983-1984, mais des notes blanches de RG, portant sur les communautés arméniennes, ainsi que la presse arménienne, permettent d'établir une chronologie fine des cérémonies. À Paris, elles sont un enjeu entre les deux mouvements politiques, alors qu'à Lyon, elles sont le seul fait du parti *Dachnaksoutioun*.

---

<sup>1373</sup> Pierre Favre. « Manifester en France aujourd'hui ». *Op. cit.*

## 1/ À Paris, des manifestations du 24 avril formalisées

-En amont, les conditions d'une manifestation respectable

Au début des années 1980, la manifestation arménienne du 24 avril se formalise selon des standards répétés. Elle est portée par deux organisations reconnues, des militants rodés et sur un nombre attendu de manifestants, initiés à la pratique manifestante depuis plusieurs années et ayant capitalisé une expérience. Le MNA comporte près de 150-200 militants et le parti *Dachnaksoutioun*, plusieurs centaines. Le nombre de participants aux manifestations du MNA est plus important jusqu'en 1982-1983, en raison des actions publicisées de lutte armée de l'ASALA, mais suite à ses dérives vers un terrorisme visant des cibles non turques, la tendance s'inverse au profit des manifestations de la mouvance *dachnak*, qui regroupe plus de monde. Durant ces années, le chiffre réservoir des manifestations de chaque groupe oscille entre 1000 et 2000 selon les RG et 5000 selon les mouvements politiques. En 1982, les RG mentionnent le chiffre de 1000 personnes pour la manifestation du MNA, en précisant que c'est un succès<sup>1374</sup>. En 1983, selon les RG, elle regroupe 1200 personnes et celle de la mouvance *dachnak*, 500. En 1984, la manifestation est unitaire, les deux mouvements réunis, avec d'autres associations politiques, rassemblent 2200 manifestants. En 1985, la mobilisation du MNA regroupe 1200 personnes et celle de la mouvance *dachnak* rassemble 2000 participants, un chiffre qui confirme le monopole qu'elle a retrouvé sur la diaspora à Paris. À Lyon, celui-ci n'avait jamais été remis en question. Comme pour toutes les manifestations, la différence entre le comptage des RG, souvent proche de la réalité, et celui des mouvements politiques est liée au fait que les RG font des prévisions. Quand celles-ci sont plus élevées que le nombre de manifestants sur le terrain, ils restent sur leurs estimations.

Cette différence traduit aussi une compétition entre organisations rivales pour prétendre exercer le contrôle sur la diaspora, dont la rue est l'expression. La rivalité est visible par la mise en concurrence de l'effet nombre dans les discours de chaque mouvement. Dans le compte rendu respectif de chacun de leur organe de presse, leurs effectifs sont grossis et ceux du groupe adverse sont minorés. Ainsi, pour la manifestation du 24 avril 1982, le compte rendu du MNA affirme que les manifestants de la mouvance *dachnak* sont au nombre de 250, alors que les RG évoquent 450<sup>1375</sup>. En interne, le nombre procure des ressources, il est source de puissance, ainsi D. affirme :

---

<sup>1374</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Note des RG : « Étrangers : Arméniens. Importante mobilisation de la communauté arménienne », 27 avril 1982.

<sup>1375</sup> *Ibid.*

« Pour moi c'est Van et les principales manifestations du MNA, où il y avait des milliers de personnes, avec des slogans [...]. Il y avait une dynamique, je me souviens à la fin d'un 24 avril, j'ai dit : "putain on est devenu un mouvement populaire". Il y en a eu plusieurs de suite, les estimations sont difficiles, 5000, 10000 [...]. Arriver à organiser des manifestations de milliers de personnes, voire parfois une dizaine de milliers... Je les comptais, on les comptait, des rangs de 10, ils sont 15 par rangée, on était plusieurs à compter, j'ai même centralisé les comptes, une fois on est arrivé autour des 10 000, on était tellement impressionné, on s'est dit : " ce n'est pas possible ! " »<sup>1376</sup>.

Ce témoignage confirme aussi la maîtrise de l'occupation de l'espace manifestant à l'échelle infra-locale, qui s'exprime à travers des compétences techniques et un savoir-faire. Les manifestants savent former un cortège soudé, qui peut se compter, exprimant ainsi par le collectif, des revendications.

Les manifestations correspondent à des revendications normalisées, la restitution des terres et de plus en plus la reconnaissance du génocide, portées par des mouvements qui se sont consolidés. Au point qu'en réalité, de moins en moins de caractéristiques les différencient, concernant les lieux choisis et la parole émise. Lors de la manifestation du 24 avril 1983, les deux mouvements sont ainsi présents au tombeau du Soldat inconnu, chacun avec un drapeau, tricolore pour la mouvance *dachnak* et le drapeau de l'ASALA, pour le MNA (la Kalachnikov sur le fond de carte de l'Arménie). Les deux mouvements scandent les mêmes slogans, comme « Turquie hors d'Arménie » et « Libérez les prisonniers politiques arméniens »<sup>1377</sup>. Les deux discours se rejoignent, celui du MNA est moins révolutionnaire depuis 1982 et celui de la FRA peut avoir une tonalité socialiste offensive. Ainsi un article de Hagop Sazdjian, paru dans *Haiastan*, indique que le MNA « n'hésite pas à s'allier avec la bourgeoisie »<sup>1378</sup>.

Les manifestations sont codifiées. La demande préalable d'autorisation de manifester est acquise et aucune manifestation n'est interdite. Ensuite, chaque organisation possède un service d'ordre, qui sait éviter les dérapages possibles. Ainsi, lors du 24 avril 1982, *Haiastan* affirme qu'« un service d'ordre vigilant invite les quelques 500 manifestants à se regrouper autour des banderoles, pancartes et drapeaux »<sup>1379</sup>. Enfin, le rapport des manifestations au pouvoir politique, aux médias et aux forces de l'ordre est conventionnel. Le rapport aux autorités française est plus respectueux que les manifestations pour les prisonniers politiques, qui n'hésitent pas à critiquer la France. Le rapport aux médias est ritualisé,

---

<sup>1376</sup> Entretien avec D., mai 2018.

<sup>1377</sup> 1377 AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Note des RG : « Étrangers : Arméniens. Importante mobilisation de la communauté arménienne », 27 avril 1982.

<sup>1378</sup> Hagop Sazdjian. « L'évolution de la diaspora durant les dernières décennies ». *Haiastan* n°435, septembre 1982, p. 10-11.

<sup>1379</sup> « Le 24 avril à Paris, une journée de lutte ». *Haiastan* n°432, mai 1982, p. 14.

désormais, ceux-ci rendent compte de son déroulé de manière attendue. La couverture médiatique par la presse nationale est vaste, en termes de nombre de journaux (*Le Monde, Le Figaro, Libération...*) et de place dans le journal, en raison de l'actualité de la lutte armée. La manifestation est aussi présente au journal télévisé, comme en 1982, sur Antenne 2, qui y consacre quelques minutes et interroge le dirigeant du MNA, de l'UCFAF et des rescapés du génocide<sup>1380</sup>, ou encore en 1985. Il n'y a pas d'incidents avec les forces de l'ordre. Depuis les événements du 24 avril 1978, les manifestations du 24 avril se déroulent toujours dans le calme. Ainsi, un article de *Haiïastan*, à propos du 24 avril 1982, affirme que la réussite de la manifestation dépend d'une négociation préalable entre les deux parties prenantes, le service d'ordre et la police : « La police, discrète, mais présente, en contact permanent avec les responsables du service d'ordre »<sup>1381</sup>. Les forces de l'ordre sont, chaque année, nombreuses et présentes à quelques dizaines de mètres de l'ambassade ou du consulat de Turquie, pour empêcher les manifestants d'aller plus loin, maintenant la frontière entre les revendications arméniennes et la Turquie négationniste. Elles répondent à la demande de protection des représentations diplomatiques turques et ont en mémoire les faits passés, survenus 10 ans plus tôt.

Cela n'empêche pas toutefois les incidents entre militants de mouvements politiques opposés. Ainsi, en 1982 à Lyon, les militants du MNA ont tenté de s'intégrer au cortège de la mouvance *dachnak*, ont essayé de vendre leur journal *Hay Baykar* et de distribuer des tracts. Le service d'ordre les a alors molestés<sup>1382</sup>. Les militants s'arrachent aussi leurs affiches respectives. Ailleurs en diaspora, ces incidents prennent parfois une forme violente, ainsi en 1982 à Beyrouth, à Chypre, ou encore à Los Angeles, où « des sympathisants de l'ASALA, qui collaient des affiches ont été également agressés par des militants "daschnaks" »<sup>1383</sup>. Les RG y voient un « ensemble de faits qui s'inscrit, semble-t-il, dans le cadre d'une action concertée de grande envergure »<sup>1384</sup> du parti *Dachnaksoutioun*. Ces tensions sont rapportées dans les organes respectifs de chaque mouvement, ainsi *Haiïastan*<sup>1385</sup> critique le MNA, qui rend compte, quant à lui, de « l'arrachage des affiches »<sup>1386</sup> par la FRA.

---

<sup>1380</sup> INA. A2. 24 avril 1982.

<sup>1381</sup> « Le 24 avril à Paris, une journée de lutte ». *Haiïastan* n°432, mai 1982, p. 14.

<sup>1382</sup> AK. « Lyon : 24 avril sanglant ». *Hay Baykar* n°32, 7 mai 1982-21 mai 1982, p. 5.

<sup>1383</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Note des RG : « Communauté arménienne. L'épreuve de force », 29 avril 1982.

<sup>1384</sup> *Ibid.*

<sup>1385</sup> H. T. « Un dialogue impossible ». *Haiïastan* n°431, avril 1982, p. 11 et p. 22.

<sup>1386</sup> Vrej Brorarian. « Réflexion. 24 avril : au-delà des manœuvres de division ». *Hay Baykar* n°53, 21 avril 1983 au 5 mai 1983.



-Un déroulé spatial reproductible dans une temporalité réglée

Au reste, deux éléments permettent de se démarquer des critères de la manifestation « routinière », distinguée par Pierre Favre<sup>1387</sup> : les manifestations s'adressent au monde entier et leur rapport au temps n'est pas celui du passé. Le détour par l'itinéraire est ici nécessaire. En effet, la géographie et la temporalité de la cérémonie se déploient de manière immuable : cérémonie religieuse à l'église arménienne de la rue Jean Goujon, en début d'après-midi, puis manifestation politique des deux mouvements politiques, avant ou après le ravivage de la flamme au Soldat inconnu, à l'Arc de Triomphe. Les manifestants cherchent à déstabiliser l'État turc, héritier de l'autoritarisme répressif de l'Empire ottoman, à travers sa représentation diplomatique. La manifestation de la mouvance *dachnak* se dirige vers l'ambassade de Turquie, rue d'Ankara, tandis que le MNA se rend vers le consulat turc, boulevard Haussmann, devenu le symbole de la résistance arménienne depuis la prise d'otages le 24 septembre 1981 et son poids symbolique s'épaissit chaque année, par l'usage répété de son approche. Il a permis de renforcer le succès du MNA, comme l'exprime Ara :

« La mobilisation a repris avec l'opération Van, on a eu une séquence de manifestation sur manifestation, en 1982-1983. On a ramené de plus en plus de monde, le 24 avril 82, donc six mois après l'opération Van [...]. Nous, on a voulu partir vers le consulat de Turquie, où il y avait eu l'opération Van, les *dachnaks* ont dit : " nous, on va vers l'ambassade de Turquie, vers le 16<sup>e</sup> arrondissement". Les gens qui étaient sur la place, une partie a suivi les *dachnaks* et la plus grande partie, largement, nous a suivi pour aller vers le consulat de Turquie, qui renvoyait effectivement directement à l'opération Van et nos slogans, c'était "ASALA lutte armée" »<sup>1388</sup>.

La manifestation prend une forme plus canonique : une marche regroupant des personnes qui défilent sur la chaussée, recréant ainsi un collectif, vers un lieu de revendications. Le mouvement suit un itinéraire balisé, produisant un espace de lutte le temps de la manifestation. Chaque manifestation du 24 avril a en mémoire toutes les manifestations passées et s'étoffe ainsi par le récit qu'elle réitère, « même si aucune revendication n'est satisfaite, dans son occurrence même »<sup>1389</sup>. Les 24 avril sont ainsi dépositaires de différentes strates revendicatives passées, qui épaississent leur lutte en cours. Il y a donc une valeur performative du défilé commémoratif, qui inaugure et institue une mémoire spatiale de la lutte. Métaphore de la lutte contre la Turquie, la manifestation ressemble à une prise de pouvoir symbolique sur la Turquie, ainsi personnifiée, même si l'approche de la représentation diplomatique turque reste lointaine. Les usages répétés des lieux nourrissent une pratique familière de l'espace

---

<sup>1387</sup> Pierre Favre. *La manifestation. Op. Cit.*

<sup>1388</sup> Entretien avec Ara Toranian, février 2018. Voir en annexes, photo n°17, p. 470.

<sup>1389</sup> *Ibid.*

urbain. Des variantes sont décelables, de façon ténue, liée à l'actualité de la lutte armée. Le 24 avril 1982, il y a deux manifestations. La mouvance *dachnak* se rend de la maison de la radio à l'ambassade de Turquie et le MNA se dirige vers le Père-Lachaise le matin. L'après-midi, le MNA part de la place Charles de Gaulle pour aller au consulat turc. Le 24 avril 1983, les deux mouvements vont vers le même lieu. Après la tentative d'assassinat du responsable français du MNA, le 21 mars 1983<sup>1390</sup>, le mouvement condamne le terrorisme aveugle, veut apparaître en « rassembleur » auprès de la communauté, sous l'influence de la FRA. Aussi le 24 avril 1984, la manifestation est unitaire, l'objectif des deux mouvements politiques est le même : le consulat de Turquie. Sur l'image de gauche, la présence d'enfants, les visages souriants, l'espacement entre manifestants, pour donner l'impression qu'ils sont plus nombreux, la grande banderole portée par tous et l'inversion des propos témoignent d'une maîtrise de l'occupation de la rue.

### Manifestation unitaire, 24 avril 1984 à Paris

*Hay Baykar* n° 72, 4 mai 1984 au 18 mai 1984. *Armenia* n°83, mai 1984



11

ARMENIA - MAI 1984  
Fonds A.R.A.M

<sup>1390</sup> Astrid Cournalian. « Événement. Attentat contre Ara Toranian ». *Hay Baykar* n°51, 31 mars 1983 au 4 avril 1983, p. 4-5.

En 1985, les deux défilés partent du même lieu, la place Charles de Gaulle, mais se rendent dans des destinations différentes, le consulat pour le MNA et l'ambassade, pour la mouvance *dachnak*. À Lyon, il y a toujours une seule manifestation, excepté en 1983, car le parti est hégémonique, des parlementaires de la région Rhône-Alpes, des conseillers généraux et des élus des communes y participent chaque année et un meeting clôt l'ensemble.

#### -Un langage manifestant maîtrisé

Les manifestants maîtrisent les slogans, qui appartiennent désormais au répertoire protestataire arménien. Reflet d'une connaissance codifiée des enjeux de lutte, ils instaurent une appartenance au collectif manifestant. Leur usage répété, en français, est un des signes de ritualisation de la manifestation, parvenue à maturité, par sa répétition chaque année. Les slogans circulent au sein d'un mouvement, d'une année sur l'autre, entre les mouvements, entre manifestations de nature différente (24 avril et manifestations pour les combattants armés) et dans l'espace, à l'échelle nationale et diasporique. Ainsi, « Deux millions de martyrs, sept millions de combattants »<sup>1391</sup> est scandé le 24 avril 1982, lors de la manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian, le 3 février 1983, et le 24 avril 1983. Les slogans sont déployés dans plusieurs villes en France et plusieurs espaces de la diaspora. Le slogan « Turquie fasciste », devenu un leit-motiv depuis l'épisode de l'occupation de la Turkish Airlines, en janvier 1972, est scandé par le MNA et la mouvance *dachnak*, mais son usage dans un contexte de normalisation de la pratique manifestante et d'érosion des horizons révolutionnaires lui fait perdre son potentiel éruptif. Il apparaît davantage comme un résidu. L'adhésion à la lutte armée s'exprime lors des manifestations pour les prisonniers politiques et lors des 24 avril, ainsi « ASALA avec toi » est scandé par le MNA et « Sassounian avec toi », par la mouvance *dachnak*. L'actualité de la lutte armée, via les procès des combattants, s'immisce dans le temps social de la commémoration, lui donnant plus d'offensivité. De même la diversité des registres du contenu des banderoles atteste d'un agenda. Ainsi, le MNA se situe dans la commémoration de la lutte : « huit années de lutte armée, ça ne fait que commencer » le 24 avril 1983<sup>1392</sup>, ou « 10 années de lutte armée, ça ne fait que commencer »<sup>1393</sup>. Il renverse l'opprobre, « Le

---

<sup>1391</sup> Sato Papazian. « Événement. 24 avril, le raz-de-marée ». *Hay Baykar* n°32, 7 mai 1982 au 21 mai 1982, p. 4.

<sup>1392</sup> *Hay Baykar* n°54, 5 mai 1983 au 19 mai 1983, p. 1. Voir en annexes, photo n° 27, p. 476.

<sup>1393</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985). Note des RGPP, Document de travail : « Compte rendu de cérémonies, Commémoration du 70<sup>ème</sup> anniversaire du génocide arménien de 1915 », 26 avril 1985.

terrorisme, c'est l'État turc »<sup>1394</sup>, le 24 avril 1985. La FRA use du vocabulaire de la guerre froide, ainsi les banderoles indiquent en 1985 : « À l'Est comme à l'Ouest vive la lutte du peuple arménien » ou « Arménie libre indépendante réunifiée et socialiste » et « Turquie hors d'Arménie »<sup>1395</sup>.

Les manifestants s'inspirent des slogans des autres manifestations françaises, par l'usage des rimes : « Evren, salaud...le peuple aura ta peau », lointain écho aux slogans populistes de la GP du début des années 1970, qui mettait l'accent sur le peuple dans la révolution. La première partie de la phrase peut être déclinée avec n'importe quelle figure honnie, ici le ministre turc. L'usage du calembour, qui utilise des airs connus pour en détourner le sens, confère aussi un rythme, par la mise en place d'une sonorité, témoignant de la connaissance des rouages des manifestations en France. Les slogans rythment la manifestation, selon l'espace traversé. Leur répétition et les variations de l'intonation de la voix composent une musicalité lors de l'itinéraire parcouru, témoignant d'une légitimité à l'occuper. Le français alterne avec des interstices arméniens, celui des chants arméniens, comme *Haratch Nahadag* (« En avant la victoire ») en 1982, chanté par la mouvance *dachnak* avant de se disperser, ou le chant traditionnel *Zartir Lao*, en 1983. La scénarisation arménienne passe par des décors et des objets, comme des fumées de couleur rouge-bleue-orange pour la FRA, offrant une mise en scène concurrentielle et spectaculaire. Des invités, mais aussi des portraits sont présents. Le 24 avril 1983, Mme Jamgotchian, dont le fils est en prison, est présente à la manifestation du MNA. En 1985 à Paris, un portrait géant de Aram Basmadjian, qui s'est suicidé en prison, et de dix autres combattants est dressé par le MNA, pour lui rendre hommage. De même, en 1985, la mouvance *dachnak* brandit six portraits de Raffi Elbékian, Haroutioun Lévonian, condamnés à vingt ans de réclusion en Yougoslavie, et des petits drapeaux rouge-bleu-orange. Une structure gonflable représentant le mémorial du génocide, érigé à Erevan, témoigne d'une nécessité de renouveler la manifestation, sous peine de son usure, mais son installation est interdite par le préfet de police de Paris, en raison probablement d'une demande de la Turquie. La protestation s'épuise, en même temps que s'achèvent les actions de lutte armée et que le MNA est affaibli<sup>1396</sup>. Ainsi le 24 avril 1985, cinq militants du MNA, la tête recouverte d'une cagoule noire, emblème des combattants de l'ASALA, lèvent le point, et scandent « Arménie lutte armée » à Paris<sup>1397</sup>. La rareté de ces actions, signifie en creux, la normalisation de la

---

<sup>1394</sup> *Ibid.*

<sup>1395</sup> *Ibid.*

<sup>1396</sup> *Ibid.*

<sup>1397</sup> *Ibid.*

manifestation, qui lui permet d'être recueillie par la sphère politique, comme en témoigne la présence d'hommes politiques, signe de l'intégration. Ailleurs dans le monde, les représentations diplomatiques turques sont aussi investies, ainsi à Londres, en 1984, ou à Athènes.

## 2/ À Lyon, le 24 avril 1985, une cérémonie spectaculaire

La cérémonie du 24 avril 1985 à Lyon constitue un exemple emblématique des transformations des pratiques commémoratives. Elle coïncide avec la fin du cycle d'attentats perpétrés contre les diplomates turcs et avec les débuts de la reconnaissance du génocide dans l'arène diplomatique qui se poursuit à l'ONU en 1985. La bataille mémorielle se prolonge au Parlement européen, où un rapport sur la question arménienne est sur le point d'être examiné. L'heure est à l'internationalisation de la question du génocide des Arméniens et des mobilisations en faveur de sa reconnaissance, alors que sa mémoire reste en butte au négationnisme de l'État turc. L'année 1985 marque en outre le soixante-dixième anniversaire du génocide, les cérémonies ont plus d'éclat partout en diaspora. Ainsi, à New York par exemple, plusieurs milliers de personnes ont manifesté et divers hommes politiques expriment leur soutien, un message lumineux apparaît au sommet de la tour Time Tower<sup>1398</sup>. À Lyon, la commémoration du 24 avril 1985 est marquée par une forte théâtralisation, caractérisée par des pratiques innovantes, une véritable dramaturgie, qui la distingue des cérémonies organisées précédemment dans cette ville et de celles qui se déroulent au même moment à Marseille et à Paris. Ce contexte affecte les acteurs et les pratiques de la commémoration annuelle du génocide.

### -Commémoration et protestation au centre de la ville

Les militants revendiquent la reconnaissance du génocide dans un pays qui n'est ni celui de leurs origines familiales, ni celui où le crime dont ils dénoncent la négation a été perpétré. Il leur reste donc peu de marge pour des pratiques revendicatives, la communauté étant généralement perçue comme étant « très bien assimilée aux mœurs et aux coutumes françaises »<sup>1399</sup>. Aussi les cérémonies du 24 avril qui se déroulent dans l'espace public ont-elles

---

<sup>1398</sup> « Combats. 24 avril dans le monde. États-Unis. Les Arméniens dans la rue ». *Hay Baykar* n°91, 1<sup>er</sup> juin 1985, p. 4-5.

<sup>1399</sup> AN. 20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France, par implantation géographique. Communauté études régionales, Rhône-Alpes, C-69-H. DCRG : « Étude sur la communauté arménienne », 4 février 1983.

une visée consensuelle, confortant l'idée que les Arméniens seraient redevables à la France de son accueil. Ceci n'empêche pas des répertoires protestataires de se greffer au sein de la partie politique du rituel commémoratif. La protestation reflète l'appartenance française, précisément caractérisée par l'acquisition d'une culture manifestante, c'est-à-dire l'appropriation de référents et de pratiques « français », républicains, de la manifestation, qui s'insèrent dans l'ordre traditionnel « arménien » de la célébration. Cette protestation s'exprime dans un rapport aux lieux et aux alliances politiques, qui traduisent la porosité des deux registres.

La partie politique de la commémoration se décompose en quatre temps ritualisés. Après la messe, vers 17h30, a lieu la manifestation. Celle-ci se rend visible par le regroupement compact des militants dans la rue, le fait que « l'assistance se constitue en cortège »<sup>1400</sup>, et par l'usage de l'équipement manifestant, comprenant banderoles et pancartes. C'est l'étape clé de la journée : les participants interrogés associent l'ensemble de la commémoration du 24 avril à cette partie précise, celle de la manifestation. L'itinéraire de 700 mètres a été préparé en amont (mentionné par les témoins) et négocié avec les autorités qui n'ont aucune inquiétude sur la conduite du défilé<sup>1401</sup>, doté de son service d'ordre. La présence de nombreuses personnalités politiques locales et nationales, issus du PS, comme de l'UDF et du RPR, témoigne de l'intégration de la communauté. Ainsi, Francisque Collomb, sénateur et maire centriste de Lyon côtoie Gérard Collomb, député socialiste du Rhône, Charles Hernu, ministre socialiste de la Défense et maire de Villeurbanne, des élus, des conseillers généraux et municipaux sont présents. La mise en scène de ces liens entre les organismes arméniens et les élus locaux répond à la nécessité d'alliances politiques pour sortir du face-à-face mortifère victime-bourreau avec l'ennemi désigné, la Turquie. Elle autorise l'extériorisation de la cause arménienne et la légitime, c'est-à-dire l'inscrit dans une série d'autres causes justes. Le défilé est accompagné par des drapeaux français et arméniens. Les banderoles alternent deuil et protestation, portant des slogans comme « Deuil national arménien », « Le génocide arménien ne doit pas rester impuni », ou encore « Ni haine ni vengeance, justice »<sup>1402</sup>. L'assimilation de la non-reconnaissance du génocide à une injustice permet de construire un cadre d'action collective<sup>1403</sup>. Les slogans rappellent à la France ses interventions passées en vue de la

---

<sup>1400</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Lyon. Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.

<sup>1401</sup> Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France. Op. cit.*

<sup>1402</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Lyon. Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.

<sup>1403</sup> Jean-Gabriel Contamin, « Analyse des cadres ». In Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile (dir.). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2020 [Rééd. 2009], p. 44-50.

réaffirmation de son soutien : « France, sois fidèle à la cause arménienne » ou « France, nous avons besoin de toi »<sup>1404</sup>.

À l'arrivée place Bellecour, en plein centre de Lyon, a lieu le deuxième temps de la commémoration : celui du dépôt de gerbes, effectué par des personnalités au pied du Veilleur de pierre, le monument d'hommage à la Résistance. La cérémonie cherche ainsi à suggérer une similitude de destinée avec la France. Sur la place Bellecour toujours, la prise de parole, organisée en diptyque, articule rituel de deuil et niche protestataire : le comité du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide, constitué chaque année pour l'occasion par des associations laïques sous l'égide de l'Église, prend la parole en langue arménienne. L'intervention du CDCA, en français, possède une tonalité plus combative, à l'image des slogans : après avoir évoqué les souffrances du peuple arménien, l'orateur dénonce le terrorisme aveugle de l'ASALA, jugé nuisible à la cause arménienne, cherchant ainsi à rassurer l'opinion et les pouvoirs publics dont les représentants sont présents. Puis, le discours du porte-parole du CDCA s'en prend aux grandes puissances. Par ce biais, il élargit le cercle des responsables des malheurs de la communauté et dé-singularise la cause arménienne. Il s'agit d'inscrire la mémoire du génocide dans un cadre universel, puisqu'elle est un « combat pour la justice et les droits de l'homme »<sup>1405</sup>.

Dans le dernier temps de ces prises de parole, différentes motions sont lues par une dirigeante du *Nor Seround*, membre du CDCA, et sont adressées à Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée des communautés européennes, et à différents organismes internationaux, car le lobbying pour la reconnaissance du génocide a débuté auprès de l'ONU et du Parlement européen. Ces motions permettent de rendre concrète la revendication. Leur usage est fondamental pour témoigner de la vitalité militante, ainsi, selon Varoujan :

« C'est parce qu'on n'avait pas assez bien travaillé, l'année où il n'y a pas eu de motion. Jusqu'au vote de la reconnaissance du génocide, il fallait continuer l'action »<sup>1406</sup>.

Ces pratiques protestataires formalisées (manifestation, prise de parole politique, alliances, motions), influencées par les pratiques protestataires en usage en France et ancrées dans les lieux les plus emblématiques de l'espace public, sont en partie présentes à Paris et Marseille, et mises en œuvre par d'autres communautés développant un registre revendicatif en

---

<sup>1404</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Lyon. Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.

<sup>1405</sup> *Ibid.*

<sup>1406</sup> Entretien avec Jean Varoujan Krikorian, février 2019. Il fait référence à la reconnaissance du génocide par le Parlement européen le 18 juin 1987, où les organisateurs lyonnais ont joué un grand rôle.

France. Toutefois les militants, contraints par l'intériorisation des normes de respect vis-à-vis de la France et par les ressources que constituent l'appui des autorités, recourent à un autre répertoire pour réaffirmer l'identité du groupe, objectif qui passe par la spectacularisation de l'événement, unique à Lyon.

#### -L'émotion théâtralisée

Au sein de ces pratiques protestataires routinisées et éprouvées par les militants, qui reposent sur des « revendications normalisées » et « un rapport à l'ordre prévisible »<sup>1407</sup>, un registre théâtral émotif, centré sur l'appartenance arménienne du groupe, prend appui sur des gestes, un lieu, un décor et des symboles. Cette théâtralisation permet d'éviter que la commémoration ne s'use dans un registre formel et attendu et encadre les prises de parole précédemment décrites. Il s'agit aussi de rendre unanime une communauté divisée par de nombreux différends mentionnés dans les discours, qu'il s'agisse des positionnements respectifs des organisations politiques arméniennes dans le contexte de la guerre froide, mais aussi l'attitude des uns et des autres face aux attentats commis par des groupes armés arméniens. La saturation des symboles mobilisés est aussi un moyen pour le groupe de se rassurer sur son existence et sur sa non-disparition, en dépit d'une assimilation attribuée aux mariages mixtes plus nombreux, à la perte de la langue et à la disparition des aînés<sup>1408</sup>. Le recours à ce registre symbolique permet de donner une représentation de soi valorisante, digne, non pas victimaire, mais positive. Le groupe montre ainsi son unité, sa force, et peut publiciser plus efficacement ses griefs.

Avant les discours politiques, une remise de flambeaux est organisée pour lier symboliquement les générations et ressouder le groupe : les anciens, derniers survivants du génocide encore vivants en 1985, transmettent des torches à 70 jeunes Arméniens. Ce geste rappelle la nécessité de la transmission pour maintenir l'appartenance arménienne, qui n'est jamais considérée comme un acquis, mais comme un processus perpétuel qu'il est difficile de maintenir en diaspora. Il symbolise le « refus de l'oubli et la continuité du combat »<sup>1409</sup>. Il exprime la volonté d'une passation des valeurs et du combat militants à la nouvelle génération par la présence de jeunes, acteurs de la cérémonie. Celle-ci a lieu au milieu d'un décor qui

---

<sup>1407</sup> Pierre Favre. « Introduction. Manifester en France aujourd'hui ». *Op. cit.*

<sup>1408</sup> Aïda Boudjikianian. *Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes*. *Op. cit.*

<sup>1409</sup> AN 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Lyon. Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.



représente l'Arménie au moyen d'une maquette du monument aux victimes du génocide de Erevan, sur la colline de *Dzidzernagapert*. Le monument établit, de manière éphémère, une continuité entre la « mère patrie », l'Arménie soviétique, et la diaspora. Il rappelle ainsi le réveil des Arméniens le 24 avril 1965 à Erevan, date à laquelle le monument était en préparation<sup>1410</sup>. Il cherche aussi, par ce marquage spatial qui « éclipsait »<sup>1411</sup> la statue équestre de Louis XIV, à exprimer en plein cœur de Lyon la présence arménienne, pour extérioriser la question arménienne en France et se montrer présents sur la scène internationale face à la Turquie. Mihran précise :

« On était gonflé quand même d'avoir des idées pareilles. La municipalité nous disait : "Ok allez-y". Aujourd'hui on n'oserait même pas faire ça ! »<sup>1412</sup>.

Après les discours, le dépôt des fleurs, des œillets rouges, déjà présents lors de la commémoration du 24 avril 1983 et utilisés dans d'autres villes françaises, s'inspire d'une tradition puisée en Arménie. Les fleurs sont jetées devant le monument par l'assistance, qui devient ainsi elle-même pleinement actrice de la cérémonie.

La perte du *Yerguir*, « le pays », l'Arménie historique, est compensée par l'existence de l'Arménie, même soviétisée, qui reste centrale, et constitue une expérience d'État arménien. L'objectif de créer une performance pour le public et la presse dans le but d'émouvoir l'assistance est atteint, selon l'auteur du compte rendu de *France-Arménie* : « on vit des larmes couler sur les joues des anciens, les yeux des plus jeunes brillaient aussi d'un éclat inhabituel, signe d'émotion, mais aussi de la détermination à reprendre le flambeau tendu »<sup>1413</sup>. L'ensemble de la célébration forme alors un bricolage syncrétique, français dans ses référents usuels (routinisés et protestataires) et arménien dans le dispositif émotif innovant, traduisant la double appartenance des militants, qui cherchent à sortir du rôle assigné de victime : militer, transformer le deuil en combat, c'est finalement rester Arménien en diaspora. Cette mise en scène de l'appartenance arménienne est le résultat de l'activisme du CDCA, dont elle annonce avec faste la suite des actions en cours, auprès de l'ONU et du Parlement européen en 1985 et en 1987.

---

<sup>1410</sup> Taline Ter Minassian. « Le monument commémoratif de Dzidzernagapert à Erevan : l'invention d'un "haut lieu" de 1967 à nos jours ». In El Kenz, David et Nérard, François-Xavier (dir.). *Commémorer les victimes en Europe, XVI-XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Champ Vallon, 2011, p. 145-162.

<sup>1411</sup> Isabelle Bédikian. « Lyon, une journée exceptionnelle ». *France-Arménie* n°35, mai 1985, p. 7.

<sup>1412</sup> Entretien avec Mihran Amtablian, octobre 2017.

<sup>1413</sup> Isabelle Bédikian. « Lyon. Une journée exceptionnelle ». *France-Arménie* n°35, mai 1985, p. 7.

Toutefois, l'effet de la pratique commémorative peut échapper au sens qui lui est « sciemment » attribué par les militants. Jules l'exprime ainsi :

« Finalement ça ne représente pas ce que l'on voudrait que ça représente. On est volé, quoi qu'on fasse, on est volé. Il y a un génocide, et la seule façon de s'y référer, c'est de faire un peu de bruit et de demander aux gens, aux élus de venir [...]. Ce que nous avons à mettre, nous, face à ce crime de génocide, en face, on a à mettre, seulement, des fleurs »<sup>1414</sup>.

Le militant, qui achève sa phrase par des larmes, souligne ici le décalage entre l'attente créée par la commémoration et son résultat. Ce décalage contribue à un mélange des genres entre une action collective visant à mobiliser et un cérémonial qui repose sur une adhésion préalable de l'assistance, dans la mesure où elle est déjà acquise aux revendications exprimées ce jour-là<sup>1415</sup>. La commémoration, productrice d'unanimité au centre de l'espace urbain, est accompagnée d'autres créneaux protestataires au consulat de Turquie en périphérie, qui rappelle le crime et sa non reconnaissance.

#### -Des pratiques protestataires diverses au consulat de Turquie

Le consulat turc, représentation officielle de la République de Turquie et, par conséquent, lieu abritant les représentants de l'État génocidaire et négationniste, constitue un « terrain et un enjeu de lutte »<sup>1416</sup> : oser l'approcher est devenu un leitmotiv séquentiel de la commémoration qui peut contribuer à la faire basculer en manifestation revendicative. Cependant, ce lieu politiquement signifiant n'est pas la destination finale de la cérémonie du 24 avril 1985 à Lyon, alors qu'il l'a été dans le passé. Plusieurs raisons l'expliquent. D'une part, l'alliance avec les hommes politiques, qui rend moins nécessaire les pratiques protestataires offensives et autorise la théâtralisation, réduit le champ des possibles. Contrainte discursive, ainsi, on ne scande plus « Turquie assassin » à cette date, alors qu'on le faisait plus volontiers quelques années auparavant, et qu'à Paris ce slogan reste utilisé. Contrainte spatiale également : la présence des élus français à Lyon réduit peut-être aussi la nécessité de se rendre au consulat turc. Elle les contraint peut-être à « faire plus attention »<sup>1417</sup>. Ainsi depuis l'échec d'une tentative de dépôt de motion devant le consulat turc, en 1980, celui-

---

<sup>1414</sup> Entretien avec Jules Mardirossian, février 2019.

<sup>1415</sup> Nicolas Mariot. « Morphologie des comportements et induction de croyances, quelques remarques à propos de l'exemplaire circularité de la fonction intégratrice des rites ». *Hypothèses*, 1998/1, p. 59-66.

<sup>1416</sup> Javier Auyero. « L'espace des luttes, topographie des mobilisations collectives ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, 5, n°160, p. 122-132.

<sup>1417</sup> Entretien avec Robert Tchoboian, février 2019.

ci n'a plus été choisi comme étape finale de la manifestation. À cela s'ajoute son éloignement du centre-ville et de l'église apostolique, qui limite son utilisation comme lieu de protestation. Sa localisation ne permet pas de mettre en avant l'action et peut donc expliquer la rareté des actions menées par les militants. Toutefois, les organisateurs veulent conserver leur image de groupe « actif », héritier d'un passé héroïque. Comment résoudre ce dilemme ?

Le 23 avril 1985, la veille des commémorations, une première action est organisée près du consulat, suivie d'une veillée de quelques dizaines de jeunes du *Nor Seround*. Ces veillées ont également lieu à Paris. Elles permettent d'impliquer d'avantage les jeunes militants arméniens. Le déroulement de la veillée est inversé par rapport à celui de la journée du 24 avril : le premier temps est politique et le second religieux. Les jeunes militants du *Nor Seround* rendent les honneurs aux défunts sans sépulture, en veillant toute la nuit près de la reproduction du monument aux morts du génocide d'Erevan. Avant cela, ils se sont rassemblés vers 18h devant le consulat de Turquie, où ils ont brandi quelques drapeaux de l'Arménie indépendante et des banderoles, portant des slogans qui désignent l'adversaire, en renversant l'opprobre des attentats menés par les groupes armés arméniens sur la Turquie : « Halte au terrorisme de l'État turc »<sup>1418</sup>. Puis, dans un bref discours, ils demandent que justice soit faite.

La scène n'est pas exempte de violence, ou du moins de tension. La deuxième apparition au balcon d'un membre du consulat muni d'un appareil photo, « a excité les manifestants dont certains ont saisi des pierres »<sup>1419</sup>. En 1980, des manifestants avaient tenté de brûler un drapeau turc, au même endroit, mais en avaient été empêchés par leur propre service d'ordre. Le consulat de Turquie est le lieu possible de la violence, d'une rupture avec l'ordre établi de la part des manifestants qui s'y rassemblent, mais la violence qui pourrait advenir est aussitôt canalisée. En 1985, les jeunes expriment ici un esprit frondeur lié à l'histoire du groupe et à leur âge : ils se doivent d'être vindicatifs, tout en ayant intériorisé une forme d'autocensure qui leur interdit d'aller plus loin. Le service d'ordre du parti se charge de les arrêter sous le regard des forces de police présentes, témoignant d'une interaction où aucun débordement n'est possible. Leur geste s'apparente à un rite d'opposition combiné : il leur permet de maintenir le flambeau de la lutte, tout en se gardant de franchir le pas d'une violence qui ternirait l'image de la communauté arménienne. Un partage des tâches dans l'occupation de l'espace et dans les pratiques protestataires s'opère : aux aînés, l'espace central, la protestation mesurée, l'Arménie comme

---

<sup>1418</sup> « La manifestation du *Nor Seround* ». *France-Arménie* n°35, mai 1985, p. 7.

<sup>1419</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985). Lyon, Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.

référence ; aux jeunes, l'espace périphérique, la provocation contestataire, la Turquie comme cible, en décalage dans le temps et l'espace par rapport à la cérémonie officielle.

Un autre groupe politique, le MNA, ancien soutien de l'ASALA, investit le consulat turc le 24 avril. À Lyon, les militants du MNA ont tenté en 1982 de s'introduire dans le défilé du CDCA, mais en ont été repoussés et ont manifesté pour la première fois de manière autonome en 1983 en direction de la préfecture du Rhône. Les militants organisent le 24 avril 1985 une « manifestation de protestation » vers le consulat turc de 18h30 à 20h, alors que le groupe est en deuil en raison du suicide d'un combattant armé de l'ASALA en prison. Cette action permet de politiser la séquence de la commémoration, en symbolisant la lutte de manière frontale, pour un groupe qui ne dispose d'aucune alliance politique et qui est faiblement doté en ressources à Lyon. Elle résonne comme un reliquat des horizons révolutionnaires des années 1970 du mouvement, par ses slogans guerriers et anti-impérialistes : « 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide, 10<sup>e</sup> anniversaire de la lutte armée » et « Vive la lutte de libération du peuple arménien »<sup>1420</sup>. La manifestation, qui regroupe 30 personnes<sup>1421</sup>, est caractéristique des nombreuses manifestations de moins de 100 personnes en France au milieu des années 1980. Une nouvelle dichotomie s'installe : aux officiels de la protestation, l'appropriation du centre-ville (la place Bellecour), les alliances politiques, le nombre, les slogans policés. Aux marginaux, comme les militants du MNA à Lyon et ceux du CSPPA (Comité de soutien aux prisonniers politiques arméniens), qui leur sont liés, un lieu de repli, celui de la confrontation directe avec les représentants de la Turquie, aucun appui extérieur, un faible nombre de manifestants et des slogans plus agressifs. En marge sur le plan spatial, temporel, social, numérique et médiatique, puisque cette manifestation est ignorée dans toute la presse sauf celle du groupe, cette action rappelle les divisions de la communauté dans les stratégies d'occupation de l'espace de la protestation.

L'étude de la commémoration du génocide des Arméniens le 24 avril 1985 à Lyon reflète un moment des mobilisations françaises, plus centrées sur la mémoire politisée des victimes d'un groupe et captées par le champ politique. À Lyon, elle est l'occasion de mettre en scène l'intégration d'une communauté par sa proximité avec les hommes politiques. Croisant le registre des « larmes » et celui des « armes » à l'origine d'une commémoration- protestation, elle témoigne de la perméabilité entre actions de deuil et de lutte. Elle juxtapose, sous la forme d'une co-présence, les deux principales appartenances de la diaspora arménienne par la

---

<sup>1420</sup> AN. 20030072/5. Commémoration annuelle de l'anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 (1985), Rapport de la DCRG : « Affaires générales et étrangers. Commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien du 24 avril 1915 », 25 avril 1985.

<sup>1421</sup> « Encore la division ». Selon le journal du groupe, 100 manifestants étaient présents. *Hay Baykar* n°90, avril 1985, p. 13.

réappropriation multiple de l'action manifestante telle qu'elle se pratique alors en France. En effet, l'activité commémorative de la diaspora est fragmentée, témoin de ses divisions. Lors de la cérémonie centrale, orchestrée par le principal mouvement politique, proche du Parti socialiste, la dimension française prend la forme d'une protestation institutionnalisée, d'une manifestation « pétition » adressée à l'État, dans le choix des lieux, des alliances politiques, des référents et des pratiques en usage, tandis que la part arménienne repose sur une émotion scénarisée à des fins identitaires, à l'origine d'une manifestation « procession »<sup>1422</sup>. Lors des actions périphériques, organisées près du consulat de Turquie, les rituels d'opposition, inspirés aussi des pratiques manifestantes françaises, sont davantage mêlés et les registres plus hybrides, par les interactions qu'ils occasionnent et les référents auxquels ils se rattachent. Toutefois, le rassemblement qu'a occasionné la cérémonie a une valeur performative qui soude la communauté. Il a contribué à rendre visible la question arménienne et à l'inscrire durablement dans l'espace public de la région Rhône-Alpes, puisque les mobilisations des Arméniens ont pu servir de modèle pour d'autres communautés. En effet, la communauté ukrainienne<sup>1423</sup>, à partir de la fin des années 1980, s'est inspirée de ses pratiques et a mobilisé les mêmes lieux, comme la place Bellecour, et les mêmes réseaux, à savoir les élites locales déjà impliquées auprès des Arméniens, comme Charles Hernu<sup>1424</sup>.

---

<sup>1422</sup> Patrick Champagne, Danielle Tartakowsky. « Manifester, débat entre Danielle Tartakowsky, Patrick Champagne et présentation de Rémi Lenoir ». *Sociétés et représentations*, 1998/1 n°6, p. 377-396.

<sup>1423</sup> Hervé Amiot, 2019, « S'engager localement pour son pays d'origine : analyse des espaces de mobilisation des Ukrainiens dans l'agglomération lyonnaise depuis les années 1980 ». Communication au colloque, *Saisir l'engagement dans sa pluralité : apports d'une analyse localisée*, organisé par les UMR Triangle, EVS, et par Le Rize, Villeurbanne, 28 juin 2019.

<sup>1424</sup> Toulajian, Sophie-Zoé. « Commémorer le génocide des Arméniens à Lyon en 1985. Emprunts et réappropriations d'une pratique protestataire », *20 et 21. Revue d'Histoire*, n°150, avril-juin 2021/2, p. 33-47. Cet article reprend la communication au colloque, organisé par le Rize.

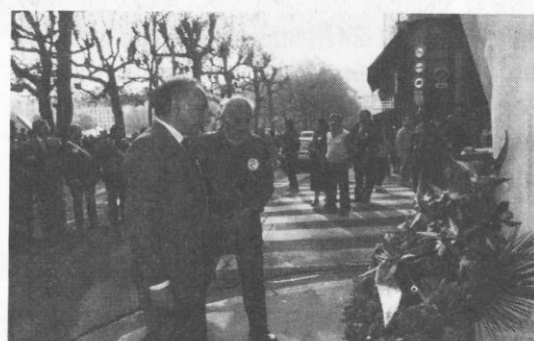
## Manifestation de la mouvance *dachnak*, 24 avril 1985 à Lyon



La foule arrive devant le monument et la haie des anciens



La sortie de la messe



Le dépôt de gerbe au monument de la Résistance



le cortège se met en place devant la Cathédrale



Les jeunes ont repris le flambeau

Source. *France-Arménie* n°35, mai 1985.

## C/ Des manifestations moins éruptives ?

Dans la première moitié des années 1980, les manifestations arméniennes qui ne sont pas liées à la défense de combattants arméniens ou au 24 avril, sont moins politisées. Elles attirent souvent moins de monde et ont une plus faible réception auprès des médias, arméniens et français. La question arménienne est en effet de plus en plus portée sur la scène diplomatique, notamment par la mouvance *dachnak*. Cela s'explique à deux échelles. En France, les mobilisations connaissent une double mutation. Expressions d'identités morcelées, parfois communautarisées, elles traduisent une individualisation et « une segmentation des luttes », qui visent des objectifs précis, dans des horizons de conflictualité politique plus atomisée. Portées par des classes moyennes, elles cherchent un relais auprès du politique. En diaspora, à partir de l'été 1982, les actions de lutte armée de l'ASALA perdent en lisibilité à cause de la multiplication des attaques contre des cibles non turques. Celles-ci fragilisent le MNA, dont la visibilité était en grande partie liée à sa capacité à occuper la rue.

### 1/ Une manifestation culturelle, la défense de la radio arménienne

La manifestation pour défendre la radio arménienne *Ask*, le 29 juillet 1982, montre un changement de registre, plus identitaire. Dans le cadre de la démocratisation de la culture et de l'essor des radios libres, permis par le président François Mitterrand, la communauté arménienne possède plusieurs radios, dont la station *Ask*, à destination des 80 000 Arméniens de la région parisienne. Sa périodicité est journalière et elle émet 24h sur 24 : son programme comprend un télé-enseignement, de la culture, des informations sur le monde arménien, en grande partie en langue française, mais aussi en grec, en arménien et en turc. Le 22 juillet 1982, le refus de la Commission Holleaux d'homologuer la radio libre des communautés arméniennes, grecques et chypriotes, émettant sur MHz depuis février 1982, est d'autant plus mal perçu par la communauté, que des promesses électorales sur l'enseignement de la langue arménienne avaient été faites. Le refus est perçu comme une atteinte à la liberté d'expression. Selon les RG, le MNA s'en saisit pour occuper le terrain en dénonçant le fait qu'« on ne peut être Arménien en France »<sup>1425</sup>. Les militants utilisent le rejet de l'homologation et « se réjouissent de cette situation », qualifiée de « parfaite »<sup>1426</sup>, pour affirmer qu'ils ne représentent

---

<sup>1425</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres arméniennes (1981-1990). Soutien aux dissidents arméniens en URSS. Note des RG: « Communauté arménienne. Radio *Ask* : un prétexte ? », 30 novembre 1982.

<sup>1426</sup> *Ibid.*

rien pour les autorités. À défaut d'une dérogation, radio *Ask* envisage de s'associer avec une autre radio. Une manifestation est organisée par le MNA, le jeudi 29 juillet 1982 à 20h30, devant le ministère de la Communication, rue Saint-Dominique pour émettre une protestation<sup>1427</sup>.

Le choix de ce répertoire d'action ne fait cependant pas l'unanimité. Les responsables de la radio ont adressé un communiqué à l'AFP pour signifier qu'« ils ne partageaient nullement cette initiative, qu'elle était organisée à leur insu et qu'ils n'approuvaient pas l'ingérence de ses promoteurs dans leurs affaires internes »<sup>1428</sup>. La radio est utilisée pour diffuser des informations de toutes les organisations arméniennes et les dirigeants veulent conserver le caractère apolitique de la station. Le MNA a ainsi demandé à l'ASALA, par un appel solennel, de suspendre les actions terroristes qu'il avait programmées à Paris, le 19 août 1982. La manifestation est donc autant une action tournée vers l'extérieur, l'État français, qu'une volonté d'occuper l'espace dans le cadre d'une rivalité avec la FRA. De 18h30 à 20h15, 200 personnes se rassemblent pour obtenir une dérogation gouvernementale, face aux cordons de policiers, nombreux, à l'angle des rues Saint-Dominique et de Martignac. Ils scandent « radio *Ask* vivra »<sup>1429</sup>. Deux banderoles rouges sont tenues par des enfants : « radio *Ask* vaincra » et « MNA pour l'ASALA »<sup>1430</sup>, dont la présence renvoie à l'imaginaire d'une lutte qui se projette dans l'avenir. À 19h, la prise de parole rappelle que les Arméniens « subissent un processus d'intimidation, de génocide blanc »<sup>1431</sup>, terme qui désigne l'entreprise d'extermination culturelle des Arméniens, après leur extermination physique, en raison des phénomènes d'assimilation en diaspora, surtout occidentale. Le parti *Dachnaktsoutioun* utilisait déjà l'expression de « massacre blanc » au tout début du XX<sup>e</sup> siècle pour désigner l'assimilation culturelle dans le Caucase<sup>1432</sup>. Une délégation de sept personnes est reçue par le ministère de la Communication. À l'issue de cet entretien, le responsable a appelé les Arméniens à se mobiliser en septembre, pour obtenir qu'une radio arménienne puisse émettre. Un rendez-vous est pris avec le ministre de la Communication pour le 30 juillet 1982.

---

<sup>1427</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne (1970-1988). Rapport des RG, 26 juillet 1982.

<sup>1428</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens, Radios libres arméniennes (1981-1990). Soutien aux dissidents en Arménie soviétique. Rapport des RG, 4 août 1982.

<sup>1429</sup> AN. 20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres arméniennes (1981-1990). Soutien aux dissidents arméniens en URSS. Note des RGPP : « Rassemblement organisé par le " Mouvement National Arménien " », 30 juillet 1982.

<sup>1430</sup> *Ibid.*

<sup>1431</sup> *Ibid.*

<sup>1432</sup> Anahide Ter Minassian. *Histoires croisées. Op. cit.*



## 2/ Des manifestations invisibles

Les manifestations invisibles désignent les manifestations arméniennes qui attirent peu de monde et rencontrent peu d'échos dans l'arène médiatique, ou alors celles qui n'ont pas lieu, quand bien même, au regard des événements, elles auraient eu des raisons d'advenir. Le premier type de manifestations se caractérise par ses faibles effectifs. Ainsi, à Paris, le 30 juin 1982, une manifestation organisée par le MNA pour défendre Vicken Tcharkutian, interpellé le 8 juin 1982 à Roissy, pour soutien à des « activistes »<sup>1433</sup>, regroupe 30 sympathisants. Autre exemple, le 18 octobre 1983, une réunion à la Mutualité, organisée par le MNA, attire 300 participants, alors que 700 à 800 étaient attendus<sup>1434</sup>. Pour compenser ce faible nombre, un rassemblement est prévu le 23 octobre 1983, devant l'église arménienne de la rue Jean Goujon, suivi d'un cortège jusqu'au ministère de l'Intérieur, pour protester contre le climat de répression anti-arménien ; 80 personnes viennent, sur les 600 attendues, ce qui traduit l'isolement du mouvement, après l'attentat d'Orly, le 15 juillet 1983. Le second type de manifestations invisibles reflète une forme d'usure des manifestations, qui se caractérise par l'absence de réaction des militants aux événements politiques arméniens. Deux exemples en témoignent. Le 23 juin 1984, alors qu'un attentat anti-arménien endommage le pavillon arménien de la cité U<sup>1435</sup>, il n'y a pas de manifestation. En outre, le MNA, toujours prompt à répliquer « par la voie des manifestations et des déclarations »<sup>1436</sup>, a pourtant observé le silence à l'occasion de l'arrestation de Gilbert Minassian, à Marseille, à l'été 1984.

La troisième caractéristique de ces manifestations invisibles est l'absence de réception dans les médias. Un rassemblement organisé à l'occasion du procès d'un Libanais de 29 ans membre de l'ASALA, le 7 juillet 1983, devant la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris, auteur de jet de grenades contre la Turkish Airlines, le 22 janvier 1983, ne semble pas avoir eu beaucoup d'écho<sup>1437</sup>. Le 8 juillet 1983, le jet de bombes fumigènes au centre culturel britannique à Paris, pour protester contre le procès intenté à Londres à deux militants de l'ASALA, est revendiqué par le CSPPA auprès de l'AFP, mais il ne rencontre pas d'écho.

---

<sup>1433</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), notes sur la communauté arménienne. Note des RG, juillet 1982.

<sup>1434</sup> AN. 20030072/8. Le MNA. Rapport des RG, Mercredi 19 octobre 1983.

<sup>1435</sup> « Attentat anti-arménien à la cité universitaire ». *Hay Baykar* n° 76-77, juillet 1984, p. 4.

<sup>1436</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Fiches hebdomadaires (1983-1984), Note des RG : « Communauté arménienne. Affaire Minassian : un alibi des moins spontanés », 13 août 1984.

<sup>1437</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Fiches hebdomadaires (1983-1984). Note des RG, 24 octobre 1983. Voir en annexes, photo n°28 p. 477.

### 3/ Des manifestations défensives

Ces manifestations n'ont pas de contenu revendicatif et relèvent du registre de l'indignation. Elles sont plus nombreuses à partir de 1984, mais un précédent avait déjà existé, le 11 juin 1981 à Paris. Il s'agissait d'une manifestation à l'appel du Comité des représentants des organisations arméniennes, complexe à catégoriser. Organisée en réponse aux actions terroristes anti-arméniennes contre le Centre culturel arménien, l'église d'Issy-les-Moulineaux et l'église de la rue Jean Goujon, elle est silencieuse (ce que lui reproche le journal *Hay Baykar*<sup>1438</sup>), afin de mobiliser toute la communauté. Elle attire beaucoup de monde, 4000 personnes (20 000 selon les organisateurs) et des hommes politiques français sont présents (PS, PSU, RPR, PCF), signe que la question arménienne a trouvé du soutien. Des banderoles indiquent « Les Arméniens protestent d'une seule voix », « Le génocide continue », « Reconnaissance et condamnation du génocide »<sup>1439</sup>. Une délégation arménienne est reçue par le Premier ministre Pierre Maurois, qui promet d'assurer la sécurité des établissements arméniens. Le Comité souligne dans un communiqué que c'est la première fois que les Arméniens de France descendent dans la rue en si grand nombre, depuis le 24 avril 1965. Selon *Haratch*, seul le journal *L'Humanité* donne une place conséquente à la manifestation. Une manifestation semblable, regroupant 3 à 400 personnes, a lieu le même jour, à Lyon.

À partir de 1984, ces manifestations défensives traduisent une crise politique au sein d'une communauté démobilisée, liée au ralentissement des opérations militaires, au brouillage des cibles de la lutte, à la répression, aux affrontements au sein de l'ASALA et aux attentats anti-arméniens. En mai 1984, des attaques visent en effet des lieux de culte et des lieux culturels arméniens. Une manifestation est organisée le 6 mai 1984 à Paris, après la cérémonie religieuse, à l'appel du comité unitaire du 24 avril, qui regroupe l'Église et les principales organisations, pour dénoncer le triple attentat commis à Alfortville, le 3 mai 1984, faisant 13 blessés. De 13h à 14h35, 400 personnes (300 selon le MNA) se rassemblent devant l'église Jean Goujon. Les responsables<sup>1440</sup>, Monseigneur Kud Nakachian, le pasteur Léonien et un animateur du *Nor Seround* prennent la parole pour exiger qu'il soit mis un terme aux attentats. Une demande d'audience est adressée par les responsables de l'Église et les principales organisations arméniennes de France au Président de la République. Le MNA, critique vis-à-vis de la manifestation, affirme que le rassemblement est sans envergure – « tous les thèmes mobilisateurs avaient été soigneusement évités » –, il dénonce une ambiance « d'aseptisation

---

<sup>1438</sup> « À propos de l'occupation des lieux de la Turkish Airlines ». *Hay Baykar* n°26, juin 1981, p. 5.

<sup>1439</sup> *Haratch* n°14928, 13-14 juin 1981.

<sup>1440</sup> « Rassemblement rue Jean-Goujon à Paris ». *Hay Baykar* n° 73, 19 mai 1984 au 2 juin 1984, p. 5.

et de démobilisation »<sup>1441</sup>. Selon lui, les slogans « *Haïastan* », « lutte armée », « le terrorisme, c'est l'État turc »<sup>1442</sup> n'ont pas trop été repris.

D'autres manifestations s'inscrivent dans ce registre. Le 22 novembre 1984 à 18 h, à l'appel du MNA, place de l'étoile, une manifestation est organisée contre « Le fascisme turc et ses complots », au consulat de Turquie ; 350 personnes sont présentes. Le lundi 27 novembre 1984, deux jours après un attentat anti-arménien salle Pleyel, une autre manifestation est organisée par le MNA. Des hommes politiques, du PSU, de l'UDF et des « notables », ouvrent le défilé, 1000 personnes se dirigent vers le consulat de Turquie. Le compte rendu se concentre sur l'émotion solitaire d'un manifestant, qui « hurle seul avec des sanglots dans la voix »<sup>1443</sup>, reprochant aux autres de se taire. Enfin, le vendredi 31 novembre 1984, six jours après l'attentat à la salle Pleyel, le Comité d'organisation de l'anniversaire de l'Arménie appelle à une manifestation unitaire vers la Maison de la Radio, un choix de lieu dénoncé par le MNA, qui reproche aussi l'absence de slogans contre la Turquie<sup>1444</sup>.

Un basculement s'opère dans la mobilisation occasionnée par la venue du ministre turc Ozal à Paris, invité par l'UNESCO : l'expertise apparaît désormais plus nécessaire que les compétences manifestantes. En effet, le rassemblement organisé par la mouvance *dachnak*<sup>1445</sup>, auquel le MNA se joint, contre sa venue, le 14 novembre 1985, confirme la perte de contenu éruptif des manifestations, tandis que progressent les connaissances sur le génocide et leur diffusion. Sa présence est vue comme une provocation et une manifestation est organisée à l'angle de l'avenue de Suffren et Lowendal (proche de l'UNESCO), à 18h. La mobilisation qui accompagne la manifestation est presque aussi décisive que la manifestation elle-même. Un communiqué à l'intention de la presse – « un terroriste à Paris » – dénonce le régime politique turc et qualifie la présence du ministre turc comme « inacceptable », car « cet homme est le représentant d'un état fasciste et assassin »<sup>1446</sup>. De même, 1500 tracts dénoncent la responsabilité du gouvernement turc dans le génocide des Arméniens en mettant l'accent sur les droits de l'homme : « les représentants de la barbarie ne doivent pas être reçus par un état démocratique, berceau de la déclaration de droits de l'homme »<sup>1447</sup>.

---

<sup>1441</sup> *Ibid.*

<sup>1442</sup> *Ibid.*

<sup>1443</sup> « Deux jours après l'attentat fasciste de la Salle Pleyel. Manifestation de protestation contre le consulat de Turquie ». *Hay Baykar* n°83, 15 décembre 1984 au 11 janvier 1985, p. 5.

<sup>1444</sup> « "Tous unis contre Radio France !..." ». *Hay Baykar* n°83, 15 décembre 1984 au 11 janvier 1985, p. 5.

<sup>1445</sup> « Türgüt Ozal représentant de l'État fasciste turc ». *Haïastan* n°459, décembre 1985, p. 6-7.

<sup>1446</sup> AN. 20030072/1. Communautés et organisations (1970-1999), Notes sur la communauté arménienne (1970-1988), Note des RG : « Communauté arménienne. Visite à Paris de Türgüt Ozal : nouvelle polémique arméno-turque », 7 novembre 1985.

<sup>1447</sup> Voir en annexes, photo n°29, p. 478.

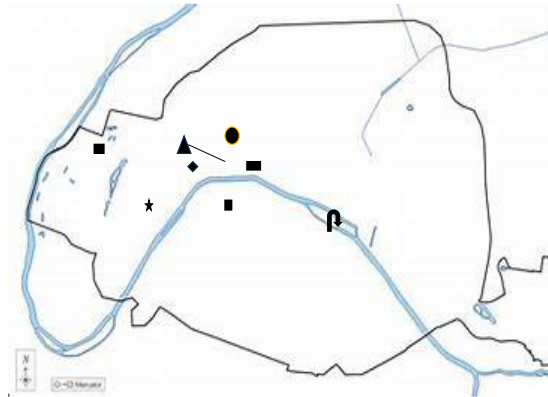
## Conclusion du chapitre

En France, dans la première moitié des années 1980, les manifestations arméniennes, au sens canonique, se multiplient, portées par la lutte armée dans le monde, par la question des prisonniers arméniens et par l'opportunité que constitue l'arrivée au pouvoir du PS, plus à même d'écouter leurs revendications. Forme tolérée de l'opposition et répertoire pacifié, voie moyenne entre la lutte armée et l'action diplomatique, la pratique de la manifestation est facilement appropriée par les Arméniens, au point de devenir récurrente. Fréquent en diaspora, le recours ancien à ce mode de lutte en France passe par la maîtrise de ses codes, notamment langagiers.

Les manifestants tirent parti de l'espace et composent avec ses contraintes. Ils inscrivent la question arménienne dans la ville, par les lieux occupés (voir carte page suivante). À l'échelle infra-locale, ils raccommodent les espaces en territorialisant la question arménienne et en investissant de nouveaux lieux, comme les représentations diplomatiques du monde entier et les lieux de la justice. À l'échelle nationale, la répétition des manifestations, notamment à Paris et à Lyon, contribue à inscrire la question arménienne dans le paysage politique français, même si la manifestation s'est en partie vidée de sa substance éruptive. Les revendications portées par ces manifestations sont en effet de plus en plus liées à la reconnaissance du génocide. Les horizons internationaux se réduisent (références, soutiens) et les manifestants se recentrent sur la question arménienne. À l'échelle de la diaspora, ces actions de rue permettent de reconnecter les espaces entre eux, contribuant à la performativité de la question arménienne.

La conflictualité politique arménienne dans la rue est encore forte, dans la première moitié des années 1980. Si Paris et Lyon ont des caractéristiques communes, les manifestations n'y ont pas la même signification : à Lyon, la mobilisation du 24 avril 1985 constitue l'apogée de la maîtrise manifestante, tandis qu'à Paris, les protestations s'essoufflent (effectifs, écho), ce qui marque, dans les deux villes, l'achèvement d'un cycle de mobilisation. La question arménienne va désormais être relayée par la voie diplomatique, à l'ONU, en 1985, et auprès de la CEE, en 1987.

La multiplication des manifestations à Paris  
(première moitié des années 1980)



◆ Église arménienne de la rue Jean Goujon

I Lieux des mobilisations antiturques

● Consulat de Turquie

\* Ambassade de Turquie

■ La Turkish Airlines

II Autres lieux investis

♣ Palais de justice

■ Ambassades où ont lieu des attentats

III Lieux français

▲ Arc de Triomphe

— Avenue des Champs-Élysées

## **Conclusion de la partie**

Les manifestations arméniennes ont une longue histoire. En effet, dans le passé, les Arméniens ont utilisé ce répertoire sur leur territoire d'origine. Leur étude a été l'occasion de montrer, comment, par l'occupation de la rue dans le territoire d'accueil, les Arméniens rendent manifeste la question arménienne dans l'espace public, tout en s'ancrant en France. Trois phases se dessinent, mais les frontières sont poreuses entre les temps étudiés. Lors de la première moitié des années 1970, les Arméniens s'initient à la pratique manifestante : première manifestation du 24 avril visant un lieu de revendication (1970) ; première manifestation hors du temps commémoratif (1972) ; première occupation de local (1972) pour la question arménienne ; première action d'éclat (1973). L'occupation de l'espace est partielle, trois lieux sont investis : l'église arménienne, les représentations diplomatiques turques -lieux « arméniens »- et l'espace central de la ville, les Champs-Élysées à Paris et la place Bellecour à Lyon -lieux français-.

La deuxième moitié des années 1980 est initiée par la répression de la manifestation, du 24 avril 1976, à Paris et à Lyon. Les Arméniens diversifient leurs actions manifestantes : première grève de la faim (1979), première marche (1979), manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, manifestations sauvages, ces actions trouvent une réception qui s'explique par l'écho de la lutte armée dans l'espace public français. Plusieurs lieux sont investis : le lieu arménien protecteur comme l'Église ; des lieux français protestataires (Bastille, le cimetière du Père-Lachaise) ; les lieux des représentations diplomatiques turques et d'Arménie soviétique, signe que la question de la reconnaissance du génocide n'est pas la seule matrice de l'activisme.

La première moitié des années 1980 se caractérise par la multiplication des manifestations, au sens littéral, en nombre et en lieux investis, liés aux procès des combattants arméniens. De nouveaux lieux sont investis (ambassade américaine, suisse, yougoslave). Durant ces quinze années, le phénomène transnational s'est exprimé à travers le processus de diffusion de ces pratiques protestataires. À l'issue du cycle, les manifestants arméniens et français, dont la famille est présente en France depuis 60 ans, maîtrisent tous les codes langagiers. Dans le même temps, la manifestation s'est vidée de ses origines éruptives et il n'en reste que la forme déconnectée de sa dimension revendicative, comme c'est le cas pour d'autres manifestations en France<sup>1448</sup>. L'année 1988 sera l'occasion de mettre à profit une culture manifestante élaborée et reformulée depuis un quart de siècle contre la Turquie et reconvertie contre l'URSS.

---

<sup>1448</sup> Voir la carte de Lyon en manifestation p. 460

## CONCLUSION GÉNÉRALE

### Appartenances bricolées

Le croisement des sources -orales, archives publiques et presse arménienne- a permis de faire émerger un mouvement de revendication arménien dans la rue, en France, dans la longue décennie protestataire des années 1970. L'étude de ces mobilisations arméniennes révèle la recomposition des appartenances des descendants d'immigrés, après l'expérience migratoire. L'histoire des Arméniens ne peut, en effet, être vue au seul prisme du traumatisme causé par le génocide. Entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980, en occupant la rue, les Arméniens ont été les acteurs en France d'un mouvement de protestation, visant à faire reconnaître une question nationale non résolue et un crime de génocide non reconnu. Leurs actions revendicatives se sont avérées métissées, du fait de leurs appartenances multiples. Le descendant d'immigré ne se réduit pas, en effet, à la dualité entre la fidélité à son territoire d'origine et à la force d'assimilation de son territoire d'accueil. En raison de sa présence éclatée à travers le monde, sur de nombreux espaces, les horizons d'une diaspora sont pluriels. Elle porte ainsi une histoire-monde, aux temporalités multiples : les trames arméniennes perdurent et se réinventent dans le temps, aux côtés d'autres. L'étude du mouvement de revendication arménien, situé dans le temps moyen de la longue décennie étudiée (de 1970 à 1985) et le temps court du moment manifestant, permet de saisir comment une communauté d'origine étrangère, présente depuis plusieurs décennies en France, recompose ses multiples appartenances. Les militants arméniens reformulent la protestation, à partir de référents et de pratiques divers, qui s'influencent les uns les autres, distillés dans les usages de la rue. Les couples tradition/modernité, national/transnational, droite/gauche, deuil/protestation, appartenance au territoire d'origine et d'accueil ne s'opposent pas toujours et cohabitent parfois ensemble.

Du côté de l'histoire arménienne, les héritages se lisent à travers la présence, en manifestation, de l'église, de la langue, de symboles -comme le drapeau- et de la famille. Les militants, en France, regardent les phénomènes à l'œuvre sur le territoire d'origine et en diaspora, aux États-Unis ou au Moyen-Orient. Au cœur des échanges d'hommes, d'idées et de textes, Beyrouth occupe une place centrale, plus importante encore après le déclenchement de la guerre civile en 1975. Les mobilisations arméniennes sont aussi perméables aux mondes en protestation. Du côté de l'histoire française, les mouvements politiques arméniens se réapproprient des idées politiques. Le parti *Dachnaktsoutioun* reformule le socialisme, tandis

que Libération arménienne recycle le marxisme, en le délestant de ses strates originelles au profit de nouvelles, pour accroître la visibilité de la question arménienne. Acclimatés en France, ces modèles sont intriqués dans d'autres horizons, nourris, dans les années 1970, de grille de lecture tiers-mondiste, notamment palestinienne.

Le décloisonnement géographique et la multiplication des échelles d'observation, du mondial au local, s'imposent donc à celui qui étudie les mobilisations diasporiques, ainsi *emboîtées*. Voilà pourquoi, plutôt que de démêler ce qui, dans les usages de la rue, serait « français », « arménien », « diasporique » ou « mondial », nous avons choisi d'étudier les croisements des appartenances. Ce phénomène de rencontre se déroule sans rapport de hiérarchie ou d'opposition. L'emprunt de référents et de pratiques protestataires exogènes, greffé sur des pratiques endogènes, s'il se fait au prix d'une transformation de leur sens initial, ne débouche pas forcément sur quelque chose de nouveau. Lors du moment manifestant, le métissage exprime d'abord la pluralité et la co-présence des appartenances. Les pratiques de rue de la diaspora peuvent aussi être qualifiées d'hybrides : elles mélangent des registres différents, issus d'histoires et d'espaces multiples, dont les strates se superposent, non sans discordances par rapport à leurs modèles. En reformulant, sans les copier, les références convoquées, les réappropriations traduisent une continuité dans l'histoire de la diaspora arménienne. Elles montrent sa capacité à se mouvoir dans les entre-deux, à s'adapter au jeu social, pour durer. Afin d'inscrire la question arménienne dans l'espace public, les militants regardent ailleurs, comme ils l'ont toujours fait, et butinent, selon les contextes, différents registres -en particulier le deuil et la protestation-, sur différents modes -conventionnel et contestataire- venus d'espaces variés. Aussi les manières de manifester circulent-elles et se transforment-elles, au gré des réaménagements et des acteurs. Durant la longue décennie protestataire des années 1970, lors des mobilisations de rue, les références horizontales -puisées en France, en diaspora et dans le monde- contribuent autant à inscrire la question arménienne dans l'espace public français que les références verticales, exprimées à travers l'usage de la langue et de l'histoire arménienne.

Lieu d'expression d'appartenances plurielles (locale, française, arménienne et diasporique), la rue, enjeu de lutte entre les deux mouvements politiques arméniens pour exercer leur influence sur la diaspora, apparaît comme le théâtre d'interactions multiples. Celles-ci tiennent au fait migratoire, au genre, à l'appartenance politique, au phénomène générationnel et aux origines sociales des acteurs, même si ces deux dernières caractéristiques n'apparaissent pas comme déterminantes. En effet, si, dans les années 1970, les mobilisations



de rue sont plutôt mises en œuvre par des jeunes Arméniens, étudiants ou actifs, elles regroupent des Arméniens de tout âge et de tout milieu social. Une diaspora se caractérise, en outre, par des flux migratoires permanents, qui alimentent sa diversité et ses clivages internes. En raison du retour des Arméniens du Caucase et des crises géopolitiques au Moyen-Orient, à partir du milieu des années 1970, les migrations arméniennes (de Turquie, d'Iran, du Liban et de Syrie) sont nombreuses. Aussi les Arméniens du Moyen-Orient, dont l'histoire diffère des Arméniens de France, participent à ce mouvement de revendication. Quant aux femmes arméniennes, si leur militantisme évoque celui d'autres causes -avec des tâches genrées et acceptées comme telles au nom de la lutte-, des singularités apparaissent quand on procède au croisement des temporalités. Le féminisme des années 1970 en France fait écho à une émancipation des femmes arméniennes, commencée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur le territoire d'origine. Les militantes héritent en outre du rôle dévolu aux femmes, en diaspora, après le génocide, dans la reconstruction de la communauté.

Dans le moment manifestant, les militants arménisent des pratiques, des référents et des lieux : rien n'est pur. Les appartenances des Arméniens s'avèrent ainsi *bricolées* : tels des artisans, les Arméniens rassemblent des fragments et collent des bris d'espaces et d'histoires épars qui forment une mosaïque aux *temporalités fragmentées*.

### Temporalités fragmentées

L'étude des mobilisations diasporiques confirme la nécessité d'une histoire prenant le monde pour horizon. La violence d'un génocide non reconnu et l'expulsion hors du territoire d'origine sur d'autres territoires de vie ont démultiplié les rapports au temps des Arméniens. Aussi, le mouvement d'extériorisation de la question arménienne en France se nourrit de dynamiques irriguées de tous les espaces de la diaspora, très perméables, dans les années 1970, aux mondes en protestation et possédant leurs propres chronologies, qui interfèrent avec celle de la France. À travers l'exemple arménien, il s'agit de réfléchir à d'autres scissions temporelles, que celles qui sont canoniquement proposées d'ordinaire pour l'histoire des mobilisations en France et qui s'émancipent des ruptures chronologiques en usage, situées entre le début des années 1960 et le début des années 1980. L'étude du mouvement de revendication arménien invite, par conséquent, à proposer un autre découpage de l'histoire de la protestation en France. Si le « moment 68 » agit de manière souterraine sur leurs mobilisations, celles-ci se montrent également perméables aux contextes propres aux espaces diasporiques, notamment la

lutte armée au Liban, à partir de 1975. Elles croisent en outre les préoccupations des mouvements d'indépendance des années 1960 et les mobilisations plus identitaires des années 1970, tout en ayant leur propre singularité. Aussi, des écarts temporels se jouent dans la réception des événements, à l'origine d'une chronologie décalée de leur mouvement de revendication.

En France, l'occupation de la rue par les Arméniens, esquissée en 1965, commence véritablement au début des années 1970. Elle se transforme avec la fin de la lutte armée et l'inscription de la question arménienne sur la scène diplomatique, en 1985. La mosaïque protestataire arménienne, issue de multiples histoires et espaces, forme un patchwork dont les historicités ne sont pas synchrones. Elle est constituée de temporalités fragmentées : selon le moment, un fragment de lutte est plus convoqué qu'un autre, de manière diachronique, il se réfère au passé du territoire d'origine et de manière synchronique, il renvoie au monde, à la France ou à l'espace urbain local, notamment à Lyon et à Paris.

Le cycle des mobilisations de rue arméniennes, entre 1970 et 1985, constitue une séquence. Les manifestations arméniennes s'inscrivent dans une évolution chronologique ternaire, semblable à d'autres mobilisations : émergence-croissance-stabilisation. Durant ce cycle, les différentes formes d'occupations de l'espace ont permis de transformer la question arménienne d'une question invisible à une question visible. D'apprentis de la manifestation, les Arméniens en deviennent progressivement des experts, en maîtrisant, notamment, les itinéraires et le langage. D'abord imprégnées de revendications émancipatrices, avec la question de la spoliation des terres, les mobilisations évoluent, vers une revendication plus mémorielle, la reconnaissance du génocide.

Dans la première moitié des années 1970, les mobilisations se tournent autant vers la France que vers les autres mondes en révolte. Entre 1976 et 1982, la lutte armée au Liban impulse de nouvelles dynamiques et les actions manifestantes se diversifient. Au cours de la période 1982-1985, la manifestation, dont les Arméniens se sont appropriés les codes, tend à s'imposer et perd de son potentiel disruptif. L'époque se caractérise par la perte de sens de la lutte armée et par la fermeture des horizons d'émancipation mondiaux, dans un contexte de renouveau du libéralisme. Les enjeux portés par les manifestations arméniennes, davantage centrés sur leur double appartenance, se rapprochent alors d'autres mobilisations communautaires, d'autres mouvements sociaux (comme le régionalisme) ou d'autres diasporas. Captées par le champ politique, ils deviennent avant tout mémoriels. La manifestation du 24

avril 1985 à Lyon est le témoin de ces mutations. La réponse de l'État français constitue alors un signe de reconnaissance, avec la prise en compte d'une partie des revendications arméniennes, mais aussi une confiscation de l'ouverture des possibles, auparavant expérimentés à travers les lieux multiples de la protestation.

La période entre la fin de l'année 1985 et le début de l'année 1988 fut creuse en manifestations, excepté le 18 juin 1987, marqué par un rassemblement à Strasbourg, pour célébrer la reconnaissance du génocide des Arméniens par le Parlement européen. Puis en février 1988, les pogroms azéris anti-arméniens au Haut-Karabagh sont à l'origine d'un renouveau manifestant à Paris et à Lyon : sit-in, manifestations, rassemblements, les Arméniens réinvestissent les formes de lutte pratiquées durant 15 ans, essentiellement contre la Turquie, sur un autre front, l'Arménie soviétique, parfois sur les mêmes lieux (comme le parvis de Notre-Dame), alors que l'URSS est en train de vaciller.

### Espaces raccomodés

L'inscription de la question arménienne a d'abord été spatiale, avant de devenir médiatique puis politique. Performatives, les mobilisations de rue ont contribué à extérioriser et à faire advenir la question arménienne, tout en accompagnant l'ancrage en diaspora. Tout autant que la lutte armée et l'action diplomatique, elles ont fait émerger la question arménienne dans l'espace public. Dans la longue décennie protestataire des années 1970, en se mobilisant partout où ils étaient présents, les Arméniens ont ainsi *raccomodé les espaces* du passé et du présent, jetant un pont entre les historicités brisées par le génocide. Tout en usant de répertoires d'action conventionnels (meetings, affichages...), qui ont accompagné leurs mobilisations, ils se sont réappropriés des pratiques protestataires, dont la manifestation et ses déclinaisons, qu'ils avaient déjà éprouvé sur leur territoire d'origine. Par cette dynamique transnationale, les mobilisations de rue ont permis de reconnecter les espaces de la diaspora.

Dans toute la diaspora, en effet, la commémoration du 24 avril 1965, est l'occasion de quitter les lieux clos des salles et de sortir de l'entre-soi communautaire. Les performances de rue combinent ensuite tous les critères des pratiques transnationales. Elles sont concomitantes à tous les Arméniens : en diaspora, au Moyen-Orient (Liban notamment) et Occident (Canada, États-Unis, Europe), ainsi que sur les territoires d'origine (Arménie du Caucase, Iran). Le calendrier simultané de ces actions ne constitue toutefois pas le seul élément tangible du

phénomène transnational. Elles sont aussi animées par les mêmes revendications et sont portées par des mouvements politiques présents dans toute la diaspora. En outre, les modalités des actions sont semblables, notamment lors des manifestations du 24 avril, par les lieux investis, près des instances diplomatiques turques, par les liens noués avec les médias et les autorités. La répression, limitée, est commune à tous. En France, la diaspora arménienne se montre dès lors réceptive à des événements qui ne concernent pas son seul lieu de vie.

En France, les manifestations de rue ont une longue histoire, associée à des dynamiques contestataires spécifiques. Leur usage est très répandu dans les années 1970. Citadins depuis les années 1920, les Arméniens ont les ressources pour utiliser cette pratique, du fait de l'ancienneté de leur présence en France, qui nourrissent leur appartenance à l'échelle infra-urbaine. Entre 1970 et 1985, à Paris et à Lyon, l'histoire des mobilisations arméniennes, à travers les pratiques manifestantes, est l'histoire d'une quête de lieux pour représenter, reconfigurer la lutte contre la Turquie négationniste, malgré un effectif manifestant faible, car il existe d'autres manières d'exprimer son appartenance arménienne. Les lieux approchés se substituent alors aux territoires arméniens perdus ou inaccessibles. Au moment où s'estompe l'espoir du retour, cette occupation physique affirme un collectif arménien et peut permettre de compenser en partie l'éloignement du territoire d'origine.

Le choix des actions de rue est aussi très lié à l'ancrage local, Paris et Lyon. À Paris, capitale intellectuelle et révolutionnaire, marquée par le cosmopolitisme migratoire, les actions manifestantes se déclinent sous un format parfois plus frontal, comme en témoignent les actions d'éclat, les occupations de locaux et les manifestations sauvages. Les Arméniens sont aussi plus nombreux, ce qui explique le choix récurrent de la manifestation comme répertoire d'action. L'accès aux autorités, politiques ou religieuses, est aussi moins aisé. À Lyon, la communauté arménienne, mieux organisée en réseau par des solidarités héritées, développe, quant à elle, des liens avec les élus locaux. Elle se rapproche aussi des instances internationales, avec pour conséquence des mobilisations de rue plus pacifiées. En raison d'une population arménienne moins nombreuse, elle fait d'autres choix d'action. Les phénomènes d'écho entre les deux villes sont toutefois nombreux : implantation des principaux mouvements, déplacement des militants et manifestations parallèles.

Ces actions manifestantes n'ont pas modifié l'attitude de la Turquie vis-à-vis des Arméniens, mais elles l'ont dérangée et ont pu contribuer au changement de regard de la communauté internationale sur la question arménienne. Elles ont contribué, en 2001, à la reconnaissance du génocide, par la France, perpétré par l'Empire ottoman contre les Arméniens.

Si nous avons fait un « pas de côté » et regardé ce qui se déroulait ailleurs en diaspora, nous avons conscience que ce travail n'est qu'un début. À travers l'étude des mobilisations de rue arméniennes, entre 1970 et 1985, à Paris et à Lyon, nous avons inscrit le mouvement de revendication arménien en France dans les mobilisations des années 1970. Une étude transnationale des actions de rue arméniennes à l'échelle de toute la diaspora, pour porter la question arménienne dans l'espace public, permettrait d'ouvrir de nouvelles perspectives sur les mobilisations de descendants d'immigrés ... Le champ de la recherche est donc vaste.

## **SOURCES**

### **1° ARCHIVES PUBLIQUES**

#### **ARCHIVES NATIONALES DE FRANCE (AN)**

##### **Archives de la Direction centrale des Renseignements généraux**

- 20030072/1. Communautés et organisations. 1970-1999.
- 20030072/3. L'Église arménienne.
- 20030072/6. Dachnaks et Ramgavars. 1991-1995.
- 20030072 /10. Dossiers généraux sur les attentats.
- 20030072/11. Dossiers spécifiques sur les attentats en France.

##### **Archives de la Direction centrale des Compagnies républicaines de sécurité**

- 19870157/25. Dossier « 24 avril 1976 ».

##### **Archives du bureau de la nationalité et des groupements étrangers (direction de la Règlementation)**

- 19840083/16. Dossier 572. UGAB (1942-1979).
- 19840083/21. Dossier 865. Église arménienne de Lyon (1945-1979).

##### **Archives de la sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontalière**

- 19840083/10. Dossier 369. Fédération arménienne Daschnaktsoutioum (1946-1979).
- 19870799/32. Dossier 3222. Union des étudiants arméniens d'Europe (1968-1976).

##### **Archives de Maurice Grimaud, conseiller auprès de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation**

- 19860185/9. Sous dossier « Arméniens ».

##### **Archives d'Yvon Ollivier, conseiller technique chargé des affaires financières**

- 19880177/1. « Budget 1982 ».

##### **Archives de Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité**

- 19880213/6. Dossier « Divers ».

## **Archives privées**

21 AR/34. Fonds Alain Madelin.

688AP/359. Fonds Simone Weil.

580 AP/13. Fonds François Pinault.

456AP/7. Fonds Édouard Depreux. Voyages et étranger. Dossier 3. L'Arménie.

## **Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes**

20000283/04. La communauté arménienne, aspects culturels et culturels.

## **Direction générale des patrimoines et de l'architecture. Le Cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (1984-1986)**

19860511/5. Dossier Turquie.

## **France, Musée national des Arts et traditions populaires**

20130521/62. Enquête sur les Arméniens en France (1984-1992).

## **Intérieur ; Le Bureau de la nationalité, des titres d'identité et de voyage**

19840083/13. Dossier 477. Parti Social-démocrate Hentchakian.

20030584/2. Liste des associations arméniennes.

19870799/29. Dossier 1018. Association des Anciens Combattants.

19870799/31. Dossier 2194. Élèves du collège Samuel Moorat.

## **Intérieur ; Direction générale de la Police nationale ; Direction centrale des Renseignements généraux ; Sous-direction de la recherche ; Section « étrangers et minorités » (1945-2001)**

20030072/2. Situation des communautés arméniennes en France par implantation géographique.

20030072/4. Congrès arméniens. Radios libres. Soutien aux dissidents en Arménie soviétique.

20030072/5. Commémorations annuelles de l'anniversaire du génocide des Arméniens.

20030072/7. Études sur le terrorisme arménien.

20030072 /8. Le MNA, Mouvement national arménien.

## **Intérieur ; Direction générale de la police nationale ; Cabinet (1950-1989)/Archives du cabinet du directeur général de la Police nationale**

19910852/5. Dossier Presse Radio. Lettre de M. Pellet, journaliste de RTL à propos du 24.04.1978.

## **Institut national de l'audiovisuel (INA)**

20060123/61. Notes sur l'émission de Marc Ferro.

## **La Mission de la recherche (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ministères chargés de la santé et de la solidarité)**

19960161/54. Les Arméniens en région parisienne.

## **ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS (APP)**

### **Cabinet du préfet de police**

Cote BA 2327. Chemise 89501. Colonie arménienne de Paris (1947-1987).

### **Direction de l'ordre public et de la circulation. Sous-Série F/D**

F/D 132. Manifestation organisée par des groupements arméniens.

F/D 272. Manifestation du Comité de défense de la cause arménienne. (1976).

F/D 282. Manifestation des Arméniens pour la commémoration des massacres de 1915 à 1922. (1977).

F/D 312. Manifestation des Arméniens pour la commémoration des massacres de 1915 à 1922. (1979 et 1980).

### **Direction du Renseignement**

80W art. 144. Dossier 57545. CDCA, Comité de défense de la cause arménienne.

### **Direction de l'ordre public et de la circulation**

163 W art. 68. Manifestation des Arméniens à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens, lundi 24 avril 1978.

### **Direction des Renseignements de la préfecture de police (DRPP), Direction des Renseignements généraux**

77 W 5092. Chemise 49131. Association culturelle de l'Église apostolique de Paris et de la région parisienne (1983-1985).

77 W 2838. Chemise 442 044. Parti social démocrate Hentchakian (1948-1990).



## **ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AMAE (Site de Nantes)**

### **Archives rapatriées de l'ambassade de France à Ankara (1963-1979)**

36/PO/4/67. Turquie/France : rapports entre France-Turquie et échanges interparlementaires. Turquie/France : problème arménien, terrorisme en France.

36PO/4/68. Turquie/France : dossier général (1972-1976)-Problème arménien (1976)-Assassinat Ismail Erez (24.10.75).

36PO/4/85. Visite officielle en France du Président M. Cevdet Sunay-Visite en France de M. Nihat Erim, Premier ministre.

36PO/4/86. Monument arménien de Marseille.

### **Archives rapatriées de l'ambassade de France à Ankara (1980-1985)**

36PO/5/43. La Turquie et le problème arménien. Les Arméniens en France.

36PO/5/44. Le problème arménien dans le monde et aux Nations Unies, sécurité et protection diplomatique.

## **ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. CENTRE DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES DE LA COURNEUVE**

### **Direction d'Europe au quai d'Orsay**

**Europe-Turquie** (1961-1970), 247QO/99. Question arménienne.

**Europe-Turquie** (1971-1976), 247QO/164, 247QO/165, 247QO/166. Question arménienne.

**Europe-Turquie** (1976-1980), 1929INVA/4709. État et politique intérieure. Régions : Arménie.

**Europe-Turquie** (1981-1985), 1930INVA/5573, 1930INVA/5574, 1930INVA/5575, 1930INVA/5576, 1930INVA/5577, 1930INVA/5578. Question arménienne.

**Europe-URSS** (1961-1965), 208 QONT/390. Question administrative et contentieux.

**Europe-URSS** (1976-1980), 1929INVA/4740. État et politique intérieure. Les dissidents.

**Europe-URSS** (1981-1985), 1930INVA /5623, 1930INVA/5627. Les dissidents.

## **Direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient**

**Liban** (1973-1982), 1835 INVA/ 408. Situation intérieure. Minorités.

**Liban** (1983-1989), 0047SUP/44. Politique intérieure. Minorités.

## **ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE**

4434 W 273. Communautés après 1945.

## **ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

### **1907 W. Cabinet du préfet de police délégué pour la sécurité et la défense**

1907 W 62. Manifestation. Commémoration du génocide arménien, mercredi 24 avril 1985.

### **OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), MHEA (Mission histoire et exploitation des archives)**

Demandeurs d'asile ou réfugiés présumés arméniens, originaires du Liban, de Syrie, de Turquie, et d'Iran, présumés entrés en France entre 1965 et 1989.

## **2° PÉRIODIQUES**

### **PRESSE ARMÉNIENNE, EN FRANÇAIS, AVANT LA PÉRIODE ÉTUDIÉE**

*Le Haiïasdan, organe de l'association patriotique arménienne*

### **PRESSE ARMÉNIENNE EN ARMÉNIEN**

*Haratch*

### **PRESSE ARMÉNIENNE EN FRANÇAIS ET/OU BILINGUE**

*Arménia*

*France-Arménie*

*Haiïastan*

*Hay Baykar*

*Libération arménienne*

*Oussanogh*

*Résistance*

## **ARTICLES EN ARMÉNIEN**

Kurkjian, Haroutioun. « Autour de l'idéologie des mouvements étudiants français ». *L'Union des étudiants Zavarian de la Fédération arménienne révolutionnaire (F.R.A)*. Beyrouth, mai 1969, p. 21-51.

Terzian, Bédros [Pierre]. « Une expérience de la presse de la diaspora : les 5 années d'existence de "Yéridassart Haï" ». *La struttura negata. La cultura armena nella diaspora 2*. Publié par l'ICOM. Milan, 1981, p. 71-88.

## **PRESSE ARMÉNIENNE EN FRANÇAIS OU BILINGUE, CONSULTÉE EN PARTIE**

*Ani*

*Azadamard*

*Bulletin de liaison de l'union des anciens élèves de Samuel de Moorat*

*Cultures arméniennes*

*Notre Voix*

*Trait d'Union*

## **PRESSE RÉGIONALE FRANÇAISE**

*Le Dauphiné Libéré*

*Le Progrès*

## **PRESSE NATIONALE FRANÇAISE**

*Libération*

*Le Monde*

Autres quotidiens de manière plus ponctuelle : *Le Figaro, Le Matin, Le Quotidien de Paris*

## **PRESSE FRANÇAISE D'EXTRÊME-GAUCHE**

*La cause du peuple*

*Rouge*

## **3° ARCHIVES COMMUNAUTAIRES, ASSOCIATIVES ET PRIVÉES**

**ARAM. Association pour la recherche et l'archivage de la mémoire arménienne (Marseille)**

24 avril

Monument de Marseille

Affaire Kilindjian

## **BIBLIOTHÈQUE D'ARMÉNOLOGIE BOGHOS NUBAR (Paris)**

Fonds Arthur Beylerian  
Fonds ASALA  
Maison des étudiants arméniens

## **CNMA. CENTRE NATIONAL DE LA MÉMOIRE ARMÉNIENNE (Décines)**

Prise du consulat turc à Paris, le 24 septembre 1981, revue de presse  
24 avril 1983, revue de presse

## **PAPIERS ET PHOTOS PRIVÉS (affiches, statuts d'associations, photos, tracts, notes)**

A : affiches de manifestation, tracts, notes manuscrites de réunion, photos.  
Atamian Claude Manoug : affichettes du 24 avril.  
Batwagan-Toufanian Satenig : affiches, tracts, slogans, programme de la FRA en 1907.  
Daronian Liliane : notes manuscrites sur l'UEAE et sur le colloque *Le payasage intérieur*.  
Dolmadjian Maurice : statuts de l'UEAE, liste des étudiants de l'UEAE de Lyon.  
Donikian Denis : notes manuscrites sur le CEA.  
Dzagoyan René : lettres, tracts, articles de presse sur l'opposition de l'UEAE à Nihat Erim.  
Hougassian Robert : statuts du MNA et notes manuscrites sur le MNA.  
Kalfayan Philippe Raffi : affiches de manifestation, tracts, notes manuscrites de réunion, photos.  
Kesisyan Khoren : tracts de Libération arménienne, notes.  
Mardirossian Édouard : photos, appels aux commémorations du 24 avril, coupures de presse.  
Muradian Vahé : photo et lettre de rupture du parti.  
Sarkissian Raffi : photos de manifestations.  
Shirvanian Tikran : photos du 24 avril 1965.  
Sarafian Jacques : statuts du CEA, affiches du CEA, comptes rendus du CEA, film du CEA.  
Tchoboian Robert : photos, tracts.  
Tchoboian Patrick : photos.

## **4° SOURCES NARRATIVES**

### **LITTÉRATURE GRISE**

CDCA. *Le problème arménien et le paragraphe 30 à l'ONU*. 1975.  
CDCA. *Rapport d'activité*. 1<sup>er</sup> mai 1975-30 juin 1976.  
Centre d'information Arménien. *Les Arméniens se souviennent. 1915, le cinquantième d'un génocide*. Beyrouth, 1965.  
CSPPA. *1915. Le génocide arménien*. Paris.  
Dasnabedian, Hratch. *La question arménienne*. École supérieure de lettres de Beyrouth, 18 mai 1975.

Donikian, Robert, Nazarian, Jacques, Solakian, Vasken. *Le deuil national arménien*. CEA : Lyon, 1<sup>er</sup> trimestre 1965.  
Galustian, Haïg C. (Ed.). *Aregak*, armenian monthly. Londres, avril 1965.  
Samuelian Hrant. *Mémemorandum. Le problème arménien. Nécessité d'un règlement*. Beyrouth, 1965.  
UEAE. *Bulletin*. 1968.

## TÉMOIGNAGES-RÉCITS

*Les Arméniens en cour d'assise. Terroristes ou résistants ?* Marseille : Éditions Parenthèses. (Coll. « Historique»), 1983.  
Chaliand, Gérard. *Mémoire de ma mémoire*. Paris : Julliard, 2006.  
Chaliand, Gérard. *La pointe du couteau*. Paris : Points (Coll. « Points Aventure »), 2013.  
Chétanian, Bati. *Les fils de la dentelière. Nouvelles d'Arménie et d'ailleurs*. Paris : Thaddée, 2014.  
Der Sarkissian, Jean et Lucie. *Les pommes rouges d'Arménie*. Paris : Flammarion, 1986.  
Dolmadjian, Maurice. *Meurs et deviens. Du génocide à l'exil*. Maisons-Alfort : Kirk Publishing, 2020.  
Donabedian, Jacques. *Parcours d'un colleur d'affiches. Au service de la cause arménienne*. Aubagne : Mélima K, 2018.  
Donikian, Denis. *Fragments de figures apatrides*. Paris : Publisud, 1995.  
Gardon Victor. *Le Vert soleil de ma vie*. Paris : Stock, 1992 [Rééd. 1959].  
Gaspard, Armand. *Le combat arménien. Entre terrorisme et utopie*. Lausanne : L'âge d'homme, 1984.  
Kévonian, Arménouhie, Kévonian, Kéram, Ter Minassian, Anahide. *Les noces noires de Gulizar*. Marseille : Éditions Parenthèses, 2005 [Rééd. 1993]  
Krikorian, Ara. *Journal d'un militant*. Maisons-Alfort : Kirk Publishing, 2018.  
Kurkjian, Harout. *Essai sur l'exil*. Paris : c/o K. Baladian, 1978.  
Lépidis, Clément. *L'Arménien*. Paris : Seuil, 1973.  
Melkonian, Markar. *La route de mon frère*. Marseille : Thaddée, 2004 [Trad. 2017].  
Melkonian, Martin. *Le miniaturiste*. Marseille : Éditions Parenthèses (Coll. « Diasporales »), 2006.  
Nazarian, Jacques. *Souvenirs d'un parcours*. Montreuil : Stipa, 2015.  
Tchertchian, Dikran. *Le Paddock 29. Récit d'un cheminement romanesque*. Saint Denis : Isi Print, 2020.  
Toranian, Valérie. *L'étrangère*. Paris : Flammarion, 2015.  
Verneuil, Henri. *Mayrig*. Paris : Robert Laffont, 1985.

## **5° SOURCES AUDIOVISUELLES**

### **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE, INA (Institut national de l'audiovisuel)**

#### **Principaux journaux et émissions** (de nombreux autres ont été visionnés)

*Commémoration-Arméniens*. FR3 dernière. FR3. 24 avril 1975.  
*Les Arméniens*. Émission. A2. 1<sup>er</sup> juillet 1977. 26 mm.  
*Réaction CDCA*. Soir 3. FR3. 22 décembre 1979.  
*Prise otages-ambassade turque*. C'est à vous. TF1. 24 septembre 1981.  
*Les Arméniens*. Sept sur sept. TF1. 17 novembre 1981. 13 mm.  
*Manif-Arméniens*. IT1 nuit. TF1. 21 janvier 1982.  
*Grève de la faim*. Journal. FR3 région. 21 janvier 1982.  
*Les Arméniens*. IT1 20h. TF1. 22 janvier 1982.  
*Plateau Ternon, Toranian, Barseghian, Richardot*. Midi 2. A2. 24 avril 1982.  
*Attentat boulevard Saint-Michel*. IT 1 13h. TF1. 21 juillet 1982.  
*Alfortville*. J A2 20h. A2. 3 mai 1984.  
*Manifestation génocide arménien*. IT 1 20h. TF1. 24 avril 1985.

#### **Radio**

-Jean-Marie Carzou. *Jean-Marie Carzou, Français d'origine arménienne*. Radioscopie. France Inter. 24 avril 1975. 55 min.  
-Anahide Ter Minassian, Jean-Pierre Mahé, Yves Ternon. *Joseph Franceschi*. Rencontre. France-Culture. 25 décembre 1977. 60 min.  
-Arlen Papazian. *Arlen Papazian*. Rencontre. France-Culture. 8 janvier 1978. 57 min.

#### **Bibliothèque nationale de France**

« Être Arménien en France ». Table ronde du 24 octobre 1998 (Ara Toranian, Anahide Ter Minassian, Martine Hovanesian, Patrick Devedjian).

## **ARCHIVES FILMIQUES**

#### **Documentaires amateurs**

Garbis Karaoglanian. *Le 24 avril 1965 à Paris*. 1965. 3 mm.

#### **Films de fiction et documentaires**

-Avédissian, Serge, Kébadian, Jacques. *Sans retour possible*. France. 1983. 108 min.  
-CEA. *Arménie 1915*. France. 1965. 27 min.  
-Kébadian, Jacques. *Mémoires arméniennes*. France. 1993. 135 min.

-Guédiguian, Robert. *Une histoire de fou*. France. 2015. 134 min.

-Verneuil, Henri. *Avédis Aharonian, dernier président arménien*. CNC. Archives cinématographiques de Bois d'Arcy. France. 1949. 30 min.

## **Médiagraphie**

*Le camp de jeunesse du Nor Seround à Sérignan*. FR3 Montpellier. 29 août 1967. 4 min.

<http://www.youtube.com/watch?v=IUvmB9JoZc>

Papazian, Arlen. *Le Nor Seround*. Antenne 2. 1<sup>er</sup> juillet 1977. 27 min.

[https://www.youtube.com/watch?v=vcYLosj\\_tel](https://www.youtube.com/watch?v=vcYLosj_tel)

Stéphanesco, Georges. *Foi et traditions des Chrétiens Orientaux*. « La presse arménienne en France. Lyon ». Antenne 2. 23 juillet 1989. 30 min.

<https://www.youtube.com/watch?v=yg5KkQK-suM>

Stéphanesco, Georges. *Foi et traditions des Chrétiens Orientaux*. « La presse arménienne en France. Paris ». Antenne 2. 16 avril 1989. 30 min. <https://youtu.be/86KrWIDDBO8>

## **6° SOURCES ORALES. Par ordre chronologique du premier rendez-vous**<sup>1449</sup>

NOM ET NOMBRE DE CITATIONS (entre parenthèses)	VILLE DE L'ENTRETIEN	CADRE DE L'ENTRETIEN	DATE	DURÉE	MOUVEMENT POLITIQUE/ ASSOCIATION
Kéram Kévonian	Paris	Café	Mai, juin, novembre 2017, janvier 2019	7h30	CEA
Ara Toranian (10)	Paris	Lieu de travail	Juin 2017, février 2018	3h45	LA, MNA
Gérard Chaliand	Paris	Domicile	Juin 2017	2h15	géostratège
René Dzagoyan	Paris	Café	Juin, novembre 2017	2h30+ appel	UEAE, proche du MNA
Anahide Ter Minassian	Fresnes	Domicile	Juillet 2017, mars 2018	4h	FRA
Stéphane Indjeyan (7)	La Roche-sur-Yon	Domicile	Juin 2017	2h	LA, MNA
Charlie Sansonetti (7)	Paris/Maisons-Alfort	Café	Juin, décembre 2017, décembre 2018, avril 2019	7h	LA, MNA
A. <i>Femme</i> (6)	Paris/Aulnay-sous-Bois	Café et à domicile	Juin, novembre 2017	2h	LA

<sup>1449</sup>L'ordre chronologique permet de restituer les étapes de la constitution du corpus et certains militants ayant demandé l'anonymat (initiale inventée), l'ordre alphabétique n'a pas de sens. Le lieu du militantisme est parfois indiqué entre parenthèses, quand il diffère du lieu de l'entretien.

Michel Marian	Paris	Café	Juin, décembre 2017	2h	SFA
Valérie Gortzounian (5)	Paris	Domicile	Juin, novembre 2017	2h30	LA, MNA
Raffi Sarkissian	Paris	Lieu de travail	Juin, novembre 2017	2h30	Artiste
Liliane Daronian (7)	Paris	Domicile	Juillet, novembre 2017, novembre 2018	4h + mails	LA
Christian Der Stépanian	Paris	Lieu de travail	Septembre, octobre 2017	3h	UEAE, FRA
Hilda Tchoboian (7)	Meyzieu	Domicile	Août 2017, novembre 2018	2h30	FRA, CDCA
Jules Mardirossian (3)	Rieux-la-Pape	Domicile	Août 2017, février 2019	5h	FRA, CDCA
Ara Krikorian	Maisons-Alfort	Domicile	Septembre, décembre 2017, avril 2018	4h	FRA, CDCA
Bati Chétanian	Paris	Domicile	Septembre 2017	2h+ mails	LA, MNA
Antoine Agoudjian	Alfortville	Domicile	Septembre 2017	1h45+ mails	LA, MNA
Lina Sarian	Nogent-Sur-Marne	Domicile	Septembre 2017 et avril 2018	2h30	LA
Liliane Pekmezian (1)	Paris	MCA	Octobre 2017	1h30	CBAF
Édouard Madilian	Alfortville	MCA	Octobre, novembre 2017	3h30	FRA
<i>L. Homme</i> (3)	Paris	Café	Octobre 2017	2h + appel	LA, MNA
Gérard Guerguérian	Paris	Domicile	Novembre 2017, janvier 2018	2h45	SFA
<i>O. Homme</i> (3)	Paris	Café	Novembre 2017	2h30+ mail	LA
Armand Sarian (12)	Brie-sur-Marne/La Défense	Domicile et lieu de travail	Octobre 2017, mai 2018	3h+ mails	LA
Robert Aydabirian (2)	Chatenay-Malabry	Domicile et café	Octobre, décembre 2017	3h30+ mails	FRA, CDCA
Maurice Dolmadjian (4)	Grenoble	Siège de la CBAF	Octobre 2017	2h15+ mails	UEAE, CDCA
Mirhan Amtablian (3)	Varenne-L'Arconce	Domicile	Octobre 2017	2h30+ appel et mails	CEA, UEAE, CDCA
Hraïr Torossian	Bourg-la-Reine	Domicile	Novembre 2017	2h	FRA, CDCA
Tikran Shirvanian (3)	Paris	Domicile	Novembre, décembre 2017	4h + mails	FRA
Vahé Muradian (5)	Aix-en-Provence	Domicile	Novembre 2017	2h15 + appels	FRA, CDCA



Georges Kiledjian	Paris	Lieu de travail	Novembre 2017, février 2018	2h	UEAE
Phillippe Karagulian	Paris	Domicile	Décembre 2017	2h	FRA, CDCA
Béatrice Ananian	Alfortville	Domicile	Décembre 2017	1h20	CBAF
Yériché Djergaïan (5)	Paris	Café	Janvier 2018	2h	UEAE, FRA, comité Paradjanov
Jean Guréghian	Nogent-Sur-Marne	Domicile	Mars 2018	1h30	Ramgavar
I. <i>Homme</i> (3)	Charenton	Domicile	Janvier 2018	2h + appel	LA, MNA
Yves Ternon	Paris	Domicile	Février 2018	1h15	Historien
Robert Donikian (1)	Lyon	Domicile	Février 2018	2h +appel	CEA
B. <i>Femme</i>	Paris	Café	Janvier et novembre 2018	3h45	LA
Annie Guendjian	Lyon	Bibliothèque de Lyon, Charenton	Janvier, juin 2018	2h	LA, MNA
Alexandre Siranossian	Romans	Domicile	Janvier 2018	2h15	CEA
V. <i>Femme</i> (3)	Lyon	Bibliothèque de Lyon	Janvier 2018	1h15	LA, MNA
Édouard Mardirossian (2)	Décines	Domicile	Janvier 2018, février 2019	3h +appel	FRA
Béatrice Margossian	Lyon	Café	Février 2018	1h45	LA, MNA
Jacques Sarafian	Valence	Domicile	Mars 2018	1h30	CEA
Sarkis Jamakortzian	Valence	Domicile de son cousin	Mars 2018	1h35	CEA
Edmond Yanekian	Paris	Siège de l'UCFAF	Avril 2018	1h30	JAF-UCFAF
Philippe Raffi Kalfayan (3)	Champigny-sur-Marne	Domicile	Mai, août 2018	2h30	CDCA
Claire Mouradian	Paris	Lieu de travail, EHESS	Juin 2018, novembre 2020	1h10 + appel	UEAE, FRA
Ohan Toufanian (2)	Cachan	Domicile	Mars, mai 2018	3h15	UEAE, FRA, CDCA
Jean Varoujan Krikorian (2)	Lyon	Domicile	Février 2018, février 2019	3h +appel	FRA
Denis Donikian (3)	Ris-Orangis	Domicile	Février 2018	2h15 + mails	CEA
Jacques Nazarian	Montélimar	Téléphone	Mars 2018	1h15	CEA
Georges Képénékian (6)	Lyon	Lieu de travail, Mairie de Lyon	Mars, avril 2018	2h	UEAE, FRA, CDCA
N. <i>Homme</i> (4)	Lyon	Domicile	Avril 2018	2h15+ appel	LA, MNA

Séta Siringulian	Paris	MCA	Avril 2018	1h15	FRA
Mario Zequeira	Nogent-sur-Marne	Domicile	Avril 2018	2h45	LA
<i>C. Homme</i>	Paris	Lieu de travail	Avril 2018	2h45	MNA
<i>R. Homme</i>	Paris	Café	Avril 2018	1h15	CDCA
Hagop Sazdjian	Bourg-la-Reine	Domicile	Avril, mai 2018	2h45	FRA
Claude Manoug Atamian (1)	Paris	Café	Avril 2018	1 h45	CEA
Alice Keghelian	Paris (de Vienne)	Café	Avril 2018	2h	FRA
Norvan Zakarian	Paris (Lyon et Paris)	Café, domicile	Mai, juin, septembre 2018	4h	Archevêque
Paul Chemedikian (1)	Lyon	Siège de l'UCFAF	Juin 2018	2h	JAF-UCFAF
<i>D. Homme</i> (10)	Maisons-Alfort	Café	Mai, juin, novembre 2018	4h	LA, MNA
Michel Kachkachian	Paris	Domicile	Juin 2018	1h45	JAF-UCFAF
<i>J. Homme</i> (5)	Maisons-Alfort	Domicile	Juillet, août 2018	3h	MNA
Mireille Bardakdjian	Bois-Colombes (de Décines)	Domicile	Septembre 2018	2h30	FRA
Rose-Marie Frangulian-le- Priol (1)	Paris	Lieu de travail	Septembre 2018	2h30	CDCA
Haïg Toufanian	Saint-Germain-en-Laye	Café	Octobre 2018	2h25	FRA
Sarkis Garabédian	Décines	Domicile	Octobre 2018	2h15	MNA
Alain Palandjian	Décines	Domicile de Sarkis Garabedian	Octobre 2018	2h15	MNA
Robert Hougassian	Décines	Domicile de Sarkis Garabedian	Octobre 2018	2h30	MNA
Charles Papazian (2)	Yssingeaux	Domicile	Octobre 2018	2h30+ lettre	LA, MNA
<i>U. Homme</i> (5)	Paris	Café	Novembre 2018	2h	LA, MNA
Sylva Karagulian (2)	Paris	Domicile	Novembre 2018	2h	FRA
Grégoire Guendjian (1)	Lyon	Domicile	Novembre 2018	2h30	JAF-UCFAF
Janine Palouljian	Lyon	Domicile	Novembre 2018	2h30	CDCA
Robert Tchoboian (12)	Meyzieu	Domicile	Novembre 2018, Février 2019	4h	FRA
Arto Pehlivanian (1)	Condé-Sainte-Libiaire	Domicile	Novembre-Décembre 2018	5h	JAF-UCFAF
Raymond Kévorkian	Antony	Domicile	Décembre 2018	1h45	CEA

Séta Kapoïan (3)	Paris	Domicile	Décembre 2018	1h45	CEA, UEAE
Évelyne Altounian	Le Canet	Téléphone	Décembre 2018	1h10	Soutien à tous
Danielle Breseghello	Paris	Domicile	Janvier 2019	1h30	Proche de LA
Hérolde Alexanian	Issy-les-Moulineaux	Café	Janvier 2019	3h30	Comité Paradjanov
Isabelle Bédikian (8)	Bois-Colombes	Domicile	Novembre 2018, Janvier 2019	3h30	FRA, CDCA
Dikran Tchertchian (1)	Maisons-Alfort	Café	Février 2019	2h30	FRA
Jacques Périgaud	Paris	Café	Janvier 2019	2h30	Proche du MNA
S. Homme (1)	Lyon	Café	Février 2019	1h30	MNA
Khoren Kesisyan (1)	Paris	Café	Avril, mai 2019	3h30	UEAE, Comité Paradjanov
Richard Ananian	Alfortville	Domicile	Avril 2019	2h30	FRA
R. Homme (3)	Paris	Café	Mai 2019	1h45	LA
Louis Mermaz	Paris	Domicile	Mai 2019	1h	Maire de Vienne
Patrick Tchoboïan (2)	Vienne	MCA	Juin 2019	2h30	FRA
C. Femme (3)	Paris	Café	Juillet 2019	1h40	LA, MNA
Antoine Bagdikian	Versailles	Domicile	Septembre 2019	1h30	Responsable des anciens combattants
Satenig Batwagan-Toufanian (2)	Paris	Café	Novembre 2019	3h15	UEAE, CDCA
Y. Femme (3)	Charenton	Domicile	Décembre 2019	1h20 + mails	LA
Gaïdz Minassian	Paris	Café	Décembre 2019	3h	FRA
Séda Mélik	Valence	Domicile/ téléphone	Mai, novembre 2020	1h30	UEAE
Mourad Papazian (2)	Paris	Café	Novembre 2023	1h45	FRA

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUTILS**

#### **DICTIONNAIRES**

Aubouin, Michel, Tessier, Arnaud, Tulard, Jean. *Histoire et dictionnaire de la police du Moyen Âge à nos jours*. Paris : Robert Laffont (Coll. « Bouquins »), 2005.

Delacroix, Christian, Dosse, François, Garcia, Patrick, Offenstadt, Nicolas. *Historiographies. Concepts et débats*. Paris : Le Seuil (Coll. « Folio Histoire »), 2011.

Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Pechu, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de Sciences Po, 2020 [2009].

#### **HISTORIOGRAPHIE**

##### **OUVRAGES**

Boltanski, Luc, Claverie, Élisabeth, Offenstadt, Nicolas, Van Damme, Stéphane (dir.). *Affaires, scandales et grandes causes : de Socrate à Pinochet*. Paris : Stock (Coll. « Les Essais »), 2007.

Darmon, Muriel. *La socialisation*. Paris : Armand Colin, 2016.

De Certeau, Michel. *La prise de parole et autres écrits politiques*. Paris : Le Seuil, 1994.

Lahire, Bernard. *L'homme pluriel*. Paris : Armand Collin (Coll. « Essais »), 2011.

Noiriel, Gérard. *Penser avec, penser contre*. Paris : Belin, 2014.

Noiriel, Gérard. *Introduction à la socio-histoire*. Paris : La Découverte, 2005.

Noiriel, Gérard. *Sur la crise de l'histoire*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Histoire »), 2006.

Noiriel, Gérard. *Qu'est-ce-que l'histoire contemporaine ?* Paris : Hachette (Coll. « Carré-Histoire »), 1998.

Prost, Antoine. *Douze leçons sur l'histoire*. Paris : Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1996.

##### **ARTICLES / CHAPITRES D'OUVRAGES**

Gensburger, Sarah, Kévonian, Dzovinar, Lefranc, Sandrine. « Penser les génocides et les crimes de masse avec les outils ordinaires des sciences sociales. Retour sur trois parcours de chercheuses ». *Penser les génocides. Itinéraires de recherche*. Paris : CNRS. 2021, p. 193-214.

## HISTOIRE ORALE

### OUVRAGES

Descamps, Florence. *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGE

Aron-Schnapper, Dominique, Hanet, Danièle. « D'Hérodote au magnétophone, sources orales et archives orales ». *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 1980, n°1, p. 183-199.

Beaud, Stéphane. « L'usage de l'entretien en sciences sociales, plaidoyer pour l'entretien ethnographique ». *Politix*, 1996, vol. 9, n°35, p. 226-257.

Bourdieu, Pierre. « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62-63, p. 69-72.

Descamps, Florence, Weber, Florence. « Archives orales et entretiens ethnographiques ». Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Muller. *Genèses*, 2006/1, n° 62, p. 93-109.

Descamps, Florence. « L'entretien de recherche en Histoire : statuts juridiques, contraintes et règles d'utilisation ». *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, novembre-décembre 2007, n°3, p. 14.

Kévonian, Dzovinar. « La source orale : construction des savoirs et formation pour les historiens ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2019/1, n° 131-132, p. 8-12.

Lequin, Yves, Métral, Jean. « À la recherche d'une mémoire collective, les métallurgistes retraités de Givors ». *Annales. Économie, sociétés, civilisations*, 1980, n°1, p. 149-166.

Rygiel, Philippe. « Les sources de l'historien à l'heure d'internet ». *Hypothèses*, 2004/1, p. 341-354.

Tesnière, Valérie. « Les sources orales en pratique à la contemporaine ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2019/1, n° 131-132, p. 4-7.

Voldman, Danièle. « L'histoire orale entre science et conscience ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1990, n°25, p. 113-115.

### THÈSES

Ponsard, Nathalie. *Lectures ouvrières à Saint-Étienne-du-Rouvray des années 1930 à nos jours*. Thèse d'histoire sous la direction de Roger Chartier, EHESS, 1999.

## HISTOIRE CONNECTÉE

### OUVRAGES

Bertrand, Romain. *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident*. Paris : Seuil, 2011.

Gruzinsky, Serge. *Passeurs culturels. Mécanismes de métissage*. Paris : Maison des Sciences de l'homme, 2001.

Gruzinsky, Serge. *La pensée métisse*. Paris : Fayard, 1999.

Kévonian, Dzovinar, Tronchet, Guillaume. *La Babel étudiante. La Cité universitaire de Paris 1920-1950*. Rennes : PUR, 2013.

Kévonian, Dzovinar, Tronchet, Guillaume. *Le Campus-monde. La Cité internationale universitaire de Paris de 1945 aux années 2000*. Rennes : PUR, 2022.

Roche, Daniel. *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*. Paris : Fayard, 2011 [Rééd. 2003].

Subrahmanyam, Anjay. *Comment être un étranger ?* Paris : Seuil, 2018.

Zúñiga, Jean-Paul (dir.). Stéphane Baciocchi, Isabelle Backouche, Jean Baumgarten, Philippe Boutry, et al. *Pratiques du transnational. Terrains, Preuves, Limites*. Centre de recherches historiques. La bibliothèque du centre de recherches historiques, 2011.

### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGE

Aprile, Sylvie. « "Translations" politiques et culturelles. Les proscrits anglais et français ». *Genèses*, 2000/1, 38, p. 33-55.

Angoustures, Aline, Kévonian, Dzovinar. « Introduction. Réfugiés, sujet d'une histoire globale ». *Monde(s)*, 2019/1, n°15, p. 7-24.

Bertrand, Romain, Calafat, Guillaume. « La micro-histoire globale : affaire(s) à suivre ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2018/1, p. 1-18.

Bertrand, Romain. « Par-delà le grand récit de la nation : l'identité nationale au prisme de l'histoire globale ». *Savoir Agir*, 2007/2, p. 51-60.

Bertrand, Romain. « Le goût de la papaye jaune. Stratégies d'extraversion et pratiques hybrides en Indonésie coloniale ». *Politique africaine*, 1990/2, n°74, p. 130-151.

Bertrand, Romain. « Les Pémuda en politique. Les répertoires d'action des marches protestataires des étudiants en Indonésie en 1998 ». *Le Mouvement social*, 2003/1, n°202, p. 43-51.

Bourdieu, Pierre. « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. La circulation internationale des idées, décembre 2002, vol. 145, p. 3-8.

Chartier, Roger. « La conscience de la globalité ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2001, 56-1, p. 119-123.

Douky, Caroline, Minard Philippe. « Introduction. Histoire globale. Histoires connectées : un changement d'échelle historiographique? ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, n°54-4 bis, p. 7-21.

Dullin, Sabine, Singaravelou, Pierre. « Introduction : le débat public, un objet transnational ». *Monde(s)*, 2012/1, n° 1, p. 11-27.

Dulucq, Sophie. « Les militants africains en France ». *Militantismes et Militants. M.I.R.E.H.C. Mémoires Identités Représentations Histoire comparative de l'Europe*, 2000, n°4, p. 45- 51.

Espagne, Michel. « Des Juifs allemands aux Juifs français : judaïsme et transferts culturels ». *Archives juives*, 2013/2, vol. 46, p. 11-29.

Espagne, Michel. « La notion de transferts culturels ». *Sciences/Lettres*, 1/2013, p. 1-9.

Gruzinsky, Serge. « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et "autres connected" histories ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 2001, 56<sup>e</sup> année, n° 1, p. 85-117.

Maurel, Chloé. « La world/global history ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n° 104, p. 153-166.

Minard, Phillippe. « Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'histoire ». *Esprit*, décembre 2013.

Perrot, Martyne. « Quand faire sien, c'est faire autrement ». *Faire sien. Emprunter, s'appropriier, détourner. Communications*, 2005, 77, p. 5-16.

Planas, Natividad. « L'agency des étrangers. De l'appartenance locale à l'histoire du monde ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1, n°60-1, p. 37-56.

Revel, Jacques. « Micro-analyse et construction du social ». In Revel, Jacques. *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*. Paris : Gallimard. Le Seuil (Coll. « Hautes Études »), 1996, p. 15-36.

Subrahmanyam, Sanjay. « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/5, 54-4 bis, p. 34-53.

Tronchet, Guillaume. « L'accueil des étudiants réfugiés au XX<sup>e</sup> siècle. Un chantier d'histoire globale ». *Mond(e)s*, 2019/1, n° 15, p. 93-116.

Ziberman, Bénédicte, Werner, Michael. « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1, 58<sup>e</sup> année, p. 7-36.

## GÉNÉRATIONS

### OUVRAGES

Attias-Donfut, Claudine, Ségalen, Martine. *Grands-Parents. La famille à travers les générations*. Paris : Odile Jacob, 1998.

Mauger, Gérard. *Âge et générations*. Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2015.

Manheim, Karl. *Le problème des générations*. Paris : Armand Collin, 2011.

### ARTICLES

Blavier, Pierre. « La notion de génération en histoire ». *Regards croisés sur l'économie*, 2010/1, n°7, p. 44-46.

Braungart, Margaret et Richard. « Les générations politiques ». In Crête, Jean, Favre, Pierre (dir.). *Génération et politiques*. Québec/Paris : Presses de l'université de Laval. Économica (Coll. « Politique comparée »), 1989, p. 7-51.

Cartier, Marie, Spire, Alexis. « Approche générationnelles du politique ». *Politix*, 2011/4, n° 96, p. 7-15.

Devrièse, Marc. « Approche sociologique de la génération ». Les générations. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 11-16.

Sirinelli, Jean-François. « Génération, générations ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, p. 113-124.

Sirinelli, Jean-François. « Génération et histoire politique ». Les générations, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 67-80.

Winock, Michel. « Les générations intellectuelles ». Les générations. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, n°22, p. 17-38.

## MÉMOIRE(S)

### OUVRAGES

Gensburger, Sarah, Lefranc, Sandrine (dir.). *La mémoire collective en question (s)*. Paris : PUF, 2023.

Halbwachs, Maurice. *La mémoire collective*. Paris : Presses Universitaires de France, 1950.

Lavabre, Marie-Claude. *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris : Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques, 1994.

Le Naour, Jean-Yves. *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*. Paris : Gallimard (Coll. « Découvertes Gallimard »), 2008.



## IDENTITÉ/NATIONALISMES

### OUVRAGES

Anderson, Benedict. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte, 1996.

Chaumont, Jean-Michel. *La concurrence des victimes. Génocide, identité et reconnaissance*. Paris : La Découverte, 1997.

Hermet, Guy. *Histoire des nations et du nationalisme*, Paris : Le Seuil (Coll. « Points-Histoire»), 1996.

Honneth, Axel. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Essais »), 2013.

Thiesse, Anne-Marie. *La formation des identités nationales*, Paris : Le Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 2001.

### ARTICLES

Brubaker, Roger. « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, n°134, p. 66-85.

## MOBILISATIONS

### CONTEXTE POLITIQUE FRANCAIS

#### OUVRAGES

Candar, Gilles, Becker, Jean-Jacques. (dir.). *Histoire des gauches en France*. Paris : La Découverte, 2004.

Mathieu, Lilian. *Les années 1970. Un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2009.

Pudal, Bernard, Penetier, Claude, Dreyfus, Michel et al. *Le siècle des communismes*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2000.

Sadège, Mireille. *La France et la Turquie dans l'alliance atlantique*. Paris : CV Mag, 2005.

### PARTIS POLITIQUES

#### CHAPITRES D'OUVRAGE/ARTICLES

Bernstein, Serge. « Les partis ». Rémond René (dir.). *Pour une histoire politique*. Paris : Éditions du Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1988, p. 49-85.

Hatzfeld Hélène « Une révolution culturelle du parti dans les années 1970 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n°96, p. 77.

Goetschel, Pascale. « Le PS en France, approche renouvelée d'un mouvement séculaire ».

*Vingtième Siècle. Revue d'histoire.* 2007/4, n°96, p. 3-9.

Morin Gilles. « Les socialistes et la société française, réseaux et milieux (1905-1981) ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire.* 2007/4, n° 96, p. 47-62.

## ACTION COLLECTIVE/MOUVEMENTS SOCIAUX

### OUVRAGES

Agrikolianski, Eric, Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle (dir.). *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines.* Paris : La Découverte, 2009.

Cefai, Daniel. *L'action collective. Pourquoi se mobilise-t'on ?* Paris : La Découverte, 2007.

Combes, Hélènes, Garibay, David, Goirand, Camille (dir.). *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour protester.* Paris : Karthala, 2016.

Fillieule, Olivier, Pechu, Cécile. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective.* Paris : L'Harmattan, 1993.

Lagroye, Jacques (dir.). *La politisation.* Paris : Belin, 2003.

Mathieu, Lilian. *Mobilisations de prostituées.* Paris : Belin, 2001.

Mathieu, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux.* Paris : Textuel (Coll. « La Discorde »), 2004.

Neveu, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux.* Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2005.

Offerlé, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt.* Paris : Montchrestien (Coll. « Clefs politiques »), 1994.

Perrineau, Pascal. *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

Pigenet, Michel, Tartakowsky, Danielle (dir.). *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours.* Paris : La Découverte, 2014 [Rééd. 2012].

Pudal, Bernard. *Prendre parti. pour une sociologie du PCF.* Paris : Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques, 1989.

Salles, Jean-Paul. *La ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?* Rennes : PUR, 2005.

Tarrow, Sydney G. *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics.* Cambridge : Cambridge University Press, 2011.

Tartakowsky, Danielle. *La part du rêve. Histoire du 1<sup>er</sup> mai en France.* Paris : Hachette Littérature, 2005.

Tartakowsky, Danielle. *Nous irons chanter sur vos tombes. Le Père-Lachaise au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Aubier, 1999.

Tilly, Charles. *From mobilisation to revolution*. Reading : Addison-Weasley, 1978.

Tilly, Charles, Tarrow, Sydney. *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015.

#### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGE

Boltanski, Luc. « La dénonciation ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1984, vol. 51, p. 3- 40.

Combes, Hélène, Hmed, Choukri, Mathieu, Lilian, Siméant, Johanna, Sommier, Isabelle. « Observer les mobilisations, retour sur les ficelles du métier de sociologue ». *Politix*, 2011/1, n° 93, p. 7-27.

Fillieule, Olivier, Mayer, Nonna. « Introduction. Devenirs militants ». *Revue française de science politique*, février- avril 2001, vol. 51, n° 1/2, p. 19-25.

Fillieule, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique*, 2001/1, vol. 51, p. 199-215.

Fillieule, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? ». *Politique et Sociétés*, 2009, vol. 28, n°1, p. 15-36.

Fillieule, Olivier. « Le désengagement militant. Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions ». In Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle (dir.) *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, p. 17- 47.

Grignon, Claude. « Sur les relations entre les transformations du champs religieux et les transformations de l'espace politique ». *Questions de politique. Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 1977, vol. 16, p. 3-34.

Ihl, Olivier. « Socialisation et événement politique ». *Revue française de science politique*, avril-juin 2002, 52 n°2-3, p. 125 -144.

Johsua, Florence. « Nous vengerons nos pères. De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême-gauche dans les années 1968 ». *Politix*, 2013/4, n°104, p. 203-233.

Laplanche-Servigne, Soligne. « Les mobilisations collectives des minorisés ethniques et raciaux ». In Fillieule, Olivier, Haegel, Florence, Hamidi, Camille, Tiberj, Vincent (dir.). *Sociologie plurielle du comportement politique*. Paris : Presses de Sciences Po, 2017, p. 215-238.

Lefranc, Sandrine, Mathieu, Lilian. « Introduction ». In Lefranc Sandrine (dir.). *Mobilisations de victimes*. Rennes : PUR, 2009, p. 11-26.

- Mathieu, Lilian. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix*, 2007/1, n°77, p. 131-151.
- Mathieu, Lilian. « Territoires et mises en espace des mobilisations ». In Bonny, Yves, Ollitrault, Sylvie, Keerlr, Régis. *Espaces de vie, espaces enjeux*. Rennes : PUR, 2012, p. 185-195.
- Neveu, Erik. « Médias, mouvements sociaux, espaces public ». *Réseaux*, 1999, 17, n° 98, p. 17-85.
- Polac, Catherine. « Quand les immigrés prennent la parole ». In Perrineau, Pascal. *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris : Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, p. 359- 386.
- Sawicki, Frédéric. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant ». *Sociologie du travail*, janvier-mars 2009, 51, p. 97-125.
- Sawicki, Frédéric, Briquet, Jean-Louis. « L'analyse localisée du politique ». *Politix*, octobre-décembre 1988, vol. 2, n°7-8, p. 16.
- Sommier, Isabelle. « La CGT : du service d'ordre au service d'accueil ». *Maintenir l'ordre. Genèses*, 1993, 12, p. 69-88.
- Sommier, Isabelle. « "Une expérience incommunicable". Les anciens militants d'extrême-gauche français et italiens ». In Filleule, Olivier, Sommier, Isabelle (dir.) *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, p. 171-188.
- Tilly, Charles. « Décrire, mesurer et expliquer le conflit ». *Revue internationale de politique comparée*. 2010/2, vol. 17, p. 187-205.
- Tilly, Charles. « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, octobre 1984, n°4, p. 89-108.
- Voegtli, Michael. « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !". L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises du mouvement social ». In Agrikoliansky, Éric, Filleule, Olivier. *Penser les mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 2010, p. 203-223.

## MANIFESTATIONS / PRATIQUES MANIFESTANTES

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Dewerpe, Alain. *Charonne. 8 Février 1962. Anthropologie d'un massacre d'État*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Histoire »), 2006.
- Favre, Pierre, (dir.). *La manifestation*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- Filleule, Olivier. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997.
- Filleule, Olivier, Tartakowsky, Danielle. *La manifestation*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

Siméant, Johanna. *La grève de la faim*. Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

Tartakowsky, Danielle. *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*. Paris : Presses de la Sorbonne, 1997.

Tartakowsky, Danielle. *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*. Paris : Aubier, 1998.

Tartakowsky, Danielle. *La manif en éclat*. Courtry : La dispute, 2004.

Tartakowsky, Danielle. *Manifester à Paris*. Paris : Champ Vallon, 2010.

Tartakowsky, Danielle. *Les droites et la rue*. Paris : La Découverte, 2014.

Tartakowsky, Danielle (dir.). *Histoire de la rue. De l'Antiquité à nos jours*. Paris : Tallandier, 2022.

#### OUVRAGES SUR LE RAPPORT À L'ORDRE

Brunet, Jean-Paul. *La police de l'ombre. Indicateurs et provocateurs dans la France contemporaine*. Paris : Le Seuil, 1990.

Bruneteau, Patrick. *Maintenir l'ordre*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996.

#### ARTICLES / CHAPITRES D'OUVRAGE SUR LES PRATIQUES MANIFESTANTES

Blanchard, Emmanuel, Droit, Emmanuel. « Forces de l'ordre et crises politiques au XX<sup>e</sup> siècle ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/4, n°128, p. 3-14.

Champagne, Patrick. « La manifestation, la production de l'événement politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, juin 1984, p. 19-41.

Champagne, Patrick, Tartakowsky, Danielle. « Manifester, débat entre Danielle Tartakowsky, Patrick Champagne et présentation de Rémi Lenoir ». *Sociétés et représentations*, 1998/1 n°6, p. 377-396.

Collet, Serge. « La manifestation de rue comme production culturelle dominante ». *Ethnologie française*, avril-juin 1982, T. 12, n° 2, p. 167- 176.

Favre, Pierre. « Introduction. Manifester en France aujourd'hui ». In Favre, Pierre (dir.). *La manifestation*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 11-65.

Favre, Pierre. « La manifestation entre droit et politique ». In CURAPP. *Droit et politique*, 1993, p. 281-292.

Fillieule, Olivier. « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics ». In Favre, Pierre (dir.). *L'Atelier du politiste. Théories, Actions, Représentations*. Paris : La Découverte (Coll. « Recherches/Territoires du politique »), 2007, p. 193- 213.

Fillieule, Olivier. « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique ». *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales. Cultures & Conflits*, printemps-été 1993, 09-10, p. 1-17.

Hubrecht, Hubert G. « Le droit français de la manifestation ». In Favre, Pierre. *La manifestation*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 181-206.

Jobart, Fabien. « Que sait la police ? ». *Vacarme*, 1999/1, n° 7, p. 22-24.

Marin, Louis. « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession ». *Sociologie du Sud-Est*, 1983, n° 37-38, p. 46-61.

Memmi, Dominique. « Le corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 187-106.

Memmi, Dominique. « Introduction. La dimension corporelle de l'activité sociale ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 5-14.

Montjardet, Dominique. « La manifestation du côté du maintien de l'ordre ». In Favre, Pierre. *La manifestation*. Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 207-228.

Penissat, Étienne. « Les occupations de locaux dans les années 1970 : processus socio-historique de "réinvention" d'un mode d'action ». *Pratiques protestataires. Genèses*, 2005/2, n° 59, p. 71-93.

Pigenet, Michel, Tartakowsky, Danielle. « Les marches en France au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective ». *Le mouvement social*, 2003/1, n°202. p. 69-94.

Pigenet, Michel, Tartakowsky, Danielle. « Les territoires des mouvements sociaux. Les marches au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ». *Le mouvement social*, 2003/1, n°202, p. 3-13.

Siméant, Johanna. « La violence d'un répertoire : les sans-papiers en grève de la faim ». *Cultures et conflits*, printemps-été 1993, 9/10, p. 1-14.

Siméant, Johanna. « L'efficacité des corps souffrants : le recours aux grèves de la faim en France ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 59-86.

Sommier, Isabelle. « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT ». In Braud, Philippe (dir.). *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*. Paris : L'harmattan, 1993, p. 341-356.

Soutrenon, Emmanuel. « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation ». *Sociétés contemporaines*, 1998, n°31, p. 37-58.

Tartakowsky, Danielle. « Quand la rue fait l'histoire ». *Pouvoirs*, 2006/1, n°116, p. 18-29.

Tartakowski, Danielle. « Manifester ». In Duclert, Vincent, Prochasson, Christophe (dir.). *Dictionnaire critique de la République*. Paris : Flammarion, 2007, p. 1065-1071.

## MAI 68

### OUVRAGES

Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008.

Artous, François (dir.). *La France des années 1968*. Paris : Syllepse, 2008.

Auron, Yaïr. *Les Juifs d'extrême-gauche en Mai 68*. Paris : Albin Michel, 1998.

Bantigny, Ludivine. *1968, de grands soirs en petits matins*. Paris : Le Seuil, 2018.

Beroud, Sophie, Masclet, Camille, Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018.

Buton, Philippe. *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 1968*. Paris : Perrin, 2021

Collectif de la Grande Côte. *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*. Lyon : Presses universitaires de Lyon (Coll. « Actions collectives »), 2018.

Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard (dir.) *Mai-Juin 68*. Paris : Édition de l'Atelier, 2008.

Franck, Robert, Dreyfus-Armand, Geneviève, Lévy, Marie-Françoise, Zancarini-Fournel, Michelle. *Les années 68, le temps de la contestation*. Paris : Éditions Complexe, 2000.

Gobille, Boris. *Mai 68*. Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2008.

Legoff, Jean-Pierre. *Mai 68, l'héritage impossible*. Paris : La Découverte, 2008.

Leys, Simon. *Les habits neufs du président Mao*. Paris : Champ Libre, 1971.

Loyer, Emmanuelle. *Mai 1968 dans le texte*. Paris : Éditions Complexe, 2008.

Ochandiano, Jean-Luc, Porhel Vincent. *Lyon 68. Deux décennies contestataires*. Lyon : Lieux Dits, 2017.

Pagis, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. Paris : Presses de Sciences Po, 2014.

Ross, Kristin. *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Marseille : Agone, 2002.

Zancarini-Fournel, Michelle. *Le moment 68, une histoire contestée*. Paris : Seuil. (Coll. « L'univers historique »), 2008.

### CHAPITRES D'OUVRAGE/ARTICLES.

Bantigny, Ludivine. « Hors frontières, quelques exemples d'internationalisme en France. 1966-1968 ». In Gobille, Boris, Palieraki, Eugenia (dir.). *Les « années 1968 » : circulations révolutionnaires*. *Monde(s)*, n°11, mai 2017, PUR, p. 139-160.

Bantigny, Ludivine. « Le passé présent. 1968 : la référence à l'histoire au coeur de

l'événement». In Moatti, Claudia, Rio-Sarcey, Michelle. *Pourquoi se référer au passé ?* Paris: Éditions de l'Atelier, 2018, p. 179-203.

Bertrand, Romain. « Mai 68 et l'anti-colonialisme ». In Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 89-101.

Brillant, Bernard. « Le gauchisme et ses cultures politiques ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, Une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 552-559.

Cusset, François. « Les nouveaux philosophes ou la fin des intellectuels ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 729-735.

Dosse, François. « Vincennes, 1969-1974 : entre sciences et utopies ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 505-513.

Dressen, Marnix. « Ombres chinoises : regards de Maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/2, n° 94, p. 16-32.

Fillieule, Olivier. « Déprises, logiques du désengagement et évaluations rétrospectives ». In Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle et le collectif Sombrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 583-611.

Fleury, Laure, Mathieu, Lilian. « Les genèses enfantines des humeurs contestataires ». In Béroud, Sophie, Fillieule, Olivier, Masclet, Camille, Sommier, Isabelle et le collectif Sombrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 359-387.

Gobille, Boris. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée "à part égales" des "années 1968" ». In Bantigny, Ludivine, Gobille, Boris, Palieraki, Eugenia (dir.). Les « années 1968 » : circulations révolutionnaires, *Monde(s)*, PUR, Mai 2017, n°11, p. 13-36.

Kirszenbaum, Martha. « Mai 1968 : entre Paris et Varsovie, un cas de transfert culturel de contestation ». *Histoire@politique. Politique, culture et société*, septembre-décembre 2008, n°6, p. 1-17.

Kosher-Spohn, Christiane. « Mouvement anti-autoritaire en Allemagne et mouvement contestataire en France : interactions ? ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/2, n°94, p. 33-38.

Loyer, Emmanuelle. « Introduction. Mai 68 dans le monde, jeux d'échelles ». *Histoire@politique. Politique, culture et société*, septembre-décembre 2008, n°6, p. 1-7.

Mathieu, Lilian. « Les enfants indociles de la massification scolaire ». In Béroud, Sophie, Masclet, Camille, Fillieule, Olivier, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombrero. *Changer le*



*Monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France.* Paris : 2018, p. 389- 421.

Palieraki, Eugénia. « De Pékin à la Havane. La gauche radicale chilienne et ses révolutions, 1963-1970 ». In Bantigny, Ludivine, Gobille, Boris, Palieraki, Eugénia (dir.). « Les années 1968 » : Circulations révolutionnaires. *Monde(s)*, n°11, PUR, 2017, p. 119-138.

Pagis, Julie, Simeant, Johanna. « Années 1960-1970, les temps des possibles ». *Genèses*, 2017/2, n°107, p. 3-9.

Pagis, Julie. « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en Mai 68 ». *Revue française de science politique*, 2010/1, vol. 60, p. 61-89.

Pagis, Julie. « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie. *Politix*, 2011/1, n°93, p. 93-114.

Sieffert, Denis. « L'extrême-gauche française et la question palestinienne ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/4, n°96, p. 59-62.

Sommier, Isabelle. « Le processus de diffusion de révolte juvénile de 1968 ». *Jeux d'échelles. Histoire@politique*, 2008/3 (n°6), p. 7-20.

Sommier, Isabelle. « Les gauchismes ». In Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard, (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2008, p. 297- 305.

Sommier, Isabelle. « Les gauches alternatives vues de province ». In Beroud, Sophie, Masclat, Camille, Filleule, Olivier, Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombbrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 321-357.

## THÈSES

Aubert, Antoine. *Devenir(s) révolutionnaire(s). Années 1968-années 1990. Contribution à une histoire sociale des idées. Enquêtes sur les intellectuels « marxistes en France »*. Thèse en Science Politique. Sous la direction de Frédéric Matonti. Paris I, 2020.

## COLLOQUES

Aubert, Antoine. « Paris, capitale mondiale des intellectuels "révolutionnaires" ». Communication au colloque, *Étudiants, intellectuels, artistes étrangers et post-coloniaux en France dans les années 1968*, 25-26 mai 2021, Campus Condorcet.

## VIOLENCE /LUTTE ARMÉE

### OUVRAGES

Furet, François, Liniers, Antoine, Raynaud, Philippe. *Terrorisme et démocratie*. Paris : Fayard, 1984.

Sommier, Isabelle. *La violence politique et son deuil. L'après-1968 en France et en Italie*.

Rennes : PUR, 2008.

Sommier, Isabelle. *La violence révolutionnaire*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

Wieviorka, Michel. *Sociétés et terrorisme*. Paris : Fayard, 1988.

#### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGE

Crettiez, Xavier. « Introduction. Penser la violence politique ». In Crettiez, Xavier, Muchielli, Laurent (dir.). *Les violences politiques en Europe. Un État des lieux*. Paris : La Découverte, 2010, p. 164-173.

Della Porta, Donatella. « Mouvements sociaux, terrorisme et institutions ». In Lazar, Marc, Matard-Bonucci, Marie-Anne (dir.). *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris : Autrement, 2010, p. 164-173.

Sommier, Isabelle. « La résistance comme légitimatrice de la violence. Le cas de l'extrême-gauche italienne, 1969-1974 ». *Politix*, premier trimestre 1992, vol. 5, n°17, p. 86-103.

#### ESPACE DES MOBILISATIONS

##### OUVRAGES

Butler Judith. *Pluralité, performativité et politique*. Paris : Fayard, 2016.

#### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGES

Ayuero, Javier, « L'espace des luttes, topographie des mobilisations ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, 5, n°160, p. 122-132.

Combes, Hélène, Garibay, David, Goirand, Camille, (dir.). « Quand l'espace compte, spatialiser l'analyse des mobilisations ». In Combes, Hélène (et al.). *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*. Paris : Karthala (Coll. « Questions transnationales »), 2016, p. 9-31.

Hmed, Choukri. « Les mouvements sociaux sur une tête d'épingle ». *Politix*, 2008/4, n°84, p. 145-165.

Mathieu, Lilian. « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises ». *Revue française de sociologie*, 1999, 40-3, p. 475-499.

Ripoll, Fabrice. « S'approprier l'espace ou contester son appropriation. Une vue des mouvements sociaux contemporains ». *Noroi*, 2005/2, 195, p. 29-42.

Ripoll, Fabrice. « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine ». *Espaces et sociétés*, 2008/3, n° 134, p. 83- 97.

Tilly, Charles. « Spaces of contentious ». *Mobilization : An International Journal*. 2000, 5 (2), p. 135-159.

## COMMÉMORATIONS

### OUVRAGES

Fureix, Emmanuel. *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique. 1814-1840*. Paris : Champ Vallon, 2009.

Namer, Gérard. *La commémoration en France*. Paris : L'Harmattan, 1987.

Perego, Simon. *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944-1967)*. Ceyzérieu : Champ Vallon, 2020.

### ARTICLES

Fureix, Emmanuel. « La construction rituelle de la souveraineté populaire : deuils protestataires (Paris, 1815-1840) ». *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2011/1, n°42, p. 21-39.

Latté, Stéphane. « Le choix des larmes, la commémoration comme mode de protestation ». *Politix*, 2015/2, n°110, p. 7-34.

Mariot, Nicolas. « Le frisson fait-il la manifestation? » *Pouvoirs*, 2006/1, n°116, p. 97- 109.

Mariot, Nicolas. « Morphologie des comportements et inductions de croyances, quelques remarques à propos de l'exemplaire circularité de la fonction intégratrice des rites », *Hypothèses*, 1998/1, p. 59-66.

Perego, Simon. « Les commémorations de la destruction des juifs d'Europe au mémorial du martyr juif inconnu du milieu des années 1950 à la fin des années 1960 ». *Revue d'histoire de la Shoah*, n°193, 2010/2, p. 471-507.

## FEMMES /GENRE

### OUVRAGES

Bantigny, Ludivine, Bugnon, Fanny, Gallot, Fanny. « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre dans l'engagement dans les années 1968*. Rennes : PUR (Coll. «Archives du féminisme»), 2017.

Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Science Po, 2004.

Pavard, Bibia, Rochefort, Christiane, Zancarini-Fournel, Michelle. *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*. Paris : La Découverte, 2020.

Ripa, Yannick. *Histoire féminine de la France*. Paris : Belin, 2020.

Thébaud, Françoise. *Écrire l'histoire des femmes et du genre*. Lyon : CNRS Éditions, 2007.

## ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGES

Achin, Catherine, Naudier, Delphine. « L'agency en contexte, réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France ». *Cahiers du genre*, 2013/2, n°55, p. 109- 130.

Achin, Catherine, Naudier, Delphine. « Trajectoires de femmes ordinaires dans les années 1970, la fabrique de la puissance d'agir féministe ». *Sociologie*. 2010/1, vol. 1, p. 77-93.

Comer, Clémentine, Lechaux, Bleuwenn. « Vivre un double combat mis à quel prix ? Les rapports "contrariés" des femmes gauchistes au féminisme ». In Bérourd, Sophie, Fillieule, Olivier, Masclet, Camille et Sommier, Isabelle, avec le collectif Sombrero. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militants et les militantes des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud, 2018, p. 485- 511.

Dermenjian, Geneviève, Loiseaux, Dominique. « Itinéraires de femmes communistes ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po, 2004, p. 93-113.

Fillieule, Olivier. « Travail militant, action collective et rapports de genre ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 23-72, 2004.

Fleury, Laure. « À la croisée du politique et de l'intime : le militantisme en couple dans les organisations maoïstes ». In Collectif de la Grande Côte. *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*. Lyon : Presses universitaires de Lyon (Coll. « Actions collectives »), 2018, p. 301-320.

Mansour-Merien, Sandrine. « La diaspora palestinienne au féminin ». *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2007, n°11, p. 149-162.

Meslin, Karin. « Les transformations des rapports sociaux de sexe dans l'immigration cambodgienne en France de 1975 à nos jours ». *Le mouvement social*, 2008/4, n°225, p. 65-79.

Perrot, Michelle. « Les relations hommes/femmes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Quelle histoire? ». *Hommes et migrations*, mars-avril 2004, n°1248, p. 6- 13.

Porhel, Vincent, Zancarini-Fournel, Michelle. « Introduction ». 68. Révolution dans le genre? *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 29/2009, p. 7-15.

Pouzol, Valérie. « Genre et militantisme pour la paix en Israël 1948-2003 ». In Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Science Po, 2004, p. 261 -276.

Riot-Sarcey, Michelle, Planté, Christine, Varikas, Eleni. « Introduction. Le genre de l'histoire ». *Les Cahiers du GRIF*, 1988, n°37-38, p. 21-23.

Riot-Sarcey, Michelle. « Les sources du pouvoir, l'événement en question ». *Les cahiers du GRIF*, 1988, n°37-38, p. 25-39.

Rochefort, Christiane. « L'insurrection féministe ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective. 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 538-545.

Rygiel, Philippe. « Dissolution d'un groupe ethnique. Origine des témoins et des conjoints des enfants des familles polonaises implantées dans le Cher. 1940-1975 ». *Le mouvement social*, avril-juin 2000, n°191, p. 69-89.

Rygiel, Philippe. « Du genre de l'exil ». *Le mouvement social*, 2008/4, n°225, p. 3-8.

Scott, Joan, Varikas, Eleni. « Genre, une catégorie utile d'analyse historique ». *Les cahiers du GRIF*, 1988, n°37-38, p. 125-153.

Thébaud, Françoise. « Sexe et genre ». In Maruani, Margaret. *Femmes, genre et société*. Paris: La Découverte, 2005, p. 57-66.

Varikas, Eleni. « L'approche biographique dans l'histoire des femmes ». *Les Cahiers du GRIF*, 1988, n°37-38, p. 41-56.

Vilmain, Vincent. « Myriam Shaeh, féministe et nationaliste juive, 1967-1956 ». *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2007, n°11, p. 135-148.

Zancarini-Fournel, Michelle. « Changer le monde et changer sa vie ». In Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle. *68, une histoire collective, 1962-1981*. Paris : La Découverte, 2008, p. 405-441.

Zancarini-Fournel, Michelle. « Genre et politique ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2002/3, n°75, p. 133- 143.

Zancarini-Fournel, Michelle. « Conditions féminines, rapports sociaux de sexe, genre ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2010, 32, p. 119-129.

## PRESSE

### OUVRAGES

Guisnel, Jean. *Libération, la biographie*. Paris : La Découverte, 2003.

### ARTICLES

Martin, Laurent. « La "nouvelle Presse" en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, p. 57-69.

## DIASPORAS/MIGRATIONS

### DIASPORAS

#### OUVRAGES

Al-Rustom, Hakem. « Armenian activism and the politics of locality ». In Quayson, Ato, Daswani, Girish (ed.). *A Companion to Diaspora and Transnationalism*. Stanford : Blackwell Publishing, 2013.

Anteby-Yemini, Lisa, Berthomière, William, Scheffer, Gabriel (dir.). *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*. Rennes : PUR, 2005.

Berthomière, William, Chivallon, Christine. *Les Diasporas dans le monde contemporain. Un état des lieux*. Paris : Karthala-MSHA, 2006.

Bordes-Benayoun, Chantal, Schnapper, Dominique. *Diasporas et Nations*. Paris : Odile Jacob, 2006.

Bordes-Benayoun, Chantal, Schnapper, Dominique. *Les mots de la diaspora*. Toulouse : PUM, 2008.

Bruneau, Michel. *Diasporas*. Paris : Reclus, 1995.

Bruneau, Michel. *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris : Anthropos, 2004.

Bruneau, Michel, Hovanessian, Martine. (dir.) *Arméniens et Grecs en diaspora : approches comparatives*. Actes du colloque européen et international organisé à l'école française d'Athènes, 2007.

Bruneau, Michel. *De l'Asie mineure à la Turquie*. Paris : CNRS Éditions, 2015.

Bruneau, Michel. *L'Eurasie. Continent, empire, idéologie ou projet*. Paris : CNRS Éditions, 2018.

Bruneau, Michel. *Peuples-mondes de la longue durée. Chinois, Indiens, Iraniens, Grecs, Juifs, Arméniens*. Paris : CNRS, 2022.

Chaliand, Gérard (dir.). *Les minorités à l'âge de l'État-nation*. Groupement pour le droit des minorités. Paris : Fayard. (Coll. « Géopolitiques et stratégies »), 1985.

Dufoix, Stéphane. *Politiques de l'exil, Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques après 1945*. Paris : PUF, 2002.

Dufoix, Stéphane. *Les diasporas*. Paris : PUF (coll. « Que-Sais-Je? »), 2003.

Dufoix, Stéphane. *La dispersion. Une histoire des usages du mot DIASPORA*. Paris : Éditions Amsterdam, 2011.

Georges, Pierre. *Géopolitique des minorités*. Paris : PUF (Coll. « Que-Sais-Je ? »), 1984.

Marienstrass, Roger. *Être un peuple en diaspora*. Paris : Les Prairies ordinaires, 1975.

Scheffer, Gabriel. *Modern diasporas in international Politics*. London : Croom Held, 1986.

#### CHAPITRES D'OUVRAGE/ARTICLES

Anteby-Yemini, Lisa, Berthomière, William. « Les diasporas ». Les migrations internationales: connaître et comprendre. *Géographes associés*, 2005, n°29. Géoforum 2004. Poitiers 11 & 12 juin 2004. p. 27-33.

Bordes-Benayoun, Chantal, « Les diasporas, dispersion spatiale, expérience sociale ». *Autrepart*, 2002/2, n° 22, p. 23-36.

Bruneau, Michel. « Les territoires de l'identité et la mémoire collective en diaspora ». *L'Espace géographique*, 2006/4, T. n°35, p. 328-333.

Chivallon, Christine. « Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise ? ». La Caraïbe. Des îles au continent. *Cahiers d'études africaines*, 1997, vol. 37, n°148, p. 767-794.

Chivallon, Christine. « La diaspora noire des Amériques. Réflexion sur le modèle de l'hybridité de Paul Gilroy ». *L'homme, revue française d'anthropologie*, janvier-mars 2002, 161, p. 51-74.

Chivallon, Christine. « Introduction. Diaspora, ferveur académique autour d'un mot ». In Berthomière, William, Chivallon, Christine (dir). *Les diasporas dans le monde contemporain. Un État des lieux*, Paris : Karthala-MSHA, 2006, p. 15-27.

Chivallon, Christine. « Pluralité des modèles diasporiques pour penser l'expérience noire des Amériques ». In Anteby-Yemini, Lisa, Berthomière, William, Scheffer, Gabriel. *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*, Rennes : PUR. 2005, p. 321-332.

Clifford, James. « Diasporas ». *Cultural Anthropology*, 1994, vol. 9, n°3, p. 302-338.

Collet, Beate, Santelli, Emmanuelle. « Les couples mixtes franco-algériens ». *Hommes et migrations*, 2012, n° 1295, p. 54- 64.

Dorai, Mohamed Kamel. « Les Palestiniens : vers l'émergence d'une diaspora de réfugiés ? ». In Antelebi, Lisa, Scheffer, William. *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*. Rennes : PUR, 2003, p. 211-223.

Dufoix, Stéphane, « Chronique bibliographique : l'objet diaspora en Question ». *Cultures & Conflits*, printemps-été 1999, 33-34, p. 1-12.

Dufoix, Stéphane. « La structuration d'une expérience collective à l'étranger ». Les diasporas. *CEMOTI*, 2000, n°3, p. 319-332.

Dufoix Stéphane. « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation ». *Revue européenne*  
Kastoryano, Riva. « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire ». *Revue française de science politique*, 2006/4, vol. 56, p. 533-553.

Médam, Alain. « Diaspora/Diasporas. Archétype et typologie ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1993, vol. 9, n°1, p. 59-66.

Østergaard-nielsen, Eva, Dufoix, Stéphane. « Mobilisation politique des Kurdes et pratiques transétatiques ». *Trajectoires d'exils. Hommes et Migrations*, janvier-février 2005, n°1253, p. 68-77.

Raulin, Anne. « Minorités intermédiaires et diasporas ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1991, vol. n°1, p. 63- 69.

Rigoni, Isabelle. « Les mobilisations des Kurdes en Europe ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1998, vol. 14, n°3, p. 203-223.

Rosenberg, Clifford. « Une police de "simple observation". Le service actif des étrangers à Paris, dans l'entre-deux-guerres ». *Genèses*, 2004/1, p. 54-75.

Safran, William. « Comparing diaspora : a review essay ». *Diaspora. A journal of transnational Studies*, winter 1999, Vol. 8, number 3, p. 255-291.

Safran, William. « Recent french conceptualizations of diasporas ». *Diaspora. A journal of transnational studies*, Winter 2003, n°3, p. 437-441.

#### COLLOQUE

Amiot, Hervé. « S'engager localement pour son pays d'origine : analyse des espaces de mobilisation des Ukrainiens dans l'agglomération lyonnaise depuis les années 1980 ». Communication au colloque, *Saisir l'engagement dans sa pluralité : apports d'une analyse localisée*, organisé par les UMR Triangle, EVS, et par Le Rize, 28 juin 2019, Villeurbanne.

#### MIGRATIONS

##### OUVRAGES

Green, Nancy. *Repenser les migrations*. Paris : PUF (Coll. « Le noeud gordien »), 2002.

Lapierre, Nicole. *Changer de nom*. Paris : Gallimard (Coll. « Folio Essai »), 1995.

Lequin, Yves (dir.). *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*. Paris : Larousse, 2006.

Noiriel, Gérard. *Le Creuset français*. Paris : Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1988.

Noiriel, Gérard. *Population, immigration et identité nationale en France*. Paris : Hachette (Coll. « Carré-Histoire »), 1992.

Noiriel, Gérard. *État, nation et immigration*. Paris : Seuil (Coll. « Folio Histoire »), 2001.

Noiriel, Gérard. *Immigration, antisémitisme et racisme en France*. Paris : Fayard, 2007.

Noiriel, Gérard. *Réfugiés et sans-papiers, la République face au droit d'asile, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Pluriel, 2012.



Rea, Andréa, Triper, Marylise. *Sociologie de l'immigration*. Paris : La Découverte, 2004.

Santelli, Emmanuelle. *Les descendants d'immigrés*. Paris : La Découverte, 2016.

Sayad, Abdelmalek. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Le Seuil, 1999.

Viet, Vicent. *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*. Paris : Perrin, 2004.

Weil, Patrick. *La France et ses étrangers*. Paris : Seuil (Coll. « Folio Histoire »), 2008.

#### CHAPITRES D'OUVRAGE/ARTICLES

Falaize, Benoît. « Vigner Gérard (coord.). Accueil et formation des enfants étrangers en France de la fin du XIX<sup>e</sup> au début de la Deuxième Guerre mondiale ». Apprendre à lire aux débutants dans les pays de langue romane (1750-1950). *Histoire de l'éducation*, 2013, n°138, p. 187-191.

Noiriel, Gérard. « Immigration : le fin mot de l'histoire ». Étrangers, immigrés, Français. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1985, n°7, p. 141-150.

Noiriel, Gérard. « La question nationale comme objet de l'histoire sociale ». *Le national. Genèses*, 1991, 4, p. 72-94.

Noiriel, Gérard. « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques ». Représentations nationales et pouvoirs d'État. *Genèses*, 1997, 26, p. 25-54.

Noiriel, Gérard. « Une histoire du modèle français d'immigration ». *Regards croisés sur l'économie*, 2010/2, n° 8, p. 32-38.

Ponty, Janine. « Générations issues de l'immigration polonaise de l'entre-deux guerres ». *Espace. Populations. Sociétés*, 1996-2-3, p. 385-390.

Ponty, Janine. « Exilés, réfugiés, des catégories problématiques ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, n°44, p. 9-13.

## HISTOIRE DE L'ARMÉNIE ET DU PEUPLE ARMÉNIEN

### HISTOIRE GÉNÉRALE

#### OUVRAGES ET RECUEILS D'ARTICLES

Adjemian, Boris. *La fanfare du Négus*. Paris : Éditions de l'EHESS, 2013.

Akcam, Taner. *Un acte honteux*. Paris : Seuil (Coll. « Folio Histoire »), 2006.

Attarian, Varoujan. *Le génocide arménien devant l'ONU*. Paris : Éditions Complexe, 1984.

Bakalian Anny. *Armenian-Americans. From being to feeling Armenian*. Londres : Routledge, 2017 [Rééd. 1993].

Beledian, Krikor. *50 ans de littérature arménienne en France. Du même à l'autre*. Paris : CNRS Éditions. 2001.

Berberian, Hourii. *Roving Revolutionaries. Armenians and the connected Revolutions in the Russian, Iranian, and Ottoman Worlds*. Oakland, California : University of California Press, 2019.

Bozarslan, Hamit. *Histoire de la Turquie contemporaine*. Paris : La Découverte (Coll. « Repères »), 2004.

Bozarslan, Hamit, Duclert, Vincent, Kévorkian, Raymond. *Comprendre le génocide des Arméniens*. Paris : Tallandier, 2015.

Bozarslan, Hamit. *Histoire de la Turquie*. Paris : Tallandier, 2015.

Carzou, Jean-Marie. *Un génocide exemplaire*. Paris : Flammarion. 2006.

Chaliand, Gérard, Ternon, Yves. *Le génocide des Arméniens*. Paris : Éditions Complexe, 1980.

Chaliand, Gérard, Mutaïan, Claude. *Atlas historique et culturel de l'Arménie*. Paris : Autrement, 2001.

Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens. *Le génocide des Arméniens*. Paris : Armand Colin, 2015.

Dasnabedian, Hratch. *Histoire de la Fédération Révolutionnaire Arménienne Dachnaktsoutioun. 1890/1924*. Milan : Oemme Edizioni, 1988.

Dedeyan, Gérard (dir.). *Histoire du peuple arménien*. Toulouse : Éditions Privat, 2007.

Dedeyan, Gérard (dir.). *1895, massacres d'Arméniens*. Toulouse : Éditions Privat, 2010.

Duclert, Vincent. *La France face au génocide des Arméniens*. Paris : Fayard, 2015.

Hovanissian, Richard G. *The Republic of Armenia*. Vol. 1-4. Berkeley : University of California Press, 1971-1996.

- Insel, Ahmet, Marian, Michel. *Dialogue sur le tabou arménien*. Paris : Liana Levi, 2009.
- Kévorkian, Raymond, Paboudjian, Paul B. *Les Arméniens dans l'empire ottoman à la veille du génocide*. Paris : Arhis, 1992.
- Kévorkian, Raymond. *La Cilicie 1909-1921, des massacres d'Adana au mandat français*. Annales de la bibliothèque Nubar de l'UGAB, 1999.
- Kévorkian, Raymond. *Le génocide des Arméniens*. Paris : Odile Jacob, 2006.
- Kévorkian, Raymond, Nordiguian, Lévon, Tachjian, Vahé. *Les Arméniens, 1917-1939. La quête d'un refuge*. Liban : PUSJ, 2007.
- Kévorkian, Raymond, Nordiguian, Lévon, Minassian, Mirhan, Paboudjian, Michel, Tachjian, Vahé. *Les Arméniens de Cilicie*. Liban : PUSJ, 2013.
- Kévorkian, Raymond, Ternon, Yves. *Mémorial du génocide des Arméniens*. Paris : Le Seuil, 2014.
- Mahé, Jean-Pierre, Mahé, Annie. *Histoire de l'Arménie des origines à nos jours*. Paris : Perrin, 2012.
- Minassian, Gaïdz. *Guerre et terrorisme arménien*. Paris : PUF, 2002.
- Minassian, Gaïdz. *Arméniens, le temps de la délivrance*. Paris : CNRS Éditions, 2015.
- Minassian, Gaïdz. *Le rêve brisé des Arméniens*. Paris : Flammarion, 2015.
- Mouradian, Claire. *De Staline à Gorbatchev. Histoire d'une république soviétique : L'Arménie*. Paris : Ramsay, 1990.
- Mouradian, Claire. *L'Arménie*. Paris : PUF (Coll. « Que-sais-je? »), 2022 [Rééd. 2013].
- Nalbandian, Louisa. *The Armenian Revolutionary Movement : The Development of Armenian Political Parties through the Nineteenth Century*. Berkeley : University of California Press, 1963.
- Ninachian, Mikael. *Détruire les Arméniens*. Paris : PUF, 2015.
- Panossian, Razmig. *The Armenians from kings and Priests to merchants and commissars*. Columbia University Press : New York, 2006.
- Pasdermajian, Hrant. *Histoire de l'Arménie depuis les origines jusqu'au traité de Lausanne*. Paris : Librairie orientale Hrant Samuelian, 1954 [Rééd. 1949].
- Ritter, Laurence. *La longue marche des Arméniens*. Paris : Robert Laffont, 2007.
- Suciyan, Talin. *The Armenians in Modern Turkey : Post-Genocide Society, Politics and History*. Londres : I.B. Tauris, 2016.

Ter Minassian, Anahide. *La question arménienne*. Marseille : Parenthèses, 1983.

Ter Minassian, Anahide. *Histoires croisées. Diaspora-Arménie-Transcaucasie. 1890-1990*. Marseille : Éditions Parenthèses, 1997.

Ter Minassian, Anahide. *La république d'Arménie*. Paris : Éditions Complexe, 2006.

Ter Minassian, Anahide. *L'échiquier arménien entre guerres et révolutions. 1878-1920*. Paris : Karthala, 2015.

Ter Minassian, Taline. *Les colporteurs du Komintern*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997.

Ter Minassian, Taline. *Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique*. Rennes : PUR, 2007.

Ternon, Yves. *La cause arménienne*. Paris : Le Seuil, 1983.

Ternon, Yves. *Enquête sur la négation d'un génocide*. Marseille : Éditions Parenthèses, 1989.

Ternon, Yves. *Les Arméniens. Histoire d'un génocide*. Paris : Seuil (Coll. « Points-Histoire »), 1996 [Rééd. 1977].

#### ARTICLES/ CHAPITRES D'OUVRAGE

Adjemian, Boris, Zarifian, Julien. « La reconnaissance internationale du génocide des Arméniens. Histoire, enjeux, pratiques ». *20 et 21. Revue d'histoire*, 2023/2, n°158, p. 149-165.

Aslanian, About. « Une vie sur plusieurs continents. Micro-histoire globale d'un agent arménien de la compagnie des Indes orientales ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2018/1, p. 19-55.

Atamian, Astrig. « Des Arméniens dans les brigades internationales ». *Études arméniennes contemporaines*, décembre 2013, vol. 2, p. 7-25.

Atamian, Astrig. « Tourisme, racines et idéologie : les premiers voyages en Arménie soviétique ». *Tourisme. Diasporas. Histoire et Sociétés*, 2009, n°14, p. 139-151.

Bertaux, Sandrine. « Les Arméniens dans l'approche démographique française ». *Revue du monde arménien Moderne et contemporain*, 1999-2000, T. 5, p. 101-112.

Birebent, Christian. « Militer pour l'Arménie et la Société des Nations. Les relations entre les militants de la cause arménienne et les organisations pro-SDN (1918-1925) ». *Études arméniennes contemporaines*, décembre 2019, n°12, p. 91-119.

Boudjikianian-Keuroghlian, Aïda. « Les Arméniens en Orient ». *Hommes et migrations. Minorités au Proche-Orient*, janvier-février 1994, n° 172-173, p. 48-54.

Boudjikianian-Keuroghlian, Aïda. « Les Arméniens du Moyen-Orient : leur existence actuelle à la lumière du passé récent ». *Arménie, diaspora. Mémoire et modernité. Les Temps modernes*,

juillet-août 1988, n°504-505-506, p. 235-257.

Boudjikianian, Aïda. « La grande diaspora arménienne (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle) ». In Dédéyan, Gérard (dir.). *Histoire du peuple arménien*. Toulouse : Privat, 2007, p. 819-905.

Bozarlsan, Hamit. « Les relations arméno-kurdes. 1894-1996 ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 1998, T. 4, p. 23-33.

Cheterian, Vicken. « Histoire mémoire et relations internationales : la diaspora arménienne et les relations armeno-turques ». *Relations internationales*, 2010/1, n°141, p. 25-45.

Donabedian, Anahid. « L'arménien occidental, 100 ans de diaspora ». *Hommes et migrations*, 2015, n°1310, p. 171- 176.

Kévonian, Kéram. « Marchands arméniens au XVII<sup>e</sup> siècle. À propos d'un livre arménien, publié à Amsterdam en 1699 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, avril-juin 1975, vol. 16, n°2, p. 199-244.

Kévonian, Dzovinar. « Photographie, génocide et transmission : l'exemple arménien ». *Les Cahiers de la Shoah*, 2005/1, n° 8, p. 119-149.

Kévonian, Dzovinar. « Deux siècles de réfugiés : circulation, qualification, internationalisation ». *Pouvoirs*, 2013/1, n°44, p. 17-32.

Kévonian, Dzovinar. « Enjeux de catégorisation et migrations internationales. Le BIT et les réfugiés (1925-1929) ». *Revue européenne des migrations internationales*, 2005, vol. 21, n°3, p. 1-26.

Migliorino, Nicola, Sanjian, Ara, « Les communautés arméniennes du Proche-Orient arabe ». *Confluences Méditerranée*, 3/2008, n°66, p. 73-82.

Kévorkian, Raymond. « Une historiographie en mutation ». *Arménie, aventure d'une nation. Revue des deux mondes*, octobre 2006, p. 100-108.

Kévorkian, Raymond H. « La gestion du contentieux arméno-turc ou le poids du passé ». *Revue arménienne des questions contemporaines*, septembre 2009, n°10, p. 7-48.

Laycock, Jo. « Armenian Homelands and Homecomings, 1945-9 : The Repatriation of Diaspora Armenians to the Soviet Union ». *Cultural and Social History*, 2012, vol. 9, n° 1, p. 103-123.

Laycock, Jo « Survivor or Soviet Stories ? Repatriate Narratives in Armenian Histories, Memories and Identities ». *History and Memory*, 2016, vol. 28, n° 2, p. 123-151.

Mouradian, Claire. « L'immigration des Arméniens de la diaspora vers la RSS d'Arménie, 1946-1962 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, janvier-mars 1979, vol. 20, n°1, p. 79-110.

Mouradian, Claire. Pour le catalogue de l'exposition « La presse arménienne en France ». In *France des étrangers, France des libertés-médias et communautés dans l'histoire nationale*. Organisée par l'association Génériques dans le cadre du bicentenaire de la Révolution de 1789, inaugurée à Marseille, le 28/02/ 1989.

Mouradian, Claire, Urjewicz, Charles, Weill, Claudie. « Les étudiants du Caucase en Allemagne. 1900-1914 ». Russes, Slaves et Soviétiques. *Mélanges Roger Portal*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1992, p. 369-392.

Mekdjian, Sarah. « Identité et territoire. Les Arméniens à Los Angeles ». Diaspora arménienne et territorialités. *Hommes et Migrations*, janvier-février 2007, n°1265, p. 102-117.

Naquet, Emmanuel. « Quelques défenseurs des droits de l'homme face à la cause arménienne ». *Études arméniennes contemporaines*, décembre 2013, vol. 2, p. 43-61.

Papazian, Taline. « Représentations de l'insécurité et usages de la violence armée : la notion de souveraineté dans les mondes juifs et arméniens aux siècles de l'État-nation ». *Études arméniennes contemporaines*, juin 2014, n°3, p. 11-33.

Pattie, Suzan. « At home in diaspora : Armenians in America ». *Diaspora. A Journal of transnational studies*, 1994, vol. 3, n°2, p. 185-198.

Paulin, Frédéric. « Démographie et structures familiales des Arméniens d'Ordou. 1910-1913 ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 1997, T. 3, p. 31- 54.

Périgaud, Jacques. « Le mariage mixte comme indicateur social de l'adaptation : le mariage franco-arménien ». Les mariages mixtes. *Ethnies*, 1974, vol. 4, p. 41-54.

Périgaud, Jacques. « Une culture arménienne diasporique est-elle possible? ». *Les cahiers de la diaspora*, 1976, 1.

Sanjian, Ara. « The ARF's first 120 years, a brief source of historiographie ». *Armenian review*, fall winter 2011, vol. 52, number 3-4, p. 1-16.

Sanjian, Ara. « Armenians in the Midst of Civil Wars : Lebanon and Syria Compared » [in Russian]. In *Diaspori : Nezavisimii nauchnii zhurnal* [Diasporas : Independent Academic Journal] (Moscow), 2015, vol. 17, nos. 1-2, p. 55-88.

Ter Minassian, Anahide. « La question arménienne ». *Esprit*, avril 1967, n°4, p. 620-657.

Ter Minassian, Anahide. « Le mouvement révolutionnaire arménien, 1890-1903 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1973, vol. 14, n°4, p. 536-607.

Ter Minassian, Anahide. « Nation et religion : l'Église arménienne ». *Études*, juin 1980, p. 809-825.

Ter Minassian, Anahide. *La vie quotidienne des Arméniens au XIX<sup>e</sup> siècle*. Club UNESCO des Arméniens, 1981.

Ter Minassian, Anahide. « La dissidence en Arménie soviétique ». *Critique socialiste*, 1982, n°44, p. 79-100.

Ter Minassian, Anahide. « La diaspora arménienne ». *Hérodote*, 1989, n°53, p. 123-157.

Ter Minassian, Anahide. « Sociétés de culture, écoles et presse arméniennes à l'époque

d'Abdul-Hamid II ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*. 1997, T. 3, p. 7-30.

Ter Minassian, Anahide. « Les Arméniens au XX<sup>e</sup> siècle ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2000, n°67, p. 135-150.

Ter Minassian, Anahide. « L'Arménie et l'éveil des nationalités ». Dedeyan, Gerard (dir). *Histoire du peuple arménien*. Toulouse : Privat, 2007, p. 475-521.

Ter Minassian, Taline. « Le monument commémoratif de Dzidzernagapert à Erevan : l'invention d'un "haut lieu" de 1967 à nos jours. In El Kenz, David, Nérard, François-Xavier (dir.). *Commémorer les victimes en Europe, XVI-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris : Champ Vallon, 2011, p. 145-162.

Terzian, Pierre [Bédros]. « La Question arménienne aujourd'hui ». *Critique socialiste*, 1982, n°44, p. 49-72.

Tölölyan, Khachig. « Stateless power in the transnational moment ». *Diaspora, a journal of transnational studies*, été 1996, vol. 5, n°1, p. 3-36.

Tölölyan Khachig. « Elites and institutions in the armenian transnation ». *Diaspora, a journal of transnational studies*, 2000, vol. 9, n°1, p. 107-136.

Tölöyan Khachig. « Capacity building for peace and development : roles of diaspora ». University for peace. High level expert forum. Toronto, octobre 2006, Booklet 1. 19-20, p. 1-54.

Tölölyan, Khachig. « Armenian Diasporas and Armenia : Issues of identity and Mobilization ». *Études arméniennes contemporaines*, juin 2014, n°3, p. 83-101.

## THÈSES-MÉMOIRES

Ananian, Sévan. *Alfortville et les Arméniens : l'intégration réciproque. 1920-1947*. Bois-Colombes : A.Val-Arno, 1999.

Atamian, Astrig. *La mouvance communiste arménienne. Entre adhésion au PCF et contemplation de l'Ararat : les « Rouges » de la communauté arménienne de France, des années 1920 aux années 1990*. Thèse sous la direction de Claire Mouradian, Paris, INALCO, 2014.

Bardakdjian, Geneviève. *La communauté arménienne de Décines 1925-1971*. Faculté des lettres et sciences humaines de Lyon. Mémoire de maîtrise d'histoire soutenu auprès de M. Garrier et de Jean-Charles Bonnet, juin 1972.

Lauras, Clarisse. *Les Arméniens à Saint-Étienne. Une escale dans un parcours migratoire ?* Mémoire de maîtrise sous la direction de Taline Ter Minassian, Université de Saint-Étienne, 2006.

Minassian Gäïdz. *Le parti Dachnaktsoutioun*. DEA de sociologie politique et politiques comparées, sous la direction de Jean-Marie Demaldent, Nanterre, 1993.

Minassian, Gaïdz. *La FRA, Fédération révolutionnaire arménienne, ou l'utopie en suspens*. Thèse de Science Politique, sous la direction de Jean-Marie Demaldent, Nanterre, 1998.

Strapelias, Hélène. *Regards de la presse nationale française sur les Arméniens. 1965-1987. La réactualisation d'un génocide oublié*. Mémoire de maîtrise, sous la direction d'André Kaspi et Cathérine Nicault, Paris 1, 2000

Sahakyan, Vahé. *Between host countries and Homeland : Institutions. Politics and Identities in the post genocide armenian diaspora (1920s to 1980s)*. Sous la direction de Kevork B. Bardakjian, Université de Michigan, 2015.

## COMMUNAUTÉ(S) ARMÉNIENNE(S) DE FRANCE

### OUVRAGES

Adjemian, Boris. *Les petites Arménies de la Vallée du Rhône*. Lyon : Éditions Lieux Dits, 2020.

Atamian, Astrig, Mouradian, Claire, Pechanski, Denis. *Manouchian*. Paris : Ed. Textuel, 2023.

Franjulien, Armand. *La librairie Samuélian. Une passion arménienne pour le livre et l'Orient*. Marseille : Thaddée, 2015

Hovanesian, Martine. *Le lien communautaire*. Paris : Armand Colin, 1992.

Hovanesian, Martine. *Les Arméniens et leur territoire*. Paris : Autrement, 1995.

Hovanesian, Martine. *Le récit de nos vies atteintes*. Paris : L'Harmattan, 2013.

Kunth, Anouch, Mouradian, Claire. *Les Arméniens en France. Du chaos à la renaissance*. Toulouse : Éditions de l'attribut, 2010.

Kunth, Anouche. *Exils caucasiens*. Paris : Belin, 2016.

Kunth, Anouche. *Au bord de l'effacement. Sur les pas d'exilés arméniens dans l'entre-deux-guerres*. Paris : La Découverte, 2023.

Ter Minassian, Anahide. *Vienne, ou des étrangers dans la ville*. In Ayanian, Jean. *Le Kemp. Une enfance intra-muros*. Marseille : Éditions Parenthèses, 2001.

Tilbian, Samuel. *De l'Ararat à Charvieu sans retour possible*. Histoire des Arméniens du bassin industriel de Charvieu-Pont-de Cheruy. Charvieu : Maison de la culture arménienne Monte Melkonian, 2016.

### ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGE

Bastide, Roger. « Les Arméniens de Valence ». *Revue Internationale de sociologie*, 39<sup>e</sup> année, janvier-février 1931, n°1, II, p. 17-42.

Boudjikianian-Keuroghlian Aïda. « Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes ». *Annales de géographie*, Lyon, 1978.



Boudjikianian-Keuroghlian, Aïda, « Arméniens rhône-alpins, modèle d'intégration ou situation d'exception? ». *Hommes et migrations*, avril 1995, n°1186, p. 31-36.

Daronian, Liliane. « En France, une minorité confrontée aux manifestations d'un réveil national : les Arméniens ». *ICOM*, 1987, p. 52- 66.

Djergaïan, Sarah. « Le territoire de l'identité arménienne. Le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». *Diasporas arméniennes et territorialités. Hommes et migrations*, janvier-février 2007, n°1265, p. 54-69.

Hovanessian, Martine. « 60 ans de présence à Issy-Les-Moulineaux ». *Revue européenne des migrations internationales*, 1988, vol. 4, n°3, p. 73-95.

Hovanessian, Martine. « Évolution du statut de la migration arménienne en France ». *Sociétés contemporaines*, décembre 1990, n°4, p. 51-64.

Hovanessian, Martine. « Élaboration d'un sens communautaire ». *Hommes et migrations*, octobre 1992, n°1158, p. 29-36.

Hovanessian, Martine, Quiminal, Catherine. « Introduction ». *Les territoires de l'alterité. Journal des anthropologues*, 1995, n°59, p. 11-13.

Hovanessian, Martine. « Territoires et mémoire : les Arméniens en région parisienne ». *Espace, populations, sociétés*, 1996, 2-3, p. 377-384.

Hovanessian, Martine. « Le thème de l'étranger dans la ville : les Arméniens ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 1997, T. 3, p. 55-65.

Hovanessian, Martine. « La notion de diaspora. Usages et champs sémantiques ». *Journal des anthropologues*, 1998, n°72, p. 11- 30.

Hovanessian, Martine. « De l'exil commémoré aux formes actives de l'appartenance ». *CEMOTI*, 2000, n°30, p. 83 -109.

Hovanessian, Martine. « Récits de vie et mémoire(s) de l'exil : les enjeux à l'œuvre dans l'histoire orale ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 2001, T. 6, p. 75-96.

Huard, Jean-Luc. « La communauté arménienne de l'agglomération grenobloise dans l'entre-deux-guerres ». *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, 2001, T. 6, p. 131-160.

Kunth, Anouche. « La diaspora arménienne ». *Études*, 2007/3, T. 406, p. 321- 331.

Kunth, Anouche. « Du Caucase à Paris : un autre exil arménien. Expériences migratoires et ancrages en diaspora de 1920 à l'implosion de l'Union Soviétique ». *Études arméniennes contemporaines*, 2013, n°1, p. 115-120.

Kunth, Anouche. « Penser la diaspora arménienne par le clivage ». *Diasporas*, 2014, 23-24, p. 185-199.

Kunth, Anouche. « Dans les rets de la xénophobie et de l'antisémitisme : les réfugiés arméniens en France de 1920 à 1945 ». *Archives Juives*, 2015, vol. 48, p. 72-95.

Kunth, Anouche. « Faire l'expérience d'un statut en recomposition. Aléas, infortunes et revendications des réfugiés Nansen en France (1922-1942) ». *Revue européenne des migrations internationales*, 2017, vol. 33, n°4, p. 23-47.

Kunth, Anouche. « Le réfugié arménien et sa double représentation : dans les méandres des anciens offices (1919-1945) ». In Angoustures, Aline, Kévonian, Dzovinar, Mouradian, Claire. *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*. Rennes : PUR, 2017, p. 65-80.

Lenoir-Achdjian. « Les espaces communautaires et le maintien de l'identité collective arménienne ». *Cahiers de l'Urmis*, 1998, 4, p. 37-46.

Ter Minassian, Anahide. « Les Arméniens en France ». Arménie-Diaspora. Mémoire et modernité. *Les Temps modernes*, juillet-août-septembre 1988, n°505-506, p. 189-234.

Ter Minassian, Anahide. « Les Arméniens de Paris depuis 1945 ». In Marès, Michel, Milza, Pierre (dir.). *Le Paris des étrangers depuis 1945*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 205-239.

Toulajian, Sophie-Zoé. « Commémorer le génocide des Arméniens à Lyon en 1985. Emprunts et réappropriations d'une pratique protestataire », 20 et 21. *Revue d'Histoire*, n°150, avril-juin 2021/2, p. 33-47.

Toulajian, Sophie-Zoé. « *Hay Baykar* (« Lutte arménienne »), périodique protestataire arménien dans le sillage de Mai 68 », *Études arméniennes contemporaines*, 2023, n°15, p. 95-118.

## COLLOQUES

Daronian, Liliane, Sakayan, Bruno. « Le paysage intérieur arménien, 1975-1985 ». Colloque organisé à Paris, 17-18 mai 1985.

Toulajian, Sophie-Zoé. « La célébration du 70<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Arméniens à Lyon ». Communication au colloque, *Saisir l'engagement dans sa pluralité : apports d'une analyse localisée*, organisé par Le Rize, triangle UMR 5206, 28 juin 2019.

Toulajian, Sophie-Zoé. « *Hay Baykar*, périodique protestataire dans le sillage de Mai 68 : de "Libération arméniennne" au "MNA". Communication au colloque : *La presse de langue arménienne en France*, organisé par l'INALCO, 7 novembre 2019.

## FEMMES ARMÉNIENNES

### OUVRAGES

Houbouyan-Coutant, Paulette. *Les Arméniens de l'empire ottoman à l'école de la France*. Paris : Éditions du CERF, 2020.

## ARTICLES/CHAPITRES D'OUVRAGES

Chabot, Jocelyne, Doucet Marie-Michèle, Kasparian, Sylvia. « Témoigner malgré tout. Les récits des victimes du génocide des Arméniens face aux violences sexuelles ». *Études arméniennes contemporaines*, 2016, 7, p. 39-69.

Kilicdagi, Ohannes. « From fail recovery to mutation : Armenian Women and Community in post genocide Turkey ». *Diaspora, a journal of transnational studies*, 2011, vol. 20, n°2, p. 141-151.

Mouradian, Claire, Ter Minassian, Anahide, « Permanence de la famille arménienne ». *Évolution des modèles familiaux dans les pays de l'Est européen et en URSS*. Kerblay B. (ed.). Paris : IMSECO, 1988, p. 59-84.

Tachjian, Vahé. « Gender, nationalism, exclusion : the reintegration process of female survivors of the armenian genocide ». *Nation and nationalism*, 2009, 15 (1.), p. 60-80.

Ter Minassian, Anahide. « La femme arménienne en diaspora ». Conférence tenue à Erevan, 1994.

## COLLOQUES

Calzolari, Valentina. « Comment sortir d'une terne existence ? Émancipation féminine et littérature arménienne dans l'empire ottoman à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. *Journée femmes et vie publique : sors de ta chambre !*, Université de Genève, 12 mars 2015.

## THÈSES

Papikyan Hayarpi. *L'éducation aux confins de l'empire : la scolarisation des filles et l'entrée des femmes arméniennes dans l'espace public du Caucase. Milieu XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup>*. Thèse en sciences de l'éducation, sous la direction de Rebecca Rogers, Université Paris-Descartes, 2017.

## PSYCHANALYSE

### OUVRAGES

Altounian, Janine. *Ouvrez-moi seulement les chemins de l'Arménie. Un génocide aux déserts de l'inconscient*. Paris : Les Belles lettres. 1990.

Waintrater, Régine. *Sortir du génocide*. Paris : Petite Bibliothèque Payot, 2003.

## ARTICLES

Altounian, Janine. « Événements traumatiques et transmission psychique. La survivance, traduire le trauma collectif ». *Dialogue*, 2005/2, n°168, p. 55-68.

Altounian, Janine. « Remonter aux grands parents pour retrouver jeunesse et esprit de lutte ». *Psychologie clinique*, 2017/1, n°43, p. 134-139.

### **1965**

-24 avril. Cinquantième anniversaire du génocide des Arméniens. À Erévan, des centaines de milliers de personnes dans la rue. À Beyrouth, 85 000 personnes au stade Camille Chamoun. À Paris, rassemblement de 10 000 personnes près des Champs-Élysées. À Lyon, rassemblement au parc de la Tête d'Or.

-Memorandum de Hrant Samuelian adressé à l'ONU.

-Création du CDCA en France, Armenian National Committee aux États-Unis.

### **1966**

-Re-création de l'UEAE, Union des étudiants arméniens d'Europe.

### **1967**

-24 avril. À Paris, une vingtaine de jeunes Arméniens approche un bâtiment diplomatique turc. À Londres, manifestation en silence durant 24 heures devant l'ambassade de Turquie.

### **1968**

-24 avril. Manifestation importante à Buenos Aires.

### **1970**

-24 avril. À Paris, manifestation d'une centaine de jeunes Arméniens devant l'ambassade de Turquie, rue d'Ankara, scandant des slogans. Le soir, tentative de perturber la cérémonie, salle Gaveau.

-7 et 8 novembre. Paris, cinquantenaire de l'anniversaire du traité de Sèvres.

### **1971**

-24 avril. À Paris, manifestation devant l'ambassade de Turquie, d'une trentaine de jeunes Arméniens, suivie de jets de tracts avec tentative de dépôt de motion. Durant la soirée, perturbation de la cérémonie, salle Gaveau.

-À Londres, présence d'une cinquantaine de jeunes Arméniens, sur les trottoirs de l'ambassade de Turquie.

### **1972**

-14 janvier. À Paris, apposition d'affiches hostiles à la venue du Premier ministre turc Nihat Erim, par l'UEAE, et grève de la faim organisée par des étudiants turcs d'extrême-gauche.

---

<sup>1450</sup> Des actions liées à d'autres espaces et prenant d'autres formes que les manifestations, comme les meetings et les actes de lutte armée, sont parfois indiquées.

-20 janvier. À Paris, manifestation d'une cinquantaine d'Arméniens du CDCA devant le consulat turc, boulevard Haussmann, pour protester contre la venue de Nihat Erim, avec jets de tracts. 32 interpellations.

-22 janvier. À Paris, le matin, occupation par des Arméniens de l'UEAE, pendant 15 minutes, de la compagnie aérienne de la Turkish Airlines. Manifestation de l'UEAE l'après-midi, sur les Champs-Élysées, pour protester contre la venue du ministre turc. 11 interpellations.

-24 avril. À Marseille, manifestation devant le consulat de Turquie. Une douzaine d'interpellations. À Toronto, défilé de 500 personnes jusqu'au consulat turc.

-26 avril. À Paris, meeting organisé par des jeunes Arméniens de l'UEAE, à la maison du Canada de la Cité Universitaire : « Trois peuples en lutte. Arméniens, Turcs, Kurdes ».

-13 mai. À Paris, manifestation de jeunes Arméniens devant et à l'intérieur du théâtre des Champs-Élysées, lors de la représentation d'*Anouche*.

-Mai. Un stand arménien à la fête de Lutte Ouvrière.

-20 décembre. XX<sup>e</sup> Congrès du parti *Dachnaktsoutioun* sur les nécessités d'une autre forme de lutte.

## 1973

-27 janvier. Double attentat de Kurken Yanikian à Los Angeles contre deux diplomates turcs.

-Février. Apposition d'affiches hostiles au gouvernement turc par le CEA, suite au rappel par la Turquie de son ambassadeur en France, lié à la présence d'hommes politiques français lors de l'inauguration du monument de Marseille (le 11 février), mentionnant le génocide arménien.

-4 avril. À Paris, double action d'éclat de Libération arménienne. Seaux de sang jetés contre la Turkish Airlines et grenades lacrimogènes lancées au consulat de Turquie.

-Avril. À New York, Los Angeles et Chicago, actions d'éclat contre la Turquie.

-24 avril. À Chicago, défilé de 800 personnes jusqu'au consulat turc.

## 1974

-6 mars. Dans un rapport consacré à la prévention des crimes contre l'humanité, adopté par la Sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, le terme de génocide désigne les massacres commis contre les Arméniens. Il est présenté lors de la trentième session et prend le nom de paragraphe 30.

-24 avril. À Lyon, inscriptions anti-turques à la peinture sur les vitrines du consulat turc. À Buenos Aires, manifestation de rue, 5000 personnes. À Beyrouth, meeting de protestation devant l'ambassade de Turquie et le quartier général de l'ONU, 5000 personnes.

## 1975

-3 janvier. Première action de l'ASALA.

-20 février. Attentat explosif de l'ASALA à la Turkish Airlines à Beyrouth.

-Avril. Au Liban, début de la guerre civile.

-24 avril. À Paris, rassemblement près du tombeau du soldat inconnu, filmé à la télévision. Manifestation de 300 Arméniens de l'UEAE, formés en cortège derrière une banderole. À Lyon, tentative de 60 Arméniens de former un cortège pour se diriger vers le consulat turc. Défilés à Los Angeles, Buenos Aires, Sydney, New York.

-6 juin. À Paris, meeting du CDCA au palais des Congrès. 3000 personnes.

-22 et 24 octobre. Assassinat à Paris et à Vienne de diplomates turcs par le CJGA.

## 1976

-25 janvier. À Lyon, meeting du CDCA au palais des Congrès.

-24 avril. À Lyon, sit-in initié par les jeunes du *Nor Seround*. 27 interpellations. Le drapeau arménien est brandi pour la première fois. À Paris, refus de la préfecture d'autoriser une manifestation à la demande du CDCA. Tentative de manifestation par Libération Arménienne aux abords du consulat turc. 139 interpellations. Actions dans de nombreuses villes américaines.

-1<sup>er</sup> Mai. À Paris, présence avérée de Libération arménienne au défilé du 1<sup>er</sup> Mai. Présence probable (difficile à dater) du *Nor Seround* à Lyon.

## 1977

-Mars. Création de *Hay Baykar*, organe de presse de Libération arménienne.

-24 avril. À Paris, manifestation interdite. La sortie de la messe à Notre-Dame donne lieu à un rassemblement, puis à une tentative de manifestation à l'Arc de triomphe. 39 interpellations. À Lyon, marche silencieuse place Bellecour.

-1<sup>er</sup> Mai. À Paris, présence de Libération arménienne au défilé du 1<sup>er</sup> Mai.

-6 mai. À Paris, meeting de Libération arménienne.

-17 mai. À Paris, meeting de protestation du CDCA à la Mutualité.

## 1978

-24 avril. À Paris, manifestation interdite. À la sortie de l'église après la messe, un rassemblement est perçu par les forces de l'ordre comme une manifestation. Une cinquantaine d'interpellations. À Lyon, présence d'hommes politiques français au défilé du 24 avril. À Los Angeles, manifestation de 6000 personnes : affrontements avec la police, des blessés et huit interpellations.

-28 avril. À Paris, meeting de Libération arménienne.

-1<sup>er</sup> Mai. À Paris, présence de Libération arménienne avec d'autres peuples en lutte.

-Mai. À Paris, manifestations sauvages de Libération arménienne en réaction à l'interdiction de manifester.

-15 novembre. À Paris, deux seaux de sang animal sont déversés dans les locaux de l'agence de voyage soviétique *Intourist*, par le groupe Nazarian.

-18 novembre. À Paris, manifestation de Libération arménienne devant l'ambassade soviétique pour soutenir Nazarian. 40 manifestants.

-3 décembre 1978. À Paris, un pot de peinture rouge est lancé par un inconnu à moto contre le véhicule diplomatique de l'ambassadeur d'URSS en France.

## 1979

-6 janvier. Grève de la faim de cinq jours organisée dans l'église arménienne de Lyon, par le *Collectif pour les dissidents arméniens*, contre la triple exécution de trois Arméniens, accusés d'avoir posé une bombe dans le métro de Moscou.

-3 février. À Paris, manifestation organisée par le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens et Libération arménienne, devant l'ambassade d'URSS, pour demander la révision du procès des trois fusillés de Moscou. Une centaine de personnes présentes, dont des intellectuels français.

-5 février. À Paris, meeting à la Mutualité, organisé par la FRA et le CDCA, pour protester contre l'exécution des trois Arméniens fusillés. 700 personnes. Les organisateurs se sont opposés à la participation d'une quarantaine de militants de Libération arménienne.

-9 février. À Paris, deuxième manifestation devant l'ambassade d'URSS, organisée par Libération arménienne et le comité pour la défense des Prisonniers politiques arméniens. 300 personnes, dont Alain Krivine et quelques organisations d'extrême-gauche française.

-10 février. À Lyon, rassemblement de protestation contre l'exécution des trois fusillés de Moscou avec distribution de tracts devant le hall du journal *Le Progrès*.

-21-25 février. Marche silencieuse de protestation de 30 personnes, de Lyon à Saint-Julien-en-Genevois, pour lutter contre la suppression du paragraphe 30, qui mentionne le génocide arménien comme le premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

-26 février. À Paris, meeting organisé par le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens, à la maison des Mines, en solidarité avec Nazarian.

-24 avril. À Paris, manifestation de Libération arménienne au Père-Lachaise. À Londres, sit-in devant l'ambassade turque et marche devant les bâtiments turcs. 600 personnes, incidents avec les forces de l'ordre.

-Septembre. À Paris, 1<sup>er</sup> Congrès mondial arménien à l'hôtel Nikko.

## **1980**

-24 avril. À Lyon, motion déposée au consulat turc. À Paris, deux manifestations, du CDCA et de Libération arménienne. À Téhéran, manifestation devant l'ambassade turque. À Beyrouth, manifestation d'étudiants arméniens à l'université américaine, sit-in de 300 personnes, avec des étudiants grecs et chypriotes.

-22 novembre. À Paris, meeting de Libération arménienne pour soutenir les prisonniers politiques arméniens. 300 personnes.

-30 novembre. À Lyon, meeting de Libération arménienne. 50 personnes.

-20 décembre. À Paris, manifestation de Libération arménienne pour Alec Yénikoméchian.

## **1981**

-24 avril. À Paris, manifestation de Libération arménienne au Père-Lachaise. Manifestation du CDCA, avec lecture de motion. Dans le monde, grèves de la faim (Buenos Aires, Athènes, Los Angeles). Marche de 200 kilomètres, entre Montréal et Ottawa, organisée par des jeunes du *Nor Seround*, devant l'ambassade de Turquie, heurts avec la police.

-1<sup>er</sup> Mai. À Paris, présence de Libération Arménienne au défilé.

-11 juin. À Paris, manifestation du Comité des représentants des organisations arméniennes contre l'attentat à l'encontre de l'église arménienne d'Issy-les-Moulineaux, 4000 manifestants. Occupation des locaux de la Turkish Airlines par Libération arménienne.

-15 septembre. À Boston, manifestation anti-turque du CDCA, lors du 250<sup>e</sup> anniversaire de la ville.



-24 septembre. À Paris, prise d'otages par quatre membres de l'ASALA au consulat de Turquie, 80 Arméniens rassemblés dans la rue pour les soutenir.

-27 septembre. À Paris, manifestation de Libération arménienne, au départ de l'église arménienne, pour soutenir les quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie.

-1<sup>er</sup> octobre. À Paris, manifestation de Libération arménienne, au départ de l'église arménienne, pour soutenir les quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie.

-24 octobre. À Paris, manifestation de Libération arménienne, au départ de l'église arménienne, pour soutenir les quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie, 400 personnes.

-19 novembre. À Paris, meeting de Libération arménienne. Présence de militants de la FRA. 850 personnes.

-28 novembre. Rassemblement devant la prison de Fleury-Mérogis pour soutenir les auteurs de la prise d'otages. 20 personnes.

-14 décembre. À Paris, occupation pacifique des locaux de la compagnie aérienne Swissair à Paris par Libération arménienne.

## **1982**

-10-18 janvier. Grève de la faim de Libération arménienne à l'église arménienne de Décines, pour soutenir Mardiros Jamgotchian et rassemblement de soutien aux grévistes.

-14 janvier. À Paris, manifestation de 200 personnes jusqu'à l'ambassade de Suisse, pour soutenir Mardiros Jamgotchian, accusé d'avoir tué un diplomate turc.

-16 mars. À Paris, meeting de Libération arménienne à la Mutualité, où est annoncé la création du Mouvement national arménien (MNA) pour l'ASALA.

-23 avril. À Los Angeles, 300 Arméniens présents devant le consulat turc, avec dépôt de motion.

-23-24 avril. À Paris, devant l'ambassade des États-Unis, veillée organisée par le *Nor Seround*, de 19h à 7h le matin, pour soutenir Hampig Sassounian, inculpé, le 1<sup>er</sup> février 1982, du meurtre du consul de Turquie de Los Angeles.

-24 avril. À Paris, manifestation du MNA au Père-Lachaise et au consulat turc. Rassemblement organisé par le CDCA devant la maison de la radio et cortège jusque l'ambassade de Turquie, 250 personnes. À Lyon, incidents entre les membres du CDCA et les militants du MNA, qui ont tenté, sans succès, de s'intégrer au cortège du CDCA. À Ottawa, 2500 personnes scandent des slogans et des chants révolutionnaires, intervention de la police. D'autres rassemblements ont lieu, à Chicago, Détroit ou encore New York.

-4 mai. À Lyon, manifestation de la FRA-*Nor Seround* devant le consulat des États-Unis pour soutenir Hampig Sassounian. 100 personnes.

5 mai. À Paris, manifestation de la FRA-*Nor Seround* et du Comité de soutien à Hampig Sassounian, à l'ambassade des États-Unis, pour soutenir Hampig Sassounian, 700 personnes.

-9 juin. À Paris, manifestation pour Mardiros Jamgotchian organisée par le MNA.

-30 juin. À Paris, manifestation du MNA, en faveur de Vicken Tcharkutian. 30 personnes.

-21 juillet. À Paris, attentat à Saint-Michel de l'ASALA.

-29 juillet. À Paris, à l'appel du MNA, 200 personnes rassemblées devant les locaux du ministère de la communication pour protester contre la non-homologation de « Radio *ask* » par la commission Holleaux.

-7 août. Opération Garin, attentat à l'aéroport d'Ankara, dix morts.

-21 septembre. À Paris, meeting à la Mutualité de la FRA et du CDCA sur le terrorisme. 1000 personnes.

-24 septembre. Paris, rassemblement organisé par le MNA et le CSPPA, place François 1<sup>er</sup>, en hommage aux quatre auteurs de la prise d'otages. À Lyon, rassemblement du MNA devant le hall du journal *Le Progrès* et sit-in.

-16 décembre. À Paris, manifestation du MNA devant le représentant du conseil de l'Europe, pour appuyer le dépôt d'une motion en faveur de Mardiros Jamgotchian. 100 personnes.

### **1983**

-16 janvier. À Paris et à Lyon, rassemblement devant le consulat de Turquie, à l'appel de la FRA et du parti *hintchack* pour protester contre l'enlèvement d'Abraham Achdjian, militant de la FRA au Liban, le 19 décembre 1982.

-3 février. À Paris, manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian, pendu le 29 janvier, auteur de l'attaque de l'aéroport d'Ankara. Des militants de la FRA-NS et du parti *hintchak* sont présents. 1000 personnes.

-11 février. À Lyon, rassemblement organisé par le MNA devant le consulat de Turquie pour protester contre l'exécution d'Ekmekdjian, 60 personnes.

-21 mars. À Paris, attentat contre Ara Toranian, responsable du MNA, annulation d'une manifestation en soutien au père Yergatian.

-26 mars. À Paris, défilé de 200 personnes à l'appel de la *FRA-Nor Seround*, pour soutenir Hampig Sassounian, aux abords de l'ambassade des États-Unis, avec dépôt de motion.

-24 avril. À Paris, deux manifestations. À Londres, grève de la faim devant le consulat de Turquie et manifestation. À Montebello, 10 000 manifestants devant le monument au martyr arménien.

-7 juillet. À Paris, rassemblement du MNA en faveur d'Abraham Thomassian devant le Palais de justice, accusé d'une attaque à la grenade au bureau de la Turkish Airlines.

-8 juillet. À Paris, lancement de grenades fumigènes par le CSPPA dans les locaux du british council, contre le procès intenté à Londres à l'encontre de deux militants de l'ASALA.

-Juillet 1983. 2<sup>e</sup> Congrès mondial arménien à Lausanne.

-15 juillet. À Paris, attentat à Orly de l'ASALA, huit morts et 56 blessés.

-27 juillet. À Lisbonne, attentat suicide de cinq membres de l'ARA.

-17 septembre. À Paris, veillée organisée par le *Nor Seround* à la mémoire des membres du commando devant l'église arménienne. Cinq militants se laissent symboliquement enfermés.

-25 octobre. À Paris, rassemblement organisé par le MNA et le CSPPA devant l'église arménienne, suivi d'un cortège jusqu'au ministère de l'Intérieur, pour protester contre le climat de répression anti-arménien.

## **1984**

-7 Janvier. Le président François Mitterrand, à Vienne, à l'occasion du Noël arménien, utilise, pour la première fois, le terme de génocide pour désigner les massacres d'Arméniens durant la Grande guerre.

-20 janvier. À Paris, rassemblement en faveur de Hampig Sassounian à l'appel du *Nor Seround*. 100 personnes. Occupation de la TWA avenue des Champs-Élysées.

-24 janvier. À Paris, rassemblement aux abords du Palais de justice dans le cadre du procès visant les auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie. 74 interpellations.

-25 janvier. À Paris, neuf militants du MNA s'enchaînent aux grilles du Palais de justice contre les interdictions de manifester.

-28 janvier. À Paris, le matin, deux rassemblements sont organisés pour soutenir les auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie, lors de leur procès, l'un au cimetière d'Ivry sur la tombe de Missak Manouchian et l'autre, au cimetière du Père-Lachaise, sur la tombe

d'Antranig. À Paris, un TGV transporte 500 militants, venus de Lyon et Marseille, pour une marche au Palais de justice. 216 interpellations.

- 31 janvier. À Paris, rassemblement devant le Palais de justice. 100 interpellations.

-12 mars. À Paris, manifestation de protestation devant l'ambassade de Yougoslavie et à Lyon, manifestation devant le consulat de Yougoslavie.

-12-14 avril. À la Sorbonne. Tribunal permanent des peuples.

-24 avril. À Paris, manifestation unitaire.

-26 avril. À Paris, manifestation de la FRA et du CDCA en faveur de Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian, à l'ambassade de Yougoslavie. Manifestation à Athènes.

-2 mai. À Lyon, manifestation organisée par la FRA en faveur de Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian, 60 personnes rassemblées aux abords du consulat de Yougoslavie.

-6 mai. À Paris, rassemblement devant l'église arménienne contre les attentats anti-arméniens à l'appel du Comité unitaire du 24 avril.

-22 novembre. À Paris, 100 à 200 manifestants, à l'appel du MNA, pour protester contre le « Fascisme turc et ses complots », de l'Étoile à la place Wagram, où les forces de l'ordre interdisent l'accès au consulat turc.

## **1985**

-20 avril. Suicide d'Aram Basmadjian, un des quatre auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris.

-24 avril. À Paris et à Lyon : deux manifestations. À Erevan et en diaspora, des manifestations spectaculaires.

-Juillet. À Sèvres, 3<sup>e</sup> Congrès mondial arménien.

-Août. La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU adopte le nouveau rapport qui réinsère la mention du génocide des Arméniens en son paragraphe 24.

-14 novembre. À Paris, manifestation de la mouvance *dachnak*, à laquelle se joint le MNA, contre la présence du ministre turc T. Ozal.

**CHRONOLOGIE DES ACTIONS MANIFESTANTES ARMÉNIENNES. PARIS ET LYON. 1970-1985**

	PARIS	LYON
1965. 24 AVRIL	-Rassemblement des Arméniens sur les Champs-Élysées. 10 000 personnes.	-Marche au parc de la Tête d'Or.
<b>Première moitié des années 1970</b>		
<u>1967.</u> 24 AVRIL	-Esquisse de rapprochement de jeunes Arméniens près d'un bâtiment diplomatique turc.	
<u>1970.</u> 24 AVRIL	-Manifestation près de l'ambassade de Turquie.	
<u>1971.</u> 24 AVRIL	-Manifestation près de l'ambassade de Turquie. Jet de tracts. 2 Interpellations.	
<u>1972.</u>		
-20 janvier	-Manifestation du CDCA contre la venue du ministre turc N. Erim.	
-22 janvier	-Manifestation de l'UEAE.	
-22 janvier	-Occupation de la Turkish Airlines par des Arméniens de l'UEAE.	
-13 mai	-Action d'éclat au théâtre des Champs-Élysées, par des Arméniens de l'UEAE.	
<u>1973.</u> 4 avril	-Double action d'éclat de Libération arménienne.	
<u>1975.</u> 24 AVRIL	-Manifestation de l'UEAE.	-Des jeunes Arméniens tentent d'approcher le consulat turc.
<b>Deuxième moitié des années 1970</b>		
<u>1976.</u> 24 AVRIL	-Manifestation réprimée. Interpellations.	-Sit-in du <i>Nor Seround</i> . Interpellations.
<u>1977.</u> 24 AVRIL	-Manifestation réprimée. Interpellations.	
<u>1978.</u>		
-24 AVRIL	-Manifestation esquissée et réprimée. Interpellations.	-Présence des hommes politiques à la manifestation (CDCA/FRA).
-Fin avril	-Manifestations sauvages de Libération arménienne.	
-Mai	-Participation au 1 <sup>er</sup> Mai de Libération arménienne.	
-18 novembre	-Manifestation de Libération arménienne en soutien à Nazarian.	
-15 novembre et 3 décembre	-Double action d'éclat du groupe Nazarian contre l'URSS.	

<p><u>1979.</u> -6-9 janvier</p> <p>-3 et 9 février</p> <p>-10 février</p> <p>-21-25 février</p> <p>-24 AVRIL</p> <p><u>1980.</u> -24 AVRIL</p> <p>-20 décembre</p> <p><u>1981.</u> -24 AVRIL</p> <p>-1<sup>er</sup> Mai</p> <p>-11 juin</p> <p>-24 septembre</p> <p>-27 septembre, 1<sup>er</sup> et 24 octobre</p> <p>-14 décembre</p> <p><u>1982.</u> -10-18 janvier</p>	<p>-Manifestations en soutien aux 3 fusillés de Moscou (Libération arménienne).</p> <p>-Deux manifestations (Libération arménienne et mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Deux manifestations (Libération arménienne et mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Manifestation de Libération arménienne en faveur des prisonniers politiques.</p> <p>-Deux manifestations (Libération arménienne et mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Participation de Libération arménienne au 1<sup>er</sup> Mai.</p> <p>-Occupation de la Turkish Airlines par Libération arménienne et manifestation unitaire contre les attentats anti-arméniens.</p> <p>-Prise d'otages au consulat turc par l'ASALA. Rassemblement de soutien.</p> <p>-Trois manifestations de Libération arménienne en soutien à la prise d'otages.</p> <p>-Occupation de la Swiss Air par Libération arménienne.</p>	<p>-Grève de la faim à l'église arménienne de Lyon contre l'exécution des trois Arméniens fusillés à Moscou (FRA).</p> <p>-Rassemblement de soutien aux 3 fusillés de Moscou (FRA).</p> <p>-Marche (<i>Nor Seround/CDCA</i>).</p> <p>-Manifestation (mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Manifestation et tentative de dépôt de motion au consulat turc (mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Manifestation (mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Grève de la faim (Libération arménienne).</p>
<p><b>Première moitié des années 1980</b></p> <p><u>1982.</u> -14 janvier</p> <p>-24 AVRIL</p> <p>-4 mai</p> <p>-5 mai</p> <p>-9 juin</p>	<p>-Manifestation pour Mardiros Jamgotchian (Libération arménienne).</p> <p>-Double manifestation (Libération arménienne et mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Manifestation pour Hampig Sassounian, (<i>Nor Seround/FRA</i>).</p> <p>-Manifestation pour Mardiros Jamgotchian (MNA).</p>	<p>-Rassemblement pour Mardiros Jamgotchian, (Libération arménienne).</p> <p>-Manifestation (mouvance <i>dachnak</i>).</p> <p>-Manifestation pour Hampig Sassounian (<i>Nor Seround/FRA</i>).</p>

-30 juin	-Manifestation pour Vicken Tcharkutian (MNA).	
-29 juillet	-Manifestation pour Radio <i>Ask</i> (MNA).	
-24 septembre	-Manifestation du MNA en soutien aux 4 auteurs de la prise d'otages	-Rassemblement devant le hall du <i>Progrès</i> en soutien aux 4 auteurs de la prise d'otages (MNA)
-16 décembre	-Manifestation pour Mardiros Jamgotchian (MNA).	
<u>1983.</u>		
-16 janvier	-Manifestation pour Abraham Achdjian (FRA/NS).	-Manifestation pour Abraham Achdjian (FRA/NS).
-3 février	-Manifestation pour Lévon Ekmekdjian (MNA).	
-11 février		-Manifestation pour Lévon Ekmekdjian (MNA).
-26 mars	-Manifestation pour Hampig Sassounian par la FRA/ <i>Nor Seround</i> .	
-24 AVRIL	-Deux manifestations.	-Manifestation (mouvance <i>dachnak</i> ).
- 7 juillet	-Rassemblement de soutien en faveur d'A. Thomassian (MNA).	
-17 septembre	-Occupation de l'église arménienne à Paris ( <i>Nor Seround</i> ).	
-25 octobre	-Manifestation contre le climat de répression anti-Arméniens (MNA).	
<u>1984.</u>		
-20 janvier	-Occupation de la TWA pour défendre Hampig Sassounian (FRA/NS).	
-24, 28, 31 janvier	-Trois tentatives de manifestation lors du procès des auteurs de la prise d'otages	-TGV de Lyon pour soutenir les auteurs de la prise d'otages
-25 janvier	- Des militants s'enchaînent au palais de justice (MNA)	
-24 AVRIL	-Manifestation unitaire	-Manifestation (mouvance <i>dachnak</i> )
-26 avril	-Manifestation pour Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian (FRA/NS).	
-2 mai		-Manifestation pour Raffi Elbékian et Haroutioun Lévonian (CDA/FRA)
-6 mai	-Rassemblement du Comité unitaire contre les attentats anti-arméniens	
-22 novembre	-Manifestation pour protester contre le fascisme turc (MNA)	
<u>1985.</u>		
-24 AVRIL	-Deux manifestations (MNA et mouvance <i>dachnak</i> )	-Manifestation spectaculaire (mouvance <i>dachnak</i> )
-14 novembre	-Manifestation contre la venue du ministre turc Ozal (mouvance <i>dachnak</i> et MNA)	

### Légende des dates

-24 AVRIL : manifestation du 24 avril

-*Pratique manifestante* : action coup d'éclat, occupation de local, grève de la faim, manifestation sauvage, rassemblement, marche

-Manifestation canonique : défilé sur la chaussée

## ANNEXES. CARTES, SCHÉMAS, TABLEAUX

### Lieux de naissance des ascendants des témoins



- Tous les témoins citent au moins une origine géographique. Certains mentionnent parfois un village situé à mi-chemin entre deux villes, ou juste la région.
- Quand il s'agit des grands-parents, s'ils viennent de la même commune, le chiffre n'est pas doublé.

Konya : 2 à 5 témoins

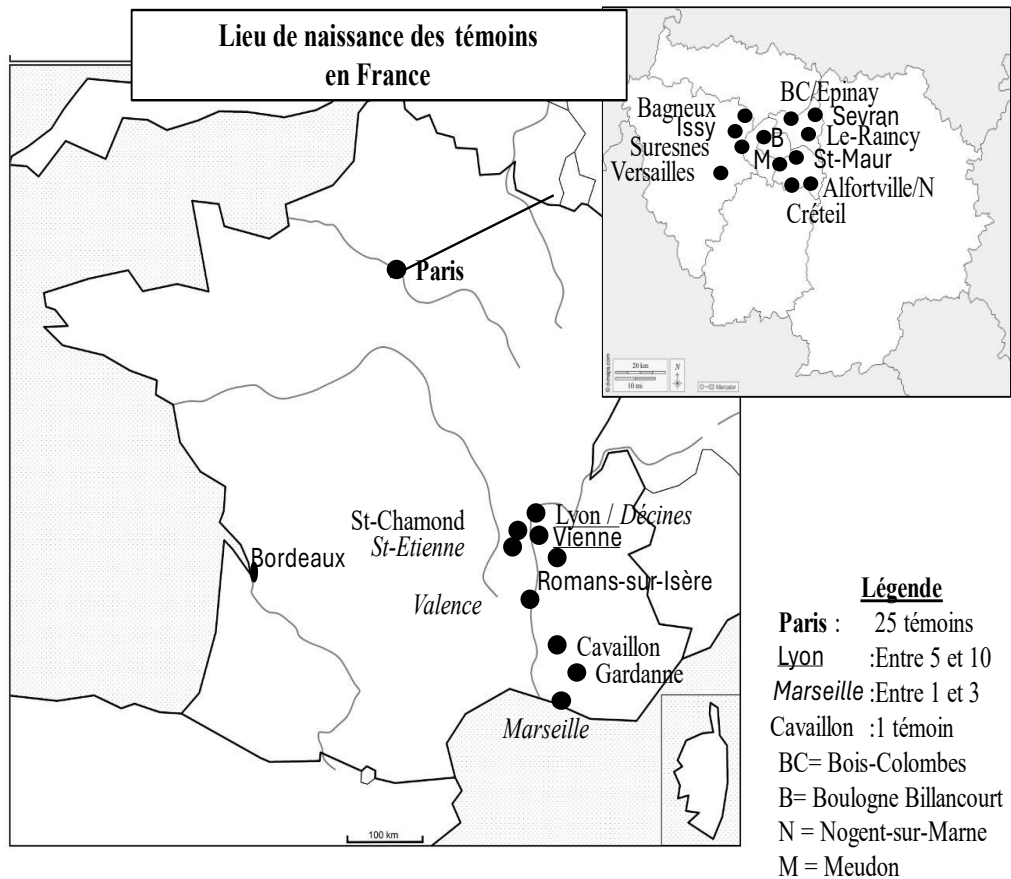
Smyrne : 6 à 10 témoins

**Constantinople** : Plus de 20 témoins

● : Hors Empire ottoman

D'après Claire Mouradian, *L'Arménie*, Paris : PUF (Coll. Que-sais-je ?), 2022 [Rééd. 2013]



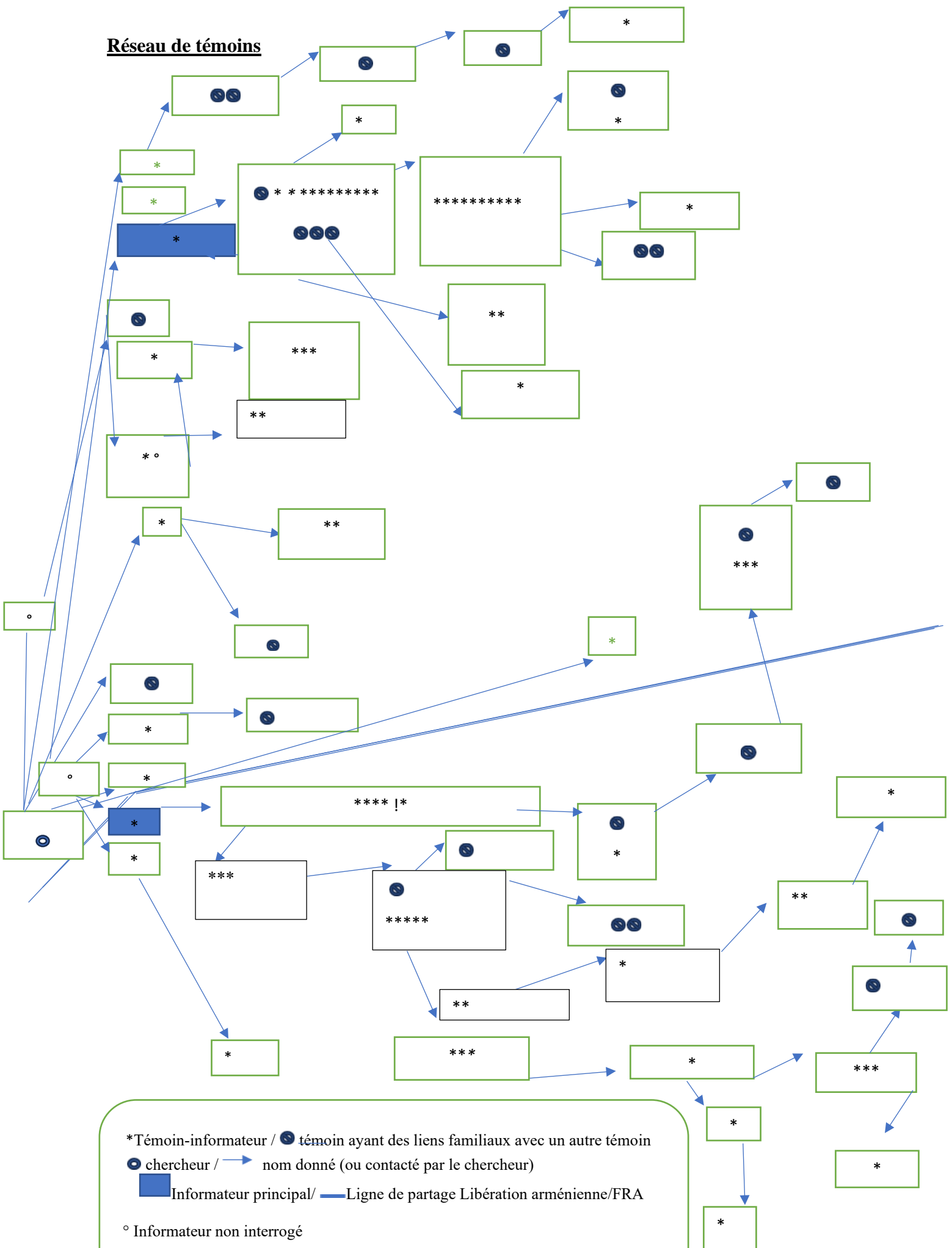


### Lieux de naissance des témoins nés hors de France



Maroc : 1 témoin  
Iran: 2 témoins  
**Turquie**: 3 témoins

**Réseau de témoins**



\*Témoin-informateur / ● témoin ayant des liens familiaux avec un autre témoin  
 ○ chercheur / → nom donné (ou contacté par le chercheur)  
 ■ Informateur principal / — Ligne de partage Libération arménienne/FRA  
 ○ Informateur non interrogé

## Propriétés sociales des manifestants interpellés

### Lors de la manifestation contre N. Erim à Paris, janvier 1972 (43 interpellations)

	Femmes	Naissance après 1945	Lieu de vie arméniens <sup>1451</sup>	Liens familiaux <sup>1452</sup>	Non né en France	Étudiant/ dont MEA	Autre activité politique
Chiffres	15	34	19	10	6	29/4	0
%	34%	79%	44%	23%	14%	67%/13%	0%

### Lors de la manifestation du 24 avril 1976 à Paris (139 interpellations)

	Femmes	Naissance après 1950	Lieu de vie arménien	Liens familiaux	Non né en France, de nationalité française	Étranger	Action politique anti-turque
Chiffres	58	107	50	37	24	5	6
%	42%	84%	36%	27%	17%	3.6%	4.3%

### Lors de la manifestation du 24 avril 1977 à Paris (39 interpellations)

	Femmes	Naissance après 1945	Lieu de vie arméniens	Liens familiaux	Non né en France de nationalité française	Étranger	Autre activité politique
Chiffres	12	22	13	8	24	5	1
%	32%	81%	33%	20.5%	61.5%	3.6%	3%

### Lors de la manifestation du 24 avril 1976 à Lyon (27 interpellations)

	Femmes	Naissance après 1950	Lieu de vie arméniens	Liens familiaux	Non né en France, de nationalité française	Autre activité politique
Chiffres	9	22	21	8	5	0
%	33%	81%	84%	30%	19%	0%

<sup>1451</sup> Ils sont donnés par les adresses des manifestants interpellés.

<sup>1452</sup> Ce chiffre s'appuie sur les adresses.

**Lors des trois manifestations à l'occasion du procès des auteurs de la prise d'otages du consulat turc à Paris, janvier 1984 (319 interpellations au total)**

	Femmes	Âge : né avant 1954	Lieu de vie arménien	Liens familiaux	Non nés en France	Autre activité politique
<u>24/01/1984</u> 74 interpellations	17	31	70 en Ile-de-France	15	20	3
%	23%	42%	½ dans les petites Arménies	20%	40% Turquie 30% Syrie	4%
<u>28/01/1984</u> 216 <sup>1453</sup> interpellations 165 noms relevés, 145 noms consultés	10	43	55 de Lyon, 14 de Marseille	Pas de données	50	20
%	7%	30%			34% Turquie 12% Arménie 10% Iran 10% Syrie 8% Liban	14%
<u>31/01/1984</u> 100	36	74 avant 1954	½ dans petites Arménies	25 ont la même adresse	23. Dont 10 étrangers et 5 touristes	22 dont 14 présents le 24 ou le 28/01
%	36%	74%	50%	25%	30% Turquie 12% Syrie 12% Arménie 12% Liban	22%

1453 Il y a eu 165 relevés d'identité sur 216, dont 145 accessibles, car ils sont issus d'archives non communicables qui ont été consultées en partie. Pour les professions, voir dans le corps du travail.

## Les actions manifestantes dans l'espace lyonnais, 1975 -1985



### I Lieux religieux arméniens

- ★ église arménienne de Lyon
- église arménienne de Décines

### II Lieux de mobilisation diplomatiques

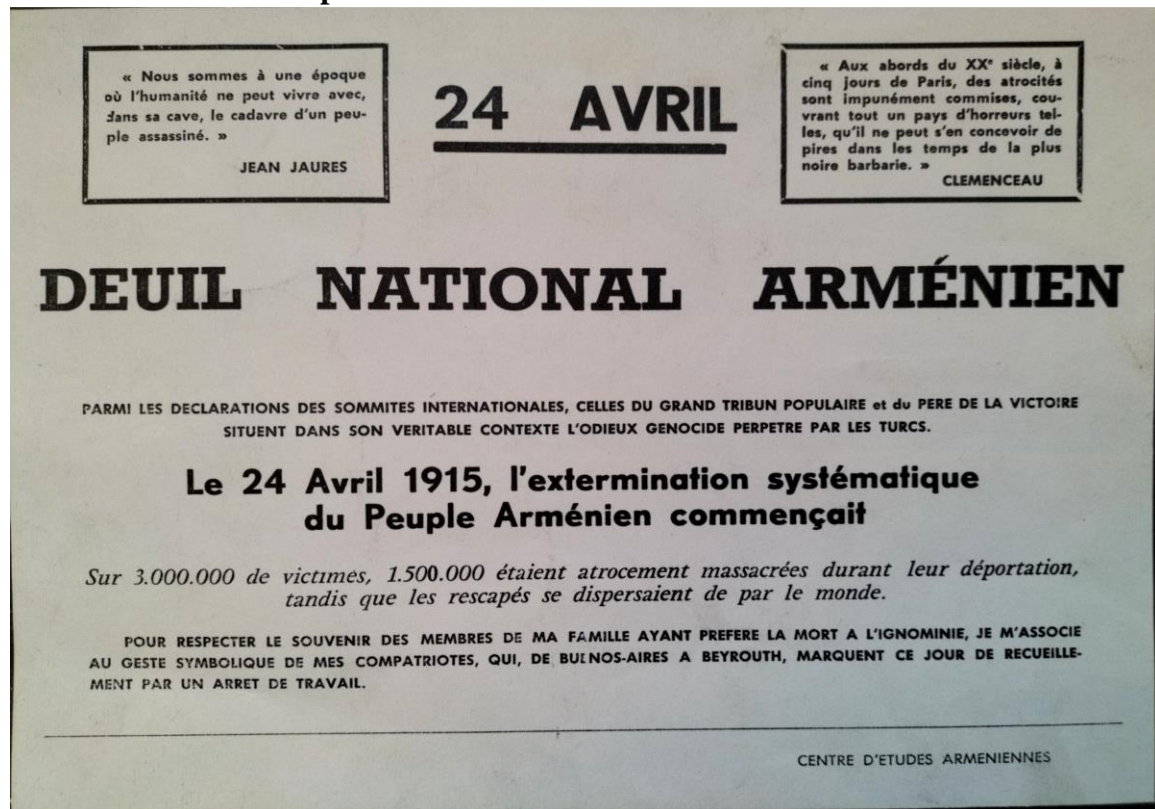
- ⊖ Consulat de Turquie
- ◆ Consulat des États-Unis

### III Lieux français

- ▲ Préfecture
- Place Bellecour
- Parc de la tête d'or
- Siègne du *Progrès*
- ← Marche de Lyon vers Saint-Julien en Genevois

## ILLUSTRATIONS

### 1. Affichette du CEA pour le 24 avril 1965.



Source. Claude Manoug Atamian.

### 2. Cité internationale, Maison des étudiants arméniens, Paris, le 24 avril 1965.



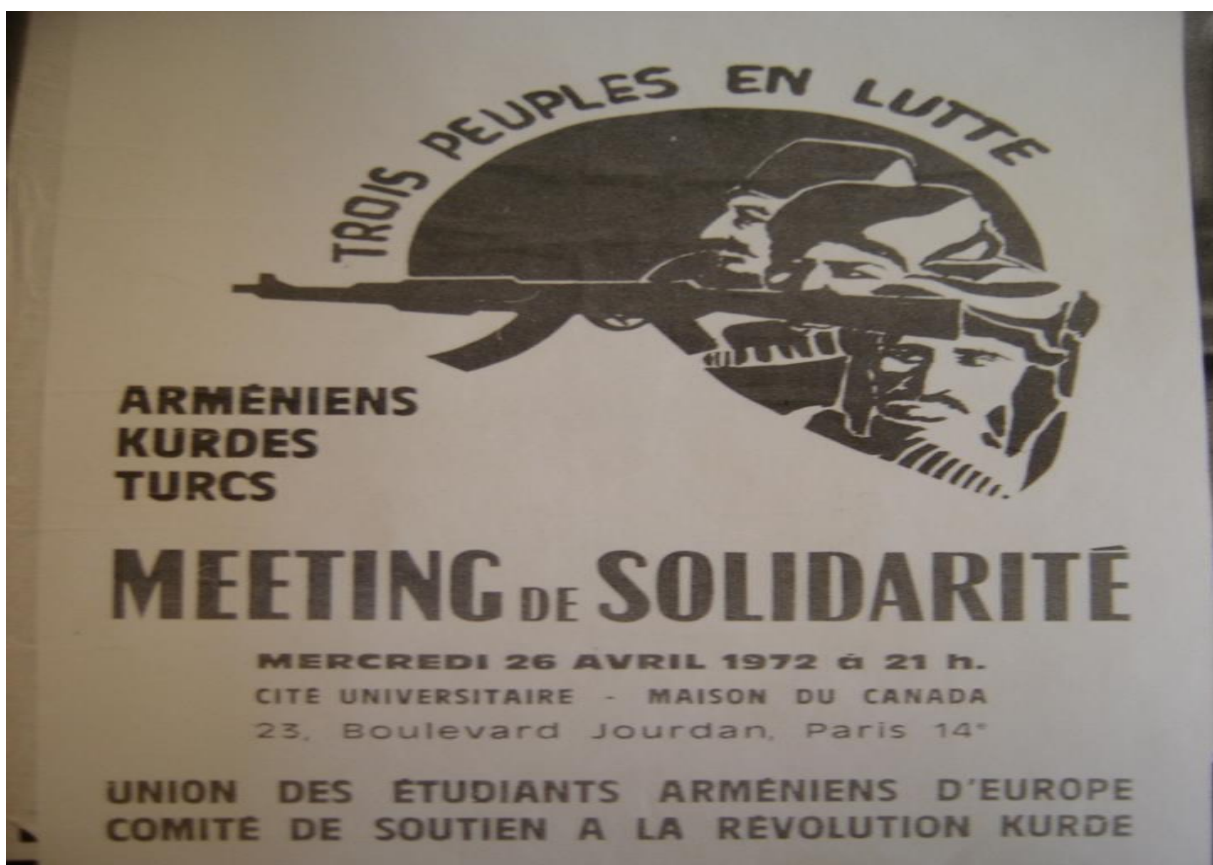
Source. Tikran Shirvanian

3. Affichage de l'UEAE à Paris contre le ministre turc Nihat Erim, le 22 janvier 1972.



Source. *Politique Hebdo*, 27 janvier 1972.

4. Affiche pour le meeting « Trois peuples en lutte », de l'UEAE, le 26 avril 1972.



Source. Liliane Daronian.

**5. Manifestation de l'UEAE, le 24 avril 1975 à Paris.**



Source. *Haïastan* n°360-361, mai-juin 1975.

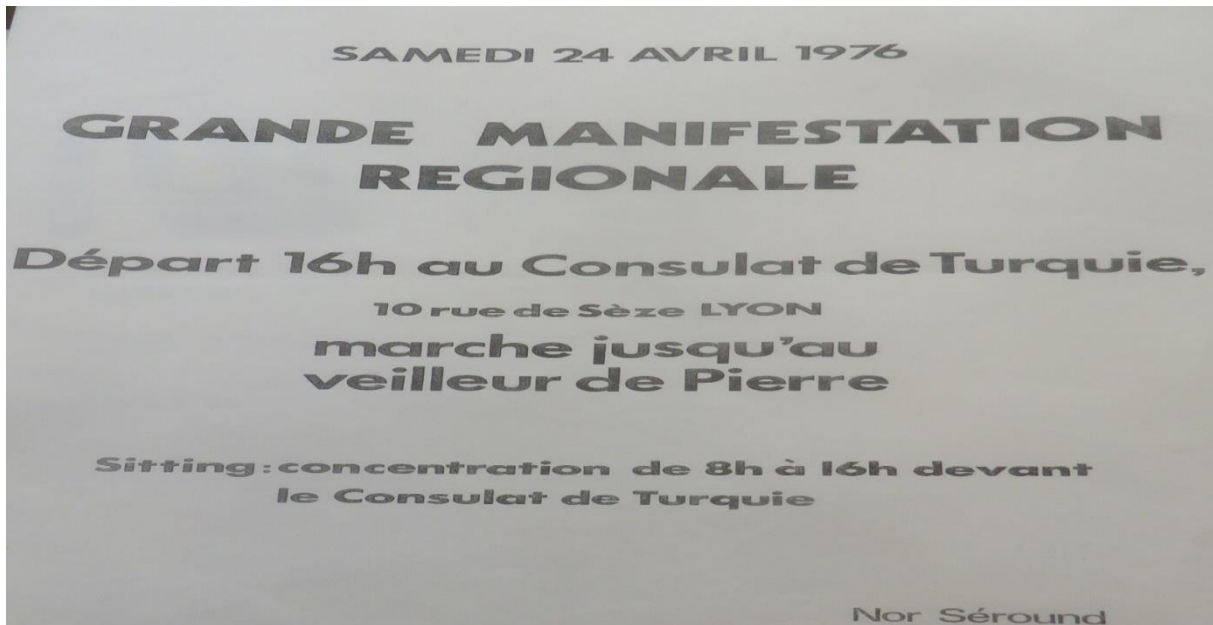
**6. Manifestation du CDCA, le 24 avril 1975 à Lyon.**



Source. Patrick Tchoboian.



**7. Appel du *Nor Seround* à un sit-in, le 24 avril 1976, à Lyon.**



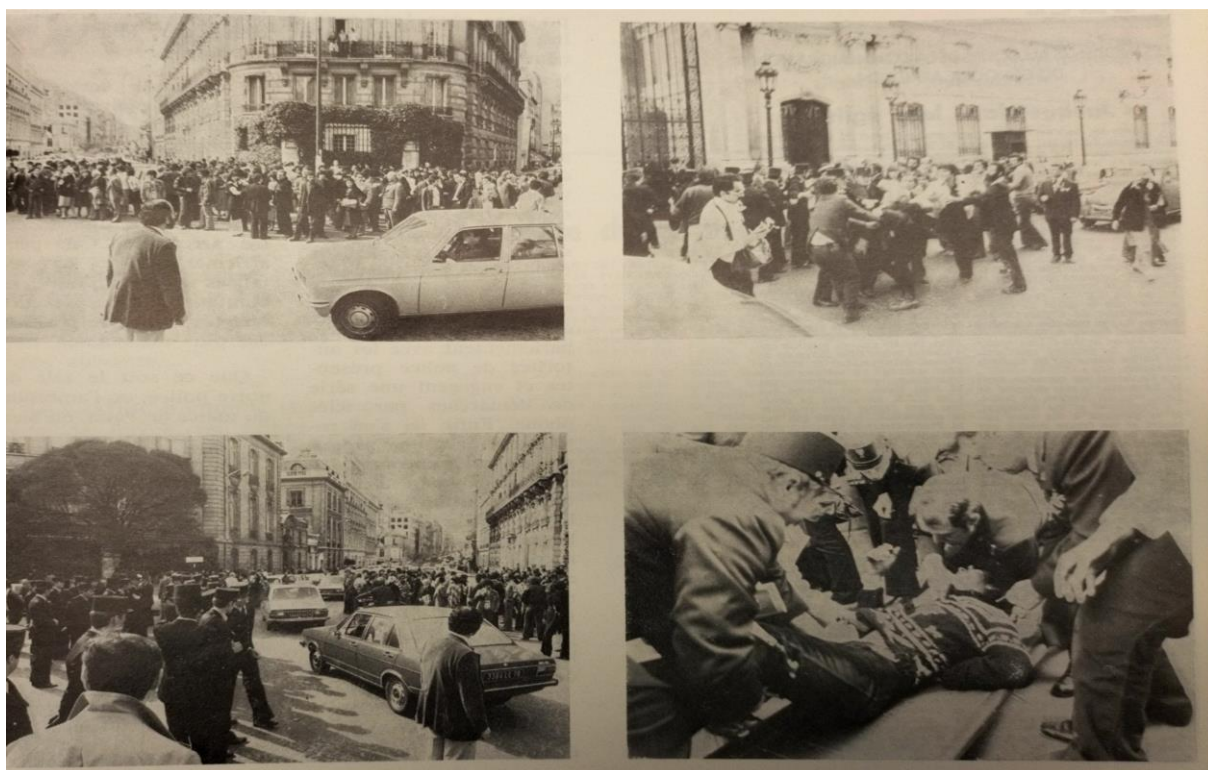
Source. Robert Tchoboian.

**8. Manifestation à Paris (CDCA, Libération arménienne), le 24 avril 1977.**



Source. *Häïastan* n°381, mai-juin 1977.

**9. Esquisse de manifestation, réprimée à Paris, le 24 avril 1978.**



Source. *Häïastan* n°391-392, avril-mai 1978.

**10. Manifestation à Lyon du CDCA, le 24 avril 1978.**



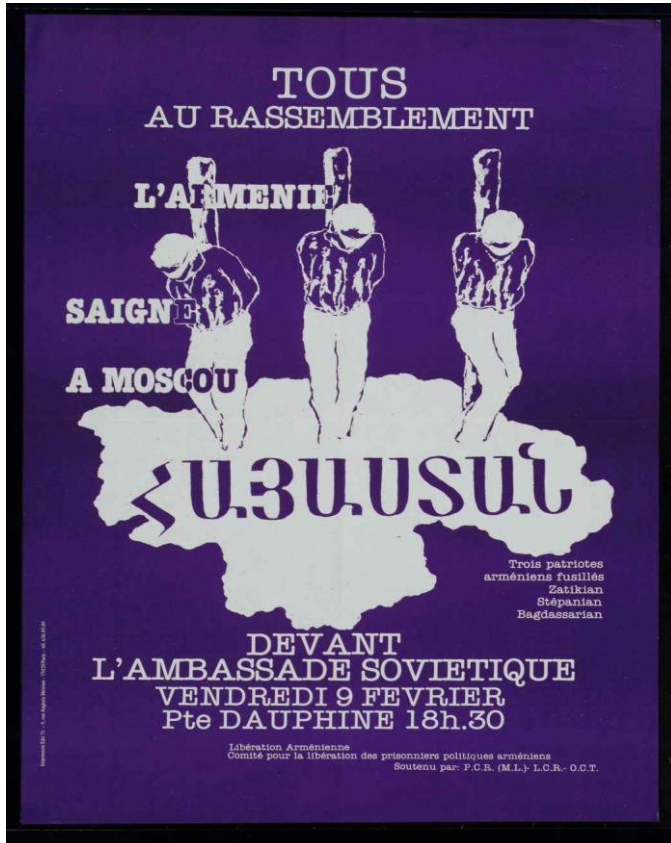
Source. Édouard Mardirossian.

11. « L'Arménie saigne à Moscou ». Une du journal *Libération*



Source. *Libération*, 1<sup>er</sup> février 1979.

12. Appel à manifester de Libération arménienne, pour les trois fusillés de Moscou, le 9 février 1979.

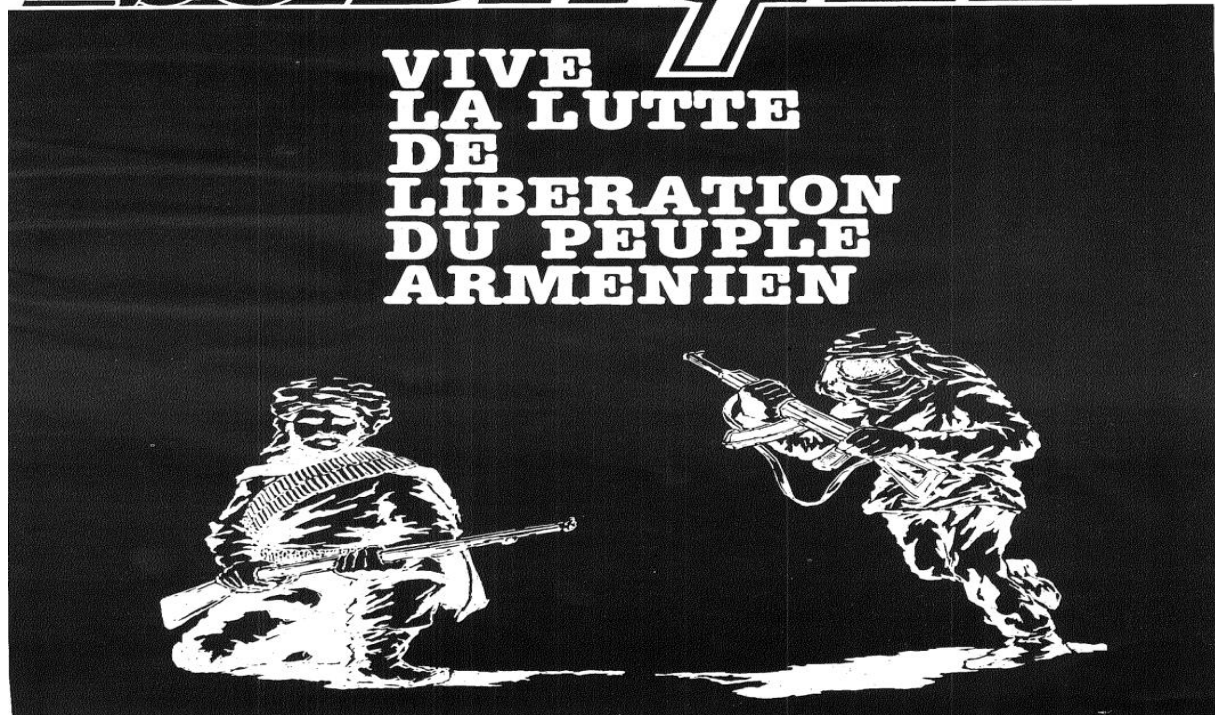


Source. Ara Toranian.

13. Les dessins guerriers du journal *Hay Baykar*.



AVRIL 80 **HAY BAYKAR**  
ՀԻՅ ՀԱՅԿԱՐ  
Combat arménien n°21 10F



Source. *Hay Baykar* n°14, décembre 1978 et *Hay Baykar* n°21, avril 1980.

**14. Manifestation de Libération arménienne, le 24 avril 1980 à Paris.**



Source. *Hay Baykar* n°22, octobre 1980.

**15. Manifestation pour les prisonniers politiques, Libération arménienne, décembre 1980.**

***MANIFESTATION A PARIS***



Source. *Hay Baykar* n°24, février 1981.

## 16. Appel à se rassembler pour Mardiros Jamgotchian, Libération arménienne, 14 janvier 1982.

15 ANS DE PRISON POUR MARDIROS !!!

Mardiros JAMGOTCHIAN, combattant de l'ARMEE SECRETE ARMENIENNE POUR LA LIBERATION DE L'ARMENIE (A.S.A.L.A.), accusé du meurtre d'un diplomate turc à Genève, le 9 Juin 1981, a été condamné le 19 Décembre 1981, par la Cour d'Assises de Genève à 15 ANS DE PRISON FERME ; verdict rendu par 12 jurés suisses.

En condamnant MARDIROS, c'est tout le peuple arménien qui est condamné ! Par cette condamnation, la Suisse s'est rendue complice de l'Etat fasciste turc ; elle s'est rangée dans le camp des ennemis du peuple arménien. La Suisse a privilégié ses intérêts financiers en jouant la carte turque, trahissant sa neutralité et ses principes humanitaires ; LA SUISSE A CEDE AUX PRESSIONS TURQUES ...

Face à cette injustice, et quelles que soient leurs tendances politiques, tous les arméniens doivent réagir et montrer leur indignation.

Le COMITE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES ARMENIENS, et LIBERATION ARMENIENNE (soutien populaire à l'A.S.A.L.A.), ont entrepris une grève de la faim, à partir du Dimanche 10 JANVIER 1982, en l'église arménienne de DECINES, rue du 24 Avril 1915, et appellent à un rassemblement de solidarité, le jeudi 14 JANVIER 1982, devant l'Eglise Arménienne à DECINES, à 18 heures.

Le COMITE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES ARMENIENS, et LIBERATION ARMENIENNE (soutien populaire à l'A.S.A.L.A.), organisent ces actions afin d'exiger la cassation du procès de MARDIROS, et sa libération, ainsi que par solidarité aux autres prisonniers politiques arméniens : MAX HRAIR KILNDJIAN, et les 4 membres du commando de PARIS.

Le moment est venu où toutes les forces de notre peuple doivent se réunir pour soutenir nos combattants.

Chacun doit travailler là où il le peut.

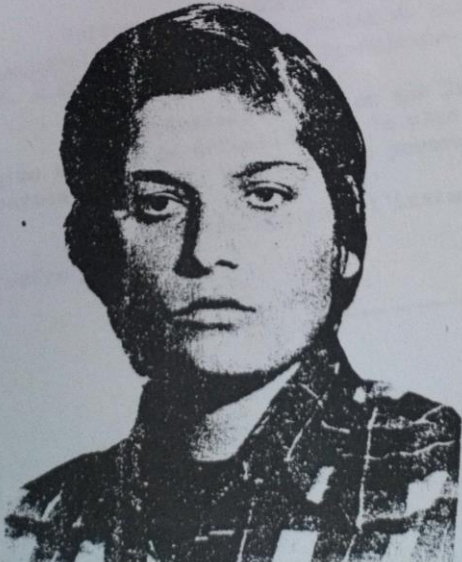
Il faut être solidaire des grévistes de la faim.

Il faut soutenir nos prisonniers politiques en venant tous au rassemblement,

le JEUDI 14 JANVIER 1982 à 18 heures, devant  
l'EGLISE ARMENIENNE de DECINES.

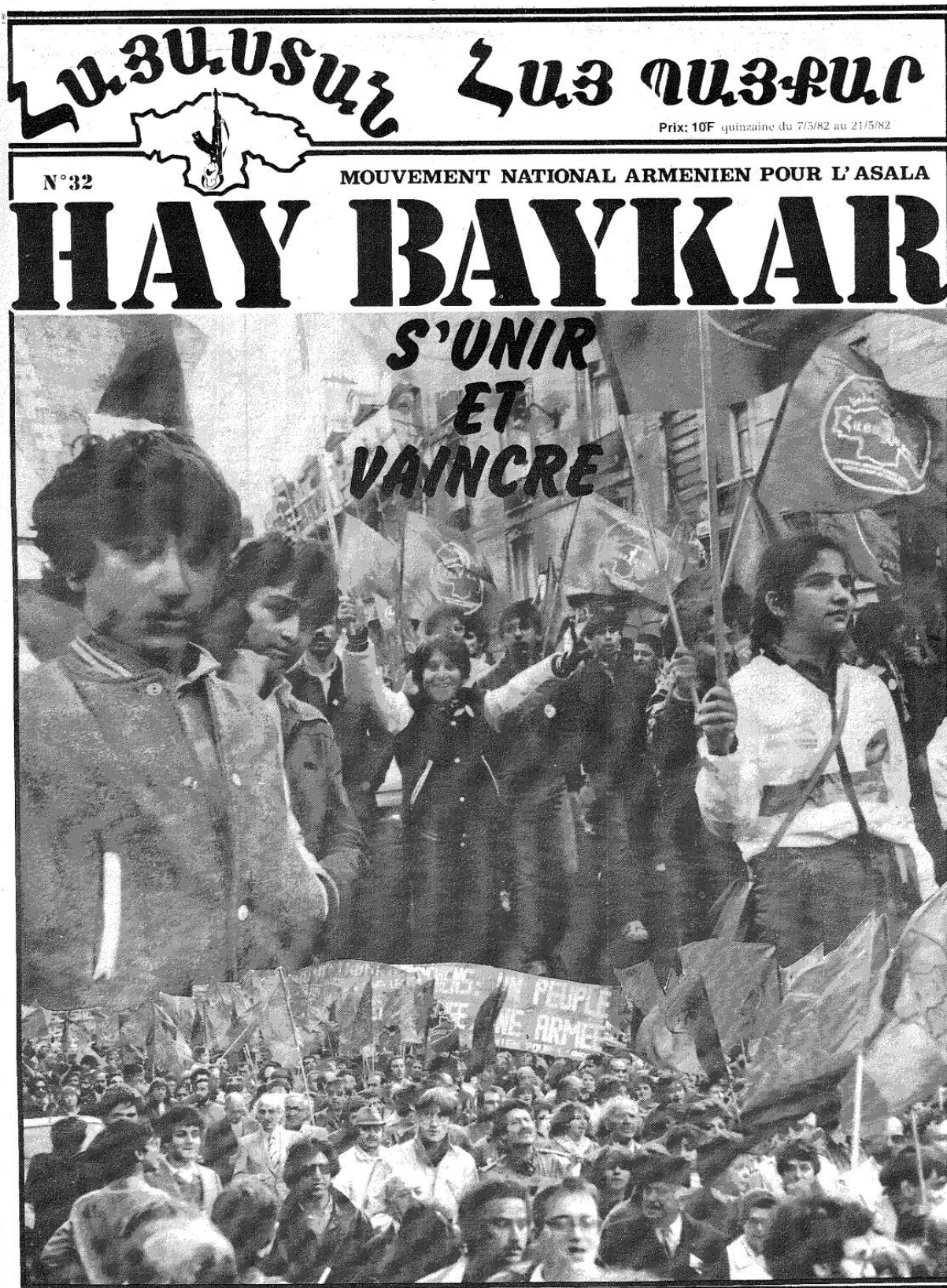
Comité de soutien aux prisonniers politiques arméniens / Libération Arménienne  
(soutien populaire à l'ASALA)

BP 58 - 69603 VILLEURBANNE Cedex



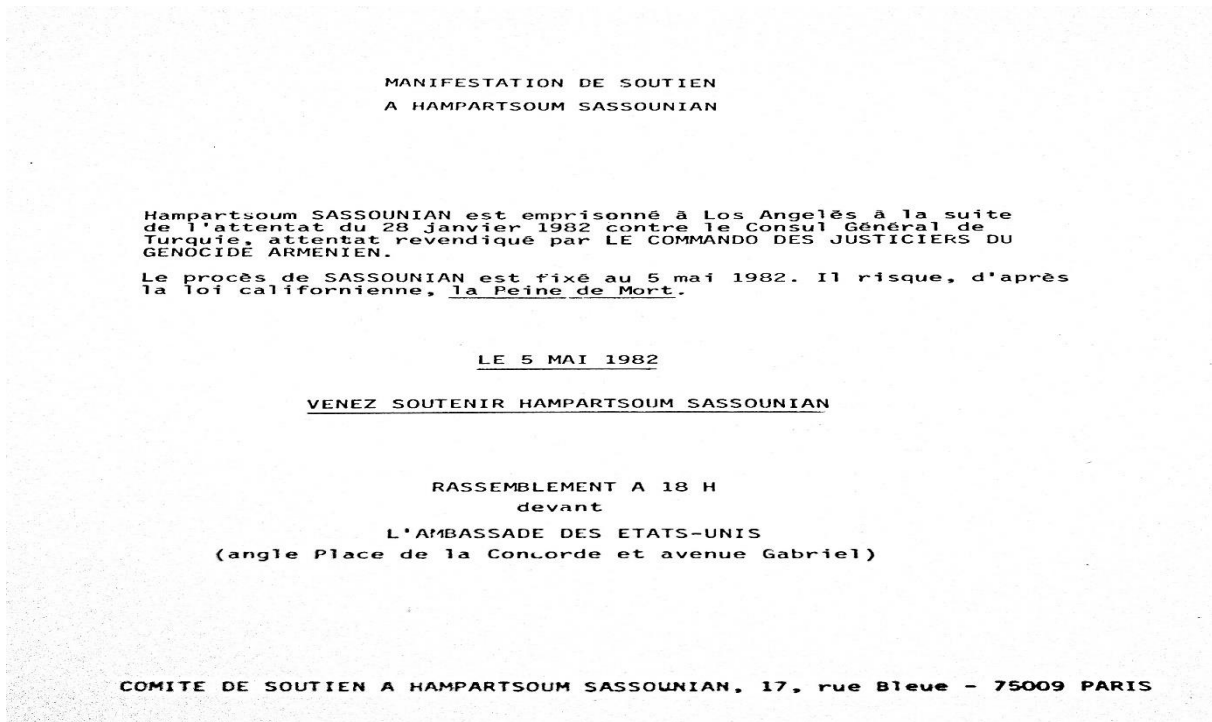
Source anonyme.

17. Manifestation du MNA à Paris, le 24 avril 1982.



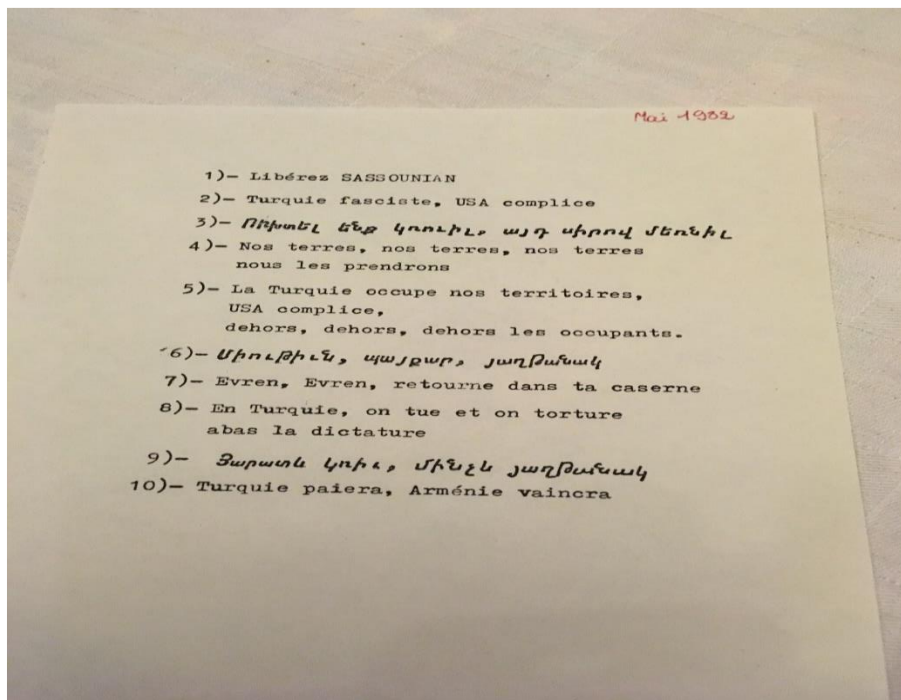
Source. *Hay Baykar* n°32, 7 mai 1982 au 21 mai 1982.

## 18. Tract de la FRA-NS pour manifester pour Hampig Sassounian, le 5 mai 1982.



Source. Philippe Raffi Kalfayan.

## 19. Slogans de la FRA-NS pour la manifestation en faveur de Hampig Sassounian, le 5 mai 1982.



Source. Satenig Batwagan-Toufania.



20. Appel à manifester de la FRA-NS, pour Hampig Sassounian, le 5 mai 1982.



**ARMÉNIENS !**

**MANIFESTATION**  
Pour la libération de :  
**HAMPARTSOUM SASSOUNIAN**  
mercredi 5 Mai 1982 à 18 h 30.  
Départ place St-Augustin  
(métro St-Augustin)  
**Vers l'ambassade des U.S.A.**  
FRA. NOR SEROUND  
Comité de soutien à H. SASSOUNIAN.

Source. Philippe Raffi Kalfayan.

21. Appel à manifester de la FRA-NS, pour Hampig Sassounian, le 20 janvier 1984.

**HAMPIG SASSOUNIAN**

**ENTRE LA DÉTENTION A PERPÉTUITÉ  
ET LA CHAISE ÉLECTRIQUE**

Hampartsoum SASSOUNIAN a 19 ans. Il est membre de l'Armenian Youth Federation (Jeunesse de la Fédération Révolutionnaire Arménienne).

Hampartsoum SASSOUNIAN est emprisonné depuis le 28 janvier 1982, à la suite de l'attentat contre le Consul Général de Turquie à Los Angeles, M. Kemal Arikian. Action revendiquée par les COMMANDOS DES JUSTICIERS DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN.

Le procès, qui a débuté le 4 mai 1982, s'est achevé le 5 janvier 1984. Les délibérations du jury sur les différents chefs d'inculpation sont les suivantes.

Le jury a conclu :

- 1 - Sassounian a participé à l'attentat.
- 2 - Sa responsabilité directe : Sassounian est reconnu coupable du meurtre avec préméditation sur la personne du Consul.
- 3 - Sassounian a commis un crime raciste.

Pour les deux premières accusations, H. SASSOUNIAN EST PASSIBLE DE LA DÉTENTION A PERPÉTUITÉ.

Pour la troisième, H. SASSOUNIAN EST PASSIBLE DE LA PEINE DE MORT.

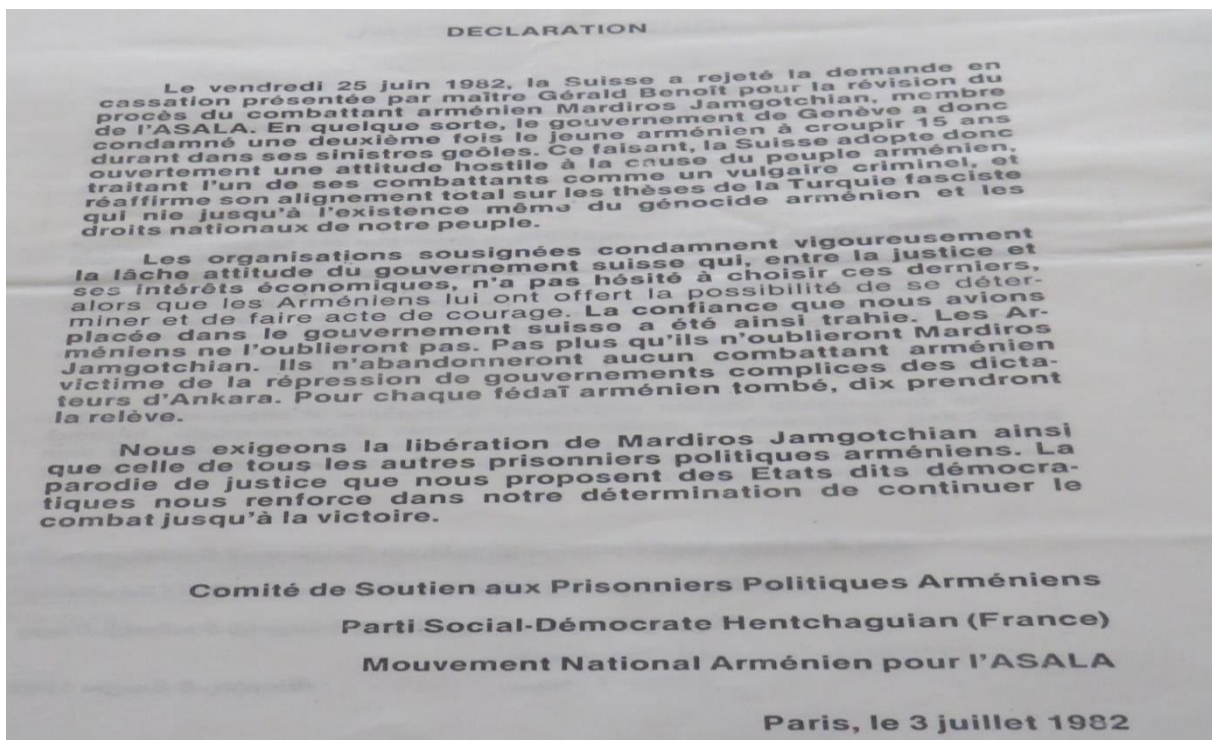
**REAGISSONS ENSEMBLE !**

**RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION**  
**VENDREDI 20 JANVIER 18 H 30**  
**DEVANT L'AMBASSADE DES U.S.A**  
(ANGLE RUE GABRIEL - PLACE DE LA CONCORDE)

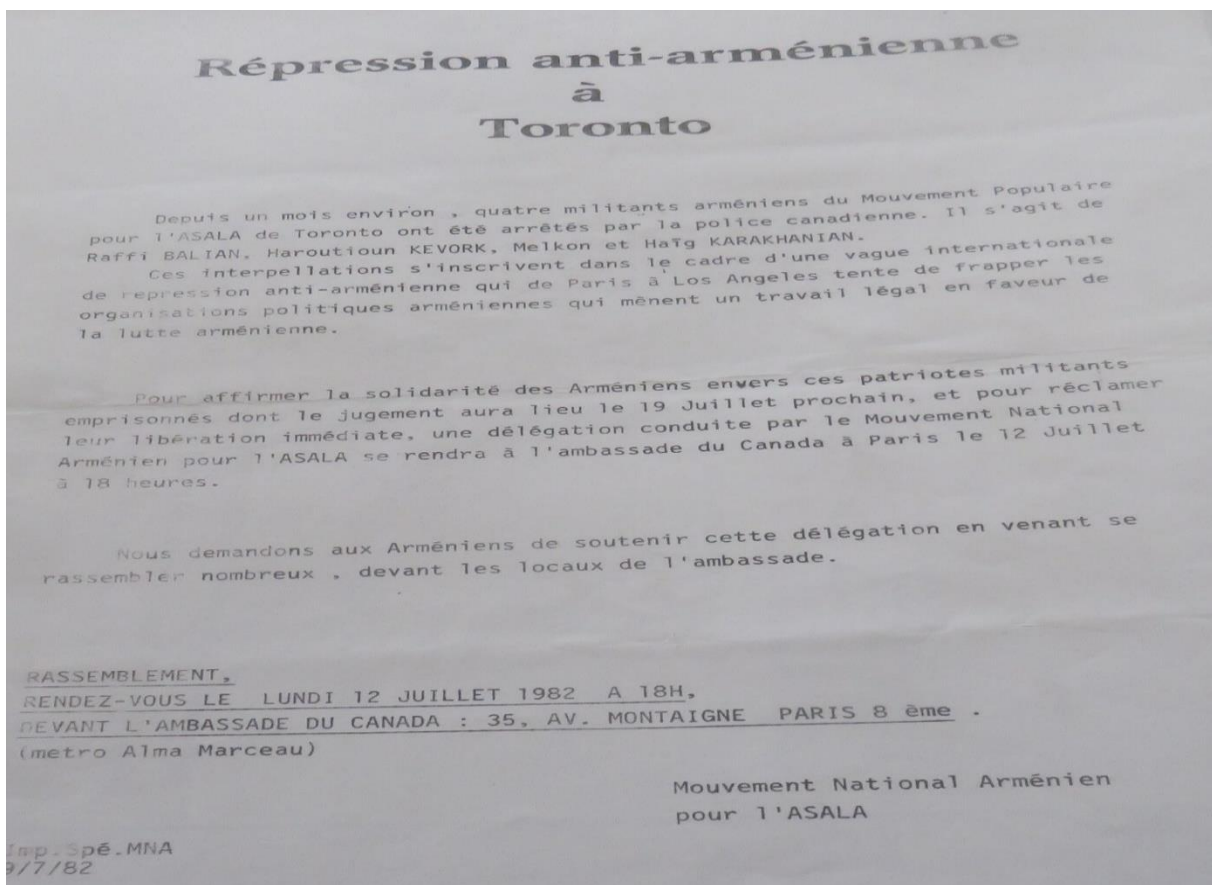
**F.R.A. Nor Seround**  
- COMITE DE PARIS

Source anonyme.

## 22. Soutien à Mardiros Jamgotchian, du parti *hintchak*, 3 juillet 1982.



## 23. Soutien du MNA au MPLA de Toronto, le 12 juillet 1982.



Source. A.

## 24. Manifestation du MNA pour Mardiros Jamgotchian à Paris, décembre 1982



Source. *Hay Baykar* n° 45, 22 décembre 1982 au 12 janvier 1983.

## 25. Manifestation de la FRA-NS pour Abraham Achdjian, le 16 janvier 1983.



Source. *France-Arménie* n°10, février 1983.

26. Manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian à Paris, le 3 février 1983.



*Après la pendaison de Lévon Ekmekdjian*



Source. *Hay Baykar* n°48, 10 février 1983 au 2 février 1983.

27. Appel à manifester du MNA à Paris pour le 24 avril 1983.

ՀԱՅԱՍՏԱՆ ՀԱՅ ԱՍՅՐԻՍ  
Prix 10 F. Quinzaine du 5/5/83 au 19/5/83

N° 54  MOUVEMENT NATIONAL ARMENIEN (Front Démocratique)

# HAY BAYKAR

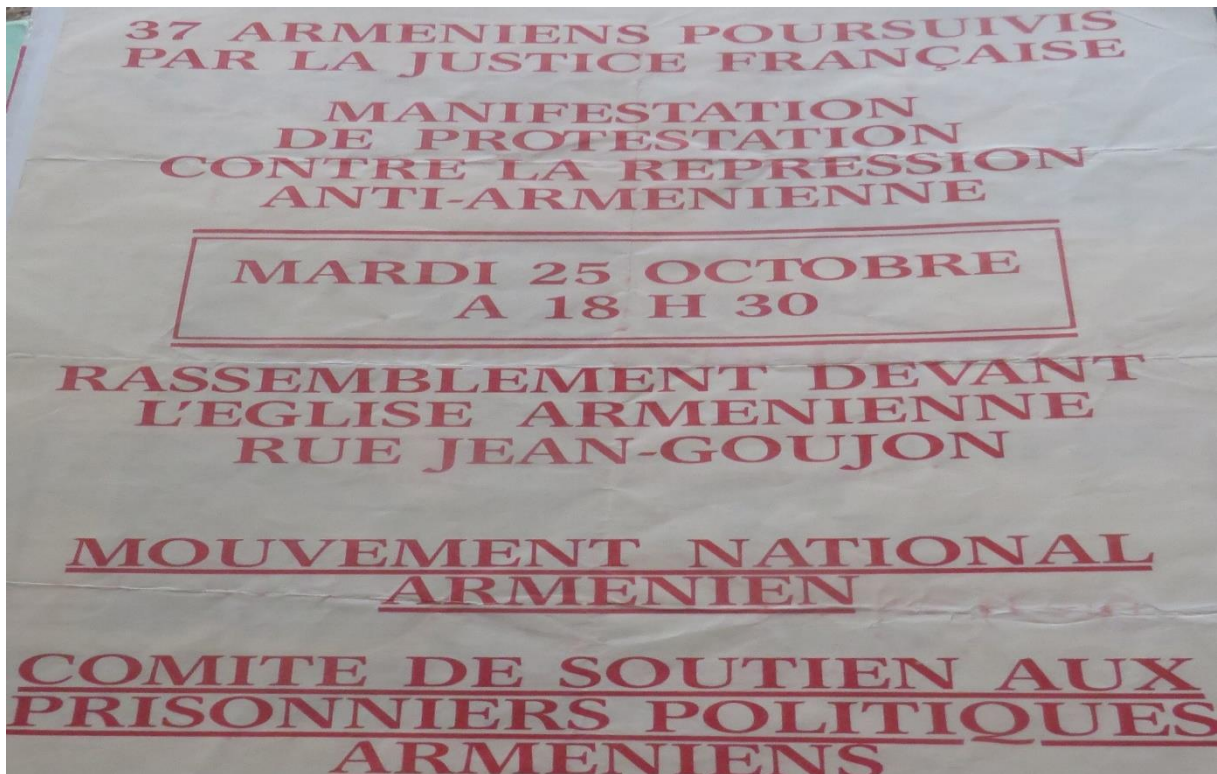
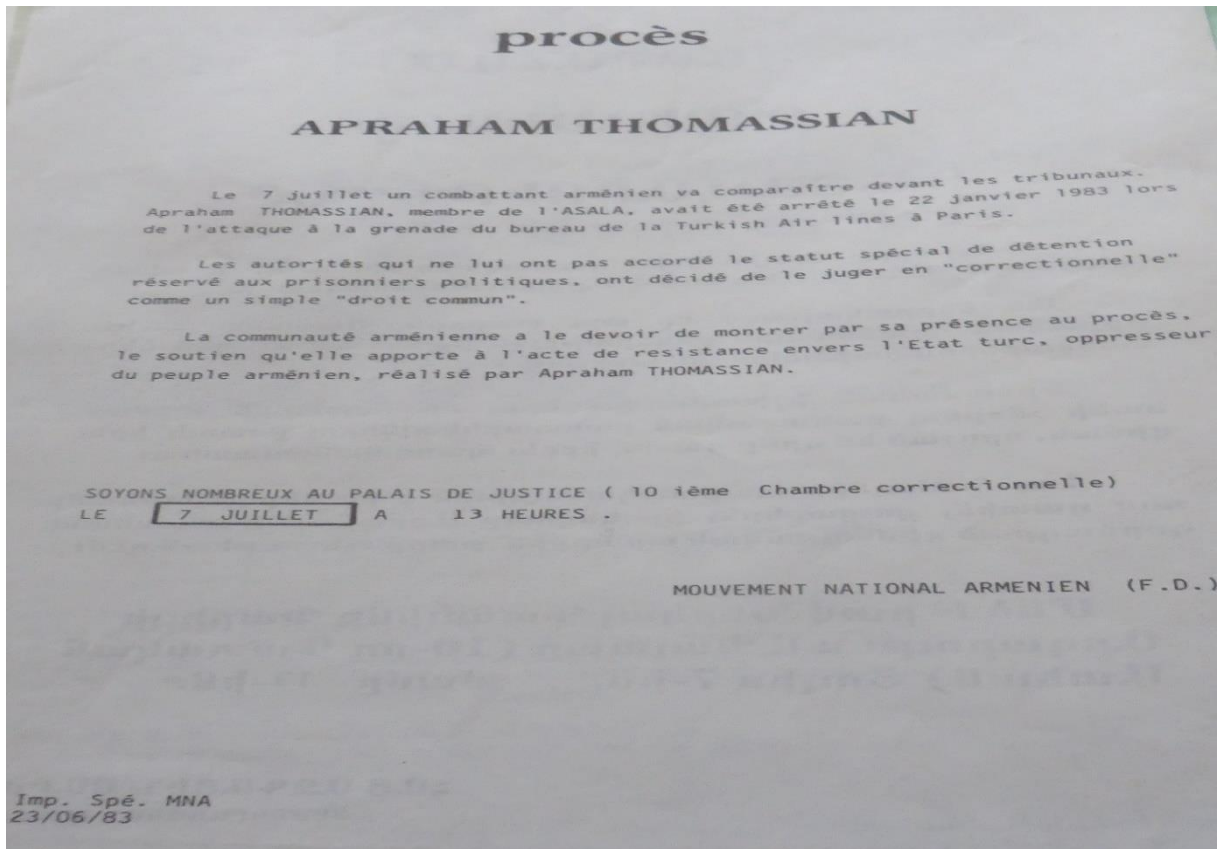
## 24 AVRIL

« HUIT ANNEES DE  
LUTTE ARMEE, ÇA NE  
FAIT QUE COMMENCER ! »



Source. *Hay Baykar* n°54, du 5 mai 1983 au 19 mai 1983.

28. Des manifestations qui s'essouffent, le 7 juillet 1983 et le 25 octobre 1983.




Source. A.


29. Manifestation de la mouvance *dachnak*, avec le MNA, contre la venue du ministre Ozal à Paris, le 14 novembre 1985.

**UN TERRORISTE A PARIS!**

Turgut OZAL, 1<sup>er</sup> ministre de la Turquie fasciste est actuellement en visite à Paris. Cet homme est le représentant d'un Etat fasciste et assassin.



**LA TURQUIE AUJOURD'HUI C'EST :**



- L'AUTEUR DU PREMIER GENOCIDE DU SIECLE. 1.500.000 ARMÉNIENS MASSACRES. LA TURQUIE NIE TOUJOURS.
- L'OCCUPATION DES 9/10 DES TERRITOIRES ARMÉNIENS.
- LA PERSECUTION PERMANENTE DU PEUPLE KURDE
- 171.000 PRISONNIERS D'OPINION.
- LA TORTURE SYSTEMATIQUE DANS LES PRISONS
- L'OCCUPATION MILITAIRE DE L'ILE DE CHYPRE DEPUIS 1974

**LA TURQUIE FASCISTE VIT DES SUBSIDES DE L'OCCIDENT.**  
**ELLE JOUIT D'UNE IMPUNITE TOTALE.**  
**ELLE SIEGE AU PARLEMENT EUROPEEN.**

Les représentants de la barbarie ne doivent pas être reçus par un Etat démocratique, berceau de la Déclaration des Droits de l'Homme et qui se prétend l'héritier de ses principes.

**RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION**  
**JEUDI 14 NOVEMBRE A 18 H**

Devant l'UNESCO où Turgut Ozal tiendra une conférence.

Rendez-vous : Angle de l'avenue de Suffren et de l'avenue de Lowendal.  
Métro : Cambronne

**MOUVEMENT NATIONAL ARMENIEN**

Source anonyme.

## **LISTE DES SCHÉMAS, TABLEAUX ET CARTES**

### DANS LE CORPS DU TRAVAIL

Graphique des manifestations, hors 24 avril .....	22
Tableau des professions des parents des témoins et des témoins interrogés.....	54
Schéma du modèle chrono-spatial de Libération arménienne/MNA .....	222
Carte. L'émergence des actions manifestantes arméniennes à Paris (première moitié des années 1970).....	268
Carte. La diversification des actions manifestantes arméniennes à Paris (deuxième moitié des années 1970).....	335
Carte. La multiplication des actions manifestantes arméniennes à Paris (première moitié des années 1980).....	388

### EN ANNEXES

Carte. Lieux de naissance des ascendants des témoins .....	455
Carte. Lieux de naissance des témoins en France et hors de France.....	456
Schéma. Réseau de témoins .....	457
Tableau. Propriétés sociales des manifestants interpellés (1972-1984) .....	458
Carte. Les actions manifestantes dans l'espace lyonnais (1975-1985).....	460



## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### DANS LE CORPS DU TRAVAIL

Rassemblement des Arméniens, le 24 avril 1965 à Paris.....	234
Manifestation devant l’ambassade de Turquie, le 24 avril 1970 à Paris.....	239
Manifestation du 24 avril 1976 à Paris .....	279
Manifestation du 24 avril 1976 à Lyon .....	281
Les manifestations sauvages de Libération arménienne... ..	298
Occupation de la Turkish Airlines, Libération arménienne, 11 juin 1981 .....	306
Marche de Lyon à Saint-Julien-en Genevois, février 1979 .....	311-313
Grève de la faim de Libération arménienne, à l’église de Décines, janvier 1982 .....	316
Manifestation pour Nazarian à Paris, Libération arménienne, novembre 1978 .....	322
Manifestation de Libération arménienne, le 24 avril 1981 à Paris.....	332
Manifestation de la FRA- <i>Nor Seround</i> en faveur de Hampig Sassounian, 5 mai 1982.....	358
La répression des manifestations du MNA, fin janvier 1984.....	362
Manifestation unitaire, 24 avril 1984 à Paris .....	369
Manifestation de la mouvance <i>dachnak</i> , le 24 avril 1985 à Lyon.....	381

### EN ANNEXES

1. Affichette du CEA pour le 24 avril 1965 .....	461
2. Cité internationale, Maison des étudiants arméniens, Paris, le 24 avril 1965 .....	461
3. Affichage de l’UEAE à Paris contre le ministre turc Nihat Erim, le 22 janvier 1972 .....	462
4. Affiche pour le meeting « Trois peuples en lutte » de l’UEAE, le 26 avril 1972 .....	462
5. Manifestation de l’UEAE, le 24 avril 1975 à Paris.....	463
6. Manifestation du CDCA, le 24 avril 1975 à Lyon. ....	463
7. Appel du <i>Nor Seround</i> à un sit-in, le 24 avril 1976, à Lyon .....	464
8. Manifestation à Paris (CDCA et Libération arménienne), le 24 avril 1977.....	464
9. Esquisse de manifestation, réprimée à Paris, le 24 avril 1978 .....	465
10. Manifestation à Lyon du CDCA, le 24 avril 1978 .....	465
11. « L’Arménie saigne à Moscou ». Une du journal <i>Libération</i> .....	466

12. Appel à manifester de Libération arménienne pour les trois fusillés, le 9 février 1979 ..	466
13. Les dessins guerriers du journal <i>Hay Baykar</i> .....	467
14. Manifestation de Libération arménienne, le 24 avril 1980 à Paris.....	468
15. Manifestation pour les prisonniers politiques, Libération arménienne décembre 1980 ..	468
16. Appel à se rassembler pour Mardiros Jamgotchian, Libération arménienne, 14 janvier 1982 .....	469
17. Manifestation du MNA à Paris, le 24 avril 1982 .....	470
18. Tracts pour appeler à manifester pour Hampig Sassounian, FRA-NS, le 5 mai 1982. ...	471
19. Slogans de la FRA- <i>Nor Seround</i> pour soutenir Hampig Sassounian, 5 mai 1982 .....	471
20. Appel à manifester de la FRA- <i>Nor Seround</i> , pour Hampig Sassounian, 5 mai 1982 .....	472
21. Appel à manifester de la FRA- <i>Nor Seround</i> , pour Hampig Sassounian, le 20 janvier 1984 .....	472
22. Soutien à Mardiros Jamgotchian du parti <i>hintchak</i> , 3 juillet 1982.....	473
23. Soutien du MNA au MPLA de Toronto, le 12 juillet 1982.....	473
24. Manifestation du MNA pour Mardiros Jamogtchian à Paris, décembre 1982.....	474
25. Manifestation de la FRA- <i>Nor Seround</i> pour Abraham Achdjian, le 16 janvier 1983 ...	474
26. Manifestation du MNA pour Lévon Ekmekdjian à Paris, le 3 février 1983 .....	475
27. Appel à manifester du MNA pour le 24 avril 1983.....	476
28. Des manifestations qui s'essoufflent, le 7 juillet 1983 et le 25 octobre 1983.....	477
29. Manifestation de la mouvance <i>dachnak</i> contre le ministre T. Ozal à Paris, 14/11/ 1985	478

## INDEX DES LIEUX

Aix-en-Provence : 161.

Alfortville : 2, 11, 14, 25, 39, 41, 50, 51, 72, 73, 85, 137, 141, 174, 180, 209, 276, 295, 346, 352, 354, 385.

Algérie/Algériens : 62, 81, 103, 143, 144, 145, 147, 176, 177, 199, 213, 231, 235, 277, 289, 346.

Allemagne/RFA : 18, 135, 160, 191, 192, 308.

Angola : 199, 280.

Asnières : 277.

Argentine : 120, 237.

Arménie soviétique : 12-14, 17, 18, 27, 29, 45, 55, 56, 59, 61, 65, 75, 79, 83, 84, 90, 92, 109, 111, 114, 117, 118, 120-123, 128, 144, 153, 172, 174, 195, 197, 198, 208, 211, 215, 216, 226, 228-230, 267-269, 303, 314, 317, 325, 326, 346, 354, 376, 389, 394.

Arnouville : 51, 277.

Athènes : 84, 217, 266, 314, 360, 372.

Azéris : 22, 219, 395.

Bagneux : 84, 137, 151, 217, 276.

Belgique : 58.

Belgrade : 84, 359.

Berlin : 8, 9, 120.

Beyrouth/Beyrouthins : 69, 71, 81, 118, 136, 159, 165, 230, 231, 250, 266, 338, 340, 367, 391.

Bobigny : 218.

Brésil : 62, 75.

Bron : 277.

Bruxelles : 304.

Buenos Aires : 237, 266, 314.

Bulgarie : 83.

Cachan : 137, 163.

Calais : 78.

Canada : 60, 75, 120, 134, 156, 204, 205, 244, 247, 394.

Caucase : 8, 9, 10, 22, 36, 47, 56, 57, 62, 90, 119, 120, 128, 216, 276, 383, 392, 394.

Chaville : 51, 107, 277, 346.

Chili/Chiliens : 139, 145, 175, 176, 181, 319, 320.

Chine : 199, 200, 201.

Chypre/Chypriotes : 62, 63, 83, 84, 135, 155, 165, 190, 204, 205, 280, 306, 367, 382.

Cilicie : 8, 11, 244.

Corse/Corses : 177, 185.

Constantinople/Istanbul : 8, 9, 60, 69, 77, 79, 84, 120, 122.

Cuba/Cubains : 145, 179, 184, 200, 280.

Décines : 2, 11, 25, 35, 36, 41, 46, 50, 51, 77, 85, 138, 141, 143, 145, 151, 163, 165, 270, 277, 315-318, 326, 340, 346.

Deir Ez-Zor : 84.

Dijon : 51.

Égypte : 56, 57, 60, 62, 84, 230.

Empire ottoman : 8-13, 36, 45, 47, 56, 63, 65, 67, 69, 73, 89, 106, 115, 119, 120, 126, 128, 129, 151, 190-192, 205, 227, 238, 245, 245, 368, 396.

États-Unis : 15, 42, 62, 71, 75, 80, 83, 111, 120, 124, 127, 136, 144, 163, 175, 193, 204, 205, 237, 244, 249, 257, 258, 260, 261, 298, 340, 346, 357, 358, 359, 369, 390, 395.

Éthiopie : 15.

Erevan : 61, 121, 124, 199, 230, 244, 276, 371, 376, 378.

Erzeroum : 9, 84, 344.

Genève : 9, 64, 118, 124, 137, 138, 305, 309, 310, 313, 339.

Géorgie/Géorgiens : 119, 227.

Grande-Bretagne : 61, 75, 78, 92, 204-206, 217, 244.

Grèce : 42, 58, 62, 83, 84, 120, 165, 204, 250, 276, 360.

Grenoble : 14, 60.

Hanoï : 199.

Haut-Karabagh : 22, 220, 394.

Helsinki : 196, 302, 323.

Inde : 92, 204, 309.

Irak : 56, 57, 59, 69, 77, 179, 276.

Iran/Iraniens et Perses/Persans : 8, 10, 36, 42, 56-59, 62, 64, 65, 66, 69, 70, 72, 73, 75, 76, 78, 84, 85, 94, 99, 100, 114, 116, 120, 126, 134, 135, 149, 156, 204, 214, 250, 276, 336, 356, 392, 395.

Irlande/ Irlandais : 159, 162, 165, 189, 314, 319.

Ispahan : 8, 266.

Israël/Juifs : 16, 47, 59, 60, 117, 119, 152, 178, 187, 202, 216, 230, 231, 250, 323, 336.

Issy-Les-Moulineaux : 11, 25, 51, 85, 137, 196, 209, 217, 276, 305, 346, 354, 385.

Italie/Italiens : 38, 62, 75, 131, 134, 135, 160, 205, 206, 295, 346.

Kurdes/Kurdistan : 9, 19, 75, 79, 124, 125, 134, 135, 154, 155, 156, 162, 163, 169, 189, 190, 247, 249, 250, 252, 280, 306, 314, 320, 333, 348, 353.

Lausanne : 11, 217, 357.

Liban/Libanais : 6, 8, 11, 18, 33, 41, 42, 56-59, 62, 64-76, 78-85, 99, 100, 112, 114, 118-20, 123, 127, 132, 134, 135, 139, 146, 158-162, 166, 172-175, 178, 179, 190, 194, 199, 204, 205, 211, 213, 214, 216, 218, 230, 231, 237, 242, 250, 257, 260-263, 266, 269, 276, 329, 336, 338, 346, 349, 350, 352, 384, 392-394.

Londres : 244, 266, 295, 314, 372, 384.

Los Angeles : 163, 193, 257, 260-262, 266, 295, 314, 340, 345, 357, 367.

Lybie : 204.

Maghreb : 64, 69, 363.

Marache : 128.

Maroc : 58, 62, 75, 247, 250.

Marseille : 2, 11, 12, 25, 40, 41, 43, 62, 63, 110, 118, 121, 123, 124, 136, 137, 138, 145, 195, 209, 261, 263, 271, 278, 352, 360, 372, 374, 384.

Mexique : 62.

Meyzieu : 130, 327.

Montréal : 313.

Montreuil : 207.

Moscou : 191, 195, 208, 211, 314, 318, 323-325.

New York : 244, 261, 266, 272.

Nouvelle-Djoulfa : 70.

Ottawa : 266, 295, 313.

Palestine, Palestiniens : 71, 75, 80-83, 85, 101, 133, 135, 145, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 175, 178, 179, 181, 189, 191, 192, 199, 200, 203, 211, 251, 258, 261, 266, 275, 278, 280, 314, 319, 320, 332, 391.

Père-Lachaise (cimetière) : 12, 74, 191, 202, 330, 331, 332, 334, 361, 369, 389.

Porto Rico : 111, 199.

Portugal : 62.

Roumanie : 62.

Romans : 346.

Rhône-Alpes : 14, 25, 51, 58, 104, 121, 165, 209, 210, 277, 282, 329, 346, 370, 380.

Russie, Russes : 8-10, 97, 116, 119, 120, 126, 19, 194, 314.

Saint-Chamond : 137, 326.

Saint-Étienne : 14, 48, 174, 189, 275, 277, 326.

Saint-Julien-en Genevois : 309-313.

Sassoun : 9, 89.

Sérignan : 149, 150.

Sèvres : 11, 53, 120, 124, 152, 163, 182, 318, 343.

Smyrne : 128.

Suisse : 62, 138, 160, 204, 205, 305, 313, 318, 334, 357, 358, 389.

Syrie/Syriens : 6, 11, 56-62, 64, 68, 69, 75, 78, 79, 84, 85, 91, 106, 114, 177, 184, 276, 277, 392.

Tabriz : 8.

Téhéran : 8, 61, 356.

Tiflis : 10, 119.

Tunisie : 62, 177.

URSS : 11, 17, 20, 75, 98, 116, 122, 123, 128, 144, 166, 169, 174, 195-197, 201, 211, 212, 265, 284, 302-304, 314, 317, 321-325, 334, 389, 394.

Valence : 11, 14, 35, 130, 277, 352.

Van : 77, 337.

Venise : 53.

Vienne : 50-52, 130, 139-141, 151, 160, 228, 277, 282, 326, 337, 361.

Vietnam : 79, 144, 145, 151, 155, 156, 175, 181, 191, 196, 198-200, 203, 235, 241, 249, 280, 281, 297.

Villeurbanne : 130, 139, 317, 327, 373.

Vincennes : 72, 109, 169, 180, 183, 193, 204.

Washington : 244, 266.

Yougoslavie : 357, 359, 371.

Yozgat : 79.

INDEX DES NOMS PROPRES (hors témoins interrogés)

Abdülhamid II : 10.

Achdjian Abraham : 118, 162, 164, 340, 352, 355.

Agnouni : 131.

Altounian Minas : 128.

Arabo (Stépanos Mkhitarian): 343.

Aréchian-Ohandjanian Sophie (dit Roubina) : 89.

Aharonian Avédis : 12.

Attarian Varoujan : 132, 134, 138, 144, 147, 148.

Aznavour Charles : 33, 265.

Basmadjian Aram : 371

Beaulne Yvon : 328.

Beledian Krikor : 134.

Bezdikian Assadour : 4, 134.

Bonnet Christian : 295.

Châtelet François : 181.

Che Guevara Ernesto : 180, 189, 347.

Dao Abou : 81.

Defferre Gaston : 360.

Deleuze Gilles : 181.

Depreux Edouard : 125, 129, 152.

Domenach Jean-Pierre : 136.

Ducoloné Guy : 123, 234, 295.

Duvillard Henri : 242.

Ecevit Bülent : 333.

Ekmekdjian Lévon : 118, 342-345, 348, 349, 353, 354, 370.

Elbékian Raffi : 84, 359, 371.

Erim Nihat : 61, 177, 246, 251, 277, 305, 314.

Essayan Zabel : 89, 110.

Foucault Michel : 324.

Fougier Guy : 360.

Geismar Alain : 202, 324.

Giscard d'Estaing Valéry : 288, 293, 313, 317, 328, 333.

Glucksman André : 196, 324.

Habache Georges : 82.

Hagopian Hagop : 318, 332.

Hernu Charles : 130, 326, 327, 373, 380.

Hitler Adolphe : 240.

Ho Chi Minh (Nguyễn Sinh Cung) : 180, 199, 203, 347.

Hrant Samuel : 128, 136.

Ipékian Houri : 90.

Jamgotchian Mardiros : 118, 210, 305, 308, 315, 339, 340, 342, 343, 344, 348, 357.

Jaurès Jean : 11, 119, 125, 131, 280.

Khayiguian Georges : 123.

Khomeini Rouhollah : 62, 356.

Kilindjian Max : 88, 160, 161, 166, 315, 333, 338.

Krivine Alain : 202, 324.

Le Dantec Jean-Marie : 324.

Lemkin Raphaël : 13.

Lévonian Haroutioun : 84, 359.

Lévy Bernard-Henry : 196.

Lévy Benny : 203.

Manouchian Missak : 122, 123, 190, 191, 192, 193, 221, 361.

Manouchian Mélinée : 6, 192.

Masseredjian Suzy : 99.

Mermaz Louis : 130, 139.

Mark Haykanouche : 90.

Matzneff Gabriel : 125.

Minassian Gilbert : 384.

Léonien René : 385.



Missakian Chavarche : 13.  
Miterrand François : 130, 217, 337, 361, 382.  
Nakachian Kud : 355, 385.  
Nazarian, Robert : 58, 196, 203, 302, 303, 323.  
Nogrette Robert : 263.  
Noir Michel : 327.  
Nubar Boghos : 122, 331.  
Ozal Turgüt : 386.  
Ozanian Antranig : 165, 190, 202, 330, 331, 361.  
Pacha Djemal : 120, 244.  
Pacha Saïd Halim : 120.  
Paradjanov Sergueï : 153, 195, 196, 211.  
Pompidou George : 246.  
Poniatowski Michel : 295.  
Poperen Jean : 130, 326.  
Saleh Mahmoud : 178.  
Sarkissian Zhorab : 342, 354.  
Sartre Jean-Paul : 144, 177, 196, 207, 324, 325.  
Sassounian Hampig : 163, 166, 308, 340, 342, 358.  
Schuman Maurice : 242.  
Talaat Pacha : 120.  
Tchobanian Archag: 90.  
Tehlirian Soghomon : 120.  
Téodorakis Mikis : 158.  
Vartanian Sossé : 89.  
Viennot Jean-Pierre : 250, 252.  
Wilson Woodrow : 163, 244.  
Yanikian Kurken : 104, 190, 193, 257, 261, 262.  
Yergatian père : 343.  
Zervandian Ayrik : 128.

## **TABLE DES MATIÈRES**

Remerciements .....	2
Liste des sigles .....	3
Avertissement aux lecteurs.....	4
Sommaire .....	5
Avant-propos .....	6
<b>INTRODUCTION</b> .....	8
1/ Qu'est-ce que la question arménienne ?.....	8
2/ Des historiographies qui se sont peu croisées : les mobilisations des Arméniens au service d'une histoire sociale des diasporas .....	14
3/ Clarifier l'objet de la recherche.....	18
4/ Problématique et plan.....	27
<b><u>PARTIE 1. DES MOBILISATIONS EMBOÎTÉES</u></b> .....	29
<b><u>Chapitre 1. Internes/externes : quelles sources pour une socio-histoire des mobilisations arméniennes ?</u></b> .....	30
<b>A) Du côté des acteurs</b> .....	31
<u>1/ Méthodologie de la recherche</u> .....	31
-Pourquoi élaborer un corpus de sources orales ? .....	31
-La constitution du corpus.....	32
<u>2/ Un travail d'enquête</u> .....	36
-Écrire avec du matériel vivant .....	36
-Des acteurs liés entre eux.....	38
<u>3/ Les sources écrites (presse arménienne et associations)</u> .....	40
<b>B) De l'autre côté des acteurs : les Arméniens surveillés</b> .....	42
<u>1/ Les archives publiques</u> .....	42
-Les archives du ministère des Affaires étrangères.....	42
-Les archives de la préfecture de police de Paris .....	43
-Les archives nationales .....	43
<u>2/ Les autres sources</u> .....	46

<b>C) L’archipel arménien au milieu des années 1960 en France</b> .....	47
1/ <u>L’intérieur : la famille arménienne</u> .....	47
2/ <u>L’extérieur : la socialisation française, l’école et le monde du travail</u> .....	52
Conclusion du chapitre .....	55
<b><u>Chapitre 2. Moyen-Orient / Occident : mobilités et mobilisations</u></b> .....	56
<b>A) Du Moyen-Orient à la France : un kaléidoscope migratoire</b> .....	58
1/ <u>Des sources variées</u> .....	58
2/ <u>Le Moyen-Orient, une géopolitique heurtée</u> .....	59
3/ <u>En France, des statuts multiples</u> .....	63
<b>B) Les contacts intra-communautaires en France</b> .....	67
1/ <u>Clivages intra-communautaires</u> .....	67
-Des communautés que tout oppose ? .....	67
-Des actions de rue plus virulentes ? .....	71
2/ <u>Contagions</u> .....	72
-Réseaux de solidarité .....	72
-Babel ou les langues mêlées .....	73
3/ <u>Un sas, la Maison des étudiants arméniens, interface de la protestation</u> .....	75
<b>C) À hauteur d’hommes et de femmes</b> .....	77
1/ <u>Parcours migratoires</u> .....	77
2/ <u>Les Arméniens du Liban et la question palestinienne</u> .....	80
3/ <u>Voyages des Arméniens de France vers les terres arméniennes</u> .....	83
Conclusion du chapitre .....	85
<b><u>Chapitre 3. Féminin/Masculin : les Arméniennes mobilisées</u></b> .....	86
<b>A) Une lecture des mobilisations arméniennes au prisme du genre</b> .....	87
1/ <u>Quelles sources pour penser le genre dans la question arménienne ?</u> .....	87
2/ <u>La question arménienne au prisme du genre : une histoire en friche</u> .....	89
3/ <u>Un contexte français émancipateur</u> .....	91

<b>B) Des mobilisations arméniennes genrées</b> .....	95
1/ <u>Les configurations genrées des mobilisations arméniennes</u> .....	95
- Une éducation genrée .....	95
- Une division genrée du travail militant .....	97
2/ <u>Militantisme et vie familiale</u> .....	99
3/ <u>La question du genre au sein des mobilisations arméniennes, un impensé ?</u> .....	102
- Deux hypothèses .....	102
- Des hommes pleurent.....	104
<b>C) Des formes d'émancipation militantes : connexions et mimétismes</b> .....	105
1/ <u>L'agency et l'horizontalité : le langage du féminisme</u> .....	105
2/ <u>Les groupes de femmes : une prise de parole circulaire</u> .....	108
3/ <u>Libération arménienne, un mouvement féministe ?</u> .....	111
Conclusion du chapitre.....	113
<b>Conclusion de la partie</b> .....	114
<b><u>PARTIE II. LES APPARTENANCES BRICOLÉES DES MOUVEMENTS POLITIQUES ARMÉNIENS</u></b> .....	115
<b><u>Chapitre 4. Une cartographie politique bipolaire dominée par le parti <i>Dachnaktsoutioun</i></u></b> .....	117
<b>A) Associations et partis politiques arméniens au milieu des années 1960</b> .....	118
1/ <u>Les partis traditionnels</u> .....	118
- Le parti social-démocrate <i>hintchak</i> .....	118
- Le parti <i>Dachnaktsoutioun</i> .....	119
- Le parti libéral démocrate <i>ramgavar</i> .....	122
2/ <u>La mouvance communiste arménienne</u> .....	122
3/ <u>Le CEA, Centre d'études arméniennes : rendre publique la question arménienne</u> .....	123
<b>B) La galaxie du parti <i>Dachnaktsoutioun</i>, un quadrillage de la diaspora</b> .....	126
1/ <u>Enjeux historiographiques et politiques</u> .....	126
- Enjeux historiographiques .....	126
- Une nouvelle configuration au milieu des années 1960 .....	128
- Un parti socialiste ?.....	129

<u>2/ De nouveaux dispositifs transnationaux</u> .....	131
-L'UEAE, l'Union des étudiants arméniennes d'Europe.....	131
-Le CDCA, le Comité de défense de la cause arménienne .....	136
<u>3/ Une spécificité lyonnaise ? Des Arménies en réseau</u> .....	137
<b>C) Quels profils de militants ?</b> .....	141
<u>1/ La deuxième génération migratoire</u> .....	141
-Caractéristiques socio-économiques .....	141
-Guerre d'Algérie et décolonisation.....	143
<u>2/ Y-a-t-il une génération 68 arménienne ?</u> .....	146
-Une sociabilité étudiante.....	146
-Comment Mai 1968 construit-il des passeurs de la protestation ?.....	150
-Quels effets de Mai 1968 sur la question arménienne ? .....	153
<u>3/ Plusieurs générations migratoires en action (1975-1985)</u> .....	159
-La lutte armée .....	159
-Une troisième génération migratoire active, mais moins idéologisée .....	160
-La concurrence avec Libération arménienne, devenu le MNA, mouvement national arménien .....	164
Conclusion du chapitre.....	167
<b><u>Chapitre 5) L'irruption d'une gauche arménienne alternative, Libération arménienne</u></b> .....	168
<b>A)Libération arménienne, un mouvement de gauche alternative</b> .....	169
<u>1/ Enjeux historiographiques : qu'est-ce que la gauche alternative arménienne ?</u> .....	169
<u>2/ Essai de périodisation du mouvement</u> .....	172
-Les trois phases de libération arménienne .....	172
-Génération migratoires et générations politiques.....	175
-Des luttes en mutation.....	176
<u>3/ Esquisse de sociologie de « jeunes gens en colère »</u> .....	179
-Des jeunes gens dotés en capital culturel.....	179
-Des acteurs en marge ? .....	182
-Regards sur eux.....	186

<b>B) Horizons révolutionnaires arméniens, européens et internationaux (1976-1982).....</b>	189
1/ <u>Horizons arméniens de lutte</u> .....	189
-Construire un parti révolutionnaire arménien .....	189
- Verticalités et héritages. Figures arméniennes de lutte : Antranig, Manouchian, Yanikian	190
2/ <u>Horizontalité. Acclimater des référents idéologiques occidentaux et internationaux</u> .....	193
-Un marxisme « arménisé », exemple de bricolage syncrétique .....	193
-Le Tiers-monde réapproprié. Espaces et figures du lointain .....	199
-Les connexions avec l'extrême-gauche française .....	202
3/ <u>Une résistance arménienne connectée : diaspora, Moyen-Orient, France</u> .....	204
-Créer un espace arménien transnational de protestation .....	204
-En France, un journal acteur de la protestation, <i>Hay Baykar</i> .....	206
-À Paris, le noyau dirigeant, à Lyon, des militants actifs, mais peu nombreux .....	209
<b>C) Libération arménienne devient le MNA, 1982-1985</b> .....	211
1/ <u>Vers la fin d'une matrice d'extrême-gauche arméno-française.</u> .....	211
-Le tropisme arméno-libanais et l'abandon du front soviétique, 1980-1981 .....	211
-La création du MNA : continuités et ruptures.....	212
2/ <u>Vers la fin d'un mouvement protestataire, 1982-1985</u> .....	215
-Nouveaux militants, nouvelles ressources, nouvelles alliances .....	215
-Vers l'usure du mouvement .....	218
-Au bout de l'engagement : la prison .....	220
Conclusion du chapitre.....	223
<b>Conclusion de la partie</b> .....	224
<b><u>PARTIE III. DES MOBILISATIONS DE RUE QUI RACOMMODENT LES ESPACES.</u></b>	
<b><u>1970-1985</u></b> .....	225
<b>Prologue. Les Arméniens dans la rue, le 24 avril 1965</b> .....	227
-Avant 1965, les lieux clos des pleurs .....	227
-Le 24 avril 1965 : un rassemblement de rue transnational .....	229
-Retour sur expériences des acteurs .....	233
<b><u>Chapitre 6. Des actions manifestantes irradiées par les circulations protestataires.</u></b>	
<b><u>Première moitié des années 1970</u></b> .....	235
A) <b>À Paris, se saisir du temps commémoratif pour manifester contre la Turquie</b> .....	237

<u>1/ Deux manifestations contre les représentations diplomatiques turques</u> .....	238
-De jeunes manifestants .....	238
-Les critères d'une manifestation revendicative.....	239
<u>2/ Des manifestations qui inquiètent la Turquie</u> .....	242
<b>B) À Paris, sortir du temps et de l'espace commémoratif</b> .....	245
<u>1/ Une synapse manifestante lors de la venue du premier ministre turc Erim (janvier 1972)</u>	246
-L'occupation de la Turkish Airlines .....	246
-Marxisme, tiers-mondisme et solidarité hors frontières .....	249
-Une séquence manifestante.....	251
<u>2/ L'« agit-prop » au théâtre des Champs-Élysées</u> .....	253
<u>3/ Une double action d'éclat contre la Turquie (avril 1973)</u> .....	254
-Une action mise en scène .....	254
-Une action circulaire .....	256
-Quelle triple réception ? .....	261
<b>C) La manifestation du soixantième anniversaire du génocide, le 24 avril 1975</b> .....	264
<u>1/ L'irruption d'une manifestation de rue à Paris et à Lyon</u> .....	265
<u>2/ Les manifestations de rue, un répertoire d'action transnational</u> .....	266
Conclusion du chapitre.....	267
<b><u>Chapitre 7. La diversification des actions manifestantes. Deuxième moitié des années 1970</u></b>	
.....	269
<b>A) Un microcycle de manifestations du 24 avril réprimées (1976-1978)</b> .....	270
<u>1/ Des acteurs multiples</u> .....	270
-Des compétences manifestantes en cours d'acquisition .....	270
-Des cérémonies divisées sous la double surveillance de la Turquie et de la France .....	273
-Des jeunes manifestants dans une mobilisation communautaire .....	275
<u>2/ La manifestation du 24 avril, entre 1976 et 1978, lieu de multiples syncrétismes</u> .....	278
-Croisements français, arméniens et internationaux.....	278
-Une occupation de l'espace reflet d'oppositions multiples : le 24 avril 1976 à Paris .....	285
<u>3/ La répression des manifestations du 24 avril, entre 1976 et 1978</u> .....	289
-Une spécificité des violences policières face aux manifestants arméniens ?.....	289
-Du côté des manifestants .....	292

<b>B) Des performances protestataires (1978-début 1982)</b> .....	296
1/ <u>À Paris. Des actions brèves et radicales (Libération arménienne)</u> .....	296
- Les manifestations sauvages (mai 1978) .....	296
- Les actions exemplaires contre l'URSS (fin 1978).....	302
- Les occupations de locaux .....	305
2/ <u>À Lyon. Des répertoires mondiaux inscrits dans le temps long</u> .....	309
- La marche de Lyon à Saint-Julien-en-Genevois (mouvance <i>dachnak</i> ) .....	309
- Grèves de la faim à l'église arménienne .....	314
3/ <u>Les manifestations de Libération arménienne pour occuper le terrain</u> .....	319
- Contre la Turquie. L'usage du 1 <sup>er</sup> Mai.....	319
- Contre l'URSS. Les manifestations devant l'ambassade soviétique .....	322
<b>C) Des manifestations du 24 avril en transition (1978-1981)</b> .....	326
1/ <u>À Lyon, vers une manifestation républicaine</u> .....	326
2/ <u>À Paris, deux manifestations (1979-1981)</u> .....	330
- Les manifestations hybrides de Libération arménienne (1979-1981).....	330
- Les manifestations réglées de la mouvance <i>dachnak</i> .....	333
Conclusion du chapitre.....	334
<b><u>Chapitre 8. Vers la routinisation des manifestations. Première moitié des années 1980</u></b>	
.....	336
<b>A) Les manifestations pour les combattants arméniens (1981-1984)</b> .....	337
1/ <u>Des manifestations de rue maîtrisées</u> .....	339
- Des compétences manifestantes acquises .....	339
- Une appartenance arménienne en mouvement.....	343
- Un langage manifestant puisé en France .....	347
2/ <u>La multiplicité des lieux investis</u> .....	349
- Le consulat turc, lieu ennemi .....	349
- L'église arménienne, lieu sûr et sacré ? .....	354
- Les lieux des représentations diplomatiques, lieux du monde .....	357
3/ <u>Les lieux de la justice, lieu des répressions</u> .....	360



<b>B) Les manifestations du 24 avril, procession et pétition (1982-1985)</b> .....	364
1/ <u>À Paris, des manifestations du 24 avril formalisées</u> .....	365
-En amont, les conditions d'une manifestation respectable .....	365
-Un déroule spatial reproductible dans une temporalité réglée .....	368
-Un langage manifestant maîtrisé.....	370
2/ <u>À Lyon, le 24 avril 1985, une cérémonie spectaculaire</u> .....	372
-Commémoration et protestation au centre de la ville .....	372
-L'émotion théâtralisée.....	375
-Des pratiques protestataires diverses au consulat de Turquie.....	377
<b>C) Des manifestations moins éruptives ?</b> .....	382
1/ <u>Une manifestation culturelle, la défense de la radio arménienne</u> .....	382
2/ <u>Des manifestations invisibles</u> .....	384
3/ <u>Des manifestations défensives</u> .....	385
Conclusion du chapitre.....	387
<b>Conclusion de la partie</b> .....	389
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b> .....	390
-Appartenances bricolées .....	390
-Temporalités fragmentées .....	392
-Espaces raccommodés .....	394
<u>SOURCES</u> .....	397
<u>BIBLIOGRAPHIE</u> .....	411
<u>CHRONOLOGIES DES MOBILISATIONS ARMÉNIENNES</u> .....	443
<u>ANNEXES : CARTES, SCHÉMAS, TABLEAUX</u> .....	455
<u>ILLUSTRATIONS</u> .....	461
<u>LISTE DES SCHÉMAS, GRAPHIQUES, TABLEAUX, CARTES</u> .....	479
<u>LISTE DES ILLUSTRATIONS</u> .....	480
<u>INDEX DES LIEUX ET DES NOMS PROPRES</u> .....	482
<u>TABLE DES MATIÈRES</u> .....	489

